

28 | 2022

La légitimité et l'autorité à l'épreuve : les premières allocutions sur le coronavirus

Legitimacy and authority put to the test: the first speeches on coronavirus

Ruth Amossy et Stéphane Wahnich (dir.)



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/aad/5953>

ISSN : 1565-8961

Éditeur

Université de Tel-Aviv

Référence électronique

Ruth Amossy et Stéphane Wahnich (dir.), *Argumentation et Analyse du Discours*, 28 | 2022, « La légitimité et l'autorité à l'épreuve : les premières allocutions sur le coronavirus » [En ligne], mis en ligne le 25 avril 2022, consulté le 25 avril 2022. URL : <https://journals.openedition.org/aad/5953>

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2022.



Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

SOMMAIRE

Introduction. La construction de la légitimité et de l'autorité : les démocraties face à la Covid-19

Stéphane Wahnich

Introduction. The construction of legitimacy and authority: democracies facing Covid-19.

Stéphane Wahnich

Construire la légitimité et l'autorité politiques en discours

Ruth Amossy

Constructing political legitimacy and authority in discourse

Ruth Amossy

Légitimer la gestion de crise pendant la Covid-19

Ruth Wodak

Legitimizing Crisis Management during COVID-19

Ruth Wodak

Légitimité démocratique et autorité en temps de Corona : L'allocution à la nation d'Angela Merkel (18 mars 2020)

Jürgen Siess et Ruth Amossy

Democratic legitimacy and authority in times of Corona: Angela Merkel's address to the nation (18 March 2020)

Jürgen Siess et Ruth Amossy

Emmanuel Macron face à la Covid-19 : un Président en quête de réparation d'image

Keren Sadoun-Kerber et Stéphane Wahnich

Emmanuel Macron facing Covid-19: A president in search of image repair

Keren Sadoun-Kerber et Stéphane Wahnich

Crise sanitaire et crise politique : La double démarche rhétorique de Benjamin Netanyahu pendant la COVID-19

Ariella Lahav

Health Crisis and Political Crisis: Benjamin Netanyahu's Double Rhetorical Maneuver during COVID-19

Ariella Lahav

Une construction interdiscursive : la légitimité et l'autorité dans les premières conférences de presse de Conte sur la Covid-19

Caterina Scaccia

An interdiscursive construction: legitimacy and authority in Conte's first press conferences on Covid-19

Caterina Scaccia

Stratégies rhétoriques de légitimité et d'autorité en temps de Covid-19: Le cas de la PM belge Wilmès

Irit Kornblit

Rhetorical strategies of legitimacy and authority in times of Covid-19: The case of Belgian PM Wilmès

Irit Kornblit

Le rôle de la confiance dans la construction discursive de la légitimité et de l'autorité. La première allocution sur la Covid-19 en Argentine

Karina Masasa

The role of trust in the discursive construction of legitimacy and authority. The first address on Covid-19 in Argentina

Karina Masasa

Un Président populiste en campagne : Donald Trump, ou la gestion de la crise de la Covid-19

Maria Saltykov

A populist president in campaign: Donald Trump, or the management of the Covid-19 crisis

Maria Saltykov

Polémique et populisme en temps de pandémie : légitimation et construction d'autorité chez Bolsonaro

Claire Sukiennik Abécassis

Polemics and populism in times of pandemic: Legitimation and construction of authority in Bolsonaro's addresses

Claire Sukiennik Abécassis

Comptes rendus

Claire Oger. 2021. Faire référence. La construction de l'autorité dans le discours des institutions (Paris : Editions EHESS)

Keren Sadoun-Kerber

Musolff, Andreas, Ruth Breeze, Kayo Kondo & Sarah Vilar-Lluch (éds). 2022. Pandemic and Crisis Discourse (London: Bloomsbury)

Jürgen Siess

Blandine Pennec. 2021. Les Mots de la Covid-19 : Étude linguistique d'un corpus français et britannique (Arras : Artois Presses Université)

Roselyne Koren

Introduction. La construction de la légitimité et de l'autorité : les démocraties face à la Covid-19

Stéphane Wahnich

- 1 Cette nouvelle publication d'*Argumentation et Analyse du Discours* n'est pas un numéro comme les autres. En effet, tous les articles ont un point en commun : celui d'avoir été rédigés par les membres du groupe ADARR (Analyse du discours, Argumentation, Rhétorique) des Universités de Tel-Aviv et de Bar-Ilan (hormis l'article de Ruth Wodak, que nous remercions vivement pour sa contribution). Cette production est directement issue de l'actualité liée à la Covid-19. Lors du premier confinement, nous avons collectivement décidé de mener une analyse des premières allocutions à la nation des dirigeants de différents pays démocratiques afin de voir comment, en un moment particulièrement sensible, ils tentaient de construire dans leur discours la légitimité et l'autorité nécessaires pour édicter des mesures destinées à freiner la pandémie. Le groupe ADARR, à l'image d'Israël, constitue un *melting pot* et chacun, soit en lien avec son pays d'origine, soit avec son pays d'étude, a pris le soin d'analyser dans la langue des locuteurs les discours de la Covid-19. Ces prises de parole effectuées dans des circonstances peu communes nous ont permis d'explorer une question qui à la fois embrasse et dépasse le moment singulier de la pandémie, et qui est au cœur de notre champ d'étude, mais aussi de nos préoccupations citoyennes : celle de savoir comment nos gouvernants se dotent de la légitimité et de l'autorité qui leur permettent d'obtenir reconnaissance et obéissance dans un moment de crise.

1. Un moment exceptionnel

- 2 L'irruption sur la scène mondiale de la pandémie de la Covid-19 a constitué un moment rare dans l'histoire de nos sociétés. En effet, le monde a été confronté au même problème, en même temps, au fil de la propagation de l'épidémie et les dirigeants de chaque pays ont dû réagir face à une crise sanitaire qui se vérifiait jour après jour. Il n'est pas courant de pouvoir étudier le discours des chefs d'Etats et de gouvernement

sur un même sujet et en un laps de temps très court. Ce moment apparaît ainsi comme un exemple unique pour la recherche en sciences humaines et de manière plus particulière pour l'analyse du discours et de l'argumentation. En effet, nous assistons en quelque sorte à une expérience inédite lors de laquelle les responsables politiques ont dû annoncer des mesures qui remettent en cause les libertés publiques les plus fondamentales, ne serait-ce que celles de circuler, d'aller en classe, de se rencontrer. Le virus du Corona n'a pas seulement un enjeu biologique, il constitue un enjeu de société dans le sens où la contamination se produit par les interactions sociales et ce sont bien ces dernières qui vont être limitées au maximum pour stopper la première vague de la Covid-19. L'épidémie même entraîne des conséquences qui entrent en contradiction avec les valeurs démocratiques. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes attachés à étudier les premières déclarations des chefs d'États et de gouvernements de pays démocratiques qui annonçaient les premières mesures de lutte contre la Covid-19 ; il nous a semblé intéressant de collecter et d'étudier un corpus cohérent de déclarations confrontées aux mêmes enjeux socio-politiques.

- 3 L'analyse des discours de ces dirigeants est d'autant plus éclairante que la lutte contre l'épidémie se fait de manière non coordonnée. Alors que nous sommes en pleine mondialisation, que nos pays n'ont jamais été aussi interdépendants, que l'Union Européenne est devenue une institution avec de réels pouvoirs législatifs et exécutifs, qu'il existe des organismes internationaux comme l'OMS, il est intéressant de noter que la lutte contre la Covid, qui constitue une épidémie mondiale, a été gérée à l'échelle des nations. Il en ressort un véritable paradoxe que les sciences des relations internationales ne peuvent manquer d'étudier. Face à la crise, le réflexe premier a été le retour aux frontières nationales, alors que le virus circulait selon les zones d'activités humaines qui ne correspondent pas aux frontières officielles. Ce paradoxe donne d'autant plus de poids aux discours des dirigeants car c'est bien au niveau de la nation que chaque pays va réagir et se mobiliser. Aussi ces déclarations vont-elles dépendre de la situation politique de chaque pays, de la culture politique des dirigeants qui profèrent les discours et, également, de leurs choix communicationnels.
- 4 Ces allocutions revêtent donc un aspect particulier. En effet, de manière générale, un discours politique sert à convaincre d'une vision du monde, du bien-fondé de mesures économiques et sociales ou tout simplement du bon raisonnement du locuteur. Il s'agit, *in fine*, de faire évoluer l'opinion publique sur un sujet grâce à une argumentation appropriée. Dans le cas qui nous intéresse ici, il ne s'agit pas de faire évoluer des représentations collectives ou des valeurs politiques, évolutions qui en général se produisent lentement. Il ne s'agit pas d'imposer, au nom de l'urgence sanitaire, une opinion sur la Covid, mais bien de faire accepter et adopter des comportements restreignant les libertés individuelles, de manière volontaire et immédiate, dans des pays où elles sont au cœur du contrat politique qui lie les citoyens à l'État. Au regard de l'enjeu, il est évident que les prises de parole successives des dirigeants vont être préparées, réfléchies et que le hasard ou la spontanéité ne peuvent y avoir que peu de place. Nous avons donc étudié des discours très construits et cette situation rend encore plus pertinentes les analyses car elles reposent sur des textes qui sont au cœur du rôle du politique : le devoir qu'a le dirigeant de protéger une nation, de sauvegarder au mieux la vie de ses concitoyens. Ces discours, quelles que soient leurs formes, ont pour objectif d'être crus et surtout d'être écoutés dans un moment névralgique ; ils revêtent donc une signification particulière.

- 5 Dans ce cadre, l'analyse du discours et l'argumentation rhétorique offrent un cadre théorique et des outils qui permettent d'explorer les textes en profondeur pour comprendre ce qui s'est joué sur le plan social et politique, mais aussi éthique et humain, au moment de l'irruption inattendue de la pandémie.

2. Une recherche déjà substantielle, avec des approches différentes

- 6 Bien évidemment, le groupe ADARR n'est pas le seul à aborder cette problématique, et des travaux savants sur le sujet ne cessent de voir le jour sous forme de livres, de collectifs ou d'articles. Pour rester dans notre domaine de recherche, on peut constater que de nombreux chercheurs en sciences du langage ont d'ores et déjà apporté leurs analyses et leur réflexion. Il n'est pas question d'offrir un panorama de ces approches dans un contexte où les publications continuent à pleuvoir, et à un moment où le recul nécessaire par rapport à l'événement et à son étude est loin d'être suffisant. On se contentera donc de quelques notes sur les travaux les plus proches de l'AD et de l'argumentation, en renvoyant les lecteurs aux premiers comptes rendus sur le sujet qui paraissent dans ce numéro spécial.
- 7 Mais d'abord quelques mots sur la notion de crise, incessamment brandie, s'imposent à l'orée de cette brève présentation. Bien entendu, de nombreux travaux se réfèrent selon des modalités diverses à la communication de crise, en examinant la gestion discursive de la Covid-19. C'est ainsi par exemple qu'est étudiée la gestion de la communication de crise par la PM de Nouvelle-Zélande Jacinda Ardern, qui montre les moyens par lesquels elle a réussi à inspirer la confiance et à encourager la solidarité (D. McGuire *et al.* 2020.) Les travaux qui portent sur la communication de crise ne relèvent cependant pas d'une approche analytique unifiée, et utilisent des instruments divers pour explorer la façon dont les discours des uns et des autres ont tenté de se mesurer à l'événement, mais aussi l'ont défini et cadré en termes de « crise ». Il suffira donc ici de rappeler, à titre d'éclaircissement, quelques principes de base de la communication et de la gestion de crise en les restreignant à leur dimension discursive.
- 8 Une crise, lit-on dans Boin *et al.* (2017 [2005] : 20), qu'elle soit économique, écologique, sanitaire, politique, surgit quand les membres d'une société donnée ont le sentiment que les valeurs qui sont au fondement de leur système sont menacées – on peut penser à la sécurité, aux libertés civiles, à la santé, à la justice et à d'autres encore. Une perturbation profonde des modes de vie ordinaires se produit. La menace génère un sens de l'urgence (souvent socialement construite plutôt qu'inhérente à la situation), et un sentiment de grande incertitude – on ne sait jusqu'à quel point la menace est grave et vers quoi elle mène. Ces crises nécessitent des décisions rapides alors même que les conditions au niveau de l'information ne sont pas réunies ; elles nécessitent aussi une communication adressée à un public hétérogène dont les moyens et les besoins ne sont pas les mêmes. Il incombe alors aux gouvernants de limiter le désordre et la désorientation ainsi produits et de rétablir, voire de renforcer, la confiance dans leurs capacités de dirigeants et dans les institutions au sein desquelles ils agissent. En démocratie, l'action des politiques est bien entendu soumise aux normes et valeurs du régime, si bien que les critères d'efficacité ne peuvent s'imposer de façon exclusive. Parmi les tâches qui leur incombent, Boin mentionne le *meaning making* (construire du sens) qui fournit une définition de la situation et construit un narratif susceptible de

persuader et d'inspirer les citoyens. Dans la perspective globale de la communication de crise, les chercheurs peuvent avoir recours à des cadres théoriques et des instruments analytiques très divers afin d'en problématiser certains aspects et d'en dégager les enjeux changeants.

- 9 Voyons donc comment les études qui relèvent des sciences du langage éclairent ce qu'on a dénommé communication de crise. On mentionnera d'abord un ouvrage d'analyse linguistique intitulé *Les mots de la Covid-19*, de la plume de Blandine Pennec (2021)¹ qui examine un corpus français et britannique d'allocutions à la nation et de presse, avec des outils empruntés à la linguistique de l'énonciation et à la pragmatique, sur lesquels se greffent des outils rhétoriques et stylistiques. L'auteure examine principalement les structures saillantes et les marqueurs pour déterminer leur rôle dans la construction de l'*ethos* d'Emmanuel Macron et de Boris Johnson, et dans leur recherche d'efficacité argumentative ; elle se penche ensuite sur les positionnements énonciatifs des journalistes dans leur traitement de la pandémie, ainsi que sur les titres d'articles journalistiques. Ce travail quelque peu formel se focalise sur le langage plutôt que sur le discours en situation ; mais il a l'avantage de se soucier de la matérialité langagière et de fournir une analyse contrastive des discours français et britanniques.
- 10 Un volume en langue anglaise intitulé *Pandemic and Crisis Discourse* (2022), édité par A. Musolff *et al.*, réunit un très riche ensemble d'études qui se réclament principalement d'une branche de la CDA, l'approche historico-discursive de Wodak et Reisigl (Discourse-Historical Approach), non sans avoir recours à d'autres cadres théoriques comme la théorie cognitive de la métaphore. Le livre ambitionne de voir comment la pandémie a été discursivement définie et catégorisée, comment elle a été donnée à comprendre au public, comment les conflits concernant la pandémie ont été gérés dans le débat public dans un grand nombre de pays : la Chine, la Russie, le Belarus, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Roumanie, la Grèce, ... Certains articles offrent également une comparaison de la communication de crise dans quelques pays (par ex. la Grande-Bretagne et l'Espagne ou la Roumanie, la Slovénie et l'Italie.) C'est dans ce sens que cet ouvrage collectif se penche sur des stratégies de communication relatives à la crise sanitaire qui sont analysées sur divers supports – non seulement les déclarations politiques, le discours des experts scientifiques ou des médias, mais aussi les affiches, les livres pour enfants, l'interaction médecins – patients, ...
- 11 Un numéro spécial très intéressant de la revue *Repères-Dorif* (24, 2021), intitulé « Constellations discursives en temps de pandémie » et coordonné par F. Favart et A. Silletti, se fonde quant à lui sur le courant français de l'AD pour étudier les discours de la Covid-19 dans la parole des acteurs politiques et dans les médias. Il examine entre autres l'étroite interrelation qui se noue entre le discours scientifique, médiatique et politique (il s'agit, dans leurs propres termes, de « constellations discursives »), et dévoile la façon dont la science est mise en scène au profit des politiciens et des journalistes dans le but de légitimer leur propre parole. Il est intéressant de voir que la question de la confiance, qui est au cœur des pratiques discursives mises en place dans cette période de crise, y est traitée par Sophie Moirand. Par ailleurs, on trouve des études sur les discours de la pandémie dans des courants idéologiques et politiques particuliers : la droite radicale en France et en Italie, ou le RN et la France insoumise en France. Toutes ces articles présentent des analyses concrètes de discours variés (articles de presse, tweets, blogs, ...) étudiés en situation, et s'ils favorisent le cas de la France, ils se penchent aussi sur d'autres pays comme l'Italie ou le Brésil.

- 12 Signalons également le premier recueil collectif sur la Covid-19 étudié dans une perspective argumentative, qui est particulièrement important de notre point de vue. Sans doute certains articles avaient-ils déjà emprunté cette voie, comme celui de Louise Cummings dans *Informal Logic* (2020) qui analyse dans l'argumentation utilisée par les acteurs politiques mais aussi les agences de santé publique, le manque de rationalité des jugements et des décisions face à la Covid 19 (les arguments fallacieux). Cependant le collectif coordonné par S. Oswald, M. Lewinski, S. Greco et S. Villata (2021) braque entièrement les projecteurs sur l'argumentation et sur ce que sont devenues les pratiques argumentatives à l'occasion de la pandémie. Ils ont recours aux théories de l'argumentation seules aptes selon les auteurs à explorer le phénomène – pour le dire métaphoriquement – d'une « pandémie de l'argumentation » qui a changé les formes, les normes et les fonctions de l'argumentation sur la place publique. Dans cette perspective, ils travaillent sur trois plans corrélés : descriptif (il s'agit de rendre compte de ce qui se passe sur le terrain), normatif (pour voir les modifications des fondements rationnels utilisés par les locuteurs pour justifier leurs arguments), et prescriptives (dans le sens où on recherche sur cette base à améliorer les capacités argumentatives individuelles et collectives ou les protocoles argumentatifs tant dans les institutions que sur la place publique).
- 13 Ils passent ainsi en revue (Partie I) les débats sur la pandémie comme ceux, par exemple, qui concernent le compte des morts de la Covid, la construction de l'*ethos* de l'expert en période d'incertitude ou la gestion des dissensus scientifiques ; (Partie II) la justification et la promotion des politiques sanitaires comme la question de la prise de décision rationnelle ou de sa justification face à des dilemmes sanitaires et sociaux, le rôle de l'argumentation dans la législation sur la Covid ; (Partie III) l'amélioration des compétences argumentatives des communicants et du public – la capacité de se protéger contre les théories de la conspiration, ou contre l'utilisation de données dépassées pour construire des arguments fallacieux ; la capacité à poser des questions critiques ou à peser l'acceptabilité des opinions d'experts. Dans l'ensemble, les contributions d'analystes de l'argumentation réputés de différentes origines, se penchant sur plusieurs pays tantôt dans une perspective transversale qui se focalise sur une question commune, tantôt éclairant les pratiques de pays spécifiques (les pays scandinaves, ceux du Sud de l'Europe, ...), dévoilent un déficit généralisé de rationalité dans l'argumentation publique sur la pandémie. Le but des contributeurs n'est cependant pas de porter un jugement négatif généralisé mais de marquer et de montrer comment un ensemble de ressources argumentatives peuvent être utilisées pour améliorer la communication, la compréhension et l'évaluation des politiques publiques dans leur globalité.
- 14 Dans ces quelques ouvrages mais aussi au-delà de leurs limites, certains chercheurs ont souhaité insister sur une forme précise du discours, en tentant d'en examiner les tenants et les aboutissants, Il en va ainsi du discours populiste par exemple. Françoise Favart (2021) a consacré un article éclairant sur ce thème et Kerim Can Kavakli (2020) a analysé les effets du discours populiste sur l'évolution de l'épidémie. Un tel parti-pris de départ est intéressant car il permet d'analyser le discours à travers un prisme qui dépasse l'événement en lui-même. Les discours sur la Covid-19 deviennent un exemple utile pour la recherche, comme lorsqu'un chercheur en sciences exactes fabrique un environnement spécifique pour sa recherche. Dans le même temps, certains chercheurs ont conservé leur thème de recherche de prédilection et l'ont exploré dans les discours

de la Covid 19. Cette posture revêt l'avantage d'approfondir une recherche déjà engagée et apporte éventuellement une confirmation (ou une modification) de théories élaborées antérieurement. L'étude des genres dans le sens de *gender* par exemple a été développée sur les discours de la Covid-19 par Sara Dada *et al.* (2021), ou par Fabienne Beider et Maria Constantinu (Musolff 2022). D'autres chercheurs ont voulu se focaliser sur une situation précise et singulière. Nous pensons à l'article de Tiago Ribeiro Duarte (2020) qui analyse l'attitude de Bolsonaro face aux avis scientifiques ; cette situation exceptionnelle permet alors une analyse originale montrant les effets idéologiques d'un pouvoir populiste. C'est aussi le cas de l'article de Graziella K.Harb et de Youssef M.Serhan (2020) qui ont étudié la xénophobie dans les discours de D. Trump. Dans la même logique, Florian Bieber (2020) consacre un article au repli nationaliste que nous avons souligné plus haut face à l'épidémie.

- 15 On signalera enfin que divers travaux s'attachent aux fonctions de la métaphore. Ainsi, Maria Muelas-Gil (2022) examine les métaphores du coronavirus qui remplissent une fonction pédagogique dans les livres pour enfants. S. Neshkovska et Z. Trajkova (2020) se penchent sur l'usage qu'ont fait les politiciens de différents pays des métaphores dans toutes les phases de la pandémie, et sur l'impact de ces métaphores évalué à la lumière des réactions des citoyens. Les métaphores sont aussi étudiées par Isabel Negro Alousque (2021) dans une étude comparative entre les discours des dirigeants français et espagnol qui montre que le virus est conçu comme un « être animé ou une catastrophe naturelle ». Se fondant sur la CDA et la communication de crise, Eunice Castro Seixas (2021) analyse l'usage des métaphores de la guerre dans la communication politique sur la Covid-19 et montre qu'elle peut remplir des fonctions diverses, qui sont loin d'être toujours négatives comme on a parfois tendance à le croire. Ces travaux sur la métaphore dans les discours de la Covid sont trop nombreux pour être dénombrés ici, et ont encore de beaux jours devant eux.
- 16 Tous ces travaux proposent des cadres d'analyse et ouvrent des voies de réflexion fécondes. Mais notre questionnement est autre, même s'il est proche. Il entend expliquer comment les discours politiques peuvent construire une légitimité et une autorité afin d'être à la fois reconnus et écoutés. Cette problématique qui n'a, à notre connaissance, pas encore été abordée systématiquement dans le cadre des discours de la Covid-19, nous paraît pourtant primordiale car en période de crise sanitaire et du danger mortel qui en découle, la légitimité du locuteur et son autorité constituent un enjeu central.

3. Une démarche multidisciplinaire et internationale

- 17 Les premiers discours des dirigeants sur la Covid-19 sont très riches et notre contribution n'est qu'une facette de l'exploitation intellectuelle que l'on pourrait en faire ; mais les notions de légitimité et d'autorité nous ont semblé être le cœur même de toutes ces interventions. De surcroît, comme nous l'avons déjà souligné, la réponse politique à la Covid-19 a pris une dimension nationale alors que paradoxalement l'épidémie était mondiale. De ce fait, chaque discours contient en son sein l'expression de la culture politique du pays, la situation politique du moment et bien sûr l'idéologie du locuteur. Ainsi, on peut s'apercevoir que les locuteurs sont dans des situations peu comparables, si l'on considère par exemple A. Merkel qui a une reconnaissance institutionnelle forte et S. Wilmes, en Belgique, qui vient juste d'être nommée Premier

ministre pour gérer la crise de la Covid-19. Dès lors, il est évident que les tentatives des chefs d'État de construire et renforcer leur légitimité et leur autorité ne peuvent être similaires. C'est pourquoi nous avons adopté une perspective internationale, en présentant un éventail d'analyses dont chacune se concentre sur un pays particulier. Nous n'avons retenu que les interventions de dirigeants démocratiques car dans les régimes totalitaires la question de la légitimité par rapport au respect de la liberté ou celle de l'autorité dans son rapport à l'autoritarisme n'est pas la même, comme nous l'avons déjà souligné.

- 18 Les auteurs des articles qui suivent abordent les pays suivants : l'Allemagne, la France, Israël, l'Italie, la Belgique, l'Argentine, les États-Unis et le Brésil. Cet ordre n'est pas anodin, il a du sens. Les trois premiers pays représentent des situations au sein desquelles la légitimité des dirigeants est en situation soit forte comme l'Allemagne, soit partiellement remise en cause comme pour la France et Israël. La Belgique, l'Italie et l'Argentine ont en commun des dirigeants qui viennent juste d'accéder au pouvoir et leur légitimité est encore à construire. Enfin, les États-Unis et le Brésil constituent les pays dans lesquels les dirigeants sont allés à rebours de leurs pairs et on cherché à légitimer et faire adopter non pas des mesures sanitaires contraignantes, mais une vision personnelle des choses qui n'en voyait guère la nécessité. L'accentuation du populisme y est la plus significative. À cela s'ajoutent les pays traités de façon contrastive, dans une perspective panoramique plus générale, par R. Wodak : l'Autriche, la Suède, la Nouvelle Zélande et la Hongrie. Mais avant d'aborder la situation de chaque pays, il convient d'étudier les enjeux des deux concepts qui structurent nos analyses, avec les difficultés rencontrées.
- 19 Sans doute, la légitimité et l'autorité sont deux objets qui ont déjà été abordés par les sciences du langage. La construction de la légitimité a donné lieu à des analyses intéressantes dans *Le discours politique* (2005) de P. Charaudeau, ainsi que dans *Political Discourse Analysis* (2012) de I. et N. Fairclough. Ils avaient été précédés par Rojo et van Dijk (1997) et van Leeuwen et Wodak (1999) dans leurs travaux sur la légitimation du contrôle de l'immigration, et par la mise au point très remarquée de van Leeuwen en 2007. Les travaux en analyse du discours et rhétorique sur l'autorité sont plus nombreux. Qu'il suffise de citer ici, parmi d'autres, deux ouvrages de référence importants, celui d'Angenot (2013) *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* et le livre récemment paru d'Oger (2021), *Faire référence. La construction de l'autorité dans le discours*. Néanmoins, la légitimité et l'autorité en discours nous semblent nécessiter des développements et des mises en perspective supplémentaires tant en ce qui concerne leurs modalités de construction discursives et argumentatives, qu'en ce qui concerne leur problématique différenciation.
- 20 Une telle réélaboration est d'autant plus importante que ces deux notions sont au cœur de l'analyse du politique. C'est la raison pour laquelle les recherches sur le discours et l'argumentation doivent à la fois fournir des instruments d'analyse aux sciences politiques, et se nourrir des travaux dans ces domaines qui ont consacré une place importante aux questions de la légitimité et de l'autorité. Weber est sans doute le premier sociologue à s'être intéressé à ce sujet, mais des travaux plus récents ont pu actualiser la recherche. Nous pensons entre autres à Beetham (2013), Rosanvallon (2008), Kojève (2004), Bourdieu (1982) et Habermas (1973), si l'on veut remonter dans le temps.

- 21 Il est cependant important de souligner que dans ces travaux, qu'ils soient issus des sciences du langage ou des sciences politiques, la plupart des auteurs ne marquent pas la différence de sens qui s'opère entre la légitimité et l'autorité. Les travaux fondateurs de Weber semblent même avoir parfois entretenu une certaine confusion à cet égard ; quant à l'exploration que fait van Leeuwen (2007) du processus discursif de légitimation, il y englobe l'autorité sans faire un sort à cette notion dans sa spécificité. L'article liminaire d'Amossy traite de cette problématique qui informe l'ensemble du dossier et en ce sens, lui tient en quelque sorte lieu d'introduction théorique. Il explique en quoi cette non-différentiation pose problème car, si l'autorité s'adosse à la légitimité, elles ne sont pas pour autant similaires, comme (comme l'avait déjà suggéré Charaudeau 2005). Il montre que les deux notions ont des ressorts différents et des rôles dans l'action politique, certes complémentaires, mais avec des logiques et des finalités propres. Ainsi, en s'appuyant sur divers travaux issus des sciences sociales, l'article d'Amossy en exploite les acquis en se situant au niveau de l'analyse du discours et de l'argumentation ; il étudie, dans leurs différences et leurs intersections, les processus de légitimation et de construction d'autorité tels qu'ils se laissent saisir dans le discours politique. L'auteure entend justifier ce faisant – même si la science politique offre certaines clés de compréhension – la pertinence de l'approche adoptée pour éclairer les procédures et les enjeux des premières allocutions des dirigeants sur la Covid-19.
- 22 En effet miroir, l'article de Wodak exploite la théorie qu'elle a développée avec van Leeuwen, à laquelle il ajoute une dimension argumentative par la mise à jour des *topoi* de contenu qui sous-tendent les justifications avancées par les locuteurs. Cette grille d'analyse ambitionne de relever les processus par lesquels la légitimation discursive se met en place², et permet à l'analyste de pointer dans les textes les grandes catégories auxquelles le locuteur a recours. Cette approche a un premier mérite : celui d'avoir défriché le terrain en matière de légitimation discursive, et d'avoir ouvert la voie à une réflexion plus large (à l'instar de celles de Charaudeau en 2005 ou d'Amossy aujourd'hui). La quasi indifférenciation entre légitimité et autorité chez van Leeuwen et Wodak s'explique sans doute par la prééminence accordée à la légitimation et à ses procédures en discours, si bien que l'autorité lui est en quelque sorte subordonnée et ne reçoit pas de traitement à part entière. Cette approche pionnière n'en reste pas moins prégnante et on trouve ainsi à l'orée du numéro deux grilles d'analyse alternatives dont les articles subséquents s'inspirent à divers degrés : l'une issue de l'approche historique-discursive de la CDA de Wodak, et l'autre ancrée dans la théorie de l'argumentation dans le discours en prise sur l'AD française d'Amossy (2021 [2000]). Les deux approches ne sont pas, bien sûr, sans croisements et similitudes. Elles pourront, nous l'espérons, relancer la réflexion sur le sujet.

4. La nation comme cadre d'intervention politique

- 23 Comme nous l'avons déjà souligné, chaque nation a réagi selon sa situation historique-politique mais au-delà des particularismes de chacun (décrits par les articles qui suivent), on retrouve des logiques communes. Les enjeux sont (du moins en partie) communs mais ils ne sont pas étayés de la même manière et l'importance des thèmes retenus diverge selon les locuteurs.

- 24 En ce qui concerne l'Allemagne et Angela Merkel, la construction de sa légitimité au regard de l'urgence sanitaire et de la nécessité de limiter les libertés publiques passe par la réaffirmation démocratique, comme le montre bien l'article de Jürgen Siess et de Ruth Amossy. Merkel, tout en s'appuyant sur une légitimité institutionnelle démonstrative, va jusqu'à manifester, dans son discours, sa volonté de sauvegarder les principes démocratiques par la notion de transparence et parle d'une « démocratie ouverte » qui, comme le soulignent les auteurs, paraît presque un discours performatif. L'analyse de l'article développe une réflexion sur l'usage du métadiscours comme mode de légitimation fondé davantage sur la nature de la communication gouvernementale que sur celle des mesures énoncées, dont la part d'infraction aux libertés n'est pas niée. Merkel va aussi utiliser l'argument scientifique comme argument d'autorité pour montrer que les mesures qu'elle propose sont justifiées et efficaces, et se donner ainsi l'autorité nécessaire auprès des Allemands. Son argumentation repose cependant en grande partie sur des valeurs humaines qui lui confèrent une dimension éthique d'autant plus prégnante qu'elle s'allie à un aspect éminemment pragmatique, et que s'y ajoute une tonalité affective rare chez la Chancelière. Le discours travaille ainsi à conserver la légitimité de la dirigeante en soulignant sa conformité au système démocratique, et à réaffirmer son autorité face à la crise par une présentation de sa personne et de ses décisions qui en soulignent le caractère raisonnable et éthique.
- 25 Pour la France, dont traitent Keren Sadoun-Kerber et Stéphane Wahnich, la situation est proche sans être analogue. En effet, l'analyse montre que les deux premiers discours d'Emmanuel Macron ont pour but une réparation d'image qui s'impose en raison d'une fragilisation de la position du président antérieure à la pandémie, fragilisation qui risque de diminuer sa capacité à se faire entendre et obéir en temps de crise. Cette réparation d'image va cependant bien au-delà des enjeux de la Covid-19 : le dirigeant l'utilise aussi comme un outil au service d'une re-légitimation de sa propre personne. Contrairement à Merkel, Macron n'évoque pas le thème de la démocratie directement, et se contente de justifier les éventuelles infractions aux libertés par une rhétorique de l'urgence. Il fait étalage de la légitimité institutionnelle qu'apporte la stabilité de la Cinquième République, et s'appuie sur l'autorité des scientifiques supposés détenteurs d'une vérité absolue à laquelle la politique se subordonne, sans tenir compte des éventuelles divergences d'opinion. L'analyse montre comment Macron se construit une autorité de chef des armées (en particulier par la métaphore de la guerre) mais aussi de chef, de père, de maître et de juge (selon les catégories de Kojève) ; elle étudie les diverses procédures argumentatives mobilisées par le dirigeant et souligne la centralité de la construction d'*ethos* dans la présentation d'une figure de leader qui travaille à redorer son blason et à se doter de la légitimité et l'autorité qui lui sont nécessaires pour mettre en pratique sa politique de lutte contre la pandémie.
- 26 Comme en France, le Premier Ministre israélien se trouve dans une situation singulière car la Covid-19 intervient au milieu d'un processus électoral à l'issue incertaine. L'article d'Ariella Lahav analyse les modalités selon lesquelles B. Netanyahu, alors Premier ministre de transition en raison des élections, va utiliser l'épidémie afin de renforcer sa légitimité électorale fragilisée par les accusations de fraude, corruption et abus de confiance. Elle propose une analyse discursive et argumentative chronologique en trois phases des discours, montrant comment la surenchère effectuée sur le drame de la pandémie est utilisée pour renforcer un *ethos* de leader œuvrant démocratiquement pour le bien public, guidant le pays « avec une main ferme au

volant », et flattant son auditoire en puisant dans un imaginaire israélien prégnant. Il entend de la sorte inciter le public à obéir à des mesures d'urgence sans précédent, mais aussi persuader son rival politique, Benny Gantz, de se joindre à lui dans un gouvernement d'union nationale, seule possibilité pour Netanyahu de se maintenir au pouvoir. L'analyse dévoile ainsi comment le Premier Ministre israélien, non seulement tente de retrouver la légitimité et l'autorité qu'une partie des citoyens lui dénie, mais aussi instrumentalise politiquement la crise pour parvenir à se hisser à la tête d'une coalition majoritaire au nom de la bataille contre la Covid-19.

- 27 Le cas de l'Italie diffère des cas déjà analysés car le Premier ministre vient juste d'accéder au pouvoir au moment de l'irruption de la Covid-19. L'article de Caterina Scaccia analyse bien comment Conte intègre le fait qu'il ne dispose que d'une faible légitimité pour pouvoir intervenir efficacement dans l'espace public de son pays, et comment il tente de renforcer celle-ci en prodiguant des conférences de presse (en place d'allocutions télévisées), entamant ainsi un mouvement de proximité vers l'opinion publique représentée par les journalistes et laissant place aux questions. De plus, l'analyse montre la façon dont, dans la durée, le discours de Conte qui se donne en porte-parole des autorités scientifiques et en garant d'une approche rationnelle nourrie par les valeurs de coopération et de solidarité, se construit dans un rapport dialogique : il réagit à un contre-discours délégitimant porté par la presse et les opposants politiques. Le PM travaille en effet incessamment à effacer les antagonismes politiques nationaux et à neutraliser ce que Scaccia appelle « les forces disruptives internes au système italien ». L'article met ainsi en lumière l'importance de l'interdiscours dans la construction de la légitimité et de l'autorité du dirigeant, et la façon dont celle-ci se met en place au sein d'un jeu de forces où le PM doit argumenter en relation, et à l'encontre, d'une parole critique sinon adverse.
- 28 Le cas de la Belgique est assez proche de celui de l'Italie dans la mesure où la première ministre belge, S. Wilmes, vient également d'être nommée et où sa légitimité personnelle est faible. Irit Kornblit analyse bien, de surcroît, les contraintes que fait peser la situation institutionnelle de la Belgique. En effet, dans cet État fédéral, la décision politique est partagée et la procédure de légitimation qu'adopte Wilmes passe par la mise en scène médiatique d'un *ethos* collectif où État et représentants fédéraux décident collégialement. Elle renforce l'*ethos* collectif d'unité en le construisant sur quatre plans corrélés : fédéral, relation politiques/experts, relation PM/population, à l'intérieur d'une population qu'elle veut solidaire. Fidèle à la culture politique belge, Wilmes évite les grands récits et les métaphores guerrières et maintient un registre de réalisme pragmatique, utilisant des arguments rationnels et axés sur les conséquences, restant centrée sur la vie quotidienne des citoyens, et évitant le *pathos* qu'elle remplace par un ton à la fois empathique et empreint de pédagogie.
- 29 Wilmes voit dans les dissensions qui se font entendre au sujet de la Covid-19 la marque du libre débat qui caractérise la démocratie. Cette volonté de conserver le cadre démocratique est aussi la préoccupation du nouveau président argentin. En effet, l'article de Karina Masasa montre bien que le discours du Président prend en compte la fragilité historique des institutions démocratiques de l'Argentine. Les mesures remettant en cause les libertés publiques y revêtent une autre dimension qu'en Europe où les valeurs démocratiques sont plus ancrées. L'enjeu, pour faire face à la Covid-19, sera donc d'obtenir sinon de rétablir la confiance des Argentins dans leur système politique : ce manque de confiance peut saper la légitimité du nouveau président et

remettre en cause l'autorité non seulement de sa parole mais aussi celle de l'État. Pour éviter ce phénomène, Alberto Fernandez va insister comme A. Merkel sur la transparence de son action et se protéger en justifiant ses mesures contre l'épidémie par l'autorité scientifique de l'OMS et le modèle des actions entreprises dans d'autres pays. En même temps, l'analyse montre bien les référents historiques faisant appel à l'État péroniste et à ses fonctions déclarées. L'histoire politique intervient alors dans la construction de la légitimité et de l'autorité d'un discours qui doit en période de crise se confronter à un déficit capital de confiance.

- 30 Cette volonté de protéger la démocratie n'est pas le premier souci de Donald Trump dans ses premiers discours car, au moment de sa première allocution officielle, il se trouve en pleine campagne présidentielle. Comme pour B. Nétanyahou, la Covid-19 déséquilibre le jeu politique. Ce qui caractérise le discours de D. Trump est la primauté du politique et de l'idéologie sur le scientifique, qui mène à un étonnant déni de l'épidémie. Il en ressort que Trump doit fonder sa légitimité présidentielle (entachée par les tentatives d'*impeachment*) et son autorité de leader non pas pour proposer des mesures sanitaires, mais au contraire pour aller à contre-courant des autres pays. L'article de Maria Saltykova montre ce qui, dans les adresses présidentielles qui minimisent le danger, relève de la catégorie du national-populisme, et la façon dont les valeurs et les procédés verbaux empruntés au populisme s'intègrent dans l'argumentation globale du Président-candidat. Elle passe ainsi en revue le registre purement déclaratif (non démonstratif) de sa parole, l'insistance sur le *positive thinking* et sur l'exceptionnalité du peuple américain, mais aussi l'affirmation constante de la supériorité du président présenté en figure héroïque. Tout en s'entourant d'experts durant ses déclarations pour montrer que les scientifiques sont intégrés dans son processus de décision, Trump les utilise comme une sorte de faire-valoir de sa personne auprès des citoyens américains. De plus, une des particularités de son discours est son ton hyperbolique : il entend créer ainsi une rhétorique de la réassurance, faisant également appel par ce biais à une certaine irrationalité. Saltykov met en avant une autre particularité : là où les autres dirigeants tentent de mettre en avant le consensus et l'unité, le discours populiste de Trump mobilise une scénographie dichotomisante - d'un côté l'homme providentiel à la tête d'un pays invulnérable, de l'autre côté les opposants politiques qui seraient dans leur tort et travailleraient à diviser la société. Il apparaît ainsi que le discours teinté de populisme diffère du modèle des allocutions prononcées dans la plupart des pays démocratiques dans sa façon de construire légitimité et autorité en temps de crise.
- 31 La primauté du politique - un des marqueurs, semble-t-il, du populisme dans la rhétorique de la Covid-19 - va également être la posture adoptée par Jair Bolsonaro au Brésil. Elle se traduit clairement dans sa façon de hiérarchiser les valeurs et d'arbitrer entre l'épidémie et l'emploi. Claire Sukiennik montre bien dans son article que la mort et le chômage sont mis sur le même plan dans ses discours, avec les conséquences sur l'évolution de l'épidémie que l'on a pu voir. Cependant, contrairement à D. Trump, J. Bolsorano n'intègre pas les scientifiques mais au contraire nie leur avis et refuse d'agir en fonction de leur diagnostic. Qui plus est, il a également créé une polémique virulente d'une part en remettant en cause la légitimité des gouverneurs des régions et d'autre part en refusant de rassembler les Brésiliens dans leur ensemble. Cette posture politique a provoqué un anti-discours quasi-immédiat de la part des scientifiques et des journalistes, et a donné lieu à des attaques violentes contre le président. Preuve s'il en est qu'il ne suffit pas d'intervenir dans une posture où l'*ethos* personnel est mis en

avant, il est aussi nécessaire que le discours paraisse juste. Dans le cas contraire, la conséquence peut être une remise en cause de l'autorité du locuteur, et une érosion de sa légitimité en tant que garant du bien commun.

- 32 Les contributions de ce volume s'attachent toutes à montrer comment s'effectue dans chaque cas de figure le procès de légitimation conférant au locuteur le droit de prononcer une parole qui se veut performative. Elles montrent comment ce procès s'accompagne d'une tentative de se donner l'autorité nécessaire à susciter une obéissance consentie. Ce faisant, elles éclairent à la fois des processus généraux qui sont au coeur de l'analyse du discours politique, et la façon dont ces processus discursifs et argumentatifs se manifestent dans des espaces nationaux et des contextes socio-politiques, voire des systèmes politiques, différents. Sans doute serait-il intéressant dans cette perspective, en reprenant les grands axes de la construction de la légitimité et de l'autorité, de dresser un tableau comparatif en examinant la façon dont leurs éléments constitutifs sont dans chaque cas modulés, transformés, reconfigurés – sans réduire pour autant la complexité des discours en situation et en contexte. Le travail d'analyse effectué dans les différentes contributions espère pouvoir servir de base à cette analyse contrastive, tout en relançant l'étude de la construction de la légitimité et de l'autorité politique en discours.

BIBLIOGRAPHIE

- Amossy, Ruth. 2021 [2000]. *L'argumentation dans le discours* (Paris : Colin)
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de confiance et de l'autorité* (Montréal : Université McGill)
- Baider, Fabienne & Maria Constantinu. 2022. « Are healthcare political responses genfdered », Musolff et al. *Pandemic and Crisis*, 285-306
- Beetham, David. 2013. *The Legitimation of Power* (London: Bloomsbury)
- Bieber, Florian. 2020. « Global Nationalism in Times of the COVID-19 Pandemic », *Nationalities papers, ASN* [En ligne]
- Boin, Arjen, Paul 't Hart, Eric Stern & Bengst Sundelius. 2017 [2005]. *The Politics of Crisis Management : Public Leadership under Pressure* (Cambridge : Cambridge U. P.)
- Bourdieu, Pierre, 1982. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques* (Paris : Fayard)
- Can Kavakli, Kerim, 2020. « Did Populist Leaders Respond to the COVID-19 Pandemic More Slowly? Evidence from a Global Sample » [En ligne] covidcrisislab.unibocconi.eu/newsevents/kerim-can-kavakli
- Castro Seixas, Eunice. 2021. « War Metaphors in Political Communication on Covid-19 », *Front. Sociol.* [En ligne] <https://doi.org/10.3389/fsoc.2020.583680>
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert).
- Cummings Louise. 2020. « Good and Bad Reasoning about COVID-19 », *Informal Logic* 40-4, 521-544

- Dada Sara, H. C. Ashworth, M. J. Bewa *et al.* 2021. « Words matter: political and gender analysis of speeches made by heads of government during the COVID-19 pandemic » (BMJ Global Health) [En ligne] gh.bmj.com/content/bmjgh/6/1/e003910.full.pdf
- Fairclough, Isabela & Norman Fairclough. 2012. *Political Discourse Analysis* (London & N.Y. : Routledge)
- Favart, Françoise & Alida Maria Silletti (éds). 2021. *Repères DoRiF 24* « Constellations discursives en temps de pandémie »
- Favart, Françoise. 2021. « Discours populiste et interdiscours en période de Covid-19 », *Repères DoRiF 24*, « Constellations discursives en temps de pandémie » [En ligne] <https://www.dorif.it/reperes/francoise-favart-discours-populiste-et-interdiscours-en-periode-de-covid-19/>
- Habermas, Jürgen. 2012 [1973]. *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé* (Paris : Payot)
- Harb, Graziella K. & Youssef M. Serhan, 2020. « Exploring the Use of Covid-19 as a New Pre-Text in Trump's Political Discourse », *Journal of Humanities and Social Sciences Studies (JHSS)* [En ligne] neliti.com/publications/351668/exploring-the-use-of-covid-19-as-a-new-pre-text-in-trumps-political-discourse
- Kojève, Alexandre. 2004. *La notion de l'autorité* (Paris : NRF Gallimard)
- Leeuwen, Theo van. 2007. « Legitimation in Discourse and Communication », *Discourse & Communication* 1-1, 91-112
- Leeuwen, Theo van & Ruth Wodak. 1999. « Legitimizing Immigration Control : A Discourse-Historical Analysis », *Discourse Studies* 1-1, 83-118
- McGuire, David James E. A. Cunningham, Kae Reynolds & Gerri Matthews-Smith (2020) « Beating the virus : an examination of the crisis communication approach taken by New Zealand Prime Minister Jacinda Ardern during the Covid-19 pandemic », *Human Resource Development International* 2364 [En ligne] DOI: 10.1080/13678868.2020.1779543
- Muelas-Gil, Maria. 2022. « "Covid Warriors" : the use of metaphors in children's books », *Musolff et al. Pandemic and Crisis*, 115-134
- Musolff, Andreas, Ruth Breeze, Kayo Kondo & Sarah Vilar-Lluch (éds). 2022. *Pandemic and Crisis Discourse* (London : Bloomsbury)
- Negro Alousque, Isabel. 2021. « Les métaphores du virus Covid-19 dans les discours d'Emmanuel Macron et de Pedro Sanchez », *Cédille* 19, 595-614
- Neshkovska, Silvana & Zorica Trajkovapp. 2020. « Coronavirus-inspired Metaphors in Political Discourse », *THESIS* 9-2, 98-132
- Oswald, Steve, Marcin Lewinski, Sara Greco & Serena Villata. 2021. *The Pandemics of Argumentation* (Springer International Publication)
- Pennec, Blandine. 2021. *Les mots de la Covid-19, Etude linguistique d'un corpus français et britannique* (Arras : Artois Presses Université)
- Raupp, Juliana. 2019. « Crisis communication in the rhetorical arena », *Public Relations Review* 45 [En ligne] <https://doi.org/10.1016/j.pubrev.2019.04.002>
- Ribeiro Duarte, Tiago. 2020. « Ignoring scientific advice during the Covid-19 pandemic: Bolsonaro's actions and discourse », *Tapuya: Latin American Science, Technology and Society* [En

ligne] livivo.de/doc/COVID19::1392a64a893bb22f87f617aed420015cf/ignoring-scientific-advice-during-the-covid-19-pandemic-bolsonaros-actions-and-discourse/

Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. « Legitimizing the Expulsion of “Illegal” Migrants in Spanish Parliamentary Discourse », *Discourse & Society* 864, 523-566

Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)

NOTES

1. Cf. le compte rendu de Roselyne Koren dans ce numéro spécial.
2. Cf. L'article de Wodak dans ce numéro d'*Argumentation et analyse du discours*.

AUTEUR

STÉPHANE WAHNICH

ADARR

Introduction. The construction of legitimacy and authority: democracies facing Covid-19.

Stéphane Wahnich

This new issue of *Argumentation and Discourse Analysis* is unusual: all the articles were written by the members of the ADARR group (Analysis of Discourse, Argumentation, Rhetoric) of the Universities of Tel-Aviv and Bar-Ilan (except for the article by Ruth Wodak, whom we warmly thank for her contribution). This production is directly related to the pandemic of Covid-19. During the first containment, we collectively decided to conduct an analysis of the first addresses to the nation by the leaders of different democratic countries in order to see how, at a particularly sensitive moment, they were trying to build in their discourse the legitimacy and authority necessary to enact the measures aimed at curbing the pandemic. The ADARR group, like Israel, is a melting pot and each one, either in relation to his or her country of origin or his or her country of study, analyzed in the language of the speakers the discourses of Covid-19. These addresses to the nation, made in unusual circumstances, allowed us to explore a question that both embraces and goes beyond the singular moment of the pandemic, and which is at the heart of our field of study, but also of our civic concerns: how did our leaders acquire the legitimacy and authority allowing them to obtain recognition and obedience in a moment of crisis.

1. An exceptional moment

The eruption of Covid-19 pandemic on the world stage was a rare moment in the history of our societies. Indeed, the world was confronted with the same problem, at the same time, as the epidemic spread and the leaders of each country had to react to a health crisis that was being verified day after day. It is not common to be able to study the speeches of the heads of state and government on the same subject and in a very short period of time. This moment thus appears to be a unique example for research in the humanities and, more specifically, for Discourse analysis and argumentation

studies. Indeed, we are witnessing a kind of unprecedented experience during which political leaders had to announce measures that call into question the most fundamental public liberties, even if only those of moving around, going to class, and meeting. The Coronavirus is not only a biological issue, it is a social issue in the sense that contamination occurs through social interactions and it is these interactions that will be limited to the maximum in order to stop the first wave of the Covid-19. The epidemic itself has consequences that contradict democratic values. This is why we have studied the first declarations of the heads of state and government of democratic countries who announced the first measures to fight against Covid-19; we found it interesting to collect and study a coherent corpus of declarations confronted with the same socio-political issues.

The analysis of these leaders' speeches is all the more enlightening because the fight against the epidemic was carried out in an uncoordinated manner. While we are in the midst of globalization, while our countries have never been so interdependent, while the European Union has become an institution with real legislative and executive powers, while there are international organizations such as the WHO, it is interesting to note that the fight against Covid-19, which is a global epidemic, has been managed at the level of nations. A real paradox emerges here and the sciences of international relations cannot fail to study it. Faced with the crisis, the first reflex was to return to national borders, while the virus circulated according to areas of human activity that do not correspond to official borders. This paradox gives all the more weight to the speeches of the leaders because it is indeed at the national level that each country reacts and mobilizes. These declarations also depend on the political situation of each country, on the political culture of the leaders who make the speeches and, also, on their communication choices.

These speeches therefore have a particular aspect. Indeed, in general, a political speech serves to convince of a vision of the world, of the validity of economic and social measures or simply of the good reasoning of the speaker. It endeavors to make public opinion evolve on a given subject through an appropriate argumentation. In the case which interests us here, the goal is not to make evolve collective representations or political values, evolutions which in general occur slowly. It is not to impose, in the name of the health emergency, an opinion on Covid, but rather to get people to accept and adopt behaviors that restrict individual freedoms, voluntarily and immediately, in countries where these freedoms are at the heart of the political contract that binds citizens to the State. In view of the stakes, it is obvious that the successive speeches of the leaders were well prepared, and that chance or spontaneity could have little place in them. We have therefore studied highly constructed speeches and this situation makes the analyses even more relevant because they are based on texts that are at the heart of the role of the politician: the duty of the leader to protect a nation, to safeguard the lives of his fellow citizens as best he can. These speeches, whatever their form, are intended to be believed and, above all, to be listened to at a sensitive moment; they therefore have a particular significance.

In this context, discourse analysis and rhetorical argumentation offer a theoretical framework and tools that allow us to explore the texts in depth in order to understand what was at stake on the social and political level, but also on the ethical and human level, at the time of the unexpected irruption of the pandemic.

2. An already substantial research, with different approaches

Of course, the ADARR group is not the only one to address this issue, and scholarly works on the subject are constantly emerging in the form of books, collective publications or articles. To remain in our field of research, we can see that many specialists of language studies have already contributed their analyses and reflections. It is not possible to offer a panorama of these approaches in a context where publications continue to pour in, and at a time when the necessary distance from the event and its study is far from being sufficient. We will therefore limit ourselves to a few notes on the works that are closest to DA and argumentation, referring readers to the first reviews on the subject that appear in this special issue.

But first, a few words on the notion of crisis, which is constantly brandished, are necessary at the beginning of this brief presentation. Of course, many works refer in various ways to crisis communication, by examining the discursive management of Covid-19. For example, an article examines the management of crisis communication by New Zealand's PM Jacinda Ardern, showing the ways in which she succeeded in inspiring confidence and encouraging solidarity (D. McGuire *et al.* 2020). However, the works that deal with crisis communication do not fall under a unified analytical approach; they use various instruments to explore the way in which the discourses have attempted to measure up to the event, but also have defined and framed it in terms of "crisis". It will therefore suffice here to recall, by way of clarification, some basic principles of communication and crisis management, restricting them to their discursive dimension.

Boin *et al.* (2017 [2005]: 20) state that a crisis, whether economic, ecological, health or political, arises when the members of a given society feel that the values that are at the foundation of their system are threatened. One can think of security, civil liberties, health, justice and others. A profound disruption of ordinary ways of life occurs. The threat generates a sense of urgency (often socially constructed rather than inherent to the situation), and a sense of great uncertainty: people wonder how serious the threat is and where it is headed. These crises require rapid decisions, even if all the necessary information is not yet available; they also require addressing a heterogeneous public whose capacities and needs differ. It is then the responsibility of those in power to limit the disorder and disorientation produced by the crisis and to re-establish, or even reinforce, confidence in their own capacities as leaders and in the institutions within which they act. In a democracy, the actions of politicians are of course subject to the norms and values of the regime, so that the criteria of effectiveness cannot be imposed exclusively. Among their tasks, Boin mentions meaning making: providing a definition of the situation and constructing a narrative that can persuade and inspire citizens. From the global perspective of crisis communication, researchers can use a wide range of theoretical frameworks and analytical tools to problematize some aspects of the situation and to identify changing issues.

Let us therefore see how language studies shed light on what has been called a crisis communication following the virus outburst. A linguistic analysis entitled *Les mots de la Covid-19* by Blandine Pennec (2021) examines in a French and British corpus of addresses to the nation salient structures and markers to determine their role in the construction of Emmanuel Macron's and Boris Johnson's *ethos*, and in their search for

argumentative effectiveness. The author then looks at the enunciative positions of journalists in their treatment of the pandemic, as well as at the titles of journalistic articles. This somewhat formal work focuses on language rather than on discourse in situation, but it has the advantage of dealing with the verbal construction of the texts and of providing a contrastive analysis of French and British discourses on Covid-19.

A volume in English entitled *Pandemic and Crisis Discourse* (2022), edited by A. Musolff *et al.* brings together a very rich set of studies that draw primarily on one branch of CDA, Wodak and Reisigl's Discourse-Historical Approach, but also on other theoretical frameworks such as cognitive metaphor theory. The book aims to see how the pandemic has been discursively defined and categorized, how it has been presented to the public, how conflicts concerning the pandemic have been managed in the public debate in a large number of countries: China, Russia, Belarus, France, Germany, Great Britain, Spain, Romania, Greece, ... Some articles also offer a comparison of crisis communication in a few countries (e.g. Great Britain and Spain or Romania, Slovenia and Italy.). In this sense, this collective work focuses on communication strategies related to the health crisis that are analyzed in various media—not only political statements, the discourse of scientific experts or the media, but also posters, children's books, doctor-patient interaction, ...

A very interesting special issue of the Italian journal *Repères-Dorif* (24, 2021), entitled *Constellations discursives en temps de pandémie* and coordinated by F. Favart and A. Silletti, draws on the French DA movement to study the discourses of Covid-19 in the speeches of political actors and in the media. Among other things, the authors examine the close interrelation between scientific, media and political discourse (what they call “discursive constellations”), and reveal the way in which science is staged for the benefit of politicians and journalists in order to legitimize their own speech. It is noteworthy that the question of trust, which is at the heart of the discursive practices of this period of crisis, is tackled by Sophie Moirand. In addition, there are studies on the discourses of the pandemic elaborated by ideological and political currents: the radical right in France and Italy, or the RN (far-Right) and the France insoumise (far-Left) in France. All these articles present concrete analyses of situated discourses (press articles, tweets, blogs, ...), and if they favor the case of France, they also look at other countries like Italy or Brazil.

Let us also mention the first collective book on Covid-19 that adopts an argumentative perspective, which is of course particularly important from our point of view. Some articles had already taken this route, such as Louise Cummings' paper in *Informal Logic* (2020), which analyses the lack of rationality in the judgements and decisions made about Covid-19 (the fallacious arguments) in the argumentation of political actors and public health agencies alike. However, the collective coordinated by S. Oswald, M. Lewinski, S. Greco and S. Villata (2021) puts the spotlight entirely on argumentation and examines what has become of argumentative practices in the context of the pandemic. The authors use theories of argumentation which, according to them, are the only ones able to explore the phenomenon—to put it metaphorically—of a “pandemic of argumentation” which has changed the forms, the norms and the functions of argumentation in the public sphere. In this perspective, they work on three correlated levels: descriptive (to account for what is happening on the ground), normative (to see the changes in the rational foundations used by speakers to justify their arguments), and prescriptive (in the sense that they seek on this basis to improve

individual and collective argumentative capacities or argumentative protocols both in institutions and in the public sphere).

They thus review (Part I) debates about the pandemic such as those, for example, concerning the Covid death count, the construction of the expert *ethos* in times of uncertainty, or the management of scientific dissensus; (Part II) the justification and promotion of health policies such as the question of rational decision-making or its justification in the face of health and social dilemmas, the role of argumentation in the Covid legislation; (Part III) improving the argumentative skills of communicators and the public - the ability to protect against conspiracy theories, or to detect outdated data used as the basis of spurious arguments; the capacity to ask critical questions or weigh the acceptability of expert opinions. The contributions of renowned analysts of argumentation from different backgrounds, looking at several countries, sometimes adopting a transversal perspective that focuses on a common issue, sometimes shedding light on the practices of specific countries (Scandinavian countries, those of Southern Europe, ...), reveal a generalized deficit of rationality in public argumentation on the pandemic. The objective of the contributors is not, however, to make a global negative judgment but to highlight and show how a set of argumentative resources can be used to improve the communication, understanding and evaluation of public policies.

In these few works, but also beyond their limits, some researchers have focussed on a specific form of discourse, by attempting to examine its ins and outs, such as populist discourse. Françoise Favart (2021), for example, has devoted an enlightening article to this theme and Kerim Can Kavakli (2020) has analyzed the effects of populist discourse on the evolution of the epidemic. Such a starting point is interesting because it analyzes the discourse through a prism that goes beyond the event itself: discourses on Covid-19 become a useful case study. At the same time, some researchers have maintained their privileged topic and explored it in Covid 19 discourses. This choice has the advantage of deepening a research already underway and possibly bringing confirmation (or modification) of previously developed theories. The study of gender, for example, has been explored in the Covid-19 discourses by Sara Dada *et al.* (2021), or by Fabienne Beider and Maria Constantinu (Musolff 2022). Other researchers wanted to focus on a specific and singular situation. Such is the case of Tiago Ribeiro Duarte's article (2020) on Bolsonaro's attitude towards scientific advice; this exceptional situation allows for an original analysis of the ideological effects of a populist power. This is also the case of the article by Graziella K. Harb and Youssef M. Serhan (2020) who studied xenophobia in the speeches of D. Trump. In the same vein, Florian Bieber (2020) devotes an article to the nationalist withdrawal (highlighted above) in the face of the epidemic.

Finally, it should be noted that many works focus on the functions of metaphor. Thus, Maria Muelas-Gil (2022) examines the metaphors of the coronavirus which fulfill a pedagogical function in children's books. S. Neshkovska and Z. Trajkova (2020) examine the use of metaphors by politicians in different countries in all phases of the pandemic, and the impact of these metaphors assessed in light of citizens' reactions. Metaphors are also studied by Isabel Negro Alousque (2021) in a comparative study between the discourses of French and Spanish leaders that shows that the virus is conceived as an "animate being or a natural disaster." Drawing on CDA and crisis communication, Eunice Castro Seixas (2021) analyzes the use of war metaphors in political communication about Covid-19 and shows that it can serve a variety of functions,

which are far from being always negative as is sometimes assumed. These studies of metaphor in discourses about Covid-19 are too numerous to be enumerated here, and still have a great future ahead of them.

All these studies propose analytical frameworks and open up fruitful avenues of reflection. But our questioning is different, even if it is close. We intend to explain how political discourses will or can build legitimacy and authority in order to be both recognized and listened to. This problematic has not, to our knowledge, been systematically addressed yet in the framework of the Covid-19 discourses; yet it seems to be primordial because in times of sanitary crisis and of the mortal danger which results from it, the legitimacy of the speaker and his authority constitute a central stake.

3. A multidisciplinary and international approach

The initial speeches by leaders on Covid-19 are very rich and our contribution is only one facet of the intellectual exploitation that could be made of them; but the notions of legitimacy and authority seemed to us to be at the very heart of all these interventions. Moreover, as we have already pointed out, the political response to Covid-19 took on a national dimension, while paradoxically the epidemic was global. As a result, each speech contains within it the expression of the political culture of the country, the political situation of the moment and of course the ideology of the speaker. Thus, we can see that the speakers are in situations that sometimes widely differ: for example, A. Merkel has a strong institutional recognition and S. Wilmes, in Belgium, has just been appointed Prime Minister to manage the Covid-19 crisis. Therefore, it is obvious that the attempts of heads of state to build and strengthen their legitimacy and authority cannot be similar. For this reason, we have adopted an international perspective, presenting a range of analyses, each focusing on a particular country. We have selected only the addresses of democratic leaders, because in totalitarian regimes the question of legitimacy in relation to respect for freedom or that of authority in relation to authoritarianism is not the same, as we have already pointed out.

The articles discuss the following countries: Germany, France, Israel, Italy, Belgium, Argentina, the United States and Brazil. This order is not trivial; it makes sense. The first three countries represent situations in which the legitimacy of leaders is either strong, as in Germany, or partially challenged, as in France and Israel. Belgium, Italy and Argentina have in common that their leaders have just come to power and their legitimacy is still to be built. Finally, the United States and Brazil are the countries in which the leaders went against their peers and sought to legitimize and adopt not binding health measures, but rather a personal vision that did not care for these measures. The presence of populism in these speeches is the most significant. In addition to this, some countries are treated in a contrastive way, in a more general and panoramic perspective, by R. Wodak: Austria, Sweden, New Zealand and Hungary. But before addressing the situation in each country, it is necessary to study the issues at stake in the two concepts that structure our analyses, and the difficulties encountered.

Legitimacy and authority are two topics that have already been addressed by language studies. The construction of legitimacy has given rise to interesting analyses in P. Charaudeau's *Le discours politique* (2005), as well as I. and N. Fairclough's *Political Discourse Analysis* (2012). They were preceded by Rojo and van Dijk (1997) and van

Leeuwen and Wodak (1999) in their work on the legitimation of immigration control, and by van Leeuwen's much-publicized 2007 article. The studies on authority are more numerous in Discourse analysis and rhetoric. Suffice it to mention here, among others, two important reference works, Angenot's (2013) *Rhetoric of Trust and Authority* and Oger's (2021) recently published book, *Faire référence. La construction de l'autorité en discours*. Nevertheless, legitimacy and authority in discourse seem to require further development both in terms of their discursive and argumentative modalities of construction, and in terms of their problematic differentiation.

Such a re-elaboration is all the more important as these two notions are at the heart of political sciences. This is why research on discourse and argumentation must both provide analytical tools for political science, and feed on studies in these fields, which have devoted an important place to questions of legitimacy and authority. Weber is undoubtedly the first sociologist to have taken an interest in this subject, but more recent works have updated the research. We think of Beetham (2013), Rosanvallon (2008), Kojève (2004), Bourdieu (1982) and Habermas (1973), among others, if we want to go back in time.

It is important to note, however, that in these works, whether they come from the sciences of language or political sciences, most authors do not highlight the difference in meaning between legitimacy and authority. Weber's seminal work even seems to have created some confusion in this respect; as for van Leeuwen's (2007) exploration of the discursive process of legitimation, it includes authority in legitimacy without making any distinction between the two notions. Amossy's introductory article deals with this question, which informs the whole special issue, and in this sense serves as a sort of theoretical introduction. It explains why this non-differentiation poses a problem, emphasizing that although authority leans on legitimacy, they cannot be conflated (as Charaudeau 2005 had already suggested). Amossy shows that in political action, the two notions obey to different motivations and play different roles, which are no doubt complementary, but with their own logic and purposes. Thus, drawing on various works from the social sciences, Amossy exploits their achievements by integrating them in discourse and argumentation analysis; she studies, in their differences and intersections, the processes of legitimation and construction of authority as they can be understood in political discourse. In so doing, the author intends to justify—even if political sciences offer certain keys to understanding—the relevance of the approach adopted to shed light on the procedures and stakes of the first addresses of the leaders on Covid-19.

In a mirror effect, Wodak's article exploits the theory she developed with van Leeuwen, to which she adds an argumentative dimension by uncovering the content *topoi* that underlie the justifications put forward by the speakers. This analytical grid aims to identify the processes by which discursive legitimation is built, and to point out in the texts the main categories to which the speaker has recourse. This approach has a first merit: that of having cleared the field in terms of discursive legitimation, and of having opened the way to a wider reflection (like those of Charaudeau in 2005 or Amossy today). The near indifference between legitimacy and authority in van Leeuwen and Wodak is undoubtedly explained by the pre-eminence given to legitimation and its procedures in discourse, so that authority is in a way subordinated to it and does not receive any separate treatment. This pioneering approach has nonetheless been prevalent during many years. Thus, at the opening of the special issue, we find two alternative

analytical approaches from which subsequent articles draw inspiration to varying degrees: one stemming from the historical-discursive approach of Wodak's CDA, and the other rooted in the theory of argumentation in discourse based on Amossy's French Discourse analysis (2021 [2000]). The two approaches are not, of course, without crossings and similarities. We hope that they will be able to re-launch the reflection on the subject.

4. The nation as a framework for political intervention

As we have already pointed out, each nation has reacted according to its historical-political situation, but beyond the particularities of each (described by the articles that follow), we find common logics. The issues are (at least in part) common, but they are not supported in the same way and the importance of the selected themes differs according to the speakers.

As far as Germany and Angela Merkel are concerned, the construction of her legitimacy with regard to the health emergency and the need to limit public liberties is based on the reaffirmation of democracy, as the article by Jürgen Siess and Ruth Amossy clearly shows. Merkel, while relying on a demonstrative institutional legitimacy, goes so far as to manifest, in her speech, her will to safeguard democratic principles through the notion of transparency and speaks of an "open democracy" using, as the authors point out, what seems almost a performative discourse. The analysis of the article develops a reflection on the use of metadiscourse as a mode of legitimation based more on the nature of governmental communication than on the nature of the announced measures, whose part of infringement of liberties is not denied. Merkel will also use the scientific argument as an argument of authority to show that the measures she is proposing are justified and efficient; she thus aspires to give herself the necessary authority in the eyes of the Germans. But her argumentation is largely based on human values, which give it an ethical dimension that is all the more significant because it is combined with an eminently pragmatic aspect, and an emotional tone that is rare for the Chancellor. The discourse thus works to preserve the legitimacy of the leader by underlining her conformity to the democratic system, and to reaffirm her authority in the face of the crisis by presenting her person and her decisions in a way that emphasizes their reasonable and ethical character.

For France, which Keren Sadoun-Kerber and Stéphane Wahnich deal with, the situation is similar without being analogous. Indeed, the analysis shows that Emmanuel Macron's first two addresses are aimed at repairing his image, which is necessary because of the weakening of the president's position prior to the pandemic, a weakening that risks diminishing his ability to be heard and obeyed in times of crisis. However, this image repair goes far beyond the issues of Covid-19: the leader also uses it as a tool to re-legitimize his own person. In contrast to Merkel, Macron does not raise the issue of democracy directly, and is content to justify possible infringements of freedoms with a rhetoric of urgency. He flaunts the institutional legitimacy provided by the stability of the Fifth Republic, and relies on the authority of scientists who are supposed to be the holders of an absolute truth to which politics is subordinated, regardless of possible differences of opinion. The analysis shows how Macron constructs an authority as an Army Chief (in particular through the metaphor of war) but also as a chief, a father, a master and a judge (according to Kojève's categories); it studies the various

argumentative procedures mobilized by the leader and underlines the centrality of the construction of *ethos* undertaken by the president who wants to restore his image and to provide himself with the legitimacy and authority necessary to put into practice his anti-Covid policy.

As in France, the Israeli Prime Minister finds himself in a singular situation because the Covid-19 comes in the middle of an electoral process with an uncertain outcome. Ariella Lahav's article analyzes the ways in which B. Netanyahu, then Prime Minister in transition because of the elections, will use the epidemic to reinforce his elective legitimacy weakened by accusations of fraud, corruption and breach of trust. She proposes a chronological discursive and argumentative analysis in three phases of the speeches, showing how the overbidding on the drama of the pandemic is used to reinforce an *ethos* of leader working democratically for the public good, guiding the country "with a firm hand at the wheel", and flattering his audience by drawing on a prevalent Israeli imaginary. In this way, he intends to incite the public to obey unprecedented emergency measures, but also to persuade his political rival, Benny Gantz, to join him in a government of national unity, the only possibility for Netanyahu to remain in power. The analysis thus reveals how the Israeli Prime Minister not only tries to regain the legitimacy and authority that a part of the public denies him, but also politically instrumentalizes the crisis in order to succeed in leading a majority coalition in the name of the battle against the Covid-19.

The Italian case differs from those already analyzed because the Prime Minister has just come to power at the time of the Covid-19 outbreak. Caterina Scaccia's article analyzes how Conte integrates the fact that he has little legitimacy to intervene effectively in the public space of his country, and how he tries to strengthen it by giving press conferences (instead of televised speeches), thus initiating a movement of proximity towards public opinion represented by journalists and leaving room for questions. Moreover, the analysis shows how, over time, the discourse of Conte, who presents himself as the spokesperson of the scientific authorities and the warrant of a rational approach nourished by the values of cooperation and solidarity, is constructed in a dialogical relationship. He reacts to a delegitimizing counter-discourse carried by the press and political opponents. The PM works incessantly to erase national political antagonisms and to neutralize what Scaccia calls "the disruptive forces internal to the Italian system". The article thus highlights the importance of inter-discourse in the construction of the leader's legitimacy and authority, and the way in which this construction takes place within a space in which the PM has to argue in relation to, and against, a critical and often hostile discourse.

The case of Belgium is quite similar to that of Italy because the Belgian Prime Minister, S. Wilmes, has also just been appointed and her personal legitimacy is weak. Irit Kornblit analyzes the constraints imposed by Belgium's institutional situation. In this federal state, the political decisions are taken in common and the legitimation procedure adopted by Wilmes involves the media staging of a collective *ethos* in which the state and federal representatives decide collegially. She reinforces the collective *ethos* of unity by constructing it on four correlated levels: federal, political/expert relations, PM/population relations, and within a population that she wants to show solidarity. True to Belgian political culture, Wilmes avoids grand narratives and warlike metaphors and maintains a register of pragmatic realism, using rational and consequence-oriented arguments, remaining focused on the daily lives of citizens, and

avoiding *pathos*, which she replaces with a tone that is both empathetic and pedagogical.

Wilmes sees the dissent over Covid-19 as a mark of the free debate that characterizes democracy. This desire to maintain the democratic framework is also the concern of the new Argentine president. Indeed, Karina Masasa's article shows that the President's discourse takes into account the historical fragility of Argentina's democratic institutions. Measures that call into question public freedoms take on a different dimension than in Europe, where democratic values are more deeply rooted. The challenge in dealing with Covid-19 will be to obtain, if not restore, the confidence of Argentines in their political system: this lack of confidence can undermine the legitimacy of the new president and call into question the authority not only of his address but also of the state. To avoid this phenomenon, Alberto Fernandez, like Merkel, insisted on the transparency of his actions and protected himself by justifying his measures against the epidemic by the scientific authority of the WHO and the model of actions undertaken in other countries. At the same time, the analysis shows the historical references to the Peronist State and its functions. The political history intervenes in the construction of the legitimacy and authority of a discourse that in times of crisis has to face a capital deficit of trust.

This desire to protect democracy is not Donald Trump's primary concern in his early speeches because, at the time of his first official address, he is in the middle of a presidential campaign. As with B. Netanyahu, Covid-19 throws the political game off balance. What characterizes Trump's speech is the primacy of politics and ideology over science, which leads to an amazing denial of the epidemic. This suggests that Trump must rely on his presidential legitimacy (tainted by impeachment attempts) and his authority as a leader not to propose health measures, but instead to go against the grain of other countries. Maria Saltykova's article shows what falls into the category of national-populism in the presidential addresses that downplay the danger, and how the values and verbal procedures borrowed from populism fit into the overall argumentation of the President-candidate. She reviews the purely declarative (non-demonstrative) register of his speech, the insistence on positive thinking and on the exceptionality of the American people, but also the constant affirmation of the superiority of the president presented as a heroic figure. While surrounding himself with experts during his addresses to show that scientists are integrated into his decision-making process, Trump uses them as a kind of showcase for his person to American citizens. Moreover, one of the particularities of his speech is its hyperbolic tone: he intends to create a rhetoric of reassurance, also appealing through this means to a certain irrationality. Saltykov highlights another particularity: where other leaders try to emphasize consensus and unity, Trump's populist discourse mobilizes a dichotomizing scenario—on the one hand, the providential man at the head of an invulnerable country, and on the other hand, political opponents who are said to be in the wrong and to divide society. Thus, it appears that the populist discourse differs from the model of speeches given in most democratic countries in the way it builds legitimacy and authority in times of crisis.

The primacy of politics—one of the markers, it seems, of populism in the rhetoric of Covid-19—is also the posture adopted by Jair Bolsonaro in Brazil. It is clearly reflected in the way he prioritizes values and arbitrates between the epidemic and employment. Claire Sukiennik shows clearly in her article that death and unemployment are put on the same level in his speeches, with the consequences on the evolution of the epidemic

that we have seen. However, unlike D. Trump, J. Bolsorano does not integrate scientists but, on the contrary, denies their opinion and refuses to act according to their diagnosis. Moreover, he has also created a virulent controversy by questioning the legitimacy of regional governors and by refusing to bring Brazilians together. This political stance provoked an almost immediate backlash from scientists and journalists, and led to violent attacks on the president. This shows that it is not enough to intervene by putting one's personal *ethos* forward, it is also necessary that the discourse seems reasonable and just. If not, the consequence can be a questioning of the speaker's authority, and an erosion of his legitimacy as guarantor of the common good.

The contributions in this volume are all trying to show how the process of legitimation that gives the speaker the right to make a speech intended to be performative is carried out in each case. They show how this process is accompanied by an attempt to give oneself the authority necessary to elicit consenting obedience. In so doing, they shed light on both the general processes that are at the heart of the analysis of political discourse, and the way in which these discursive and argumentative processes are manifested in different national spaces and socio-political contexts. In this perspective, it would certainly be interesting to draw up a comparative table by examining the way in which their constituent elements are modulated, transformed and reconfigured in each case—without reducing the complexity of the discourses in situation and context. The analytical work carried out in the various contributions hopes to serve as a basis for this contrastive analysis, while reviving the study of the construction of legitimacy and political authority.

BIBLIOGRAPHY

- Amossy, Ruth. 2021 [2000]. *L'argumentation dans le discours* (Paris: Colin)
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal: Université McGill)
- Baider, Fabienne & Maria Constantinu. 2022. "Are healthcare political responses gendered", Musolff et al. *Pandemic and Crisis*, 285-306
- Beetham, David. 2013. *The Legitimation of Power* (London: Bloomsbury)
- Bieber, Florian. 2020. "Global Nationalism in Times of the COVID-19 Pandemic", *Nationalities papers, ASN* [Online]
- Boin, Arjen, Paul 't Hart, Eric Stern & Bengt Sundelius. 2017 [2005]. *The Politics of Crisis Management: Public Leadership under Pressure* (Cambridge : Cambridge UP)
- Bourdieu, Pierre, 1982. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques* (Paris : Fayard)
- Can Kavakli, Kerim, 2020. "Did Populist Leaders Respond to the COVID-19 Pandemic More Slowly? Evidence from a Global Sample"
- [Online] covidcrisislab.unibocconi.eu/newsevents/kerim-can-kavakli

- Castro Seixas, Eunice. 2021. "War Metaphors in Political Communication on Covid-19", *Front. Sociol.* [Online] <https://doi.org/10.3389/fsoc.2020.583680>
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris: Vuibert).
- Cummings Louise. 2020. "Good and Bad Reasoning about COVID 19", *Informal Logic* 40-4, 521-544
- Dada Sara, H. C. Ashworth, M. J. Bewa et al. 2021. "Words matter: political and gender analysis of speeches made by heads of government during the COVID-19 pandemic" (BMJ Global Health) [Online] gh.bmj.com/content/bmjgh/6/1/e003910.full.pdf
- Fairclough, Isabela & Norman Fairclough. 2012. *Political Discourse Analysis* (London & N.Y.: Routledge)
- Favart, Françoise & Alida Maria Silletti (éds). 2021. *Repères DoRiF 24 « Constellations discursives en temps de pandémie »*
- Favart, Françoise. 2021. « Discours populiste et interdiscours en période de Covid-19 », *Repères DoRiF 24, « Constellations discursives en temps de pandémie »* [Online] <https://www.dorif.it/reperes/francoise-favart-discours-populiste-et-interdiscours-en-periode-de-covid-19/>
- Habermas, Jürgen. 1975. *Legitimation crisis*, transl. by Th. McCarthy (Boston: Beacon Press)
- Harb, Graziella K. & Youssef M. Serhan, 2020. "Exploring the Use of Covid 19 as a New Pre-Text in Trump's Political Discourse", *Journal of Humanities and Social Sciences Studies (JHSS)* [Online] neliti.com/publications/351668/exploring-the-use-of-covid-19-as-a-new-pre-text-in-trumps-political-discourse
- Kojève, Alexandre. 2004. *La notion de l'autorité* (Paris : NRF Gallimard)
- Leeuwen, Theo van. 2007. "Legitimation in Discourse and Communication", *Discourse & Communication* 1-1, 91-112
- Leeuwen, Theo van & Ruth Wodak. 1999. "Legitimizing Immigration Control: A Discourse-Historical Analysis", *Discourse Studies* 1-1, 83-118
- McGuire, David James E. A. Cunningham, Kae Reynolds & Gerri Matthews-Smith (2020). "Beating the virus: an examination of the crisis communication approach taken by New Zealand Prime Minister Jacinda Ardern during the Covid-19 pandemic", *Human Resource Development International* 2364 [online] DOI: 10.1080/13678868.2020.1779543
- Muelas-Gil, Maria. 2022. "Covid Warriors': the use of metaphors in children's books", *Musolff et al. Pandemic and Crisis*, 115-134
- Musolff, Andreas, Ruth Breeze, Kayo Kondo & Sarah Vilar-Lluch (éds). 2022. *Pandemic and Crisis Discourse* (London: Bloomsbury)
- Negro Alousque, Isabel. 2021. « Les métaphores du virus Covid19 dans les discours d'Emmanuel Macron et de Pedro Sanchez », *Cédille* 19, 595-614
- Neshkovska, Silvana & Zorica Trajkovapp. 2020. "Coronavirus-inspired Metaphors in Political Discourse", *THESIS* 9-2, 98-132
- Oswald, Steve, Marcin Lewinski, Sara Greco & Serena Villata. 2021. *The Pandemics of Argumentation* (Springer International Publication)
- Pennec, Blandine. 2021. *Les mots de la Covid 19, Etude linguistique d'un corpus français et britannique* (Arras: Artois Presses Université)

- Raupp, Juliana. 2019. "Crisis communication in the rhetorical arena", *Public Relations Review* 45 [Online] <https://doi.org/10.1016/j.pubrev.2019.04.002>
- Ribeiro Duarte, Tiago. 2020. "Ignoring scientific advice during the Covid-19 pandemic: Bolsonaro's actions and discourse", *Tapuya : Latin American Science, Technology and Society* [Online] livivo.de/doc/COVID19:1392a64a893bb22f87f617aed420015cf/ignoring-scientific-advice-during-the-covid-19-pandemic-bolsonaros-actions-and-discourse/
- Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. "Legitimizing the Expulsion of 'Illegal' Migrants in Spanish Parliamentary Discourse", *Discourse & Society* 864, 523-566
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris: Seuil)
- Weber, Max. 1946. "Politics as Vocation", *Essays in Sociology* (New York: Oxford U.P.), 77-128

AUTHOR

STÉPHANE WAHNICH

ADARR

Construire la légitimité et l'autorité politiques en discours

Constructing political legitimacy and authority in discourse

Ruth Amossy

Introduction

- 1 Comment s'effectue la construction de la légitimité et de l'autorité politiques en discours ? Sans doute ces deux notions ont-elles fait dans le domaine des sciences sociales l'objet d'innombrables travaux savants, dont certains sont devenus des références incontournables. Qu'il suffise d'en mentionner quelques-uns parmi les plus célèbres : Max Weber (1965, 2003), Hannah Arendt (1972 [1957]), Jürgen Habermas (1975, 1996), Pierre Bourdieu (1982), Alexandre Kojève (2004), Pierre Rosanvallon (2008), David Beetham (2013) – ouvrages de fond auxquels s'ajoute une abondante production savante en sociologie, science politique, philosophie. Les sciences du langage s'en nourrissent, mais la moisson y est moins riche. On compte cependant d'excellents travaux théoriques parmi lesquels ceux de Patrick Charaudeau (2005, 2015), la monumentale *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (2013) de Marc Angenot, les recherches de Claire Oger sur l'autorité (2013, 2021) et dans le domaine anglosaxon les travaux des tenants de la Critical Discourse Analysis (CDA) comme Teun van Dijk (1997), Theo van Leeuwen (dont son article influent « Legitimation and Discourse in Communication » de 2007), Ruth Wodak (1999 avec van Leeuwen, 2020 avec Rheindorf) ou Fairclough et Fairclough (2008). Il faut y ajouter les travaux de rhétorique qui étudient l'*ethos* comme un moyen pour l'orateur de se conférer l'autorité nécessaire à toute entreprise de persuasion, ou encore qui se penchent sur la construction de la légitimité dans le contexte des organisations ou des institutions. Néanmoins, même si on puise dans ces sources, bien des questions non résolues subsistent lorsqu'on tente de saisir les modalités de construction de la légitimité et de l'autorité dans le discours politique.

- 2 Elles découlent en partie d'une relative indifférenciation entre les notions de légitimité et d'autorité, ou tout au moins de la tendance à les faire glisser l'une sur l'autre. Elles proviennent en même temps du fait que l'accent dans les élaborations théoriques et les analyses concrètes est mis principalement tantôt sur la légitimité, tantôt sur l'autorité, si bien que dans les deux cas, l'une se trouve subordonnée à l'autre et parfois englobée en elle. La présente réflexion tente de préciser et de démêler quelque peu les deux notions souvent utilisées de façon très fluide, pour étudier les modalités selon lesquelles s'effectue leur construction dans la trame verbale. Cette mise au point devrait permettre non seulement d'éclairer leur mise en mots, mais aussi de dégager leurs enjeux socio-discursifs dans des discours politiques particuliers en situation.
- 3 Pour aborder cette problématique, on fera d'abord un point rapide sur les notions convoquées – la légitimité et l'autorité, la légitimation et la construction d'autorité – en s'interrogeant sur leur nature et leur interrelation complexe. On tentera alors de repérer, en s'appuyant sur un corpus composé des premières allocutions des dirigeants de pays démocratiques sur la Covid-19, les modalités discursives et argumentatives selon lesquelles il est possible aux chefs d'État de construire leur légitimité et leur autorité en une période de crise où elle est particulièrement fragilisée, et plus que jamais nécessaire. Cela permettra de dégager un ensemble ouvert de procédures qui participent à cette construction verbale.

1. Réflexions sur les notions de base : légitimité et légitimation

1.1 La légitimité démocratique

- 4 Tout d'abord, donc, un retour sur la notion de légitimité politique s'impose. L'étude des procédures qui la construisent en discours (la « légitimation » sur laquelle se penchent l'AD (Charaudeau et Maingueneau [2002 : 340] et la CDA) est nécessairement tributaire de la définition qu'on en fournit. Or, on peut constater en consultant la littérature savante sur le sujet qu'elle fait l'objet de considérations nombreuses qui divergent sensiblement (Bouquet 2014).
- 5 Commençons par sa définition lexicographique : lorsqu'elle n'est pas simplement équivalente de « légalité » (« conforme au droit, à la loi »), la légitimité désigne la « Conformité de quelque chose, d'un état, d'un acte, avec l'équité, le droit naturel, la raison, la morale » et « *en partic.* Conformité du pouvoir politique exercé avec les règles de souveraineté, d'exercice du pouvoir dans le pays considéré » (TLFi). Plus spécifiquement, dans des dictionnaires professionnels comme le *Dictionnaire du droit privé* de Serge Braudo (en ligne, 1996-2021) on trouve :

La « Légitimité » est la conformité à un principe supérieur qui dans une société et à un moment donné est considéré comme juste. La notion de légitimé ne recouvre pas celle de légalité qui est plus restreinte et qui caractérise ce qui est seulement conforme à la Loi. La notion de légitimité est contingente de la culture [...]¹.
- 6 Et encore, dans le *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* (Hatzfeld 2012) :

La légitimité est le droit reconnu à une personne (ou plusieurs) de parler et d'agir au nom de principes, valeurs, règles, lois... Par son étymologie (du latin *lex, legis* : loi), la légitimité est proche de la légalité, mais elle s'en distingue par son sens : la

légalité consiste à appliquer une loi, alors que la légitimité se réclame de principes qui, dans certains cas, peuvent être en contradiction avec une loi. Les principes qui fondent la légitimité sont de nature variée : principes moraux et politiques, habitudes, droits, normes... La hiérarchie de ces principes variant selon les individus et les sociétés, elle est source de nombreux différends².

- 7 Divers analystes du discours soulignent des aspects de la légitimité qui concordent avec ces vues. Ainsi, on peut lire dans *Le discours politique* (Charaudeau 2005 : 52) que la légitimité est le « résultat d'une reconnaissance par d'autres de ce qui donne pouvoir de faire ou de dire à quelqu'un au nom d'un statut ». Dans le domaine de la CDA, Rojo et van Dijk notent que cette nécessaire reconnaissance est obtenue à l'aide de stratégies verbales visant à prouver que les actions proposées ou entreprises par celui qui est en possession d'un statut institutionnel sont en accord avec « le système de lois, normes, accords ou objectifs qui sont acceptés par (la majorité) des citoyens » (1997 : 528 ; je traduis).
- 8 On peut retenir de ces définitions lexicographiques et de ces travaux plusieurs éléments :

- la distinction entre le domaine bien défini de la légalité, et le principe plus large de légitimité qui peut recouvrir le légal mais ne s'y limite pas (et peut même s'y opposer) ;
- la nécessaire conformité de la légitimité à un ensemble de valeurs et de normes consensuelles ;
- le fait que la légalité s'attache à la lettre de la loi, alors que la légitimité dépend aussi de facteurs culturels et politiques ;
- l'idée que la légitimité implique une reconnaissance (elle doit être « considérée comme juste », elle est un « droit reconnu », elle implique un « mécanisme de reconnaissance ») ;
- l'idée subséquente que la légitimité désigne une relation entre ceux qui la revendiquent et ceux qui doivent la reconnaître ;
- l'idée qu'en raison de ce lien relationnel et de cette dépendance par rapport à des principes diversifiés et changeants, elle ne peut être fixée de façon absolue, si bien qu'elle peut donner lieu à des évolutions et des dissensions.

- 9 Ces divers éléments ont été conceptualisés par des théoriciens qui participent essentiellement des domaines du droit, de la philosophie politique et des sciences sociales. Les spécialistes du droit sont essentiellement préoccupés par des questions de validité légale, les philosophes par la conformité à des principes moraux qui peuvent être justifiés au regard de la raison, en d'autres termes par la justification des relations de pouvoir. Cependant, selon David Beetham (2013), il existe sur ce sujet une différence importante entre les philosophes moraux ou politiques et les sociologues. Elle réside dans le fait que les premiers examinent la question sous un angle normatif de type universel, alors que les seconds ne la conçoivent qu'en termes descriptifs et en contexte. Les chercheurs en sciences sociales prennent en compte le fait que la légitimité peut varier d'une société ou d'une époque à l'autre, et en conséquence ne fixent pas de normes absolues auxquelles tout homme de raison devrait adhérer.

- 10 Beetham rejette le principe de Max Weber selon lequel la légitimité serait tributaire de la croyance qu'ont en elle les agents impliqués. « Une relation de pouvoir », note-t-il (2013 : 11 ; je traduis) « n'est pas légitime parce que les gens croient à sa légitimité mais parce qu'elle peut être justifiée en fonction de leurs croyances. Cela peut sembler une distinction subtile, mais elle est fondamentale ». Par ailleurs, pour Beetham, l'intérêt de l'approche des sciences sociales est qu'elle s'attache aux conséquences empiriques de la légitimité. En effet, la légitimité a la capacité de déterminer des comportements – en l'occurrence, de susciter l'obéissance des gouvernés. Cette approche fournit une clé précieuse à la compréhension des rapports entre légitimité et autorité sur lesquels nous reviendrons plus loin.
- 11 Pour reprendre la synthèse que fait Beetham (2013 : 18-19) des conditions nécessaires pour qu'un pouvoir soit considéré comme légitime, il faut : 1. Qu'il se conforme à des règles établies (sous peine d'être illégitime) ; 2. que les règles puissent être justifiées par des références aux croyances partagées (sans quoi il souffre d'un déficit de légitimité) ; 3. que le pouvoir soit expressément reconnu par des actes qui marquent cette reconnaissance (quand il y a non-coopération, résistance, désobéissance,... il y a délégitimation). Ces trois niveaux complémentaire (celui des règles, de la « justifiabilité » en termes de croyances et du consentement des gouvernés) ne sont jamais réalisés de façon absolue ; la légitimité est une affaire de degré, une légitimité peut être érodée, contestée ou incomplète (*ibid.* : 20) ; mais dans tous les cas, c'est elle qui offre aux dirigés les fondements moraux de leur coopération avec les dirigeants³.
- 12 Les travaux de Pierre Rosanvallon ajoutent en ce qui concerne les régimes démocratiques contemporains deux éléments intéressants à ces élaborations théoriques. Tout d'abord, le politologue relève un vecteur de légitimité supplémentaire du dirigeant et de ses décisions qui est caractéristique de notre époque : il concerne la conception du bien commun au service duquel doivent se mettre les gouvernants, et qui confère au pouvoir la justification de sa légitimité. Selon Rosanvallon, cette notion au départ ancrée dans celle de majorité s'est transformée dans la mesure où le peuple n'apparaît plus comme « une masse homogène » : « La société se manifeste désormais sous les espèces d'une vaste déclinaison des conditions minoritaires » (Rosanvallon 2008 : 14). La légitimité de la personne politique passerait alors par sa capacité à prendre en compte les expressions plurielles du bien commun.
- 13 Elle passe aussi par une évaluation du droit du dirigeant à représenter les citoyens, fondée sur une évaluation de ses capacités à comprendre les problèmes de ceux qu'il gouverne. On peut alors parler avec Rosanvallon d'une « légitimité de proximité ». Celle-ci est issue non d'un mode d'élection mais d'un comportement traduit en paroles et en actes. L'exigence générale de représentativité aurait cédé la place à une « représentation-empathie » que Rosanvallon range dans la rubrique de la « politique de la présence » (*ibid.* : 297). En d'autres termes, la légitimité de proximité est liée à la nécessité pour les dirigeants d'écouter et de manifester leur solidarité envers ceux qui, subissant des épreuves extrêmement difficiles, ont le sentiment de ne pas être pris en compte. L'expression de la généralité démocratique devient alors sollicitude, compassion, voire rachat d'un déni d'existence. Dans une perspective similaire, Le Bart et Lefèvre (2005 : § 1) notent : « La proximité est considérée comme une valeur sociale refuge dans un monde pensé comme sans repères, impersonnel, anémique, complexe [...] À travers la valorisation des rapports de proximité⁴ c'est la verticalité des relations sociales qui se trouve contestée ». L'existence d'un mode de relation horizontal se

substituant à, ou tout au moins complétant, la relation verticale de pouvoir introduit une variante intéressante dans la légitimation.

1.2. Le processus de légitimation

- 14 Dans la perspective discursive qui est la nôtre, ce n'est pas la légitimité en soi mais le processus de sa construction qui est en jeu. On peut souligner, comme le fait Pierre Bourdieu (1982), la prépondérance du statut institutionnel qui confère à un individu sa légitimité et lui assure la reconnaissance de celle-ci par le public. Traditionnellement, en démocratie, les élections au suffrage universel qui désignent un représentant du peuple chargé de veiller à l'intérêt général sont garanties de sa légitimité, et donc du dire et de l'agir, ainsi que de la ligne politique annoncée dans le respect des grands principes de la république (ou d'un autre type de régime démocratique en vigueur). Cependant Charaudeau note bien, en parlant de ce qu'il appelle la « légitimité par mandatement » dans les démocraties représentatives, que la souveraineté qu'elle octroie a « constamment besoin d'être réactivée par des justifications diverses du fait qu'elle peut être remise en cause par ceux-là même qui l'ont octroyée » (2005 : 57). Rosanvallon remarque qu'à l'ère du repli des idéologies, l'élection qui intronise le dirigeant a désormais une part réduite : elle se contente de « valider un mode de désignation des gouvernants » (2008 : 21), sans pour autant impliquer une légitimation automatique des politiques menées par la suite. Il en résulte que le gouvernement élu par la majorité jouit d'une « légitimité imparfaite » qui reste toujours soumise à des contraintes supérieures de justification », et qui a besoin « d'être confortée par d'autres modes de légitimation démocratique » (*ibid.* : 29 ; c'est l'auteur qui souligne).
- 15 La légitimation renvoie au processus par lequel la légitimité nécessairement imparfaite des dirigeants tente de se dire et de se faire reconnaître. Elle est une dynamique discursive. Selon Rojo et van Dijk (1997 : 528) le discours de légitimation a pour objectif de faire reconnaître la politique du dirigeant comme obéissant aux règles instituées et comme motivée par la recherche du bien public, soit de faire admettre qu'elle est, en la circonstance, défendable du point de vue légal et moral. La réussite de ce processus ne garantit pas seulement l'approbation des mesures proposées ou dictées par le pouvoir, elle s'étend aux gouvernants, à leur position et à leur leadership. En d'autres termes, on a affaire à une procédure verbale qui vient consolider une légitimité institutionnellement octroyée au départ, mais qui a besoin d'être réaffirmée et renforcée. Rojo et van Dijk ajoutent qu'elle est particulièrement nécessaire « dans des contextes d'actions controversées, d'accusations, de doutes, de critique ou de conflits concernant des questions de relations entre groupes, de domination et de leadership » (*ibid.*; je traduis). Elle est à plus forte raison mobilisée dans des situations désignées par l'expression bien connue de « crise de légitimité » introduite par Habermas (1975) qui traduit une chute de la confiance octroyée aux institutions en place et aux dirigeants au pouvoir. Dans tous ces cas, la légitimation comme dynamique discursive peut prendre la forme de la manifestation ostentatoire et du rappel, ou encore de la consolidation et du renforcement.
- 16 C'est dans la mesure où elle appelle une justification, à savoir des raisons, que la légitimation participe du domaine de l'argumentation. Dans *Political Discourse Analysis* (2012), I. et N. Fairclough reviennent sur cette notion de légitimation telle qu'elle a été étudiée en discours. Ils insistent sur l'importance d'inscrire l'analyse dans le cadre non

seulement de l'analyse du discours mais aussi de l'argumentation, sans quoi « la nature exacte de la légitimation demeure un mystère » (*ibid.* : 110). En même temps, ils notent qu'il faut se garder de dissoudre la légitimation dans la notion globale d'argumentation. En effet, selon eux, dans les travaux des tenants de la CDA, la légitimation a reçu une acception beaucoup trop étendue. En particulier, elle a été assimilée à la notion globale de justification, donc de toute raison donnée pour soutenir une action. Or, la légitimation a une acception plus étroite. Le type de justification réalisé par la légitimation se distingue en ce qu'il

invoque des systèmes institutionnels de croyances, valeurs et normes partagées publiquement et justifiables publiquement, et parfois hautement formalisées, codifiées, en vertu desquels l'action proposée est considérée comme légitime. Des justifications d'action qui n'invoquent pas ce genre de systèmes partagés de règles ou de normes partagées ne peuvent pas à proprement parler être appelées légitimation (*ibid.* : 109 ; je traduis).

- 17 En bref, si toute légitimation repose sur une justification, tout processus de justification ne relève pas de la légitimation. Cette position a des conséquences pratiques au niveau de l'analyse des discours politiques et de ses méthodes qui expliquent pourquoi l'approche élaborée ici à la croisée de l'AD et de l'argumentation ne s'en tient pas, malgré son intérêt certain et son succès, à la grille établie par van Leeuwen (2007) et van Leeuwen et Wodak (1999), reprise par Wodak dans le présent volume.

2. La question de l'autorité en discours

2.1 L'autorité dans son rapport à la légitimité

- 18 Comme la légitimité, la notion d'autorité a fait l'objet de multiples travaux dans différents domaines de connaissance. De ce terme, Marc Angenot note : « Le mot est éminemment polysémique et les divers sens se superposent et s'emmêlent » (2013 : 8). On cherchera ici exclusivement à éclaircir l'autorité politique, à bien distinguer du pouvoir, dans toutes les situations où le dirigeant doit faire accepter ses décisions et en assurer la réalisation pratique. En même temps, on tentera de revisiter dans ce cadre bien délimité la relation de la légitimité à l'autorité, deux notions si étroitement imbriquées sur le plan théorique et pratique qu'il s'avère souvent malaisé de les démêler.
- 19 Qu'en est-il donc de l'autorité ? Le TLFi la définit globalement comme « le pouvoir d'agir sur autrui ». Pour Kojève, « L'Autorité est la possibilité qu'a un agent d'agir sur les autres (ou sur un autre), sans que ces autres réagissent sur lui, tout en étant capables de le faire » (2004 : 58). Si l'autorité est la capacité à se faire écouter et obéir, c'est cependant à travers une obéissance dans laquelle, comme le pose Hannah Arendt, les hommes gardent leur liberté (1972 : 140). En d'autres termes, l'autorité se distingue de l'exercice du pouvoir en ce qu'elle suscite une soumission consentie : « il faut se garder de superposer pouvoir et autorité, ou autorité et domination », souligne Claire Oger (2021 : 15). L'autorité (à distinguer de l'autoritarisme) est « une force symbolique qui se passe précisément de coercition » (Angenot 2013 : 8), et non « une “violence” qui force à la soumission » (*ibid.* : 15). C'est parce qu'elle est étayée par des raisons, qu'elle est argumentable (même si elle n'est pas explicitement argumentée) qu'Angenot parle d'autorité rhétorique. Dans le domaine politique, ajoute Angenot (*ibid.* : 13) « c'est

l'autorité qui, le cas échéant, permet au pouvoir, aux pouvoirs de s'exercer en faisant l'économie du recours à la force ».

- 20 Or, cette définition de l'autorité est étroitement liée à sa relation à la légitimité. Tout d'abord, rappelons qu'il ne convient pas de les confondre – voici comment Charaudeau les distingue :

On ne confondra pas [...] *légitimité* et *autorité*. La première [...] est un droit acquis. L'autorité, en revanche, est intrinsèquement liée au processus de soumission de l'autre. Elle place le sujet dans une position qui lui permet d'obtenir des autres un comportement (faire faire) ou des conceptions (faire penser et faire dire) qu'ils n'auraient pas sans son intervention. La légitimité ne met pas le sujet qui en est doté dans une situation d'avoir à soumettre l'autre (2005 : 52).

- 21 Cependant, en démocratie, l'autorité qui en appelle à une soumission consentie s'appuie nécessairement sur une légitimité reconnue. Beetham montre bien que c'est la légitimité qui offre un fondement moral à la demande d'obéissance et de coopération :

Dans la mesure où les gens reconnaissent le pouvoir comme juste, comme acquis de façon valide et convenablement exercé [ce qui est sa définition de la légitimité], ils sentent l'obligation correspondante de lui obéir et de le soutenir sans avoir pour le faire à être soudoyés ou à faire l'objet d'une coercition (2013 : xi ; je traduis).

- 22 En d'autres termes, c'est la légitimité légale et morale reconnue comme telle qui permet d'exercer une autorité consentie. Sans doute, en l'absence de légitimité ou quand celle-ci est mise à mal, l'obéissance comme soumission au pouvoir peut être imposée à grand renfort de sanctions (autorité devient alors autoritarisme). Mais, souligne Beetham, l'usage de la force doit alors se faire omniprésent, des ressources considérables y sont consacrées ; et ce pouvoir qui ne repose plus sur la légitimité peut se démanteler à tout moment dès que le système de coercition s'affaiblit.
- 23 C'est dans cette perspective que « l'autorité est généralement considérée par les sociologues comme un pouvoir légitime : un pouvoir qui n'a donc besoin que d'un minimum de coercition pour se faire respecter et obéir » (Coenen-Huther 2005). Et Angenot résume : « L'autorité est un pouvoir légitimé » (2013 : 8). Ainsi donc, l'autorité s'adosse à la légitimité mais en constitue en quelque sorte une extension ; et la légitimité conduit à l'autorité comme capacité à se faire obéir volontairement, mais ne se confond pas avec elle. On sait d'expérience qu'un dirigeant peut être reconnu comme légitime sans pour autant qu'il parvienne à se faire écouter et obéir.

2.2. La construction discursive de l'autorité : une question d'*ethos*

- 24 Que faut-il alors à l'autorité du dirigeant légitime pour s'exercer ? La capacité à se faire entendre et obéir découle en grande partie de la crédibilité du discours, et de la confiance qu'on peut accorder à la fois à la parole et à la personne du dirigeant.
- 25 Une précision sur la notion de confiance. Ce n'est pas par hasard que l'ouvrage de Marc Angenot est intitulé *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (2013). On lit dans le *Dictionnaire de la sociologie* de Boudon et Bourricault : « On parle de l'autorité d'une personne, d'une institution, d'un message », « pour signifier qu'on leur fait confiance » ; « qu'on accueille leur avis, leur suggestion ou leur injonction, avec respect, faveur, ou du moins sans hostilité ni résistance, et qu'on est disposé à y déférer » (1982 : 32). Notons qu'en matière d'autorité, Angenot parle non de la confiance entre pairs, mais de la confiance « inégale » entre deux instances de statut différent qui est nécessaire lorsque, dans une situation où il faut trouver une réponse,

l'individu reconnaît « l'impossibilité, ou du moins le coût excessif qu'il y aurait à la rechercher de soi-même » (2013 : 19). Il se tourne alors vers celui qui a un savoir, des compétences, une expérience qui justifient de s'en remettre à lui. La confiance est purement relationnelle, elle est le fait de l'auditoire qui croit que le sujet de l'énonciation est fiable et qu'on peut lui faire crédit.

- 26 Il faut sans doute différencier la « confiance impersonnelle dans la fiabilité des institutions », et celle qui tient « aux vertus attribuées à la personne qui tient une certaine position de pouvoir » (Origgi 2008 : 80-81). On pourrait dire que la première conditionne en partie la reconnaissance de la légitimité politique. Il faut que les citoyens aient confiance dans les institutions de leur pays pour qu'ils acceptent comme légitime, à savoir comme fondé en droit et en morale, tout ce qui en émane sur le plan juridique, législatif, exécutif. Une méfiance généralisée envers le système – taxé par exemple de corruption ou de favoritisme – mine la légitimité des instances de pouvoir. Le dirigeant doit alors d'autant plus faire reconnaître sa légitimité propre de gouvernant respectueux du bien public et des valeurs démocratiques. Cependant, pour reprendre la formulation de Charaudeau, la reconnaissance du droit à dire et à faire n'entraîne pas nécessairement celle de la capacité à faire dire et à faire faire. La confiance qui conditionne l'autorité suppose l'intime conviction de la compétence du locuteur, de la droiture de son jugement comme de ses intentions.
- 27 La confiance vouée à un homme ou une femme au pouvoir implique donc sa crédibilité. Cependant l'autorité, comme le notent Michèle Monte et Claire Oger, « ne doit pas se dissoudre dans une simple crédibilité » (2015 : 6). De même qu'Angenot parle de la confiance entre deux instances de statut différent, de même Claire Oger souligne que l'autorité « se fonde sur un surcroît de crédibilité [...], et sur une position de supériorité hiérarchique ou de surplomb symbolique, organisant un rapport de places dissymétrique » (2013 : 42). Ce surcroît de crédibilité dans un rapport dissymétrique se manifeste en discours dans la construction d'un *ethos* approprié. Ce n'est pas par hasard que « l'ancienne rhétorique liait, elle confondait même, crédibilité et *ethos* de l'orateur [...] L'*ethos* est la crédibilité morale reconnue à celui qui parle, elle tient à son honnêteté non moins qu'à sa compétence et sa prudence » (Angenot 2013 : 73) – il faut ajouter selon Aristote à sa bienveillance (*eunoia*, qui se joint à la *phronesis* et l'*aretè*).
- 28 Un ajout important s'impose: en plus de l'image discursive qui dote le locuteur d'autorité, il importe de prendre en compte son *ethos* préalable (Amossy 2010) – la représentation que le public a de sa personne au moment où il prend la parole, et qui peut fortement influencer le crédit qui lui est accordé. Si cette image préalable est dommageable, il revient au locuteur de la retravailler, de la redresser, de l'adapter aux besoins du moment. On peut alors parler d'un retravail de l'*ethos* (Amossy 2010) ou, dans les cas extrêmes, de réparation d'image (Kerber-Sadoun 2018).
- 29 La personne politique légitime dotée d'une autorité qui lui permet d'en appeler à l'obéissance consentie des citoyens n'est pas pour autant dispensée de fonder en crédibilité chacune de ses décisions et mesures, et de justifier le bien-fondé de sa ligne politique. Il ne suffit pas que les propos émanent d'une source digne d'être crue, il faut qu'ils paraissent raisonnables, c'est-à-dire plausibles aux yeux d'un être de raison incarné dans un contexte socio-historique et politique donné. C'est à ce titre que les citoyens peuvent croire en leur pertinence et en l'efficacité de leur mise en pratique. On n'obéit pas de son plein gré à des instructions qu'on considère comme absurdes et sans effet, quelle qu'en soit la source. On ne se sent pas nécessairement tenu

d'acquiescer volontairement à une instruction qui se passe de justification et peut de ce fait être tenue pour arbitraire. Si l'*ethos* du locuteur influe sur la crédibilité de sa parole, la plausibilité de ses dires n'en doit pas moins être à tout moment justifiée. Elle rejaille à son tour sur l'image publique du dirigeant : elle témoigne de ses capacités à mener les gouvernés à bon port.

3. Une analyse discursive et argumentative

3.1 Remarques méthodologiques

- 30 Comment ces considérations se traduisent-elles sur le plan de l'analyse concrète ? Tout en puisant dans les contributions pionnières de la CDA, on ne s'en tiendra pas ici à leur cadre. En particulier, on ne reprendra pas le protocole d'analyse de van Leeuwen (2007), élaboré avec Wodak (1999), devenu une référence dans le domaine. Et cela pour plusieurs raisons, suggérées dans ce qui précède. Le premier point est le rapport à l'argumentation : il s'agit pour le locuteur de faire reconnaître à l'auditoire sa légitimité, toujours en besoin de confirmation et parfois, lorsqu'elle est remise en cause, en besoin de rétablissement – entreprise qui relève par excellence de l'argumentation. Or, comme le relèvent bien Fairclough et Fairclough, van Leeuwen « ne relie pas légitimation et argumentation »⁵. Le deuxième point a trait à l'extension très large que van Leeuwen (mais aussi Rojo et van Dijk) donne à la notion de légitimation : toute justification d'un acte ou d'une exigence devient dans leur perspective légitimation. Le troisième est que van Leeuwen ne différencie pas clairement la construction de la légitimité et la construction de l'autorité en discours. En effet, pour lui, la légitimation vient répondre à la question de savoir pourquoi nous devons faire quelque chose, et le faire d'une certaine façon (2007 : 93). Or, pour reprendre la formulation déjà mentionnée de Charaudeau, la légitimation se rapporte au droit de dire et de faire ; la capacité à faire obtempérer l'allocutaire de son plein gré, donc de lui fournir des raisons de faire quelque chose d'une certaine façon relève de l'autorité. Cette relative indifférenciation se retrouve chez Rojo et van Dijk, qui étudient dans un même mouvement la légitimation et la construction d'autorité en discours (1997 : 553).
- 31 Le fait que van Leeuwen rabat les deux notions l'une sur l'autre affecte sa catégorisation. Il propose quatre catégories : l'autorisation (dans le sens de recours à une autorité), l'évaluation morale, la rationalisation (dans le sens de fournir des raisons) et la mythopoesis (ou persuasion par des récits exemplaires). Il résulte de l'indistinction entre légitimité et autorité que certaines des procédures discursives retenues pour la légitimation sont en fait des procédures de construction d'autorité. Prenons l'autorisation, ou recours à l'autorité d'une personne qui détient un pouvoir – politique ou, dans l'exemple de van Leeuwen, scolaire ou familial – par exemple, « Magnus sat down. Because the teacher said they had to » ; ou la réponse à la question « pourquoi faut-il que je fasse cela ? » « parce que le Dr. Juan l'a dit » (*ibid.* : 94-95). Il s'agit en réalité d'une construction d'autorité : la justification sous forme d'argument d'autorité ne confère pas une légitimité, elle s'appuie sur elle dans le sens où l'autorité s'adosse à la légitimité dont sont institutionnellement dotés le dirigeant ou le professeur par la reconnaissance socialement octroyée.

32 Si on se propose ici de poursuivre le travail pionnier des tenants de la CDA, c'est dans le cadre de l'argumentation dans le discours (Amossy 2021 [2000]). Il s'agira d'élaborer une démarche soucieuse de différencier légitimation et construction d'autorité, attentive comme la CDA à leurs modes d'inscription verbale et à leurs enjeux socio-politiques. Faute de place, on n'en illustrera les différentes rubriques que très partiellement, en puisant dans les premières allocutions sur le coronavirus prononcées par les dirigeants confrontés à la nécessité d'annoncer des mesures hors du commun, et impopulaires, afin de lutter contre l'expansion de la pandémie.

3.2. : Pour une analyse du processus verbal de légitimation

3.2.1. La légitimation comme manifestation de la légitimité institutionnelle

33 Le niveau le plus basique est celui de la légitimité institutionnelle dont jouit le dirigeant. Même lorsqu'elle est en quelque sorte donnée de l'extérieur par le statut légalement conféré à l'élu, la personne politique intronisée par l'institution doit veiller à la construire dans son discours. Il lui faut pour ce faire manifester discursivement toutes les marques qui la font reconnaître dans ses hautes fonctions au sein d'une scénographie susceptible de nombreuses variantes. On trouve ainsi :

34 – **L'apparat qui entoure l'orateur qui a partie liée avec la culture politique du pays :**

35 Signes visuels – dorures, drapeaux,... comme c'est le cas par exemple de Macron et de Merkel dans leur allocution solennelle à la nation.

36 – **Le genre de discours sélectionné, plus ou moins officiel et cérémonial :**

37 L'allocution à une heure de grande écoute à la télévision, la conférence de presse, mais aussi la fréquence des apparitions du chef d'État en temps de crise (ainsi, Netanyahu en Israël répétant quotidiennement ses allocutions à la nation aux informations télévisées de 20 heures).

38 – **Les choix lexicaux dans leur allégeance à la phraséologie :**

39 Le locuteur « élabore sur la base de quelques unités immédiatement disponibles une production discursive assez peu originale, mais conforme à ce qu'il doit dire et écrire compte tenu de sa position » (Krieg-Planque 2012 : 102-103). Elle comprend des formes d'ouverture et de clôture, des clichés, des formules, des thèmes conventionnels qui manifestent le caractère officiel du discours, adapté aux circonstances.

40 – **L'usage du nous exclusif :**

41 Moi + instances de pouvoir désignant l'instance gouvernementale comme telle vs Vous.

42 – **La mention des instances institutionnelles consultées et du consensus démocratique :**

43 Grande-Bretagne, B. Johnson (12.3.2020), *I've just chaired a meeting of the government's emergency committee including ministers from Scotland, Wales and Northern Ireland* ; Espagne, le 14.3.2020, Pedro Sanchez : *Comparezco para dar cuenta del Consejo de Ministros extraordinario en el que hemos aprobado el ya anunciado Estado de Alarma y las medidas que este implica para hacer frente al coronavirus, al COVID-19* (« Je comparais pour rendre compte du Conseil des ministres extraordinaire au cours duquel nous avons approuvé l'état d'urgence déjà annoncé et les mesures que cela implique pour faire face au coronavirus, COVID-19 ») ; France, E. Macron, le 12.3.2021: « J'ai aussi demandé au

Premier ministre, il l'a fait encore ce matin, de consulter largement toutes les familles politiques, et elles ont exprimé la même volonté ». En résulte un gommage de toute trace de désaccord, et une insistance sur l'unité comme résultat et marque d'un accord démocratique (au détriment de la valeur de la délibération et de la confrontation des points de vue).

44 – **L'usage du « je » qui fait usage de ses prérogatives :**

45 Russie, le 25.3.2020, Vladimir Poutine : « je déclare la semaine prochaine chômée, avec maintien du salaire » ; E. Macron, le 16.3.2021 : « C'est pourquoi, après avoir consulté, écouté les experts, le terrain et en conscience, j'ai décidé de renforcer encore les mesures. »

3.2.2. La légitimation par l'adéquation aux valeurs de la démocratie

46 En plus de la dimension institutionnelle que le dirigeant affiche dans son discours, sa légitimité dépend de la conformité de ses paroles et de ses décisions à un ensemble de valeurs qui dans le contexte de nos exemples sont des valeurs globales mais aussi des valeurs démocratiques.

47 – **Le souci du bien général :**

48 Le premier devoir du dirigeant légitime est de veiller au bien général, à plus forte raison en temps de crise. Le PM suédois Stefan Löfven, le 22.3.2020 : *Jag som statsminister, den regering jag leder, kommer fatta varje beslut som krävs för att skydda så ånga människors liv, hälsa och jobb som det bara går* (« Moi-même en tant que Premier ministre, et le gouvernement que je dirige, prendrons toutes les décisions nécessaires pour protéger la vie, la santé et l'emploi du plus grand nombre possible de personnes ») ; Grande-Bretagne, Boris Johnson, le 3.3.2020 : *keeping the country safe is the government's overriding priority* ; Italie, Conte : *Lo scopo è quello di tutelare il bene della salute degli italiani, il bene che ci sta più a cuore, quello che nella gerarchia dei valori costituzionali è sicuramente al primo posto* (« L'objectif est de protéger la santé des Italiens, le bien le plus important pour nous, celui qui occupe certainement la première place dans la hiérarchie des valeurs constitutionnelles »).

49 – **La protection des plus vulnérables :**

50 Une valeur éthique sacrée que se doit de respecter le gouvernement est la défense et la protection des plus faibles. E. Macron, le 12.3.2020 : « Dans ce contexte, l'urgence est de protéger nos compatriotes les plus vulnérables » ; Boris Johnson, le 12.3.2020 : *The most important task will be to protect our elderly and most vulnerable people during the peak weeks when there is the maximum risk of exposure to the disease.*

51 – **Le respect des valeurs démocratiques :**

52 Le dirigeant puise sa légitimité dans le respect de ces valeurs. Cependant, la situation impose une limitation problématique à l'exercice des droits fondamentaux. Les restrictions édictées en temps de pandémie portent atteinte à la liberté : libertés individuelles, liberté de réunion (article 20 de la Déclaration des Droits de l'Homme), liberté d'organiser sa vie privée et familiale,... Dans les premières allocutions des chefs d'État sur le coronavirus, la question de la démocratie et des droits qu'elle confère ne sont pas nécessairement abordés. Le fait même de soulever la question des infractions aux valeurs démocratiques risque en effet de susciter des doutes que l'on s'efforce en la

circonstance de refouler. Malgré le danger, certains choisissent de traiter directement du rapport à la démocratie dans la gestion de la crise sanitaire.

- 53 C'est ce que font par exemple sous forme de métadiscours des dirigeants comme Angela Merkel, la Chancelière allemande, ou encore le Président du Portugal, Marcelo Rebelo de Sousa qui déclare : *É também um sinal democrático. Democrático, pela convergência dos vários poderes do Estado. Democrático, porque é a Democracia a usar os meios excecionais que ela própria prevê para tempos de gravidade excepcional. Não é uma interrupção da Democracia. É a Democracia a tentar impedir uma interrupção irreparável na vida das pessoas* (« C'est aussi un signe démocratique. Démocratique, par la convergence des différents pouvoirs de l'État. Démocratique, parce que c'est la Démocratie utilisant les moyens exceptionnels qu'elle-même se donne en des temps d'une exceptionnelle gravité. Ce n'est pas une interruption de la démocratie. C'est la démocratie qui essaie d'empêcher une interruption irréparable de la vie des gens ») ; Alberto Fernandez en Argentine, annonçant une mesure nouvelle de couvre-feu à partir de minuit, tient à préciser à la fois la sévérité de la décision et son caractère démocratique (20.3.2020) : *la realidad es que está es una medida excepcional, que dictamos en un momento excepcional, pero absolutamente dentro del marco de lo que la democracia permite* (« la réalité est que c'est une mesure exceptionnelle que nous édictons à un moment exceptionnel, mais absolument dans le cadre de ce que permet la démocratie »).

54 – **La justification par le caractère exceptionnel de la situation :**

- 55 La nature de la crise appelle à des dérogations aux principes appliqués en période normale, dérogations prévues par le système démocratique. La métaphore de la guerre, brandie par divers dirigeants dont E. Macron, en rend bien compte : elle explique que l'état d'urgence, de mise dans les cas où la nation est attaquée, ne peut se fonder sur des comportements de routine et légitime les mesures extraordinaires prises par le chef de l'État dans le cadre de la constitution.

3.2.3. La légitimation par la proximité avec l'auditoire

- 56 Les marques de proximité assurent la reconnaissance de la représentativité du dirigeant qui abandonne partiellement une position traditionnelle de surplomb grâce à certaines procédures discursives – jeu des pronoms personnels et plus particulièrement du « nous » inclusif et du « vous », usage éventuel d'expressions familières, marques verbales d'identification voire d'empathie, thématique du sort partagé,... Ainsi Merkel le 18.3.2020 : *Natürlich ist jeder von uns in solch einer Situation voller Fragen und voller Sorgen, wie es weitergeht* (« Bien sûr, dans une telle situation chacun de nous a plein de questions, plein de soucis, se demandant quelle sera la suite »).

3.3. Pour une analyse de la construction discursive de l'autorité

- 57 Qu'en est-il de la construction d'autorité ? On l'a vu, l'autorité du dirigeant tenu pour légitime dépend de sa crédibilité sous une double forme – celle qui s'attache à ses dires, et celle qui s'attache à sa personne. C'est donc la justification des mesures destinées à les rendre crédibles et les modalités verbales de sa présentation de soi qu'il faut analyser de près.

3.3.1. L'autorité des dires

58 – L'argument d'autorité :

59 Il tire « sa probabilité ou sa véracité [...] non directement du monde empirique » – donc d'un savoir issu de l'expérience du locuteur – « ni de la logique (de la logique informelle qui formalise l'expérience de la vie), mais de la qualité d'une source » (Angenot 2013 : 5) : en l'occurrence, l'incontournable recours de la personne politique à l'avis d'experts. Les mesures contre le coronavirus qui pourraient à première vue paraître aberrantes apparaissent comme plausibles dès lors qu'elles s'appuient sur des raisonnements scientifiques transmis aux décideurs. Il faut souligner que les hommes et femmes de science consultés, et jusqu'aux meilleurs épidémiologistes, se trouvent eux-mêmes face à un phénomène nouveau qu'ils connaissent mal ; ils ne possèdent aucune certitude sur l'efficacité des diverses mesures de prévention. En même temps, un savoir scientifique délégué sur lequel un dirigeant entend fonder son autorité ne doit pas paraître sujet à caution si on veut qu'il suscite un consentement à de sévères mesures de prévention. Il n'est donc pas étonnant que dans la plupart des premières allocutions, l'opinion d'experts dont on souligne le savoir et la réputation est présentée comme unanime et incontestable, sans mention des discussions en amont ou des désaccords éventuels (ce qui tranche avec les controverses dont s'empareront les médias par la suite).

60 – L'argument pragmatique ou argument par les conséquences :

61 Si on fait A', une conséquence positive (négative) en découlera ; donc il faut (il ne faut pas) faire A' (Walton, Reed & Macagno 2008) – avec les questions critiques suivantes : quel est le degré de plausibilité que ces conséquences arrivent et quelles preuves viennent étayer cette affirmation ? (*ibid.*). Clairement, la décision de prendre, ou non, certaines mesures pour lutter contre la pandémie s'appuie sur les conséquences pratiques des choix retenus en fonction des buts énoncés (tels que : contenir la pandémie jusqu'à ce que des traitements et des vaccins soient trouvés, empêcher l'engorgement des hôpitaux, sauver des vies,...). Bien entendu, l'argument pragmatique et l'argument d'autorité peuvent se croiser et se renforcer mutuellement.

62 – L'argumentation par les valeurs :

63 Au-delà de celles qui sont invoquées pour légitimer le locuteur, des valeurs sont mises en avant pour influencer sur l'allocutaire. En effet, la justification ne se veut pas toujours purement pratique, elle peut aussi se fonder sur l'obédience aux valeurs que l'auditoire est soucieux de respecter et de concrétiser. Dès lors les conséquences d'un choix se mesurent aussi en fonction des valeurs qu'il promet (Fairclough et Fairclough 2012 : 45) : par exemple, l'obéissance aux mesures restrictives qui visent un objectif pratique réalisent en même temps les valeurs de responsabilité et de solidarité au fondement du collectif. Le PM suédois y joint le sacrifice personnel et le devoir de compassion envers les plus faibles (22.3.2020), le tout présenté sous le jour du devoir moral : « Maintenant, nous avons tous une grande responsabilité personnelle. Il y a quelques moments critiques dans la vie où vous devez faire des sacrifices, non seulement pour votre propre bien, mais aussi pour ceux qui vous entourent, pour vos semblables et pour notre pays. Ce moment c'est maintenant. Ce jour est venu. Et c'est le devoir de chacun. »

64 – La hiérarchisation des valeurs (Perelman et Olbrechts-Tyteca 1970) :

65 Certaines valeurs paraissent plus importantes que d'autres et c'est en les triant par ordre d'importance qu'on peut décider en cas de conflit quelle est celle qu'il faut favoriser. Ainsi par exemple en période de crise sanitaire la valeur suprême de la vie humaine peut l'emporter sur celle de la liberté. Au Brésil, le président Bolsonaro met en balance le danger qui menace la santé des Brésiliens, et celui qui menace l'économie dans un pays où une grande partie de la population vit dans une grande précarité – en refusant d'attenter à l'économie.

3.3.2. L'autorité de la personne

66 De plus, un niveau essentiel de la construction de l'autorité discursive réside dans la crédibilité de la personne de celui qui édicte les mesures. Elle s'établit à partir de :

67 – **L'ethos préalable (Amossy 2010)**

68 ou potentiel de crédit dont jouit le dirigeant. On peut voir en contexte quelle est sa réputation lorsqu'il s'adresse à la nation, quelles images éventuellement contradictoires circulent de sa personne dans l'espace public. Si sa réputation n'est pas encore solidement établie, le nouveau chef d'État doit redoubler d'efforts pour projeter une image crédible et digne de confiance. C'est le cas par exemple de la PM belge Sophie Wilmès, à la tête d'un gouvernement *ad hoc* nommé dans une période de grave crise politique uniquement pour gérer la pandémie ; ou encore de chefs d'État récemment élus, comme le Président argentin Alberto Fernandez, qui n'a pris ses fonctions présidentielles que le 10 décembre 2019. Par opposition, un chef de gouvernement peut jouir d'un potentiel de confiance comme le PM suédois ou Angela Merkel en Allemagne.

69 – **Un retravail de l'ethos**

70 lorsque la personne politique est déconsidérée en raison de circonstances particulières (le Président Macron à la suite du mouvement des Gilets jaunes, le PM israélien Netanyahu inculpé de fraude qui s'adresse à un public dont une grande partie exige sa démission). Il peut devenir une véritable démarche de réparation d'image.

71 – **Une construction discursive d'ethos**

72 à savoir d'une image de soi positive (raisonnable, morale et bienveillante) à travers l'usage de moyens discursifs et argumentatifs appropriés, et du style individuel de l'orateur en ce qu'il laisse transparaître de sa personnalité – par exemple la capacité à user de modalités verbales claires et simples, de donner une impression de transparence et de sincérité, etc.

3.4. Jeux interdiscursifs et positionnement dans le champ

73 L'autorité se construit aussi dans la façon dont l'allocution s'insère dans l'interdiscours global où elle réagit à la parole de l'autre, tente de la prévoir, travaille à déjouer d'éventuelles objections et ne peut parfois se poser qu'en s'opposant. Cela est vrai pour le rapport de l'allocution sur la Covid-19 aux discours tenus par les autres chefs d'État dans les mêmes circonstances, qui renforcent l'autorité de l'orateur. Cela est vrai aussi pour la façon dont il déjoue l'autorité des autres partis politiques et des factions rivales, auxquels il répond implicitement (surtout quand une impression d'unité est de mise, ce qui est généralement le cas) ou explicitement (quand il importe de contrer les opposants, comme chez Bolsonaro, par exemple). C'est pourquoi l'autorité du locuteur

se construit dans la circulation des discours. Ce qui suppose bien sûr pour l'analyste de situer la parole du dirigeant dans la toile interdiscursive (ce que théorise par exemple C. Scaccia dans son analyse de Conte en Italie).

- 74 Ajoutons que l'autorité est en relation étroite avec le positionnement du dirigeant sur l'échiquier politique. En effet, il faut bien voir qu'il ne s'agit pas seulement pour le politicien d'exploiter son statut institutionnel, mais aussi de se (re)positionner par rapport aux personnes politiques et aux partis concurrents, c'est-à-dire de se donner des avantages qui joueront subséquemment en sa faveur. C'est là un objectif qui relie autorité et position de pouvoir, et ne peut en tant que tel être explicitement admis par le politicien. Personne n'ignore cependant que les résultats de chaque allocution font l'objet de sondages où la popularité du dirigeant est mesurée, et que sa position par rapport à ses concurrents est incessamment réévaluée au cours de la crise. Il arrive même que l'allocution en un moment de crise aiguë soit exploitée à des fins politiques – ainsi, par exemple, B. Netanyahu, incapable de former seul un gouvernement à l'issue des dernières élections, travaille à faire participer le parti de son rival, Benny Gantz, à un gouvernement d'union nationale sous son égide (comme le montre A. Friedman dans son analyse dans ce numéro). Dans tous les cas, on ne peut ignorer les modes d'intrication variables du sanitaire et du politique qui se font jour dans les discours sur la Covid-19, et la façon dont le dirigeant peut exploiter à son profit sa construction de légitimité et d'autorité (voire à l'instrumentaliser pour renforcer un pouvoir autoritaire, comme R. Wodak le montre dans le cas de la Hongrie).

Conclusion provisoire

- 75 Les indications présentées ici offrent les rudiments d'une analyse qui puise dans les outils aussi bien de l'AD que des théories de l'argumentation. Il va de soi que chaque procédure discursive et argumentative doit être étudiée avec les instruments spécifiques que procurent ces deux domaines de savoir, de façon à pouvoir explorer les textes en profondeur. La façon dont il convient de repérer les marques de proximité bénéficiera par exemple de travaux récents sur le sujet, la question de l'argumentation par les valeurs sous ses diverses formes trouvera des éléments de réponse dans les travaux de Koren (2019) ou de Guerrini (2019), les nombreuses procédures discursives étudiées par Roja et van Dijk ou van Leeuwen retrouveront une place de choix dans ce cadre, les procédures verbales exposées dans *L'argumentation dans le discours* (Amossy 2021[2000]) reçoivent ici un champ d'application privilégié. Ces procédures discursives et argumentatives ne sont pas particulières au processus de légitimation et de construction d'autorité : elles font partie d'un arsenal global. C'est la façon dont ce processus les mobilise pour parvenir à ses fins qui retient ici notre attention. Nous avons essayé de le montrer à partir d'un cas de figure (le début de la crise du coronavirus) où la légitimation de mesures qui peuvent paraître liberticides, et la construction d'une autorité qui doit emporter l'assentiment des citoyens sur un changement dramatique de leur mode de vie, présentent des difficultés peu ordinaires.
- 76 Bien sûr, il ne s'agit pas simplement de fournir une boîte à outils. L'analyse des textes en situation permet de saisir le degré d'uniformité que présentent les allocutions visant un même objectif, mais aussi les différences qui s'y font jour en fonction de la situation politique, du rapport des citoyens aux instances gouvernementales et au dirigeant du moment, de l'imaginaire socio-politique du pays en question et de l'interdiscours qui y

circule. Si elle peut dégager globalement une « rhétorique du coronavirus », l'analyse appelle aussi à s'interroger sur la singularité de chaque cas, et à rechercher les enjeux sociaux et politiques d'allocutions qui ne peuvent se saisir qu'en contexte, au sein de leur trame interdiscursive.

- 77 C'est pour cerner ces enjeux et pour voir comment ils sont poursuivis sur le terrain qu'un travail en amont sur la légitimité et l'autorité politiques s'imposait. Cette mise au point qui s'inspire d'un ensemble de disciplines (science politique, sociologie, analyse du discours, argumentation) permet de mieux saisir la distinction entre la reconnaissance de la légitimité et l'obéissance consentie à l'autorité. La légitimité est ancrée dans la légalité de l'acquisition et de l'exercice du pouvoir, mais aussi dans la justification des relations de pouvoir en termes de croyances et de valeurs ; elle doit être explicitement reconnue pour s'imposer. L'autorité est la capacité à provoquer une obéissance sans coercition ; elle s'adosse à la légitimité mais nécessite, pour être acceptée et donc efficiente, que le locuteur construise un *ethos* doté d'un surcroît de crédibilité qui inspire confiance dans une relation asymétrique. Elle en appelle aussi à une justification des demandes et instructions qui persuade de leur plausibilité et de leur opportunité.
- 78 En raison de leur étroite interrelation, l'intrication des notions de légitimité et d'autorité politiques dans les textes est constante ; les procédures discursives et argumentatives qui permettent de les construire (en termes d'*ethos* et de justification) se recourent et se recouvrent souvent dans la mise en mots, si bien qu'un même segment discursif peut parfois simultanément effectuer un travail de légitimation et construire une autorité. Il n'en est pas moins important de saisir ce qui les distingue, et de parvenir à les différencier, sans les confondre avec le pouvoir tout court. C'est ce qu'on a tenté de faire ici, tout en fournissant un premier aperçu des processus discursifs susceptibles de légitimer le dirigeant, et des processus qui construisent son autorité et celle de ses mesures.

BIBLIOGRAPHIE

- Amossy Ruth. 2021 [2000]. *L'argumentation dans le discours* (Paris : Colin)
- Amossy, Ruth, 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal : P. U. McGill)
- Arendt, Hannah. 1972. « Qu'est-ce que l'autorité », *La Crise de la culture* (Paris : Gallimard)
- Aristote. 1997. *Rhétorique*, Livres I et II. Texte établi et traduit par Médéric Dufour (Paris : Les Belles Lettres)
- Beetham, David. 2013. *The Legitimation of Power* (London: Bloomsbury)
- Braudo, Serge. 1995-2021. *Dictionnaire du droit privé* [En ligne] <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/legitimite.php>
- Boudon, Raymond & François Bourricaud. 1982. *Dictionnaire de la sociologie* (Paris : PUF)

- Bouquet, Brigitte. 2014. « La complexité de la légitimité », *ERES/Vie sociale* 4 : 8, 13-23
- Bourdieu, Pierre, 1982. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques* (Paris : Fayard)
- Charaudeau Patrick & Dominique Maingueneau (éds). 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours* (Paris : Seuil)
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Charaudeau, Patrick. 2015. « Le charisme comme condition du leadership politique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* 7 [En ligne] <http://journals.openedition.org/rfsic/1597>, consulté le 21 janvier 2021
- Coenen-Huther, Jacques. 2005. « Pouvoir, autorité, légitimité », *Revue européenne des sciences sociales*, 135-145
- Fairclough, Isabela & Norman Fairclough. 2012. *Political Discourse Analysis* (London & N.Y: Routledge)
- Guerrini, Jean-Claude. 2019. *Les valeurs dans l'argumentation. L'héritage de Chaïm Perelman* (Paris : Classiques Garnier)
- Habermas, Jürgen. 2012 [1973]. *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé* (Paris : Payot)
- Hatzfeld, Hélène. 2013. « Légitimité », Casillo I., R. Barbier, L. Blondiaux, F. Chateauraynaud. J.-M Fourniau, R. Lefèvre, C. Neveu & D. Salles (éds). *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* (Paris : GIS Démocratie et Participation) [En ligne] <https://www.dicopart.fr/>
- Iteçu-Fairclough, Isabel. 2008. « Legitimation and Strategic Maneuvering in the Political Field », *Argumentation* 22, 399-417
- Kojève, Alexandre. 2004. *La notion de l'autorité* (Paris : Gallimard)
- Koren, Roselyne. 2019. *Rhétorique et Ethique. Du jugement de valeur* (Paris : Classiques Garnier)
- Krieg-Planque, Alice. 2012. *Les discours institutionnels* (Paris : Colin)
- Lebart, Christian & Rémi Lefèvre. 2005. « Une nouvelle grandeur politique ? », Le Bart, C. et R. Lefèvre (éds). *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques* (Rennes : P. U. de Rennes)
- Leeuwen, Theo van. 2007. « Legitimation in Discourse and Communication », *Discourse & Communication* 1 : 1, 91-112
- Leeuwen, Theo van & Ruth Wodak. 1999. « Legitimizing Immigration Control : A Discourse-Historical Analysis », *Discourse Studies* 1 : 1, 83-118
- Leimdorfer, François & Alex-Louise Tessonneau. 1986. « Légitimité sociologique et analyse de discours : le parcours de la légitimité dans les textes de l'Unesco sur l'éducation de base », *Langage & société* 37, 61-111
- Monte, Michèle & Claire Oger. 2015. « La construction de l'autorité en contexte. L'effacement du dissensus dans les discours institutionnels », *Mots. Les langages du politique*, 5-17
- Oger, Claire. 2013. *Discours d'autorité, discours autorisés : faire référence et dire l'institution*, Dossier d'HDR, Université de Paris-Sorbonne, CELSA
- Oger, Claire. 2021. *Faire référence. La construction de l'autorité dans le discours des institutions* (Paris : éditions EHESS)
- Perelman, Chaïm & Lucie Olbrechts-Tyteca. 1970 [1958]. *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique* (Bruxelles : Éditions de l'Univer sité de Bruxelles)

- Rheindorf, Markus & Ruth Wodak, 2020. *Language Policy, Identity and Belonging*, Rheindorf, Markus & Ruth Wodak (eds). (Blue Ridge Summit, PA: Multilingual Matters), 116-141
- Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. « Legitimizing the Expulsion of 'Illegal' Migrants in Spanish Parliamentary Discourse », *Discourse & Society* 8 : 4, 523-566
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Sadoun-Kerber, Keren. 2018. « Gestion et réparation d'image : Emmanuel Macron dans l'Emission politique », *Langage & Société* 164, 75-95
- Walton, Douglas, C. Reed & F. Macagno. 2008. *Argumentation Schemes* (Cambridge U. P.)
- Weber, Max. 2003. *Le savant et le politique* (trad. C. Colliot-Thélène), (Paris : La Découverte)
- Weber, Max, 1965. *Essais sur la théorie de la science* (Paris : Plon)

NOTES

1. <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/legitimite.php>
2. <http://www.dicopart.fr/en/dico/legitimite>
3. C'est sur ces bases que Ietçu-Fairclough (2008) mène une analyse argumentative intéressante du discours au peuple du président roumain Basescu, menacé de destitution par le Parlement.
4. Cette légitimité de proximité est, dans le cadre de notre problématique, limitée aux comportements verbaux (et ne s'étend pas au vaste éventail de ses manifestations politiques contemporaines).
5. Un bémol s'impose : l'analyste du discours qui se situe apparemment en dehors du domaine de l'argumentation en tient compte de biais au sein d'une typologie discursive des justifications et d'une analyse très fine qui mobilise parfois les éléments de l'argumentation rhétorique sans recourir à sa taxinomie. Notons que les textes de Wodak entendent quant à eux intégrer des méthodes empruntées à l'argumentation, et plus particulièrement l'usage de *topoi* considérés comme des schèmes argumentatifs liés à des contenus, qui servent de garants aux procédures de légitimation (2018 : 33).

RÉSUMÉS

Cet article examine la construction de la légitimité et de l'autorité politiques dans les discours des dirigeants démocratiques en tentant de distinguer deux notions souvent confondues, et de repérer les procédures discursives et argumentatives qui les mettent en place. Il fait le point sur un ensemble de travaux consacrés au sujet, et propose une approche originale qui souligne la centralité de l'argumentation dans le processus de légitimation et la construction d'autorité du leader. À partir de l'exemple des premières allocutions des chefs d'État au moment de la crise de la Covid-19, il propose une grille d'analyse susceptible de rendre compte des fonctionnements discursifs et de leurs enjeux socio-politiques en contexte.

This article examines the construction of political legitimacy and authority in the discourses of democratic leaders by attempting to distinguish between two often confused notions, and to

identify the discursive and argumentative procedures that put them in place. It takes stock of a body of work devoted to the subject and proposes an original approach that emphasizes the centrality of argumentation in the process of legitimation and the construction of a leader's authority. Using the example of the first speeches of the heads of state at the time of the Covid-19 crisis, it proposes an analytical framework that can account for discursive and argumentative operations and their socio-political stakes in context.

INDEX

Mots-clés : argumentation, autorité, Covid-19, discours politique, légitimation

Keywords : argumentation, authority, Covid-19, legitimation, political discourse

AUTEUR

RUTH AMOSSY

Université de Tel Aviv, ADARR

Constructing political legitimacy and authority in discourse

Construire la légitimité et l'autorité politiques en discours

Ruth Amossy

Introduction

- 1 How are political legitimacy and authority constructed in discourse? These two notions have undoubtedly been the subject of countless scholarly works in the social sciences, some of which have become essential references. It suffices to mention some of the most famous: Max Weber (1965, 2003), Hannah Arendt (1972 [1957]), Jürgen Habermas (1975, 1996), Pierre Bourdieu (1982), Alexandre Kojève (2004), Pierre Rosanvallon (2008), David Beetham (2013)—in-depth studies to which we can add an abundant scholarly production in sociology, political science, philosophy. Language sciences feed on these resources, but their harvest is less rich. There are, however, some excellent theoretical works such as those of Patrick Charaudeau (2005, 2015), Marc Angenot's monumental *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (2013), Claire Oger's research on authority (2013, 2021), and in the Anglo-Saxon field studies in Critical Discourse Analysis (CDA): Teun van Dijk (1997), Theo van Leeuwen (with his influential article "Legitimation and Discourse in Communication", 2007), Ruth Wodak (1999 with van Leeuwen, 2020 with Rheindorf) or Fairclough and Fairclough (2008). Rhetoric provides studies on *ethos* as a means for the speaker to confer on himself the authority necessary for any enterprise of persuasion; some other rhetorical trends examine the construction of legitimacy in the context of organizations or institutions. But even if we draw on these sources, many unresolved questions remain when trying to grasp the modalities of legitimacy and authority construction in political discourse.
- 2 They stem in part from a relative indifference between the notions of legitimacy and authority, or at least from the tendency to conflate them. At the same time, they stem from the fact that the emphasis in theoretical elaborations and concrete analyses is placed either on legitimacy or on authority, so that in both cases, one is subordinated

to the other and sometimes encompassed in it. The present reflection attempts to clarify and to disentangle somewhat the two notions often used in a very fluid way, and to examine how their construction is carried out. This clarification should not only shed light on the way they are worded, but also identify the socio-discursive issues they raise in situated political discourses.

- 3 To address this issue, we will first take a quick look at the concepts involved—legitimacy and authority, legitimation and the construction of authority—by examining their nature and their complex interrelationship. We will then try to identify, based on a corpus composed of the first speeches of the leaders of democratic countries on Covid-19, the discursive and argumentative modalities according to which it is possible for the heads of state to build their legitimacy and their authority in a period of crisis where it is particularly fragile, and more necessary than ever. This will allow us to identify an open set of procedures that participate in this verbal construction.

1. On political legitimacy and legitimation

1.1. Democratic legitimacy

- 4 First, a return to the notion of political legitimacy is necessary. The study of the procedures that construct it in discourse—the “legitimation” on which DA (Charaudeau and Maingueneau [2002: 340] and the CDA focus—is necessarily dependent on the definition that we provide. However, we can see from the scholarly literature on the subject that it is the subject of numerous considerations that diverge significantly (Bouquet 2014).
- 5 Thus, the lexicographical definitions in English dictionaries enumerate a series of meanings that are not necessarily relevant to political legitimacy although they are frequent in everyday language. Such a polysemy contributes to the indeterminacy and excessive generality of the notion. The Merriam-Webster dictionary, for example, mentions: (1) lawfully begotten, born in wedlock; (2) being exactly as intended or presented: neither spurious nor false; (3) accordant with law or with established legal forms and requirements—a *legitimate* government and conforming to recognized principles or accepted rules and standards; for the Merriam-Webster, legitimate is synonym not only of “fair” but also of “valid” and “reasonable”. We can see that the wide range of meanings attached to the term, and the high degree of generality conferred upon some of these meanings (such as authentic, valid, reasonable), makes it difficult to understand the specificity of the notion in the political field. It seems that definition 3 is closest to the topic. It is however important to emphasize that legal is not always legitimate, not because it is not logically valid, but mainly because it does not respect moral standards and principles. Thus, the *Trésor de la langue française*, after the definition “Conformity of the political power exercised with the rules of sovereignty, with the exercise of power in the country concerned,” specifies: “conformity of something, a state, an act, with equity, natural law, reason, morality” (my translation).
- 6 A professional dictionary of law provides a more developed, and more useful, definition:

“Legitimacy” is the conformity to a higher principle that in a society and at a given time is considered just. The notion of legitimacy does not cover that of legality,

which is more restricted and characterizes what is only in conformity with the Law. The notion of legitimacy is contingent on culture [...] (Serge Braudo, *Dictionnaire du droit privé* [*Dictionary of Private Law*], online, 1996-2021¹—my translation).

7 And again, in the *Critical and Interdisciplinary Dictionary of Participation* (Hatzfeld 2012):

Legitimacy is the right of a person (or of several persons) to speak and act in the name of principles, values, rules, laws... By its etymology (from the Latin *lex, legis*: law), legitimacy is close to legality, but it differs from it by its meaning: legality consists in applying a law, while legitimacy draws on principles which, in some cases, may be in contradiction with law. The principles on which legitimacy is based are of a varied nature: moral and political principles, habits, rights, norms... The hierarchy of these principles varies according to individuals and societies, it is the source of many differences² (my translation).

8 Some Discourse analysts point to aspects of legitimacy that are consistent with these views, while highlighting other important features such as recognition. We can thus read in *Le discours politique* (Charaudeau 2005: 52) that legitimacy is the “result of a recognition by others of what gives someone power to do or say in the name of a *status*.” In the field of CDA, Rojo and van Dijk note that the recognition necessary to gain legitimacy is obtained “through strategies that aim to show that [the actions] are consistent with the moral order of society, that is, with the system of laws, norms, agreements or aims agreed upon by (the majority of) the citizens” (1997: 528).

9 The following elements can be retained from these definitions:

—the distinction between the well-defined field of legality, and the broader principle of legitimacy which may overlap with the legal but is not limited to it (and may even oppose it);

—the necessary conformity of legitimacy with a set of consensual values and norms;

—the fact that legality is attached to the letter of the law, while legitimacy also depends on cultural and political factors;

—the idea that legitimacy implies recognition;

—the subsequent idea that legitimacy refers to a relationship between those who claim it and those who must recognize it;

—the idea that, because of this relational link and this dependence on diversified and changing principles, it cannot be fixed in an absolute way, so that it can give rise to evolutions and dissensions.

10 These various elements have been conceptualized by theorists who are mainly involved in the fields of law, political philosophy and the social sciences. Legal scholars are primarily concerned with questions of legal validity, philosophers with conformity with moral principles that can be justified in the light of reason, in other words with the justification of power relations. However, according to David Beetham (2013), there is an important difference between moral or political philosophers and sociologists. The former examine the issue from a normative perspective of a universal type, while the latter conceive of it only in descriptive terms and in context. Social scientists

consider that legitimacy can vary from one society or era to another, and consequently they do not set absolute standards to which every man of reason should adhere.

- 11 Beetham rejects Max Weber's principle according to which legitimacy depends on the involved agents' belief in it: "A given power relationship is not legitimate because people believe in its legitimacy, but because it can be *justified in terms of their beliefs*. This may seem a fine distinction, but it is a fundamental one." (2013: 11) According to him, when assessing political legitimacy, we are "making an assessment of the degree of congruence, or lack of it, between a given system of power and the beliefs, values and expectations that provide its justification" (*ibid.*). In addition, for Beetham, the approach of the social sciences focuses on the empirical consequences of legitimacy: it has the capacity of determining behaviors—in this case, of eliciting the obedience of the governed. This approach provides a valuable key to understanding the relationship between legitimacy and authority, which we will return to later.
- 12 Here is the way Beetham (2013: 18-19) summarizes what is needed for a power to be considered legitimate. It is necessary for it: 1. to conform to established rules (under penalty of being illegitimate); 2. that the rules can be justified by references to shared beliefs (otherwise it suffers from a lack of legitimacy); 3. that power be expressly recognized by acts that mark this recognition (when there is non-cooperation, resistance, disobedience, etc., there is delegitimization). These three complementary levels (that of rules, "justifiability" in terms of beliefs, and consent of the governed) are never totally realized; legitimacy is a matter of degree, it can be eroded, challenged or incomplete (*ibid.*: 20). But in any case, those elements are the ones that offer the governed the moral foundations for their cooperation with the rulers.³
- 13 The work of Pierre Rosanvallon adds two interesting elements to these theoretical elaborations regarding contemporary democratic regimes. First, the political scientist notes an additional vector of legitimacy of the leader and his or her decisions that is characteristic of our time: it concerns the conception of the common good in the service of which the rulers must place themselves, and which confers on power the justification of its legitimacy. According to Rosanvallon, this notion, initially anchored in that of the majority, has been transformed insofar as the people no longer appear as "a homogeneous mass": "Society now manifests itself in the form of a vast declension of minority conditions" (Rosanvallon 2008: 14; my translation). The legitimacy of the politician would then depend on his or her capacity to take into account the plural expressions of the common good.
- 14 Legitimacy also involves an assessment of the right of the leader to represent the citizens, based on an assessment of his or her ability to understand the problems of the people s/he governs. We can then speak with Rosanvallon of a "legitimacy of proximity". This is the result not of a mode of election but of a behavior translated into words and deeds. The general requirement of representativeness gave way to a "representation-empathy" that Rosanvallon classifies under the heading of the "politics of presence" (*ibid.*: 297). In other words, the legitimacy of proximity is linked to the need for leaders to listen and show solidarity with those who, suffering extremely difficult trials, feel that they are not listened to nor cared for. Democratic generality is then expressed in terms of solicitude, compassion, even redemption of a denial of existence. In a similar perspective, Le Bart and Lefèvre (2005: § 1) note: "Proximity is considered a safe social value in a world thought to be without landmarks, impersonal, anomic, complex [...] Through the valorization of proximity

relations, it is the verticality of social relations that is contested” (my translation). The existence of a horizontal mode of relationship that replaces, or at least complements, the vertical relationship of power introduces an interesting variant into legitimation procedures.

1.2. The legitimation process

- 15 In the discursive perspective adopted here, it is not legitimacy itself but the process of its construction that is at stake. It is possible to emphasize, as Pierre Bourdieu (1982) does, the preponderance of institutional status which confers on an individual legitimacy and ensures its recognition by the public. Traditionally, in a democracy, elections by universal suffrage appoint a representative of the people responsible for looking after the general interest and are the warrants of his or her legitimacy. They thus guarantee the legitimacy of his/her discourses and acts, as well as of the political line announced in accordance with the main principles of the democratic regime in question. However, as Charaudeau aptly remarks, when speaking of what he calls “legitimacy by mandate” in representative democracies, the sovereignty it grants “constantly needs to be reactivated by various justifications because it can be questioned by the very people who granted it.” (2005: 57; my translation) In the same vein, Rosanvallon notes that in the era of the withdrawal of ideologies, the election that enthrones the leader has a reduced part: it is content to “validate a mode of appointment of the rulers” (2008: 21), without implying an automatic legitimation of the policies carried out thereafter. It follows that the government elected by the majority enjoys an “*imperfect legitimacy*” which always remains subject to greater constraints of justification, and which needs “to be reinforced by other modes of democratic legitimation” (*ibid.*: 29; emphasis added; my translation).
- 16 In this perspective legitimation refers to the process by which the necessarily imperfect legitimacy of leaders attempts to express itself and to be recognized. It is a discursive dynamic. According to Rojo and van Dijk (1997: 528), the aim of the legitimation discourse is to have the ruler’s policy recognized as obeying the established rules and as being motivated by the search for the public good, *i.e.* to have it recognized as legally and morally defensible in the circumstances. The success of this process does not only guarantee the approval of the measures proposed or dictated by the power, but it extends to the rulers, their position and their leadership. In other words, we are dealing with a verbal procedure that consolidates an institutionally granted legitimacy that needs to be reaffirmed and strengthened. Rojo and van Dijk add that it is particularly necessary “in contexts of controversial actions, accusations, doubts, critique or conflicts over group relations, domination and leadership” (*ibid.*). It is even more mobilized in situations designated by the well-known expression “crisis of legitimacy” introduced by Habermas (1975), which reflects a fall in the confidence granted to the institutions in place and to the leaders in power. In all these cases, legitimation as a discursive dynamic can take the form of ostentatious manifestation and recall, or consolidation and (partial) restoration.
- 17 It is to the extent that it calls for justification, namely for reasons, that legitimation participates in argumentation. In *Political Discourse Analysis* (2012), I. and N. Fairclough insist on the importance of placing the study of political legitimacy within the framework not only of Discourse Analysis but also of argumentation,—otherwise “the

exact nature of legitimation remains a mystery” (*ibid.*: 110). At the same time, they note that one must be careful not to dissolve legitimation into the overall notion of argumentation. According to them, CDA has given legitimation far too broad a meaning. It has been equated with the overall concept of justification, *i.e.* of any reason given to support an action. However, legitimation has a narrower meaning: the type of justification achieved by legitimation differs from others in that it invokes

publicly shared and publicly justifiable, and sometimes highly formalized, codified, institutional systems of beliefs, values and norms, in virtue of which the action proposed is considered legitimate. Justifications for action which do not invoke such shared systems of rules or shared norms cannot be properly said to be legitimation (*ibid.*: 109).

- 18 In short, while any legitimation is based on justification, not every process of justification is legitimation. This position has practical consequences on the analysis of political discourses and on its methods, explaining why the approach we develop here at the crossroad of DA and rhetorical argumentation does not fully adopt, despite its benefits and its success, the grid established by van Leeuwen (2007) and van Leeuwen and Wodak (1999) (and mobilized by Wodak in this very volume).

2. The question of authority in discourse

2.1. Authority in relation to legitimacy

- 19 Like legitimacy, the notion of authority has been much studied in different fields of knowledge. Marc Angenot notes: “The word is eminently polysemic and the various meanings overlap and entangle” (2013: 8, my translation). We will seek here to clarify political authority, as distinguished from power, in all situations where the leader must have his/her decisions accepted and ensure their practical realization. At the same time, we will try to revisit in this framework the relationship between legitimacy and authority, two notions so closely intertwined on the theoretical and practical level that it is often difficult to disentangle them.
- 20 Authority is globally defined as the power to act on others. For Kojève, “Authority is the possibility that an agent has to act on others (or on another), without these others reacting on him, while being able to do so” (2004: 58; my translation). Authority is thus the ability to be listened to and obeyed, but it is important to emphasize that it is an obedience in which men keep their freedom (Arendt 1972: 140). In other words, authority differs from the mere exercise of power in that it arouses a consented submission: “we must be careful not to conflate power and authority, or authority and domination,” Claire Oger writes in her recent essay on authority (2021: 15). This authority (to be distinguished from authoritarianism) is “a symbolic force that can do without coercion” (Angenot 2013: 8) and not “a ‘violence’ that forces submission” (*ibid.*: 15; my translation). It is because it is supported by reasons, because it is arguable (even if it is not explicitly argued) that we can speak, following Angenot, of rhetorical authority. In the political field, “it is the authority that, if necessary, allows power, powers to be exercised without the use of force” (*ibid.*: 13).
- 21 However, this definition of authority cannot be dissociated from its relationship to legitimacy. First, let us repeat that the two notions should be distinguished:
- We will not confuse [...] *legitimacy* and *authority*. The first [...] is an acquired right. Authority, on the other hand, is intrinsically linked to the process of submission of

the other. It places the subject in a position that allows him to obtain from others a behavior (to make them do) or conceptions (to make them think and say) that they would not have without his intervention. Legitimacy does not put the subject who is endowed with it in a situation of having to submit the other (Charaudeau 2005: 52).

- 22 However, in a democracy, the authority that calls for consented submission necessarily relies on recognized legitimacy. Beetham shows that it is legitimacy that provides a moral foundation for the demand for obedience and cooperation: “To the extent that people acknowledge power as rightful, as validly acquired and properly exercised, they will feel a corresponding obligation to obey and support it without having to be bribed or coerced into doing so.” (2013: xi) In other words, it is the legal and moral legitimacy recognized as such that makes it possible to exercise consented authority. Undoubtedly, in the absence of legitimacy or when it is undermined, obedience as submission to power can be imposed through sanctions (authority then becomes authoritarianism). But, as Beetham points out, the use of force must then become pervasive, considerable resources are devoted to it; and this power, which is no longer based on legitimacy, can be dismantled at any time as soon as the system of coercion weakens.
- 23 It is in this perspective that “authority is generally considered by sociologists as a legitimate power: a power that therefore needs only a minimum of coercion to be respected and obeyed” (Coenen-Huther 2005). And Angenot summarizes: “Authority is legitimized power” (2013: 8). Thus, authority is based on legitimacy but is in some way an extension of it; and legitimacy leads to authority as the capacity to be obeyed voluntarily but is not to be confused with it. We know from experience that a leader can be recognized as legitimate without being able to be listened to and obeyed.

2.2. The discursive construction of authority: a question of *ethos*

- 24 What then does it take for the authority of the legitimate leader to exercise itself? The ability to be heard and obeyed stems largely from the credibility of his or her discourse, and from the trust that can be placed in both the speech and the person of the leader.
- 25 A clarification on the notion of trust is needed at this point. It is no coincidence that Marc Angenot’s book is entitled *Rhétorique de la confiance et de l’autorité* (2013). Boudon and Bourricault’s *Dictionnaire de la sociologie* specifies: “We speak of the authority of a person, of an institution, of a message”, “to signify that they are trusted; that their opinion, suggestion or injunction are accepted with respect, favor, or at least without hostility or resistance, and that people are willing to comply with it” (1982: 32; my translation). Regarding authority, Angenot does not however speak of trust between peers, but of “unequal” trust between “two bodies of different status”; such an unequal trust is necessary when, in a situation calling for an answer or a solution, the individual recognizes “the impossibility, or at least the excessive cost that would derive from seeking it of oneself” (2013: 19; my translation). He then turns to the person who has knowledge, skills, experience that justify relying on him. Trust is purely relational; it emerges when the audience believes that the speaker is reliable and can be believed.
- 26 It is probably necessary to differentiate between “impersonal confidence in the reliability of institutions” and the trust that stems “from the virtues attributed to the person who holds a certain position of power” (Origgi 2008: 80-81). One could say that the trust granted to institutions (partly) conditions the recognition of political

legitimacy. Citizens must have confidence in the institutions of their country so that they accept as legitimate, namely as founded in law and morality, all that emanates from them at the legal and executive levels. Widespread distrust of the system—accused, for example, of corruption or favoritism—undermines the legitimacy of power. In this case, the leader must even more be recognized as a ruler respectful of the public good and democratic values. However, to come back to Charaudeau’s formulation, the recognition of the right to say and to do does not necessarily entail the capacity of making others say and do (of obtaining voluntary obedience). The trust that conditions authority presupposes the intimate conviction of the competence of the speaker, of the righteousness of his judgment as well as of the purity of his intentions. Trust in a man or woman in power therefore implies credibility. But authority, as Michèle Monte and Claire Oger point out, “must not dissolve into mere credibility” (2015: 6). Just as Angenot speaks of trust between two bodies of different status, so Claire Oger explains that authority “is based on an *increase in credibility* [...], and on a position of hierarchical superiority [...] organizing an asymmetrical ratio of places” (2013: 42). This increase in credibility in a non-symmetrical relationship manifests itself in the construction of an appropriate *ethos*. It is no coincidence that “the old rhetoric linked, and even confused, credibility and the *ethos* of the speaker [...] *Ethos* is the moral credibility recognized to the person who speaks, it is due to his honesty no less than to his competence and prudence” (Angenot 2013: 73; my translation).

- 27 In addition to the discursive image that endows the speaker with authority, it is important to take into consideration his prior *ethos* (Amossy 2010), namely, the representation that the public has of his or her person at the time s/he speaks, and which can strongly influence the credit that is attributed to him or to her. If this previous image is damaging, it is up to the speaker to rework it, to repair it, or simply to adapt it to the needs of the moment. We can thus speak of a re-elaboration of *ethos* (Amossy 2010) or, in extreme cases, of image repair (Kerber-Sadoun 2018).
- 28 The legitimate political person endowed with an authority that allows him or her to call for the consented obedience of the citizens is not exempted from persuading the audience that each of his or her decisions and measures are credible; s/he must justify the merits of his or her political line. That the discourse emanates from a source worthy of trust is not enough if the instructions do not seem reasonable in the eyes of a being of reason as defined in a given socio-historical and political context. It is on this condition that citizens can believe in their relevance and in the effectiveness of their implementation. One does not voluntarily obey instructions considered absurd and without effect, whatever the source. One does not feel obliged to voluntarily acquiesce to an instruction that is not justified and can therefore be judged arbitrary. If the *ethos* of the speaker influences the credibility of his or her speech, the plausibility of this speech is nevertheless in constant need of justification. It in turn reflects on the public image of the leader: it testifies to an ability to govern.

3. Discursive and argumentative analysis

3.1. Methodological remarks

- 29 Let us see now how these considerations can translate into concrete analysis. While drawing on the pioneering contributions of the CDA, we will not confine ourselves to

their framework. Thus, we will not ground our analysis in the protocol of van Leeuwen (2007), developed with Wodak (1999), even though it has become a reference in the field. There are several reasons for it, as suggested above. The first is the little interest van Leeuwen pays to argumentation in his study of legitimation (as Fairclough and Fairclough point out⁵). The speaker must obtain recognition of his legitimacy, always in need of confirmation and sometimes, when it is questioned, in need of recovery—an undertaking that lies *par excellence* in the field of argumentation. The second point relates to the very broad extension that van Leeuwen, but also Rojo and van Dijk, give to the notion of legitimation: any justification of an act or a requirement is labeled by them legitimation. The third is that van Leeuwen does not clearly differentiate between the construction of legitimacy and the construction of authority in discourse. Indeed, for him, legitimation answers the question of why we must do something and do it in a certain way (2007: 93). However, to use Charaudeau's already quoted formulation, legitimation refers to the right to say and do; the ability to make the audience comply voluntarily, namely, to provide it with reasons to do something in a certain way, is a matter of authority. This relative indifference also characterizes Rojo and van Dijk's article (1997: 553).

- 30 The fact that van Leeuwen conflates the two notions necessarily affects his categorization. He proposes four categories: authorization (in the sense of recourse to authority), moral evaluation, rationalization (in the sense of providing reasons) and mythopoesis (or persuasion by exemplary narratives). It follows from the indistinction between legitimacy and authority that some of the discursive procedures adopted for legitimation are in fact procedures for building authority. Take the authorization, or recourse to the authority of a person who holds power—political or, in van Leeuwen's example, school or family. For example: “Magnus sat down. Because the teacher said they had to”; or the answer to the question “why do I have to do this?”: “because Dr. Juan says so” (*ibid.*: 94-95). It is actually an argument *ad verecundiam* where the opinion of an authority is used as evidence to support the validity of an instruction, thus calling for a blind compliance for what the addressee is asked to do. An exterior authority is exempting the subject from examining the question himself or herself (authority construction); this exterior authority is conferred upon the doctor or the teacher by his or her recognized status, his or her professional legitimacy: authority leans on legitimacy but is not to be dissolved in it.
- 31 While aspiring to continue the pioneering work of the CDA, we situate our analysis within the framework of the theory of argumentation in discourse developed in the French field (Amossy 2021 [2000]). We will try to elaborate an approach distinguishing legitimacy and authority, attentive like the CDA to their modes of verbal construction and to their socio-political issues. For lack of space, we will illustrate (rather than analyze) the quotations very briefly, drawing on the first speeches on the coronavirus delivered by democratic leaders faced with the need to announce extraordinary, and unpopular, measures to fight the pandemic.

3.2. Towards an analysis of the verbal process of legitimation

3.2.1. Legitimation as a manifestation of institutional legitimacy

- 32 The most basic level is that of the institutional legitimacy enjoyed by the leader. Even when this institutional legitimacy is given from the outside by the status legally

conferred on the elected representative, the individual enthroned by the institution must ensure that it comes through in his or her speech. To achieve this result, s/he must display discursively all the marks that bear witness to his or her high functions within a scenography (a script) that can vary according to circumstances.

33 **—The pomp that surrounds the speaker and that is linked to the political culture of the country:**

34 Visual signs – gilding, flags, etc. as is the case, for example, with Macron and Merkel in their solemn address to the nation.

35 **—The type of discourse selected, more or less official and ceremonial:**

36 The prime-time address on television, the press conference, but also the frequency of the head of state’s appearances in times of crisis (for example, Netanyahu in Israel making daily speeches on the 8 p.m. TV news).

37 **—Lexical choices and their allegiance to phraseology:**

38 The speaker “elaborates on the basis of a few units immediately available a discursive production rather unoriginal, but in accordance with what he must say and write given his position” (Krieg-Planque 2012: 102-103; my translation). It includes forms of opening and closing, clichés, formulas, conventional themes that manifest the official character of the discourse, adapted to the circumstances.

39 **—The use of the exclusive “we”:**

40 “Me” + government bodies vs “you”.

41 **—The mention of the institutional bodies consulted and of democratic consensus:**

42 Great Britain, B. Johnson (12.3.2020), “I’ve just chaired a meeting of the government’s emergency committee including ministers from Scotland, Wales and Northern Ireland;” Spain, 14.3.2020, Pedro Sanchez: *Comparezco para dar cuenta del Consejo de Ministros extraordinario en el que hemos aprobado el ya anunciado Estado de Alarma y las medidas que este implica para hacer frente al coronavirus, al COVID-19* (“I am appearing to report on the extraordinary Council of Ministers in which we have approved the already announced state of alarm and the measures that this implies to face the coronavirus, COVID-19”); France, E. Macron, 12.3.2021: “I also asked the Prime Minister, he did it again this morning, to consult widely all the political families, and they expressed the same will.” The result is a clearing of any trace of disagreement, and an insistence on unity as the result and mark of a democratic agreement (to the detriment of the value of deliberation and the agonistic confrontation of points of view).

43 **—The use of the “I” who makes use of his/her prerogatives:**

44 Russia, Vladimir Putin, 25.3.2020: “I declare next week unemployed, with continued salary;” E. Macron, 16.3.2021: “That's why, after having consulted, listened to the experts, to the people and in conscience, I have decided to further strengthen the measures.”

3.2.2. Legitimation by adapting to the values of democracy

45 In addition to the institutional dimension that the leader displays in his or her address, his/her legitimacy depends on the conformity of the discourse and decisions to a set of values that in the context of our examples are global values, but also democratic values.

46 **—The concern for the general good:**

47 The first duty of the legitimate leader is to look after the general good, especially in times of crisis. Swedish PM Stefan Löfven, 22.3.2020: *Jag som statsminister, den regering jag leder, kommer fatta varje beslut som krävs för att skydda så ånga människors liv, hälsa och jobb som det bara går* (“I myself as Prime Minister, and the government I lead, will take all necessary decisions to protect life, the health and employment of as many people as possible”); Great Britain, Boris Johnson, 3.3.2020: “Keeping the country safe is the government’s overriding priority;” Italy, Conte: *Lo scopo è quello di tutelare il bene della salute degli italiani, il bene che ci sta più a cuore, quello che nella gerarchia dei valori costituzionali è sicuramente al primo posto* (“The objective is to protect the health of Italians, the most important good for us, the one that certainly occupies the first place in the hierarchy of constitutional values”).

48 —**The protection of the most vulnerable:**

49 A sacred ethical value that the government must respect is the defense and protection of the weakest. E. Macron, 12.3.2020: “In this context, the urgency is to protect our most vulnerable compatriots;” Boris Johnson, 12.3.2020: “The most important task will be to protect our elderly and most vulnerable people during the peak weeks when there is the maximum risk of exposure to the disease.”

50 —**Respect for democratic values:**

51 The leader draws his or her legitimacy from the respect of democratic values. However, the situation imposes a problematic limitation on the exercise of fundamental rights. The restrictions imposed in times of pandemic infringe on freedom: individual freedoms, freedom of assembly (Article 20 of the Declaration of Human Rights), freedom to organize one’s private and family life, etc. In the first speeches of the heads of state on the coronavirus, the issue of democracy and the rights it confers is not necessarily addressed. The very fact of raising the question of infringements of democratic values risks raising doubts that in the circumstances one endeavors to repress. Despite the danger, some choose to deal directly with the relationship to democracy in the management of the health crisis.

52 This is what leaders such as Angela Merkel, the German Chancellor, and the President of Portugal, Marcelo Rebelo de Sousa, are doing in the form of meta-discourses, declaring: *É também um sinal democrático. Democrático, pela convergência dos vários poderes do Estado. Democrático, porque é a Democracia a usar os meios excepcionais que ela própria prevê para tempos de gravidade excepcional. Não é uma interrupção da Democracia. É a Democracia a tentar impedir uma interrupção irreparável na vida das pessoas* (“It is also a democratic sign. Democratic because of the convergence of the various powers of the State. Democratic, because it is Democracy using the exceptional means that it itself provides for times of exceptional gravity. It is not an interruption of Democracy. It is Democracy trying to prevent an irreparable interruption in people’s lives.” Alberto Fernandez in Argentina, announcing a new curfew measure from midnight, wishes to clarify both the severity of the decision and its democratic character (20.3.2020): *la realidad es que esta es una medida excepcional, que dictamos en un momento excepcional, pero absolutamente dentro del marco de lo que la democracia permite* (“the reality is that this is an exceptional measure, which we dictate at an exceptional moment, but absolutely within the framework of what democracy allows”).

53 —**The justification by the exceptional nature of the situation:**

54 The nature of the crisis calls for derogations from the principles applied in normal times, derogations provided for by the democratic system. The metaphor of war, brandished by various leaders including E. Macron, reflects this well: it explains that the state of emergency, which is necessary when the nation is under attack, cannot be based on routine behavior; it legitimizes the extraordinary measures taken by the head of state within the framework of the constitution.

3.2.3. Legitimation by proximity to the audience

55 The marks of proximity ensure the recognition of the representativeness of the leader, who partially abandons a traditional position of overhang thanks to certain discursive procedures—the use of personal pronouns, and more particularly of the inclusive “we” and of “you”, the possible use of colloquial expressions, verbal marks of identification or even empathy, the theme of a shared fate, etc. Thus Merkel (18.3.2020) declares: *Natürlich ist jeder von uns in solch einer Situation voller Fragen und voller Sorgen, wie es weitergeht* (“Of course, each of us has many questions and concerns in a situation like this, about the days ahead”).

3.3. Towards an analysis of the discursive construction of authority

56 What about the construction of authority? As we have seen, the authority of the ruler held to be legitimate depends on his or her credibility in a double form—that which is attached to his or her words, and that which is attached to his or her person. It is therefore the justification of the measures intended to make them credible and the verbal modalities of the leader’s self-presentation that must be analyzed closely.

3.3.1. The authority of the statements

57 It derives “its probability or veracity [...] not directly from the empirical world”—thus from knowledge derived from the speaker’s experience—“nor from logic (from the informal logic that formalizes life experience), but from the quality of a source” (Angenot 2013: 5): in this case, the politician’s inescapable recourse to expert opinion.

58 The measures against the coronavirus that might at first sight seem aberrant appear plausible as soon as they are based on scientific reasoning transmitted to decision-makers. It should be emphasized that the scientists consulted, and even the best epidemiologists, are themselves faced with a new phenomenon that they know little about; they have no certainty about the effectiveness of the various prevention measures. At the same time, the delegated scientific knowledge on which a leader intends to base his authority must not appear to be questionable if it is to elicit consent to severe preventive measures. It is not surprising, therefore, that in most of the early speeches, the opinion of experts whose knowledge and reputation are highlighted is presented as unanimous and indisputable, without mention of prior discussions or possible disagreements (in contrast to the controversies that will later be picked up by the media).

59 —**The pragmatic argument or the argument from the consequences:**

60 If one does A’, a positive (negative) consequence will follow; therefore, one should (should not) do A’ (Walton, Reed and Macagno 2008) – with the critical question: how plausible is it that these consequences will happen and what evidence supports this

claim? Clearly, the decision to take, or not to take, certain measures to combat the pandemic is based on the practical consequences of the choices made in relation to the stated goals (such as: containing the pandemic until treatments and vaccines are found, preventing hospital overcrowding, saving lives). Of course, the pragmatic argument and the argument from authority can intersect and reinforce each other.

61 **—Value-based argumentation:**

62 In addition to those values that are invoked to legitimize the speaker, values are put forward to influence the addressee. Indeed, the justification is not always purely practical, it can also be based on obedience to the values that the audience is anxious to respect and to implement. Therefore, the consequences of a choice are also measured in terms of the values it promotes (Fairclough and Fairclough 2012: 45): for example, obedience to restrictive measures that aim at a practical goal also realizes the values of responsibility and solidarity that are crucial for the collectivity. The Swedish PM joins personal sacrifice and the duty of compassion towards the weakest (22.3.2020), presented in the light of moral duty: “Now we all have a great personal responsibility. There are some critical moments in life when you must make sacrifices, not only for your own good, but also for those around you, for your fellow human beings and for our country. That time is now. That day has come. And it is everyone’s duty.”

63 **—The hierarchy of values (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969):**

64 Some values seem more important than others, and it is by sorting them in order of importance that we can decide in case of conflict which one should be promoted. For example, in times of health crisis, the supreme value of human life may take precedence over freedom. In Brazil, President Bolsonaro is weighing the danger to the health of Brazilians and the threat to the economy of a country where a large part of the population lives in great precariousness—and refuses to harm the economy.

3.3.2. The authority of the person

65 Moreover, an essential level of the construction of the discursive authority resides in the credibility of the person of the one who edicts the measures. It is established from:

66 **—The prior *ethos* (Amossy 2010)**

67 or potential credit enjoyed by the leader. It is possible to see in context what his or her reputation is when addressing the nation, and what possibly conflicting images of him or her are circulating in the public arena. If the reputation is not yet firmly established, the new head of state must redouble his or her efforts to project a credible and trustworthy image. This is the case, for example, with Belgian PM Sophie Wilmès, who heads an *ad hoc* government appointed at a time of severe political crisis only to manage the pandemic; or with recently elected heads of state, such as Argentine President Alberto Fernandez, who did not take office until December 10, 2019. In contrast, a head of government may enjoy a potential of credit, such as the Swedish or PM or the German Chancellor.

68 **—Re-elaborating one’s *ethos***

69 When the political person is discredited due to circumstances (President Macron following the Yellow Vests movement, Israeli PM Netanyahu indicted for fraud who addresses a public a large part of which demands his resignation), it can become a real image repair process.

70 —A discursive construction of *ethos*

71 *i.e.* a positive self-image (reasonable, moral and benevolent) through the use of appropriate discursive and argumentative means, and the individual style of the speaker in what it allows the personality to shine through—e.g. the ability to use clear and simple verbal modalities, to give an impression of transparency and sincerity, etc.

3.4. Interdiscursive weaving and positioning in the field

72 Authority is also constructed in the way the speech fits into the overall inter-discourse where it reacts to the other's speech, tries to anticipate it, works to thwart possible objections, and can sometimes only be posed in opposition. This is true of the relationship of the Covid-19 address to the addresses of other heads of state in the same circumstances, which reinforce the authority of the speaker. This is also true for the way it thwarts the authority of other political parties and rival factions, to which it responds implicitly (especially when an impression of unity is in order, which is usually the case) or explicitly (when it is important to counter opponents, as in Bolsonaro's case, for example). This is why the authority of the speaker is built in the circulation of discourses. It presupposes that the analyst situates the leader's speech in its interdiscursive web (as theorized, for example, by C. Scaccia in her analysis of Conte in Italy, in this special issue).

73 Let us add that authority is closely related to the positioning of the leader on the political chessboard. It is not only a question of the politician exploiting his or her institutional status, but also of (re)positioning himself or herself in relation to competing politicians and parties, *i.e.* of giving oneself advantages that will subsequently play in one's favor. This is an objective that links authority and power position, and as such cannot be explicitly admitted by the politician. However, it is well known that the results of each speech are the subject of polls in which the popularity of the leader is measured, and that his or her position in relation to his/her competitors is constantly re-evaluated during the crisis. Sometimes the speech in a moment of acute crisis is even exploited for political purposes—for example, B. Netanyahu, unable to form a government on his own after the last elections, is working to involve the party of his rival, Benny Gantz, in a national unity government under his aegis (as A. Friedman shows in her analysis in this issue). In all cases, we cannot ignore the variable ways in which the sanitary and the political are intertwined in the discourses on Covid-19, and the way in which the leader can exploit his or her construction of legitimacy and authority to his or her own advantage (or even instrumentalize it to reinforce authoritarian power, as R. Wodak shows in the case of Hungary).

Provisional conclusion

74 The indications presented here offer the rudiments of an analysis that draws on the tools of both DA and argumentation theories. It goes without saying that each discursive and argumentative procedure must be studied with the specific tools provided by these two fields of knowledge. Thus, for instance, the way in which proximity marks should be identified will benefit from recent works on the subject, the question of value-based argumentation in its various forms will find answers in the works of Koren (2019) or Guerrini (2019), the numerous discursive procedures studied

by Roja and van Dijk or by van Leeuwen and/or Wodak will find a place of choice in this framework, the verbal procedures exposed in *Argumentation in Discourse* (Amossy 2021 [2000]) will receive a privileged field of application here. These discursive and argumentative procedures are not particular to the process of legitimation and authority construction: they are part of a global arsenal. It is the way in which this process mobilizes them to achieve its ends that is the focus of our attention here. We have tried to show this from a case study (the beginning of the coronavirus crisis) where the legitimation of measures that can seem liberticidal, and the construction of an authority that must win the assent of citizens to a dramatic change in their way of life, present unusual difficulties.

- 75 Of course, it is not just about providing a toolbox. The analysis of the texts in situation allows us to understand the degree of uniformity of the speeches aimed at the same objective, but also the differences that emerge according to the political situation, the relationship of the citizens to the governmental authorities and to the leader of the moment, the socio-political imaginary of the country in question, and the inter-discourse that circulates there. If it can globally identify a “rhetoric of the coronavirus,” the analysis also calls for exploring the singularity of each case, and for searching for the social and political stakes of speeches that can only be grasped in context, within their interdiscursive framework.
- 76 To identify these issues and to see how they are pursued in the field, a preliminary synthesis on political legitimacy and authority was necessary. This focus, which draws on a range of disciplines (political science, sociology, DA, argumentation), allows us to better understand the distinction between recognition of legitimacy and obedience to authority. Legitimacy is rooted in the legality of the acquisition and exercise of power, but also in the justification of power relations in terms of beliefs and values; it must be explicitly recognized in order to be imposed. Authority is the capacity to provoke obedience without coercion; it is based on legitimacy but requires, to be accepted and therefore efficient, that the speaker constructs an *ethos* endowed with an additional credibility that inspires confidence in the framework of an asymmetrical relationship. It also calls for a justification of requests and instructions that persuades of their plausibility and appropriateness.
- 77 Because of their close interrelationship, the notions of political legitimacy and authority are constantly intertwined in texts; the discursive and argumentative procedures that allow them to be constructed (in terms of *ethos* and justification) often overlap in the way they are put into words, so much so that the same discursive segment can sometimes simultaneously perform the work of legitimation and the verbal construction of authority. It is nonetheless important to grasp what distinguishes them, and to manage to differentiate them, without confusing them with power. This is what we have tried to do here, while providing a first overview of the discursive and argumentative processes likely to legitimize the leader, and of those that construct his or her authority as well as the authority of the announced measures.

BIBLIOGRAPHY

- Amossy Ruth. 2021 [2000]. *L'argumentation dans le discours* (Paris : Colin)
- Amossy, Ruth, 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal : P. U. McGill)
- Arendt, Hannah. 1964 "What is authority ?", *Between Past and Present. Six Exercises in Political Thought* (New York: Vicing Press), 91-142
- Aristotle. 1959. *Ars Rhetorica*. Edited by W. D. Ross (Oxford: Oxford U.P.)
- Beetham, David. 2013. *The Legitimation of Power* (London: Bloomsbury)
- Braudo, Serge. 1995-2021. *Dictionnaire du droit privé* [Online] <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/legitimite.php>
- Boudon, Raymond & François Bourricaud. 1982. *Dictionnaire de la sociologie* (Paris : PUF)
- Bouquet, Brigitte. 2014. « La complexité de la légitimité », *ERES/Vie sociale* 4 : 8, 13-23
- Bourdieu, Pierre, 1982. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques* (Paris : Fayard)
- Charaudeau Patrick & Dominique Maingueneau (éds). *Dictionnaire d'analyse du discours* (Paris : Seuil)
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Charaudeau, Patrick. 2015. « Le charisme comme condition du leadership politique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* 7 [Online] <http://journals.openedition.org/rfsic/1597>, consulté le 21 janvier 2021
- Coenen-Huther, Jacques. 2005. « Pouvoir, autorité, légitimité », *Revue européenne des sciences sociales*, 135-145
- Fairclough, Isabela & Norman Fairclough. 2012. *Political Discourse Analysis* (London & N.Y: Routledge)
- Guerrini, Jean-Claude. 2019. *Les valeurs dans l'argumentation. L'héritage de Chaïm Perelman* (Paris : Classiques Garnier)
- Habermas, Jürgen. 1973. *Legitimationsprobleme im Spätkapitalismus* (Frankfurt am Main: Suhrkamp)
- Hatzfeld, Hélène. 2013. « Légitimité », Casillo I., R. Barbier, L. Blondiaux, F. Chateauraynaud. J.-M Fourniau, R. Lefèvre, C. Neveu & D. Salles (éds). *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* (Paris : GIS Démocratie et Participation) [online] <https://www.dicopart.fr/>
- Iteçu-Fairclough, Isabel. 2008. "Legitimation and Strategic Maneuvering in the Political Field", *Argumentation* 22, 399-417
- Kojève, Alexandre. 2004. *La notion de l'autorité* (Paris : Gallimard)
- Koren, Roselyne. 2019. *Rhétorique et Ethique. Du jugement de valeur* (Paris : Classiques Garnier)
- Krieg-Planque, Alice. 2012. *Les discours institutionnels* (Paris : Colin)
- Lebart, Christian & Rémi Lefèvre. 2005. « Une nouvelle grandeur politique ? », Le Bart, C. et R. Lefèvre (éds). *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques* (Rennes : P. U. de Rennes)

- Leeuwen, Theo van. 2007. "Legitimation in Discourse and Communication", *Discourse & Communication* 1 : 1, 91-112
- Leeuwen, Theo van & Ruth Wodak. 1999. "Legitimizing Immigration Control : A Discourse-Historical Analysis", *Discourse Studies* 1 : 1, 83-118
- Leimdorfer, François & Alex-Louise Tessonneau. 1986. « Légitimité sociologique et analyse de discours : le parcours de la légitimité dans les textes de l'Unesco sur l'éducation de base », *Langage & société* 37, 61-111
- Monte, Michèle & Claire Oger. 2015. « La construction de l'autorité en contexte. L'effacement du dissensus dans les discours institutionnels », *Mots. Les langages du politique* 5-17
- Oger, Claire. 2013. *Discours d'autorité, discours autorisés : faire référence et dire l'institution*, Dossier d'HDR, Université de Paris-Sorbonne, CELSA
- Oger, Claire. 2021. *Faire référence. La construction de l'autorité dans le discours des institutions* (Paris : éditions EHESS)
- Perelman, Chaim & Lucie Olbrechts Tyteca. 1969 [1958] *The New Rhetoric. A Treatise on Argumentation*. (trans. By J. Wilinon and P. Weaver). (Notre-Dame/London : University of Notre-Dame Press)
- Rheindorf, Markus & Ruth Wodak (eds). 2020. *Language Policy, Identity and Belonging* (Blue Ridge Summit, PA: Multilingual Matters)
- Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. "Legitimizing the Expulsion of 'Illegal' Migrants in Spanish Parliamentary Discourse", *Discourse & Society* 8 : 4, 523-566
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Sadoun-Kerber, Keren. 2018. « Gestion et réparation d'image : Emmanuel Macron dans l'Emission politique », *Langage & Société* 164, 75-95
- Walton, Douglas, C. Reed & F. Macagno. 2008. *Argumentation Schemes* (Cambridge UP)
- Weber, Max. 1919. "Politik als Beruf", *Geistige Arbeit als Beruf. Vier Vorträge vor dem Freistudentischen Bund*. Zweiter Vortrag (München: Dunker & Humblot)
- Weber, Max. 1946. "Politics as Vocation", *Essays in Sociology* (New York: Oxford UP), 77-128

NOTES

1. <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/legitimite.php>
2. <http://www.dicopart.fr/en/dico/legitimite>
3. It is on this basis that Iețcu-Fairclough (2008) conducts an interesting argumentative analysis of Basescu's (the Romanian President threatened with impeachment) speech to the people.
4. This legitimacy of proximity is, in the context of our work, limited to verbal behaviors (and does not extend to the wide range of its contemporary political manifestations).
5. We would however want to point out that the Discourse analyst who is apparently outside the field of argumentation indirectly takes it into account within a discursive typology of justifications and a very fine analysis that sometimes mobilize elements of rhetorical argumentation without resorting to its taxonomy. Moreover, it is important to note that Wodak's later texts intend to integrate methods borrowed from argumentation, and more particularly the use of *topoi* which she defines as content-related argumentative schemes serving as warrants of the legitimation procedures (2018: 33).

ABSTRACTS

This article examines the construction of political legitimacy and authority in the discourses of democratic leaders by attempting to distinguish between two often confused notions, and to identify the discursive and argumentative procedures that put them in place. It takes stock of a body of work devoted to the subject and proposes an original approach that emphasizes the centrality of argumentation in the process of legitimation and the construction of a leader's authority. Using the example of the first speeches of the heads of state at the time of the Covid-19 crisis, it proposes an analytical framework that can account for discursive and argumentative operations and their socio-political stakes in context.

Cet article examine la construction de la légitimité et de l'autorité politiques dans les discours des dirigeants démocratiques en tentant de distinguer deux notions souvent confondues, et de repérer les procédures discursives et argumentatives qui les mettent en place. Il fait le point sur un ensemble de travaux consacrés au sujet, et propose une approche originale qui souligne la centralité de l'argumentation dans le processus de légitimation et la construction d'autorité du leader. À partir de l'exemple des premières allocutions des chefs d'État au moment de la crise de la Covid-19, il propose une grille d'analyse susceptible de rendre compte des fonctionnements discursifs et de leurs enjeux socio-politiques en contexte.

INDEX

Mots-clés: argumentation, autorité, Covid-19, discours politique, légitimation

Keywords: argumentation, authority, Covid-19, legitimation, political discourse

AUTHOR

RUTH AMOSSY

Tel Aviv University, ADARR

Légitimer la gestion de crise pendant la Covid-19¹

Legitimizing crisis management during the Covid-19

Ruth Wodak

Traduction : Ruth Amossy

- 1 A la mi-mars 2020, la plupart des gouvernements européens ont décidé qu'ils ne pouvaient nier plus longtemps la dangereuse pandémie de la Covid-19, et qu'ils se devaient de faire rapidement face à la crise. Différents modes de communication de crise ont été adoptés par les chefs de gouvernement pour persuader les gens de respecter les diverses mesures destinées à contrer la propagation du virus, et réduire de la sorte les craintes et les incertitudes. Comme le soutient Bauman (2006 : 31), « toutes les cultures humaines peuvent être comprises comme d'ingénieux dispositifs calculés pour rendre vivable une vie accompagnée de la conscience de la mortalité ».
- 2 En fait, les gouvernements légitiment souvent leurs propositions politiques en faisant appel à des impératifs de sécurité. De tels arguments ont joué un rôle éminent après la fin de la guerre froide en 1989, et ont été énergiquement revigorés après les attentats du 11/9, au moment des flux de réfugiés de 2015/16 (généralement appelés « crise des réfugiés »), et face aux activités terroristes de l'État islamique et des terroristes d'extrême-droite. Chaque crise contribue à des scénarios de menace à la fois nouveaux et anciens, comme on a pu l'observer en ce qui concerne la crise financière, la crise de l'euro, celle du SRAS et l'ainsi dénommée « crise des réfugiés »².
- 3 Rien d'étonnant donc à ce que la pandémie de Covid-19 soit également conforme à ce modèle. Les gouvernements devaient persuader les citoyens de suivre les mesures proposées, dont certaines impliquaient de sévères restrictions des droits de l'homme (telles que la liberté de circulation, etc.). Par conséquent, différentes stratégies de légitimation³ ont été mises en œuvre pour créer un large consensus social sur le fait que de telles mesures étaient effectivement nécessaires. Certains gouvernements ont – comme on l'illustre plus loin – également instrumentalisé la pandémie pour la mettre au service de leurs objectifs autoritaires. Par la suite, de nombreux débats ont émergé pour contester des mesures aussi radicales et appeler à plus de transparence dans les

procédures décisionnelles du gouvernement. Les mesures étaient-elles vraiment nécessaires ? Comment ont-elles été officiellement légitimées ? Par qui ?

- 4 Il est bien sûr impossible – à l’automne 2021 – de faire le point sur les différents types de gestion de crise et de communication de crise, ainsi que sur les contre-discours, car la crise n’est pas encore terminée. C’est pourquoi, dans cet article, je présente des conclusions intermédiaires qui couvrent un volet bien circonscrit du discours : les discours gouvernementaux prononcés pendant le confinement mondial de mars 2020 à juin 2020 (section 3). En analysant un échantillon d’allocutions et de conférences de presse importants de dirigeants de gouvernements européens (pris comme le « visage de la gestion de crise ») en Autriche, en Nouvelle-Zélande, en France, en Hongrie et en Suède, il est possible de déconstruire des mesures et des procédures jugées adéquates pour faire face à cette pandémie⁴ (voir Wodak 2021b pour l’analyse d’un plus grand nombre de pays et de données). En effet, les politiciens devaient légitimer leurs décisions de manière publiquement acceptable à travers différentes stratégies de légitimation, combinées à des garants (*topoi*) liés au « bon sens » ou *doxa* de la population (voir Wodak 2018 : 41-46, Wodak 2020 : 136-141). Dès lors, nous sommes confrontés à des appels aux experts (légitimation d’autorité combinée avec le *topos* d’autorité) ; à des prédictions statistiques (légitimation par la rationalisation combinée avec le *topos* des nombres), aux expériences historiques (stratégie de la *mythopoesis* combinée avec le *topos* de l’histoire), et aux valeurs et normes prééminentes (légitimation morale combinée avec les droits de l’homme et le *topos* de la solidarité).
- 5 En raison des limites d’espace, cependant, je dois omettre les voix de l’opposition aux décisions des gouvernements, et celles des négationnistes de la Covid-19 à l’intérieur du gouvernement, c’est-à-dire des dirigeants qui ont nié et banalisé le danger causé par la pandémie, tels que Donald Trump, Jair Bolsonaro et, du moins au début, Boris Johnson⁵.
- 6 Je me concentre sur quatre cadres qui se dégagent d’une analyse historique-discursive abductive et comparative, dont chacun est utilisé stratégiquement – dans des contextes socio-politiques différents – pour atténuer la « peur de la mort ⁶ », combiné avec des stratégies de légitimation appropriées : un « cadre religieux », un « cadre dialogique », un cadre fondé sur la « confiance » et un cadre centré sur « la conduite de la guerre » (section 5). Il est important de noter que ces cadres sont discursivement légitimés de manière significativement différente (section 3). Dans la mesure où la menace de crises économiques et politiques déclenche un nationalisme patriotique⁷ et l’unification d’un « nous » contre un « eux » qui transcende jusqu’aux clivages traditionnels gauche/droite (section 4), il n’est pas surprenant que les mêmes phénomènes se soient produits dans le cas de la Covid-19. Même l’espace Schengen a été soudainement suspendu (pour « empêcher le virus d’entrer ») et les frontières ont été fermées.

1. Discours, cadrage et légitimation

- 7 Dans cette analyse, je m’inspire de l’approche de Robert Entman sur le « cadrage » (lequel adopte la théorie bien connue d’Erving Goffman, cf. van Dijk 2020). Comme l’explique Entman, il s’agit de sélectionner certains aspects de la réalité perçue et de les rendre plus saillants dans le texte communicant. Selon lui, le cadrage « joue un rôle majeur dans l’exercice du pouvoir politique, et le cadre d’un texte d’actualité est en réalité la marque du pouvoir » (1993 : 52). Historiquement parlant, l’intérêt de Goffman pour les cadres et le cadrage coïncide avec l’analyse des cadres dans d’autres

disciplines, en particulier en linguistique (« frame semantics », Fillmore 1976) et en intelligence artificielle (van Dijk 2020 : 35-36).

- 8 Dans l'analyse historique-discursive qui suit, je combine l'analyse de la légitimation avec celle du cadrage et de l'argumentation. Les cadres servent de « cadres d'interprétation », de visions du monde, ou – dans la terminologie de la théorie de la gestion du terrorisme – de « visions culturelles du monde ». « Cadre d'interprétation » (*Deutungsrahmen*) est l'étiquette utilisée pour « cadre » dans le paradigme de la sociologie de la connaissance (par exemple Gotsbacher 1999). La fonction des « cadres d'interprétation » pour la compréhension du texte est de transmettre des éléments de sens qui peuvent être invoqués par les locuteurs et les écrivains comme allant de soi (par exemple Cicourel 1975). Ces présupposés et ces attentes sont captés par le public visé, par l'intermédiaire duquel les énoncés proférés sont investis de leur sens complet (c'est le « dialogisme » selon Bakhtine 1982). Ces éléments consistent – d'une part – en définitions des identités des locuteurs, lesquelles sont indexées et attribuées à travers des mécanismes de négociation des identités et des relations sociales ; d'autre part, en définitions du contexte et des connaissances sociales implicites.
- 9 Van Leeuwen et Wodak (1999) ont introduit un cadre d'analyse du langage de la légitimation qui comprend quatre grandes catégories : l'autorisation⁸, l'évaluation morale, la rationalisation et la mythopoesis. La légitimation en tant qu'autorisation dépend de la référence à une autorité personnelle, impersonnelle, experte ou modèle, mais peut également faire appel à la coutume sous la forme de la tradition ou de la conformité aux usages. La légitimation en tant que moralisation est fondée sur des valeurs morales abstraites (religieuses, droits de l'homme, justice, culture, etc.), des revendications expressément évaluatives ou sur une analogie avec des cas moraux supposés établis. La légitimation par la rationalisation fait référence soit à l'utilité de la pratique sociale ou à une de ses parties (c'est-à-dire la rationalisation instrumentale à travers des objectifs, des moyens ou des résultats), soit à ce qui est perçu comme les « faits de la vie » (c'est-à-dire une rationalisation théorique par la définition, l'explication ou la prédiction). La rationalisation peut être établie par le recours au « bon sens », ou par des experts dans les domaines de connaissances mobilisés pour la légitimation, par exemple l'économie, la biologie ou la technologie. Dans la légitimation par la mythopoesis, les partisans de la politique en question s'appuieront sur des récits qui peuvent servir d'exemples ou de mises en garde.
- 10 Compte tenu de sa nature sociopolitique, la légitimation s'appuie régulièrement sur des schémas d'argumentation récurrents pour persuader le public de l'acceptabilité ou de la nécessité d'une action ou d'une politique spécifique (voir tableau 1).

Autorisation (ou construction d'autorité)	
Autorité	<p><i>Autorité personnelle</i> : Fondée sur le statut institutionnel des individus/ groupes</p> <p><i>Autorité impersonnelle</i> : Issue de lois, de politiques, de règlements, etc.</p> <p><i>Autorité experte</i> : Expertise académique, scientifique ou autre type d'expertise crédible</p> <p><i>Autorité du modèle</i> : Popularité et acceptabilité des positions adoptées par des modèles ou des leaders d'opinion</p>

Coutume	<p><i>Autorité de la tradition</i> : Acceptabilité de ce qui est dit avoir été fait de tout temps</p> <p><i>Autorité de conformité</i> : Acceptabilité de ce que tout le monde ou la plupart des gens font</p>
Moralisation	
	<p><i>Abstraction</i> : Description abstraite de pratiques qui les relie à des valeurs morales</p> <p><i>Évaluation</i> : Légitimation des positions et des pratiques par des adjectifs évaluatifs</p> <p><i>Analogie</i> : Légitimation fondées sur des comparaisons et des contrastes</p>
Rationalisation	
Rationalisation instrumentale	<p><i>Orientée vers les objectifs</i> : Axée sur les objectifs, les intentions, les buts</p> <p><i>Orientée vers les moyens</i> : Axée sur les objectifs intégrés dans les actions comme moyens d'atteindre une fin</p> <p><i>Orientée vers les résultats</i> : Axée sur les résultats des actions comme s'ils étaient déjà connus</p>
Rationalisation théorique	<p><i>Définition</i> : Caractérise les activités en termes de pratiques déjà moralisées</p> <p><i>Explication</i> : Caractérise les gens en tant qu'acteurs parce que la façon dont ils font les choses est appropriée à la nature de ces acteurs</p> <p><i>Prédiction</i> : Prévoit les résultats sur la base d'une certaine forme d'expertise</p>
Mythopoesis	
	<p><i>Contes moraux</i> : Raconte des décisions et des pratiques gratifiantes des acteurs</p> <p><i>Contes de mise en garde</i> : Lie les pratiques non conformistes à des conséquences indésirables</p>

- 11 Tableau 1 : Types de légitimation (adaptés de Wodak 2018).
- 12 Dans une élaboration plus spécifique de la relation entre la légitimation (l'argumentation) et les valeurs normatives (le « bon sens » tel qu'utilisé dans la légitimation politique), van Eemeren (2010) emploie le terme aristotélicien d'*endoxon* pour définir la connaissance présupposée du bon sens que partage une communauté épistémique spécifique. À travers la notion d'*endoxa* en tant que croyances communément admises, van Eemeren (2010 : 111) corrobore la thèse de Habermas (1992) selon laquelle les systèmes juridiques dépendent en fin de compte des systèmes moraux, même si la morale infiltre la loi par tous les interstices ouverts à l'interprétation (par exemple Van Leeuwen et Wodak 1999 : 111). Une stratégie-clé de l'approche historique-discursive consiste à expliciter les *topoi* tacites ou implicites sous forme de paraphrases conditionnelles ou causales (Reisigl et Wodak 2001 : 69-80). Par exemple, l'appel à la légitimation morale fonctionne ainsi : « Nous devons protéger les groupes vulnérables » implique « si nous protégeons les groupes vulnérables nous agissons selon les normes de solidarité qui sont un élément de cohésion nécessaire dans

notre société ». Dans le contexte de la légitimation, l'analyse des *topoi* peut révéler une logique imparfaite, des conclusions manipulatrices ou erronées, car ce qu'ils ignorent ou contournent peut être d'ordre fallacieux⁹.

- 13 Pour comprendre la dynamique spécifique de la légitimation dans des contextes particuliers tels que la crise financière de 2008 ou la pandémie de la Covid-19, il est important de se concentrer sur les modèles et les caractéristiques typiques de ces stratégies discursives dans leur contexte. Les stratégies de légitimation sont nécessairement liées à des schémas d'argumentation spécifiques liés à un contenu qui servent à étayer des décisions spécifiques de manière plausible, souvent de bon sens (Wodak 2018). Comme l'a montré Wodak (2021a : 84), la légitimation peut également se présenter sous la forme d'un déni du problème, combiné à une contre-attaque, et accompagné d'une présentation négative de l'Autre – on attaque l'accusation (parfois seulement alléguée) et l'accusateur (voir la section 3). Dans ce cas, l'argumentation s'appuie souvent sur le discrédit de l'adversaire (*argumentum ad hominem*), sur une menace dirigée contre lui (*argumentum ad baculum*) ou sur une revendication alternative mise en œuvre pour rejeter le blâme sur d'autres. De plus, des stratégies visant à la relativisation et à la banalisation du problème se font jour, fréquemment à travers l'utilisation de comparaisons (fallacieuses) ou de stratégies d'assimilation : « La grippe "ordinaire" est également dangereuse ».

2. Covid-19 et tendances à la renationalisation

- 14 Les analogies et les comparaisons, les arguments utilisant des statistiques, des classements ou des chiffres et une rhétorique persuasive appelant les citoyens à respecter les réglementations et les mesures édictées ont été les principales stratégies adoptées pendant les mois de confinement dans la plupart des pays où les dirigeants gouvernementaux ont pris au sérieux le danger posé par le coronavirus. Une tendance à la renationalisation est apparue tout au long du processus, en particulier lorsqu'il s'agissait de persuader les citoyens de suivre les règles du pays concerné. Nous sommes donc confrontés à une biopolitique nationale (qui conçoit métaphoriquement la nation comme organisme) et à une politique nationaliste (Musolff 2010 ; Wodak 2021a ; Boin, Lodge et Luesink 2020).
- 15 En Autriche, par exemple, il ne pouvait y avoir aucun doute sur celui qui devait en fin de compte être considéré comme le « sauveur de la nation », un « père » sage et sévère qui se soucie de tous les « véritables » Autrichiens et établit des règles en conséquence, pour le dire dans les termes du linguiste George Lakoff et de sa métaphore de la « nation comme famille ». La peur et le renoncement sont, selon la promesse, suivis de l'espérance et du salut (Lakoff 2004). Dans l'ensemble, la démarche nationaliste souvent mentionnée qui consiste à « resserrer les rangs » a un effet rassurant. Le Chancelier Sebastian Kurz a souligné à plusieurs reprises, par exemple dans le ZIB Spezial (la principale chaîne d'information) le 30 mars 2020 : « Je fais pleinement confiance à notre Autriche ». De plus, au parlement le 3 avril 2020, Kurz était absolument convaincu que l'Autriche ou « l'Équipe Autriche » surmonterait la crise – et le ferait mieux que d'autres pays. Une compétition nationaliste semblait à l'ordre du jour :
- Je vous garantis que l'Autriche survivra à cette crise : l'Autriche traversera cette crise mieux que d'autres pays, l'Autriche sortira de cette crise plus rapidement que d'autres pays, mais seulement si nous restons unis et si nous faisons une chose : persévérer.

- 16 Kurz a également souligné de plus en plus fortement qu'il n'y avait pas d'alternative aux mesures gouvernementales ; le soi-disant argument de « il n'y a pas d'alternative » a été utilisé comme une légitimation par la rationalisation. Les décisions ont ainsi été essentialisées :
- « Nous faisons ce qu'il faut » ; « Nous sommes tout à fait convaincus que nous faisons ce qu'il faut » ; « Les mesures que nous prenons sont les bonnes » (ZIB Spezial, 30 mars 2020). « Toutes les études le prouvent : si nous n'avions pas pris ces mesures, il y aurait eu une propagation massive en Autriche avec jusqu'à cent mille morts » (Kurz, ZIB II, 6 avril 2020).
- 17 Des éloges ont été adressés, selon la métaphore de Lakoff, aux « enfants sages et qui se conduisent bien » de la famille autrichienne : « Nous sommes impressionnés par ce que vous accomplissez », « Bon courage ! » - et à travers une comparaison de la crise au défi que constitue un effort sportif stressant : « C'est un marathon » (Kurz, ZIB Spezial, 20 mars 2020).
- 18 La politique identitaire nationale implique nécessairement une présentation de soi positive et une présentation négative des autres. De ce point de vue, les événements, les statistiques et les discours techniques nourrissent le contexte dans lequel les gouvernements puisent des couples binaires tels que les bons et les méchants, les bourreaux et les victimes, les experts et les gens ordinaires, les personnes en bonne santé et les malades, les personnes âgées et les jeunes, ceux qui respectent les règles et ceux qui les transgressent. De plus, la panique médiatique produit et reproduit des stratégies de blâme et de déni qui mènent à des récits de déclin, d'impuissance, d'ascension ou de succès, de pouvoir ou de contrôle, ainsi qu'à une rhétorique véhémement du bouc émissaire (Wodak 2021a). Ces boucs émissaires, selon les constructions médiatiques et les propositions de certains politiciens, doivent être châtiés et subir les conséquences de leurs actes. Au cours des premiers mois de la crise de la Covid-19, les boucs émissaires ont varié, allant du « virus chinois » de Trump au « virus croate » du gouvernement autrichien en référence aux personnes qui avaient passé leurs vacances en dehors de l'Autriche, en Croatie, malgré la propagande patriotique exhortant tout le monde à rester en Autriche pendant les congés afin de stimuler l'économie autrichienne. En rejetant le blâme sur les boucs émissaires, le gouvernement peut légitimer l'exclusion de certains groupes par une fermeture des frontières, en agitant le slogan de « Protégeons notre peuple » (contre les migrants, les demandeurs d'asile) ; ou d'imposer des mesures plus strictes au nom du danger encouru par les mouvements antivax (plutôt que de s'excuser d'avoir mené des campagnes de vaccination qui n'ont pas eu le succès escompté), etc. De plus, depuis la fin du confinement en mai 2020, nous avons été témoins de contre-discours répandant des théories du complot sur les origines du virus (Bill Gates, George Soros, les entreprises pharmaceutiques, les politiciens, les médias etc. seraient à blâmer pour la pandémie [cf. par exemple Spring et Wendling 2020]).

3. Quatre cadres et leur légitimation

3.1. Le cadre religieux – Légitimation par la moralisation

- 19 Dans le discours hégémonique autrichien, la fête catholique de Pâques a constitué un tournant pendant la crise de la Covid-19 et s'est prêtée à la construction d'un cadre

religieux. Le recours à une métaphore de catastrophe naturelle a permis de construire des scénarios dystopiques et d'ajouter une note de *pathos* liée à la souffrance et la mort : « Cette crise entraînera la maladie, la souffrance et, pour certaines personnes, la mort » (Kurz, ZIB Spezial 14 mars 2020). « Le virus menace la chose la plus importante qui soit pour nous, à savoir notre santé » (Kurz, ZIB Spezial 18 mars 2020). « C'est la plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale ». « Beaucoup de gens ne peuvent imaginer ce qui va arriver dans quelques semaines. C'est le calme d'avant la tempête ». « Nous aurons bientôt aussi en Autriche une situation où chacun connaîtra quelqu'un qui est mort du Corona » (ZIB Spezial, 30 mars 2020).

- 20 Si le virus en venait à être vaincu, Kurz (employant ici une métaphore de guerre) promettait une « résurrection » après Pâques, utilisant ainsi un cadre catholique, une allusion au récit de la rédemption : « La semaine de Pâques sera une semaine décisive pour nous. Ce sera une semaine qui déterminera si la résurrection d'après Pâques que nous souhaitons tous peut avoir lieu » (ZIB Spezial, 6 avril 2020).
- 21 Le cadre religieux offre une consolation dans les moments où la mort est redoutée. Comme le soutient Bauman (2006 : 30) : « La mort est l'“inconnu” incarné » ; et parmi tous les autres “inconnus”, c'est le seul qui échappe totalement et véritablement à la connaissance. Quoi que nous ayons fait pour nous préparer à la mort, la mort nous trouve non préparés ». Tout le monde craint la mort, poursuit Bauman. Lors d'une pandémie, donc, période où de nombreuses personnes perdent la vie, les gens acquièrent nécessairement une conscience accrue de la mort, on ne peut pas nier sa présence. En conséquence, « la perspective de l'éternité » est une « source de joie perpétuelle pour les bons et les diligents » (Bauman 2006 : 32). Ce cadre se prêtait idéalement à affronter l'incertitude causée par la pandémie, et la peur inhérente de la mort ; il légitimait ainsi moralement jusqu'aux mesures les plus restrictives.
- 22 En outre, la rhétorique officielle promettait une victoire sur le virus après une longue et douloureuse épreuve et de nombreuses souffrances, et peignait un avenir plein d'espoir, comme indiqué dans une « lettre ouverte du Chancelier fédéral avant Pâques » (11 avril 2020, cité dans vienna.at). Ici, les citoyens autrichiens ont été confrontés à un processus de légitimation par la mythopoesis :
- Nos Pâques se déroulent dans des circonstances particulières cette année. [...] Les mesures prises ont exigé de nombreux efforts de notre part mais étaient nécessaires pour éviter le pire. Quatre personnes sur cinq infectées par le Corona n'ont aucun symptôme et ne savent donc pas qu'elles sont malades. Cependant, elles peuvent infecter d'autres personnes, pour lesquelles la maladie est potentiellement mortelle. C'est l'une des raisons pour lesquelles le virus est si dangereux pour notre société. [...] L'année prochaine, à Pâques, nous voulons pouvoir regarder en arrière ensemble et dire : « Comme c'est bien que nous ayons vaincu le coronavirus ».
- 23 La combinaison d'un cadre religieux avec des mesures strictes pendant le confinement et des appels à la responsabilité s'est également avérée efficace dans la gestion de la crise de la Covid-19 en Grèce. Comparé à d'autres pays qui dépendent fortement du tourisme, le nombre de morts y est resté faible par rapport au taux de population (OMS 2021) ; les mesures strictes ont été assouplies très lentement, contrairement par exemple à l'Autriche, où un assouplissement rapide (poussé par les entreprises et les grands et puissants lobbies touristiques) a conduit à une augmentation incroyablement rapide du nombre de cas positifs au cours de l'été et de l'automne 2020.

3.2. Un cadre dialogique – Légitimation par la rationalisation et l'autorisation

- 24 La Nouvelle-Zélande (et, entre autres, l'Allemagne) a engagé un quasi-dialogue avec ses citoyens. On pourrait considérer la Première ministre Jacinda Ardern comme une mère attentionnée usant d'une stratégie qui consiste à fournir de nombreuses informations, explications et justifications, ainsi qu'une vision positive de l'avenir. Elle a prononcé cinq discours dans lesquels elle a fait le point sur la situation. Lors de son premier discours (21 mars 2020), à l'instar de la Chancelière allemande Angela Merkel, elle a tenté de rassurer le peuple (s'adressant explicitement à tous les Néo-Zélandais) sur le fait que le gouvernement savait ce qu'il convenait de faire, avait déjà fixé des priorités et décidé des mesures à mettre en œuvre. En énumérant des règles claires et distinctes et en présentant un raisonnement concis et logique exposant les raisons pour lesquelles tout le monde devait les respecter, elle a affirmé que la situation était sous contrôle. De plus, elle a explicitement indiqué qu'il était compréhensible que les gens éprouvent un sentiment d'incertitude – c'est pourquoi elle a fourni une voie à suivre clairement définie. Elle a conclu sur une note positive. Dans tout le discours, il n'y avait aucun scénario de danger, aucun avertissement aux citoyens qu'ils pourraient être punis s'ils violaient les règles. Aucune concurrence avec d'autres pays n'était présentée et la rhétorique restait complètement laïque, sans aucune mention de tropes religieux ou d'allusions à un nationalisme de type nativiste¹⁰.

Je m'adresse directement à tous les Néo-Zélandais aujourd'hui pour vous donner autant de certitude et de clarté que possible dans la lutte contre le Covid-19. [...]

Je comprends que tous ces changements rapides créent de l'anxiété et de l'incertitude. Surtout quand il s'agit de changer notre façon de vivre. C'est pourquoi aujourd'hui, je vais vous expliquer aussi clairement que possible ce à quoi vous pouvez vous attendre dans la poursuite de notre lutte commune contre le virus. [...]

Le système d'alerte comporte quatre niveaux. À chaque niveau, il y a des choses que nous avons besoin que vous fassiez, pour vous maintenir en sécurité. Et il y a aussi des choses que fera le gouvernement. [...]

Nous utiliserons ce système d'alerte chaque fois que nous mettrons à jour le nombre de nos cas, afin que vous sachiez si dans votre région il a augmenté, ou diminué, ou est resté le même. Et ce que vous devrez faire. [...]

Pour l'instant, je demande à la Nouvelle-Zélande de faire ce que nous faisons si bien. Nous sommes un pays créatif, pratique et attaché à la notion de communauté. Nous n'avons peut-être rien expérimenté de tel de notre vivant, mais nous savons comment nous rassembler et nous savons comment prendre soin les uns des autres, et en ce moment qu'est-ce qui peut être plus important que cela. Alors merci pour tout ce que vous êtes sur le point de faire.

S'il vous plaît, soyez forts, soyez aimables envers votre prochain et unissez-vous contre la Covid-19.

- 25 Les principales stratégies d'Ardern (comme de Merkel) sont légitimées par des appels moraux (à la solidarité et la nécessité de faire front commun) et à la légitimation par la rationalisation (*topoi* du fardeau et de la sécurité). Ardern a aussi recours à la mythopoesis (appels à des expériences positives d'unité). Qui plus est, elle instaure un dialogue et fournit des informations complexes d'une manière compréhensible ; elle établit l'unité nationale et rassure sur le fait que le gouvernement tient fermement la situation sous contrôle. Et surtout, elle fait preuve d'empathie.

3.3. L'unicité de la Suède – Établir et maintenir la confiance

- 26 La « manière suédoise » a différé de celle de tous les autres pays démocratiques libéraux. La Suède n'a jamais introduit de confinement total, les écoles sont donc restées ouvertes, toutes les institutions culturelles ont été fermées et certains magasins et restaurants sont restés accessibles, avec des mesures sévères de distanciation sociale. Le gouvernement a décidé de proposer des recommandations que les experts, en particulier l'épidémiologiste suédois Anders Tegnell, jugeaient pertinentes et efficaces pour contenir la propagation du virus. Pratiquement tous les Suédois écoutaient les mises à jour quotidiennes de Tegnell à la télévision et à la radio.
- 27 Les gens semblaient faire confiance au gouvernement malgré un taux de mortalité extrêmement élevé au début de la pandémie (en comparaison, par exemple, avec d'autres pays scandinaves), tandis que le gouvernement faisait confiance à la responsabilité des gens dans leur vie quotidienne (légitimation par la rationalisation et la moralisation). Comme les politiciens d'autres pays étaient confrontés à des questions sur la manière suédoise et interrogés sur les raisons pour lesquelles ils ne suivaient pas cet exemple, ils ont rapidement répondu que la Suède était très différente, géographiquement et politiquement. Par exemple, la Suède est moins densément peuplée. Les critiques ont souligné que la Suède n'avait pas protégé les personnes âgées de manière adéquate pour maintenir la « normalité ».
- 28 Simon (2020 : 49) note dans une étude approfondie qui compare la gestion de la crise dans les pays nordiques, que certains discours politiques ont été marqués par une tentative de promouvoir la « manière suédoise » ; par exemple, dans un discours de Lena Hallengren (2020), ministre de la Santé et des Affaires sociales, à l'OMS :
- Notre approche de la lutte contre le virus a suscité un certain intérêt à l'échelle internationale. [...] Mais pour comprendre notre approche, il est utile d'être conscient de certaines caractéristiques fondamentales de la société suédoise. Notre État-providence est universel, y compris le système de soins de santé. [...] Il existe une tradition de confiance mutuelle entre les pouvoirs publics et les citoyens. Les gens font confiance aux autorités et suivent dans une large mesure leur recommandations. Dès le début de l'épidémie, le gouvernement suédois a appliqué une approche « pangouvernementale ». [...] Nos mesures visent à sauver des vies et à ralentir l'épidémie.
- 29 Des recherches récentes (Pierre 2020, Helsingen *et al.* 2020, Bergenfalk 2020) montrent que de nombreux Suédois sont très fiers de la Suède et de l'ainsi dénommé modèle suédois ; ils croient en une identité nationale suédoise unique, construite sur un système décentralisé et sur la confiance. Simon (2020: 54) résume son analyse des reportages critiques des médias internationaux sur la « manière suédoise » de la façon suivante: « la Suède a tenté de tirer parti de son image mondiale relativement populaire et positive (avant la Covid-19) en instituant un cadre de type normatif basé sur les valeurs, qui visait à améliorer l'image nationale d'un pays et d'un peuple qui respectent les normes et les règles, capables et courageux, et a utilisé la crise de l'information comme une opportunité ». En effet, comme les politiciens l'ont déclaré à plusieurs reprises, la stratégie suédoise pour contenir la propagation du virus était fondée sur un modèle de confiance et de collaboration :
- [Notre stratégie] repose sur l'information et fournit à la population des connaissances [...], les facteurs de succès de notre prévention des maladies reposent sur la confiance et la foi [...]. Nous nous sommes également efforcés dès le départ d'avoir une société aussi ouverte que possible¹¹.

- 30 Les gens ne reçoivent pas d'ordres ; il leur est poliment conseillé d'être prévenants et de garder leurs distances. La responsabilité de tout un chacun est invoquée, chacun doit aider à construire une relation mutuelle de confiance. L'objectif de cette « confiance suédoise » était, comme le soutient Bergenfalk (2020 : 33), d'établir une relation quasi symbiotique entre les citoyens et les autorités, relation qui profite aux deux parties (légitimation par la moralisation). Cela est en cohérence avec le fait que les Suédois ont généralement un niveau élevé de confiance dans les institutions. Par conséquent, la stratégie adoptée par le gouvernement suédois visait à diriger davantage encore la société et l'identité suédoises dans cette même direction. La présupposition était que cette stratégie produirait des citoyens capables de mettre en œuvre et de pratiquer une « liberté réglementée » (*ibid.* : 33).
- 31 Cette constatation est corroborée par Pierre (2020 : 482) qui soutient que « la Suède est une société jouissant d'un quotient de confiance élevé, tant en termes de confiance interpersonnelle qu'institutionnelle. Ce haut niveau de confiance facilite une coordination informelle mais efficace avec des coûts de transaction très faibles. »
- 32 Un site officiel (dans de nombreuses langues) a été lancé qui énumérait tous les règlements et fournissait de nombreuses informations¹². Bergenfalk (2020 : 40-43) conclut à « une normalisation de la mort, comme nous pouvons le voir dans la réaction de l'État suédois à la pandémie de la Covid-19 au cours de toute la période, les avantages d'une vie prospère pour le plus grand nombre l'emportant sur la souffrance de quelques-uns ». Ainsi, il n'y a pas eu de déni de la mort¹³ ; les personnes âgées et les plus fragiles ont été – pour ainsi dire – sacrifiées au « bien-être, au bonheur et à la santé globale de la majorité » (*ibid.*). Cela implique une biopolitique coût-bénéfice quasi rationnelle (légitimation par la rationalisation) qui contraste avec les décisions prises dans d'autres pays, où les restrictions ont été pour la plupart légitimées en fonction de valeurs différentes, dans le but de protéger et de sauver les personnes âgées.

3.4. La « guerre contre le virus »

- 33 La plupart des politiciens ont utilisé à un moment donné des métaphores de guerre pendant la crise de la Covid-19. Cependant, certains présidents et premiers ministres ont eu recours à la métaphore conceptuelle de la « lutte contre le virus » ou de la « guerre contre le virus » pour cadrer tous leurs discours publics, interviews et conférences de presse (légitimation par la morale et l'autorité). L'issue positive d'une telle guerre serait, selon cet argument, une « victoire remportée sur le virus » grâce à une « défense » couronnée de succès du pays concerné. Ce discours a été initié par le président français Emmanuel Macron d'une part, et par le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, d'autre part.
- 34 Macron a justifié les mesures strictes imposées en France en répétant qu'une guerre devait être menée ; que la France était en guerre. Il a également appelé à l'unité nationale de tous les partis.
- Nous sommes en guerre et face à ce qui se profile, ce pic de l'épidémie qui est devant nous, j'ai décidé, sur proposition de la ministre des Armées et du chef d'état-major des Armées, de lancer l'opération Résilience¹⁴. (Discours de Mulhouse, 25.3.2020)
- 35 Un mois plus tard, Macron avait considérablement perdu en popularité en raison du taux de mortalité élevé, des hôpitaux surpeuplés et de la pénurie d'infirmières et de

médecins. Par conséquent, il changea de stratégie, faisant désormais appel à la solidarité et à l'égalité, tout en se référant à la Révolution Française et en citant le premier article de la Déclaration des Droits de l'Homme du 26 août 1789 (légitimation par la rationalisation et la mythopoesis). Plus précisément, il a promis des salaires plus élevés pour les infirmières, le personnel soignant, les caissiers et les chauffeurs de bus. Il a parlé d'espoir si les mesures strictes étaient suivies et a même admis que le gouvernement avait réagi trop lentement au début de la lutte contre le virus.

- 36 Les stratégies adoptées par Orbán ont significativement différé de celles de Macron. D'une part, le Premier ministre hongrois a également considéré la crise comme une « guerre contre le virus » à mener, et à gagner. Ainsi, il visait à lutter contre la panique. Cependant, d'un autre côté, il a également instrumentalisé cet état d'esprit pour saper la démocratie hongroise (comme on le verra ci-dessous).
- 37 Viktor Orbán a décidé de faire des déclarations régulières à la télévision et à la radio, dans lesquelles il a continuellement utilisé un jargon militaire, créant ainsi un champ sémantique très différent de celui des autres dirigeants mentionnés ci-dessus. Par exemple, le 23 mars 2020, il a décrit les opérations militaires mises en place pour défendre la population hongroise (c'est moi qui souligne) :

C'était la question de savoir si on attendait ou si on agissait, et nous avons décidé de nous battre au lieu d'attendre. Nous avons immédiatement vu que dans l'ordre habituel, en plus de notre mode de vie habituel, en respectant nos principes d'organisation de la vie, dans le cadre de la législation habituelle, nous ne serions pas en mesure d'organiser l'autodéfense collective de la Hongrie, et nous ne serions pas en mesure de repousser cette attaque. C'est pourquoi nous [...] avons déclaré l'état d'urgence. L'état d'urgence signifie que le gouvernement a reçu l'autorité et les moyens d'organiser l'autodéfense de la Hongrie avec une chance de succès. [...]

Nous avons organisé la défense selon quatre axes. Nous devons agir sur quatre champs de bataille en ce moment. Il y a une défense militaire, une défense policière, une défense sanitaire et une défense économique. Nous savions également qu'il y aurait trois étapes dans la propagation du virus, nous devons donc également ajuster le rythme de la défense, ce qu'il faut faire, ainsi que les décisions et les mesures à prendre. (Orbán 2020 <https://miniszterelnok.hu/orban-viktor-sajtonyilatkozata-az-operativ-torzsu-uleset-kovetoen/>)¹⁵

- 38 Ici, Orbán a déjà mentionné la nécessité d'instaurer un état d'urgence en Hongrie. Le 30 mars 2020, le Parlement hongrois a voté pour permettre à Orbán de gouverner par décret pour une période indéfinie (avec 138 voix pour et 53 voix contre) afin de lutter contre la pandémie, donnant ainsi à Orbán des pouvoirs supplémentaires pour promulguer unilatéralement une série de mesures radicales. Comme l'a rapporté CNN : « Ses dispositions [du parlement] vont bien au-delà des diverses formes de législation élaborées à la hâte par d'autres États membres de l'UE en réponse à la pandémie de coronavirus, augmentant de façon spectaculaire les pouvoirs de leader de l'homme fort » (Picheta and Halasz 2020). Ainsi, il est devenu possible de pénaliser les journalistes si le gouvernement estimait que leur reportage sur le coronavirus n'était pas exact. De plus, des sanctions plus lourdes en cas de violation des règles de quarantaine ont été rendues possibles par cette loi. Troisièmement, aucune élection ou référendum ne pouvait avoir lieu tant que cet ordre était en place. Orbán a justifié cette mesure extraordinaire par le *topos* de l'urgence, selon CNN : « Nous ne pouvons pas réagir rapidement s'il y a des débats et de longues procédures législatives. Et en temps de crise et d'épidémie, la capacité de réagir rapidement peut sauver des vies » (Picheta et Halasz 2020).

39 Le 16 juin 2020, l'état d'urgence a été levé. Cependant, comme le soutient à juste titre la Fondation Friedrich Naumann, en même temps que la levée de l'état d'urgence, le Parlement a également voté en faveur d'un projet de loi sur un nouvel « état d'urgence médicale ». Selon ce projet de loi, le gouvernement serait en mesure de gouverner à nouveau par décret dans un cas de ce genre, avec encore moins de contrôle qu'auparavant » (FNFEUROPE 2020). Les deux projets de loi ont été adoptés par le Parlement le 16 juin 2020. Pendant ce temps, les débats et les discussions se sont poursuivis au plus haut niveau de l'élaboration de la législation de l'UE, à la Commission européenne, au Parlement européen (2019) et à la Cour européenne des Droits de l'Homme (voir Wodak 2021b). Orbán glisse ainsi vers une intolérance démocratique et un néo-autoritarisme facilités par la crise du Covid-19. En d'autres termes, il instrumentalise la crise de la Covid-19 afin de se donner un pouvoir absolu. En avançant un scénario de danger, il prétend que lui seul est capable de protéger le peuple hongrois (légitimation par autorité) ; plus encore, dans une « guerre contre le virus » il est légitime de conduire une « armée » qu'il « commande ». Dès lors, en suivant cet argument, de semblables situations de crise légitiment des règles d'état d'urgence (légitimation par la rationalisation).

Conclusion : Des leçons pour l'avenir ?

- 40 L'éventail des stratégies de légitimation discutées dans cet article – la résurrection, le dialogue, la confiance et la guerre – illustrent des façons significativement différentes de faire face à la peur de la mort et aux craintes et angoisses émergentes. Ces cadres indiquent également des régimes différents de biopolitique légitimés de manière nettement différente : la nation conceptualisée comme famille, avec un quasi-Messie comme chef (cadre religieux, légitimation par la moralisation et l'autorisation). Nous avons également rencontré des dirigeants qui ont parlé à leur peuple sur un pied d'égalité, c'est-à-dire en établissant un dialogue rationnel et une relation d'unification, pleine d'empathie, avec les citoyens, en employant la légitimation par l'autorité et la rationalisation. Le cadrage fondé sur la confiance implique la responsabilité personnelle sans leadership hiérarchique (légitimation par la rationalisation et la moralisation) et, enfin, « mener une guerre » implique des situations d'urgence où les dirigeants portent toute la responsabilité et où le peuple doit suivre les ordres (légitimation par l'autorité et la mythopoesis).
- 41 L'analyse de l'éventail des stratégies de légitimation et des schèmes argumentatifs qu'elles mettent en œuvre permet d'illustrer les façons différentes dont les politiciens se sont mesurés à la pandémie. Ces stratégies particulières s'appuient sur des histoires nationales, des contextes socio-politiques, des politiques identitaires et des régimes démocratiques différents. Davantage, la personnalité des politiciens joue un rôle non négligeable. Dans tous les cas, il semble important, dans une prochaine étape, d'étudier l'effet de ces stratégies sur la gestion de la crise et l'écho qu'elles ont eu dans la population. Cette investigation ne sera néanmoins possible que quand la pandémie aura pris fin.

BIBLIOGRAPHIE

- Bakhtin, Mikhael. 1982. *The Dialogic Imagination : Four Essays* (Austin : University of Texas Press)
- Bauman, Zygmunt. 2006. *Liquid Fear* (Cambridge : Polity)
- Bergenfalk, Johan. 2020. « Coronavirus, Risk, and Responsibility. A Governmental Analysis of Swedish Crisis Management During the Covid-19 Pandemic », Unpubl. MA Thesis (Lund University)
- Boin, Arjen, Martin Lodge & Marte Luesink. 2020. « Learning from the COVID-19 crisis: an initial analysis of national responses », *Policy Design and Practice* 3 : 3, 189-204
- Cicourel, Aaron V. 1975 *Sprache in der sozialen Interaktion* (München : List)
- De Rycker, Anton & Zuraida Mohd Don. 2013. *Discourse and Crisis* (Amsterdam : Benjamins)
- Entman, Robert M. 1993. « Framing : Toward Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication* 43, 51-58 [En ligne] doi:10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x_ (consulté le 5.1.2021)
- European Parliament (2019) « Parliamentary Questions : Penalties imposed on the Hungarian Government in connection with cohesion policy » [En ligne] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9-2019-002798_EN.html (consulté le 5. 1.2021)
- Fillmore, Charles. 1976. « Frame Semantics and the Nature of Language », *Annals of the New York Academy of Sciences* 280, 20-32
- Friedrich Naumann Stiftung, June 29, 2020. <https://fnf-europe.org/2020/06/29/is-the-state-of-emergency-in-hungary-really-over/> (consulté le 5.1.2021)
- Gotsbachner, Ernst. 1999. Identitätspolitik. Ausländerbilder als symbolische Ressource in Schlichtungsverhandlungen, Pelikan, Christine (ed.) *Mediationsverfahren. Jahrbuch für Rechts- und Kriminalsoziologie* (Baden-Baden : Nomos), 189-239
- Habermas, Jürgen (1992) *Faktizität und Geltung. Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaates*. (Frankfurt a. M. : Suhrkamp).
- Hallengren, Lena. 2020. « Speech by Minister for Health and Social Affairs Lena Hallengren at WHO briefing 23 April », *Government Offices of Sweden* [En ligne] <https://www.government.se/speeches/2020/04/speech-by-minister-for-health-and-social-affairs-lena-hallengren-at-who-briefing-23-april/> (consulté le 5.1.2021)
- Hansson, Sten. 2015. « Discursive strategies of blame avoidance in government : A framework for analysis », *Discourse & Society* 26 :3, 297-323
- Helsingen, Lise E. et al. 2020. « Trust, threats, and consequences of the COVID-19 pandemic in Norway and Sweden – a comparative survey » [En ligne] <https://bmcpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12889-020-09615-3> (consulté le 5.1.2021)
- Huang, Mimi & Lise-Lotte Holmgren (eds). 2020. *The Language of Crisis. Metaphors, frames and discourses* (Amsterdam: Benjamins)
- Khoo, Heiko & Elisabeth Schimpfössl. 2020. „Virus im Brexitland“, Schmidinger, Thomas & Joe Weidenholzer (eds). *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen* (Wien : Bahoe books), 153-64

- Lakoff, Georg. 2004. *Don't Think of an Elephant: Know Your Values and Frame the Debate*. (White River Junction, VT: Chelsea Green)
- Macron, Emanuel. 2020. « Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la mobilisation face à l'épidémie de Covid-19, Mulhouse, le 25 mars 2020 » [En ligne] <https://www.vie-publique.fr/discours/273982-emmanuel-macron-25-mars-2020-discours-de-mulhouse> (consulté le 5.1.2021)
- Musolff, Andreas. 2010. *Metaphor, Nation, and the Holocaust* (London : Routledge)
- Neüff, Michael. 2018. *Words of Crisis as Words of Power* (Amsterdam : Benjamins)
- Novy, Andreas & Carlos R. Winckler. 2020. « Covid-19 in Brasilien », Schmidinger, Thomas & Joe Weidenholzer (eds). *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen* (Wien : Bahoe books), 218-229
- Orbán, Viktor. 2020. « Orbán Viktor sajtónyilatkozata az operatív törzs ülését követően » *miniszterelnok.hu* [En ligne] <http://www.miniszterelnok.hu/orban-viktor-sajtonyilatkozata-az-operativ-torzs-uleset-kovetoen/> (consulté le 5.1.2021)
- Picheta, Rob & Stephanie Halasz. 2020. « Hungarian parliament votes to let Viktor Orbán rule by decree in wake of coronavirus pandemic », *CNN* [En ligne] <https://edition.cnn.com/2020/03/30/europe/hungary-viktor-orban-powers-vote-intl/index.html> (consulté le 5.1.2021)
- Pierre, Jon. 2020. « Nudges against pandemics: Sweden's COVID-19 containment strategy in perspective », *Policy and Society* 39 : 3, 478-493 [En ligne] doi: 10.1080/14494035.2020.1783787 (consulté le 5.1.2021)
- Powers, John H. & Xiaosui Xiao (eds). 2008 *The Social Construction of SARS* (Amsterdam : Benjamins).
- Public Health Agency of Sweden. 2020. « COVID-19 », *Public Health Agency of Sweden* [En ligne] <https://www.folkhalsomyndigheten.se/the-public-health-agency-of-sweden/communicable-disease-control/covid-19/> (consulté le 5.1.2021)
- Pyszczynski, Tom. 2004. « What Are We So Afraid Of? A Terror Management Theory Perspective on the Politics of Fear », *Social research* 71 : 4, 827-848
- Radio Sweden. 2020. « Anders Tegnell : My comments were overinterpreted », *Radio Sweden* [En ligne] <https://sverigesradio.se/artikel/7487961> (consulté le 5.1.2021)
- Reisigl, Martin & Ruth Wodak. 2001. *Discourse and Discrimination. The Rhetorics of Racism and antisemitism* (London : Routledge)
- Rheindorf, Markus & Ruth Wodak. 2020. « Building "Fortress Europe" : Legitimizing Exclusion from Basic Human Rights », Rheindorf, Markus & Ruth Wodak (eds). *Sociolinguistic Perspectives on Migration Control* (Bristol : Multilingual Matters), 116-141
- Schmidinger, Thomas & Joe Weidenholzer (eds). 2020. *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen* (Wien : Bahoe books)
- Simon, Greg. 2020. « Swedish Government and Country Image during the International Media Coverage of the Coronavirus Pandemic Strategy: From Bold to Pariah », *Journalism & Media* 1, 41-58

- Spring, Marianna & Mike Wendling. 2020. « How Covid-19 myths are merging with the QAnon conspiracy theory », *BBC News* [En ligne] <https://www.bbc.co.uk/news/blogs-trending-5399720> (consulté le 5.1.2021)
- Statista. 2021. « Entwicklung der Coronavirus-Epidemie (COVID-19) im Bundesland Tirol Februar 2020 » [En ligne] <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1114903/umfrage/entwicklung-der-fallzahlen-des-coronavirus-in-tirol/#professional> (consulté le 5.1.2021)
- Stern, Verena. 2020 « Die USA in Zeiten von Corona », Schmidinger, Thomas & , Joe Weidenholzer (eds). *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen* (Wien : Bahoe books), 182-187
- Stráth, Bo & Ruth Wodak. 2009. « Europe – discourse – politics – media – history: Constructing crises ? », Triandafyllidou, Anna, Ruth Wodak & Michal Krzyżanowski (eds). *Europe in Crisis : The 'European Public Sphere' and National Media in the Post-War Period* Basingstoke : Palgrave), 15–33
- The Lancet 2020. « COVID-19: learning from experience », *The Lancet* 395 [En ligne] [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30686-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30686-3) (consulté le 5.1.2021)
- Triandafyllidou, Anna, Ruth Wodak & Michal Krzyżanowski (eds). 2009. *Europe in Crisis : The 'European Public Sphere' and National Media in the Post-War Period*. (Basingstoke : Palgrave)
- Van Dijk, Teun A. 1992. « Discourse and the denial of racism », *Discourse & Society* 3 : 1, 87–118
- Van Dijk, Teun. A. 2020. « Critical Review of Framing Studies in Social Movement Research » (Barcelona : Centre of Discourse Studies) non publié
- van Eemeren, Frans H. 2010. *Strategic Maneuvering in Argumentative Discourse: Extending the Pragmadiological Theory of Argumentation* (Amsterdam : Benjamins)
- Van Leeuwen, Theo & Ruth Wodak. 1999. « Legitimizing immigration control : A discourse-historical analysis », *Discourse Studies* 1 : 1, 83–118
- van Leeuwen, Theo. 2007. « Legitimation in discourse and communication ». *Discourse & Communication* 1 : 1, 91-112
- Vienna.at. 2020. « Coronavirus wird uns noch monatelang begleiten », [En ligne] <https://www.vienna.at/kurz-coronavirus-wird-uns-noch-monatelang-begleiten/6585613> (consulté le 5.1.2021)
- WHO. 2020. « Coronavirus disease (COVID-19) pandemic » [En ligne] <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019> (consulté le 5.1.2021)
- Wodak, Ruth. 2018. « “Strangers in Europe”: A discourse-historical approach to the legitimation of immigration control 2015/16 », Zhao, Sumin *et al.* (eds). *Advancing Multimodal and Critical Discourse Studies* (London : Routledge), 31–50
- Wodak, Ruth. 2020a. « Analysing the politics of denial: critical discourse studies and the discourse-historical approach », Krippendorf, Klaus & Nour Halabi (eds). *Discourses in Action. What language enables us to do* (London : Routledge), 19-36
- Wodak, Ruth. 2020b « “Wir haben alles richtig gemacht!“ – Krisenkommunikation und Krisenmanagement in „Corona-Zeiten“ », Schmidinger, Thomas & Joe Weidenholzer (eds). *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen*. (Wien : Bahoe books), 330-341

Wodak, Ruth. 2021a. *The Politics of Fear. The Shameless Normalization of far-right populist discourses*. (London : Sage, 2nd revised & extended edition)

Wodak, Ruth. 2021b. « Crisis communication and Crisis Management during COVID-19 » *Global Discourse* 11 : 3, 329-53

NOTES

1. Il s'agit d'une version abrégée et amplement révisée de Wodak 2021b. Je tiens à remercier Matthew Johnson et les critiques anonymes pour leurs commentaires constructifs. Bien sûr, je suis seule responsable de la version finale.
2. Voir, par exemple, Stråth et Wodak (2009) ; Powers et Xiao (2008) ; Huang et Holmgreen (2020).
3. Voir, par exemple, Van Leeuwen et Wodak 1999 ; van Leeuwen 2007 ; Wodak 2018.
4. Les pays choisis opposent les pays riches et les pays pauvres (selon la division Nord/Sud dans l'Union européenne), les pays d'Europe occidentale et orientale, et la Suède en tant que pays qui a opté pour une manière très différente de gérer la crise. Ici, je me concentre sur quatre États membres de l'UE et sur la Nouvelle-Zélande, bien que l'ensemble des données comprenne également la Pologne, la Grèce, l'Italie et l'Allemagne. Bien sûr, la sélection n'en reste pas moins subjective (p. ex., Schmidinger et Weidenholzer 2020).
5. Voir, par exemple, Stern (2020) ; Khoo et Schimpfössl (2020) ; Novy et Winckler (2020) pour des analyses de la gestion de la Covid-19 aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Brésil.
6. Voir Wodak (2021b) pour plus de détails sur l'impact de la « peur de la mort » concernant la pandémie et le choix des cadres et des stratégies de légitimation.
7. Voir Pyszczynski (2004) ; Triandafyllidou et al. (2009) ; De Rycker et Mohd Don (2013) ; Neüff (2018) pour des exemples de tendances à la nationalisation en temps de crise.
8. Dans le sens de recours à une autorité extérieure
9. En raison des limites d'espace, je ne peux commenter ici les nombreuses taxonomies existantes et dois renvoyer les lecteurs à Reisigl et Wodak (2001) et Rheindorf et Wodak (2020).
10. Pour la transcription complète du discours, voir <https://www.beehive.govt.nz/speech/pm-address-covid-19-update> (consulté le 30 juillet 2020).
11. Johan Carlson, 2 March 2020
<https://lup.lub.lu.se/luur/download?func=downloadFile&recordOId=9021925&fileOId=9021931>
12. Le Public Health Agency de Suède (2020) a également lancé un site officiel multilingue, qui a été mis à jour presque quotidiennement, avec un grand nombre d'informations accessibles et transparentes.
13. Avec le recul, l'épidémiologiste d'État Tegnell a reconnu dans une interview accordée à Radio Sweden le 2 juin 2020 que « si nous devons nous confronter la même maladie, avec les connaissances accumulées à ce jour, nous devrions probablement mettre en œuvre une stratégie à mi-chemin entre ce que la Suède a fait et ce que le reste du monde a fait » (2020).
14. <https://www.vie-publique.fr/discours/273982-emmanuel-macron-25-mars-2020-discours-de-mulhouse>
15. See also <https://www.hrw.org/news/2020/03/23/hungarys-orban-uses-pandemic-seize-unlimited-power>; <https://www.portfolio.hu/en/economy/20200323/opposition-parties-block-rushed-vote-on-lex-covid-421428>; https://index.hu/english/2020/03/23/coronavirus_hungary_viktor_orban_fidesz_economic_relief_package_2/

RÉSUMÉS

A la mi-mars 2020, les gouvernements européens (et pas seulement eux) ne pouvaient plus nier le danger que représentait la pandémie de la Covid-19, et se devaient de l'affronter au plus vite. Différents types de gestion de crise ont été adoptés par les dirigeants pour persuader la population d'accepter les mesures destinées à enrayer la propagation du virus, et par là à réduire la peur et l'incertitude. Certaines mesures entraînaient de graves restrictions des droits humains (telle que la liberté de mouvement). C'est pourquoi différentes stratégies de légitimation ont été mobilisées pour créer dans l'ensemble de la société un consensus sur la nécessité de ces mesures. Certains gouvernements ont également instrumentalisé la pandémie à des fins autoritaires. Dans cet article, on analyse différentes stratégies de légitimation, selon l'approche proposée à l'origine par Van Leeuwen et Wodak (1999) et approfondie par Wodak (2018, 2021). Dans ce cadre la légitimation est mise en relation avec des schèmes argumentatifs précis qui sont toujours analysés en contexte. Les données traitées ici proviennent d'allocutions gouvernementales et de conférences de presse tenues en Autriche et en Hongrie, en France, en Suède et en Nouvelle-Zélande durant la période allant de mars à décembre 2020.

Mid-March 2020, European governments (and beyond) could not deny the Covid-19 dangerous pandemic anymore; they had to quickly cope with the crisis. Different modes of crisis communication have been adopted by government leaders to persuade people to abide by various measures to counteract the spreading of the virus, and thus to reduce fears and uncertainties. Some measures implied severe restrictions of human rights (such as freedom of movement, and so forth). Therefore, different legitimation strategies were applied to create society-wide consensus that such measures were indeed necessary. Some governments have also instrumentalized the pandemic for their authoritarian aims. This paper analyzes various strategies of legitimation, following the approach first developed by Van Leeuwen and Wodak (1999) and elaborated in Wodak (2018, 2021). In this way, legitimation is linked to specific argumentation schemes, always in context-dependent ways. The data for this paper stem from governmental speeches and press conferences in Austria, Hungary, Sweden, New Zealand, and France, in the period of March 2020 until December 2020.

INDEX

Keywords : authority legitimation, discourse-historical approach, moral legitimation, mythopoesis, rationalization legitimation

Mots-clés : approche historique-discursive, légitimation par l'autorité, légitimation par la moralisation, légitimation par la rationalisation, mythopoesis

AUTEURS

RUTH WODAK

University of Lancaster, Universität Wien

Legitimizing Crisis Management during COVID-19¹

Légitimer la gestion de crise pendant la Covid-19

Ruth Wodak

Translation : Ruth Amossy

Introduction

- 1 Mid-March 2020, most European governments decided that they could not deny the Covid-19 dangerous pandemic anymore and that they had to quickly cope with the crisis. Different modes of crisis communication have been adopted by government leaders to persuade people to abide by various measures to counteract the spreading of the virus, and thus to reduce fears and uncertainties. As Bauman (2006: 31) maintains, “all human cultures can be decoded as ingenious contraptions calculated to make life with the awareness of mortality liveable.”
- 2 In fact, governments frequently legitimize their policy proposals with an appeal to the necessities of security. Such arguments became eminent after the end of the Cold War in 1989 and were forcefully reinvigorated after 9/11, in the course of the refugee movement in 2015/16 (usually referred to as the “refugee crisis”), and when confronting the terrorist activities engaged in by ISIS and extreme-right terrorists. Each crisis contributes to both new and old threat scenarios, as could be observed with respect to the financial crisis, the Euro crisis, the SARS crisis, and the so-called “refugee crisis².”
- 3 Not surprisingly, the COVID-19 pandemic also follows this pattern. Governments had to persuade the citizens to follow the proposed measures, some of which implied severe restrictions of human rights (such as freedom of movement, and so forth). Therefore, different legitimation strategies were applied to create society-wide consensus that such measures were indeed necessary. Some governments have—as will be illustrated—also instrumentalized the pandemic for their authoritarian aims. Subsequently, many debates have emerged challenging such sweeping measures and appealing for more

transparency in governmental decision-making procedures: Were the measures indeed necessary? How were they officially legitimized? By whom?

- 4 It is, of course, impossible—in the fall of 2021—to take stock of the different types of crisis management and crisis communication as well as counter-discourses because the crisis is not over yet. Thus, in this paper, I present interim findings—findings which cover a clearly defined discourse strand, i.e., governmental discourses during the global lockdown from March 2020 to June 2020 (as discussed in section 3). By analyzing a sample of important speeches and press conferences by European government leaders (all performing as the “face of crisis management”) in Austria, New Zealand, France, Hungary, and Sweden, it is possible to deconstruct measures and procedures deemed adequate for coping with this pandemic³ (see Wodak 2021b for the analysis of more countries and data). In other words: politicians had to legitimize their decisions in publicly acceptable ways via different legitimation strategies, combined with warrants (*topoi*) related to the alleged common-sense or *endoxa* of the population (e.g., Wodak 2018: 41-46 ; Wodak 2020: 136-41). Accordingly, we are confronted with appeals to experts (authority legitimation combined with *topos* of authority); to statistical predictions (rationalization legitimation combined with *topos* of numbers), to historical experiences (strategy of mythopoesis combined with *topos* of history), and to salient values and norms (moral legitimation combined with human rights and *topos* of solidarity). Thus, such appeals take the form of argumentation schemes, either in a classical Toulmin-scheme; or by only mentioning the *topoi* (see below, section 2.1.)
- 5 Due to limitations of space, however, I must omit oppositional voices to governments’ decisions and COVID-19 deniers in government, i.e., those leaders who denied and trivialized the danger caused by the pandemic, such as Donald Trump, Jair Bolsonaro, and—at least initially—Boris Johnson⁴. I
- 6 I focus on four frames as the result of an abductive and comparative discourse-historical analysis, each of which is strategically employed—in respect to different socio-political contexts—to mitigate the “dread of death”⁵ combined with the respective legitimation strategies: a ‘religious frame’, a ‘dialogic frame’, a frame emphasizing “trust”, and a frame of “leading a war” (section 5). Importantly, these frames are discursively legitimized in significantly different ways (section 3). Since threatening economic and political crises⁶ trigger a patriotic nationalism, a unification of “us” against “them” which even transcends traditional cleavages of left and right (section 4), it is not surprising that this has also been the case with COVID-19. Even the Schengen Area was suddenly suspended in response (to “keep the virus out”) and borders were closed.

1. Discourse, Frame, and Legitimation

- 7 In this analysis, I draw on Robert Entman’s approach to “framing” (who in turn adopts Erving Goffman’s salient theory, e.g., van Dijk 2020). As Entman explains to frame “is to select some aspects of perceived reality and make them more salient in the communicating” text. According to Entman, framing “plays a major role in the exertion of political power and the frame in a news text is really the imprint of power” (1993: 52). Historically speaking, Goffman’s interest in frames and framing coincides with frame analysis in other disciplines, especially in linguistics (“frame semantics”; Fillmore 1976) and Artificial Intelligence (van Dijk 2020: 35-36).

- 8 In the discourse-historical analysis below, I combine legitimation analysis with frame and argumentation analysis. Frames serve as “interpretation frameworks,” as worldviews, or – speaking in the terminology of Terror Management Theory – as “cultural worldviews.” “Interpretation framework” (*Deutungsrahmen*) is the label for “frame” used in the paradigm of sociology of knowledge (e.g., Gotsbacher 1999). The function of interpretation frameworks for text comprehension is to convey elements of meaning that can be invoked by speakers and writers as self-evident (e.g., Cicourel 1975). Such presuppositions and expectations are picked up by the respective audience, through which the statements made are invested with their complete meaning (i.e., “dialogicity;” Bakhtin1982). These elements consist—on the one hand—of definitions of the identities of the speakers, which are indexed and assigned through mechanisms of negotiating social identities and relationships. On the other hand, these are definitions of the context and the implied social knowledge.
- 9 Van Leeuwen and Wodak (1999) introduced a framework for analyzing the language of legitimation with four major categories: authorization, moral evaluation, rationalization, and mythopoesis. Legitimation qua authorization depends on reference to personal, impersonal, expert, or role model authority, but may also appeal to custom in the form of tradition or conformity. Legitimation qua moralization is based on abstract moral values (religious, human rights, justice, culture, and so forth), straightforwardly evaluative claims, or analogy to assumedly established moral cases. Legitimation through rationalization references either the utility of the social practice or some part of it (i.e., instrumental rationalization by way of goals, means, or outcomes) or to assumed “facts of life” (i.e. theoretical rationalization by way of definition, explanation, or prediction). Rationalization may be established as ‘common sense’ or by experts in the domains of knowledge used for legitimation, e.g., economics, biology, or technology. In legitimation through mythopoesis, the proponents of the policy in question will rely on telling stories that may serve as exemplars or cautionary tales.
- 10 Given its socio-political nature, it follows that legitimation routinely draws on recurring argumentation schemata to persuade the public of the acceptability or necessity of a specific action or policy (see Table 1).

Authorisation	
Authority	<i>Personal Authority:</i> Based on institutional status of individuals/groups <i>Impersonal Authority:</i> Originating from laws, policies, regulations, etc. <i>Expert Authority:</i> Academic, scientific, or other type of credible expertise <i>Role Model Authority:</i> Popularity and acceptability of positions held by role models or opinion leaders
Custom	<i>Authority of Tradition:</i> Acceptability of what is claimed to have always been done <i>Authority of Conformity:</i> Acceptability of what everyone or most people do
Moralisation	

	<p><i>Abstraction</i>: Abstract depiction of practices that links them to moral values</p> <p><i>Evaluation</i>: Legitimation of positions and practices via evaluative adjectives</p> <p><i>Analogy</i>: Legitimation relying on comparisons and contrasts</p>
Rationalization	
Instrumental Rationalization	<p><i>Goal Orientation</i>: Focused on goals, intentions, purposes</p> <p><i>Means Orientation</i>: Focused on aims embedded in actions as means to an end</p> <p><i>Outcome Orientation</i>: Focused on outcomes of actions as if already known</p>
Theoretical Rationalization	<p><i>Definition</i>: Characterising activities in terms of already moralized practices</p> <p><i>Explanation</i>: Characterising people as actors because the way they do things is appropriate to the nature of these actors</p> <p><i>Prediction</i>: Foreseeing outcomes based on some form of expertise</p>
Mythopoesis	
	<p><i>Moral Tales</i>: Narrating rewarding decisions and practices of social actors</p> <p><i>Cautionary Tales</i>: Linking nonconformist practices to undesirable consequences</p>

- 11 Table 1: Types of legitimation (adapted from Wodak 2018).
- 12 In a more specific elaboration of the relationship between legitimation (argumentation) and normative values (“common sense” as used in political legitimation), van Eemeren (2010) uses the Aristotelian term *endoxon* to define the presupposed common-sense knowledge of a specific epistemic community. Through the notion of *endoxa* as commonly held beliefs, van Eemeren (2010, 111) corroborates Habermas’s (1992) thesis that legal systems ultimately depend on moral systems, even if morality infiltrates law through whatever room it leaves for interpretation (e.g., Van Leeuwen & Wodak, 1999: 111). A key strategy of the discourse-historical approach is to make tacit or implicit *topoi* explicit in the form of conditional or causal paraphrases (Reisigl & Wodak 2001, 69–80). For example, appealing to moral legitimation works as follows: “We must protect the vulnerable groups” implies “if we protect vulnerable groups, we behave according to norms of solidarity which are a necessary element of cohesion in our society.” In the context of legitimation, the analysis of *topoi* may reveal flawed logic, manipulative, and erroneous conclusions since what they ignore or sidestep can be fallacious⁷.
- 13 Thus, to understand the specific dynamics of legitimation in particular contexts, such as the financial crisis of 2008 or the COVID-19 pandemic, it is important to focus on the typical patterns and characteristics of these discursive strategies in context. Legitimation strategies are necessarily linked to specific content-related argumentation schemes which serve to substantiate specific decisions in reproducible, frequently common-sense ways (Wodak 2018). As elaborated by Wodak (2021: 84), legitimation can also involve problem-denial, combined with a counterattack, accompanied with negative Other-presentation, that is, attacking the (sometimes only

alleged) accusation and accuser (see section 4). In this case, the argumentation is frequently based on discrediting the opponent (*argumentum ad hominem*), on threatening the opponent (*argumentum ad baculum*) or on an alternative claim, applied to shift blame. Moreover, relativizing and trivializing strategies occur, frequently by using (fallacious) comparisons or strategies of equation: “The ‘normal’ flu is also dangerous.”

3. Covid-19 and Renationalizing Tendencies

- 14 Analogies and comparisons, arguments using statistics, ratings and numbers, and persuasive rhetoric appealing to citizens to abide by regulations and measures were salient strategies adopted during the lockdown months in most countries where government leaders took the danger posed by the COVID virus seriously. A re/nationalizing tendency became apparent throughout, specifically when attempting to persuade citizens to follow the rules of the respective country. We are therefore confronted with national biopolitics and nationalistic body-politics (which metaphorically implies conceptualizing the nation as a “body” (Musolff 2010; Wodak 2021a; Boin, Lodge and Luesink 2020).
- 15 For example, in Austria, no one could doubt who should ultimately be considered the “savior of the nation,” a wise and strict “father” who cares for all “real” Austrians and sets rules accordingly, to put it in terms of linguist George Lakoff and his metaphor of the “nation as a family.” Fear and renunciation, so the promise, are followed by hope and salvation (Lakoff 2004). Overall, the often-quoted nationalistic “closing of ranks” has a calming effect. Chancellor Sebastian Kurz emphasized repeatedly, for example in the ZIB Spezial (the main news channel) on 30 March 2020, ‘I have firm faith in our Austria’. Moreover, in parliament on 3 April 2020, Kurz was completely convinced that Austria or “Team Austria” would successfully overcome the crisis – better, in fact, than other countries. A nationalist competition seemed to be the order of the day:
- I guarantee you that Austria will survive this crisis: Austria will get through this crisis better than other countries, Austria will get out of this crisis faster than other countries, but only if we stand together and if we do one thing: persevere.
- 16 Kurz also increasingly emphasized that there was no alternative to the governmental measures; the so-called TINA-argument (‘there is no alternative’) was employed as rationalization legitimation. Decisions were thus essentialized:
- “We are doing the right thing;” “We are completely convinced that we are doing the right thing;” “The measures we are taking are the right ones” (ZIB Spezial, 30 March 2020). “All studies prove: If we had not taken these steps, there would be a massive spread in Austria with up to a hundred thousand dead” (Kurz, ZIB II, 6 April 2020).
- 17 Praise was expressed, according to Lakoff’s approach, toward the good and well-behaving children of the Austrian family: “We are impressed by what you are achieving,” “Hang in there,” and, because the crisis could be compared to a stressful and challenging sporting effort: “This is a marathon” (Kurz, ZIB Spezial, 20 March 2020).
- 18 National identity politics necessarily imply positive self and negative other presentations. From this perspective, events, statistics, and technical discourses provide resources for the context within which governments draw on binaries such as

good and bad people, perpetrators and victims, experts and lay persons, healthy and sick people, old and young people, people who follow the rules and people who do not. Moreover, media panic produces and reproduces strategies of blame and denial which lead to narratives of decline, helplessness, rise or success, power or control, as well as a vehement scapegoating rhetoric (Wodak 2021a). These scapegoats, according to media constructions and the proposals of some politicians, must be punished and suffer the consequences of their actions.

- 19 During the first months of the COVID crisis, the scapegoats varied, ranging from Trump's label "the Chinese virus" to the Austrian government's "Croatian virus" in reference to the people who had spent their holidays outside of Austria, in Croatia, in spite of patriotic propaganda urging everybody to remain in Austria for their holidays in order to boost the Austrian economy. By shifting blame on to scapegoats, the government is able to legitimize the exclusion of certain groups by closing borders with the slogan of "protecting our people" (against migrants, asylum-seekers); or to enforce stricter measures due to the danger caused by anti-vaccination movements (rather than to apologize for unsuccessful vaccination campaigns), and so forth. Moreover, since the end of the lockdown in May 2020, we have been confronted with counter-discourses spreading conspiracy theories about the origins of the virus. Bill Gates, George Soros, virologists, pharma businesses, politicians, the media, and so forth are allegedly to blame for the pandemic (e.g. Spring et Wendling 2020).

3.1 The Religious Frame—Legitimation Qua Moralization

- 20 In the Austrian hegemonic discourse, the Catholic Easter festival became a turning point during the COVID crisis and lent itself to the construction of a religious frame. The employment of a natural disaster metaphor served to construct dystopian scenarios and to add a haunting tune full of *pathos* for suffering and death:
- 21 This crisis will mean illness, suffering, and for some people death' (Kurz, ZIB Spezial 14 March 2020). "The virus threatens the most important thing that exists for us, namely our health" (Kurz, ZIB Spezial 18 March 2020). "This is the biggest crisis since World War Two." "Many people cannot imagine what is coming in a few weeks. This is the calm before the storm." "We will soon have a situation in Austria, too, that everybody will know somebody who has died of Corona" (Kurz, ZIB Spezial, 30 March 2020).
- 22 Should the virus be defeated (here employing a war metaphor), Kurz promised a "resurrection" after Easter, thus using a Catholic frame, an allusion to the redemption narrative:
- 23 Easter week will be a decisive week for us. It will be a week that will determine whether the resurrection after Easter that we all wish for can take place. (Kurz, ZIB Spezial, 6 April 2020)
- 24 The religious frame offers consolation in times of dreading death. As Bauman (2006: 30) maintains: "Death is the 'unknown' incarnate; and among all other 'unknowns' it is the only one fully and truly *unknowable*. Whatever we have done to prepare for death, death finds us unprepared." Everybody is afraid of death, Bauman continues. During a pandemic, therefore, a time when many people die, people necessarily become more aware of death, one cannot deny its presence. Accordingly, "the prospect of eternity" is a "source of perpetual joy for the good and diligent" (Bauman 2006: 32). This frame lent

itself ideally to cope with the uncertainty caused by the pandemic and the inherent fear of death and thus morally legitimized even the most restrictive measures.

- 25 In addition, the official rhetoric promised a victory over the virus after a long and painful ordeal and much suffering and depicted a future full of hope, as stated in an “open letter of the Federal Chancellor before Easter” (11 April 2020, quoted from vienna.at). Here, Austrian citizens were confronted with legitimation qua mythopoesis:

Our Easter is taking place under special circumstances this year. [...] The measures being taken demanded a lot from us but were necessary to prevent the worst. Four out of five people infected with Corona have no symptoms and therefore do not know that they are ill. However, they can still infect other people, for whom the disease is potentially fatal. This is one reason why the virus is so dangerous for our society. [...] Next year at Easter, we want to be able to look back together and say, “good that we defeated the Coronavirus.”

- 26 The combination of religious framing with strict measures during the lockdown and appeals to responsibility also proved effective in managing the COVID crisis in Greece. In comparison to other countries that rely heavily on tourism, the death toll remained low in relation to population numbers (WKO 2021); the strict measures were relaxed very slowly, in contrast, for example, to Austria, where a speedy relaxation (pushed for by businesses and the large and powerful tourism lobbies) have led to a shockingly fast rise in the number of positive cases during the summer and autumn of 2020.

3.2 A Dialogic Frame—Legitimation Qua Rationalization and Authorization

- 27 New Zealand (and *inter alia* Germany) engaged in a quasi-dialogue with their citizens. One could view Prime Minister Jacinda Ardern as a caring mother employing a strategy of providing much information, explanation, and justification, as well as a positive vision for the future. She gave five speeches in which she provided updates on the current situation. In her first speech (21 March 2020), similarly to German Chancellor Angela Merkel, she attempted to reassure the people (explicitly addressing all New Zealanders) that the government knew what is relevant and had already set priorities and decided which measures should be implemented. By listing clear and distinct rules and making a concise and logical argument why everybody should abide by the rules, she stated that everything was under control. Moreover, she conveyed explicitly that it was understandable that people experience uncertainty—which is why she provided a clearly defined way forward. She concluded on a positive note. In the entire speech, there was no danger scenario, no warning that people could be punished for violating the rules. No competition with other countries was aimed at and the rhetoric remained completely secular, without any insinuations to religious tropes or to nativist nationalism⁸.

I’m speaking directly to all New Zealanders today to give you as much certainty and clarity as we can as we fight Covid-19. [...]

I understand that all of this rapid change creates anxiety, and uncertainty. Especially when it means changing how we live. That’s why today I am going to set out for you as clearly as possible, what you can expect as we continue to fight the virus together. [...]

We will use this alert system every time we update our cases, so you’ll know if the status in your area has gone up, or down, or stayed the same. And what you’ll need to do. [...]

For now, I ask that New Zealand does what we do so well. We are a country that is creative, practical, and community minded. We may not have experienced anything like this in our lifetimes, but we know how to rally and we know how to look after one another, and right now what could be more important than that. So thank you for all that you're about to do.

Please be strong, be kind, and unite against COVID-19.

- 28 Ardern's (and Merkel's) main strategies to cope with the dread of death are legitimized by moral appeals (to solidarity and to stand together) and rationalization legitimation (*topoi* of burden and security). Ardern also employs mythopoesis (appeals to positive experiences of togetherness). Moreover, she establishes a dialogue and delivers complex information in an understandable way. She establishes national unity and reassurance that the government has everything under control. And most importantly, shows empathy.

3.3. Sweden's 'Uniqueness'—Establishing and Maintaining Trust

- 29 The "Swedish way" differed from that of all other liberal democratic countries: Sweden never introduced a complete lockdown, thus schools remained open, all cultural institutions were closed, and some shops and restaurants remained accessible, with severe measures of social distancing. The government decided to propose recommendations that experts, specifically Sweden's state epidemiologist Anders Tegnell, believed to be relevant and effective to contain the spread of the virus: virtually every Swede listened to Tegnell's daily updates on TV and radio.
- 30 The people seemed to have trusted the government despite an extremely high death rate early on (in comparison, for example, to other Scandinavian countries), while the government trusted people's responsibility in getting on with their daily lives (legitimation via rationalization and moralization). As politicians in other countries were challenged with questions about the Swedish way and why they would not follow this example, they were quickly to reply that Sweden is very different, geographically, and politically. For example, Sweden is less densely populated. Critics emphasized that Sweden had not protected their elderly people adequately to maintain "normality."
- 31 Simon (2020: 49) notes in an in-depth study comparing crisis management in the Nordic countries that some political speeches displayed the attributes of attempting to promote the "Swedish way;" for example, a speech by Lena Hallengren (2020), Minister of Health and Social Affairs, to the WHO:
- There has been some interest internationally in our approach to combat the virus. [...] But to understand our approach, it helps to be aware of some fundamental characteristics of Swedish society. Our welfare state is universal, including the health care system. [...] There is a tradition of mutual trust between public authorities and citizens. People trust and follow the recommendations of the authorities to a large extent. The Swedish Government has, from the start of the outbreak, applied a 'whole-of-Government' approach. [...] Our measures aim to save lives and slow down the outbreak.
- 32 Recent research (Pierre 2020; Helsingen et al 2020; Bergenfalk 2020) illustrates that many Swedes are very proud of Sweden and the so-called Swedish model; they believe in a unique Swedish national identity, built on a decentralized system and on trust. Simon (2020, 54) summarizes his analysis of critical international media reporting on the "Swedish way" that "Sweden attempted to leverage its relatively popular and positive global brand (before COVID-19) with a value and normative based frame that

was intended to enhance the national image of the country and people as capable and courageous norm entrepreneurs by making use of the crisis of information as an opportunity.” Indeed, as politicians repeatedly stated, the Swedish strategy of containing the virus was based on a model of trust and collaboration:

[Our strategy] is built upon information and providing the population with knowledge [...], the success factors of our disease prevention is built on trust and faith [...]. We also strived from the start to have a society that is as open as possible⁹.

- 33 People are not ordered; they are politely advised to be considerate and to keep their distance. Everybody’s own responsibility is invoked, everybody should help build a mutual relationship of trust. The aim of this “Swedish trust” was, as Bergenfalk (2020: 33) argues, to establish a quasi-symbiotic relationship between the citizens and the authorities that benefitted both parties (legitimization qua moralization). This is consistent with the fact that Swedes generally have a high level of trust in institutions. Therefore, the strategy adopted by the Swedish government aimed to guide society and identity further in this direction. Thus, the strategy, it was presupposed, would produce citizens capable of implementing and practicing a ‘regulated freedom’ (ibid.: 33).
- 34 This finding is substantiated by Pierre (2020, 482), who maintains that “Sweden is a high-trust society, both in terms of interpersonal and institutional trust. This high level of trust facilitates informal yet efficient coordination with very low transaction costs.”
- 35 An official website (in many languages) was launched that listed all the regulations and provided a lot of information¹⁰. Bergenfalk (2020: 40-43) concludes that “death becomes normalized, as we can see throughout the Swedish state’s response to the covid-19 pandemic, en the benefits of prosperous life for the many outweigh the suffering of the few.” Thus, death was not denied¹¹; the old and fragile were – so to speak – sacrificed for the “the welfare, happiness and general health of the majority” (ibid). This implies a quasi-rational cost-benefit biopolitics (legitimation qua rationalization) which contrasts to the decision-making in other countries, where the restrictions were mostly legitimized due to different values, to protect and save the elderly.

3.4 The “War against the Virus”

- 36 Most politicians used war metaphors at some point during the COVID crisis. However, some presidents and prime ministers relied on a conceptual metaphor of “fighting the virus” or “the war against the virus” to frame all their public speeches, interviews, and press conferences (legitimation qua authorization). The positive outcome of such a war would be, so the argument went, a “victory over the virus” by successfully “defending” the respective country. This discourse was launched by the French President Emanuel Macron on the one hand and by the Hungarian Prime Minister, Viktor Orbán, on the other.
- 37 Macron justified the strict measures imposed in France by repeatedly claiming that a war had to be fought; that France was at war. He also appealed to national unity across all party lines.
- We are at war and, faced with what is coming, the peak of the epidemic which is before us, I have decided, on the basis of a proposal from the Minister of the Armed Forces and the Chief of the Defense Staff, to launch Operation Resilience. (Macron 2020)

38 One month later, Macron had dropped greatly in popularity because of the high death rate, overcrowded hospitals, and a shortage of nurses and doctors. Accordingly, he changed his strategy, now appealing to solidarity and equality, while referring to the French Revolution and quoting the first article of the Human Rights Declaration from 26 August 1789 (legitimation qua rationalization and mythopoesis). More specifically, he promised higher salaries for nurses, care workers, cashiers, and bus drivers. He spoke of hope if the strict measures were followed and even admitted that the government had reacted too slowly at the outset of the fight against the virus.

39 The strategies adopted by Orbán were significantly different than Macron's. On the one hand, the Hungarian prime minister also viewed the crisis as a "war against the virus" to be fought and won. Thus, he aimed to fight panic. However, on the other hand, he also instrumentalized this conceptual mindset to undermine Hungarian democracy.

40 Viktor Orbán decided to give regular statements via TV and radio in which he continuously used military jargon, thus creating a very different semantic field than the other leaders mentioned above. For example, on 23 March 2020, he described the military operations put in place to defend the Hungarian population (my emphasis):

It was a question of waiting or acting and we decided to **take up the fight** instead of waiting. We immediately saw that in the usual order, in addition to our usual way of life, upholding our principles of life organization, within the framework of the usual legislation, we would not be able to organize Hungary's **collective self-defense**, and we would not be able to **repel this attack**. That is why we [...] declared a **state of emergency**. The **state of emergency** means that the government has been given the authority and the means to organize **Hungary's self-defense** with a chance of success. [...]

We have organized **the defense** along four lines. We must **stand on four battlefields** right now. There is a **military defense, a police defense, a health defense, and an economic defense**. We also knew that there would be three stages in the spread of the virus, so we also need to **adjust the pace of defense**, what to do, and the decisions and steps to take. (Orbán 2020, my emphasis)

(<https://miniszterelnok.hu/orban-viktor-sajtonyilatkozata-az-operativ-torzsu-uleset-kovetoen/>)¹²

41 Here, Orbán already mentioned the necessity of implementing a state of emergency in Hungary. On 30 March 2020, The Hungarian Parliament voted to allow Orbán to rule by decree indefinitely (with 138 votes in favor and 53 votes against) to combat the pandemic, thus giving Orbán extra powers to unilaterally enact a series of sweeping measures. As CNN reported: "Its [the parliament's] provisions go well beyond the various forms of legislation hastily put together by other EU member states in response to the coronavirus pandemic, dramatically ramping up the strongman leader's powers" (Picheta and Halasz 2020). Thus, punishment became possible for journalists if the government believed their coronavirus reporting was not accurate. Moreover, heavier penalties for violating quarantine regulations were made possible by this law. Third, no elections or referendums could be held while this order was in place. Orbán justified this extraordinary measure with the *topos* of urgency, according to CNN: "We cannot react quickly if there are debates and lengthy legislative and law-making procedures. And in times of crisis and epidemic, the ability to respond rapidly can save lives" (Picheta and Halasz 2020).

42 On 16 June 2020, the state of emergency was lifted. However, as the Friedrich Naumann Foundation rightly argues, "at the same time as the emergency was lifted, parliament also voted in favor of a draft law on a new, so-called 'state of medical emergency.'"

According to this bill, the government would be able to govern by decree again in such a case, with even less control than before” (FNFEUROPE 2020). Both bills were adopted by Parliament on 16 June 2020. Meanwhile, debates and discussions have continued at the highest level of EU law-making, in the European Commission, the European Parliament (2019), and the European Court of Human Rights (see Wodak 2021b). Orbán is thus sliding towards illiberalism and neo-authoritarianism, facilitated by the COVID crisis, which he has been able to instrumentalize for his interests. Thus, Orbán instrumentalizes the COVID-crisis in order to take absolute power. By painting a danger scenario, he argues that only he is able to protect the Hungarian people (authority legitimation); moreover, for a “war against the virus”, it is legitimate to lead “an army” which he “commands.” Hence, the argument continues, such crisis situations legitimize state of emergency rules (rationalization legitimation).

Conclusion: Lessons for the Future?

- 43 The four frames and the range of legitimation strategies discussed in this paper—resurrection, dialogue, trust, and war—illustrate significantly different ways of coping with the dread of death and emerging fears and anxieties. These frames also point to differing regimes of bio- and body politics, legitimized in significantly different ways: the nation conceptualized as family, with a quasi-Messiah as leader (religious frame, legitimation qua moralization and authorization). We also encountered leaders who talked to their people on an equal level, i.e., establishing a rational dialogue and unifying relationship, full of empathy, with the citizens, employing legitimation via authority and rationalization. The framing with trust implies self-responsibility and no hierarchical leadership (legitimation qua rationalization and moralization) and, finally, “fighting a war” implies emergency situations where leaders carry the entire responsibility, and the people must follow orders (legitimation qua authority and mythopoesis).
- 44 By analyzing the range of legitimation strategies and related argumentation schemes, it is possible to illustrate which distinct ways different politicians have employed to cope with the pandemic. These respective strategies draw on national historical trajectories, on the socio-political contexts, on identity politics, and on different democratic regimes. Moreover, the personality of the politicians plays a salient role. In any case, it would be important—in a next step—to study the effect of the specific strategies in coping with the crisis and the resonance with the people. However, such an investigation will only be possible once the pandemic is over.

BIBLIOGRAPHY

- Bakhtin, Mikhael. 1982. *The Dialogic Imagination: Four Essays* (Austin: Univ. of Texas Press)
- Bauman, Zygmunt. 2006. *Liquid Fear* (Cambridge: Polity)

- Bergenfalk, Johan. 2020. "Coronavirus, Risk, and Responsibility. A Governmental Analysis of Swedish Crisis Management During the Covid-19 Pandemic", Unpubl. MA Thesis (Lund University)
- Boin, Arjen, Martin Lodge & Marte Luesink. 2020. "Learning from the COVID-19 crisis: an initial analysis of national responses », *Policy Design and Practice* 3-3, 189-204
- Cicourel, Aaron V. 1975 *Sprache in der sozialen Interaktion* (München : List)
- De Rycker, Anton & Zuraida Mohd Don. 2013. *Discourse and Crisis* (Amsterdam: Benjamins)
- Entman, Robert M. 1993. "Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm", *Journal of Communication* 43, 51-58 [Online] doi:10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x (accessed Jan. 5, 2021)
- European Parliament (2019) "Parliamentary Questions: Penalties imposed on the Hungarian Government in connection with cohesion policy" [Online] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9-2019-002798_EN.html (accessed Jan. 5, 2021)
- Fillmore, Charles. 1976. "Frame Semantics and the Nature of Language", *Annals of the New York Academy of Sciences* 280, 20-32
- Friedrich Naumann Stiftung, June 29, 2020. <https://fnf-europe.org/2020/06/29/is-the-state-of-emergency-in-hungary-really-over/> (accessed Jan. 5, 2021)
- Gotsbachner, Ernst. 1999. Identitätspolitik. Ausländerbilder als symbolische Ressource in Schlichtungsverhandlungen, Pelikan, Christine (ed.) *Mediationsverfahren. Jahrbuch für Rechts- und Kriminalsoziologie* (Baden-Baden : Nomos), 189-239
- Habermas, Jürgen (1992) *Faktizität und Geltung. Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaates*. (Frankfurt a. M. : Suhrkamp)
- Hallengren, Lena. 2020. "Speech by Minister for Health and Social Affairs Lena Hallengren at WHO briefing 23 April", *Government Offices of Sweden* [Online] <https://www.government.se/speeches/2020/04/speech-by-minister-for-health-and-social-affairs-lena-hallengren-at-who-briefing-23-april/> (accessed Jan. 5, 2021)
- Hansson, Sten. 2015. "Discursive strategies of blame avoidance in government : A framework for analysis", *Discourse & Society* 26-3, 297-323
- Helsingen, Lise E. et al. 2020. "Trust, threats, and consequences of the COVID-19 pandemic in Norway and Sweden – a comparative survey" [Online] <https://bmcpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12889-020-09615-3> (accessed Jan. 5, 2021)
- Huang, Mimi & Lise-Lotte Holmgreen (eds). 2020. *The Language of Crisis. Metaphors, frames and discourses* (Amsterdam: Benjamins)
- Khoo, Heiko & Elisabeth Schimpfössl. 2020. „Virus im Brexitland“, Schmidinger, Thomas & Joe Weidenholzer (eds). *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen* (Wien: Bahoe), 153-64
- Lakoff, Georg. 2004. *Don't Think of an Elephant: Know Your Values and Frame the Debate*. (White River Junction, VT: Chelsea Green)
- Macron, Emanuel. 2020. « Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la mobilisation face à l'épidémie de Covid-19 », Mulhouse, le 25 mars 2020 » [Online] <https://www.vie-publique.fr/discours/273982-emmanuel-macron-25-mars-2020-discours-de-mulhouse> (accessed Jan. 5, 2021)
- Musolff, Andreas. 2010. *Metaphor, Nation, and the Holocaust* (London: Routledge)

- Neüff, Michael. 2018. *Words of Crisis as Words of Power* (Amsterdam: Benjamins)
- Novy, Andreas & Carlos R. Winckler. 2020. "Covid-19 in Brasilien", Schmidinger, Thomas & Joe Weidenholzer (eds). *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen* (Wien: Bahoe), 218-229
- Orbán, Viktor. 2020. "Orbán Viktor sajtónyilatkozata az operatív törzs ülését követően" *miniszterelnok.hu* [Online] <http://www.miniszterelnok.hu/orban-viktor-sajtonyilatkozata-az-operativ-torzs-uleset-kovetoen/> (accessed Jan. 5, 2021)
- Picheta, Rob & Stephanie Halasz. 2020. "Hungarian parliament votes to let Viktor Orbán rule by decree in wake of coronavirus pandemic", CNN [Online] <https://edition.cnn.com/2020/03/30/europe/hungary-viktor-orban-powers-vote-intl/index.html> (accessed Jan. 5, 2021)
- Pierre, Jon. 2020. "Nudges against pandemics: Sweden's COVID-19 containment strategy in perspective", *Policy and Society* 39-3, 478-493 [Online] doi: 10.1080/14494035.2020.1783787 (accessed Jan. 5, 2021)
- Powers, John H. & Xiaosui Xiao (eds). 2008 *The Social Construction of SARS* (Amsterdam: Benjamins)
- Public Health Agency of Sweden. 2020. "COVID-19", *Public Health Agency of Sweden* [Online] <https://www.folkhalsomyndigheten.se/the-public-health-agency-of-sweden/communicable-disease-control/covid-19/> (accessed Jan. 5, 2021)
- Pyszczynski, Tom. 2004. "What Are We So Afraid Of? A Terror Management Theory Perspective on the Politics of Fear", *Social research* 71-4, 827-848
- Radio Sweden. 2020. "Anders Tegnell : My comments were overinterpreted", *Radio Sweden* [Online] <https://sverigesradio.se/artikel/7487961> (accessed Jan. 5, 2021)
- Reisigl, Martin & Ruth Wodak. 2001. *Discourse and Discrimination. The Rhetorics of Racism and antisemitism* (London: Routledge)
- Rheindorf, Markus & Ruth Wodak. 2020. "Building 'Fortress Europe': Legitimizing Exclusion from Basic Human Rights", Rheindorf, Markus & Ruth Wodak (eds). *Sociolinguistic Perspectives on Migration Control* (Bristol: Multilingual Matters), 116-141
- Schmidinger, Thomas & Joe Weidenholzer (eds). 2020. *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen* (Wien: Bahoe)
- Simon, Greg. 2020. "Swedish Government and Country Image during the International Media Coverage of the Coronavirus Pandemic Strategy: From Bold to Pariah", *Journalism & Media* 1, 41-58
- Spring, Marianna & Mike Wendling. 2020. "How Covid-19 myths are merging with the QAnon conspiracy theory", *BBC News* [Online] <https://www.bbc.co.uk/news/blogs-trending-5399720> (accessed Jan. 5, 2021)
- Statista. 2021. „Entwicklung der Coronavirus-Epidemie (COVID-19) im Bundesland Tirol Februar 2020" [Online] <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1114903/umfrage/entwicklung-der-fallzahlen-des-coronavirus-in-tirol/#professional> (accessed 5.1.2021)
- Stern, Verena. 2020. „Die USA in Zeiten von Corona“, Schmidinger, Thomas & , Joe Weidenholzer (eds). *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen* (Wien: Bahoe), 182-187

- Stråth, Bo & Ruth Wodak. 2009. "Europe – discourse – politics – media – history: Constructing crises ?", Triandafyllidou, Anna, Ruth Wodak & Michal Krzyżanowski (eds). *Europe in Crisis: The 'European Public Sphere' and National Media in the Post-War Period* Basingstoke: Palgrave), 15–33
- The Lancet 2020. "COVID-19: learning from experience", *The Lancet* 395 [Online] [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30686-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30686-3) (accessed Jan. 5, 2021)
- Triandafyllidou, Anna, Ruth Wodak & Michal Krzyżanowski (eds). 2009. *Europe in Crisis: The 'European Public Sphere' and National Media in the Post-War Period*. (Basingstok: Palgrave)
- Van Dijk, Teun A. 1992. "Discourse and the denial of racism", *Discourse & Society* 3-1, 87–118
- Van Dijk, Teun. A. 2020. "Critical Review of Framing Studies in Social Movement Research" (Barcelona: Centre of Discourse Studies) [unpublished]
- Van Eemeren, Frans H. 2010. *Strategic Maneuvering in Argumentative Discourse: Extending the Pragmadiadialectical Theory of Argumentation* (Amsterdam: Benjamins)
- Van Leeuwen, Theo & Ruth Wodak. 1999. « Legitimizing immigration control: A discourse-historical analysis", *Discourse Studies* 1-1, 83–118
- van Leeuwen, Theo. 2007. "Legitimation in discourse and communication". *Discourse & Communication* 1-1, 91-112
- Vienna.at. 2020. Coronavirus wird uns noch monatelang begleiten, [Online] <https://www.vienna.at/kurz-coronavirus-wird-uns-noch-monatelang-begleiten/6585613> (accessed Jan. 5, 2021)
- WHO. 2020. "Coronavirus disease (COVID-19) pandemic" [Online] <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019> (accessed Jan. 5, 2021)
- Wodak, Ruth. 2018. "'Strangers in Europe': A discourse-historical approach to the legitimation of immigration control 2015/16", Zhao, Sumin *et al.* (eds). *Advancing Multimodal and Critical Discourse Studies* (London: Routledge), 31–50
- Wodak, Ruth. 2020a. "Analysing the politics of denial: critical discourse studies and the discourse-historical approach", Krippendorf, Klaus & Nour Halabi (eds). *Discourses in Action. What language enables us to do* (London: Routledge), 19-36
- Wodak, Ruth. 2020b. „Wir haben alles richtig gemacht!–Krisenkommunikation und Krisenmanagement in „Corona-Zeiten“ ", Schmidinger, Thomas & Joe Weidenholzer (eds). *Virenregime. Wie die Coronakrise unsere Welt verändert. Befunde, Analysen, Anregungen*. (Wien: Bahoe), 330-341
- Wodak, Ruth. 2021a. *The Politics of Fear. The Shameless Normalization of far-right populist discourses*. (London: Sage, 2nd revised & extended edition)
- Wodak, Ruth. 2021b. "Crisis communication and Crisis Management during COVID-19", *Global Discourse* 11-3, 329-53

NOTES

1. This is a shortened and revised version of Wodak 2021b.
2. See, for example, Stråth & Wodak (2009); Powers & Xiao (2008); Huang & Holmgreen (2020).
3. The chosen countries contrast richer and poorer countries (along the North/South divide in the European Union), Western and Eastern European countries, and Sweden as a country which chose a very different way of dealing with the crisis. Here, I focus only on four EU member states

and New Zealand due to limitations of space, although the data set also includes Poland, Greece, Italy, and Germany. Of course, the selection nevertheless remains subjective. Moreover, fear of death is reinforced by fear of unemployment and vice versa (e.g., Schmidinger & Weidenholzer 2020). Obviously, more deaths occurred if the health system had suffered significant cuts due to austerity politics like in Italy, Spain, Portugal, France, and the UK.

4. See, for example, Stern (2020); Khoo & Schimpfössl (2020); Novy & Winckler (2020) for analyses of the COVID-19 management in the US, the UK, and Brazil.

5. See Wodak (2021b) for more details about the impact of the “fear of death” in respect to the pandemic and to the choice of frames and legitimation strategies.

6. See Pyszczynski (2004); Triandafyllidou et al. (2009); De Rycker & Mohd Don (2013); Neüff (2018) for examples of nationalizing tendencies in times of crises.

7. For an overview of existing taxonomies, cf. Reisigl and Wodak (2001) and Rheindorf and Wodak (2020).

8. For the entire transcript of the speech, see <https://www.beehive.govt.nz/speech/pm-address-covid-19-update> (accessed 30 July 2020).

9. Johan Carlson, 2 March 2020, “Vi tror att vår strategi är framgångsrik i det här läget. Den bygger på information och kunskande till befolkningen. [...] framgångsfaktorn i smittskyddsarbetet är att det bygger på tillit och förtroende. [...] Vi har också från början strävat efter att så mycket som möjligt att ett öppet samhälle.”

<https://lup.lub.lu.se/luur/download?func=downloadFile&recordId=9021925&fileId=9021931>

10. The Public Health Agency of Sweden (2020) also launched a multilingual official website, which was updated almost daily, with a lot of accessible and transparent information.

11. In hindsight, the state epidemiologist Tegnell acknowledged in an interview with Radio Sweden on 2 June 2020 that “if we were to encounter the same disease, with the knowledge we have today, we would probably have to implement a strategy about halfway between what Sweden did and what the rest of the world did.” (Radio Sweden 2020).

12. See also <https://www.hrw.org/news/2020/03/23/hungarys-orban-uses-pandemic-seize-unlimited-power>; <https://www.portfolio.hu/en/economy/20200323/opposition-parties-block-rushed-vote-on-lex-covid-421428>; https://index.hu/english/2020/03/23/coronavirus_hungary_viktor_orban_fidesz_economic_relief_package_2/

ABSTRACTS

Mid-March 2020, European governments (and beyond) could not deny the Covid-19 dangerous pandemic anymore; they had to quickly cope with the crisis. Different modes of crisis communication have been adopted by government leaders to persuade people to abide by various measures to counteract the spreading of the virus, and thus to reduce fears and uncertainties. Some measures implied severe restrictions of human rights (such as freedom of movement, and so forth). Therefore, different legitimation strategies were applied to create society-wide consensus that such measures were indeed necessary. Some governments have also instrumentalized the pandemic for their authoritarian aims. This paper analyzes various strategies of legitimation, following the approach first developed by Van Leeuwen and Wodak (1999) and elaborated in Wodak (2018, 2021). In this way, legitimation is linked to specific argumentation schemes, always in context-dependent ways. The data for this paper stem from

governmental speeches and press conferences in Austria, Hungary, Sweden, New Zealand, and France, in the period of March 2020 until December 2020.

A la mi-mars 2020, les gouvernements européens (et pas seulement eux) ne pouvaient plus nier le danger que représentait la pandémie de la Covid-19, et se devaient de l'affronter au plus vite. Différents types de gestion de crise ont été adoptés par les dirigeants pour persuader la population d'accepter les mesures destinées à enrayer la propagation du virus, et par là à réduire la peur et l'incertitude. Certaines mesures entraînaient de graves restrictions des droits humains (telle que la liberté de mouvement). C'est pourquoi différentes stratégies de légitimation ont été mobilisées pour créer dans l'ensemble de la société un consensus sur la nécessité de ces mesures. Certains gouvernements ont également instrumentalisé la pandémie à des fins autoritaires. Dans cet article, on analyse différentes stratégies de légitimation, selon l'approche proposée à l'origine par van Leeuwen et Wodak (1999) et approfondie par Wodak (2018, 2021). Dans ce cadre la légitimation est mise en relation avec des schèmes argumentatifs précis qui sont toujours analysés en contexte. Les données traitées ici proviennent d'allocutions gouvernementales et de conférences de presse tenues en Autriche et en Hongrie, en France, en Suède et en Nouvelle-Zélande durant la période allant de mars à décembre 2020.

INDEX

Keywords: authority legitimation, discourse-historical approach, moral legitimation, mythopoesis, rationalization legitimation

Mots-clés: approche historique-discursive, légitimation par l'autorité, légitimation par la moralisation, légitimation par la rationalisation, mythopoesis

AUTHORS

RUTH WODAK

University of Lancaster, Universität Wien

Légitimité démocratique et autorité en temps de Corona : L'allocution à la nation d'Angela Merkel (18 mars 2020)

Democratic legitimacy and authority in times of Corona: Angela Merkel's address to the nation (March 18th, 2020)

Jürgen Siess et Ruth Amossy

Introduction

- 1 Le présent article se propose de contribuer à l'étude d'une question encore trop peu explorée en analyse du discours et en théorie de l'argumentation¹ : les procédures discursives et argumentatives par lesquelles se construisent la légitimité et l'autorité des dirigeants en période de crise.
- 2 Cette problématique est ici examinée dans l'adresse à la nation de la Chancelière allemande Angela Merkel du 18 mars 2020, où elle se voit obligée – comme ses pairs – de justifier l'adoption de mesures d'urgence qui restreignent des libertés fondamentales². La question de savoir si les décisions adoptées par le gouvernement fédéral et les régions (*Länder*) sont conformes non seulement à la loi, mais aussi aux valeurs de la démocratie, ne peut manquer ici de se poser. Parallèlement se pose la question de savoir si l'autorité de la dirigeante suffit en l'occurrence à susciter une obéissance volontaire.
- 3 La Chancelière avait tenu des conférences de presse les jours précédents pour exposer la nature des mesures destinées à enrayer l'expansion de la pandémie en Allemagne. Si on se concentre ici sur l'allocution du 18 mars, c'est parce que dans ces conférences de presse Merkel s'était en fait tenue à des considérations pratiques de nature informationnelle³. L'adresse à la nation apparaît comme un choix délibéré, rendu plus sensible encore en raison de son caractère inhabituel. Le *Frankfurter Allgemeine* du 18

mars souligne que « durant les années de sa gouvernance, il n’y a jamais encore eu d’allocution télévisuelle extraordinaire de la Chancelière fédérale à son peuple »⁴. Merkel fait en effet son apparition aux heures de grande écoute à la télévision, ce qui en général ne se produit que dans son allocution de *Nouvel An*.

- 4 On se propose d’examiner la façon dont la Chancelière gère la question délicate de la légitimité au moment où elle annonce des restrictions hors du commun. En même temps, on étudie la manière dont elle travaille à se conférer une autorité n’émanant pas seulement du pouvoir que lui donnent la Constitution et son propre statut institutionnel, mais entendue comme une disposition à se faire écouter et obéir sans coercition. La micro-analyse qui suit utilise les instruments de l’AD et de la théorie de l’argumentation pour montrer comment la légitimation et la construction d’autorité (deux aspects corrélés qu’il convient toutefois de distinguer) s’inscrivent en discours. En même temps, elle éclaire la spécificité de la rhétorique de Merkel dans une tâche à laquelle se livrent au même moment d’autres dirigeants.

1. Les procédures de la légitimation discursive

1.1. De la légalité à la légitimité : le contexte allemand

- 5 Il faut bien différencier la légalité de la légitimité. Dans le système fédéral allemand, la dirigeante et son gouvernement sont autorisés à prendre leurs décisions sans débat préalable au parlement. Ainsi, le gouvernement fédéral, les premiers ministres des *Länder* et un groupe d’experts ont décidé des mesures destinées à gérer la crise sanitaire depuis fin février – le 28 est formée la cellule de crise dirigée par le Ministre de la Santé, Spahn, et le Ministre de l’Intérieur, Seehofer. C’est-à-dire qu’il n’y a pas eu de débats menés par les députés du Bundestag (chambre du parlement fédéral) ni du Bundesrat (chambre des représentants des *Länder*). Ceci est rendu possible par le rapport entre le chef du gouvernement et le parlement institué dans la Constitution allemande votée en 1949. Le *Grundgesetz* stipule que « le Chancelier fédéral fixe les grandes orientations de la politique et en assume la responsabilité. Dans le cadre de ces grandes orientations, chaque ministre fédéral dirige son département de façon autonome et sous sa propre responsabilité » (article 65). Dans une situation exceptionnelle qui exige de trouver des solutions à un problème aigu, le Chef du gouvernement organise un sommet réunissant le gouvernement fédéral et les *Länder*. Lorsque des décisions sont prises, le gouvernement en instruit les administrations compétentes ; en règle générale, c’est l’administration du Land ou de la commune qui décide des mesures concrètes à mettre en pratique sur le terrain.
- 6 Notons ici qu’il y a dans cette même Constitution des lois d’exception – les lois de l’état d’urgence, *Notstandsgesetze*, introduites dans le *Grundgesetz* en juin 1968. Les articles 35 et 91 traitent du *Innterer Notstand* – état d’urgence intérieur (par opposition aux menaces extérieures au pays). On pourra faire valoir aussi la Loi de protection contre les infections (article de Droit administratif, section « Droit de prévention des risques » [2000]), qui confère au gouvernement et à l’administration l’autorisation à intervenir en cas d’épidémie. Le paragraphe 54 de cet article stipule que des règlements peuvent être décrétés par le gouvernement fédéral, un de ses ministres ou les gouvernements des régions. Mais en 2020, le Land de Bavière mis à part qui se réfère à loi de 2000, personne n’invoque, face à l’épidémie, ces lois spécifiques.

- 7 Quoi qu'il en soit, avec les mesures prises, les gouvernants sont dans la légalité la plus stricte. Cependant, si la Chancelière peut s'appuyer sur cette législation connue de tous, elle ne la fait pas intervenir dans son discours. Légalité n'équale pas légitimité – et il s'agit bien pour Merkel de faire reconnaître la légitimité des mesures adoptées, c'est-à-dire de prouver qu'elles sont non seulement fondées en droit, mais respectueuses des principes démocratiques.

1.2. L'inscription de la légitimité institutionnelle

- 8 La chancelière paraît seule au moment de son allocution à laquelle l'image en fond de toile du Bundestag et la présence du drapeau national confèrent une grande solennité – et non, comme d'autres dirigeants, entourée de toute une équipe (c'est le cas notamment en Belgique ou en Italie).



- 9 Cependant la voix de Merkel, si elle reste personnelle, fait entendre celle de tous les gouvernants dans une polyphonie bien orchestrée d'où toute dissension politique est écartée.
- 10 Un mode important de construction de la légitimité consiste en effet dans le gommage de toute divergence qui pourrait fissurer l'unité des instances gouvernementales. Merkel utilise dès l'abord un « nous » qui réunit la cheffe du gouvernement et ses « collègues du gouvernement fédéral » au sein de la coalition qui comprend les chrétiens démocrates (CDU-CSU) et les sociaux-démocrates (SPD). Elle parle « des consultations continues du gouvernement fédéral avec les experts », qui les fait arriver unanimement à la même conclusion, et des mesures économiques que le gouvernement dans son ensemble a le souci de prendre. Elle inclut dans cette unanimité les régions : elle évoque « les fermetures que le gouvernement fédéral et les *Länder* ont décidées d'un commun accord ».
- 11 Semblable unanimité peut paraître surprenante en raison de la complexité qui caractérise l'État fédéral allemand. Et en effet, on peut voir dans les réactions immédiates à l'allocution que des divergences de vue se sont fait jour. Ainsi, les journalistes rapportent que la consultation téléphonique entre la Chancelière, plusieurs ministres du gouvernement fédéral et les Premiers Ministres des *Länder* du 19 mars, a donné lieu à un éclat : le Premier Ministre de Rhénanie du Nord, Armin Laschet, a présenté un document dont il avait convenu avec onze autres dirigeants des *Länder* qui refusait le confinement : cela a mécontenté le Premier Ministre bavarois (CSU), Marcus Söder, qui exigeait au contraire des mesures plus strictes en envisageant notamment un confinement général⁵. Sans compter qu'en-dehors des gouvernants en fonction, des dissensions sont exprimées par les partis de l'opposition⁶. Il apparaît donc clairement qu'on est loin du consensus sur lequel le discours de Merkel s'appuie. Il y a bien là une

procédure de « lissage », à savoir de « gommage des formes de diversité et d'hétérogénéité » que relèvent Oger et Ollivier-Yaniv (2006, § 6) dans les discours institutionnels. En l'occurrence, il s'agit d'une procédure discursive de légitimation fondée sur l'importance de l'accord comme levier d'action en régime démocratique.

1.3. Stratégie de proximité et processus de légitimation

- 12 L'exorde peut apparaître de prime abord comme une simple évocation de la crise dans laquelle est plongée l'Allemagne. En réalité il fait déjà partie d'une stratégie argumentative. Merkel ne commence pas par les mesures concrètes prises pour enrayer l'épidémie : elle évoque d'abord leurs conséquences immédiates sur le vécu des Allemands, à savoir l'expérience collective dans laquelle elle s'inclut par l'usage du « nous » : « Le coronavirus change à présent la vie dans notre pays de façon dramatique. Notre conception de la normalité, de la vie publique, de la coexistence sociale – tout cela est mis à l'épreuve comme jamais auparavant. » Elle décrit ce vécu comme une rupture des habitudes et des modes de vie ordinaires. Mais l'accent n'est pas mis seulement sur l'expérience pratique au quotidien. Ce qui est bouleversé, c'est l'idée même que chacun se fait de la vie sociale, et de ses rapports avec les autres ; c'est « notre conception de la normalité » (*unsere Vorstellung von Normalität*) ; et le « plus lourd », dit-elle, c'est l'absence des rencontres « qui autrement vont de soi » (*uns allen fehlen die Begegnungen, die sonst selbstverständlich sind*). En bref, c'est la vision du monde de toute la population et l'ensemble des règles de conduite que celle-ci a intériorisées qui se trouvent déstabilisés.
- 13 Cet exorde donne le ton du discours qui suit : mise en valeur de l'élément humain et commun à toutes et tous, insistance sur les difficultés de l'expérience quotidienne et sur le choc subi par tout un chacun. Il ne s'agit pas d'un simple exercice d'empathie : la locutrice s'inclut parmi ceux qui se trouvent profondément déstabilisés et qui s'interrogent avec inquiétude sur leur avenir. Merkel se met sur le même plan que tous les autres citoyens. Sans doute utilise-t-elle le « vous » pour désigner ceux qui ne vont plus travailler, ou à l'école, ou dans les lieux culturels et les magasins. Elle revient cependant au « nous » dans la suite, avec des subjectivèmes évaluatifs et affectifs qui marquent son engagement personnel, parlant des « rencontres qui nous manquent ». Comme les autres, la locutrice subit la contrainte de l'éloignement et de la séparation, comme les autres elle ressent l'expérience du changement « dramatique » – à savoir qui suscite en tous une vive émotion.
- 14 Cette présentation est en particulier rendue possible par le fait que c'est le coronavirus qui est l'agent actif, le sujet grammatical du verbe « changer », alors que la vie des Allemands, et de Merkel parmi eux, est complément d'objet (*das Coronavirus verändert zurzeit das Leben in unserem Land dramatisch* ; « Le coronavirus change à présent la vie dans notre pays de façon dramatique »). Les bouleversements qu'elle évoque sont attribués directement au virus, la Chancelière est, quant à elle, parmi ceux qui sont affectés par ces phénomènes – comme s'il ne s'agissait pas des mesures prises par les gouvernants. A ce stade, le pouvoir qui agit est présenté comme naturel, extérieur, et non pas comme politique.
- 15 La locutrice emploie une stratégie de proximité qui, dans les démocraties contemporaines, est souvent utilisée par les gouvernants que leur statut d'élu ne suffit plus à rendre légitimes (Rosanvallon 2008 : 297). En effet, en se montrant soumise

comme tous les humains au pouvoir d'une instance supérieure, elle crée une relation horizontale qui la rapproche de ses concitoyens, au détriment de la relation verticale qui s'établit entre celle qui donne des ordres et ceux qui sont censés y obéir. L'un des éléments de ce renversement, notent F. Leimdorfer et A.-L. Tessoneau,

est le renvoi à une autorité supérieure, supérieure aux groupes en situation de dominant/dominé, à une « loi » (au sens de règle à laquelle on se réfère) qui s'impose, ou semble s'imposer également à tous, et qui transforme les sujets sociaux (c'est-à-dire les individus dans leur place sociale) en « individus » hors situation sociale hormis celle d'être libres et égaux en droit et devant la loi (1986 : 66).

- 16 C'est la pandémie et la nécessité de la combattre qui jouent ici le rôle de l'instance supérieure face à laquelle tous sont égaux. Les fonctions gouvernementales d'Angela Merkel ne sont assumées que sur cette toile de fond si bien qu'une communauté d'épreuves et d'intérêts partagés émoussent l'image de la femme politique en position de pouvoir. Ce comportement verbal constitue ici une procédure de légitimation particulière à la Chancelière, dans la mesure où elle prend le risque d'infirmier son autorité de dirigeante. Dans les allocutions à la nation sur la pandémie, on ne trouve guère de chefs d'État qui avouent publiquement leur désarroi, comme le fait Merkel en parlant de « chacun d'entre nous » : « Bien sûr, dans une telle situation chacun d'entre nous a plein de questions, plein de soucis, concernant la suite des événements » (*Natürlich ist jeder von uns in solch einer Situation voller Fragen und voller Sorgen, wie es weitergeht.*)

1.4. Légitimation par un métadiscours sur la démocratie

- 17 L'exorde du discours présente cependant une tension significative entre une situation où la dirigeante se dit soumise à une force majeure et déconcertée par les circonstances, et une situation où ses fonctions la mettent en position de décisionnaire. La gestion de cette tension joue un rôle important dans la mise en place de son entreprise de légitimation et la construction de son autorité personnelle.
- 18 Dans la suite de l'exorde, Merkel, revenant à la relation verticale, se positionne en dirigeante appelée à assumer ses fonctions. Elle prend en effet de la hauteur et parle en cheffe de gouvernement qui doit prendre des décisions. Son discours travaille à construire leur légitimité en commentant explicitement le respect des principes démocratiques auxquels le gouvernant est tenu de se conformer.
- 19 Or, curieusement, Merkel le fait non en justifiant le caractère démocratique des mesures adoptées, mais en présentant sa démarche discursive comme une marque et une preuve de son respect de la démocratie. En d'autres termes, elle traite de façon minimale du rapport des décisions gouvernementales aux droits démocratiques – et quand elle le fait, elle semble admettre indirectement qu'il y a entorse : « ce sont des restrictions jamais vues en République fédérale », dit-elle des « fermetures que le gouvernement fédéral et les *Länder* ont décidé d'un commun accord » et qui « pèsent sur notre vie et sur notre conception de la démocratie » (*Ich weiss, wie hart die Schliessungen, auf die sich Bund und Länder geeinigt haben, in unser Leben und auch unser demokratisches Selbstverständnis eingreifen*). Quand elle évoque « la liberté de mouvement et de déplacement », Merkel admet que cette liberté est atteinte en notant que de telles restrictions ne sauraient être justifiées qu'en cas de nécessité absolue et pour un temps limité.

- 20 La Chancelière ne s'attarde donc pas à plaider le caractère démocratique de ces mesures. C'est le caractère démocratique de sa démarche qu'elle souligne. Elle construit sa procédure de légitimation sur la nature de sa parole. La relation aux citoyens qu'établit son discours est, selon elle, fidèle à ce qu'exige une « démocratie ouverte » : « Je m'adresse aujourd'hui à vous par cette voie inhabituelle, parce que je veux vous dire ce qui, dans cette situation, me guide en tant que Chancelière ainsi que tous mes collègues du gouvernement fédéral ». Et elle ajoute :

Cela fait partie d'une démocratie ouverte : le fait que nous rendions transparentes, que nous expliquions les décisions politiques. Que nous justifions et communiquions notre mode d'action afin qu'il devienne intelligible. (*Das gehört zu einer offenen Demokratie: dass wir die politischen Entscheidungen auch transparent machen und erläutern. Dass wir unser Handeln möglichst gut begründen und kommunizieren, damit es nachvollziehbar wird.*)

- 21 La locutrice offre ainsi de la démocratie une définition discursive, à savoir qui ressort du co-texte : la démocratie ouverte est celle où aucun élément n'est dissimulé aux citoyens, où toutes les données sont accessibles – elle répond à un idéal de « transparence ». C'est aussi celle où l'utilisation des données dans un raisonnement menant à une conclusion fait l'objet d'une justification en bonne et due forme – excluant de ce fait l'arbitraire. Elle y revient plus loin : « Nous sommes une démocratie. Nous ne vivons pas de contraintes mais de savoir partagés et de participation ». Là encore, il ne s'agit pas des restrictions annoncées, mais de la fonction de la parole qui communique des informations en toute transparence, et transmet en les explicitant les connaissances permettant de justifier les décisions adoptées. La parole démocratique, la sienne en l'occurrence, est le lieu d'un partage.
- 22 Dans ce sens, Merkel entend faire la preuve de l'allégeance de son discours aux grands principes de la démocratie, construisant de la sorte la légitimité de la locutrice et de sa parole. Elle use d'un métadiscours, dans la mesure où le discours fait un retour réflexif sur lui-même et traite de sa nature propre. Cela lui permet de ne pas aborder de front la légitimité démocratique des mesures édictées, dont l'allocution laisse entendre qu'elles enfreignent des droits démocratiques pourtant valorisés de façon inconditionnelle.

1.5. La légitimation par le recours aux valeurs humaines⁷

- 23 Comment Merkel parvient-elle néanmoins à légitimer ses mesures par un recours à des valeurs en prise sur la démocratie ? Elle a recours à une argumentation par les valeurs qui place l'allocution sur le plan de l'éthique. Le caractère pénible des restrictions à respecter est mis en balance avec la valeur suprême de la vie humaine. Là également, le discours relève d'une rhétorique du coronavirus que pratiquent presque tous les dirigeants. Merkel y insiste cependant plus particulièrement sur la dimension éthique et l'aspect humain.
- 24 Pour justifier des restrictions tout à fait exceptionnelles, l'idée qu'on réserve la priorité à la préservation des vies humaines fait en effet l'objet d'une insistance particulière. Celle-ci permet de poser une hiérarchisation des valeurs (Perelman et Olbrechts-Tyteca 1970 : 107-111) : sauver des vies prévaut sur tout autre objectif, même celui de respecter certains principes démocratiques ; en conséquence on peut suspendre momentanément ceux-ci pour arracher des êtres humains à la maladie et à la mort. La priorité accordée à la protection de la vie est reliée à l'idée démocratique et éthique d'égalité en tout ce qui concerne la protection de l'existence individuelle : « nous formons une

communauté pour laquelle chaque vie, chaque personne compte » (*Und wir sind eine Gemeinschaft, in der jedes Leben und jeder Mensch zählt*).

- 25 Telle est donc la procédure de légitimation que construit Merkel : les décisions et les actions gouvernementales, bien qu'elles enfreignent des libertés, sont légitimes dans la mesure où elles sont conformes à des valeurs humaines considérées comme universelles.
- 26 En même temps, on voit que ces valeurs ne sont pas coupées des principes démocratiques. En effet, le « droit à la santé » « constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain » selon la Constitution de l'OMS, qui ajoute que si les politiques « visent à respecter et à protéger les droits de l'homme », elles doivent aider « le secteur de la santé à assumer sa responsabilité, qui est de se préoccuper de la santé de chacun »⁸. En cas de pandémie, ce droit à la santé devient un droit à la protection de la vie qui doit être assuré à égalité à tout un chacun. Merkel parle bien de « ce que font le gouvernement fédéral et les institutions politiques pour protéger notre communauté dans son ensemble ». Ce n'est pourtant pas sur les valeurs démocratiques que la Chancelière met ici l'accent : elle se situe délibérément sur le plan de l'éthique en se réclamant d'un système de valeurs humaines présenté comme une instance supérieure à laquelle tous sont censés faire allégeance.

2. La construction de l'autorité

2.1. L'autorité par le *logos* : justification rationnelle et libre adhésion

- 27 Comment la locutrice construit-elle son autorité dans son discours ? Si elle entend fonder son autorité sur la reconnaissance de la légitimité qui préside à ses actes, elle le fait en tant que dirigeante qui recherche un assentiment et une obéissance obtenus de plein gré. On le voit bien dans la façon dont elle présente dès l'abord sa démarche. En parlant de l'explicitation des décisions gouvernementales, elle précise : *damit es nachvollziehbar wird*. C'est l'idée que les raisons alléguées doivent être bien comprises et devenir plausibles aux yeux du public pour qu'il puisse les reprendre à son compte. Il en ressort que l'adhésion de l'auditoire aux thèses présentées à son assentiment (Perelman et Olbrechts-Tyteca 1970 : 5) est essentielle. Les conclusions prônées ne sont pas imposées, elles doivent être adoptées par une libre décision. Dès le départ, l'allocutaire est sollicité en tant qu'agent actif et le citoyen apparaît comme libre d'exercer ses facultés de jugement.
- 28 Notons que dans ce cas précis, où des décisions ont déjà été prises et divulguées, la locutrice semble vouloir neutraliser la contradiction qui pourrait se faire jour entre un pouvoir institutionnel qui impose des mesures restrictives susceptibles d'enrayer l'épidémie, et une autorité fondée sur le consentement de citoyens qui conservent leur libre arbitre (donc entre l'intérêt que font valoir les gouvernants et l'intérêt que peuvent faire valoir les gouvernés).
- 29 Comme la légitimation discursive, la construction de l'autorité s'effectue en un premier temps par des procédures de justification. Son discours vise deux objectifs corrélés, qu'elle expose clairement : faire comprendre et accepter à l'auditoire la politique sanitaire du gouvernement, persuader les citoyens de l'importance primordiale de leur engagement. Comment le discours procède-t-il pour argumenter en faveur des thèses qu'il avance sur ces deux plans et s'assurer ainsi une obéissance librement consentie ?

2.1.1. L'argument d'autorité

- 30 Cet argument a une part non négligeable dans l'allocution de Merkel. On rappellera tout d'abord qu'elle ne se réfère pas à l'autorité de la loi et ne se contente pas de son autorité institutionnelle. Par ailleurs, aucun modèle d'autres pays n'est invoqué pour faire autorité (comme on le voit, par exemple, dans le discours du Premier Ministre israélien ou du Président brésilien qui se réfèrent tous deux aux États-Unis). Tous les recours à l'autorité de la loi, de l'institution, de la tradition ou de la célébrité le cèdent ici à l'argument par l'autorité épistémique sous la forme de l'appel à l'expert.
- 31 On sait que l'argument dit *ad verecundiam* a traditionnellement été considéré comme fallacieux dans la mesure où il faisait reposer l'adhésion sur l'autorité prêtée à un tiers et non sur le jugement personnel. Cette condamnation a cependant été largement revue par des spécialistes de l'argumentation comme Douglas Walton (1997), auquel nous empruntons les catégories mentionnées plus haut, et qui insiste sur le caractère raisonnable de l'appel à l'opinion d'expert à condition qu'il remplisse certaines conditions critiques (en particulier celle de qualification). Marc Angenot, quant à lui, rappelle pertinemment que dans un domaine où nous n'avons pas les compétences nécessaires pour juger de nous-mêmes, « le prix d'une suspicion permanente » envers les spécialistes du domaine – médical en l'occurrence – « serait trop lourd » (2012 : 20) : la confiance s'impose. D'où le recours aux experts, à savoir des « gens que la société et ses institutions autorisent et invitent à parler avec autorité de certaines matières sur lesquelles le grand public, les juges ou les “décideurs” sont (tenus pour) incompetents » (*ibid.* : 98).
- 32 Dans cette veine, et en fonction de la distribution des domaines de compétence, Merkel déclare que c'est le savoir scientifique qui guide les décisions de son gouvernement et garantit le bien-fondé des mesures visant à freiner la propagation du virus : « tout ce que je vous dis à ce propos provient des consultations continues du gouvernement fédéral avec les experts de l'Institut Robert Koch et avec d'autres chercheurs et virologues [...] ». On aura noté au passage le recours à une instance hautement qualifiée, en l'occurrence l'Institut Koch, qui est un établissement de référence adopté à l'échelon fédéral pour la lutte contre les maladies et épidémies. La nécessité des règles d'hygiène et de distanciation sociale se fonde elle aussi sur le savoir scientifique : « Le conseil des virologues », dit la Chancelière, « ne laisse aucun doute » sur ces sujets. Les recommandations pratiques sont présentées comme découlant du conseil éclairé des spécialistes que le gouvernement a consultés.
- 33 On aura noté que la Chancelière présente les scientifiques comme parlant d'une seule voix, sans dissension, ce qui doit renforcer la validité des opinions rapportées en gommant toute possibilité de controverse. Un glissement s'effectue en l'occurrence : les scientifiques qui par définition « doutent, vérifient, modifient leurs théories, amendent leurs hypothèses et débattent » (Angenot 2013 : 99), se présentent uniquement sous la forme d'experts capables d'apporter des certitudes aux décideurs. Sur le plan scientifique comme sur le plan politique, Angela Merkel (comme d'ailleurs Emmanuel Macron et d'autres dirigeants) efface toute trace de doute ou de divergence possible.
- 34 Sans doute peut-on se demander si la délégation des pouvoirs aux experts médicaux est probante en système démocratique. Certains en doutent. Au 19^e siècle, affirme François Debras, le recours aux experts et conseillers affaiblit « les lieux centraux de

délibération comme le parlement, au profit de commissions et comités moins visibles et jugés plus “technocratiques” » – si bien que le politicien risque de devenir « un administrateur ou un gestionnaire » (2015 : 395, 396). Cependant, dans ce moment de grande incertitude face à un fléau inconnu, le recours aux virologues comme autorité supérieure et jusqu’à la mutation des dirigeants en gestionnaires sont tacitement présentés comme inévitables. Il faut noter que ce mode de référence à la science comme ultime argument d’autorité fait partie d’une rhétorique globale du coronavirus que l’on retrouve dans les allocutions des autres chefs de gouvernement (France, Israël, Italie, Argentine, etc.)

2.1.2. La justification rationnelle des mesures gouvernementales : enthymèmes et arguments pragmatiques

- 35 La justification rationnelle des solutions prônées par la Chancelière est plus massive, et elle revêt plusieurs formes. Tout d’abord, il faut trouver une issue à une situation dans laquelle « il n’y a toujours pas de thérapie contre le coronavirus ni de vaccin ». Le présupposé de « il n’y a toujours pas » est que ce manque est momentané et qu’il peut être comblé à l’avenir, ce que confirme la proposition « tant que cela est ainsi ». Une prémisse générale peut en être induite : quand quelque chose (d’important) en cours n’est pas abouti, il faut lui laisser le temps d’arriver à terme (l’implicite étant que le vaccin et les traitements ne peuvent manquer d’être trouvés). Or, donner du temps à la science suppose d’adopter un comportement susceptible de « freiner la vitesse avec laquelle le virus se propage en Allemagne. Et pour cela nous devons, et ceci est vital, miser sur une chose : circonscrire la vie publique autant que possible ».
- 36 On a affaire ici à un argument pragmatique, ou argument par la conséquence, qui consiste à estimer quelque chose en fonction de ses conséquences, désirables ou indésirables (Perelman 1959 : 18). Une partie de l’évaluation des conséquences (le freinage de la contamination) est alors transféré sur ce qui les cause (les mesures adoptées par le gouvernement) : « plus d’événements publics, plus de messes, plus de concerts et pour le moment pas d’école non plus, ni d’université, de maternelle, de jeu sur les terrains de jeux » ; et en plus, « des contrôles plus stricts et des restrictions à l’admission sont entrées en vigueur par rapport à certains de nos pays voisins importants ». On pourra ainsi protéger la population, évitant « tout ce qui peut nuire aux individus mais également à la communauté ». Ainsi, les mesures liberticides sont justifiées par les conséquences positives qui découlent de leur application en période de crise sanitaire. Le bon sens pratique est mis au-dessus du respect des grands principes.
- 37 Le même argument pragmatique, cette fois par la conséquence négative, est utilisé à propos du risque d’engorgement des hôpitaux : bien que le système de santé allemand soit dit « excellent », un trop grand nombre de patients infectés mettrait en danger son bon fonctionnement. Merkel semble se référer ici à la situation en Italie – la presse allemande rapporte que les hôpitaux italiens sont débordés et ne parviennent plus à prodiguer les soins qui s’imposent. Encore une fois, « circonscrire la vie publique autant que possible » est présenté comme la seule démarche susceptible de réduire le nombre de contaminations et de laisser aux soins hospitaliers la possibilité d’être donnés dans de bonnes conditions.
- 38 Le deuxième but de la locutrice, faire accepter la nécessité d’une « action solidaire » (*gemeinsames solidarisches Handeln*) et engager tous les citoyens à y participer, occupe une place très importante dans le discours et est abordé à plusieurs reprises. Dès le

départ, Merkel déclare : « Mais je voudrais vous faire savoir aussi pourquoi vous êtes ici indispensables et comment tout un chacun peut y contribuer ». A ce propos, d'autres arguments pragmatiques sont avancés : « nous accomplirons cette tâche si vraiment toutes les citoyennes, tous les citoyens la conçoivent comme *leur* propre tâche » (nous soulignons). Une mobilisation générale est nécessaire à la bonne réalisation de la tâche commune : « Toutes les mesures gouvernementales seraient vouées à l'échec si nous n'employions pas le moyen le plus efficace contre la propagation trop rapide du virus [...] On ne peut se passer de personne. Tous comptent, et l'effort de tous est requis.⁹ »

2.1.3. L'argumentation par analogie : l'exemple historique et le modèle

- 39 Cependant, Merkel a également recours à l'exemple historique pour convaincre l'auditoire que son appui est nécessaire pour surmonter la crise. Elle la caractérise comme un « défi » (une « incitation à la réalisation d'une chose difficile », *TLFi*), qu'on doit relever à l'instar des deux précédents qui ont joué un rôle capital dans l'histoire de l'Allemagne : « Depuis l'unification allemande, non, depuis la Seconde Guerre mondiale il n'y a plus eu pour notre pays de défi qui exige à ce point notre action solidaire ». La présupposition qui s'exprime dans la relative donne à entendre qu'un grand défi national appelle un ensemble d'actions individuelles inscrites dans une démarche collective. Dans la mesure où elle est présupposée, cette nécessité se donne comme un savoir doxique qui n'a pas besoin d'être démontré ; elle a l'avantage de se dire sans dire, de s'imposer sans avoir à se justifier. Dans ce cadre, à la fin de son allocution, la Chancelière dit de la situation présente : « Ceci est une tâche historique et elle ne peut être accomplie que collectivement ».
- 40 Les deux exemples historiques, par le biais de l'analogie, servent aussi d'argument pour prouver qu'une action solidaire mène nécessairement au succès. Dans les deux cas évoqués, le pays a dû joindre toutes ses forces pour arriver à sortir d'une situation extrêmement difficile, et il y est parvenu : en 1945 pour reconstruire l'Allemagne en ruines, et en 1989 pour parvenir à réunifier politiquement et économiquement les deux Allemagnes séparées depuis 1949. Les exemples historiques sélectionnés accentuent la gravité de la situation, et en même temps, ils appellent à renouveler le comportement qui a assuré les réussites précédentes. Notons que les différences notables entre les deux situations de crise historique et la situation de crise sanitaire sont gommées pour les besoins de la cause : l'accent est mis sur la valeur d'un précédent qui doit persuader et inciter à l'action.
- 41 En même temps, les exemples historiques entendent par le biais de l'analogie donner la preuve que la réussite de la lutte contre la pandémie est non seulement possible, mais quasiment assurée. À deux reprises, la Chancelière exprime sa ferme conviction que la route empruntée permettra de mener au but : « Que nous surmonterons cette crise, j'en suis parfaitement sûre » ; « Je crois fermement que nous accomplirons cette tâche ». Or, il s'agit dans ces énoncés de l'expression à la première personne d'une certitude intime (elle croit, elle est sûre) que rien ne vient étayer. C'est à l'exemple historique que revient la fonction d'apporter une preuve à l'appui et de montrer que ces convictions personnelles sont fondées.
- 42 A cela s'ajoute une argumentation par l'exemple qui utilise un ou des cas particuliers comme modèle pour inciter à l'imitation (Perelman et Olbrechts-Tyteca 1970 : 471). En effet, le discours évoque l'engagement sans faille du personnel soignant mais aussi des

employés des supermarchés qui donnent aujourd'hui l'exemple – en le présentant indirectement comme un modèle à suivre. Dans ses remerciements, Merkel cite les médecins, les infirmières et tous ceux qui travaillent dans les hôpitaux, en marquant que les efforts de ces collectifs qui sont « en première ligne » constituent un premier succès dans la lutte contre le coronavirus : « Ce qu'ils accomplissent est prodigieux ». Sur un autre plan, les employés des supermarchés, par leur travail pénible, permettent en temps de pandémie de maintenir le bon fonctionnement de la vie courante et de l'économie. La louange de ces efforts communs met en valeur une action solidaire couronnée de succès, qui doit inspirer l'ensemble des citoyens. C'est dans le cadre d'un discours qui vise à prôner l'action solidaire que ces témoignages de gratitude (qui se retrouvent aussi dans la bouche des autres dirigeants) acquièrent leur dimension argumentative.

2.1.4. La construction de l'autorité et l'argumentation par les valeurs : l'adhésion à une action solidaire

- 43 Pour construire son autorité, la locutrice a aussi recours à une argumentation par les valeurs (Koren 2019, Guerrini 2020) qui fait pendant à celle que mobilise la légitimation discursive. Cette dernière concerne les gouvernants et leur allégeance aux valeurs partagées, la première concerne l'auditoire appelé à suivre des principes éthiques.
- 44 L'énoncé posant que la réussite « dépendra – pour une bonne partie – de la manière dont chaque personne suit les règles avec discipline et les met en pratique », fait intervenir à la fois un argument pragmatique et un appel à l'éthique de responsabilité. Selon Merkel, la possibilité de sauver des vies « dépend sans exception de chaque individu et donc de nous tous » ; ailleurs encore : « il s'agit de tout un chacun » ; et plus fortement : « Ne pas tomber dans la panique, mais ne pas non plus penser un seul instant que cela ne dépend pas vraiment de lui ou d'elle ». C'est donc au nom d'une éthique de la responsabilité (*Verantwortungsethik*) « selon laquelle on doit assumer les conséquences (prévisibles) de son action » (Weber 2003 : 192) que la locutrice s'adresse à son auditoire. La notion de Weber est étroitement liée à l'argument par les conséquences – mais elle le présente dans sa dimension éthique, en l'opposant à « l'éthique de conviction », (*Gesinnungsethik*) qui ne se soucie pas des conséquences mais uniquement « d'empêcher que ne s'éteigne la flamme de la pure conviction » (*ibid.* : 193), par exemple celle de la protestation contre la privation des libertés. Ces valeurs sont au fondement du raisonnement posant que les citoyens doivent participer activement à un effort collectif qui sans eux ne peut aboutir, et qu'ils doivent prendre leur sort en main : « Mais combien de victimes y aura-t-il ? Combien d'êtres chers allons-nous perdre ? En grande partie cela est entre nos propres mains ».
- 45 Une autre valeur sur laquelle repose l'argumentation est le respect de l'autre ainsi que la réciprocité ; ils sont au fondement d'un comportement responsable : « à présent nous devons aussi nous aider les uns les autres ». Merkel incite à une conduite qui assure une protection. À la responsabilité s'ajoute ainsi la valeur de la solidarité, marquée dans l'expression *gemeinsames solidarisches Handeln* commentée plus haut, et déclinée dans des exemples comme « s'occuper de ceux et celles qui ont besoin de réconfort et d'espoir en l'avenir ». À ce propos, l'évocation du soutien mutuel occupe une place importante. Il en va ainsi de la diminution des rencontres en raison de la limitation des visites et des voyages : « Nous trouverons, en famille et en société, d'autres formes pour nous soutenir mutuellement ». À l'inverse, le manque de solidarité – qui consiste, par

exemple, à stocker inutilement des aliments – est blâmé. C'est donc au nom de la valeur de solidarité que la Chancelière veut faire adhérer les citoyens à la conclusion que l'entraide mutuelle sous toutes ses formes est ici indispensable.

2.2. Autorité et construction d'*ethos*

- 46 Si l'autorité se construit à travers des justifications rationnelles et éthiques qui visent à obtenir la libre adhésion de l'auditoire, elle doit aussi s'imposer à travers la présentation de soi de la locutrice. On peut voir dans l'argumentation développée par Merkel la façon dont son discours projette un *ethos* qui joue un rôle primordial dans la construction discursive de son autorité. En effet, pour qu'elle soit écoutée et suivie, il faut qu'elle paraisse crédible et digne de confiance¹⁰. La présentation de soi se déploie selon Aristote sur trois plans corrélés : la *phronesis* ou sagesse, prudence, l'*aretè* ou vertu, l'*eunoia* ou bienveillance. L'orateur est crédible quand ses propos semblent raisonnables (paraissent fondés en raison, comme il convient à une personne sage), quand ils manifestent son savoir et sa compétence dans l'exercice de ses fonctions. Mais il faut aussi qu'il soit perçu comme sincère et honnête, et comme bien disposé envers son auditoire.
- 47 Si on examine l'image de soi que la locutrice projette dans son allocution à la nation, on peut retrouver ces qualités sous des aspects divers. La plausibilité des raisonnements qu'elle déploie, le sens pratique dont elle fait preuve dans ses arguments pragmatiques, la façon pondérée dont elle traite d'une question épineuse, répondent aux exigences de la *phronesis*. S'y ajoute le rapport au savoir : certes, la dirigeante ne possède pas elle-même les connaissances médicales nécessaires, mais elle s'entoure des meilleurs spécialistes et fonde son raisonnement sur les données et les évaluations procurées par les scientifiques. Qui plus est, elle manifeste sa capacité à adapter sa réflexion à l'évolution de la situation, corriger ce qui l'exige et rendre de nouvelles décisions en fonction de l'expérience acquise :
- En tant que gouvernement nous allons vérifier toujours à nouveau ce qui peut être corrigé mais aussi ce qui peut s'avérer nécessaire. Il s'agit d'une situation dynamique et nous serons disposés à apprendre, pour pouvoir toujours réorienter notre pensée au moment opportun et réagir avec d'autres instruments. Cela aussi nous l'expliquerons alors.
- 48 Quant aux qualités morales, on a vu que Merkel n'hésite pas à avouer sincèrement à quel point elle est personnellement déstabilisée par cette crise sans précédent – attitude particulièrement remarquable chez une dirigeante dans ces circonstances. Cette sincérité est censée témoigner de l'honnêteté de la locutrice qui s'exprime par ailleurs dans sa recherche de transparence et son désir de tout partager avec les citoyens allemands. De cette façon, elle demande au public de lui accorder sa confiance. De plus, elle manifeste son *eunoia*, sa bienveillance envers ceux auxquels elle demande de fournir un effort exceptionnel, en leur montrant à la fois qu'elle comprend leurs difficultés et qu'elle désire les protéger au mieux. Ces manifestations de bienveillance s'expriment aussi sur le plan du soutien financier que son gouvernement entend apporter : « Nous pouvons et voulons mettre en place tout ce qu'il faut pour aider nos entrepreneurs et nos travailleurs dans cette rude épreuve ».
- 49 Par ailleurs, Merkel se réfère à son *ethos* préalable (dans le sens de R. Amossy 2010), celui d'Allemande de l'Est qui a connu les effets désastreux de la privation des libertés, pour montrer qu'elle est parfaitement crédible lorsqu'elle se résigne à demander des

restrictions qui empiètent sur des droits qui lui sont chers : « pour quelqu'un comme moi pour qui la liberté de mouvement et de déplacement présente un droit obtenu de haute lutte », dit-elle, arguant de son histoire personnelle pour marquer l'ampleur du sacrifice consenti, et le fait qu'elle n'y aurait jamais eu recours s'il n'y avait urgence et nécessité absolue.

2.3. *Ethos et pathos*

- 50 Étroitement relié à la construction d'*ethos*, il y a aussi dans le discours des traces de *pathos*. Il s'agit d'un appel prononcé à l'affect qui vise à susciter l'émotion et à en faire un levier d'adhésion et d'action, en même temps qu'il projette une image de dirigeante qui accorde une grande valeur aux sentiments. Ces références visent donc à la fois à persuader l'auditoire de suivre les instructions (c'est l'effet du *pathos*), et à présenter la dirigeante (souvent critiquée pour son manque d'empathie voire sa froideur¹¹) en femme sensible : « Il ne s'agit pas là des chiffres abstraits d'une statistique mais il s'agit d'un père ou d'un grand-père, d'une mère ou d'une grand-mère, d'un ou d'une partenaire, il s'agit d'êtres humains. » L'accent est de nouveau mis sur l'aspect profondément humain de la locutrice et de ses considérations. Si les mesures prônées doivent tenir à cœur aux membres de l'auditoire, c'est selon Merkel parce qu'elles visent à protéger ceux qui leur sont les plus chers. C'est l'affection qui fait ici office d'incitation suprême à la prudence, et qui vient renforcer le principe d'entraide et de solidarité. C'est elle qui demande de modifier les gestes par lesquels les sentiments s'expriment ordinairement :

Je sais combien ce qu'on exige de nous est difficile. Nous voudrions, notamment en temps de détresse, être près les uns des autres. Nous connaissons l'affection sous la forme de l'intimité physique ou du contact. Mais en ce moment c'est le contraire qui est vrai. Et c'est ce que tous sans exception doivent comprendre. En ce moment seule la distance est une marque de soins.

- 51 L'amour porté aux siens doit donner la force intérieure d'aller à rebours de ses instincts et de ses besoins propres, et de renoncer aux gestes par lesquels on manifestait jusque-là ses sentiments. Merkel dissocie les sentiments des comportements qui les expriment culturellement afin d'assurer leur existence par d'autres voies, qu'elle tente d'énumérer. Elle entend ainsi associer *pathos* et *logos* : « Nous devons montrer [...] que nous agissons en suivant notre cœur et notre raison et qu'ainsi nous sauvons des vies » (*Wir müssen, auch wenn wir so etwas noch nie erlebt haben, zeigen, dass wir herzlich und vernünftig handeln*).

Conclusion

- 52 Tout au long de cette analyse, on a pu voir que la construction discursive de la légitimité et celle de l'autorité sont étroitement intriquées dans la texture même de l'allocation. Toutes deux s'inscrivent en discours à travers un processus de justification. Les deux notions restent néanmoins distinctes : la légitimité démocratique signifie non seulement statut institutionnel obtenu par des procédures démocratiques, mais aussi et surtout reconnaissance de la conformité à des valeurs entérinées par le collectif. S'y ajoute le droit moral de représenter le peuple que confère de plus en plus de nos jours une posture de proximité. L'autorité est ce qui donne à l'individu la capacité à obtenir l'obéissance par des moyens non coercitifs. Elle se fonde sur la légitimité, mais elle

dérive essentiellement de la capacité à persuader du bien-fondé des demandes et à projeter l'image d'une personne crédible et digne de confiance¹².

- 53 Dans ce cadre, il faut d'abord relever que l'allocution d'Angela Merkel s'inscrit dans ce qu'on pourrait appeler une rhétorique du coronavirus. Elle s'appuie bien sûr sur sa légitimité institutionnelle, qu'elle met visuellement en scène et qu'elle conforte verbalement à travers l'unité des gouvernants traduite par un « nous » où ils sont tous englobés. Elle construit son autorité sur le recours à l'argument d'autorité épistémique, renvoyant à un collectif d'experts de haut niveau. Elle la construit aussi dans une argumentation destinée à persuader les citoyens de la véracité et du bien-fondé des instructions. Ce processus de justification s'effectue par un ensemble d'arguments pragmatiques (par la conséquence), ou d'arguments par l'exemple qui indiquent la voie à suivre pour réduire autant que possible les ravages du virus, en attendant que soient trouvés des remèdes. Enfin, elle tente d'assurer sa crédibilité par la construction d'un *ethos* de sincérité, d'honnêteté et de bienveillance. En-dehors de quelques exceptions (comme l'exemple historique, ancré dans l'imaginaire allemand), il faut bien dire que la forme et la teneur de ces arguments sont fort semblables à ceux que brandissent la plupart des dirigeants des pays démocratiques en début de pandémie.
- 54 Par ailleurs, on peut retrouver dans le discours ce qu'on pourrait qualifier de rhétorique des situations d'urgence. Ainsi par exemple la mise en valeur d'un consensus politique absolu, et illusoire, au dépens d'une délibération démocratique ouverte ; la réduction de la parole scientifique à une parole d'experts susceptible de fournir aux décideurs des certitudes ; la dépendance du gouvernement de cette même parole d'experts, qui transforme ses membres en gestionnaires ; le déplacement des valeurs démocratiques du plan de l'action (le respect des libertés) vers le plan du discours (le fait de tenir sur des mesures liberticides un discours digne d'une démocratie ouverte) ; le fait de demander au public d'accepter de son plein gré des mesures d'ores et déjà édictées. L'accord de l'auditoire est présenté comme indispensable, mais dans une relation où il n'a pas la parole – que l'allocution télévisée n'ait pas été suivie d'une plage de questions est symptomatique à cet égard. En ayant recours à l'argumentation, la Chancelière n'offre pas la possibilité d'initier un dialogue actif ; son but est de faire adhérer les citoyens au bien-fondé de décisions qui ont été prises pour eux. Selon elle, il n'existe pas d'alternative : « il ne nous reste qu'une chose à faire [...] ». L'urgence de la situation et la nécessité d'éviter un désastre limiteraient la liberté de jugement et de choix.
- 55 Dans ce cadre global, qu'est-ce qui caractérise plus particulièrement l'allocution de Merkel ?
- 56 C'est tout d'abord le métadiscours sur le rapport à la démocratie et sur le caractère argumentatif de l'allocution. Elle aborde de front la question de la démocratie dans une période de crise aigüe, et n'essaye pas de défendre la conformité aux droits démocratiques des restrictions adoptées. Elle s'étend bien plutôt sur l'idée d'une démocratie ouverte entendue comme une communication fondée sur la transparence et le partage des savoirs.
- 57 Dans ce cadre, le discours s'engage à fournir la justification des mesures adoptées – en l'occurrence, leur conformité à des valeurs humaines (la protection de la santé, le respect de la vie de chaque individu) considérées comme supérieures aux valeurs démocratiques enfreintes, quelle que soit dans l'absolu l'importance de celles-ci. L'accent mis sur la dimension humaine est en accord avec une posture de proximité

censée contribuer à la légitimation morale, et renforcer l'autorité de la Chancelière. La dimension éthique du discours est d'autant plus saillante qu'elle s'appuie fortement sur des arguments pragmatiques.

- 58 Une autre caractéristique de l'allocution d'Angela Merkel réside dans la particularité de sa présentation de soi. Sans doute se conforme-t-elle aux principes qui assurent en termes de rhétorique la crédibilité de l'orateur, mais elle le fait d'une manière très particulière. En effet, comme on l'a vu, elle n'hésite pas à avouer sa propre fragilité en ces circonstances exceptionnelles – chose qu'on imagine mal chez certains autres dirigeants. Elle se montre aussi en femme sensible qui accorde une importance très grande aux sentiments – amour des proches, besoin de manifester physiquement son affection, nécessité de protéger ceux qu'on aime sont des thèmes qu'elle aborde explicitement. L'accent mis sur l'affectivité qui est censé réunir la raison et le sentiment, vient renforcer les arguments que la locutrice avance. Le discours se fonde ainsi sur une éthique fortement imprégnée d'affectivité, qui lui donne un accent très humain et qui en appelle à la participation plus qu'à l'obéissance.
- 59 Une analyse discursive et argumentative ne peut mesurer les effets qu'a eu cette intervention dans le public – c'est une tâche qui dépasse ses limites. Notons seulement ici que les manifestations de protestation contre les mesures n'ont commencé à s'organiser qu'un mois après l'allocution de la Chancelière. Une première manifestation est organisée en avril à Berlin, la *Hygienesdemo* organisée par le groupuscule « Résistance démocratique » (de tendance majoritairement d'extrême-droite); la plupart des manifestations sont interdites ou dispersées, le nombre des participants est restreint. La grande vague déferle à partir d'août 2020.
- 60 Par ailleurs, les sondages peuvent donner une idée (bien que très générale) de la réception immédiate. Ainsi, un sondage du 27 mars 2020 communiqué par le ZDF (la seconde chaîne allemande)¹³ marque que 75% des citoyens et citoyennes ont déclaré que les restrictions répondaient parfaitement aux besoins de la situation ; pour 20%, les mesures n'allaient pas assez loin ; seuls 4% ont estimé qu'elles étaient excessives. Il faudra examiner les réactions aussi bien dans la sphère politique et les différents médias que dans les réseaux sociaux. De même, il serait instructif de voir la façon dont son allocution a permis de repositionner Angela Merkel dans le champ politique.

BIBLIOGRAPHIE

Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)

Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal : P. U. McGill)

Aristote. *Rhétorique*. 1991. Introduction de Michel Meyer, traduction de Charles-E. Ruelle (Paris : L.G.F.)

Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)

- Debras, François. 2015. « Critique et légitimité des démocraties occidentales contemporaines », *Aide-mémoire* 72 [En ligne] <https://orbi.uliege.be/handle/2268/182527>
- Guerrini, Jean-Claude. 2019. *Les Valeurs dans l'argumentation. L'héritage de Chaïm Perelman* (Paris : Classiques Garnier)
- Fairclough, Isabela & Norman Fairclough. 2012. *Political Discourse Analysis* (London & New York : Routledge)
- Koren, Roselyne. 2019. *Rhétorique et éthique. Du jugement de valeur* (Paris : Classiques Garnier)
- Leimdorfer, François. 2015. « Critique et légitimité des démocraties occidentales contemporaines », *Aide-mémoire* 72 (Liège : P.U. de Liège)
- Leimdorfer, François & Alex-Louise Tessonneau. 1986. « Légitimité sociologique et analyse de discours : le parcours de la légitimité dans les textes de l'Unesco sur l'éducation de base », *Langage & société* 37, 61-111
- Leeuwen, Theo van. 2007. « Legitimation in Discourse and Communication », *Discourse & Communication* 1-1, 91-112
- Leeuwen, Theo van & Ruth Wodak. 1999. « Legitimizing Immigration Control : A Discourse-Historical Analysis », *Discourse Studies* 1-1, 83-118
- Oger, Claire & Caroline Ollivier-Yaniv, 2006. « Conjurer le désordre discursif. Les procédés de "lissage" dans la fabrication du discours institutionnel », *Mots. Les langages du politique* 81-2, 63-77
- Perelman, Chaïm. 1959. « Pragmatic Arguments », *Philosophy* 34, 18-27
- Perelman, Chaïm & Lucie Olbrechts-Tyteca. 1970 [1958]. *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique* (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles)
- Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. « Legitimizing the Expulsion of 'Illegal' Migrants in Spanish Parliamentary Discourse », *Discourse & Society* 8 : 4, 523-566
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Schmelzer, Dagmar. 2020. « New We. Die diskursive Performanz gesellschaftlichen Zusammenhalts in Corona-Zeiten – ein deutsch-französisch-spanischer Vergleich », Hertrampf, Marina Ortrud M. (éd.). *Corona – Krise oder Wende ?*, *PhiN supplément* 24, 129-148
- Walton, Douglas. 1997. *Appeal to Expert Opinion: Arguments from Authority* (Pennsylvania : Penn State Press)
- Weber, Max. 2003. *Le savant et le politique. Une nouvelle traduction* (C. Colliot-Thélène), (Paris : La Découverte).
- Weber, Max. 1919. « Politik als Beruf », *Geistige Arbeit als Beruf. Vier Vorträge vor dem Freistudentischen Bund*. Zweiter Vortrag (München: Dunker & Humblot)

NOTES

1. Voir quelques travaux pionniers : Rojo et van Dijk (1997), van Leeuwen (2007), Fairclough et Fairclough (2012). – Toutes les traductions sont de nous.
2. <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/fernsehansprache-von-bundestkanzlerin-angela-merkel-1732134>
3. <https://www.bundesregierung.de/breg-de/suche/pressekonferenz-von-bundestkanzlerin-merkel-zu-massnahmen-der-bundesregierung-im-zusammenhang-mit-dem-coronavirus-1731022>

4. <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/coronavirus-ansprache-angela-merkel-und-die-grenzen-des-staates-16685141.html>
 5. <https://www.sueddeutsche.de/politik/coronavirus-telefonkonferenz-merkel-soeder-laschet-1.4853990>
 6. Paradoxalement, l'AfD (*Alternative für Deutschland* – parti d'extrême-droite) et *Die Linke* (parti d'extrême gauche) pointent tous deux les mêmes lacunes dans les propositions de Merkel (en particulier des mesures de protection sociale plus étendues et plus concrètes).
 7. Cf. l'article très intéressant de van Leeuwen, « Legitimation in Discourse and Communication » qui parle d'« évaluation morale » – catégorie que nous retenons ici sans adopter pour autant l'ensemble de sa grille d'analyse.
 8. www.who.int/governance/eb/who_constitution_fr.pdf
 9. Voir D. Schmelzer (2020) qui parle d'un tournant, d'un « nouveau Nous » qui, à ses yeux, apparaît – chez Merkel et Spahn – depuis le début de la pandémie et qui se distingue favorablement de « la désintégration du consensus démocratique et de la solidarité ».
 10. Pour le rapport entre autorité et confiance, cf. Angenot 2013.
 11. Après l'attentat islamiste de Berlin qui le 19.12.2016 fait douze morts les familles des victimes et la presse déplorent la réaction tardive et peu sensible de la Chancelière.
 12. Voir à ce propos la mise au point de R. Amossy dans ce volume.
 13. Cité dans <https://www.bpb.de/apuz/314351/corona-angst-und-die-geschichte-der-bundesrepublik>
-

RÉSUMÉS

Cet article se propose d'étudier les procédures discursives et argumentatives qui construisent la légitimité et l'autorité de la Chancelière Angela Merkel dans sa première allocution télévisée sur la Covid-19. Instaurant une distinction nécessaire en ces deux notions corrélées et souvent confondues, l'analyse dégage une rhétorique globale du coronavirus : mise en scène de la légitimité institutionnelle renforcée par l'unité des gouvernants (un « nous » englobant), construction d'autorité par le recours à l'argument d'autorité épistémique (les experts), justification des mesures anti-Covid par des arguments pragmatiques ou par l'exemple, construction d'un *ethos* qui assure une crédibilité. En même temps, l'analyse dévoile des procédés propres aux situations d'urgence : mise en valeur d'un consensus politique absolu, et illusoire, aux dépens d'une délibération démocratique ouverte ; réduction de la parole scientifique à une parole d'experts susceptible de fournir des certitudes aux décisionnaires, transformés en gestionnaires ; déplacement des valeurs démocratiques du plan de l'action vers le plan du discours ; demande au public d'accepter de son plein gré des mesures d'ores et déjà édictées. Enfin, l'article souligne les spécificités de la parole de Merkel en cette occasion : le métadiscours qui aborde de front le rapport à la démocratie, mais aussi à l'argumentation, l'insistance sur les valeurs humaines considérées comme supérieures aux valeurs démocratiques enfreintes, la posture de proximité censée contribuer à la légitimation morale et à renforcer l'autorité de la Chancelière. La dimension éthique du discours est d'autant plus saillante qu'elle s'appuie fortement sur des arguments pragmatiques. Une autre caractéristique est la présentation de soi singulière d'Angela Merkel : aveu de sa propre fragilité, image de femme sensible qui unit la raison et le sentiment, appui sur une éthique fortement imprégnée

d'affectivité qui lui donne un accent très humain et qui en appelle à « l'action solidaire » plus qu'à l'obéissance.

This article examines the discursive and argumentative procedures that build the legitimacy and authority of Chancellor Angela Merkel in her first TV address on Covid-19. Establishing a necessary distinction between these two correlated and often confused notions, the analysis brings out a global rhetoric of Covid-19: staging of institutional legitimacy reinforced by the unity of the rulers (an encompassing “we”); construction of authority by resorting to the argument of epistemic authority (experts), justification of anti-Covid measures by pragmatic arguments or arguments by the example, construction of an *ethos* ensuring credibility. At the same time, the analysis reveals processes specific to emergency situations: enhancement of an absolute, and illusory, political consensus at the expense of open democratic deliberation; reduction of the scientific discourse to the discourse of experts likely to provide certainty to decision-makers, transformed into mere administrators; displacement of democratic values from the plane of action to the plane of discourse; requesting the public to voluntarily accept measures already enacted. Finally, the article underlines the specificities of Merkel’s speech on this occasion: the meta-discourse which tackles the relationship to democracy, but also to argumentation, the insistence on human values considered superior to the violated democratic ones; the posture of proximity supposed to contribute to moral legitimation, and to reinforce the authority of the Chancellor. The ethical dimension of the discourse is all the more salient in that it relies heavily on pragmatic arguments. Another characteristic is Angela Merkel’s singular self-presentation: confession of her own fragility; image of a sensitive woman who unites reason and feeling, an ethic strongly imbued with affectivity, which gives the address a very human accent and calls for an act of solidarity more than for obedience.

INDEX

Mots-clés : autorité, Coronavirus, légitimité, Merkel, valeurs

Keywords : authority, Coronavirus, legitimacy, Merkel, values

AUTEURS

JÜRGEN SIESS

Université de Caen, ADARR

RUTH AMOSSY

Université de Tel Aviv, ADARR

Democratic legitimacy and authority in times of Corona: Angela Merkel's address to the nation (18 March 2020)

Légitimité démocratique et autorité en temps de Corona : L'allocution à la nation d'Angela Merkel (18 mars 2020)

Jürgen Siess and Ruth Amossy

Introduction

- 1 This article tackles a question that needs further exploration in Discourse Analysis (DA) and argumentation theory: the discursive and argumentative procedures by which political leaders build their legitimacy and authority in times of crisis¹.
- 2 We discuss this issue in German Chancellor Angela Merkel's address to the nation on March 18, 2020, where she is faced—like her peers—with the obligation to justify the adoption of emergency measures that restrict fundamental freedoms. The question of whether the decisions adopted by the Federal Government and the regions² (*Länder*) comply not only with the law, but also with the values of democracy, cannot fail to arise. At the same time, one can wonder whether the authority of the leader is sufficient to elicit voluntary obedience to such drastic instructions.
- 3 The Chancellor had held press conferences in the previous days to outline the nature of the measures meant at slowing down the spread of the pandemic in Germany. The reason we focus here on the March 18th speech is that in her press conferences, Merkel had stuck to practical considerations of an informational nature. The address to the nation appears as a deliberate choice, made even more sensitive because of its unusual character. The *Frankfurter Allgemeine* of March 18th points out that “during the years of her governance, there has never before been an extraordinary TV address by the

Federal Chancellor to her people.”³ Merkel makes her appearance in prime time on television, which usually only happens in her New Year’s address.⁴

- 4 This paper examines the way in which the Chancellor is dealing with the delicate issue of legitimacy at a time when she is announcing extraordinary restrictions. It also analyzes how she endeavors to acquire an authority that emanates not only from the power conferred on her by the Constitution and by her institutional status, but from a willingness to listen and obey without coercion. The following micro-analysis uses the instruments of Discourse analysis (DA) and argumentation theory to see how legitimation and authority construction (two correlated processes to be carefully defined and distinguished) are discursively constructed. At the same time, we hope to shed some light on the specificity of Merkel’s rhetoric in comparison with the address of other democratic leaders facing the same challenge.

1. The procedures of discursive legitimation

1.1 From legality to legitimacy: the German context

- 5 As a first step, it seems necessary to observe the interplay between legality and legitimacy in a situation of pandemic. In the German federal system, the leader and her government are allowed to make their decisions without prior debate in parliament. Thus, the federal government, the prime ministers of the *Länder* and a group of experts have decided on measures to manage the sanitary crisis since the end of February—on the 28th the crisis unit headed by the Minister of Health, Spahn, and the Minister of the Interior, Seehofer, is formed. There were no debates led by the deputies of the Bundestag (Federal Assembly) or the Bundesrat (House of Representatives of the *Länder*). This is made possible by the relationship between the head of government and the parliament established in the German Constitution (1949). The *Grundgesetz* states that “The Federal Chancellor shall determine and be responsible for the general guidelines of policy. Within these limits each Federal Minister shall conduct the affairs of his department independently and on his own responsibility” (Article 65). In an exceptional situation that requires finding solutions to an acute problem, the head of Government organizes a summit bringing together the Federal Government and the *Länder*. When decisions are taken, the government instructs the competent administrations; as a rule, it is the administration of the *Land* or municipality that decides on the concrete measures to be put into practice on the ground.
- 6 It should be noted that there are emergency laws in this very Constitution—the laws of the state of emergency, *Notstandsgesetze*, introduced in the *Grundgesetz* in June 1968. Articles 35 and 91 deal with the *Innerer Notstand*—internal state of emergency (as opposed to threats from outside the country). The Infection Protection Act (Administrative Law, section “Right to Prevent Risks” [2000]), which gives the government and the administration the authorization to intervene in the event of an epidemic, may also be invoked. According to paragraph 54 of this article, regulations may be introduced by the Federal Government, one of its ministers or the governments of the regions. But in 2020, apart from the *Land* of Bavaria which refers to the 2000 law, no one invokes, in the face of the epidemic, these specific laws.
- 7 In any case, when adopting the anti-corona measures, the rulers are in the strictest legality. However, although the Chancellor can rely on a legislation known to all, she

does not mention it in her speech. Legality does not entail legitimacy—and it is Merkel’s mission to have citizens recognize the legitimacy of her measures, namely, to prove that they are not only lawful but also respectful of democratic principles.

1.2. The manifestation of institutional legitimacy

- 8 The Chancellor appears alone at the time of her speech to which the image of the Bundestag in the background and the presence of the national flag confer a great solemnity—and not, like some other leaders, surrounded by a whole team (this is the case for example in Belgium or Italy).



- 9 However, Merkel’s voice, while remaining personal, orchestrates the other rulers’ voices in a polyphony which eliminates any sign of dissension. An important way of building legitimacy is indeed to erase any divergence that could crack the unity of government bodies. Merkel uses from the outset a “we” that brings together the head of government and her “colleagues in the federal government” in the coalition that includes the Christian Democrats (CDU-CSU) and the Social Democrats (SPD). She speaks of “the Federal Government’s ongoing consultations with experts,” which unanimously led them to the same conclusion, and the economic measures that the government as a whole is committed to taking. She includes in this unanimity the regions: she evokes “the closures that the Federal Government and the *Länder* have decided by mutual agreement.”
- 10 Such unanimity may seem surprising in the light of the complexity that characterizes the German federal state. And indeed, one can see in the immediate reactions to the speech that differences of view have emerged. Thus, journalists report that the telephone consultation between the Chancellor, several ministers of the Federal Government and the Prime Ministers of the *Länder* on March 19th, gave rise to a harsh confrontation: the Prime Minister of North-Rhine, Armin Laschet, presented a document he had agreed upon with eleven other leaders of the *Länder* to refuse the lockdown; this displeased the Bavarian Prime Minister (CSU), Marcus Söder, who instead demanded stricter measures, including a general lockdown. Not to mention that apart from the rulers in office, dissent is expressed by the opposition parties. It is therefore clear that we are far from the consensus Merkel’s speech displays.⁵ There is indeed a procedure of “smoothing”—in French, *lissage*, namely, “erasing forms of diversity and heterogeneity” that Oger and Ollivier-Yaniv (2006, § 6) see as a feature of institutional discourse. In this case, erasing and homogenization constitute a discursive procedure of legitimation based on the importance of agreement as a lever for action in democratic regimes.⁶

1.3. Proximity strategy and legitimation process

- 11 The *exorde* may appear at first glance as a mere evocation of the crisis Germany is experiencing; it participates, however, in an argumentative strategy. Merkel does not begin with the concrete measures taken to slow down the epidemic: she first evokes their immediate consequences on the life of the Germans, namely the collective experience in which she includes herself by using the pronoun “we”: “The coronavirus is changing daily life in our country dramatically at the present. Our idea of normality, of public life, social togetherness—all of this is being put to the test as never before.” She describes this experience as a break with ordinary habits and lifestyles. But the focus is not only on daily life experience. What is radically modified is a common understanding of social life, and the individual’s relations with others; it is, in her own terms, “our idea of normality” (*unsere Vorstellung von Normalität*); and the “heaviest,” she adds, is the absence of social encounters “that we otherwise take for granted” (*uns allen fehlen die Begegnungen, die sonst selbstverständlich sind*). In short, it is the world view of the entire population and the rules of conduct people have internalized that are destabilized.
- 12 This *exorde* sets the tone for the discourse to come: the highlighting of the human element common to all, the insistence on the difficulties in daily experience and on the shock suffered by everyone. This is not a simple exercise in empathy for the suffering of others: the speaker includes herself among those who feel deeply destabilized and are worried about their future. Merkel puts herself on the same level as all other citizens. Indeed, she uses the “you” to designate those who no longer go to work, or to school, or shopping; however, she returns to the “we” in what follows, with evaluative and affective subjective marks that show her personal commitment, speaking for example of the social encounters otherwise taken for granted. Like the others, the speaker is subject to the constraint of estrangement and separation, like the others she feels the experience of “dramatic” change—a change arousing a strong emotion.
- 13 This presentation of self is linguistically enabled by the fact that the coronavirus appears as the active agent, the grammatical subject of the verb “to change,” while the life of the Germans, and Merkel among them, is a grammatical object complement (*das Coronavirus verändert zurzeit das Leben in unserem Land dramatisch*; “The coronavirus is changing daily life in our country dramatically”). The upheavals the speaker evokes are directly attributed to the virus; the Chancellor is, for her part, among those affected by these phenomena—as if she was not talking about the measures taken by her own government. The address thus recurs here to naturalization: the acting power is presented as natural, external, unescapable, and not as political.
- 14 The speaker employs a strategy of proximity which, in contemporary democracies, is often used by rulers whose status as elected representatives is no longer sufficient to legitimate them (Rosanvallon 2008: 297). Indeed, by showing herself subject like all humans to the power of a higher authority, Merkel creates a horizontal relationship that brings her closer to her fellow citizens, to the detriment of the vertical relationship that is established between the one who gives orders and those who are supposed to obey them. One of the elements of this reversal, according to F. Leimdorfer and A-L. Tessoneau,
- is the reference to a higher authority, superior to groups in a situation of dominant/dominated, to a “law” (in the sense of the rule to which we refer) which

imposes itself, or seems to impose itself equally on all, and which transforms social subjects (i.e. individuals in their social place) into “individuals” outside the social situation except that of being free and equal in law and before the law. (1986: 66)

- 15 It is the pandemic and the need to fight it that play the role of the higher authority in the face of which all are equal. Angela Merkel’s governmental functions are assumed against this backdrop, so that a community of trials and shared interests distorts the image of the politician in a position of power. This verbal behavior constitutes a procedure of legitimation particular to the Chancellor, insofar as she takes the risk of invalidating her institutional authority as a leader speaking from her superior position. In the addresses to the nation on the pandemic, there are hardly any heads of state who publicly confess their dismay, as Merkel does when speaking of “each of us”: “Of course, each of us has many questions and concerns in a situation like this, about the days ahead” (*Natürlich ist jeder von uns in solch einer Situation voller Fragen und voller Sorgen, wie es weitergeht*).⁷

1.4. Legitimation by a meta-discourse on democracy

- 16 The *exorde* of the speech, however, presents a significant tension between a situation where the leader says she is subject to force majeure and bewildered by the circumstances, and a situation where her functions put her in the position of decision-maker. The management of this tension plays an important role in the establishment of her legitimation enterprise and the construction of her personal authority.
- 17 In the continuation of the *exorde*, Merkel, returning to the vertical relationship, positions herself as a leader called to assume her functions: she speaks as the head of government who must make decisions. Her speech is intended to build their legitimacy by explicitly commenting on the respect of democratic principles to which the ruler is required to comply.
- 18 Curiously, Merkel does this not by justifying the democratic nature of the measures adopted, but by presenting her discursive approach as a mark and proof of her respect for democracy. In other words, the discourse deals minimally with the relationship of government decisions to democratic rights—and when it does so, it seems to indirectly admit that there is a breach: “These are restrictions, the likes of which the Federal Republic has never seen before”, it says of the “the closures that the Federation and the Länder have agreed to” and that “weigh on our lives and on our understanding of democracy” (*Ich weiss, wie hart die Schliessungen, auf die sich Bund und Länder geeinigt haben, in unser Leben und auch unser demokratisches Selbstverständnis eingreifen*). When she refers to freedom of movement, Merkel admits that this freedom is being violated, noting that such restrictions can only be justified in cases of absolute necessity and for a limited time.
- 19 The Chancellor therefore does not care to plead the democratic nature of the anti-Covid measures: it is the democratic nature of her approach that is emphasized. She grounds her legitimacy in the peculiar nature of her discourse. The relationship with citizens that her speech establishes is, according to her, faithful to what an “open democracy” requires: “I’m addressing you in this unconventional way today because I want to tell you what guides me as Federal Chancellor and all my colleagues in the Federal Government in this situation.” And she adds:

This is part of what open democracy is about: that we make political decisions transparent and explain them. That we justify and communicate our actions as best we can, so that people are able to understand them (*Das gehört zu einer offenen Demokratie: dass wir die politischen Entscheidungen auch transparent machen und erläutern. Dass wir unser Handeln möglichst gut begründen und kommunizieren, damit es nachvollziehbar wird*).

- 20 The speaker thus offers a discursive definition of democracy, namely, a definition that emerges from the co-text: an open democracy is a democracy where no element is hidden from citizens, where all data are accessible—it responds to an ideal of “transparency”. It is also a democracy where reasoning based on data leading to a conclusion through a process of inference is properly justified—thus excluding arbitrariness. Merkel goes back to this later: “We are a democracy. We thrive not because we are forced to do something, but because we share knowledge and encourage active participation.” Again, what is discussed here is not the democratic nature of the announced restrictions, but the democratic function of speech, which communicates information in full transparency, transmitting the knowledge necessary to explain and justify the decisions adopted.
- 21 This is the way Merkel intends to demonstrate the allegiance of her discourse to the great principles of democracy, thus building the legitimacy of the speaker and her speech. She recurs to meta-discourse, in the sense that the discourse reflects on itself and deals with its own nature. This allows the speaker to bypass or at least to push to the background the democratic legitimacy of the measures enacted, which the speech indirectly suggests may violate democratic rights generally and unconditionally valued.

1.5. Legitimation using human values⁸

- 22 How does Merkel nevertheless manage to legitimize her measures by resorting to values grounded in democracy? She uses a value-based argumentation that places her speech on an ethical level. The painful nature of the restrictions to be respected is weighed against the supreme value of human life. Here too, the discourse is part of a rhetoric of the coronavirus practiced by most leaders. Merkel, however, puts particular emphasis on the ethical dimension and the human aspect.
- 23 To justify quite exceptional restrictions, the idea that priority should be given to the preservation of human lives is highlighted. This enables the establishment of a hierarchy of values (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969: 107-111): saving lives prevails over any other objective, even that of respecting certain democratic principles; consequently, they can be temporarily suspended in order to rescue human beings from disease and death. The priority given to the protection of life is linked to the democratic and ethical idea of equality in all matters relating to the protection of individual existence: “we are a community in which each life and each person counts” (*wir sind eine Gemeinschaft, in der jedes Leben und jeder Mensch zählt*).
- 24 Such is the legitimation procedure that Merkel adopts: government decisions and actions, although they infringe on freedoms, are legitimate insofar as they conform to human values considered universal.
- 25 At the same time, we see that these values are not cut off from democratic principles. Indeed, “the highest attainable standard of health” is “a fundamental right of every human being” according to the WHO Constitution, which adds that while “strategies

and programmes should be designed explicitly to improve the enjoyment of all people to the right to health”, the policies must help the health sector to assume its responsibility, which is to care about the health of everyone.⁹ In the event of a pandemic, this right to health becomes a right to the protection of life that must be guaranteed equally to everyone. Merkel speaks of “what the Federal Government and the state levels are doing to protect everyone in our community”.¹⁰ It is not, however, democratic values that the Chancellor is emphasizing here: she deliberately places herself on the level of ethics by claiming a system of human values presented as a higher body to which all are supposed to pledge allegiance.

The construction of authority

2.1. Authority through *logos*: rational justification and free adherence

- 26 How does the speaker build her authority in her speech? Even if she intends to base her authority on the recognition of the legitimacy presiding over her actions, she does so as a leader who seeks voluntary assent and obedience devoid of coercion. She makes it clear from the outset: speaking of the explanation of government decisions, she says—*damit es nachvollziehbar wird*. It is the idea that the alleged reasons must be well understood and become plausible in the eyes of the public so that its members can freely accept them. It follows that the audience’s adherence to the theses presented to its consent (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969: 5) is essential. From the outset, the audience is solicited as an active agent and the citizen appears to be free to exercise his powers of judgment.
- 27 It should be noted that in this specific case, where decisions have already been taken and disclosed, the speaker seems to neutralize the contradiction that could arise between an institutional power that imposes restrictive measures likely to curb the epidemic, and an authority based on the consent of citizens who retain their free will (thus between the interest that the rulers assert and the interest that the governed can assert).
- 28 Like discursive legitimation, the construction of authority is carried out initially through justification procedures. Merkel’s speech has two interrelated objectives, which she clearly outlines: to make the audience understand and accept the government’s health policy, and to persuade citizens of the paramount importance of their commitment. How does the discourse proceed to argue in favor of the theses it puts forward on these two planes and thus ensure freely consented obedience?

2.1.1. The argument of authority

- 29 This argument plays a significant part in Merkel’s address. We have seen that it does not refer to the authority of the law and is not satisfied with its institutional authority. Moreover, no model from other countries is invoked to be authoritative (as seen, for example, in the speech of the Israeli Prime Minister or the Brazilian President, both of whom refer to the United States). All recourse to the authority of the law, institution, tradition or celebrity yield here to the argument by the epistemic authority in the form of the appeal to expert opinion.

- 30 It is well-known that the so-called *ad verecundiam* argument has traditionally been considered fallacious insofar as it based adherence on the authority lent to a third party and not on personal judgment. This condemnation has, however, been widely reviewed by argumentative scholars such as Douglas Walton (1997), from whom we borrow the categories mentioned above, and who insists on the reasonableness of the appeal to expert opinion provided that it meets certain critical conditions (in particular that of qualification). Marc Angenot, for his part, aptly recalls that in a field where we do not have the necessary skills to judge ourselves, “the price of a permanent suspicion” towards specialists in the field—medical in this case—“would be too heavy” (2012: 20): trust is required. Hence the use of experts, i.e. “people whom society and its institutions authorize and invite to speak with authority on certain matters on which the general public, judges or ‘decision-makers’ are [considered] incompetent” (*ibid.*: 98, our translation).
- 31 In this vein, and depending on the distribution of areas of competence, Merkel states that it is scientific knowledge that guides her government’s decisions and guarantees the validity of measures to curb the spread of the virus: “everything I tell you about this comes from the Federal Government’s ongoing consultations with the experts from the Robert Koch Institute and other scientists and virologists [...]” The use of a highly qualified body, in this case the Koch Institute, is a reference institution adopted at the federal level for the fight against diseases and epidemics. The need for hygiene and social distancing rules is also based on scientific knowledge: “Virologists are giving us clear advice,” says the Chancellor, that leaves no doubt on these subjects. The practical recommendations are presented as stemming from the advice of the experts consulted by the government.
- 32 It will have been noted that the Chancellor presents scientists as speaking with one voice, without dissension, which should strengthen the validity of the opinions reported by erasing any possibility of controversy. A shift is taking place in this case: scientists who by definition “doubt, verify, modify their theories, amend their hypotheses and debate” (Angenot 2013: 99; our translation), are presented only in the form of experts capable of providing certainty to decision-makers. On the scientific level as on the political level, Angela Merkel (like Emmanuel Macron and other leaders) erases any trace of doubt or possible divergence.
- 33 One may wonder whether the delegation of powers to medical experts is convincing in a democratic system. Some doubt it. In the 20th century, says François Debras, the use of experts and advisers weakened “central places of deliberation such as parliament, in favor of less visible commissions and committees considered more ‘technocratic’”—so that the politician risks becoming “an administrator or a manager” (2015: 395, 396). However, in this moment of great uncertainty in the face of an unknown scourge, the use of virologists as a higher authority and up to the mutation of leaders into managers are tacitly presented as inevitable. Let us add that this mode of reference to science as the ultimate argument of authority is part of a global rhetoric of the coronavirus that can be found in the speeches of other heads of government (France, Israel, Italy, Argentina, etc.).

2.1.2. Rational justification of government measures: enthymemes and pragmatic arguments

- 34 The rational justification of the solutions advocated by the Chancellor is more massive, and it takes several forms. In the first place, one must find a way out of a situation in which “there is still neither a way to treat the coronavirus, nor is there a vaccine.” The assumption of “there is still none” is that this lack is momentary and can be filled in the future, which is confirmed by the phrase “As long as this is the case.” A general premise can be induced: when something (important) in progress is not completed, it must be given time to come to an end (the implicit being that the vaccine and treatments cannot fail to be found). However, giving science time means adopting a behavior that can “slow the virus down as it makes its way through Germany. And we must, and this is vital, focus our attention on one thing above all else, namely powering down public life as far as possible.” We are dealing here with a pragmatic argument, or argument from consequences, which consists in estimating something according to its consequences, desirable or undesirable (Perelman 1959: 18). Part of the assessment of the consequences (the slowing down of the contamination) is then transferred to what causes them (the measures adopted by the government): “no events, no trade fairs, no concerts any more, and, for the time being, also no school, no university, no kindergarten, no more playing at the playground”; and in addition, “more intensive border controls and restrictions on entry for a number of our most important neighbouring countries.” This will allow to protect the population, avoiding “everything that could harm not only individuals, but also the community”. Thus, repressive measures are justified by the positive consequences that result from their application in times of health crisis. Practical common sense is put above respect for core principles.
- 35 The same pragmatic argument, this time from negative consequences, is used about the risk of congestion in hospitals: although the German health system is said to be excellent, too many infected patients would jeopardize its proper functioning. Merkel seems to be referring here to the situation in Italy—the German press reports that Italian hospitals are overwhelmed and are no longer able to provide the necessary care. Once again, circumscribing public life as much as possible is presented as the only approach likely to reduce the number of infections and leave hospital care the opportunity to be given in good conditions.
- 36 The second goal of the speaker, to make accept the need for an “action in a spirit of solidarity” (*gemeinsames solidarisches Handeln*) and to engage all citizens to participate in it, occupies a very important place in the discourse and is addressed several times. From the outset, Merkel said: “I also want to tell you why all of you are needed here, and what each and every individual can do to help.” In this regard, other pragmatic arguments are put forward: “we will pass this test if all citizens genuinely see this as THEIR task.” A general mobilization is necessary for the proper realization of the common task: “All measures taken by the state would come to nothing if we were to fail to use the most effective means for preventing the virus from spreading too rapidly [...] Everyone counts, and we need a collective effort.”¹¹

2.1.3. Argumentation by analogy: the historical example and the model

- 37 However, Merkel is also using the historical example to convince the audience that her support is needed to overcome the crisis. She characterizes it as a “challenge” (“a new or difficult task that tests somebody’s ability and skill”¹²), which must be met like the two previous ones that played a crucial role in the history of Germany: “Since German reunification, no, since the Second World War, there has not been a challenge for our country in which action in a spirit of solidarity on our part was so important.” The presupposition expressed in the relative suggests that a great national challenge calls for a set of individual actions inscribed in a collective approach. To the extent that it is presupposed, this necessity is given as doxic knowledge that does not need to be demonstrated; it has the advantage of saying without saying, of imposing itself without having to justify itself. In this context, at the end of her speech, the Chancellor said of the present situation: “This is a historic task, and it can only be mastered if we face it together.”
- 38 Through the analogy, the two historical examples also serve as an argument to prove that solidary action necessarily leads to success. In the two cases mentioned, the country had to join all its forces to get out of an extremely difficult situation, and it succeeded in doing so: in 1945 in rebuilding Germany in ruins, and in 1989 in reuniting politically and economically the two Germanys separated since 1949. The selected historical examples accentuate the gravity of the situation, and at the same time, they call for a renewal of the behavior that has ensured previous successes. It should be noted that the significant differences between the two historical crisis situations and the present sanitary crisis are erased for the purpose in hand: the emphasis is on the value of a positive precedent that must persuade and encourage action.
- 39 Thus, by means of analogy, historical examples also intend to prove that the success of the fight against the pandemic is not only possible, but almost assured. On two occasions, the Chancellor expresses her firm conviction that the road taken will lead to the goal: “I have absolutely no doubt that we will overcome this crisis.” In these statements formulated in the first person, she expresses an inner certainty (she believes, she is sure) that is not supported by any proofs. The historical example fulfills the function of providing supporting evidence and showing that the speaker’s personal convictions are well founded.
- 40 The address also recurs to an argument by the example that uses one or more special cases as a model to encourage imitation (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969: 471). The speech evokes the unwavering commitment of the nursing staff but also of the employees of the supermarkets who set an example—indirectly presenting them as a model to follow. In her thanks, Merkel quotes doctors, nurses and all the professionals who work in hospitals, noting that the efforts of these collectivities that are “on the front line” are a first achievement in the fight against the coronavirus: “You are doing tremendous work.” On another level, supermarket employees, through their hard work, make it possible in times of pandemic to maintain the proper functioning of everyday life and of the economy. The praise for these joint efforts highlights a commitment that must inspire all citizens. It is in the context of a discourse that aims to advocate solidarity that these testimonies of gratitude (which are also found in the mouths of other leaders) acquire their argumentative dimension.

2.1.4. The construction of authority and value-based argumentation: adhering to solidary action

- 41 To build her authority, the speaker also uses a value-based argumentation (Koren 2019, Guerrini 2020) similar to the value-based procedure of legitimation already analyzed. The latter concerns the rulers and their allegiance to shared values, the first concerns the audience called upon to follow ethical principles.
- 42 The statement that success “will also largely depend on how disciplined each and every one of us is in following the rules” and in putting them into practice involves both a pragmatic argument and a call for an ethics of responsibility. According to Merkel, the possibility of saving lives depends “on the considerate behaviour of others”; elsewhere, again: “Everyone counts”; and more strongly: “Not panicking, but also not thinking for a single moment that he or she doesn’t matter after all”. It is therefore in the name of an ethic of responsibility (*Verantwortungsethik*) according to which one must assume the (foreseeable) consequences of one's action (Weber 1946: 192) that the speaker addresses her audience. Weber’s notion is closely linked to the argument from consequences – but it presents it in its ethical dimension, opposing it to the “ethics of conviction” (*Gesinnungsethik*) which does not care about consequences but only “to prevent the flame of pure conviction from being extinguished” (*ibid.*: 193), for example the flame of protest against the deprivation of liberty. These values are at the basis of the argumentative schema according to which citizens must actively participate in a collective effort that without them cannot succeed, and must take their fate into their own hands: “But how many victims will it claim? How many loved ones will we lose? The answer, to a great extent, lies in our hands.”
- 43 Another value on which the argument is based is respect for the other as well as reciprocity; they are the basis of responsible behavior: we must find “ways to help each other”. Merkel encourages conduct that provides protection. To responsibility is thus added the value of solidarity, marked in the expression *gemeinsames solidarisches Handeln* commented above, and declined in examples such as “taking care of all those who need a dose of cheer and encouragement”. In this regard, the evocation of mutual support occupies an important place. This is applied to the decrease in meetings due to the limitation of visits and travel: “As families, and as a society, we will find other ways to help each other.” Conversely, the lack of solidarity—which consists, for example, in storing food unnecessarily—is blamed. It is therefore in the name of the value of solidarity that the Chancellor wants citizens to adhere to the conclusion that mutual assistance in all its forms is essential.

2.2. Authority and *ethos* construction

- 44 If authority is built through rational and ethical justifications that aim to obtain the free support of the audience, it must also impose itself through the self-presentation of the speaker. One can see in Merkel’s argument the way her speech projects an *ethos* that plays a primordial role in the discursive construction of her authority. Indeed, for the speaker to be listened to and followed, she must appear credible and trustworthy.¹³ According to Aristotle, self-presentation unfolds on three correlated planes: *phronesis* or wisdom, prudence, *aretè* or virtue, *eunoia* or benevolence. The speaker is credible when her words seem reasonable (seem grounded in reason, as benefits a wise person), when they manifest her knowledge and competence in the performance of her duties.

But she must also be perceived as sincere and honest, and as well disposed towards her audience.

- 45 If we examine the self-image that Merkel projects in her address to the nation, we can find these qualities in various aspects. The plausibility of the reasoning she deploys, the practical sense she demonstrates in her pragmatic arguments, the balanced way in which she deals with a thorny question, meet the requirements of *phronesis*. We can add to this the relationship to knowledge: the leader does not herself have the necessary medical knowledge, but she surrounds herself with the best specialists and bases her reasoning on the data and evaluations provided by scientists. What is more, she demonstrates her ability to adapt her thinking to the evolution of the situation, her willingness to correct what requires to be corrected and to make new decisions based on the experience gained:

The government will constantly reassess what measures can be adjusted, and also what further measures may still be necessary. This is a developing situation, and we will ensure that we continue to learn from it so that we can adjust our thinking and deploy new instruments at any time. If we do so, then we will explain our reasons once again.

- 46 As for moral qualities, we have seen that Merkel does not hesitate to sincerely admit how personally destabilized she is by this unprecedented crisis—an attitude that is particularly remarkable for a leader in these circumstances. This sincerity is supposed to testify to the honesty of the speaker who also expresses herself in her search for transparency and her desire to share everything with the German citizens. In this way, she asks the public to trust her. In addition, she manifests her *eunoia*, her benevolence towards the citizens she asks to make an exceptional effort, showing them both that she understands their difficulties and that she wishes to protect them as best as possible. These expressions of benevolence are also formulated in terms of the financial support that her government intends to provide: “We can and we will do whatever it takes in order to help our companies and their employees get through this most difficult time.”
- 47 Moreover, Merkel refers to her prior *ethos* (in the sense of R. Amossy 2010), that of an East German who has experienced the disastrous effects of the deprivation of freedoms, to show that she is perfectly credible when she asks for restrictions that encroach on rights that are dear to her: “for someone like me, for whom the freedom of travel and the freedom of movement were a hard-fought right,” she says, citing her personal history to mark the magnitude of the sacrifice made, and the fact that she would never have resorted to it if there was no urgency and absolute necessity.

2.3. *Ethos* and *pathos*

- 48 Closely related to the construction of *ethos*, there are also traces of *pathos* in the discourse. It is a call to affects that aims to arouse emotions and make them a lever of adhesion and action, at the same time as it projects an image of leader who places great value on feelings. These references are therefore intended both to persuade the audience to follow the instructions (this is the effect of *pathos*), and to present the leader (often criticized for her lack of empathy or even her coldness) as a sensitive woman: “These are not just abstract numbers in statistics, but this is about a father or grandfather, a mother or grandmother, a partner—this is about people (*Menschen*).” The emphasis is again placed on the profoundly human aspect of the speaker and her

considerations. If the measures advocated must be important to the members of the audience, it is according to Merkel because they are aimed at protecting those who are most dear to them. Affection serves here as the supreme incentive for prudence and reinforces the principle of mutual aid and solidarity. It is affection that calls to modify the gestures by which feelings are usually expressed:¹⁴

I know that this is asking a great deal of us. Especially when times are hard, we want to be close to one another. We show affection by staying close, and by reaching out to each other. But at this time, we must do the exact opposite. Every single one of us must understand that, right now, the only way to show we care is by keeping our distance.

- 49 The love for one's own family must give us the inner strength to go against our own instincts and needs, and to give up on gestures by which we showed our feelings until then. Merkel dissociates feelings from the behaviors that express them culturally to ensure their existence by other means, which she tries to enumerate. She intends to associate *pathos* and *logos*: "Even though this is something we have never experienced before, we must show that we can act warm-heartedly and rationally—and thereby save lives" (*Wir müssen, auch wenn wir so etwas noch nie erlebt haben, zeigen, dass wir herzlich und vernünftig handeln*).

Conclusion

- 50 Throughout this analysis, we have seen that legitimation and authority construction are closely entangled in the very texture of the speech. Both rely on a discursive process of justification. Nevertheless, the two concepts remain distinct. Democratic legitimacy means not only institutional status obtained through democratic procedures, but also and above all recognition of conformity to values endorsed by the collectivity. It is also the moral right to represent the people, a right increasingly conferred nowadays by a posture of proximity. Authority, on the other hand, is what gives the individual the ability to obtain obedience through non-coercive means. It relies on legitimacy, which is a necessary but not sufficient condition. Authority derives essentially from the ability to persuade the audience that the requests made are reasonable, and from the capacity of the speaker to project an image of credible and trustworthy person.¹⁵
- 51 In this context, Angela Merkel's speech is part of what could be called a "rhetoric of coronavirus". It is of course based on her institutional legitimacy, which is visually staged and verbally reinforced through the unity of the rulers translated by a "we" encompassing them all. It builds her authority on the use of the argument of epistemic authority, referring to a collective of high-level experts. It also constructs it in an argument intended to persuade citizens of the veracity and validity of the instructions. This process of justification is carried out by a set of pragmatic arguments (from consequences), and historical analogies that indicate the way forward to reduce as much as possible the ravages of the virus, while waiting for remedies to be found. Finally, it tries to ensure Merkel's credibility by building an *ethos* of sincerity, honesty and benevolence. Apart from a few exceptions (such as the historical example, anchored in a national imaginary), the form and content of these arguments are quite like those brandished by most leaders of democratic countries at the beginning of the pandemic.

- 52 Moreover, we can find in the speech what could be described as a rhetoric of emergency situations. Thus, for example, the enhancement of an absolute and illusory political consensus, at the expense of open democratic deliberation; the reduction of scientific discourse to an expert discourse likely to provide decision-makers with certainties; the government's dependence on experts, which transforms its members into managers rather than decision-makers; the shift of democratic values from the level of action (respect for individual freedoms) to the level of discourse (holding on repressive measures a discourse fit to an open democracy); asking the public to voluntarily accept measures already enacted. The agreement of the audience is presented as indispensable, but in a relationship where its members do not have the floor—the TV address not being followed by a session of questions is symptomatic in this regard. By resorting to argumentation, the Chancellor does not offer the possibility of initiating an active dialogue; the purpose is to make citizens adhere to the merits of decisions that have been taken for them. According to the Chancellor, there is no alternative: “only one thing matters [...]”. The urgency of the situation and the need to avoid disaster are supposed to limit freedom of judgment and choice.
- 53 In this global context, what characterizes Merkel's speech? First, it is the meta-discourse, namely the reflexive nature of her speech concerning its relation to democracy and the argumentative nature of her address. It tackles the issue of democracy head-on in a time of acute crisis and does not attempt to defend the conformity of the anti-corona measures with democratic rights. Rather, it emphasizes the idea of an open democracy understood as a communication based on transparency and knowledge sharing.
- 54 In this context, the discourse undertakes to provide a justification for the measures adopted—in this case, their conformity with human values (the protection of health, the respect for the life of everyone) considered superior to the democratic values violated, regardless of their absolute importance. The emphasis on the human dimension is in line with a posture of proximity that is supposed to contribute to moral legitimation and to strengthen the Chancellor's authority. The ethical dimension of the discourse is even more salient because it relies heavily on pragmatic arguments.
- 55 Another characteristic of Angela Merkel's speech is the peculiarity of her self-presentation. No doubt it conforms to the principles that ensure the credibility of the speaker in terms of rhetoric, but it does so in a very special way. Indeed, as we have seen, she does not hesitate to admit her own fragility in these exceptional circumstances—something that few leaders are ready to do. She also shows herself as a sensitive woman who attaches great importance to feelings—love, disposition to physically show affection, need to protect loved ones are themes that she addresses explicitly. The emphasis on affectivity, which is supposed to bring together reason and feeling, reinforces the arguments that the speaker puts forward. The discourse is thus based on an ethic strongly imbued with affectivity, which gives it a very human tone and which calls for participation rather than obedience.
- 56 A discursive and argumentative analysis cannot measure the effects that this intervention has had on the public—it is a task that goes beyond its limits. Let us only note here that the protest demonstrations against the measures did not take place until a month after the Chancellor's speech. A first demonstration was organized in April in Berlin, the *Hygienedemo* organized by the group “Democratic Resistance” (mainly of far-

right tendency); most of the demonstrations were banned or dispersed, the number of participants was limited. The great wave breaks from August 2020.

- 57 In addition, surveys can give an idea (although very general) of immediate reception. Thus, a poll of March 27, 2020, communicated by the ZDF (the second German channel) marks that 75% of citizens said that the restrictions perfectly met the needs of the situation; for 20%, the measures did not go far enough; only 4% felt they were excessive. It will be necessary to examine the reactions both in the political sphere and the various media as well as in social networks. Similarly, it would be instructive to see how her speech helped reposition Angela Merkel in the political field.¹⁶

BIBLIOGRAPHY

- Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal : P. U. McGill)
- Aristotle. 1959. *Ars Rhetorica*. Edited by W. D. Ross (Oxford: Oxford UP)
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Debras, François. 2015. « Critique et légitimité des démocraties occidentales contemporaines », *Aide-mémoire* 72 [Online] <https://orbi.uliege.be/handle/2268/182527>
- Guerrini, Jean-Claude. 2019. *Les Valeurs dans l'argumentation. L'héritage de Chaïm Perelman* (Paris : Classiques Garnier)
- Fairclough, Isabela & Norman Fairclough. 2012. *Political Discourse Analysis* (London & New York: Routledge)
- Koren, Roselyne. 2019. *Rhétorique et éthique. Du jugement de valeur* (Paris : Classiques Garnier)
- Leimdorfer, François. 2015. « Critique et légitimité des démocraties occidentales contemporaines », *Aide-mémoire* 72 (Liège : P.U. de Liège)
- Leimdorfer, François & Alex-Louise Tessonneau. 1986. « Légitimité sociologique et analyse de discours : le parcours de la légitimité dans les textes de l'Unesco sur l'éducation de base », *Langage & société* 37, 61-111
- Leeuwen, Theo van. 2007. "Legitimation in Discourse and Communication", *Discourse & Communication* 1-1, 91-112
- Leeuwen, Theo van & Ruth Wodak. 1999. "Legitimizing Immigration Control: A Discourse-Historical Analysis", *Discourse Studies* 1-1, 83-118
- Oger, Claire & Caroline Ollivier-Yaniv, 2006. « Conjurer le désordre discursif. Les procédés de "lissage" dans la fabrication du discours institutionnel », *Mots. Les langages du politique* 81-2, 63-77
- Perelman, Chaïm. 1959. « Pragmatic Arguments », *Philosophy* 34, 18-27
- Perelman, Chaïm & Lucie Olbrechts-Tyteca. 1969 [1958]. *The New Rhetoric. A Treatise of Argumentation*. (transl. J. Wilinon & P. Weaver). (Notre-Dame/London: Univ. of Notre-Dame Press)

- Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. *Discourse & Society* 8-4, 523-566
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Schmelzer, Dagmar. 2020. « New We. Die diskursive Performanz gesellschaftlichen Zusammenhalts in Corona-Zeiten – ein deutsch-französisch-spanischer Vergleich », Hertrampf, Marina Ortrud M. (éd.). *Corona – Krise oder Wende?*, *PhiN* supplément 24, 129–148
- Walton, Douglas. 1997. *Appeal to Expert Opinion: Arguments from Authority* (Pennsylvania: Penn State Press)
- Weber, Max. 1946. “Politics as Vocation”, *Essays in Sociology* (New York: Oxford UP), 77-128
[Weber, Max. 1919. “Politik als Beruf”, *Geistige Arbeit als Beruf. Vier Vorträge vor dem Freistudentischen Bund*. Zweiter Vortrag (München: Dunker & Humblot)]

NOTES

1. To see some pioneering works on the question: Rojo and van Dijk (1997), van Leeuwen (2007), Fairclough and Fairclough (2012).
2. <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/fernsehansprache-von-bundeskanzlerin-angela-merkel-1732134>.
3. <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/coronavirus-ansprache-angela-merkel-und-die-grenzen-des-staates-16685141.html>
4. [bundesregierung.de/breg-de/suche/pressekonferenz-von-bundeskanzlerin-merkel-zu-massnahmen-der-bundesregierung-im-zusammenhang-mit-dem-coronavirus-1731022](https://www.bundesregierung.de/breg-de/suche/pressekonferenz-von-bundeskanzlerin-merkel-zu-massnahmen-der-bundesregierung-im-zusammenhang-mit-dem-coronavirus-1731022)
5. [sueddeutsche.de/politik/coronavirus-telefonkonferenz-merkel-soeder-laschet-1.4853990](https://www.sueddeutsche.de/politik/coronavirus-telefonkonferenz-merkel-soeder-laschet-1.4853990)
6. Paradoxically, the AfD (*Alternative für Deutschland* – extreme party-right) and *Die Linke* (far-left party) both note the same shortcomings in Merkel's proposals (in particular more extensive and concrete social protection measures).
7. Quotes according to the official translation [bundesregierung.de/breg-de/themen/coronavirus/statement-chancellor-1732296](https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/coronavirus/statement-chancellor-1732296)
8. See the very interesting article of van Leeuwen, “Legitimation in Discourse and Communication”, which speaks of “moral evaluation” – a category we retain here without adopting the whole of its analytical grid.
9. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/human-rights-and-health>
10. www.who.int/governance/eb/who_constitution_fr.pdf
11. See D. Schmelzer (2020) who speaks of a turning point, a “new Us” that appears—in Merkel and Spahn—since the beginning of the pandemic, and stands out favorably from “the disintegration of democratic consensus and solidarity”.
12. *Oxford Learner's Dictionary*
13. For the relationship between authority and trust, cf. Angenot 2013.
14. As the Islamist attack in Berlin on 19.12.2016 leaves twelve dead, the families of the victims and the press deplore the belated and not very sensitive reaction of the Chancellor.
15. Cf. R. Amossy's contribution in this volume.
16. Quoted in <https://www.bpb.de/apuz/314351/corona-angst-und-die-geschichte-der-bundesrepublik>

ABSTRACTS

This article explores the discursive and argumentative procedures that build the legitimacy and authority of Chancellor Angela Merkel in her first TV address on Covid-19. Establishing a necessary distinction in these two correlated and often confused notions, the analysis uncovers a global “rhetoric of the coronavirus”: staging of institutional legitimacy reinforced by the unity of the rulers (an all-encompassing “we”) and building of authority by the argument of epistemic authority (experts); justification of anti-Covid measures by pragmatic arguments or by historical examples; construction of an *ethos* that ensures credibility. The analysis also reveals procedures specific to emergency situations: enhancement of an absolute and illusory political consensus, at the expense of open democratic deliberation; reduction of scientific discourse to the discourse of experts likely to provide certainty to decision-makers, transformed into managers; calls on the public to accept of its own free will measures already enacted. Finally, the article highlights the specificities of Merkel's speech on this occasion: the meta-discourse that tackles head-on the relationship to democracy, but also to argumentation, the insistence on human values considered superior to the democratic values violated, the posture of proximity supposed to contribute to moral legitimation and to strengthen the authority of the Chancellor. The ethical dimension of the discourse is all the more salient because it relies heavily on pragmatic arguments. Another characteristic of Angela Merkel's singular self-presentation is the confession of her own fragility, the image of a sensitive woman who unites reason and feeling, the emphasis on an ethic strongly imbued with affectivity that gives her a very human accent and calls for “solidary action” rather than for mere obedience.

Cet article se propose d'étudier les procédures discursives et argumentatives qui construisent la légitimité et l'autorité de la Chancelière Angela Merkel dans sa première allocution télévisée sur la Covid-19. Instaurant une distinction nécessaire en ces deux notions corrélées et souvent confondues, l'analyse dégage une rhétorique globale du coronavirus : mise en scène de la légitimité institutionnelle renforcée par l'unité des gouvernants (un « nous » englobant), construction d'autorité par le recours à l'argument d'autorité épistémique (les experts), justification des mesures anti-Covid par des arguments pragmatiques ou par l'exemple, construction d'un *ethos* qui assure une crédibilité. En même temps, l'analyse dévoile des procédés propres aux situations d'urgence : mise en valeur d'un consensus politique absolu, et illusoire, aux dépens d'une délibération démocratique ouverte ; réduction de la parole scientifique à une parole d'experts susceptible de fournir des certitudes aux décisionnaires, transformés en gestionnaires ; déplacement des valeurs démocratiques du plan de l'action vers le plan du discours ; demande au public d'accepter de son plein gré des mesures d'ores et déjà édictées. Enfin, l'article souligne les spécificités de la parole de Merkel en cette occasion : le métadiscours qui aborde de front le rapport à la démocratie, mais aussi à l'argumentation, l'insistance sur les valeurs humaines considérées comme supérieures aux valeurs démocratiques enfreintes, la posture de proximité censée contribuer à la légitimation morale et à renforcer l'autorité de la Chancelière. La dimension éthique du discours est d'autant plus saillante qu'elle s'appuie fortement sur des arguments pragmatiques. Une autre caractéristique est la présentation de soi singulière d'Angela Merkel : aveu de sa propre fragilité, image de femme sensible qui unit la raison et le sentiment, appui sur une éthique fortement imprégnée d'affectivité qui lui donne un accent très humain et qui en appelle à « l'action solidaire » plus qu'à l'obéissance.

INDEX

Mots-clés: autorité, Coronavirus, légitimité, Merkel, valeurs

Keywords: authority, Coronavirus, legitimacy, Merkel, values

AUTHORS

JÜRGEN SIESS

ADARR

RUTH AMOSSY

Tel-Aviv University, ADARR

Emmanuel Macron face à la Covid-19 : un Président en quête de réparation d'image

Emmanuel Macron facing Covid-19: A president in search of image repair

Keren Sadoun-Kerber et Stéphane Wahnich

Introduction

- 1 **Réparation d'image et construction discursive de l'autorité et de la légitimité**
- 2 Comment un dirigeant politique peut-il exercer son autorité en se faisant obéir volontairement, lorsque son image publique est dégradée et qu'il suscite la méfiance dans une grande partie de la population ? C'est la situation dans laquelle se trouve Emmanuel Macron lors de ses deux premières allocutions à la nation au sujet du Coronavirus (le 12 et 16 mars 2020). Il s'agit ici d'examiner la façon dont le Président français cherche, par diverses stratégies de réparation de l'image, à construire son autorité et à renforcer une légitimité parfois remise en question.
- 3 Quelques mots s'imposent à l'orée de l'analyse sur la notion de « réparation d'image ». Il s'agit d'un processus discursif qui a été formulé différemment dans diverses perspectives disciplinaires. Déjà selon la rhétorique d'Aristote, l'orateur doit éliminer toute impression négative sur sa personne dans son discours. Pour le sociologue E. Goffman (1959), il s'agit d'un travail de « figuration » à travers laquelle une personne cherche à rectifier les mauvaises impressions que l'autre a d'elle. Le chercheur en science de la communication W. Benoit (1995, 2014) y voit une entreprise de persuasion visant à modifier la perception négative d'une personne accusée d'avoir commis un acte offensif ; il mentionne cinq grandes catégories de réparation d'image : dénégation, réduction de la responsabilité, réduction des sentiments négatifs à l'égard de celui qui en est la victime, action de correction et mortification. Bien que cette théorie bien connue soit intéressante, elle ne tient pas compte de composantes essentielles du discours, comme le genre ou divers éléments rhétoriques fondamentaux (Johansen et

Frandsen 2001, Sadoun-Kerber 2016, Amossy 2018). C'est pourquoi on adoptera ici une démarche analytique différente, ancrée dans l'analyse du discours et de l'argumentation. Elle nous permettra d'étudier la construction d'une image méliorative dans une perspective rhétorique centrée sur l'*ethos*, en examinant comment s'y consolident la légitimité et l'autorité du locuteur en discours.

- 4 L'image détériorée du Président Macron est en lien avec l'ébranlement de sa légitimité. En effet, dès le départ, son élection est considérée comme une « victoire par défaut » contre Marine Le Pen en raison de la disqualification de François Fillon par diverses « affaires » ; puis son plan et ses réformes ne sont pas acceptés de tous ; de plus, ses petites phrases méprisantes¹ et les scandales à répétition, et surtout l'affaire Benalla², provoquent une grande méfiance de la part des Français à l'égard du Président. Un clivage s'opère alors entre le pouvoir et le peuple. Clivage qui va s'exprimer politiquement lors des manifestations des Gilets jaunes provoquées par un projet de hausse des prix de l'essence. Cette révolte populaire gérée à travers les médias sociaux va durer tout le long de l'année 2019. A titre d'exemple, on constate que l'allocution de Nouvel An du Président en 2018 a provoqué sur Twitter des réactions exceptionnellement violentes, utilisant une quantité remarquablement élevée d'attaques *ad hominem* et *ad personam* (Sadoun-Kerber 2021).
- 5 De plus, les mesures adoptées pour contrer la Covid-19 peuvent être considérées comme excessives et peu conformes à la valeur de la liberté (de surcroît inscrite dans la devise nationale) que chérit une démocratie. Comment arriver à convaincre les Français d'opérer un changement dans leurs habitudes et de renoncer à des libertés auxquelles ils sont attachés ?
- 6 Conscient de ces enjeux, le Président Macron procède en répondant à la fois au besoin de manifester sa crédibilité, en lien avec les composantes de l'*ethos* aristotélicien, à la nécessité de renforcer une légitimité partiellement remise en cause et enfin, à mettre celle-ci au service du renforcement de son autorité pour être écouté et suivi. Il s'agit pour lui de rétablir aussi bien la crédibilité de sa personne que le respect qu'elle doit inspirer, deux aspects de l'autorité que Marc Angenot (2013) prend soin de différencier.
- 7 **La situation de discours**
- 8 Le manque de légitimité et d'autorité est d'autant plus criant au début de l'épidémie que pour Macron, la gravité de la maladie a été sous-estimée. Ainsi, à l'instar de nombreux scientifiques et commentateurs présents dans les médias qui expliquaient alors aux Français que cette nouvelle maladie n'était pas plus sérieuse qu'une « grosse grippe »³ et que le danger s'avérait d'ailleurs « très faible » en raison de son cantonnement à la Chine, comme le déclarait la Ministre de la Santé Agnès Buzin⁴, Macron n'a pas pris tout de suite la mesure de ce qui allait se produire de par le monde. La décision d'un confinement n'a donc pas constitué une mesure évidente pour le Président français. Cette décision s'est prise dans une sorte de volte-face, en trois temps, sur dix jours.
- 9 Le premier temps consiste en la négation de la dangerosité de la maladie. Ainsi, afin de prouver que l'épidémie n'est pas importante, Emmanuel et Brigitte Macron se rendent le 6 mars au théâtre pour « Inciter les Français à sortir malgré le coronavirus » comme le titre BFM le lendemain. « La vie continue. Il n'y a aucune raison, mis à part pour les populations fragilisées, de modifier nos habitudes de sortie », déclare alors le président en présence d'un journaliste de l'émission « Quotidien » de la chaîne TMC selon un *tweet* de Jean-Marc Dumontet, propriétaire du théâtre qui a eu l'honneur de la visite

présidentielle. Le deuxième temps apparaît dans le premier discours présidentiel du 12 mars qui annonce les premières mesures d'un début de confinement qui ne dit pas encore son nom. D'ailleurs, le président français réaffirme que « dans l'immense majorité des cas, la Covid-19 est sans danger, mais le virus peut avoir des conséquences très graves, en particulier pour celles et ceux de nos compatriotes qui sont âgés ou affectés par des maladies chroniques comme le diabète, l'obésité ou le cancer ». A la suite de ce discours qui se veut non alarmiste mais prudentiel, Macron critique ses opposants en soulignant : « Certains nous disent : “vous n'allez pas assez loin” et voudraient tout fermer et s'inquiètent de tout, de manière parfois disproportionnée, et d'autres considèrent que ce risque n'est pas pour eux ». Cette position politique qui se veut équilibrée – entre les « jusqu'au-boutistes » et ceux qui nient le risque – peut paraître raisonnable, ce qui peut permettre d'imposer plus aisément des mesures qui auraient pu être considérées comme exagérées. De surcroît, l'usage du pronom indéfini « certains » permet à Macron, qui quant à lui est bien identifié, de dominer la « scène » politique face à des opposants anonymes. Le troisième temps tient dans l'annonce du confinement général dans le discours du 16 mars. Il reprend l'usage du mot « certains » afin de décrire ceux qui ont douté. Il déclare ainsi : « Jusqu'alors, l'épidémie était peut-être pour certains une idée lointaine, elle est devenue une réalité immédiate, pressante ». De fait, en dénonçant ceux qui doutent, il entend effacer sa propre posture alors même que cette phrase décrit son attitude des 6 et 12 mars.

- 10 La description préliminaire de ces trois temps est importante car elle montre combien, dans ces circonstances, la fiabilité du discours présidentiel est mise à mal. Emmanuel Macron va donc développer un système d'argumentation susceptible de rétablir un *ethos* meilleur, en renforçant sa légitimité et son autorité présidentielles.

1. Un Président en manque de légitimité

1.1. La légitimité institutionnelle

- 11 Dès le départ de la crise, Emmanuel Macron va s'appuyer sur sa légitimité institutionnelle. En tant que chef de l'État, le Président, pour ses interventions annonçant le confinement, va mettre en place un décorum montrant qu'il détient le pouvoir car légitimement élu. Il sait qu'après la séquence des gilets jaunes, sa légitimité en tant que responsable politique est remise en cause par un an de manifestations continues et c'est la puissance des institutions de la V^e République qui doit lui permettre d'intervenir sans que les crises antérieures l'empêchent d'agir politiquement. Pour y parvenir, il va mettre en scène les mythes de la Présidence de la République.
- 12 Le premier mythe est celui de l'homme providentiel avec un exercice solitaire du pouvoir. En effet, contrairement à la Première Ministre belge qui intervient au sein d'un collectif, Emmanuel Macron est seul à l'écran face aux Français. De plus, son mode d'intervention est très solennel : contrairement au Président du Conseil italien il ne tient pas une conférence de presse : il intervient de façon gaullienne.
- 13 La durée des discours est également révélatrice. Par ces temps de parole, il s'impose à la nation. Le discours du 12 mars va durer 27 minutes, soit près d'une demi-heure et son second discours, celui du 16 mars, va durer 21 minutes. Ses deux allocutions ont

également recours aux formules traditionnelles des discours institutionnels avec la formule introductive « Françaises, Français, mes chers compatriotes » et en concluant avec « Vive la République ! Vive la France ! ». Ce mode d'expression, inscrit dans la grande tradition « présidentielle », a également pour but d'émettre un discours d'explication de la crise sans intermédiaire, et sans contradiction, évitant tout reproche ou tout dissensus possible. La logique n'est pas celle de la posture démocratique qui se prête au débat, mais celle de la rhétorique de l'urgence où le danger légitime une limitation de la démocratie. Pour imposer cette posture, Emmanuel Macron va mettre en scène physiquement sa légitimité institutionnelle. Il va intervenir seul comme nous l'avons vu, en présence des drapeaux français et européen, comme lors de toutes les interventions officielles. Le décor de la salle rappelle les ors du pouvoir. En effet, les murs sont en dorures style Ancien Régime. Loin de la modernité voulue parfois par le Président, le décor sert à asseoir l'idée de la solidité du pouvoir, de la continuité des institutions rappelant une France éternelle. Autrement dit, tout le décorum sert à envoyer les signes traditionnels pour que les Français croient dans un pouvoir qui dépasse la simple situation politique d'Emmanuel Macron.

1.2. La Légitimité par les valeurs : l'État-providence au service du bien public

- 14 Le Président recourt aussi à une légitimation par les valeurs, et en particulier par le bien public dont il est en charge. Il manifeste qu'il a le droit de parler et d'agir au nom de valeurs partagées. Il évoque la protection des plus faibles, et fait preuve de solidarité en promettant à tous ceux qui seront touchés une aide substantielle de l'État.
- 15 Il montre en même temps qu'il place la protection de la santé publique au-dessus de tout, ce qu'il exprime dans l'énoncé « La santé n'a pas de prix ». Il s'agit d'une expression toute faite reflétant une *doxa*, à travers laquelle un consensus est censé s'établir en soudant les Français. Cette formule sert de prémisse majeure à l'enthymème suivant : « la santé n'a pas de prix », « La Covid-19 est une menace grave sur la santé », donc « il faut se protéger contre la Covid-19 quoi qu'il en coûte et payer ce qu'il faudra ».
- 16 La phrase « quoi qu'il en coûte » attire l'attention (elle est énoncée trois fois dans ce discours à des moments différents). La question qui peut se poser est celle du prix à payer. La déclaration est d'autant plus remarquée qu'il s'agit ici d'une position qui n'est pas caractéristique de la gouvernance dite néo-libérale de Macron. Le passage suivant a été beaucoup commenté dans les médias⁵ :
- Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe.
- 17 On remarquera la reformulation du vocable « coûts » en « bien précieux » et « atouts indispensables ». Ces épithètes font partie de l'évaluation positive de l'argument qu'il avance. Pour certains il déclame une « ode » à la solidarité et aux services offerts par l'État-Providence : le locuteur chante les louanges du système français,⁶ par opposition à un modèle de « développement mondial » néo-libéral - ce qui constitue un éventuel revirement à gauche de Macron, accusé auparavant de vouloir « saboter » l'État-providence, en particulier au sujet de la réforme des régimes des retraites.

- 18 C'est le besoin soudain, mais évident, de solidarité qui guide ce revirement à gauche. Il renforce la légitimité de Macron car son discours réactualise une valeur phare de la République française, celle de la Fraternité qui est aussi importante que les valeurs de Liberté et d'Égalité.
- 19 Pour justifier cette position de défense des faibles, il recourt à l'autorisation « impersonnelle » (Van Leeuwen 2007 – ou, selon Weber, l'autorité légale-rationnelle) qui peut certes être interprétée comme une considération pragmatique, mais aussi constituer une attention aux plus démunis et plus largement à tous ceux qui sont inquiets pour leur avenir économique en raison du confinement. Par son insistance sur les valeurs communément acceptées dans la société française (solidarité, soin aux faibles), le locuteur les fait rejaillir sur sa personne – il se présente comme le défenseur de ces valeurs. Il renforce ainsi une composante essentielle de l'*ethos* selon Aristote, la vertu, qui est censée contribuer à sa légitimité remise en cause et contribuer à sa réparation d'image.

1.3. La légitimité démocratique

- 20 Enfin, E. Macron accorde une place importante à l'appel à voter aux élections municipales dans le discours du 12 mars. En insistant sur l'importance du vote citoyen, il renforce indirectement la légitimité démocratique de sa propre élection - ce que Charaudeau nomme « légitimité par mandatement » (2005 : 57). Pour mobiliser les électeurs, le chef de l'État invoque un appel à l'autorité des scientifiques (on y reviendra). « Dans ce contexte », dit-il, « j'ai interrogé les scientifiques sur nos élections municipales, dont le premier tour se tiendra dans quelques jours. Ils considèrent que rien ne s'oppose à ce que les Français, même les plus vulnérables, se rendent aux urnes. ». C'est là que l'autorité épistémique est instrumentalisée par l'autorité politique pour des décisions qui relèvent du domaine politique. De plus, le chef de l'État insiste sur le fait qu'il a interrogé les dirigeants des autres partis pour disposer d'un accord large. Ceci renforce sa légitimité dans un régime démocratique qui prend effectivement en compte l'ensemble des citoyens, des gouvernés et de leurs représentants. Le Président exhibe ainsi une attitude conforme aux principes de la République. La légitimité de son rôle de Président est supposée s'en trouver renforcée, car il veille à la démocratie et maintient les valeurs de la République jusque dans le contexte très préoccupant de la pandémie.

2. Une autorité en discours

2.1. Analyser la construction discursive de l'autorité

- 21 Comme l'autorité est un terme polysémique, précisons dès à présent qu'il est entendu ici comme le « pouvoir d'agir sur autrui » (TLFi), et plus spécifiquement « ce par quoi le pouvoir s'impose, ce qui produit la soumission sans recours à la contrainte physique » (Larousse) – « soumission » pouvant être remplacée par « obéissance ». Mais pour y parvenir, il faut que le dirigeant soit celui qui détient le savoir et qui sait comment agir. C'est justement sur ce sujet que l'autorité déjà éprouvée d'Emmanuel Macron est mise à mal car l'évolution du discours du Président entre le 6 et le 16 mars montre que le « sachant » apprend en même temps que « l'écouter ».

- 22 Pour contrecarrer cette fragilité face à la Covid-19, Emmanuel Macron va construire en discours différentes images d'autorité. On examinera en un premier temps celle de Chef des armées, qui relève de son titre institutionnel, et celles qui s'attachent aux quatre formes d'autorité définies par Alexandre Kojève (2004) afin que l'écoute consciente que représente l'obéissance reste de mise : l'autorité du chef qui correspond à la maîtrise de la violence légitime, l'autorité du père qui apporte protection et conseils, l'autorité du juge qui définit le bien et le mal. L'autorité du chef, de celui qui détient le savoir, sera traitée dans un deuxième temps de l'analyse, où on verra à travers quelles stratégies rhétoriques Macron procède à une construction d'*ethos* qui met en avant sa *phronesis*. On étudiera de même les dimensions de l'*aretè* et de l'*eunoia* dans la construction d'un *ethos* mélioratif. On pourra observer que le Président orchestre l'ensemble de ces postures politiques et des différentes facettes de l'*ethos* afin de retrouver auprès des Français une confiance qui a été malmenée lors des mouvements sociaux antérieurs à la pandémie, et de réparer son image endommagée de dirigeant.

2.2. La construction de quatre images d'autorité

- 23 Dans ce sens il est possible de parler de réparation d'image indirecte, à savoir que la tentative de neutraliser les impressions négatives de sa personne passe par le renforcement des composantes de l'*ethos* (et n'aborde pas directement les reproches qui lui sont adressés à l'aide des stratégies de réparation étudiées dans la littérature savante).

2.2.1. Le chef des armées : les métaphores de la guerre

- 24 L'image du dirigeant en chef des armées, ce qu'est Macron en vertu de ses titres, est construite discursivement par un ensemble de moyens : 1) la répétition, 2) la formule, 3) l'argument par les conséquences négatives ou l'appel à la peur, 4) la métaphore.
- 25 **1)** Dans le premier discours, l'image de chef des armées s'inscrit indirectement dans le discours par l'énoncé « Je compte sur vous ». Il revient onze fois comme un mantra qui sert à préparer les esprits à un défi qu'il faut relever, et sonne comme l'exhortation d'un commandant qui prépare mentalement ses troupes à une guerre. La répétition sert à bien imprimer dans les esprits ce qui est avancé, et à le graver dans la mémoire ; elle constitue de ce fait un moyen de persuasion. On notera que cet appel du Président en personne à l'allocataire met en place une dynamique de la confiance : si le Président « compte » sur son auditoire, c'est qu'il a confiance en lui. En retour, il faut que le public fasse confiance à Macron, qui, en l'occurrence, dirige les opérations.
- 26 **2)** Un moyen plus direct de construction discursive de l'image de chef des armées est la formule de « mobilisation générale », que l'on découvre plus loin dans le premier discours. La formule selon Krieg-Planque (2015) constitue un moyen d'exercer une autorité discursive et de clore un débat possible. Dans celle de « mobilisation générale » qui se répète, et qui de surcroît fait référence à un état d'urgence, elle sert à bloquer une capacité de réflexion critique qui ne doit pas interférer dans un état d'urgence exigeant « la mise sur le pied de guerre [...] de l'ensemble des forces d'un pays » (TLFi). Cette formule revêt une force perlocutoire ; elle est à la fois un moyen discursif de construction d'image (celle du commandant en chef qui peut décréter une mobilisation

générale) et un appel aux citoyens à agir, l'action consistant en l'occurrence à obéir et mettre en pratique les consignes données.

- 27 Ajoutons que la formule de « mobilisation générale » explicitement énoncée (trois fois dans ce discours) construit un champ sémantique en renvoyant tacitement aux deux guerres mondiales qui ont sévèrement éprouvé la France. Il s'agit d'une allusion qui est à reconstruire à partir d'un intertexte – lequel n'est peut-être pas nécessairement prégnant dans la mémoire de tous les Français⁷. Si néanmoins l'allusion est identifiée, elle est à même de souder les Français en exerçant sur eux l'autorité de la tradition, dans le sens de la mémoire du passé. Notons toutefois que l'atmosphère d'état d'urgence est susceptible à elle seule de provoquer cet effet.
- 28 **3)** Un troisième moyen de construire un *ethos* de dirigeant par l'analogie de la mobilisation générale repose sur l'argument pragmatique dans lequel elle est prise en charge. Le premier discours fourmille d'allusions à l'état d'urgence, sans pour autant qu'il y ait une mention explicite d'« état d'urgence » ou de « guerre ». La formule de « mobilisation générale » sert dans le deuxième discours du 16 mars à renforcer la menace que fait peser la pandémie par l'appel à la peur, qui est une forme d'argument par les conséquences négatives (Walton 2000). Par la formule de « mobilisation générale » Macron vise à rendre les Français plus disciplinés en suggérant que s'ils ne le sont pas, les conséquences seront extrêmement graves. L'argument par la peur constitue une démarche qui vise à se faire obéir, et permet d'exercer son autorité.
- 29 **4)** Cela rejoint la métaphore de la guerre prononcée explicitement dans le deuxième discours, datant du 16 mars, et qui est aussi sous-entendue dans l'une des phrases qui précèdent la fin du même discours, selon laquelle « l'âme généreuse des Français a permis à la France d'affronter les plus dures d'épreuves ». Ici, la métaphore de la guerre est explicite : « Nous sommes en guerre, en guerre sanitaire, certes... ». Le lexème « guerre » est répété sept fois (seule la première mention explicite qu'il s'agit d'une guerre sanitaire). Le constat que fait Macron, la situation extrême de guerre, justifie les mesures exceptionnelles du confinement, et le confirment dans ses fonctions officielles de Chef des armées mais plus largement de Chef de l'Etat.

2.2.2. L'image du Chef : rappeler la violence légitime

- 30 Le fait qu'un grand nombre de Français n'a pas respecté les consignes depuis le premier discours amène le Président à durcir le ton, et à utiliser des procédés discursifs qui montrent un exercice plus marqué de l'autorité, voire une tendance autoritaire (absents du premier discours) : 1) une menace de sanctions en cas d'infraction aux règles ; 2) une demande explicite d'obéissance. 3) l'usage d'un discours d'autorité qui s'exprime dans des phrases ayant un sujet impersonnel (« il ne faut pas... »), qui procède à un effacement énonciatif. Au-delà de son image de Chef des armées, Emmanuel Macron adopte ainsi l'une des quatre postures d'autorité énumérées par Kojève : celle du chef.
- 31 Dans le discours du 16, il rappelle en effet aux Français qu'en cas de non-« écoute », il reste à l'État sa capacité de coercition, celle de forcer les gens à respecter les consignes mises en place contre la propagation de la Covid-19. Ce rappel est bref car il ne souhaite pas que la « violence légitime » soit le moteur de l'obéissance. Le Président sait que si les individus se refusent à suivre les recommandations, le système policier français ne sera pas suffisant. Néanmoins, il rappelle que « Toute infraction à ces règles sera

sanctionnée ». Les mots « infraction, règles, sanction » forment un triptyque qui légitime la répression du point de vue légal. Il est intéressant de noter que cette figure d'autorité n'est pas présente dans le premier discours car les mesures étaient moins directives et le recours potentiel à la force aurait été sans doute mal accepté, d'autant plus que le Président parle six jours après qu'il s'est rendu au théâtre.

- 32 Mais le discours d'autorité du chef ne se cantonne pas à l'idée de répression, E. Macron en profite pour restaurer son image de chef de l'État et confirme son pouvoir d'émetteur de normes en déclarant : « Je pose des règles nouvelles, nous posons des interdits... ». En effet, la situation exige une évolution des lois qui régit le quotidien des Français, et cette situation offre l'occasion d'une réaffirmation du rôle présidentiel. Mais sur ce sujet également, ce rappel est exprimé très rapidement et il n'est absolument pas au cœur de l'autorité dont veut disposer Emmanuel Macron dans son discours. Enfin, on doit également souligner que la phrase sur les règles nouvelles continue par « il y aura des contrôles ». Contrôler n'est pas punir, ainsi dans le discours, le locuteur ne veut pas se montrer trop sévère car le lien entre nouvelles lois et punition n'encourage pas les peuples à être volontaires alors même que la lutte contre la Covid-19 ne peut être efficace que si les individus sont persuadés de l'utilité des directives émises. Ce besoin de persuasion s'exprimera donc à travers un discours qui sera celui du maître et du père. On voit bien que, contrairement à l'affirmation de Hannah Arendt (1968), l'argumentation fait ici partie intégrante de la construction de l'autorité.

2.2.3. Le Père : un Président protecteur des Français

- 33 Emmanuel Macron va développer deux types de discours qui relèvent de l'autorité du père. En voulant montrer qu'il prend soin des Français, il va, d'une part, recourir à un discours d'explication sur les comportements à tenir pour se protéger et protéger les autres de la Covid-19 mais d'autre part, prodiguer des conseils de vie.

34 **Un discours d'explication**

- 35 Le discours d'explication est présent dès le 12 mars mais va s'accroître très logiquement dans le discours du 16 mars qui est le discours du confinement. Dans un premier temps, Emmanuel Macron va expliquer les gestes de base pour éviter d'être contaminé, donner des explications simples et précises sur les gestes barrières à respecter :

Cela veut dire se laver les mains suffisamment longtemps avec du savon ou avec des gels hydroalcooliques. Cela veut dire saluer sans embrasser ou serrer la main pour ne pas se transmettre le virus. Cela veut dire se tenir à distance d'un mètre. Ces gestes peuvent vous paraître anodins. Ils sauvent des vies, des vies. C'est pourquoi, mes chers compatriotes, je vous appelle solennellement à les adopter.

- 36 Mais on peut aussi observer qu'avec la dernière phrase de ce passage, on revient à un discours plus officiel au sein duquel l'autorité du Chef de l'État intervient à nouveau, avec l'usage de l'adresse « mes chers compatriotes » qui permet de retrouver une distanciation entre le locuteur et les écoutants à l'instar du mot « solennellement » qui relève d'un registre qui ne fait pas partie du vocabulaire de la proximité. Et surtout l'appel direct à agir dans « Je vous appelle [...] à les adopter ». Il va aussi conseiller les Français, comme un parent pourrait le faire à ses enfants si la maladie apparaissait, en déclarant : « Sans signe grave, contactons notre médecin traitant. N'appelons le Samu et ne nous rendons à l'hôpital qu'en cas de forte fièvre » (16 mars). Par la suite, à

l'annonce du confinement apparaît un discours d'explication plus « autoritaire ». Les conseils du 12 mars vont se transformer en ordres attentionnés dans le discours du 16 mars :

Dès demain midi et pour 15 jours au moins, nos déplacements seront très fortement réduits.

Les regroupements extérieurs, les réunions familiales ou amicales ne seront plus permises.

Vous risquez de contaminer vos amis, vos parents, vos grands-parents, de mettre en danger la santé de ceux qui vous sont chers (16 mars).

- 37 L'usage des verbes émet une certaine autorité tout en conservant un discours qui relève davantage du conseil à suivre que de l'ordre à exécuter. En effet, l'impératif « respectons » est conjugué à la première personne du pluriel qui représente un « nous » collectif incluant le locuteur, « Il s'agit » est un verbe plus passif mais qui émet un constat de fait imposé par le Président. Dans le cas de « vous risquez », il ne s'agit cependant pas d'un interdit ; on a affaire à une mise en garde faisant partie d'un argument par la peur ou *ad baculum*. L'ensemble de ces phrases est utilisé à la forme impersonnelle qui atténue la violence de l'ordre mais qui impose cependant l'autorité dans le discours. On s'aperçoit bien que Macron entend ne pas brusquer les Français, afin qu'ils adoptent volontairement les bons gestes. Si le discours global est alarmiste, les consignes aux Français ne correspondent pas à l'état d'urgence décrit et l'on assiste à une attention portée aux Français plutôt inhabituelle de la part de Macron. Il ne se contente pas de rappeler les consignes, il va également conseiller les Français sur ce qu'il faudra faire pendant le confinement, en émettant le discours qu'un père pourrait tenir à son enfant pour qu'il emprunte le bon chemin.
- 38 Dans cette posture attentionnée, le Président travaille les images péjoratives de sa personne comme déconnecté du public et indifférent aux plus faibles. En même temps, il n'est pas inutile de rappeler deux éléments lui manquant pour asseoir son autorité : que lui-même n'est pas père, et qu'il a été élu à un âge relativement jeune. Cette posture lui permet donc de remédier à ces points faibles du point de vue de son autorité.
- 39 **Des conseils pour parvenir à la vie bonne**
- 40 D'après Léo Strauss et Joseph Cropsey (1994), pour Aristote, il existe trois sortes de vie, la vie de plaisir, la vie politique et la vie philosophique. On peut retrouver ces aspects dans une partie du discours d'Emmanuel Macron. En effet, à un moment donné, le Président va prodiguer des conseils sur ce qu'il faut faire pour conserver une attitude positive face au confinement. On peut y voir une allusion aux notions du philosophe relatives à la vie politique et à la vie philosophique – pour que les Français puissent abandonner, sans trop de regrets, la vie de plaisir impossible en temps de confinement. Emmanuel Macron va conseiller de développer les relations sociales avec sa famille ou ses proches afin que le confinement ne soit pas synonyme de trop d'isolement. L'attention à l'autre, les échanges téléphoniques ou épistolaires sont conseillés pour que chaque être humain puisse développer sa propre éthique sociale. Ainsi, il va d'ailleurs utiliser l'impératif pour conseiller « cette vie bonne » : « Écrivez, téléphonez, prenez des nouvelles, protégez en limitant les visites » (12 mars).
- 41 Macron va également relativiser le respect de la loi en faveur de la conservation de cette éthique sociale, tout comme Aristote qui exprimait une tension entre les concepts de « justice » et « d'amitié » : « Cela ne doit pas nous empêcher de garder le lien,

d'appeler nos proches, de donner des nouvelles, d'organiser aussi les choses avec nos voisins, d'inventer de nouvelles solidarités entre générations, de rester, comme je vous l'ai dit jeudi dernier, profondément solidaires... » (16 mars).

- 42 Cette logique se poursuit par la promotion de la « vie philosophique », lorsque le Président conseille aux Français de profiter du temps du confinement pour se cultiver et apprendre. Il adopte une attitude très proche de celle d'Aristote lorsqu'il souligne l'importance de retrouver le « sens des choses » ou « de l'essentiel ». Voici ce qu'il déclare dans son discours du 16 mars : « Lisez, retrouvez aussi ce sens de l'essentiel. » – « La culture, l'éducation, le sens des choses est important. »
- 43 Dans les faits, le Président écarte « la vie de plaisir » en raison du confinement pour privilégier « la vie politique » (la relation à l'autre) et « la vie philosophique » afin de conserver le bonheur des Français, non plus par la consommation et les loisirs mais par la création d'un nouveau rapport social et par une autre compréhension du monde. Ainsi, pour adopter le terme d'Aristote, les Français pourront atteindre « le plaisir par la vertu ». Ce discours montre les influences philosophiques d'Emmanuel Macron ainsi que la cultivation dès le début de son mandat d'une image du « roi philosophe ». Pour autant, il est rare que cela s'exprime dans ce type de discours.
- 44 Cependant, on doit souligner que cela pose un problème au-delà des bonnes intentions présidentielles. En effet, conseiller de téléphoner à sa famille ou de se remettre à lire relève de la sphère privée, et, lorsque le politique intervient dans la sphère privée, cela pose un problème démocratique (Arendt 1972). Ces passages – qui ne sont d'ailleurs pas structurants dans les discours présidentiels – montrent les limites que le politique doit se fixer afin de conserver les valeurs démocratiques, même en temps de crise. Ceci est d'autant plus vrai que le débat polémique, donc démocratique, va tendre à s'effacer dans le discours d'Emmanuel Macron.

2.2.4. Le juge : définir le bien et le mal malgré le besoin d'unité

- 45 Dans son premier discours, le Président ne peut s'empêcher d'émettre sa propre opinion politique face à l'événement tout en continuant de mettre en scène le clivage qu'il affectionne tant, entre nationalistes et pro-européens. Il utilise alors l'autorité du juge dans le sens de Kojève, lorsqu'il détermine les « bons » et les « méchants ».
- 46 Les « méchants » regroupent ceux qui auraient un réflexe de « replis nationaliste » ou « individualiste » lorsqu'Emmanuel Macron déclare « L'autre écueil, ce serait le repli individualiste » (12 mars) et également « D'une part, le repli nationaliste. Ce virus n'a pas de passeport. Il nous faut unir nos forces, coordonner nos réponses, coopérer. La France est à pied d'œuvre. La coordination européenne est essentielle, et j'y veillerai » (12 mars). Les « bons » seraient, dans le discours présidentiel, ceux qui estiment que les réponses, tant économiques que scientifiques, seront européennes, lorsqu'il déclare « L'Europe a tous les atouts pour offrir au monde l'antidote au Covid-19. Des équipes sont également à pied d'œuvre pour inventer un vaccin ». (12 mars) ou bien « Nous, Européens, ne laisserons pas une crise financière et économique se propager. Nous réagirons fort et nous réagirons vite. L'ensemble des gouvernements européens doit prendre les décisions de soutien de l'activité puis de relance quoi qu'il en coûte » (12 mars). L'Europe représente alors l'espoir de la sortie de crise, aussi bien à travers une relance économique que par l'invention d'un vaccin. Autrement dit, l'opposition Macron/Le Pen reste de mise pour le Président, malgré la situation.

47 On pourrait, dans un premier temps, se poser la question de savoir si ces déclarations partisans sont adroites dans un discours où l'on fait appel à la « mobilisation générale ». Sans doute Emmanuel Macron a-t-il pensé qu'il pouvait se permettre de conserver son positionnement politique car, à la date du 12 mars, lorsque ces paroles sont prononcées, l'idée du confinement avec comme conséquence l'obligation du volontarisme de tous, n'est pas encore dans les esprits de la gouvernance française. La vie politique semble pouvoir poursuivre son cours malgré la Covid-19. En revanche, lors du discours du 16 mars, celui du confinement, toute expression d'un clivage politique est absente en faveur de la recherche de l'unité des Français car la France est déclarée en « guerre ». La polémique, celle de la différenciation politique, devient alors impossible car contre-productive. Dans ce changement s'exprime l'effort de ne pas prononcer ce qui fâche. Macron réagit à chaud pour gérer son image au mieux.

3. *Ethos* et construction d'autorité : crédibilité et confiance

- 48 La question soulevée est donc de savoir par quelle procédures rhétoriques le Président français cherche, dans les deux premiers discours sur la Covid-19, à construire un *ethos* digne de confiance, et à renforcer une crédibilité mise à mal, démarche susceptible de faciliter l'acceptation des mesures sanitaires par le public, et en même temps de réparer son image de dirigeant. Il s'agit donc non pas juste d'adopter des modèles d'autorité susceptibles d'inspirer le respect, mais de persuader les citoyens afin qu'ils fassent bloc autour des mesures exigées, de plus en plus sévères, surtout dans le cas du deuxième discours où il est question d'un confinement. Ne pas respecter ces consignes signifie une surpopulation des hôpitaux, un manque de capacité à traiter tout le monde, le fait de devoir trancher et perdre des vies. Cet enjeu se heurte à un certain nombre de positions opposées à celle qu'exprime Macron : celles qui minimisent la catastrophe ou qui pensent que les dirigeants cherchent à paniquer le public (en adoptant des mesures excessives) ou encore celle des « complotistes » qui ne croient pas en la gravité réelle de la pandémie. Le locuteur doit donc assurer le respect des consignes et garantir l'efficacité des instructions diffusées au grand public en amenant celui-ci à l'écouter et à lui prodiguer sa confiance.
- 49 Pour ce faire, Emmanuel Macron utilise plusieurs procédés : la justification rationnelle des consignes imposées, et le déploiement d'images positives de sa personne susceptible de raviver la confiance.

3.1. La justification des consignes par l'argument d'autorité

- 50 Pour faire agir les citoyens conformément aux consignes, il faut les justifier. Elles doivent être appropriées à la situation, et crédibles. En retour, la crédibilité de Macron dépend en partie de la justesse des mesures qu'il édicte ; c'est une relation de l'acte et de la personne (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008).
- 51 Dans les deux discours au sujet de la Covid-19, le Président appuie ses propos sur la parole des scientifiques afin de justifier les consignes (gestes barrières : masque, gel, respect une distance sociale). C'est donc au nom de la science que le discours présidentiel va chercher sa légitimation. Nous assistons à un transfert d'autorité au

détriment du politique en faveur des scientifiques car le politique ne fait, en apparence en tout cas, qu'appliquer concrètement ce que le scientifique préconise. De ce fait, la croyance ne se place plus dans le politique mais dans la science, tout en sachant que ces dernières années, cette croyance est remise en cause par les risques que les progrès scientifiques apportent avec les manipulations génétiques et autres (Beck 2001). Mais cette distanciation avec la science, qui fait que les Français se vaccinent de moins en moins par exemple, semble beaucoup moins opérer avec le besoin de savoir face à cette nouvelle maladie. De ce fait, le recours aux experts sert non seulement à poser le bien-fondé des consignes mais aussi à faire agir la population. Comme « il n'est pas d'argument d'autorité qui n'ait de répercussion sur celui qui l'emploie » (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 413), Macron se montre crédible et en même temps compétent par le fait même d'avoir recours à l'autorité épistémique. La mention de la science comme principe dessine de lui l'image d'un président de progrès et d'objectivité dans une démarche très proche du positivisme (Mayaffre 2021).

- 52 Le premier discours se fonde fortement sur l'autorisation par l'avis des experts. Rappelons que l'argument d'autorité est défini comme l'appel à une autorité qui est le garant du dit, c'est-à-dire d'un argument offert par la médiation d'un agent considéré comme crédible (Angenot 2013). Le premier discours d'Emmanuel Macron du 12 mars 2020 demande aux Français de respecter les gestes barrières. Il évoque très tôt dans le discours l'autorité scientifique, en insistant sur le principe de la science qui guide les actions du gouvernement : « Un principe nous guide pour définir nos actions, il nous guide depuis le début pour anticiper cette crise puis pour la gérer depuis plusieurs semaines et il doit continuer de le faire : c'est la confiance dans la science. » La science est une autorité impersonnelle (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 413) qui peut être jugée objective.
- 53 Ce principe prend forme rapidement dans la figure des experts, des scientifiques, qu'il faut désormais écouter : « C'est d'écouter celles et ceux qui savent ». La transition entre la « science » qui inspire la confiance et les « scientifiques » se fait naturellement, comme si elle allait de soi ; il ne s'agit pourtant pas de la même chose. Les avis des scientifiques divergent et ils ne font pas l'unanimité (un exemple parmi d'autres, l'avis du Professeur Didier Raoult concernant le traitement par la Chloroquine). Les scientifiques eux-mêmes, dans ce cas singulier du coronavirus, ne connaissent ni tous les effets de cette maladie, ni toutes ses caractéristiques, et ne possèdent pas de remède magique. Nombreux sont ceux qui affirment eux-mêmes ne pas connaître la maladie. Pourtant le chef de l'Etat se réfère à eux en tant que source indubitable de savoir, en des termes élogieux de type hyperbolique : « [Nous avons en France] les meilleurs virologues, les meilleurs épidémiologistes, des spécialistes de grand renom, des cliniciens aussi. » Bien plus : la parole des experts est présentée comme homogène. Il s'agit en réalité d'une construction discursive qui homogénéise la parole des experts pour atteindre son objectif : « Ecouter ceux qui savent » sert directement le besoin de justifier les mesures pour les faire respecter.
- 54 Le recours à l'autorité des experts facilite en particulier la demande de respecter certaines mesures qui peuvent sembler extrêmes, comme celle de la fermeture des cadres d'enseignement : « Dès lundi et jusqu'à nouvel ordre, les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités seront fermés pour une raison simple : nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus. » La préposition « toujours selon les

scientifiques » à cet endroit précis, juste après la formulation des mesures radicales, reflète le besoin de Macron d'appuyer immédiatement le constat par une autorité plus fiable que l'autorité politique. A cela s'ajoute le modalisateur « semble-t-il » renforçant l'impression d'incertitude de sa part sur le fait que les enfants propagent le virus. Il laisse entendre que lui-même hésitait devant une démarche qui pourrait être considérée comme excessive et injustifiée car elle va à l'encontre d'une valeur essentielle dans la patrie dite des Droits de l'Homme, celle de la liberté. Il est intéressant à ce propos de mentionner l'observation d'Origgi (2015) selon laquelle l'expertise est par définition autoritaire et non démocratique, bien qu'elle soit utilisée précisément pour appuyer le processus démocratique.

3.2. Une argumentation par les valeurs pour renforcer son autorité

- 55 Pour aboutir à un but pratique, celui de faire respecter les consignes, le Président met en place une argumentation par les valeurs. Celles-ci sont toujours en rapport avec l'objectif à atteindre (Wolton). Dans le premier discours, Macron dit :

La deuxième [priorité], c'est de freiner l'épidémie. Pourquoi ? Le Ministre de la Santé et le Directeur général de la Santé vous l'ont expliqué à plusieurs reprises : pour éviter l'accumulation de patients qui seront en détresse respiratoire dans nos services d'urgence et de réanimation. Il faut continuer de gagner du temps, et pour cela, je vais vous demander de continuer à faire des sacrifices et plutôt d'en faire davantage, mais pour notre intérêt collectif.

- 56 Si nous procédons selon les consignes, nous allons arriver à la situation voulue, à savoir de gagner du temps, en passant par moins de malades graves, moins de surcharge sur les hôpitaux, bref à retarder l'expansion de la maladie. Cet argument par les conséquences qui doit déterminer la conduite à suivre (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 359) est fondé sur des valeurs : celles de solidarité / fraternité, celle du bien commun, mentionnées auparavant. Le système de valeurs n'est donc pas coupé du raisonnement : il sous-tend au contraire les objectifs. Ici, il ne s'agit pas seulement de la justification des consignes mais de l'autorité que Macron exerce pour aboutir à son objectif.

3.3. La bienveillance ou *eunoia*

- 57 Pour gagner la confiance de l'auditoire, l'orateur doit aussi se montrer bienveillant, nous dit Aristote. Cette bienveillance se manifeste, dans le cas présent, envers tous les Français : « Je veux aussi ce soir saluer le sang-froid dont vous avez fait preuve. [...] Tous vous avez su faire face en ne cédant ni à la colère ni à la panique. Mieux, en adoptant les bons gestes... ». Le Président flatte les Français, tout en utilisant une méthode pédagogique, à savoir faire passer un message (ici, les consignes) de façon positive sans recourir à ce stade à la menace de sanctions (contrairement à son attitude plus cassante dans le deuxième discours).
- 58 En plus, la bienveillance s'exprime en creux dans le maniement de l'anecdote ou le *storytelling*⁸. Comme dans l'exemple suivant, tiré du premier discours :

Nous allons aussi mobiliser les étudiants, les jeunes retraités. Des mesures exceptionnelles seront prises en ce sens, beaucoup, d'ailleurs, ont commencé. Je veux les remercier. J'ai vu il y a quelques jours, au Samu de Paris, une mobilisation magnifique, émouvante, exemplaire, ou des étudiants, à quelques mois de leur

concours, étaient là pour répondre aux appels, aider, et où des médecins à peine retraités étaient revenus pour prêter main forte.

- 59 L'anecdote sert, parmi d'autres fonctions, à exposer la personnalité du locuteur (Oldenburg 2014) et pour Jamieson (1988 :152) elle entraîne la suspension du jugement de l'interlocuteur. Dans ce bref récit, le chef de l'État se montre proche du terrain ; il est loin d'être dans sa tour d'ivoire. Cela est important car on a longtemps reproché à Emmanuel Macron d'être un « président jupitérien »⁹. Il cherche donc à rectifier cette image négative qui lui est attachée depuis le début de son mandat – comme il a maintes fois tenté de le faire – on pense à une photo mémorable où on le voit en conversation avec un sans domicile fixe au milieu de la nuit¹⁰.
- 60 Ce récit sert également à encourager des individus à se mobiliser pour donner un « coup de main » en gratifiant ceux qui l'ont déjà fait à l'aide de qualificatifs évaluatifs et affectifs, tels que « magnifique », « exemplaire », « émouvante ». C'est un argument par le modèle fondé sur l'émulation, qui est le contraire de l'argument par la peur. Il s'agit ici d'exercer une autorité bienveillante, une sorte d'éducation positive du public au sein duquel on signale les plus valeureux pour suggérer aux autres de les imiter.

Conclusion

- 61 La spécificité du discours de Macron tient tout d'abord à la situation politique particulière dans laquelle il se trouve, ainsi qu'au déficit de légitimité et d'autorité dont il souffre au moment où survient la pandémie. C'est un problème d'image publique détériorée avant la pandémie. A cela s'ajoute la crise de la Covid-19 qui apporte des difficultés nouvelles sous la forme d'une restriction des libertés des Français.
- 62 Pour parvenir à se faire écouter et obéir, il lui faut procéder à une réparation d'image. C'est la raison pour laquelle il va faire montre de sa légitimité institutionnelle tout en la renforçant par celle que lui confère la conformité de ses décisions avec les valeurs partagées de la communauté – le bien commun, l'aide aux plus faibles, la solidarité. Cette légitimité doit permettre d'asseoir son autorité, qui repose sur le respect dû au dirigeant et sur la crédibilité qu'il cherche à établir. Il procède en renforçant chaque composante de l'*ethos* aristotélicien. Premièrement, la sagesse pratique (*phronesis*) est mise en lumière dans la capacité du Président à organiser les informations rassemblées chez les meilleurs spécialistes. Deuxièmement, les valeurs sur lesquelles il s'appuie, comme la solidarité et la modération, font parties des valeurs qui relèvent selon Aristote de la vertu (*aretè*). Ces valeurs constituent le caractère moral qui est, toujours selon Aristote, le plus puissant des moyens de persuasion. Troisièmement, la bienveillance (*eunoia*) du Président se manifeste entre autres dans l'éloge décerné au public pour son comportement approprié (à un moment donné). A cela s'ajoutent des postures d'autorité enracinées dans de grands modèles et dans les mythes de la République : le « Père » qui prodigue des explications et des conseils de vie, le « dirigeant » qui recherche une proximité avec les citoyens auxquels il s'adresse, le « maître » et le « juge ».
- 63 Ce qui ressort de ce discours, c'est que le Président procède indubitablement à un travail de réparation d'image, mais qui s'effectue de façon indirecte. Aucune mention explicite de sa part aux accusations lancées à son encontre, pas de recours à des stratégies de réparation d'image répertoriées par la littérature savante, dont les différentes catégories sont absentes de ce discours. Le retravail de l'image (Amossy

2010) s'effectue entre les lignes, de façon subtile. Il est lié à la consolidation de la légitimité et de l'autorité du dirigeant dans ses allocutions à la nation à un moment de crise sanitaire. Comme le but est de faire agir les Français, il est indispensable de susciter la confiance du public dans son dirigeant (ou dans les propos qu'il énonce). Cette analyse montre que le président – et son équipe – sont bien conscients du problème d'une dégradation de l'autorité et de la légitimité qui risque de gâcher une entreprise de persuasion cruciale dans la gestion de la crise sanitaire. Il met en place dans son discours les ingrédients susceptibles de persuader les Français : appel aux valeurs communes, arguments valides et efficaces (argument pragmatique, par les conséquences), sagesse pratique, des postures qui renforcent la plausibilité de ses dires et sa légitimité (ce qui ne veut pas dire, bien sûr, qu'il parvient à convaincre tous les Français).

- 64 C'est donc en renforçant sa légitimité et son autorité qu'Emmanuel Macron procède, indirectement, à sa réparation d'image. Cet article veut montrer où se situe la distinction entre ces deux notions – légitimité et autorité – qui tendent à être confondues dans la littérature savante (Weber, Arendt). L'analyse nous a permis d'analyser la spécificité des modalités de construction discursive de chacun de ces axes. L'étude du cas concret met en même temps en lumière les modalités d'inscription de la légitimité et l'autorité dans le discours, et leur rapport aux trois composantes de l'*ethos* : les moyens discursifs et rhétoriques qui doivent permettre à Macron de se faire écouter et de faire respecter ses mesures sont aussi ceux qui contribuent à construire un *ethos* qui répare son image mise à mal. Ce qui constitue, pensons-nous, une contribution non seulement à la compréhension de ce cas de figure, mais aussi de façon plus générale à la compréhension de la pratique discursive des dirigeants confrontés à un déficit de légitimité et d'autorité, particulièrement en période de crise.

BIBLIOGRAPHIE

- Amossy, Ruth (ed.). 2018. « La réparation d'image dans le discours de campagne. Perspectives discursives et argumentatives », *Langage & Société* 164
- Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de confiance et de l'autorité* (Montréal : Université McGill)
- Arendt, Hannah. 1968 « What is Authority ? » in *Between Past and Future: Six exercises in political thought* (New York: Penguin).
- Arendt, Hannah. 1972 [1951]. *Le système totalitaire* (Paris : Seuil)
- Aristote. 1991. *Rhétorique*, Livres I et II. Texte établi et traduit par Médéric Dufour (Paris : Gallimard)
- Bacot, Paul, Dominique Desmarchelier & Sylvianne Remi-Giraud. 2012. « Le langage des chiffres en politique », *Mots< Les langages du politique* 100

- Benoît William L. 2014 [1995]. *Accounts, excuses and apologies : A theory of image restoration strategies* (Albany : New York State U. P.)
- Charaudeau Patrick & Dominique Maingueneau. 2002. *Dictionnaire d'Analyse du Discours* (Paris : Seuil)
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Goffman, Erving. 1973. *La Mise en scène de la vie quotidienne 1. La Présentation de soi* (Paris : Minuit)
- Jamieson, Kathleen Hall. 1988. *Eloquence in an Electronic Age: The Transformation of Political Speechmaking* (USA: Oxford U. P.)
- Johansen, Winni & Finn Frandsen. 2001. « Rhétorique et communication de crise ». Actes du Congrès Inforcom, la Société Française de l'information et de la communication, Paris [En ligne] https://www.academia.edu/2523714/Rh%C3%A9torique_et_communication_de_crise
- Kinneavy James L. & Susan C. Warshauer. 1994. « From Aristotle to Madison Avenue: Ethos and the Ethics of Argument », James S. Baumlin (éd.). *Ethos: New Essays in Rhetorical and Critical Theory* (University Park, Texas : Southern Methodist U. P.), 171-189
- Kojève, Alexandre. 2004. *La notion de l'autorité* (Paris : Gallimard)
- Mayaffre, Damon. (2021). *Macron ou le mystère du verbe : ses discours decryptés par la machine* (La Tour d'Aigues : L'Aube)
- Oldenburg, Christopher. 2015. « Re'characterizing' the Anecdote: Synecdoche and Ethotic Argument in Presidential Debate Rhetoric », *Communication Studies* 66-1, 103-120 DOI: 10.1080/10510974.2013.860043
- Perelman, Chaïm et Lucie Olbrechts-Tyteca. 2008 [1958]. *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique* (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles)
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Sadoun-Kerber Keren, 2021. « Les avatars de l'autorité sur Twitter : l'exemple des usagers face à l'allocution de Nouvel an du Président Macron », *Argumentation & Analyse du discours* 26 « Autorité et Web 2.0 : approches discursives » [En ligne] <https://journals.openedition.org/aad/4929>
- Sadoun-Kerber, Keren. 2018. « Gestion et réparation d'image : Emmanuel Macron dans l'Émission politique », *Langage & Société* 164, 75-95
- Sadoun-Kerber, Keren. 2016. « Gestion de l'ethos et restauration d'image : La présentation de soi des grands hommes d'affaires En France et en Israël » (Thèse de doctorat, Université de Tel Aviv)
- Strauss, Léo & Joseph Cropsey. 1994. *Histoire de la philosophie politique* (Paris : PUF)
- Van Leeuwen, Theo. 2007. « Legitimation in discourse and communication », *Discourse & Communication* 1-1, 91-112
- Walton, Douglas. 1989. *Informal Logic : A Handbook for Critical Argumentation* (Cambridge : Cambridge U. P.)
- Walton, Douglas. 2000. *Scare Tactics. Arguments that Appeals to Fear and Threats* (Dordrecht: Kluwer Academic)

NOTES

1. <https://www.cnews.fr/france/2019-05-07/les-10-phrases-qui-ont-marque-les-2-ans-de-presidence-demmanuel-macron>
 2. Proche collaborateur du Président faisant le coup de poing lors d'une manifestation avec un insigne de Police illégal.
 3. Le médecin-animateur Michel Cymes dans Quotidien sur TMC : « Ce n'est pas une gripette, mais ça reste une maladie virale comme on en a tous les ans ».
 4. Agnes Buzin, le vendredi 24 janvier 2020, déclaration à la sortie du Conseil des ministres : « En termes de risques pour la France, les analyses de risques d'importation sont modélisées régulièrement par des équipes de recherche. Le risque d'importation de cas depuis Wuhan est modéré, il est maintenant pratiquement nul parce que la ville est isolée. Les risques de cas secondaires autour d'un cas importé sont très faibles, et les risques de propagation du coronavirus sont très faibles. »
 5. La suite : Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché <https://www.leparisien.fr/video/video-emmanuel-macron-il-y-a-des-services-qui-doivent-etre-places-en-dehors-des-lois-du-marche-12-03-2020-8278905.php>
- L'hommage de Macron à l'État-Providence <https://www.lopinion.fr/edition/politique/coronavirus-l-hommage-d-emmanuel-macron-a-l-etat-providence-qui-en-214458>
https://www.liberation.fr/debats/2020/03/25/macron-et-le-mirage-de-l-etat-social_1783071
https://www.challenges.fr/politique/macron-la-guerre-les-mots-et-apres_703087
6. D'autres y voient une sorte de « socialisme de guerre », ce qui rejoint le même champ sémantique de la première guerre mondiale (article de *Libération* cité plus haut).
 7. Il s'agit d'un slogan qui évoque la guerre de 1914, selon Audoin-Rouzeau, qui reste un événement prégnant dans la mémoire des Français
 8. Appelé aussi *mythopoesis* par Van Leeuwen (2007), ce procédé consiste pour lui à raconter une histoire qui gratifie ou punit les protagonistes selon les besoins, afin de légitimer une voie.
 9. Comme il l'a indiqué lui-même dans une interview (dans des propos qui ont été mal interprétés)
 10. Un autre exemple est celui du Grand Débat qu'il a mené.
-

RÉSUMÉS

Comment un dirigeant politique peut-il imposer des demandes inhabituelles dans une démocratie face à la Covid-19, alors qu'il suscitait déjà une grande méfiance bien avant cette crise en raison d'une image écornée mettant à mal sa légitimité et son autorité dans la sphère publique ? Cet article repère les démarches discursives du Président français pour réparer son image dans ses deux premiers discours sur le Coronavirus. La réparation d'image se fait ici indirectement par une voie différente de celles que répertorie la littérature savante sur le sujet. Il s'agit, pour Emmanuel Macron, de renforcer sa légitimité affaiblie ainsi que de construire des postures d'autorité. Ces deux concepts sont clairement distingués dans notre analyse et

constituent des axes importants du retravail de l'*ethos*, dont l'objectif est d'accroître la confiance des Français dans le Président et les mesures annoncées pour enrayer la pandémie.

How can a political leader impose unusual demands in a democracy in the face of Covid-19 when he was already arousing a great deal of mistrust long before this crisis because of a distorted image that undermines his legitimacy and authority in the public sphere? This article identifies the discursive steps taken by the French President to repair his image in his first two speeches on the Coronavirus. His strategies of image repair are indirect and differ from those listed in the scholarly literature listed on the subject. For Emmanuel Macron, it is a matter of strengthening his weakened legitimacy as well as building positions of authority. These two concepts are clearly distinguished in the analysis proposed here and are important axes for the reworking of the *ethos*, whose objective is to increase the confidence of the French in the president and the measures announced to stem the pandemic.

INDEX

Mots-clés : autorité, Covid-19, Emmanuel Macron, ethos, légitimité, réparation d'image

Keywords : authority, Covid-19, Emmanuel Macron, ethos, image repair, legitimacy

AUTEURS

KEREN SADOON-KERBER

Université de Tel Aviv, ADARR

STÉPHANE WAHNICH

ADARR

Emmanuel Macron facing Covid-19: A president in search of image repair

*Emmanuel Macron face à la Covid-19 : un Président en quête de réparation
d'image*

Keren Sadoun-Kerber and Stéphane Wahnich

Introduction

- 1 **Image repair and discursive construction of authority and legitimacy**
- 2 How can a political leader exercise his authority and be willingly obeyed, when his public image is degraded, and he arouses distrust in a large part of the population? This is the situation in which Emmanuel Macron found himself during his first two addresses on the Coronavirus (on March 12 and 16, 2020). We will examine here the way in which the French President seeks, through various strategies of image repair, to build his authority and reinforce a legitimacy that is severely undermined.
- 3 A few words on the notion of “image repair” are in order at the beginning of the analysis. The expression refers to a discursive process that has been formulated differently in various disciplinary perspectives. According to Aristotle in the *Rhetoric*, the speaker must eliminate any negative impression of his person in his speech. For the sociologist E. Goffman (1959), it is a “facework” through which a person seeks to rectify bad impressions that the other has on him. In the communication field, William Benoit (1995, 2014) sees it as a persuasive enterprise aimed at modifying the negative perception of a person accused of having committed an offensive act. He mentions five categories of image repair: denial, reduction of responsibility, reduction of negative feelings towards the victim, correction action, and mortification. Although this well-known theory is interesting, it does not consider some essential components of discourse, such as gender or various fundamental rhetorical elements (Johansen & Frandsen 2001, Sadoun-Kerber 2016, Amossy 2018). Therefore we will adopt here a

different analytical approach, rooted in discourse analysis and argumentation. It should allow us to study the construction of a meliorative image from a rhetorical perspective centered on *ethos*, by examining how the legitimacy and authority of the speaker are consolidated in discourse.

- 4 The deteriorated image of President Macron is linked to the shaking of his legitimacy. Indeed, from the start, his election was considered a “victory by default” against Marine Le Pen due to the disqualification of right-wing candidate François Fillon by various affairs. Moreover, his program and his reforms were not accepted by all; and his contemptuous little phrases¹ as well as the repeated scandals in his circle, especially the Benalla affair², provoked a great distrust of the French towards their President. A cleavage thus occurred between the power and the people, which was expressed politically during the Yellow Vests demonstrations originally caused by a proposed increase in diesel prices. This popular revolt managed through social media lasted throughout 2019. As an example, we note that the President’s New Year’s address in 2018 provoked exceptionally violent reactions on Twitter, and a remarkably high amount of *ad hominem* and *ad personam* attacks (Sadoun-Kerber 2021).
- 5 Moreover, the measures adopted to counter Covid-19 could be considered excessive and not in line with the value of freedom (enshrined in the national motto) that democracy cherishes. How can the Head of State convince the French to make a change in their habits by giving up the freedoms they are attached to?
- 6 Aware of these issues, President Macron proceeds by responding to the need (1) to demonstrate his credibility, in connection with the components of the Aristotelian *ethos*, (2) to strengthen a partially questioned legitimacy, and finally (3) to put this legitimacy at the service of a bolstering authority to be listened to and followed. He must restore the credibility of his person and the respect that a President is supposed to inspire, two aspects of authority that Marc Angenot (2013) aptly differentiates.
- 7 **The situation of the speech**
- 8 The lack of legitimacy and authority is even more glaring at the beginning of the epidemic because, for E. Macron, the gravity of the disease was underestimated. Thus, like many scientists and commentators in the media who explained to the French that this new disease was no more serious than a “big flu”³ and that the danger was also “very low because of his confinement to China,” as declared by the Minister of Health Agnès Buzin⁴, the President did not immediately take the measure of what was going to happen around the world. The decision to confine was therefore not an obvious one for Emmanuel Macron. It was taken in a sort of about-face, in three steps, over ten days.
- 9 The first stage consists in the denial of the dangerousness of the disease. Eager to prove that the epidemic is not important, Emmanuel and Brigitte Macron go to the theater on March 6 to “encourage the French to go out despite the coronavirus” (as BFMTV titles the next day). “Life goes on. There is no reason, apart from the vulnerable populations, to change our outing habit,” the President declared in the presence of a journalist from the *Quotidien* program of the TMC channel according to a Twit from Jean-Marc Dumontet, owner of the theater which had the honor of the presidential visit. The second phase appears in the first presidential speech of March 12 which announces the first measures of a beginning of confinement which does not yet tell its name. Moreover, the President reaffirms that “in the vast majority of cases, Covid-19 is harmless, but the virus can have very serious consequences, in particular for those of

our fellows who are elderly or affected by chronic diseases such as diabetes, obesity or cancer.”

- 10 Following this speech intended not to be alarmist but prudential, E. Macron criticizes his opponents by stressing: “Some say: ‘you are not going far enough’ and would like to lock everything down and worry about everything, sometimes disproportionately, and others consider that this risk is not for them.” This political position which intends to be balanced (between the “hardliners” and those who deny the risk) seems reasonable, which could make it easier to impose measures that might be considered exaggerated. Moreover, the indefinite character of the pronoun “some” allows Macron, who is well identified, to dominate the political scene against anonymous opponents. The third stage is the announcement of a general lockdown in the March 16 speech. The word “some” is used to describe those who doubted. The speaker says: “Until then, the epidemic was perhaps for some a distant idea, it has become an immediate, pressing reality.” In fact, by denouncing those who doubt, the President intends to make people forget his own posture even though this sentence describes his attitude of March 6 and 12.
- 11 The preliminary description of these three stages is important because it shows the extent to which, in these circumstances, the reliability of the presidential speech is undermined. Emmanuel Macron will therefore develop a system of argumentation likely to restore a better *ethos* by strengthening his presidential legitimacy and authority.

1. A president in need of legitimacy

1.1. Institutional legitimacy

- 12 From the outset of the crisis, Emmanuel Macron will rely on his institutional legitimacy. As Head of State, the President, in his speeches announcing the confinement, will make use of a decorum showing that he holds power because he is legitimately elected. He knows that after the sequence of the Yellow Vests, his legitimacy as a political leader is challenged by a year of continuous demonstrations and it is the power of the institutions of the Fifth Republic that must allow him to intervene at a moment when the previous crises might prevent him from acting politically. To achieve this, he will stage the myths of the Presidency of the Republic.
- 13 The first myth is that of the providential man with a solitary exercise of power. Unlike the Belgian Prime Minister who intervenes within a collective, Emmanuel Macron is alone on the screen facing the French. Moreover, his mode of intervention is very solemn: he does not hold a press conference like the President of the Italian Parliament. The length of the speeches is also revealing. By these long interventions, he imposes himself on the nation. The speech on March 12 will last 27 minutes, almost half an hour, and his second speech, that of March 16, will last 21 minutes. His two speeches also use the traditional formulas of institutional speeches with the introductory formula: “French, my dear compatriots” and concluding with the traditional *Vive la République! Vive la France!* “Long live the Republic! Long live France!” This mode of expression, pertaining to the great presidential tradition, also aims at issuing an explanation of the crisis without intermediary, and without contradiction, avoiding any reproach or any possible dissension. Its logic is not that of the democratic posture that

lends itself to debate, but that of the rhetoric of urgency where danger legitimates a limitation of democracy. To impose this posture, Emmanuel Macron will physically stage his institutional legitimacy. He intervenes in the presence of the French and European flags, as during all official interventions. The decoration of the room reminds the pomp of power; the walls are in gilding Ancien Régime style. Far from the modernity sometimes called for by the President, the decor asserts the solidity of power, the continuity of institutions reminiscent of an eternal France. In other words, all the decor serves to send traditional signs so that the French believe in a power that goes beyond the simple political situation of Emmanuel Macron.

1.2. Legitimacy through values: the welfare state at the service of the public good

- 14 The President also resorts to legitimation by values and especially by the public good of which he is responsible, thus showing that he has the right to speak and act in the name of shared values. He evokes the protection of the weakest and shows solidarity by promising substantial state aid to all those affected.
- 15 At the same time, he shows in his first speech that he places the protection of public health above everything else, which he expresses in the statement “Health is priceless.” It is a ready-made expression reflecting a *doxa* through which a consensus is supposed to be established by welding the French. This formula serves as a major premise for the following enthymeme: “health is priceless, Covid-19 is a serious threat to health, therefore we must protect ourselves against Covid-19 whatever it costs and pay what it takes.” The phrase “whatever it takes” draws attention (it is stated three times in this speech at three different moments). The question that may arise is that of the price to pay. The declaration is even more noticeable as it is not in conformity with the so-called neo-liberal governance of Macron. The following passage has been widely commented in the media:⁵
- What this pandemic is already revealing is that free health care without conditions of income, background or profession, our welfare state, are not costs or burdens but precious goods, essential assets when destiny strikes.
- 16 Note the reformulation of the term “costs” into “precious goods” and “indispensable assets.” These epithets are part of the positive assessment of the argument the speaker makes. It expresses for some an “ode” to solidarity and to the services offered by the welfare state: E. Macron sings the praises of the French system, as opposed to a model of neo-liberal global development. This statement marks a possible shift to the left of the President, previously accused of sabotaging the welfare state, especially concerning the reform of the pension system. It is the sudden but obvious need for solidarity that seems to guide this shift to the left. It is meant to reinforce E. Macron’s legitimacy because his speech highlights a key value of the French Republic, that of Fraternity which is as important as the values of Freedom and Equality.
- 17 To justify this position of defense of the weak, E. Macron resorts to “impersonal authorization” (van Leeuwen 2007; it also corresponds to Weber’s legal-rational authority) which can certainly be interpreted as a pragmatic consideration, but also shows that he cares for the poorest and more broadly for all those who are anxious about their economic future because of the lockdown. The insistence on the values commonly accepted in the French society (solidarity, care for the weak), is supposed to

reflect on the speaker's person: he presents himself as the advocate of the shared values. He thus reinforces an essential component of the *ethos* according to Aristotle: virtue, which is meant to contribute to his challenged legitimacy and help his image repair.

1.3. Democratic legitimacy

- 18 Macron also gives a great place to the call to vote in the municipal elections in his speech of March 12. By insisting on the importance of the citizens' vote, he indirectly reinforces the democratic legitimacy of his own election (what Charaudeau calls "legitimacy by mandate" [2005: 57] inspired by the three categories of transmission of authority according to A. Kojève [2020 (2004): 36]). To mobilize voters, the Head of State appeals to the authority of scientists (see below). "In this context," he says, "I asked the scientists about our municipal elections, the first round of which will be held in a few days. They consider that there is nothing to prevent the French, even the most vulnerable, from going to the polls." This is where epistemic authority is instrumentalized by political authority for decisions that fall within the political realm. In addition, the Head of State insists on the fact that he talked to the leaders of the other parties to have a broad agreement. This strengthens his legitimacy in a democratic regime that considers all citizens, the governed, and their representatives. The President thus exhibits an attitude consistent with the principles of the Republic. The legitimacy of his presidential role is supposed to be reinforced by the fact that he watches over democracy and maintains the values of the Republic even in the very worrying context of the pandemic.

2. Authority in discourse

2.1. Analyzing the discursive construction of authority

- 19 As authority is a polysemic term, let us specify right away that it is understood here as the "power to act on others" (*Trésor de la Langue française, TLF*) and more specifically "that by which power is imposed, which produces submission without recourse to physical constraint" (Larousse: our translation); "submission" can be replaced by "obedience." But to achieve this, the leader must be the one who has the knowledge and knows how to act. It is precisely on this subject that Macron's already weakened authority is undermined because the evolution of the President's speech between March 6 and 16 shows that the one who is supposed to know is learning at the same time as those who listen to him.
- 20 To counteract this fragility in the face of Covid-19, E. Macron constructs different images of authority in his addresses. We will first examine the image of the army Chief (*chef des armées*), which is part of his institutional title, and the images attached to the four forms of authority defined by Alexandre Kojève (2020 [2004]): the authority of the Leader corresponds to the one who has the knowledge and can predict (*ibid.*: 28) and one of its variants is the officer, and also the military chef, (*ibid.*: 24) ; the authority of the Master is founded on the notion of risk (*ibid.*: 24), one of its variants being the authority of soldiers over civilians (*ibid.*: 23), corresponding to legitimate violence; the authority of the Father who gives protection and advice (*ibid.*: 29); and the authority of

the Judge who defines the good and the evil (*ibid.*: 26). It is important to mention that Kojève's four types of authority are usually combined (there are 60 combinations) and rarely presented in their pure form or, as he puts it: "the concrete cases of real Authority are always complex: all four pure types are combined in them" (*ibid.*: 29-30). For him, the authority of the Head of State is complex, and the Leader type is only one of its elements (*ibid.*: 25). We will try to find the predominance of the types used by E. Macron. These models, and especially the authority of the Leader, the one who possesses the knowledge, will be dealt with in a second part of the analysis, where we will see with the help of which rhetorical strategies Macron proceeds to a construction of *ethos* displaying his *phronesis*. We will also examine the dimensions of *aretè* and *eunoia* in the construction of a meliorative *ethos*. We can observe in the following analysis that the President orchestrates all these political postures and the different facets of his *ethos* to regain the confidence of the French people and repair his damaged image as a leader.

2.2. Constructing images of authority

- 21 In this sense, it is possible to speak of indirect image repair, i.e., the attempt to neutralize negative impressions of oneself by reinforcing the components of the *ethos* (and not by reacting directly, with the help of the repair strategies studied in the scholarly literature, to the reproaches launched at one's person).

2.2.1. The Army Chief: the metaphors of war

- 22 The image of the commander-in-chief of the armed forces, a role E. Macron fulfils by virtue of his titles, is discursively constructed by a set of means: 1) repetition, 2) formula, 3) argument by negative consequences or appeal to fear, 4) metaphor.
- 23 **1)** In the first speech, the image of the Army Chief is indirectly projected by the speech through the statement "I rely on you," repeated eleven times like a mantra preparing the audience for a challenge that must be met and that sounds like the exhortation of a commander mentally preparing his troops for a war. The repetition aims at imprinting in the mind what is being said and engraving it in the memory; it functions as a means of persuasion. It should be noted that this appeal from the President to the audience sets up a dynamic of trust: if the President "relies" on his audience, it is because he has confidence in them. In return, the addressee must trust the speaker who, in this case, is in charge.
- 24 **2)** A more direct means of discursive construction of the image of the Army Chief is the formula of "general mobilization" which appears later in the first speech. A formula according to Krieg-Planque (2015) constitutes a means of exercising discursive authority and closing a possible debate. In the expression "general mobilization" which is repeated, and which moreover refers to a state of emergency, the use of the formula serves to block a capacity for critical reflection that should not interfere in a state of emergency requiring "the putting on a war footing [...] of all the forces of a country." (TLF). This formula has a perlocutionary force; it is both a discursive means of constructing an image (that of the commander-in-chief who can decree a general mobilization) and a call for the citizens to act, the action consisting in this case of obeying and putting into practice the instructions given.

- 25 Let us add that the formula “general mobilization” explicitly stated (three times in this speech) constructs a semantic field by tacitly referring to the two World Wars that have severely hit France. It is an allusion that can be reconstructed from an intertext, which may not necessarily be prominent in the memory of all French people.⁶ If, nevertheless, the allusion is identified, it can unite the French by exerting on them the authority of tradition, in the sense of the memory of the past. Of course, the state of emergency atmosphere is likely to cause this effect on its own.
- 26 **3)** The pragmatic argument provides a third way of constructing a leadership *ethos* through the analogy of general mobilization. The first speech is full of allusions to the state of emergency, though there is no explicit mention of “state of emergency” or “war.” The phrase “general mobilization” is used in the second speech of March 16 to reinforce the threat posed by the pandemic through the appeal to fear, which is a form of argument from the negative consequences (Walton 2000). With the phrase “general mobilization” Macron aims to make the French more disciplined by suggesting that if they are not, the consequences will be extremely serious. The argument from fear aims to make people obey the speaker and allows him to exercise his authority.
- 27 **4)** This is consistent with the metaphor of war explicitly stated in the second speech, dated March 16, and implied in one of the sentences preceding the end of the same speech, according to which “the generous soul of the French has allowed France to face the most difficult of trials.” Here, the metaphor of war is explicit: “We are at war, in a sanitary war, indeed...” The lexeme “war” is repeated seven times (only the first mention makes it clear that it is a health war). Macron’s statement about the extreme situation of war justifies the exceptional measures of confinement and confirms him in his official functions of head of the armed forces but more widely of Head of State.

2.2.2. The image of the leader

- 28 The fact that a large number of French people have not respected the instructions since the first speech leads the President to harden his tone, and to use discursive procedures which show a more marked exercise of authority, even an authoritarian tendency (absent from the first address): a. a threat of sanctions in the event of infringement of the rules; b. an explicit demand for obedience; c. the use of a discourse of authority that is expressed in sentences with an impersonal subject (“one must not...”) thus proceeding to an enunciative erasure. Beyond his image of Army Chief, Macron adopts one of the four postures of authority listed by Kojève: that of the leader (“*le chef*”).
- 29 In the speech of March 16, Macron indeed reminds the French that in case they do not listen to the instructions, the State can use coercion and force people to respect the sanitary measures adopted against Covid-19. This reminder is brief because he does not want “legitimate violence” to elicit obedience. The President knows that if individuals refuse to follow the recommendations, the French police system will not be sufficient. Nevertheless, he declares that “Any infringement to these rules will be sanctioned.” The words “violation, rules, sanction” form a triptych that legitimizes repression from a legal point of view. It is interesting to note that this authority figure is not present in the first address because at the time the measures were less directive and the potential use of force would probably have been poorly accepted, especially since the President is speaking six days after he went to the theater.

30 But the chief's authoritative discourse is not limited to the idea of repression, Macron takes the opportunity to restore his image as Head of State and confirms his power as a standard-setter by stating "I set new rules, we set prohibitions." Indeed, the situation requires an evolution of the laws that govern the daily life of the French, and this situation offers the opportunity to reaffirm the presidential role. But on this subject as well, this reminder is expressed very quickly, and it is absolutely not at the heart of the authority that Emmanuel Macron wants to display in his speech. Finally, we must also point out that the sentence on the new rules continues with "there will be controls." Controlling is not punishing; in the address, the speaker does not want to appear too severe because the link between new laws and punishment does not encourage people to obey from their own will, and he knows that the fight against Covid-19 can only be effective if people are persuaded of the usefulness of the directives issued. This need for persuasion will thus be expressed through a discourse that will be that of the judge and the father. Contrary to Hannah Arendt's (1968: 93) assertion, argumentation is clearly an integral part of the discursive construction of authority.

2.2.3. The Father: A President protective of the French

31 Macron develops two types of discourse displaying a fatherly authority. To show that he cares for the French he will, on the one hand, use a discourse of explanation on how to protect himself and others from Covid-19, and on the other hand, provide life advice.

32 **A speech of explanation**

33 The speech of explanation is present as early as March 12, but it will be accentuated very logically in the speech of March 16, which is the speech about containment. At first, Emmanuel Macron explains the basic gestures to avoid being contaminated, giving simple and precise explanations on the barrier gestures to respect:

This means washing your hands long enough with soap or hydroalcoholic gels. This means greeting without kissing or shaking hands so as not to transmit the virus. This means keeping one meter. These gestures may seem trivial to you. They save lives, lives. Therefore, my dear compatriots, I solemnly call upon you to adopt them.

34 But we can also observe that in the last sentence of this passage, the speaker goes back to a more official discourse in which the authority of the Head of State intervenes again. He does it by using the words "my dear compatriots" which allows to keep a distance between the speaker and the listeners, as well as by using the adverb "solemnly" which is not part of the vocabulary of proximity. And above all, he does it by recurring to the direct call to action in "I call upon you [...] to adopt them." He will also advise the French, as a parent might do to his children if the disease appeared, by declaring "Without serious signs, let's contact our attending physician. Let's call the ambulance and go to the hospital only in case of high fever" (March 16). Later, when the confinement was announced, a more authoritarian explanation appeared. The advice of March 12 was transformed into caring commands in the speech of March 16: "As of noon tomorrow and for at least 15 days, our trips will be greatly reduced." "Outdoor gatherings, family or friendly gatherings will no longer be permitted." "You risk infecting your friends, your parents, your grandparents, endangering the health of your loved ones." (March 16)

35 The text displays a certain authority while maintaining a discourse that is more a matter of advice to follow than of order to execute. We can see that Macron intends not

to rush the French; he wants them to voluntarily adopt the right gestures. We are witnessing on the part of the President a rather unusual attention paid to his fellow citizens. He does not just recall his instructions; he also advises the French on what to do during lockdown, like a father advising his child so that he takes the right path. In this attentive posture, the President tries to modify the pejorative images of his person as a leader disconnected from the public and indifferent to the weakest.

36 **Advice for living a good life**

37 According to Léo Strauss and Joseph Cropsey (1994), for Aristotle, there are three kinds of life, the life of pleasure, the political life and the philosophical life. These concepts can be found in part of Macron's address. At some point, the President provides advice on what to do to keep a positive attitude in the face of lockdown. We can find here allusions to the concepts of the philosopher on political life and philosophical life; they are supposed to help the French to abandon, without too many regrets, their life of pleasure impossible in times of lockdown. The President thus advises developing social relations with one's family or loved ones to prevent confinement to become synonymous with extreme isolation. Attention to others, telephone or letter exchanges are recommended so that each human being can develop his own social ethics. The speaker also uses the imperative to recommend "this good life:" "Write, call, get news, protect by limiting the visits" (March 12).

38 Macron also relativizes the respect of the law in favor of the conservation of this social ethic, just as Aristotle expressed a tension between the concepts of "justice" and "friendship": "This should not prevent us from keeping the link, from calling our loved ones, from giving news, from organizing things with our neighbors, from inventing new solidarities between generations, from remaining, as I told you last Thursday, profoundly solidary..." (March 16).

39 This logic continues with the promotion of the philosophical life when the President advises the French to take advantage of the time of confinement to cultivate and learn. He adopts an attitude very close to that of Aristotle when he stresses the importance of finding the "sense of things" or "of the essential." Here's what he says in his March 16 address: "Read, also find that sense of the essential [...] Culture, education, a sense of things is important."

40 Thus, the President dismisses in times of pandemic "the life of pleasure" to privilege the "political life" (the relationship with others) and the "philosophical life" to preserve the happiness of the French, no longer by consumption and leisure but through the creation of a new social relationship and another understanding of the world. As Aristotle points out, people will be able to achieve "pleasure through virtue." This speech shows the philosophical influences of Emmanuel Macron as well as the cultivation from the beginning of his term of office of an image of "*roi philosophe*" (philosopher king). Such a posture is rarely built in this genre of discourse.

41 However, it must be emphasized that this attitude raises a problem beyond the good intentions of the President. Advising people to call one's family or get back to reading falls within the private sphere, and the intervention of politics in the private sphere poses a democratic problem (Arendt 1972). These passages—which do not structure the presidential addresses—show the limits that politics must respect to preserve democratic values, even in times of crisis. This is all the truer since the controversial, and therefore democratic, debate tends to fade away in Macron's address.

2.2.4. The Judge: defining good and evil despite the need for unity

- 42 In his first speech, the President cannot help but express his own political opinion on the event, while continuing to stage the divide he is so fond of, between nationalists and pro-Europeans. He then uses the authority of the judge in Kojève's sense, determining who are "the good and the bad guys." The bad guys include those who have a reflex of "nationalist withdrawal" or "individualism". Macron declares: "The other pitfall would be the individualist withdrawal" (March 12) and also "On the one hand, the nationalist withdrawal. This virus has no passport. We need to join forces, coordinate our responses, cooperate. France is hard at work. European coordination is essential, and I will see to it" (March 12). The good guys in the presidential speech are those who believe that the answers, both economic and scientific, will be European. He declares: "Europe has all the assets to offer the world the antidote to Covid-19. Teams are also hard at work inventing a vaccine" (March 12) or "We Europeans will not let a financial and economic crisis spread. We will react forcefully, and we will react quickly. All European governments must take the decisions to support activity and then to relaunch whatever the cost." (March 12). Europe thus represents the hope of emerging from the crisis, both through economic recovery and the invention of a vaccine. In other words, the Macron/Le Pen opposition remains in place for the President, despite the situation.
- 43 One could wonder whether these partisan statements are timely in a speech where there is an appeal to general mobilization. Undoubtedly Macron thought that he could afford to maintain his political position because, on March 12, when he pronounces this speech, the idea of a lockdown with an obligation of voluntary obedience does not yet occur to the French leaders. Political life seems to be able to continue its course despite Covid-19. On the other hand, during the address of March 16 which announces the confinement, expressions of political division are absent; they give way to a search for national unity because France is declared at war. Controversy and political differentiation then become impossible: they would be counterproductive. This change expresses the effort not to say anything annoying. Macron reacts pragmatically to manage his image as well as possible.

3. *Ethos* and authority construction: credibility and trust

- 44 The question is thus which rhetorical procedures the French President uses in the first two addresses on Covid-19 to build an *ethos* worthy of trust, and to reinforce a damaged credibility, a process likely to facilitate the acceptance of the sanitary measures by the public, and at the same time to repair his image as a leader. It is not enough to adopt models of authority likely to inspire respect; the leader must persuade the citizens to rally around the increasingly severe measures demanded, especially in the case of the second address, introducing the necessity of containment. Failure to have the measures adopted means overcrowded hospitals, lack of capacity to treat everyone, the necessity to make painful decisions, and the loss of lives. This issue comes up against positions opposed to the one expressed by Macron: the positions that minimize the catastrophe or think that the leaders are trying to panic the public (by adopting excessive

measures), or even “conspiracy theories” that do not believe in the real gravity of the pandemic. The speaker must therefore ensure compliance with the sanitary measures and guarantee the effectiveness of the instructions by getting people to listen to him and trust him.

- 45 To do this, E. Macron recurs to several procedures: the rational justification of the instructions imposed, and the deployment of positive images of his person likely to revive confidence.

3.1. The justification of instructions by the argument from authority

- 46 To make citizens act in accordance with the instructions, the speaker must justify them. They must be appropriate to the situation, and credible. Reciprocally, Macron’s credibility partly depends on the appropriateness of the measures he enacts; there is a strong relationship between the act and the person (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969 [1958]).

- 47 In the two addresses on Covid 19, the President relies on scientists to justify the instructions (barrier gestures: masks, gel, respect for social distances). It is thus on science that the presidential speech builds its legitimation. We are witnessing a transfer of authority from the politicians to the scientists since the first are only implementing what the second are recommending. As a result, belief is no longer placed in politics but in science, even though we know that in recent years this belief has been called into question by the risks that scientific progress brings with genetic and other manipulations (Beck 2001). But this distancing from science, which has led the French to vaccinate less and less, for example, seems to operate much less with the need to know about the new disease. As a result, recourse to experts serves not only to establish the validity of the instructions but also to get the population to act. Since any argument from authority has repercussions on the person who uses it (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969), Macron presents himself as credible and at the same time as competent by the very fact of recurring to epistemic authority. The mention of science as a principle confers upon him the image of a president of progress and objectivity in an approach very close to positivism (Mayaffre 2021).

- 48 The first discourse relies heavily on authorization by expert opinion. Let us recall that the argument from authority is defined as the appeal to an authority that guarantees the truth of what is said, that is, an argument offered through the mediation of an agent considered credible (Angenot 2013). Emmanuel Macron’s first speech on March 12, 2020, asks the French to respect barrier gestures. He evokes scientific authority very early in the speech, insisting on the principle of science guiding the government’s actions: “One principle guides us in defining our actions, it has guided us since the beginning to anticipate this crisis and then to manage it for several weeks, and it must continue to do so: it is confidence in science.” Science is an impersonal authority that can be deemed objective.

- 49 This principle quickly takes shape in the figure of the experts, who must be listened to: it is important “to listen to those who know.” The transition between science that inspires confidence, and the scientists seems natural, as if it were self-evident; however, they are not to be confused. The opinions of scientists diverge and are not unanimous (one example among others would be the opinion of Professor Didier Raoult concerning the effectiveness of treatment by chloroquine). The scientists themselves,

in the specific case of the coronavirus, do not know all the effects and characteristics of the disease, nor do they possess a magic remedy. Many of them declare not to be acquainted with the coronavirus. Nevertheless, the Head of State refers to them as an unquestionable source of knowledge, in eulogistic terms of a hyperbolic type: “[In France] we have the best virologists, the best epidemiologists, specialists of great renown, clinicians too.” Furthermore, the experts’ discourse is presented as homogeneous whereas this homogeneity is a discursive construction intended to achieve its objective: “Listening to those who know.” It directly serves the need to justify the anti-Covid measures to enforce them.

- 50 The recourse to expert authority facilitates the request to respect certain measures that might seem radical, such as the closing of educational settings: “From Monday and until further notice, nurseries, schools, colleges, high schools and universities will be closed for a simple reason: our children and our youngest, again according to the scientists, are those who spread, it seems, the virus most rapidly.” The formulation “again according to scientists” at this precise point, just after the announcement of radical measures, reflects Macron’s need to immediately support the instruction with an authority more reliable than the political one. The hedge “it seems” reinforces the impression that the speaker himself is uncertain whether children spread the virus. He implies that he was hesitating to adopt a measure that could be considered excessive and unjustified, especially as it goes against an essential value in the so-called land of Human Rights, the value of freedom. It is interesting in this regard to mention Origgi’s (2015) observation that expertise is authoritarian and undemocratic, although it is used precisely to support the democratic process.

3.2. A value-based argumentation to reinforce authority

- 51 To achieve a practical goal, that of enforcing compliance with his instructions, the President develops a value-based argumentation. These values are related to the objective to be reached. In the first address, Macron declares:

The second [priority] is to curb the epidemic. Why is that? The Minister of Health and the Director General of Health have explained it to you several times: to avoid the accumulation of patients in respiratory distress in our emergency and resuscitation services. We must continue to gain time, and for this, I will ask you to continue to make sacrifices and rather to do more, but for our collective interest.

- 52 If we proceed according to the instructions, we will achieve the desired situation, namely, to gain time, with fewer seriously ill patients and less overload on the hospitals. In short, we will delay the spread of the disease. This argument from the consequences, which should determine the course of action to be taken (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969: 267), is based on values: the values of solidarity/fraternity and the common good, mentioned earlier. The system of values is therefore not cut off from the reasoning: on the contrary, it underlies its objectives. Here, the goal is not only to justify the instructions but to build the authority that Macron exercises to achieve his objective.

3.3. Goodwill or *eunoia*

- 53 To gain the confidence of the audience, the speaker must also show goodwill, according to Aristotle. This benevolence is shown, in this case, towards all the French: “I also

want to salute tonight the composure that you have shown. [...] All of you were able to face up to the situation without giving in to anger or panic. Better still, by adopting the right gestures...". The President flatters the French, while using a pedagogical method: transmitting a message (here, the instructions) in a positive way without resorting at this stage to the threat of sanctions (contrary to his more brittle attitude in the second address).

- 54 In addition, benevolence is expressed in the use of anecdotes or storytelling⁷, as in the following example, borrowed from the first address:

We will also mobilize students and young retirees. Exceptional measures will be taken in this sense, and many have already begun. I want to thank them. A few days ago, I saw a magnificent, moving, exemplary mobilization at the Paris emergency service, where students, a few months away from their competitive examination, were there to answer calls, to help, and where doctors who had just retired came back to help.

- 55 The anecdote serves, among other functions, to expose the personality of the speaker (Oldenburg 2014), and for Jamieson (1988:152) it leads to the suspension of the interlocutor's judgment. In this brief narrative, the Head of State shows himself to be close to the people; he is far from staying in his ivory tower. This is important because E. Macron has long been criticized for being a "Jupiterian president."⁸ He is therefore seeking to rectify the negative image that has been attached to him since the beginning of his term in office, as he has tried to do many times. One memorable photo comes to mind in this respect, where he is seen in conversation with a homeless man in the middle of the night⁹.
- 56 This narrative also serves to encourage individuals to mobilize and "help out" by rewarding those who have already done so with evaluative and affective qualifiers, such as "magnificent," "exemplary," "moving." This is an argument based on emulation, which is the opposite of the argument from fear. It is about exercising a benevolent authority, a kind of positive education of the public in which the most valiant are pointed out to suggest to the others to imitate them.

Conclusion

- 57 The specificity of Macron's speech is first due to the particular political situation in which he finds himself, as well as to the deficit of legitimacy and authority from which he suffers at the beginning of the pandemic. The problem is his deteriorated public image before the health crisis. In addition, the Covid-19 crisis brings new difficulties in the form of severe restrictions of the citizens' freedoms.
- 58 To be listened to and obeyed, the president must repair his image. That is why he manifests his institutional legitimacy while reinforcing it by the legitimacy conferred upon him by the facts that he acts in conformity with the shared values of the community: the common good, caring for the weakest, solidarity. This legitimacy must enable the leader to establish his authority, which is based on the respect due to the leader and on the credibility that he seeks to establish. He proceeds by reinforcing each component of the Aristotelian *ethos*. First, practical wisdom (*phronesis*) is highlighted in the President's ability to organize information gathered from the best specialists. Second, the values on which he relies, such as solidarity and moderation, are part of Aristotle's values of virtue (*aretè*). These values constitute the moral character which is,

according to Aristotle, the most powerful means of persuasion. Third, the goodwill (*eunoia*) of the President is manifested, among other things, in the praise given to the public for its appropriate behavior (at a given moment). In addition to this, the speaker adopts authority postures rooted in the great models and myths of the Republic: the Father who gives explanations and life advice, the leader who has a project to manage, the master and the judge.

- 59 What emerges from this discourse is that the President is undoubtedly engaged in image repair, but in an indirect way. There is no explicit mention on his part of the accusations made against him, and he does not recur to the image repair strategies listed in the scholarly literature, the various categories of which are absent from his addresses. The re-elaboration of his image of self (Amossy 2010) takes place between the lines, in a subtle way. It is linked to the consolidation of the leader's legitimacy and authority in his addresses to the nation at a time of health crisis. Since the goal is to get the French to act, it is essential to build public confidence in the leader (or his discourse). This analysis shows that the president—and his team—are well aware of the degradation of authority and legitimacy that risks spoiling a crucial persuasion enterprise in the management of the health crisis. In his speech, Macron uses ingredients likely to persuade the French: appeal to common values, logically valid and effective arguments (pragmatic argument, from the consequences), practical wisdom, postures that reinforce the plausibility of his claims and his legitimacy (which does not mean, of course, that he succeeds in convincing all the French).
- 60 It is thus by reinforcing his legitimacy and authority that Emmanuel Macron is indirectly repairing his image. This article shows where the distinction lies between these two notions – legitimacy and authority—which tend to be conflated in the scholarly literature. The analysis allowed us to show the specificity of the discursive construction of each of these two axes. At the same time, the examination of the case study highlights the ways in which legitimacy and authority are built in the discourse, and their relationship to the three components of *ethos*. The discursive and rhetorical means that should allow E. Macron to be listened to and to have his measures respected are also those that contribute to the construction of an individual *ethos* aimed at repairing his battered image. We hope that this analysis can bring a contribution not only to the understanding of a specific case study but also, more generally, to a better understanding of the discursive practices of leaders faced with a deficit of legitimacy and authority, particularly in times of crisis.

BIBLIOGRAPHY

Amossy, Ruth (ed.). 2018. « La réparation d'image dans le discours de campagne. Perspectives discursives et argumentatives », *Langage & Société* 164

Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)

Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de confiance et de l'autorité* (Montréal : Université McGill)

- Arendt, Hannah. 1972 [1951]. *The Origins of Totalitarianism* (New York: Schocken), 91-141
- Arendt, Hannah. 1968 « What is Authority? », *Between Past and Future: Six exercises in political thought* (New York: Penguin) [Online] <https://journals.openedition.org/mots/20977>
- Aristotle. 1959. *Ars Rhetorica*. Edited by W. M Ross (Oxford: Oxford UP)
- Bacot, Paul, Dominique Desmarchelier & Sylvianne Remi-Giraud. 2012. « Le langage des chiffres en politique », *Mots, Les langages du politique* 100 [Online] <https://journals.openedition.org/mots/20977>
- Benoît, William L. 2014 [1995]. *Accounts, excuses and apologies: A theory of image restoration strategies* (Albany: New York State UP)
- Charaudeau, Patrick & Dominique Maingueneau. 2002. *Dictionnaire d'Analyse du Discours* (Paris : Seuil)
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Goffman, Erving. 1959. *The presentation of self in everyday life* (Garden City, New York: Doubleday).
- Jamieson, Kathleen Hall. 1988. *Eloquence in an Electronic Age: The Transformation of Political Speechmaking* (USA: Oxford UP)
- Johansen Winni & Finn Frandsen. 2001. "Rhétorique et communication de crise", Proceedings of the Inforcom Congress, Paris [Online] https://www.academia.edu/2523714/Rhétorique_et_communication_de_crise
- Kinneavy James L. & Susan C. Warshauer. 1994. « From Aristotle to Madison Avenue: Ethos and the Ethics of Argument », James S. Baumlin (éd.). *Ethos: New Essays in Rhetorical and Critical Theory* (University Park, Texas: Southern Methodist U. P.), 171-189
- Kojève, Alexandre. 2020 (2004). *The Notion of Authority* (London: Verso)
- Mayaffre, Damon. (2021). *Macron ou le mystère du verbe : ses discours décryptés par la machine* (La Tour d'Aigues : L'Aube)
- Oldenburg, Christopher. 2015. « Re 'characterizing' the Anecdote: Synecdoche and Ethotic Argument in Presidential Debate Rhetoric », *Communication Studies* 66-1 [Online] DOI: 10.1080/10510974.2013.860043
- Perelman, Chaïm & Lucie Olbrechts-Tyteca. 1969 [1958]. *The New Rhetoric. A Treatise of Argumentation*. (transl. by J. Wilinon and P. Weaver). (Notre-Dame/London: Univ. of Notre-Dame Press)
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Sadoun-Kerber Keren, 2021. « Les avatars de l'autorité sur Twitter : l'exemple des usagers face à l'allocation de Nouvel an du Président Macron », *Argumentation & Analyse du discours* 26 « Autorité et Web 2.0 : approches discursives » [Online] <https://journals.openedition.org/aad/4929>
- Sadoun-Kerber, Keren. 2018. « Gestion et réparation d'image : Emmanuel Macron dans l'Émission politique », *Langage & Société* 164, 75-95
- Sadoun-Kerber, Keren. 2016. « Gestion de l'ethos et restauration d'image : La présentation de soi des grands hommes d'affaires En France et en Israël » (Thèse de doctorat, Université de Tel Aviv)
- Strauss, Léo & Joseph Cropsey. 1994. *Histoire de la philosophie politique* (Paris : PUF)
- Van Leeuwen, Theo. 2007. « Legitimation in discourse and communication », *Discourse & Communication* 1-1, 91-112

Walton, Douglas. 1989. *Informal Logic: A Handbook for Critical Argumentation* (Cambridge : Cambridge U. P.)

Walton, Douglas. 2000. *Scare Tactics. Arguments that Appeal to Fear and Threats* (Dordrecht: Kluwer Academic)

NOTES

1. <https://www.cnews.fr/france/2019-05-07/les-10-phrases-qui-ont-marque-les-2-ans-de-presidence-demmanuel-macron>
2. Close collaborator of the President punching during a demonstration with an illegal police badge.
3. The doctor-host Michel Cymes in Quotidien on TMC: "It is not a gripette, but it remains a viral disease like we have every year.
4. Agnes Buzin, Friday, January 24, 2020, statement at the exit of the Council of Ministers: "In terms of risks for France, import risk analyses are regularly modeled by research teams. The risk of importing cases from Wuhan is moderate, it is now practically zero because the city is isolated. The risk of secondary cases around an imported case is very low, and the risk of spreading the coronavirus is very low.
5. <https://www.leparisien.fr/video/video-emmanuel-macron-il-y-a-des-services-qui-doivent-etre-places-en-dehors-des-lois-du-marche-12-03-2020-8278905.php>
<https://www.lopinion.fr/edition/politique/coronavirus-l-hommage-d-emmanuel-macron-a-l-etat-providence-qui-en-214458>
https://www.liberation.fr/debats/2020/03/25/macron-et-le-mirage-de-l-etat-social_1783071
https://www.challenges.fr/politique/macron-la-guerre-les-mots-et-apres_703087
6. It is a slogan that evokes the war of 1914, according to Audouin-Rouzeau, which remains a significant event in the memory of the French.
7. Also called mythopoesis by Van Leeuwen (2007), this process consists in telling a story that gratifies or punishes the protagonists as needed, to legitimize a path.
8. As he himself stated in an interview (in words that have been misinterpreted).
9. Another example is the "Great Debate" that he led.

ABSTRACTS

How can a political leader impose unusual demands in a democracy in the face of Covid-19 when he was already arousing a great deal of mistrust, long before this crisis, because of a distorted image that undermines his legitimacy and authority in the public sphere? This article identifies the discursive steps taken by the French President to repair his image in his first two addresses on the Coronavirus. It shows that his strategies of image repair are indirect and differ from those listed on the subject in scholarly literature. Emmanuel Macron's objective is to strengthen his weakened legitimacy and build his position of authority. These two concepts are clearly distinguished in the analysis proposed here and are important axes for the re-elaboration of the President's *ethos*, whose objective is to increase the confidence of the French in his leadership and in the measures announced to stem the pandemic.

Comment un dirigeant politique peut-il imposer des demandes inhabituelles dans une démocratie face à la Covid-19, alors qu'il suscitait déjà une grande méfiance bien avant cette crise en raison d'une image écornée mettant à mal sa légitimité et son autorité dans la sphère publique ? Cet article repère les démarches discursives du Président français pour réparer son image dans ses deux premiers discours sur le Coronavirus. La réparation d'image se fait ici indirectement par une voie différente de celles que répertorie la littérature savante sur le sujet. Il s'agit, pour Emmanuel Macron, de renforcer sa légitimité affaiblie ainsi que de construire des postures d'autorité. Ces deux concepts sont clairement distingués dans notre analyse et constituent des axes importants du retravail de l'*ethos*, dont l'objectif est d'accroître la confiance des Français dans le Président et les mesures annoncées pour enrayer la pandémie.

INDEX

Mots-clés: argumentation, autorité, Covid-19, discours politique, légitimation

Keywords: authority, Covid-19, Emmanuel Macron, ethos, image repair, legitimacy

AUTHORS

KEREN SADOON-KERBER

Tel Aviv University, ADARR

STÉPHANE WAHNICH

ADARR

Crise sanitaire et crise politique : La double démarche rhétorique de Benjamin Netanyahu pendant la COVID-19

Health Crisis and Political Crisis: Benjamin Netanyahu's Double Rhetorical Maneuver during COVID-19

Ariella Lahav

Introduction

- 1 Le premier cas avéré de Covid-19 a été enregistré en Israël le 27 février 2020¹. Des mesures telles que la limitation des déplacements et l'imposition de l'auto-quarantaine ont été progressivement décrétées dès le début du mois de février, suivies d'une série de mesures d'urgence et de décisions législatives, y compris la fermeture d'écoles et le confinement², avec l'annonce d'allègements à partir du 16 avril 2020³.
- 2 Le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu, comme d'autres dirigeants occidentaux élus, mais jouissant d'une « légitimité imparfaite »⁴, a dû prendre la parole pour justifier la légitimité des restrictions octroyées et persuader le public d'obéir aux mesures adoptées. C'est ce processus de légitimation et de construction d'autorité (dans le sens de la capacité à se faire obéir sans coercition) qui touche à la fois la personne du dirigeant et le bien-fondé des mesures édictées que nous étudierons ici.
- 3 Nous voulons montrer que les allocutions à la nation de Netanyahu répondaient à un double enjeu. D'une part, il devait réaffirmer sa légitimité remise en cause par son inculpation, et qui lui était nécessaire pour faire accepter les mesures extraordinaires adoptées contre la Covid-19, par ailleurs imposées en une période où il était à la tête d'un gouvernement intérimaire dont le droit d'édicter des règles restrictives était restreint. D'autre part, pour Netanyahu, engagé dans des élections qu'il souhaitait – et se devait de gagner pour éviter la poursuite de son procès – il s'agissait de se présenter

dans son discours comme investi de la légitimité morale et doté de l'autorité personnelle nécessaire pour imposer l'idée que lui seul, au sein de la classe politique, était capable et digne de diriger l'État en ces temps troublés, donc méritant d'être réélu.

- 4 Pour comprendre ce double enjeu, il faut rappeler ici que la pandémie a surpris Israël au milieu d'une période électorale visant à élire les membres du parlement israélien, lesquels sont chargés de recommander au Président de la nation celui d'entre eux à qui il revient de former un gouvernement de coalition. Un troisième tour était prévu pour le 2 mars 2020, après deux échecs consécutifs dans un laps de temps d'un an. En avril et en septembre 2019, ni Netanyahu (familièrement dénommé Bibi), Premier Ministre (« PM ») depuis 12 ans et leader du parti de droite Likoud, ni son adversaire Benny Gantz, chef du parti Bleu-Blanc dit centriste (et ancien chef d'état-major de l'armée), n'avaient réussi à former un gouvernement. Il faut noter que les trois tours électoraux se sont polarisés autour de Netanyahu – faut-il le soutenir ou s'opposer à sa réélection ? – plus que sur l'idéologie des partis respectifs. Cet état de choses s'est traduit dans le slogan des fidèles : « seulement Bibi » et de ceux qui entendaient l'évincer de ses fonctions : « tout sauf Bibi ».
- 5 En novembre 2019, le Procureur général d'Israël a décidé d'inculper le PM pour fraude, corruption et abus de confiance ; l'ouverture du procès a été fixée au 17 mars 2020, et reportée au 24 mai à la suite d'une ordonnance de clôture des tribunaux décrétée le 15 mars par le Ministre de la Justice, suscitant des critiques selon lesquelles la pandémie aurait été exploitée par Netanyahu pour repousser son procès afin de pouvoir s'y présenter en qualité de PM après la formation d'un nouveau gouvernement. Cependant, les élections du 2 mars 2020 ont conduit à une nouvelle impasse. Dans le cadre du système démocratique israélien, un gouvernement doit recevoir un vote de confiance d'une majorité du parlement et historiquement « tous les gouvernements ont été [...] des “gouvernements de coalition” » (Kenig : 2013). Avant les élections, Gantz s'était engagé à former un gouvernement sans Netanyahu en raison de son inculpation, mais le 22 mars, une semaine après avoir été ouvertement invité par Netanyahu à se joindre à lui (comme on le verra plus loin), il exprime sa volonté de soutenir un gouvernement d'urgence nationale en raison de la pandémie ; le 26 mars, il revient sur sa décision, provoquant une scission dans Bleu-Blanc, et le 20 avril les deux hommes signent un accord de coalition fondé sur un principe de rotation ⁵.
- 6 C'est dans ces circonstances que Netanyahu se devait de gérer son *ethos* préalable pour parvenir à ses fins et être nommé Premier ministre. À propos de la notion d'*ethos* préalable, Ruth Amossy note :

Construire une image de soi, c'est toujours s'engager dans un dialogue avec ce que les autres ont dit de nous et l'idée qu'ils se font de notre personne. C'est donc aussi réagir aux aspects négatifs de l'*ethos* préalable [...] cette capacité de retravailler une image préalable est essentielle [...] (2010 : 74-5).
- 7 L'*aretè* ou la vertu est, avec la *phronesis* (sagesse) et l'*eunoia* (bienveillance), une caractéristique obligée de l'*ethos* selon Aristote ; elle se rapporte à la moralité et à l'honnêteté du dirigeant : « Il y a persuasion par le caractère, quand le discours est ainsi fait qu'il rend celui qui parle digne de foi. Car nous faisons confiance plus volontiers et plus vite aux gens honnêtes » (*Rhét.*, I,2,1356a1, p. 126.). C'est précisément cette vertu qui était mise en cause dans le cas du PM ; en raison de son inculpation, il était perçu par une grande partie des électeurs comme menteur et fourbe.

- 8 En examinant les outils rhétoriques, les stratégies argumentatives et les métaphores utilisées par le PM dans ses allocutions, l'analyse chronologique des discours permettra de saisir la surenchère effectuée par lui à propos du drame de la pandémie, dans le but de renforcer son *ethos* de leader, d'inciter le public à obéir à des mesures d'urgence sans précédent, et de persuader son rival politique de se joindre à lui. Former un gouvernement d'union nationale était en effet à ce moment la seule possibilité pour lui de se maintenir au pouvoir.
- 9 Nous nous référons ici aux discours du PM tels qu'ils ont été transcrits, repris et publiés sur le site officiel du gouvernement israélien⁶, ainsi que sur YouTube et sa page Facebook, et cités par les quotidiens israéliens. Il s'agit des discours prononcés du 2 février au 14 mars 2020, lorsqu'il a, étonnamment, appelé Gantz à unir leurs forces, ce qu'il a répété le 17 et le 19 mars.

1. Analyse chronologique des discours

- 10 On peut noter trois phases dans les discours du PM :
- I. Dans la première phase, avant les élections, il met l'accent sur la construction de son *ethos* de chef d'État, en vue de maintenir les élections à temps et les gagner. Il manifeste sa légitimité et son autorité en s'accordant tout le crédit des opérations menées : il a agi pour le bien public, déterminé une politique, pris des décisions et c'est à lui qu'il revient d'en informer le public.
- II. Dans la deuxième phase, après les élections, qui n'ont pas abouti à sa victoire, il consolide son *ethos* personnel par une auto-louange réitérée, et renforce en même temps l'*ethos* collectif et la légitimité de son gouvernement. Sa stratégie argumentative se déplace quelque peu et se focalise sur le public. Il établit un lien avec les citoyens et les complimente sur leur coopération, en vue de les engager à une plus grande obéissance. Pour les convaincre de la gravité de la situation et de la nécessité des moyens adoptés, il recourt au *pathos*, faisant appel à des émotions de peur.
- III. Dans la troisième phase, il utilise pour la première fois des termes guerriers et fait un dernier geste en invitant ouvertement Gantz à le rejoindre dans un gouvernement d'union dans la lutte contre la pandémie. Cet acte est le seul qui puisse le maintenir au pouvoir et conférer à son autorité et sa légitimité la reconnaissance nécessaire.
- 11 Nous allons examiner la double démarche du PM dans ces trois phases.

1.1 La première phase : Construire son *ethos* personnel

- 12 Le 24 février le PM dira : « [N]ous sommes en position de contrôle et nous ferons tout pour que cela dure. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'annuler les élections [...] »⁷. Le 1^{er} mars, un jour avant les élections, il tente de rassurer le public sur le fait qu'on peut aller le lendemain aux urnes et que la situation est « sous contrôle »⁸.

1.1.1. Le « je » et le « nous »

- 13 Dans cette phase, le PM parle la plupart du temps à la première personne, assumant pleinement sa légitimité institutionnelle et l'autorité qu'elle lui confère. Le « je », suivi par des verbes d'action est récurrent dans ses discours. On le voit le 19 février déjà : « Je préfère - et je dirige [...] Je le répète [...] Je demande [...] »⁹ ; le 27 février : « j'ai

déterminé »¹⁰. L'agentivité de Netanyahu est mise en valeur. Elle renforce et réaffirme son image de dirigeant, et entend réparer son *ethos* endommagé de leader. Il se présente comme celui qui prend l'initiative, qui fait preuve de *phronesis* – de sagesse, l'un des piliers de l'*ethos*, et qui guide le gouvernement dans la bonne voie.

- 14 Même quand il utilise le pronom « nous », déclarant, par exemple, « nous avons réussi » il revient aussitôt après au « je » : « je dirige », accentuant non seulement le fait qu'il fait partie de ce groupe de ministres, mais qu'il est leur indispensable dirigeant. On voit sa propension à s'exprimer à la première personne du singulier ; à employer, le cas échéant, un « nous » de majesté, et à marginaliser implicitement le rôle de ses ministres.
- 15 L'utilisation fréquente du « je » n'est pas neuve chez Netanyahu. Kave Shafran relate dans son livre sur les secrets du succès de Netanyahu, que le changement de style et l'usage de la première personne, surtout sur Facebook, ont été adoptés par le PM à partir de 2016. Rien qu'en 2016, observe Shafran, Netanyahu a utilisé le « je » sur Facebook 573 fois (2021 : 57). Le journaliste Yaron Kelner (2020) a quant à lui examiné les discours de victoire de Netanyahu après les six élections de 2009 à 2020, et y a montré la grande fréquence des usages du pronom « je ». Il observe une corrélation entre les succès ou les échecs du parti Likoud et le nombre des « je » utilisés par Netanyahu : plus il est confiant dans la possibilité de former une coalition, plus il utilise le « je ». En ce qui nous concerne plus particulièrement dans le contexte du gouvernement d'unité nationale en gestation – après les élections de mars 2020 – Kelner note que Netanyahu utilise le « je » 39 fois mais, comme dans d'autres cas où les votes des deux blocs étaient quasiment à égalité, il utilise aussi 15 fois le pronom « nous ».

1.1.2. Les allocutions télévisées

- 16 Il convient de noter les apparitions télévisées du PM : ce qui est frappant, entre autres, c'est la régularité quasi-quotidienne des interventions télévisées diffusées à une heure de grande écoute (20:00 – l'heure du journal télévisé quotidien). Le PM s'exprime toujours le premier, suivi du Directeur général du Ministère de la Santé – les journalistes n'ont pas le droit de poser des questions, sauf, comme le notent Maxim Lengo et Galia Yanoshevsky, quelques questions adressées une seule fois au Directeur général de la Santé et une deuxième fois au Directeur général du Ministère des Finances (2021 : 337). Lengo et Yanoshevsky observent que la polyphonie formelle des voix du PM et de ses ministres sert à faire taire toutes les voix sauf celle de Netanyahu, ce qui était perçu par le public comme une monophonie, intensifiant la voix du PM (*ibid.* : 348). Cette mise en scène permet au PM de se présenter comme le plus sage, celui qui contrôle tout et auquel il convient de s'adresser, ce qui contribue à construire son autorité.

1.1.3. La métaphore du conducteur au volant

- 17 Le 19 février, le PM dit :
- Nous avons affaire ici à un événement causé par une force extérieure et nous, en tant que nation, [...] nous ferons tout ce qui doit être fait, d'une main ferme au volant, et je pense que les citoyens d'Israël ont besoin de savoir qu'il y a un système sérieux ici, à mon avis, il est l'un des meilleurs sinon le meilleur dans le monde pour faire face à ce phénomène¹¹.

- 18 Le *logos* repose ici sur une analogie. On note que le sujet grammatical est à la première personne du pluriel (« nous ferons ») ; néanmoins quand il parle d'« une main ferme au volant » au singulier, il se réfère à la sienne en tant que dirigeant. La logique argumentative de la métaphore est la suivante : dans une voiture, il ne peut y avoir qu'un seul conducteur ; ce conducteur a pris des décisions responsables et méthodiques (des termes qu'il va répéter), conduisant d'une main ferme ; les citoyens peuvent compter sur un conducteur aussi digne de confiance pour traverser la crise (ce qui implique que l'inexpérimenté Gantz, comme le disait la campagne du Likoud, ne peut pas parvenir au même résultat). Il faut noter aussi qu'il dépeint l'événement comme une force extérieure, un phénomène auquel il attribue une magnitude extraordinaire, insinuant qu'il faut un leader de sa stature pour conduire prudemment les citoyens.
- 19 Il va répéter cet argument le 27 février en rajoutant explicitement l'adjectif « responsable » : « Les citoyens d'Israël doivent savoir qu'il y a ici une main ferme et responsable »¹² (comme on l'a vu – la sienne).

1.1.4. Le topos de la quantité

- 20 Un autre argument mobilisé par le PM repose sur un lieu, un *topos*, qui vient justifier de façon globale la politique adoptée face au virus. C'est un lieu de la quantité qui pose que le plus est préférable au moins. Le 19 février il dit :
- Il y a des allégations contre une sur-préparation ; je préfère – et je la dirige – la sur-préparation à la sous-préparation [...] Je le répète : la sur-préparation est préférable à la sous-préparation [...] ¹³.
- 21 Il faut signaler qu'en hébreu, un rythme est imprimé à l'énoncé grâce à la rime (une stratégie de persuasion et de *marketing* largement utilisée et souvent exploitée par Netanyahu aussi, comme le note Shafran (2021 : 250, 252) - « yeter-hesser » (sur/sous) – qui vient imprimer dans la mémoire le *topos* mobilisé par le PM. Le « sur » qui renvoie à « trop », donc à un excédent, pourrait risquer d'avoir un sens péjoratif. Ici, dans une situation périlleuse, le plus est déclaré préférable au moins : la mobilisation de moyens de protection qui paraissent excessifs vaut mieux que le recours à des moyens lacunaires (selon le proverbe français « deux précautions valent mieux qu'une »). Ce *topos* de la quantité fait écho à des croyances profondément enracinées dans un pays en guerre comme Israël, où l'état de préparation de l'armée doit toujours être en surplus pour assurer la protection des citoyens, voire la survie du pays, surtout après le traumatisme collectif causé par l'incurie d'octobre 1973, lorsque – outre la surprise infligée par les Egyptiens et les Syriens à Israël attaqué le jour de Kippour – la préparation militaire à une attaque-surprise s'est avérée déplorable et au-dessous des normes requises. La connotation militaire de la sur-préparation sert à justifier les mesures prises et témoigne de la sagesse de celui qui les a initiées. Elle contribue aussi à l'image que le PM s'attribue souvent, celle du « Monsieur Sécurité »¹⁴, ajoutant un aspect martial à son *ethos*, et suggérant qu'il n'est pas moins capable d'agir dans ce domaine que son rival, ancien chef d'état-major de l'armée.

1.1.5. Les répétitions

- 22 Les mêmes messages reviennent dans les discours qui suivent immédiatement. Le 23 février, le PM a répété qu'il nommerait une équipe ministérielle pour faire face « à ce défi majeur », réitérant aussi sa préférence pour la sur-préparation¹⁵. Le 27 février, il

répète l'image de la main ferme ainsi que le *topos* de la quantité¹⁶. Ce procédé de répétition constitue une stratégie typique du PM (Shafran 2021 : 191, 195, 197). Elle lui sert à renforcer son image personnelle ainsi qu'à convaincre son auditoire d'obéir aux règles, comme on va le voir.

1.2. Mobiliser le public : renforcer l'image de l'auditoire

- 23 Pour enrôler le public, le PM utilise premièrement des superlatifs qui gratifient son auditoire d'une image flatteuse : il est le meilleur, le pionnier, le plus avancé au monde, le plus innovant. En plus, il utilise l'argument *ad populum*¹⁷ défini par Donna Woolfolk Cross comme le fait de dire aux gens ce qu'ils veulent entendre afin qu'ils soient favorables à celui qui les complimente (1994 : 3). Le 19 février, lors de la visite d'une installation d'isolement, il a salué les préparatifs nationaux comme « très impressionnants » et dotés de « technologies et méthodes innovantes ». Le 27 février :

[N]ous avons pris des mesures que d'autres pays n'ont pas prises. Nous avons été les premiers au monde à bloquer les vols [...] Aujourd'hui, j'annonce une nouvelle étape [...] qui [...] est la première au monde. Nous sommes l'État pionnier qui prend ces mesures [...] C'est innovant [...]¹⁸.

- 24 Les compliments qu'il prodigue (directement à la nation et indirectement au gouvernement et à sa propre personne en tant que dirigeant), lui permettent non seulement de promouvoir son *ethos* mais aussi d'en appeler à la collaboration du public et de l'induire à accepter des mesures restrictives :

Nous voulons la prudence et plus de prudence, mais nous voulons aussi la responsabilité. Par conséquent, je demande aux citoyens de [...] coopérer avec les autorités et - bien sûr - ne pas se laisser emporter par des préoccupations excessives [...] Tout comme nous avons été le pays le plus avancé dans le monde [...] jusqu'à présent - nous continuerons donc de l'être [...] [N]ous agissons de manière responsable, méthodique et avec le désir de nous assurer la coopération du public [...]

On peut contrôler la maladie. Pour autant que je sache, nous travaillons mieux que n'importe quel autre pays au monde [...] Cela dépend aussi de vous, citoyens d'Israël, de tous, sans exception. Je vous remercie d'avoir coopéré (*ibid.*).

2. La deuxième phase

2.1. Renforcer l'*ethos* personnel : l'auto-louange

- 25 Dans cette phase, immédiatement après les élections, Netanyahu ne cesse de parler à la première personne et d'utiliser des verbes d'action, comme « j'ai ordonné » ; il s'attribue le crédit de l'excellente situation dans laquelle se trouve selon lui Israël, et poursuit la construction de son *ethos* de leader doté d'autorité.

2.1.1. La causalité

- 26 Il utilise pour ce faire la causalité : « Nous sommes dans une meilleure situation parce qu'au départ j'ai ordonné une politique de sur-préparation »¹⁹ – réitérant le motif de la sur-préparation en tant qu'auto-louange.

2.1.2. Accentuer les liens personnels, transférer sur sa personne le prestige des experts

- 27 Le 7 mars, le PM promet de faire jouer « ses relations personnelles avec certains dirigeants mondiaux » pour s'assurer de leur collaboration. Ceci soutient l'image qu'il souhaite se donner comme étant le seul homme politique (en comparaison avec ses rivaux) qui a noué des relations personnelles avec des dirigeants mondiaux, rapports indispensables en ces temps de crise.
- 28 Le 8 mars 2020, il déclare :
- J'ai parlé [...] avec mon ami le vice-président américain Pence. Je l'ai félicité ainsi que le président Trump, leur équipe [...] et Dr. Deborah Birx, à qui nous avons parlé aujourd'hui. Ce sont des gens exceptionnels qui dirigent la lutte internationale, et il est pertinent que nous ayons une collaboration maximale pour gérer le virus²⁰.
- 29 Merkel s'appuie elle aussi sur l'autorité scientifique des experts ; chez elle, c'est plutôt pour garantir le bien-fondé des mesures proposés dans une conjoncture d'incertitude. Netanyahu, en revanche, utilise le « témoignage », l'approbation des experts des États-Unis, parmi d'autres, celui de Dr. Birx qui est à la tête de la cellule de crise de la Maison-Blanche face au Coronavirus, « transférant » sur sa propre personne la gloire des experts (Cross 1994 : 8, 3), et leur réputation, pour consolider son autorité. Le fait que le PM et les équipes israéliennes reçoivent la reconnaissance des experts américains fortifie l'autorité ainsi que la légitimité de Netanyahu (il agit à bon escient pour le bien public), et par conséquence, de ses recommandations.
- 30 De plus, ce discours vise à construire l'autorité discursive du PM pour toutes les catégories d'auditoire. Pour ceux qui reconnaissent déjà son autorité, il vient la renforcer en rappelant ses points forts, comme ses relations avec les États-Unis, en montrant que celles-ci s'étendent au domaine de la crise sanitaire. Pour les opposants, il réfute d'avance les possibles objections en présentant, comme on verra ci-dessous, un gouvernement uni autour d'une cause nationale, respectueux de toutes les formes de la démocratie, jouissant de l'appui d'une grande puissance et tirant profit des avantages de la supériorité israélienne en matière de technologie.

2.2. Renforcer l'*ethos* collectif du gouvernement

- 31 Dans le discours du 4 mars, le PM commence par « Je viens de terminer, avec le Ministre de la Santé et l'équipe professionnelle, une réunion supplémentaire sur notre traitement de la crise du Corona ». Le 8 mars il répète « nous en avons discuté longuement aujourd'hui, et nous en discuterons aussi cette nuit ».
- 32 Cette mise en scène de sortie de réunion est importante sur plusieurs plans. L'accent mis sur le processus de délibération, l'insistance sur l'effort continu et répété fourni par l'équipe dans les cadres institutionnels appropriés, est en harmonie avec l'image d'un fonctionnement démocratique exemplaire, toujours, bien sûr, guidé par le PM. Les références en soi banales deviennent, dans ces circonstances, le garant de la légitimité du gouvernement de Netanyahu dans sa gestion de la crise sanitaire. Ainsi, les décisions prises le sont dans le plus strict respect des principes et des institutions démocratiques, légitimant la parole du PM qui les porte.
- 33 Dans le même esprit, il insiste dans le discours du 4 mars sur la parfaite collaboration entre le Ministère de la Santé et tous les autres ministères impliqués dans la gestion en

fonction de l'autorité institutionnelle dont chacun est doté. L'insistance sur l'effort incessamment investi projette une image de gouvernement dynamique, voué à sa tâche, qui contribue aussi à sa légitimation discursive, au-delà des fonctions institutionnelles en vertu desquelles son porte-parole, en l'occurrence le PM, peut s'exprimer. Il souligne une capacité (la sienne) à coordonner les efforts, promesse d'efficacité qui renforce l'autorité du gouvernement et de celui qui se tient à sa tête. Rétrospectivement, on comprend mieux encore que le PM projette l'image d'une démocratie dont les différentes instances travaillent ensemble en harmonie dans le seul souci de préserver la santé des citoyens. C'est en effet particulièrement pertinent dans cette phase intérimaire après les élections qu'il n'a pas gagnées, où il dirige un gouvernement de transition.

2.3. La construction d'une image collective des citoyens

- 34 Dans cette phase, le PM utilise plusieurs méthodes argumentatives afin d'encourager la coopération du public et son obéissance aux mesures imposées. On va voir que l'image de l'auditoire projetée par le discours constitue en soi une stratégie. Amossy écrit à ce sujet :

[C]e qui se donne à voir dans le discours, ce n'est pas seulement la façon dont le locuteur perçoit son ou ses partenaires, c'est aussi la façon dont il leur présente une image d'eux-mêmes susceptible de favoriser son entreprise de persuasion. À la limite, l'orateur travaille à élaborer une image de l'auditoire dans laquelle celui-ci voudra se reconnaître [...]

Une image positive qui présente l'auditoire comme capable d'accomplir ce qu'on lui demande dans une situation difficile, ou ayant déjà réalisé avec succès une partie de sa mission, peut l'encourager à entreprendre ce que l'orateur lui enjoint de faire. (2021[2000] : 67-8).

2.3.1. Image de l'auditoire, *doxa* et *topoi*

- 35 Dans ces discours des 4, 7 et 8 mars, Netanyahu continue à complimenter les citoyens, en utilisant un argument *ad populum* en vue de les engager à une plus grande obéissance et d'introduire de nouveaux moyens de contrôle. Le 8 mars il déclare :

[...] Citoyens d'Israël, je comprends que c'est difficile pour vous, mais je dois dire que votre réaction a été impressionnante. C'est impressionnant à l'échelle mondiale, et cela sauve des vies. Je vous remercie d'avoir suivi les instructions [...] (*ibid.*).

- 36 On voit que le PM félicite les citoyens de leur conduite exemplaire – un moyen efficace de les engager à exécuter les recommandations en question. Le compliment hyperbolique « impressionnant à l'échelle mondiale » présente l'obéissance aux instructions non comme un simple devoir ou un acte de soumission, mais au contraire comme une action héroïque qui mérite une admiration universelle. Les citoyens sont ainsi encouragés à se hisser au niveau de l'image d'excellence que le PM leur attribue. C'est dans ce cadre que l'appel aux citoyens est lancé par le gouvernement, qui s'impose quant à lui de poursuivre sa protection de la population civile.
- 37 Il met aussi l'accent sur le recours aux technologies de pointe, réputées être la grande force d'Israël. Ainsi il fait implicitement allusion au superlatif – la Nation Start-Up – qui fait partie de la *doxa* de l'auditoire ici complimenté. C'est l'État d'Israël, petit géographiquement mais géant technologique, qui a été choisi par les experts des États-

Unis pour changer ensemble le monde entier au cours de cette crise mondiale. Le 8 mars, quand il mentionne l'équipe de Dr. Birx, il rajoute :

Nous [...] apprécions énormément la possibilité de coopérer, en particulier sur les solutions technologiques pour un dépistage généralisé et peut-être pour obtenir [...] un dépistage à domicile. Je pense que cela va changer la situation, non seulement pour les États-Unis et pour Israël, mais pour le monde entier (*ibid.*).

- 38 Le PM construit une image élogieuse des Israéliens et du peuple juif, présentés comme étant à égalité avec les États-Unis. Il englobe l'auditoire dans une image collective qui s'indexe sur un stéréotype enraciné dans l'imaginaire de la population juive d'Israël. C'est celui du « peuple élu », une « lumière pour les Gentils » – expression empruntée au prophète Isaïe stipulant que les Juifs ont la mission universelle de guider les autres peuples dans la voie spirituelle. L'une des particularités des discours du PM sur le Corona est de faire vibrer constamment cette corde. L'*ethos* collectif qu'il projette est celui d'une nation qui fait partie de l'élite de l'Occident. Notons la comparaison à d'autres pays occidentaux : « Mais Israël est dans une situation bien meilleure que celle de tous les autres pays, qu'il partage avec deux ou trois autres pays occidentaux, » dit-il le 4 mars.
- 39 La construction d'une image collective en prise sur les représentations dominantes du public est un moyen de persuasion puissant, qui est censé unifier dans un même ensemble les partisans du PM et les opposants en les englobant dans une image méliorative qui gomme les différences.

2.3.2 . Je + vous = nous

- 40 Pour assurer la collaboration de son public, le PM établit un pacte avec lui :
- Vous veillez au respect des instructions, et nous veillons à votre sécurité. Nous agissons ensemble, dans la responsabilité, le calme, l'unité, tout en tenant nos promesses [...] ensemble, nous surmonterons la crise²¹.
- 41 Ici, le « je » et le « vous » se conjoignent avec le « nous », qui est composé du gouvernement (son dirigeant inclus) et des citoyens. Netanyahu se caractérisait auparavant comme un leader responsable et méthodique ; maintenant il complimente son public en lui attribuant ces mêmes traits, lui permettant de se reconnaître dans ce miroir imaginaire qui reflète les traits du leader ; dans ce jeu spéculaire, le public devrait lui adresser, à son tour, les mêmes compliments. Ainsi Netanyahu poursuit-il aussi la fortification de son *ethos*.

2.3.3. L'argumentation par les valeurs

- 42 Dans le discours du 8 mars, le PM explique les mesures proposées en argumentant par les valeurs pour influencer sur l'allocutaire et sur sa disposition à se plier aux mesures communiquées. C'est dans ce cadre qu'intervient la procédure argumentative de la hiérarchisation des valeurs » (Perelman et Olbrechts-Tyteca 1970 :107-112) : « La santé prime, sur tout, c'est la vie elle-même [...] » (*ibid.*) déclare Netanyahu, impliquant que la valeur suprême de la vie humaine l'emporte sur celle de la liberté.

2.3.4. Les arguments par la cause par le précédent et par les conséquences

- 43 On a vu que le PM a eu recours à l'argument par la cause pour renforcer son *ethos* personnel ainsi que l'*ethos* collectif des Israéliens : c'est parce qu'il a d'emblée si bien

dirigé le gouvernement et géré l'épidémie, qu'Israël est dans une situation meilleure que les autres pays. Il rajoute : c'est aussi parce que les citoyens ont obéi de façon extraordinaire. Il intervient principalement pour expliquer la raison des succès remportés sur le virus, et son discours s'articule ici sur le *topos* de quantité ; la formule qui dictait, comme on l'a vu, un mode d'action, devient une causalité lorsqu'on examine la politique adoptée sous l'angle de ses résultats. Ainsi dans son allocution du 4 mars, il dit : « nous nous trouvons dans une situation meilleure parce que, dès le départ, j'ai ordonné une sur-préparation » et que la situation est sous contrôle « justement à cause de l'extrême prudence dont nous faisons preuve » et il ajoute : « et aussi grâce à vous, citoyens d'Israël ». Le 8 mars, il répète : « les mesures que nous avons adoptées jusqu'à ce jour ont fait leurs preuves, car nous maîtrisons vraiment la situation et la propagation de la maladie est de plus faible ampleur ». Il ne laisse rien au hasard, et utilise les connecteurs « parce que », « car », « à cause » et « grâce à ».

- 44 Ces arguments par la cause servent non seulement à donner l'image d'une politique gagnante, mais aussi à introduire de nouvelles mesures. Ils donnent lieu à un « argument par le précédent » qui est
- un cas particulier de l'argument comparatif [...]. La notion de précédent [...] est au cœur de l'argumentation juridique régie par la Common Law, gouvernée par la jurisprudence : on doit juger le cas présent dans la continuité des jugements antérieurs portant sur des cas similaires ²².
- 45 Ici : à même cause, mêmes effets ; ce qui a marché dans le passé marchera dans le présent ; si les restrictions imposées ont été couronnées de succès, les mesures de restriction supplémentaires le seront également.
- 46 Cette argumentation par les conséquences positives va équilibrer l'argumentation par la peur, analysée ci-dessous. On voit comment le PM profite de toute occasion pour renforcer son image, même quand il présente le bien-fondé des moyens adoptés.

2.3.5. L'image du père de la nation

- 47 Le PM a réitéré son conseil de ne pas serrer les mains :
- Dans le temps, je jouais au football, alors si vous voulez touchez des chaussures [...]. Dans ma jeunesse, j'ai même appris le Tae Kwon Do, alors vous pouvez toucher les coudes – mais éviter de serrer des mains ²³.
- 48 Il s'adresse directement aux citoyens ; ces conseils ne sont pas scientifiques. En évoquant sa jeunesse en tant que joueur de football ou de Tae Kwon Do, en disant qu'il comprend la difficulté des citoyens, il joue le rôle du père bienveillant (donc, possédant, naturellement, l'autorité requise), se donne en modèle à imiter et crée une proximité avec les destinataires des messages énoncés, se présentant comme faisant partie intégrante de son public. En plus, ici encore une fois le « je » se joint au « vous », créant ce « nous » inclusif donc parle Shafran (2021 : 49). Shafran montre aussi que jouer le rôle du père de la nation est un procédé récurrent chez Netanyahu (*ibid.* : 71).
- 49 Ces petites anecdotes, qui semblent authentiques, rajoutent à la crédibilité du discours, donc à la confiance qu'on peut accorder à la fois à la parole et à la personne du locuteur. Rajouter des petites histoires personnelles est une autre technique du PM qui facilite l'identification de ses interlocuteurs, note Shafran (*ibid.* : 68).

- 50 Cette proximité²⁴ dans laquelle nous sommes censés nous reconnaître tous renforce la légitimité du dirigeant et doit nous empêcher de redouter l'autorité de ce père bienveillant, ce qui va influencer sur la réaction aux moyens prescrits.

2.3.6. La peur

- 51 Dans cette phase, le PM a recours au *pathos*, à la peur – un argument par la conséquence négative que Douglas Walton décrit ainsi :

Fear appeal [...] is seen as a kind of argument used to threaten a target audience with a fearful outcome (most typically that outcome is the likelihood of death), in order to get the audience to adopt a recommended response [...] One subspecies of this distinctive form of argumentation postulates only two choices – either take the recommended action or the fearful outcome will occur. In this dichotomized form of argument, the gist of the argument is : the *only* way you can avoid this very fearful outcome is to take the recommended action (2000 :1, 20).

- 52 Pour que l'argument soit efficace, note Walton, il faut que la menace soit crédible et que l'acte recommandé soit réalisable (*ibid.* : 21). Le 4 mars le PM dit :

Je viens de terminer une autre discussion sur [...] la crise du Corona. Je dis « crise », mais il faut comprendre que nous sommes au milieu d'une pandémie mondiale. Ils ne l'appellent pas ainsi, mais c'est la vérité [...] Il se pourrait qu'il s'agisse de l'une des pandémies les plus dangereuses des cent dernières années²⁵.

- 53 On voit qu'il fait allusion à la grippe de 1918, gravée dans la mémoire collective comme une pandémie qui a tué des millions d'êtres humains. Le recours à la peur est fréquent chez Netanyahu, explique Shafran : « At a time of danger we close ranks behind whoever the leader is. Fear paralyzes our adventurousness and the daring needed to make changes. Netanyahu is the status quo » (2021 : 123-124).

- 54 Pour introduire les mesures de distanciation sociale, le PM utilise une fois de plus le « nous » en s'alignant sur l'identité collective des Israéliens, 'caressant' son côté positif :

Je vous demande, citoyens d'Israël, de changer votre routine afin de faire face à une menace extérieure. En clair, de changer. Ce n'est pas facile. Cela nous oblige à effectuer de nombreux changements par rapport à ce que nous Israéliens aimons faire. Nous aimons nous donner l'accolade. Nous aimons nous serrer la main. Nous aimons nous embrasser²⁶.

- 55 C'est pour persuader le public d'accepter des mesures contre nature, que Netanyahu a recours à la peur, intensifiant la magnitude de la « menace extérieure ». On a souligné que les médias anglo-américains relatifs à la covid-19 ont eu recours à des métaphores de « bataille » et de « guerre » (Jaworska 2020, Seixas 2021, Alousque 2021). Jusqu'à ce stade, Netanyahu dépeint le phénomène non comme une lutte entre ennemis, mais plutôt comme « un phénomène » naturel, une « force extérieure » d'une ampleur unique (ce qui incite à la peur), nous forçant à changer intérieurement, déracinant nos habitudes, et nous obligeant à aller « contre la nature humaine », ce qui intensifie la magnitude du phénomène et donne aussi un sentiment d'inquiétante étrangeté (*Unheimlich*), pour emprunter le terme de Freud, dans un monde qui prive les gens d'amour.

3. La troisième phase

- 56 Dans cette phase, le PM utilise pour la première fois des termes de guerre, intensifie l'usage de la peur en faisant allusion à la destruction de Jérusalem il y a deux mille ans, et il invite son rival à se joindre à lui pour combattre le virus.

3.1. La métaphore de la guerre et l'analogie avec la lutte contre le terrorisme

- 57 C'est seulement dans son discours du 14 mars (publié le 15), qui peut être considéré comme une troisième phase, lors de l'annonce de restrictions supplémentaires, que Netanyahu utilise des termes de bataille :

[L]a lutte est d'abord une lutte pour la vie et pour la santé publique [...] il y a des milliers de morts dans le monde [...] Nous pouvons vaincre le virus [...] nous sommes maintenant en guerre contre un ennemi invisible. Nous sommes en guerre, notre ennemi est le virus. Il est invisible²⁷.

- 58 Netanyahu esquisse l'image vivace et terrifiante d'un champ de bataille semé de morts ; pour intensifier le sentiment d'horreur, il scandé son discours à l'aide de phrases très courtes et répète les mots « guerre », « ennemi » et « invisible », évoquant l'image d'une guerre mondiale bien plus redoutable que toutes les autres, car l'ennemi – le virus – est dissimulé et de ce fait plus difficile à saisir et à terrasser (ce qui le rend plus effrayant encore). Notons que la métaphore guerrière de l'ennemi invisible se retrouve dans les discours d'autres dirigeants – ainsi Macron décrète le 16 mars « Nous ne luttons ni contre une armée ni contre une autre nation, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, et qui progresse »²⁸.

- 59 Eunice Castro Seixas étudie l'usage de la métaphore militaire par certains dirigeants de plusieurs pays occidentaux et conclut que chaque dirigeant l'utilise pour des buts différents :

Moreover, this metaphor aids in the managing of the health crisis through the pursuit of specific goals such as: preparing the public for hard times; persuading citizens to change their behavior; fostering national unity, mobilization and resilience; showing compassion, concern and empathy; avoiding responsibility and mitigating blame and constructing enemies and shifting blame and responsibility (2021: 4).

- 60 Pour Netanyahu, le raisonnement qui s'ensuit est qu'un danger hors du commun appelle des moyens eux aussi extraordinaires : le PM introduit le sujet de la surveillance technologique comme moyen de « détecter l'ennemi » :

[N]ous devons d'abord détecter l'ennemi, comme dans toute guerre, vous voulez détecter l'ennemi, il est difficile de détecter cet ennemi car il est insaisissable, [...] demain au gouvernement, nous adopterons une résolution concernant les moyens technologiques [...] nous avons agi de même pour lutter contre le terrorisme [...] on n'a pas le choix. Nous sommes en guerre ce qui nous oblige à adopter des mesures spéciales [...] [La technologie] nous procure un outil très efficace pour localiser l'ennemi, pour localiser le virus [...]²⁹.

- 61 Pour légitimer des moyens anti-démocratiques comme la surveillance électronique, le PM a recours à une comparaison avec la lutte contre le terrorisme. C'est une réalité (trop) bien connue des Israéliens, excitant des émotions de peur ; mais, grâce au succès

de la lutte menée contre le terrorisme, la comparaison sert, en même temps, d'argument par la conséquence.

3.2. Le paralogisme du faux dilemme

- 62 Qui plus est, Netanyahu affirme « On n'a pas d'alternative », « on n'a pas le choix ». Il utilise ainsi l'argument du faux dilemme :

This occurs when someone seeking to influence a decision inappropriately narrows the range of alternatives, often down to only two. [...] When it comes to sound reasoning, however, the general level of complexity in human affairs makes it unlikely in any situation that there are two and only two alternatives, one of which is a little short of doom (Gunderman et Sstrom : 2006).

- 63 C'est aussi l'excuse suprême, s'appuyant sur un cliché inscrit dans la conscience collective israélienne, en vertu duquel les guerres d'Israël ne sont jamais choisies, mais toujours imposées de l'extérieur. Une fois de plus, le public peut être rassuré, car Monsieur Sécurité³⁰ est connu pour savoir comment résoudre une telle situation. Il va utiliser des moyens dont l'efficacité est reconnue et il connaît bien les étapes à suivre, qu'il détaille – il faut, en un premier temps, comme dans la lutte contre le terrorisme, « détecter » et « localiser » l'ennemi. Ainsi, ce qui a marché dans le cas précédent du terrorisme va marcher ici. Notons, encore une fois l'usage des verbes d'action.

3.3. Le « nous » incluant Netanyahu et son rival

- 64 Mais qui est le « nous » dans le discours ? Pas seulement les citoyens, mais – pour la première fois dans ses discours sur la Covid – aussi, et premièrement, son équipe de négociations qui comprend son rival politique, ici inclus aussi. Le locuteur s'adresse à lui directement et l'invite dans le discours qui suit, à s'allier à dans la lutte. Cela viendra évident quand il dira le 17 mars: « [N]ous devons unir nos forces. Nous devons former un gouvernement d'unité »³¹.

- 65 Voilà, à notre avis, le dernier coup de la partie d'échecs, quand il dit le 14 :

[I]l est impossible de prendre de telles mesures dans un gouvernement intérimaire. Hier, j'ai appelé à un gouvernement d'union national d'urgence, parce que nous en avons besoin. Nous ne devons pas aller vers de nouvelles élections. Tout le monde comprend que [...] nous devons stabiliser l'État d'Israël [...] par un gouvernement national d'urgence. J'appelle mes collègues, Gantz, Liberman [...] à me rejoindre [...]. [C]e n'est pas un *spin* [...] vous voyez ce qui se passe dans le monde, et vous comprenez que nous sommes en pleine crise internationale. Il n'y a rien eu de tel depuis 1918, rien qui s'en approche depuis cent deux ans. Par conséquent, je demande votre coopération. Nous sommes prêts à en discuter dès ce soir, pour résoudre ce problème et y parvenir. Je demande à chacun de faire preuve de la responsabilité requise en ces temps, de se défaire de tout cynisme et de tout doute, et d'avancer ensemble. Nous travaillons 24 heures sur 24 sur cette question, unissons nos forces, nous pouvons vaincre, et ensemble nous y parviendrons³².

- 66 Le chat est sorti du sac: incapable de former un gouvernement, comprenant la difficulté législative d'un gouvernement de transition qui n'a pas l'autorité d'imposer certaines mesures extrêmes et anti-démocratiques à l'encontre des citoyens comme la surveillance électronique, et dans la crainte que Gantz forme un gouvernement minoritaire soutenu par un des partis arabes et fasse passer une loi interdisant à un

candidat sous le coup d'une inculpation d'être Premier Ministre, Netanyahu profite des circonstances créées par la pandémie ; il exhorte ses rivaux à prendre leurs responsabilités dans la lutte menée contre un ennemi invisible et insaisissable, et à unir leurs forces avec lui, pour l'emporter sur le virus. On voit qu'il répète la référence à l'épidémie de 1918. Il s'adresse directement à Gantz et aux membres de Bleu-Blanc: « vous voyez » « vous comprenez »; mais indirectement aussi (« chacun » Gantz ci-inclus) quand il insinue, même accuse, que ne pas se joindre à lui est irresponsable: « Je demande à chacun de faire preuve de la responsabilité requise ».

3.4. Usage du cliché et de l'analogie historique

67 Le 19 mars, il répète ce message :

Dans notre passé lointain, nous avons aussi connu d'autres moments. Il y a deux mille ans, quand l'ennemi extérieur assiégeait les murailles de Jérusalem, les frères en sont venus aux mains et le désastre n'a pas tardé à se produire. Et c'est pourquoi je dis justement aujourd'hui que nous devons unir nos forces. Nous devons former un gouvernement d'union, nous devons nous réunir au sein d'un gouvernement d'urgence nationale. Je dis aux gens de Bleu-Blanc, mettez-vous sous la civière, portons-là ensemble, dirigeons-là ensemble, et ensemble, ensemble, nous apporterons le salut au peuple et à l'État³³.

68 Analysant ce texte, Shafran dépeint le lien effectué par Netanyahu entre Jérusalem et la Covid-19 comme « a feat of rhetorical acrobatics ». Il ajoute : « Bibi is a master at linking different threats and fears – especially where there's political advantage to be gained [...] » (2021 : 125-126).

69 L'analogie historique³⁴ consiste dans le rappel du désastre de la destruction de Jérusalem il y a deux mille ans, quand les Juifs se sont dressés les uns contre les autres. Ce sont la haine et les luttes internes des Juifs qui sont dites avoir causé la perte de Jérusalem : Gantz ne voudra sûrement pas prendre la responsabilité d'un désastre pareil.

70 La métaphore militaire de la civière est mobilisée pour culpabiliser l'ancien chef d'état-major, s'il abandonne le PM sur le champ de bataille. Cette expression idiomatique hébraïque, bien connue des Israéliens à cause du service militaire obligatoire, symbolise une garantie réciproque, un esprit de fraternité (il faut quatre soldats pour tenir la civière), associé à la devise des trois mousquetaires « un pour tous, tous pour un », bien ancrée dans la culture militaire israélienne. Ceux qui ne prêtent pas assistance sont perçus comme des égoïstes, sinon pire³⁵.

71 On sait que Netanyahu a en fin de compte persuadé Gantz de « se mettre sous la civière » et de la porter avec lui ...

Conclusion

72 L'analyse chronologique des outils rhétoriques utilisés par Netanyahu dans ses premières allocutions sur la pandémie nous a permis de saisir sa surenchère autour du drame de la Covid-19, et de montrer que sa rhétorique visait un double objectif : comme d'autres dirigeants occidentaux, il travaille à justifier la légitimité des moyens restrictifs et anti-démocratiques qu'il prône contre le virus. Il le fait par plusieurs moyens : il flatte son auditoire ; il construit une image collective favorable où le public

se reconnaît comme faisant partie du « peuple élu » de la Nation Start Up ; il appelle à la peur pour effrayer le public en évoquant les conséquences désastreuses qui découleraient de la désobéissance et promet le succès à l'aide de précédents ; il use des analogies militaires et évoque des exemples historiques.

- 73 Par ailleurs, Netanyahu, contrairement à d'autres dirigeants qui jouissent d'un statut institutionnel incontesté, se trouve dans une situation politique unique : il doit formellement regagner son pouvoir de chef d'État et être réélu. Pour cela, il doit persuader les électeurs de sa légitimité à diriger le pays, un défi en soi, car il lui faudra réparer son image, endommagée, entre autres, par son inculpation. Avant les élections, son discours vise tout d'abord à reconstruire son *ethos* en tant que seul dirigeant capable de gérer une crise d'une telle ampleur et en conséquence de gouverner Israël. On a vu que dans cette phase il met l'accent sur l'auto-louange ; il parle fréquemment à la première personne du singulier ; il utilise des verbes d'action et des métaphores qui soulignent sa capacité à diriger seul, d'une main ferme au volant ; il met l'accent sur sa capacité à diriger son gouvernement. Comme les élections n'ont pas abouti au succès escompté, son incapacité à former un gouvernement de coalition influence les allocutions de la deuxième phase. Il continue à construire son *ethos* personnel, transfère sur sa personne la gloire et la réputation des experts, s'accorde le crédit des moyens adoptés, et en même temps consolide la légitimité de son gouvernement qui agit pour le bien public. Dans la troisième phase, il reconnaît que la seule solution pour rester au pouvoir et jouir d'une légitimité institutionnelle est de former un gouvernement d'union nationale. Le résultat politique le montre bien, l'auditoire visé par ses discours n'était pas seulement le public israélien. Comme il s'avère en fin de parcours, il s'est adressé aussi à son rival politique pour l'enjoindre à former un gouvernement avec lui au nom de la lutte contre le virus. Gantz a finalement accepté de former avec Netanyahu le gouvernement dit « d'union d'urgence ». En ce sens, on pourrait considérer que la Covid-19 a joué le rôle d'un *deus ex machina* sur la scène politique israélienne, permettant à Netanyahu de rester au pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

- Aλουςque Negro, Isabel. 2021. « Les métaphores du virus COVID-19 dans discours d'Emmanuel Macron et de Pedro Sanchez ». *Çédille, revista de estudios franceses* 19, 595-613. <http://orcid.org/0000-0002-5836-6166>
- Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Amossy, Ruth. 2021 [2000]. *L'argumentation dans le discours* (Paris : Colin)
- Aristote. 1997. *Rhétorique, Livres I et II*. Texte établi et traduit par Médéric Dufour (Paris ; Les Belles Lettres)
- Cross, Donna Woolfolk. 1994. « Propaganda : How not to be bamboozled ». J. P. Eschooz *et al. Language Awareness* (New York : St Martin's Press) [En ligne] <http://online.fliphtml5.com/ibzl/weyh/#p=1>

- Friedenfeld, Golan. « La civière renversante de Benjamin Netanyahu » *Calcalist* 21.4.2020
<https://www.calcalist.co.il/local/articles/0,7340,L-3809533,00.html>
- Gunderman, B. Richard, Christopher Siström. 2006. « An Introduction to Logical Fallacies ». *American Journal of Roentgenology* 187-5 [En ligne] <https://www.ajronline.org/doi/full/10.2214/AJR.05.1221>.
- Jaworska, Sylvia. 2020. « Is the War Rhetoric around Covid-19 an Anglo-American Thing? » *Viral Discourse* 13. 4. 2020 [En ligne] <https://viraldiscourse.com/2020/04/13/is-the-war-rhetoric-around-covid-19-an-anglo-american-thing/>
- Kelner, Yaron. 2020. « « Je » dans les grands succès, « nous » à l'égalité des voix : les discours de victoire de Netanyahu », *Ha'aretz* 9. 3. 2020 [En ligne] <https://www.haaretz.co.il/news/elections/.premium-MAGAZINE-1.8640684>
- Kenig, Ofer. 2013. « Coalition Building in Israel : A Guide for the Perplexed ». *The Israel Democracy Institute*, 18. 2. 2013 [En ligne] <https://en.idi.org.il/articles/10248>
- Lefevre, Rémi. 2004/2. « Quand légitimité rime avec proximité », *Mouvements*. 32, 135-138 [En ligne] <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2004-2-page-135.htm>
- Lengo, Maxim & Galia Yanoshevsky. 2021. « Polyphony and Silencing in the Israeli Government's Statements during the Coronavirus Crisis », [En Hébreu] *Israel Studies in Language and Society* 14-1, 336-354
- Maor, Moshe, Raanan Sulitzeanu-Kenan & David Chinitz. 2020. « When COVID-19, constitutional crisis, and political deadlock meet : the Israeli case from a disproportionate policy perspective. » *Policy and Society* 39-3, 442-457 [En ligne] <https://doi.org/10.1080/14494035.2020.1783792>
- Paissa, Paola. 2016. « Exemple historique et argumentation : autour de la reconnaissance du massacre du 17 octobre 1961 ». *Argumentation et Analyse du Discours* 16 [En ligne] <https://doi.org/10.4000/aad.2160>
- Perelman, Chaim. 1958. « L'argument pragmatique ». *Logique et Analyse* 1-1, 14-23 [En ligne] <http://www.jstor.org/stable/44083327>
- Perelman, Chaim & Lucie Olbrechts-Tyteca. 1970. *Traité de l'argumentation : la nouvelle rhétorique*. 2^e éd. (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles)
- Plantin, Christian. 2016. *Dictionnaire d'argumentation. Une introduction aux études d'argumentation* (Lyon : ENS éditions)
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Seixas Castro, Eunice. 2021. « War Metaphors on Political Communication on Covid-19 » *Frontiers in Sociology* 5-1 [En ligne] 10.3389/fsoc.2020.583680
- Shafraan, Kave. 2021. *Master of Influence ; Benjamin Netanyahu's 10 Secrets of Power, Rhetoric and Charisma*. Translated from Hebrew [En ligne] www.e-book-pro.com
- Walton, N. Douglas. 1980. « Why is "ad populum" a fallacy ? ». *Philosophy and Rhetoric* 13-4, 264-278
- Walton, N. Douglas. 2000. *Scare tactics. Arguments that appeal to fear and threats*, *Argumentation Library*. Vol. 3. (Dordrecht, Boston & London : Kluwer Academic Publishers)

NOTES

1. Le nombre des cas est mis à jour quotidiennement par le ministère de la Santé. <https://datadashboard.health.gov.il/COVID-19>.
2. Voir Maor *et al.* (2020) pour une description détaillée des mesures que les auteurs critiquent comme disproportionnées.
3. Un deuxième confinement a été imposé en septembre, et un troisième en décembre. Le 20 décembre 2020 Israël a lancé le début de la campagne de vaccination anti Covid-19.
4. Terme de Pierre Rosanvallon (2008 : 29). Pour le cadre théorique, voir l'article liminaire de Ruth Amossy.
5. Netanyahu a provoqué la dissolution du parlement en décembre 2020. Le 3 juin 2021, Naftali Bennett a remplacé Netanyahu.
6. Les liens aux discours en hébreu sont donnés en note. C'est nous qui traduisons.
7. <https://www.haaretz.co.il/news/elections/1.8569217>.
8. <https://www.calcalist.co.il/local/articles/0,7340,L-3797874,00.html>.
9. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona_virus190220.
10. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona270220.
<https://www.facebook.com/268108602075/posts/10157114474432076/?vh=e>.
11. Voir note 9.
12. Voir note 10.
13. Voir note 9.
14. Shafran (2021 : 28, 114, 138).
15. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona230220.
16. Voir note 10.
17. Le terme a plusieurs définitions; c'est celle de Cross qui nous semble convenir ici. Voir Douglas Walton dans son analyse du terme comme un argument fallacieux (1980 : 264-278).
18. Voir note 10.
19. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona040320.
<https://youtu.be/CdULV2iNbdM>.
20. https://www.gov.il/he/departments/news/event_discussion_corona080320.
<https://youtu.be/5KA3YhaEHAw>.
21. <https://www.facebook.com/Netanyahu/videos/196843584901298/?vh=e&d=n>.
22. Voir le terme « L'appel au précédent » dans le e-cours de l'Université de La Rochelle : https://e-cours.univ-lr.fr/UNT/analogie/co/module_Contentu_17.html
23. https://www.gov.il/he/departments/news/event_discussion_corona080320.
<https://youtu.be/5KA3YhaEHAw>.
24. Rémi Lefebvre critique le fait que le mot proximité soit devenu synonyme de légitimité : à son avis, la valorisation compulsive du proche a causé un « renversement des hiérarchies symboliques et des représentations de la légitimité [...] *la grandeur* ne renvoie plus [...] à la mise en distance » (2004 : 136). Il croit que la proximité est « une fiction politique rendue nécessaire par le principe même de la délégation [...] La proximité risque [...] à dévaluer l'instance politique elle-même dont la légitimité est pourtant de plus en plus fragile. Au final, on peut douter que la proximité entraîne la politique dans un cercle vertueux de légitimité » (*ibid.* : 138).
25. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona040320.
<https://youtu.be/CdULV2iNbdM>.
26. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona110320.
27. https://www.gov.il/he/departments/news/spoke_corona150320.
28. Seixas commente qu'après ce discours de Macron, le président de l'Allemagne a déclaré: « it's not a war, it's a test to our humanity! » (2021 : 9).

Voir aussi Isabel Negro Alousque qui analyse l'usage des métaphores par Macron et Sanchez (en Espagne). A son avis, « ce cadre métaphorique sert à inspirer le courage et l'espérance et à faire appel à l'union nationale pour enrayer l'épidémie » (2021 : 609, 595).

29. Voir note 31.

30. Voir note 14.

31. https://www.gov.il/he/departments/news/event_statement170320

32. https://www.gov.il/he/departments/news/spoke_corona150320.

33. https://www.gov.il/he/departments/news/event_statement190320.

34. Voir Paola Paissa (2016) sur l'exemple historique.

35. Voir le criticisme du journaliste israélien de l'usage de cette métaphore qui dépeint Gantz comme non patriote voire comme traître. <https://www.calcalist.co.il/local/articles/0,7340,L-3809533,00.html>

RÉSUMÉS

Ce travail analyse les premiers discours du Premier Ministre israélien, Benjamin Netanyahu, traitant de la COVID-19 dans le contexte de la crise politique unique dans laquelle se trouvait plongé Israël au moment où la pandémie a éclaté. Il montre non seulement que la rhétorique de Netanyahu visait, comme celle d'autres dirigeants occidentaux, à persuader son auditoire d'obéir aux règlements liberticides – et pour cela, à construire son autorité et sa légitimité, ainsi que la légitimité des mesures prônées contre la pandémie, mais qu'elle visait aussi à reconstruire et réhabiliter son *ethos* (endommagé par son inculpation) comme chef d'État seul capable de gérer une crise d'une telle ampleur, et donc de diriger le pays ; et à convaincre son rival politique de rejoindre un gouvernement dit « d'union nationale d'urgence ».

This article analyzes Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu's first speeches dealing with COVID-19, in the context of the unique political crisis in which Israel was plunged when the pandemic broke out. It suggests that Netanyahu's rhetoric was not aimed, similarly to that of other Western leaders, uniquely at persuading his audience to obey to restrictive regulations, and in that view at building his authority and legitimacy, as well as the legitimacy of the measures taken against the pandemic; but that his rhetoric was also aimed at rehabilitating his *ethos* impaired by his inculpation, repositioning him as head of State, as the only leader capable of managing a crisis of such magnitude, therefore of leading the country; as well as at convincing his political rival to join a so-called « emergency national unity » government.

INDEX

Keywords : Covid-19, ethos, legitimation, Netanyahu, rhetoric

Mots-clés : Covid-19, ethos, légitimation, Netanyahu, rhétorique

AUTEUR

ARIELLA LAHAV

ADARR

Health Crisis and Political Crisis: Benjamin Netanyahu's Double Rhetorical Maneuver during COVID-19

Crise sanitaire et crise politique : La double démarche rhétorique de Benjamin Netanyahu pendant la COVID-19

Ariella Lahav

Introduction

- 1 The first confirmed case of Covid-19 was recorded in Israel on 27 February 2020¹. Measures such as travel restrictions and the imposition of self-quarantine were progressively decreed from early February, followed by a series of emergency measures and legislative decisions, including school closures and lockdowns², with the announcements of reliefs as of April 16, 2020³.
- 2 The Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu, like other elected however “imperfectly legitimate”⁴ Western leaders, had to address the public and justify the legitimacy of the decreed restrictions, as well as to persuade his audience to comply with such measures. It is this process of legitimation and construction of authority (in the sense of the ability to be obeyed without coercion) which affects both the person of the leader and the merits of the measures enacted, that we will study here.
- 3 We want to show that Netanyahu’s speeches to the nation have addressed a double purpose. On the one hand, he had to reaffirm his legitimacy (challenged by his indictment)—a condition *sine qua non* for the acceptance by the public of the extraordinary measures adopted against Covid-19, which measures were imposed at a time when he was at the head of an interim government with limited power to issue restrictive rules. On the other hand, Netanyahu, engaged in elections that he wanted, and practically had to, win, in order to avoid the continuation of his trial, had to

present himself in his speeches as invested with the moral legitimacy and personal authority requisite to impose the idea that he alone, within the political class, was capable and worthy of leading the State in such troubled times, and therefore merited being re-elected.

- 4 To understand this dual stake, it is necessary to recall that the pandemic has caught Israel amid an election period aimed at electing the members of the Israeli parliament, who in turn recommend to the President of the nation the one member who would be entrusted with the negotiations to form and lead a coalition government. A third round of elections was scheduled for March 2, 2020, after two consecutive failures within a one-year period. In April and in September 2019, neither Netanyahu (colloquially referred to as Bibi), Prime Minister (PM) for 12 years and leader of the right-wing Likud party, nor his opponent Benny Gantz, leader of the so-called centrist Blue-White party (and former Army Chief of Staff), had succeeded in forming a government. It should be noted that the three electoral rounds have polarized around Netanyahu (should one accept or oppose his re-election) more than on the ideology of the respective political parties. This was reflected in the slogan of his faithful supporters: “only Bibi” and of those who intended to oust him from office: “anyone but Bibi.”
- 5 In November 2019, Israel’s Attorney General decided to indict the PM for fraud, corruption and breach of trust; the opening of the trial was set for March 17, 2020, and postponed to May 24, following a court closure order issued on March 15 by the Minister of Justice, prompting criticism that the pandemic was exploited by Netanyahu to postpone his trial, so that he could stand to trial in the position of a PM after the formation of a new government. The elections of March 2, 2020, have led to a new impasse. Under the Israeli democratic system, a government must receive a vote of confidence of a majority of parliament and historically “all governments have been [...] 'coalition governments'”. (Kenig 2013) Prior to the elections, Gantz had pledged to form a government without Netanyahu due to his indictment, but on March 22, a week after being openly invited by Netanyahu to join him (as discussed below), due to the pandemic, he expressed his willingness to support a national emergency government; on March 26, he reversed his decision, causing a split in Blue-White, and on April 20, the two men signed a coalition agreement based on a principle of rotation.⁵
- 6 It was under these circumstances that Netanyahu had to manage his prior *ethos* in view of achieving his ends and be appointed Prime Minister. On the notion of prior *ethos*, Ruth Amossy notes:

To construct a self-image is always to engage in a dialogue with what others have said about us and the idea they have of us. It is therefore also reacting to the negative aspects of the prior *ethos* [...] this ability to rework a prior image is essential [...]. (2010: 74-5)⁶
- 7 *Aretè* or virtue is, along with *phronesis* (wisdom) and *eunoia* (benevolence), a compulsory feature of *ethos* according to Aristotle; it relates to the morality and honesty of the leader: “Persuasion is achieved by the speaker’s personal character when the speech is so spoken as to make us think him credible. We believe good men more fully and more readily than others: [...]” (Aristotle 350 B.C.E: book 1 part 2). It is precisely this virtue that was called into question in the case of the PM; because of his indictment, he was perceived by a large part of the electorate as a liar and deceiver.
- 8 By examining the rhetorical tools, argumentative strategies and metaphors used by the PM in his addresses, the chronological analysis of his speeches reveals his dramatic

exploitation of the pandemic, in view of strengthening his *ethos* as leader, urging the public to obey unprecedented emergency measures, and persuading his political rival to join him. Forming a government of national unity was indeed at that time his only chance to remain in power.

- 9 The article refers to the speeches of PM as transcribed, taken up and published on the official website of the Israeli government,⁷ as well as on YouTube and the PM's Facebook page, and quoted by Israeli newspapers. We refer to the speeches delivered from February 2 to March 14, 2020, when the PM surprisingly called on Gantz to join forces, which call he repeated on March 17 and 19.

1. Chronological analysis of speeches

- 10 Three phases may be noted in the PM's speeches:

- 11 **1.** In the first phase, prior to the elections, he focuses on building his *ethos* as head of State, with a view of keeping the elections on time and winning them. He manifests his legitimacy and authority by giving himself full credit for his actions: he is the one who has acted for the public good, has determined a policy, has made decisions, and has informed the public thereof.
- 12 **2.** In the second phase, after the elections, which to his detriment did not culminate in his victory, he consolidates his personal *ethos* through repeated self-praise, and at the same time strengthens the collective *ethos* of his government as well as its legitimacy. His argumentative strategy shifts somewhat and focuses on the public. He establishes a bond with the citizens and compliments them on their cooperation, in view of committing them to greater obedience. He resorts to *pathos*, appealing to emotions of fear, with the aim to convince his audience of the gravity of the situation and of the necessity of the means adopted.
- 13 **3.** In the third phase, he uses, for the first time, warlike terms, and makes a final gesture by openly inviting Gantz to join him in a unity government, in the fight against the pandemic. This act is the only one that can keep him in power and invest him with authority and legitimacy, as well as with the requisite recognition.
- 14 We will examine the double maneuver of PM in these three phases.

1.1. The first phase: Building his personal *ethos*

- 15 On February 24, the PM declares: “[W]e are in a position of control and we will do everything to make it last. I don't think it's necessary to cancel the elections [...]”⁸ On March 1, a day before the elections, he tries to reassure the public that it would be safe to go to the polls the next day and that the situation is “under control.”⁹

1.1.1. “I” and “We”

- 16 In this phase, the PM mostly speaks in the first person, fully assuming his institutional legitimacy and the authority it confers upon him. The “I”, followed by action verbs, is recurrent in these speeches. We see it as early as on February 19: “I prefer—and I am directing [...], I reiterate [...], I ask [...]”¹⁰ On February 27: “I determined.”¹¹ Netanyahu's agentivity is highlighted. It fortifies and reaffirms his image as a leader, and it is

intended to repair his damaged *ethos*. He presents himself as the one who takes the initiative, who shows *phronesis*—wisdom, one of the pillars of *ethos*, and who guides the government in the right direction.

- 17 Even when he uses the pronoun “we”, declaring, for example, “we have succeeded,” he immediately reverts to the “I”: “I am directing,” accentuating not only the fact that he is part of this group of ministers, but that he is their indispensable leader. We see his propensity to express himself in the first person singular; to use, when appropriate, a “we” of majesty, thus implicitly marginalizing the role of his ministers.
- 18 The frequent use of “I” is not new with Netanyahu. Kave Shafran relates in his book on the secrets of Netanyahu’s success, that the change of style and the use of the first person, especially on Facebook, were adopted by the PM as of 2016. In 2016 alone, Shafran observes, Netanyahu used the “I” on Facebook 573 times (2021: 57). Journalist Yaron Kelner (2020) has examined Netanyahu’s victory speeches after the six elections from 2009 to 2020 and showed the widespread use of the pronoun “I.” He observes a correlation between the successes or failures of the Likud party and the number of “I’s” used by Netanyahu: the more confident Netanyahu is in the possibility of forming a coalition, the more he uses the first person singular. In the context of the nascent government of national unity—after the March 2020 elections—Kelner notes that Netanyahu has used the “I” for 39 times but, as in other cases where the votes of the two blocs were almost equal, he has also used 15 times the pronoun “we.”

1.1.2. Speeches broadcasted on TV

- 19 It is worth noting the PM’s television appearances: what is striking, among other things, is the almost daily regularity of television interventions broadcast at prime time (20:00—the time of the daily television news). The PM always speaks first, followed by the General Director of the Ministry of Health, journalists are not allowed to ask questions, except, as Maxim Lengo and Galia Yanoshevsky note, a few questions addressed only once to the General Director of the Ministry of Health, and a second time at the General Director of the Ministry of Finance. (2021: 337) Lengo and Yanoshevsky observe that the formal polyphony of the voices of the PM and his ministers serves to silence all voices except Netanyahu’s, which was perceived by the public as a monophony, intensifying the voice of the PM (*ibid.*: 348). This staging allows the PM to present himself as the wisest, as the one who controls everything and whom it is appropriate to address, which in turn contributes to the build-up of his authority.

1.1.3. The metaphor of the driver behind the wheel

- 20 On February 19, the PM said:

We are here in an event due to an outside force, [...] We will do whatever needs to be done, with a steady hand at the wheel, and I think that the citizens of Israel need to know that there is a serious network here, in my view it is one of the best if not the best in the world in dealing with this phenomenon.¹²

- 21 The *logos* here is based on an analogy. Note, that the grammatical subject is in the first person plural (“we will”); nevertheless, when the PM speaks of “a steady hand at the wheel” in the singular, he refers to his own as a leader. The argumentative logic of the metaphor is as follows: in a car, there can only be one driver; this driver has made responsible and methodical decisions (those are terms he will repeat), driving with a

steady hand at the wheel; the citizens can rely on such a trustworthy driver to get them through the crisis (implying that the inexperienced Gantz, as the Likud campaign said, cannot achieve the same result). It should also be noted that he portrays the event as an external force, as a phenomenon to which he attributes an extraordinary magnitude, insinuating that it takes a leader of his stature to lead the citizens with prudence.

- 22 He will repeat this argument on February 27 by explicitly adding the adjective “responsible:” “The citizens of Israel need to know that there is a steady and responsible hand here¹³” (as we have seen—his own hand).

1.1.4. The *topos* of quantity

- 23 Another argument mobilized by the PM is based on a *locus*, a *topos*, which provides a comprehensive justification of the policy adopted against the virus. It is a *topos* of quantity that posits that more is preferable to less. On February 19 he said:

There are claims regarding over-preparation; I prefer—and am directing— over-preparation as opposed to under-preparation [...] I reiterate: Over-preparation is preferable to under-preparation.¹⁴

- 24 It should be noted that in Hebrew, a rhythm is imprinted in the utterance via the rhyme (a common strategy of persuasion and marketing often exploited by Netanyahu as well, notes Shafran [2021: 250, 252]) —“yeter-hesser” (over/under)—which comes to imprint in the memory the *topos* used by the PM. The “over” which refers to “in excess,” therefore to a surplus, might have a pejorative meaning. But here, in a perilous situation, the mobilization of protective means that seem excessive is better than the recourse to deficient means (according to the French proverb “deux précautions valent mieux qu’une” (“two precautions are better than one” or the equivalent in English—better safe than sorry). This *topos* of quantity echoes deeply rooted beliefs in a country at war like Israel, where the army’s readiness must always be in surplus to ensure the protection of citizens, if not the survival of the nation, especially after the collective trauma caused by the October 1973 war mismanagement, when—in addition to the surprise inflicted by the Egyptians and Syrians on Israel attacked on Yom Kippur—the military preparation for such a surprise attack proved deplorable and far below the required standards. The military connotation of over-preparedness serves to justify the measures taken and testifies to the wisdom of the initiator thereof. It also contributes to the image that the PM often attributes to himself, that of “Mr. Security,”¹⁵ adding a martial aspect to his *ethos*, and suggesting that he is no less capable of acting in this area than his rival, the former Army Chief of Staff.

1.1.5. The repetitions

- 25 The same messages are repeated in the speeches that immediately follow. On February 23, the PM reiterated that he would appoint a ministerial team to deal with “this major challenge,” also repeating his preference for over-preparedness.¹⁶ On February 27, he repeats the image of the steady hand, as well as the *topos* of quantity.¹⁷ This repetition process is a typical strategy of the PM (Shafran 2021: 191, 195, 197). It serves to reinforce his personal image as well as to convince his audience to obey the promulgated rules, as we will see.

1.2 Engaging the public: strengthening the image of the audience

- 26 To enlist the public, the PM uses superlatives that gratify his audience with a flattering image: it is the best, the pioneer, the most advanced in the world, the most innovative. In addition, the PM uses the *ad populum* argument¹⁸ defined by Donna Woolfolk Cross as telling people what they want to hear, so that they are favorable to the person complimenting them (1994: 3). On February 19, when visiting an isolation facility, Netanyahu hailed the national preparations as being “very impressive” and equipped with “innovative technologies and methods.” On February 27:

[W]e have taken steps that other countries have not. We were the first in the world to block flights [...]. Today, I am announcing another step [...] which [...] is the first in the world. We are the pioneering State that is taking these steps [...] This is innovative [...].¹⁹

- 27 The compliments he pays, directly to the nation, and indirectly to the government and to himself as a leader, allow him not only to promote his *ethos*, but also to appeal to the public’s cooperation and induce it to accept restrictive measures:

We want caution and more caution, but we also want responsibility. Therefore, I ask citizens to [...] cooperate with the authorities and—of course—not be swept away into excessive concerns [...] Just as we have been the most advanced country in the world in this area up until now—so we will continue to be [...]

[W]e are acting responsibly, methodically and with a desire to enlist the cooperation of the public. We can control the disease. To the best of my knowledge, we are working better than any other country in the world [...] It also depends on you, citizens of Israel, all of you, without exception. I thank you for cooperating (*ibid.*).

2. The second phase

2.1. Strengthening the personal *ethos*: self-praise

- 28 In this phase, immediately after the elections, Netanyahu keeps speaking in the first person singular, and using action verbs, such as “I ordered.” He takes credit for the excellent situation in which he believes Israel finds itself and continues to build his *ethos* of authoritative leader.

2.1.1. Causality

- 29 He uses causality: “We are in a better situation because at the outset I ordered a policy of over-preparation and not under-preparation”²⁰—reiterating the motif of over-preparation as a means of self-praise.

2.1.2. Accentuating personal ties, transferring to oneself the prestige of experts

- 30 On March 7, the PM promised to use “his personal relationships with some world leaders” to ensure collaboration. This supports the image he wants to attribute to himself as the only politician (in comparison with his rivals) who has forged personal relationships with world leaders, indispensable in these times of crisis.
- 31 On March 8, 2020, he stated:

I spoke [...] with my friend US Vice President Pence. I wanted to thank President Trump and Vice President Pence [...]. They have perhaps the finest people in the world dealing with this: Deborah Birx who we spoke to today, the heads of the CDC. These are exceptional people. We can learn a lot from them and we deeply appreciate the opportunity to cooperate [...].²¹

- 32 Merkel also relies on the scientific authority of experts; in her case, it is rather to guarantee the merits of the measures proposed under uncertain circumstances. Netanyahu, as for him, uses the “testimony,” the approval of the experts of the United States, among others, that of Dr. Birx who is at the head of the White House crisis team in the face of the Coronavirus, thus “transferring” onto his own person the glory of the experts (Cross 1994: 8, 3) and their reputation, to consolidate his own authority. The fact that the PM and the Israeli teams receive recognition from the American experts strengthens the authority and legitimacy of Netanyahu (he is acting wisely for the public good), and consequently, that of his recommendations.
- 33 Moreover, this speech aims to build the PM’s discursive authority for all categories of audience. For those who have already acknowledged his authority, he reinforces it by recalling his strengths such as his relations with the United States, showing that these extend to the field of the health crisis. For the opponents, he refutes in advance the possible objections by presenting, as will be seen below, a government united around a national cause, respectful of all forms of democracy, enjoying the support of a great power and taking advantage of Israel’s technological superiority.

2.2. Strengthening the collective *ethos* of the government

- 34 In the speech of March 4, the PM starts with “together with the Health Minister and the professional team, I have just completed another discussion on our handling of the corona crisis.” On March 8 he repeats: “We discussed this at length today and we will discuss it tonight as well.”
- 35 This staging of these reunions is important on several levels. The emphasis on the process of deliberation, the insistence on the continuous and repeated efforts made by the team within the appropriate institutional frameworks is consistent with the image of an exemplary democratic functioning, always guided, of course, by the PM. The references in themselves banal become, in these circumstances, the guarantor of the legitimacy of Netanyahu’s government in its management of the health crisis. Thus, insinuating that the decisions taken are made in strict compliance with democratic principles and institutions legitimizes the words of the PM who delivers them.
- 36 In the same spirit, he insisted in the March 4 speech on the perfect collaboration between the Ministry of Health and all the other ministries involved in the management of the crisis. The persistence on the incessant effort projects an image of a dynamic government, dedicated to its task, which also contributes to its discursive legitimacy, beyond the institutional functions under which its spokesman, in this case the PM, can express himself. He emphasizes an ability (his own) to coordinate efforts, reflecting a promise of efficacy that strengthens the authority of the government and of the person at its head. In retrospect, it is even easier to understand why the PM projects the image of a democracy whose different bodies work together in harmony with the sole concern of preserving the health of citizens. This is particularly relevant

in this interim phase following the elections he failed to win, as he was leading a transitional government which is deemed to possess less powers.

2.3. Building a collective image of the citizens

- 37 In this phase, the PM uses several argumentative methods to encourage public cooperation as well as obedience to the measures imposed. We will see that the image of the audience as projected in the discourse constitutes a strategy of its own. Amossy writes on this subject:

[W]hat may be seen in the discourse is not only the way in which the speaker perceives his partner or partners, it is also the way he presents them with an image of themselves that is susceptible of favoring his persuasion enterprise. Ultimately, the speaker endeavors to elaborate an image of the audience in which such audience will wish to recognize itself [...]

A positive image that presents the audience as capable of accomplishing what is asked of it in a difficult situation, or having already successfully accomplished part of its mission, can encourage it to undertake what the speaker enjoins it to do. (2021[2000]: 67-8)

2.3.1. Image of the audience, *doxa* and *topoi*

- 38 In his speeches of March 4, 7 and 8, Netanyahu continues to compliment the citizens, using an *ad populum* argument to commit them to greater obedience and to introduce new means of control. On March 8 he declared:

Citizens of Israel, I understand that this is difficult for you but I must say that your response has been impressive. It is impressive on a global scale, and it is saving lives. I thank you for following the instructions [...] (*ibid.*).

- 39 The PM is clearly congratulating the citizens on their exemplary conduct—an effective means of engaging them to implement the recommended measures. The hyperbolic compliment “impressive on a global scale” presents obedience to instructions not as a mere duty or an act of submission, but rather as a heroic action that deserves universal admiration. The citizens are thus encouraged to rise to the level of the image of excellence that the PM attributes to them. It is within this framework that the government, who undertakes to continue protecting the civilian population, launches its appeal to the citizens.

- 40 He also emphasizes the use of cutting-edge technologies, for which Israel enjoys a strong reputation. Thus, he implicitly alludes to the superlative—the Start-Up Nation—which is part of the *doxa* of the audience here complimented. It is the State of Israel, small geographically but a technological giant, that has been chosen by the experts of the United States to alter together the entire world during this global crisis. On March 8, when he mentions the team of Dr. Birx, he adds:

We [...] deeply appreciate the opportunity to cooperate, especially on the technological solutions for widespread screening and perhaps to get [...] to home screening. I think this will change the situation, not only for the United States and for Israel, but for the world (*ibid.*).

- 41 The PM constructs a laudatory image of the Israelis and of the Jewish people, presented as being on par with the United States. It encompasses the audience in a collective image that is indexed to a stereotype rooted in the imagination of the Jewish population of Israel. It is that of the “Chosen People,” a “Light for the Gentiles”—a

phrase borrowed from the prophet Isaiah stipulating that the Jews have a universal mission of guiding other peoples in the spiritual path. One of the hallmarks of the PM's Corona speeches is to constantly vibrate this chord. The collective *ethos* projected is that of a nation that is part of the elite of the West. "But Israel is in the best situation of all other countries, together with another two or three Western countries," he said on March 4.

- 42 The construction of a collective image based on the dominant representations of the public is a powerful means of persuasion, aimed at uniting the supporters of the PM together with his opponents, by englobing them in a meliorative image that erases all differences.

2.3.2. I + You = Us

- 43 To ensure the cooperation of his audience, the PM establishes a pact with it:

You ensure that the instructions are followed, and we take care of your safety. We will act together, in responsibility, calm, unity, while keeping our promises. [...] together, we will overcome the crisis.²²

- 44 Here, the "I" and the "you" join the "we", which is composed of the government (its leader included therein) and of the citizens. Netanyahu has so far characterized himself as a responsible and methodical leader; now he compliments his audience by attributing to it these same traits, allowing its members to recognize themselves in this imaginary mirror that reflects their leader's traits. In this specular game, the audience should, in turn, pay him the same compliments. This way, Netanyahu enhances in parallel the fortification of his own *ethos*.

2.3.3. Value-based argumentation

- 45 In his speech of March 8, the PM explains the then proposed measures and argues by values to influence the addressees' willingness to comply with such measures. It is in this context that the argumentative procedure of "hierarchization of values" comes into play (Perelman & Olbrechts-Tyteca 1969): "Health takes precedence, over everything, it is life itself [...]" (*ibid.*) declared Netanyahu, implying that the supreme value of human life prevails over that of freedom.

2.3.4. Arguments from cause, from precedent and from consequences

- 46 We have seen that the PM has used the argument from cause to strengthen his personal *ethos* as well as the collective *ethos* of the Israelis: it is because he has from the outset so well led the government and managed the epidemic, that Israel is in a better situation than other countries, he argues. He then adds that it is also because the citizens have obeyed in an extraordinary way. He intervenes mainly to explain the reason for the achievements against the virus, and his discourse here is articulated on the *topos* of quantity; the formula which dictated, as we have seen, a mode of action, turns into a causality when one examines the adopted policy from the perspective of its results. Thus, in his speech of March 4, he said: "We are in a better situation because, from the outset, I ordered over-preparation" and the situation is under control "precisely because of the extreme caution we are showing" and he adds: "and also thanks to you, the citizens of Israel." On March 8, he repeats: "The steps that we have taken up until today have proven themselves because we really are in a situation of control, and the

spread of the disease is of a much lower scope.” He leaves nothing to chance, and uses the connectors “because”, “because of” and “thanks to.”

- 47 These arguments from cause serve not only to depict a winning policy, but also to introduce new measures. They give rise to an argument from the precedent, which is a special case of comparative argument. The notion of precedent [...] is at the heart of the legal argument of the Common Law, governed by case law: the present case must be judged in the continuity of previous judgments on similar cases.²³
- 48 Here: same cause, same effects; what worked in the past will work in the present; if the restrictions imposed have been successful, so will be the additional restrictive measures.
- 49 This argument from positive consequences will balance the argumentation by fear, analyzed below. One sees how the PM never misses an opportunity to strengthen his image, even when he presents the merits of the means adopted.

2.3.5. The image of the father of the nation

- 50 The PM reiterated his advice not to shake hands: “I once played soccer, then if you want to touch shoes [...]. In my youth, I even learned Tae Kwon Do, then you can touch elbows—but avoid shaking hands.”²⁴ We see that addresses the citizens directly, and that his advice is not scientific. By evoking his youth as a soccer or Tae Kwon Do player, by saying that he understands the difficulty of the citizens, he plays the role of the benevolent father (hence, possessing, naturally, the requisite authority), poses as a role model to be imitated, and establishes a proximity to the recipients of his messages, presenting himself as an integral part of his audience. Here again the “I” joins the “you,” creating this inclusive “we” that Shafran comments on. (2021: 49) Shafran also shows that playing the role of the father of the nation is a recurring motif by Netanyahu (*ibid.*: 71).
- 51 These little anecdotes, which seem authentic, add to the credibility of the discourse, and therefore to the trust that can be placed in both the words and the person of the speaker. Adding small personal stories is another technique of the PM that facilitates the identification of his interlocutors, notes Shafran (*ibid.*: 68).
- 52 This proximity²⁵ in which we are all supposed to recognize ourselves reinforces the legitimacy of the leader and should prevent us from fearing the authority of this benevolent father, which in turn should impact the reaction to the prescribed measures

2.3.6. Fear

- 53 In this phase, the PM resorts to *pathos*, to fear—an argument by the negative consequence that Douglas Walton describes as follows:

Fear appeal [...] is seen as a kind of argument used to threaten a target audience with a fearful outcome (most typically that outcome is the likelihood of death), in order to get the audience to adopt a recommended response [...] One subspecies of this distinctive form of argumentation postulates only two choices—either take the recommended action or the fearful outcome will occur. In this dichotomized form of argument, the gist of the argument is: the *only* way you can avoid this very fearful outcome is to take the recommended action. (2000 :1, 20)

- 54 For the argument to be effective, Walton notes, the threat must be credible and the recommended act feasible (*ibid.*: 21). On March 4, the PM said:

Together with the Health Minister and the professional team, I have just completed another discussion on our handling of the corona crisis. I say “crisis” but it must be understood that we are in the midst of a global pandemic. They do not call it that, but this is the truth [...] It could be that it is among the most dangerous of such pandemics in the past 100 years.²⁶

- 55 The PM is referring to the influenza of 1918, engraved in the collective memory as a pandemic that killed millions of human beings. Netanyahu commonly uses fear, explains Shafran: “At a time of danger we close ranks behind whoever the leader is. Fear paralyses our adventurousness and the daring needed to make changes. Netanyahu is the *status quo*.” (2021: 123-124)

- 56 To introduce social distancing measures, the PM is once again using the “we” by aligning himself with the collective identity of the Israelis, ‘stroking’ their positive side:

I am asking you, citizens of Israel, to change your routines to deal with an external threat. In short, to change. It is not easy. It requires us to make many changes such as something that Israelis love to do. We love to embrace. We love to shake hands. We love to kiss.²⁷

- 57 In view of persuading the public to accept unnatural measures Netanyahu resorts to fear, intensifying the magnitude of the “external threat.” It has been pointed out that the Anglo-American media relating to Covid-19 has resorted to metaphors of “battle” and “war” (Jaworska 2020, Seixas 2021, Alousque 2021). Up to this point, Netanyahu has portrayed the phenomenon not as a battle between enemies, but rather as a natural phenomenon, as an external force of a unique magnitude (which incites fear), forcing us to change internally, uprooting our habits, and causing us to go “against human nature,” which intensifies the magnitude of the phenomenon and also gives a sense of disturbing strangeness, of (*Unheimlich* to borrow Freud’s term, in a world that deprives people of love.

3. The third phase

- 58 In this phase, the PM will be using, for the first time, terms of war, intensifying the sense of fear by alluding to the destruction of Jerusalem two thousand years ago, and will finally invite his rival to join him in fighting the virus.

3.1. The metaphor of war and the analogy with the fight against terrorism

- 59 It is only in his speech of March 14 (published on the 15th), which can be considered a third phase, when announcing additional restrictions, that Netanyahu uses battle terms:

[T]he struggle is first and foremost a struggle for life and for public health [...] there are thousands of deaths in the world [...] We can defeat the virus [...] we are now at war with an invisible enemy. We are at war, our enemy is the virus. It is invisible.²⁸

- 60 Netanyahu sketches a vivid and terrifying image of a battlefield strewn with dead bodies; to intensify the sense of horror, he uses very short sentences and repeats the words “war,” “enemy” and “invisible,” evoking the image of a worldwide war far more

formidable than any other, because the enemy—the virus—is hidden, thus more difficult to detect and defeat (which makes it even more horrifying). Note that the war metaphor of the invisible enemy is found in the speeches of other leaders—Macron for example declares on March 16: “We are not fighting against an army or another nation, but the enemy is there, invisible, elusive, and advancing.”²⁹

- 61 Eunice Castro Seixas studies the use of the military metaphor by some leaders of several Western countries and concludes that each leader uses it for different purposes:

Moreover, this metaphor aids in the managing of the health crisis through the pursuit of specific goals such as: preparing the public for hard times; persuading citizens to change their behavior; fostering national unity, mobilization and resilience; showing compassion, concern and empathy; avoiding responsibility and mitigating blame and constructing enemies and shifting blame and responsibility. (2021: 4)

- 62 For Netanyahu, the reasoning that follows is that an extraordinary danger calls for extraordinary means: the PM introduces the subject of technological surveillance to “detect the enemy”:

[W]e must first detect the enemy, as in any war you want to detect the enemy, it is difficult to detect this enemy because he is elusive, [...] tomorrow in government, we will pass a resolution on technological means [...] we have done the same to fight terrorism [...] we have no choice. We are at war which forces us to adopt special measures [...] [Technology] gives us a very effective tool to locate the enemy, to locate the virus [...].³⁰

- 63 To legitimize anti-democratic means such as electronic surveillance, the PM resorts to a comparison with the fight against terrorism. This is a reality (too) well known to the Israelis, arousing emotions of fear; however, thanks to the success of the fight against terrorism, the comparison serves, at the same time, as an argument from consequences.

3.2. The paralogism of the false dilemma

- 64 Moreover, Netanyahu says “we have no alternative,” “we have no choice.” He uses the false dilemma argument as follows:

This occurs when someone seeking to influence a decision inappropriately narrows the range of alternatives, often down to only two. [...] When it comes to sound reasoning, however, the general level of complexity in human affairs makes it unlikely in any situation that there are two and only two alternatives, one of which is a little short of doom. (Gunderman and Siström: 2006)

- 65 It is also the ultimate excuse, based on a cliché inscribed in the Israeli collective consciousness, according to which Israel’s wars are never chosen, but always imposed from the outside. Once again, the public can be reassured, because Mr. Security³¹ is famous for knowing how to resolve such a situation. He will be using means with recognized effectiveness, and he is well familiar with the steps to follow, which he details—it is necessary, at first, as in the fight against terrorism, to “detect” and “locate” the enemy. Therefore, what has previously worked in the case of terrorism will surely work here. Note, once again, the use of action verbs.

3.3. The “we” including Netanyahu and his rival

- 66 But who is the “we” in this speech? To our mind, not only the citizens, but—for the first time in his speeches on Covid—also, and primarily, his negotiating team, including his political rival. The PM as speaker addresses his rival directly and invites him in the following speech to join in the struggle. This will become evident when the PM will say on March 17: “[W]e must join forces. We must form a unity government.”³²
- 67 Here, in our opinion, is the final chess mate, when he says on the 14th:
- [I]t is impossible to take such steps in an interim government. Yesterday, I called for an emergency government of national unity because we need it. We must not move towards new elections. Everyone understands that [...] we must stabilize the State of Israel [...] by a national emergency government. I call on my colleagues, Gantz, Liberman [...] to join me [...]. [I]t is not a *spin* [...] you see what is happening in the world, and you understand that we are in the middle of an international crisis. There has been nothing like it since 1918, nothing that has come close to it for one hundred and two years. I therefore ask for your cooperation. We are ready to discuss it this evening, to resolve this problem and achieve it. I ask everyone to show the responsibility required in these times, to let go of all cynicism and doubt, and to move forward together. We are working 24 hours a day on this issue, joining forces, we can win, and together we will succeed.³³
- 68 The cat is finally out of the bag: unable to form a government, understanding the legislative difficulty of a transitional government that lacks full authority to impose certain extreme and anti-democratic measures such as electronic surveillance, and in fear that Gantz will form a minority government supported by one of the Arab parties and pass a law prohibiting a candidate under indictment from being prime minister, Netanyahu is taking advantage of the circumstances created by the pandemic. He urges his rivals to take responsibility for the fight against that invisible and elusive enemy, and to join forces with him, to defeat the virus. We see that he reiterates the reference to the epidemic of 1918. He addresses Gantz and the members of Blue-White directly: “you see,” “you understand”; but also indirectly (“everyone” Gantz included) when he insinuates, even accuses, that not joining him is irresponsible: “I ask everyone to show the required responsibility.”

3.4. Use of cliché and of historical analogy

- 69 On March 19, he repeats this message:
- In our distant past, we have also experienced other moments. Two thousand years ago, while a foreign enemy was besieging Jerusalem, Jews were at war among themselves, and disaster wasn’t long in coming. Therefore, I say, today specifically: We have to join forces. We must establish a unity government. We must form a national emergency government. I say to the people of Blue and White: take your place under the stretcher, we will carry it together, we will lead it together, and together, we will save the people and the country.³⁴
- 70 Analyzing this text, Shafran depicts Netanyahu’s linkage between Jerusalem and Covid-19 as “a feat of rhetorical acrobatics.” He adds: “Bibi is a master at linking different threats and fears—especially where there’s political advantage to be gained [...]” (2021: 125-126)
- 71 The historical analogy³⁵ consists of recalling the disaster of the destruction of Jerusalem two thousand years ago, when the Jews were pitted against each other. It is the hatred

and internal struggles of the Jews that are said to have caused the loss of Jerusalem: Surely Gantz would not want to take responsibility for such a disaster.

- 72 The military metaphor of the stretcher is mobilized to make the former Chief of Staff feel guilty if he abandons the PM on the battlefield. This Hebrew idiomatic expression, well known to the Israeli Jews because of their compulsory military service, symbolizes a reciprocal guarantee, a spirit of fraternity (it takes four soldiers to hold the stretcher), associated with the motto of the three musketeers “one for all, all for one,” well anchored in the Israeli military culture. Those who do not lend assistance are perceived as selfish, if not worse.³⁶
- 73 Ultimately, Netanyahu has succeeded in persuading Gantz to “get under the stretcher” and carry it with him...

Conclusion

- 74 The chronological analysis of the rhetorical tools used by Netanyahu in his first speeches on the pandemic allowed us to grasp his dramatic exploitation of the Covid-19 epidemic, and to show that his rhetoric had a double objective: like other Western leaders, he endeavors to justify the legitimacy of the restrictive and anti-democratic measures he has advocated against the virus. He does this in several ways: he flatters his audience; he constructs a favorable collective image in which his audience can recognize itself as part of the “chosen people” of the Start Up Nation; he appeals to fear to frighten the public by evoking the disastrous consequences that would result from disobedience and promises success based on precedents; he uses military analogies and evokes historical examples.
- 75 However, unlike other Western leaders who enjoy undisputed institutional status, Netanyahu finds himself in a unique political situation: he must formally regain his power as Head of State and be re-elected. To do so, he must persuade the voters of his legitimacy to lead the country, this constituting a challenge *per se*, as he will have to repair his image, damaged, among other things, by his indictment. Prior to the elections, his speech aims primarily at rebuilding his *ethos* as the only leader capable of managing a crisis of such magnitude and consequently of governing Israel. We have seen that in this phase he emphasizes self-praise; he frequently speaks in the first person singular; he uses action verbs and metaphors that emphasize his ability to lead alone, with a firm hand at the wheel; he insists on his ability to lead his government. Since, to his detriment, the elections did not result in the expected success, his inability to form a coalition government influenced his speeches in the second phase. He continues to build his personal *ethos*, transfers to his person the glory and reputation of experts, gives himself the credit for the means adopted, and at the same time consolidates the legitimacy of his government that acts for the public good. In the third phase, he recognizes that his only solution to remain in power and enjoy institutional legitimacy is to form a government of national unity. As the political outcome shows, the audience for his speeches was not only the Israeli public: he also addressed his political rival to urge him to form a government with him, allegedly in the name of fighting against the virus. Ultimately, Gantz has agreed to form with Netanyahu the so-called “emergency union” government. In this sense, one could consider that Covid-19 played the role of a *deus ex machina* on the Israeli political scene, allowing Netanyahu to remain in power.

BIBLIOGRAPHY

- Alousque Negro, Isabel. 2021. « Les métaphores du virus COVID-19 dans discours d'Emmanuel Macron et de Pedro Sanchez. » *Çédille, revista de estudios franceses* 19, 595-613 <http://orcid.org/0000-0002-5836-6166>
- Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Amossy, Ruth. 2021 [2000]. *L'argumentation dans le discours* (Paris : Colin)
- Aristotle. 350 B.C.E. *Rhetoric*. Transl. by W. Rhys Roberts [online] <http://classics.mit.edu/Aristotle/rhetoric.1.i.html>
- Cross, Donna Woolfolk. 1994. "Propaganda: How Not to Be Bamboozled", Eschooz, J. P. et al. *Language Awareness* (New York: St Martin's Press) [online] <http://online.fliphtml5.com/ibzl/weyh/#p=1>
- Friedenfeld, Golan. « La civière renversante de Benjamin Netanyahu ». *Calcalist* 21.4.2020 [online] <https://www.calcalist.co.il/local/articles/0,7340,L-3809533,00.html>
- Gunderman, B. Richard, Christopher Siström. 2006. "An Introduction to Logical Fallacies", *American Journal of Roentgenology* 187-5 [online] <https://www.ajronline.org/doi/full/10.2214/AJR.05.1221>.
- Jaworska, Sylvia. 2020. "Is the War Rhetoric around Covid-19 an Anglo-American Thing?" *Viral Discourse* 13. 4. 2020 [online] <https://viraldiscourse.com/2020/04/13/is-the-war-rhetoric-around-covid-19-an-anglo-american-thing/>
- Kelner, Yaron. 2020. « « Je » dans les grands succès, « nous » à l'égalité des voix : les discours de victoire de Netanyahu », *Ha'aretz* 9. 3. 2020 [online] <https://www.haaretz.co.il/news/elections/premium-MAGAZINE-1.8640684>
- Kenig, Ofer. 2013. "Coalition Building in Israel: A Guide for the Perplexed". *The Israel Democracy Institute*, 18. 2. 2013 [online] <https://en.idi.org.il/articles/10248>
- Lefevre, Rémi. 2004/2. « Quand légitimité rime avec proximité », *Mouvements*. 32, 135-138 [online] <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2004-2-page-135.htm>
- Lengo, Maxim & Galia Yanoshevsky. 2021. "Polyphony and Silencing in the Israeli Government's Statements during the Coronavirus Crisis", [in Hebrew] *Israel Studies in Language and Society* 14-1, 336-354
- Maor, Moshe, Raanan Sulitzeanu-Kenan & David Chinitz. 2020. "When COVID-19, Constitutional Crisis, and Political Deadlock Meet: the Israeli Case from a Disproportionate Policy Perspective", *Policy and Society* 39-3, 442-457
- Paissa, Paola. 2016. « Exemple historique et argumentation : autour de la reconnaissance du massacre du 17 octobre 1961 », *Argumentation et Analyse du Discours* 16 [online] <https://doi.org/10.4000/aad.2160>
- Perelman, Chaim. 1958. « L'argument pragmatique ». *Logique et Analyse* 1-1, 14-23 [online] <http://www.jstor.org/stable/44083327>
- Perelman, Chaim & Lucie Olbrechts Tyteca. 1969 [1958] *The New Rhetoric. A Treatise on Argumentation*. (transl. by J. Wilinson & P. Weaver). (Notre-Dame/London: Univ. of Notre-Dame Press)

- Plantin, Christian. 2016. *Dictionnaire d'argumentation. Une introduction aux études d'argumentation* (Lyon : ENS éditions)
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Seixas Castro, Eunice. 2021. "War Metaphors on Political Communication on Covid-19 " *Frontiers in Sociology* 5-1 [online] 10.3389/fsoc.2020.583680
- Shafraan, Kave. 2021. *Master of Influence; Benjamin Netanyahu's 10 Secrets of Power, Rhetoric and Charisma*. Transl. from the Hebrew [online] www.e-book-pro.com
- Walton, N. Douglas. 1980. "Why is 'ad populum' a Fallacy?", *Philosophy and Rhetoric* 13-4, 264-278
- Walton, N. Douglas. 2000. *Scare tactics. Arguments that Appeal to Fear and Threats*, Argumentation Library. Vol. 3. (Dordrecht, Boston & London: Kluwer)

NOTES

1. The number of cases is updated daily by the Ministry of Health. <https://datadashboard.health.gov.il/COVID-19>.
2. See Maor *et al.* (2020) for a detailed description of the measures that the authors criticize as disproportionate.
3. A second lockdown was imposed in September, and a third in December. On December 20, 2020, Israel has launched its Covid-19 vaccination campaign.
4. Pierre Rosanvallon's term (2008: 29). For the theoretical framework, see Ruth Amossy's introductory article.
5. In December 2020 Netanyahu initiated the dissolution of the parliament. On June 3, 2021, Naftali Bennett replaced Netanyahu.
6. All French texts are translated by me.
7. Links to the PM's Hebrew speeches are given in the notes. Quotes of the speeches in English are taken, to the extent existent, from the official website of the Israeli government, and can be found in the same links. Other translations are mine.
8. <https://www.haaretz.co.il/news/elections/1.8569217>.
9. <https://www.calcalist.co.il/local/articles/0,7340,L-3797874,00.html>.
10. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona_virus190220.
11. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona270220.
<https://www.facebook.com/268108602075/posts/10157114474432076/?vh=e>.
12. See note 10.
13. See note 11.
14. See note 10.
15. Shafran (2021: 28, 114, 138).
16. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona230220.
17. See note 11.
18. The term has several definitions; it is that of Cross that seems to us to be suitable here. See Douglas Walton in his analysis of the term as a fallacious argument (1980: 264-278).
19. See note 11.
20. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona040320.
<https://youtu.be/CdULV2iNbdM>.
21. https://www.gov.il/he/departments/news/event_discussion_corona080320.
<https://youtu.be/5KA3YhaEHAw>.
22. <https://www.facebook.com/Netanyahou/videos/196843584901298/?vh=e&d=n>.

23. See the term “The call to precedent” under the e-course of the University of La Rochelle: https://e-cours.univ-lr.fr/UNT/analogie/co/module_Contentu_17.html
24. https://www.gov.il/he/departments/news/event_discussion_corona080320.
<https://youtu.be/5KA3YhaEHAW>.
25. Rémi Lefebvre criticizes the fact that the word proximity has become synonymous with legitimacy: in his opinion, the compulsive valuation of proximity has caused a “reversal of symbolic hierarchies and representations of legitimacy [...] *greatness* no longer refers to [...] distance.” (2004 : 136) Lefebvre believes that proximity is “a political fiction made necessary by the very principle of delegation [...] Proximity risks [...] to devalue the political institution itself, whose legitimacy is nevertheless increasingly fragile. In the end, it is doubtful that proximity would lead politics into a virtuous circle of legitimacy” (*ibid.*: 138).
26. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona040320.
<https://youtu.be/CdULV2iNbdM>.
27. https://www.gov.il/he/departments/news/event_corona110320.
28. https://www.gov.il/he/departments/news/spoke_corona150320.
29. Seixas comments that after this speech of Macron, the President of Germany said: “it’s not a war, it’s a test to our humanity!” (2021: 9)
See also Isabel Negro Alousque who analyzes the use of metaphors by Macron and Sanchez (in Spain). In Alousque’s opinion, “this metaphorical framework serves to inspire courage and hope and to call for national unity to curb the epidemic.” (2021: 609, 595)
30. See note 32.
31. See note 15.
32. https://www.gov.il/he/departments/news/event_statement170320
33. https://www.gov.il/he/departments/news/spoke_corona150320.
34. https://www.gov.il/he/departments/news/event_statement190320. This part of the speech, the translation thereof was omitted for some reason from the official translation, is taken from Shafran, p.126.
35. See Paola Paisschas (2016) on the historical example.
36. See the Israeli journalist’s criticism of the use of this metaphor that portrays Gantz as unpatriotic or even as traitor. <https://www.calcalist.co.il/local/articles/0,7340,L-3809533,00.html>

ABSTRACTS

This article analyzes Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu's first speeches on COVID-19, in the context of the unique political crisis in which Israel was plunged when the pandemic broke out. It suggests that Netanyahu's rhetoric was not aimed, similarly to that of other Western leaders, uniquely at persuading his audience to obey liberticidal regulations that were imposed—and thereby build his authority and legitimacy, as well as the legitimacy of the measures advocated against the pandemic; but that it was also aimed at reconstructing and rehabilitating his *ethos* (impaired by his indictment), repositioning him as head of State, as the only leader capable of managing a crisis of such magnitude, and thus of leading the country; and finally, at convincing his political rival to join a so-called “emergency national unity” government.

Ce travail analyse les premiers discours du Premier Ministre israélien, Benjamin Netanyahu, traitant de la COVID-19 dans le contexte de la crise politique unique dans laquelle se trouvait plongé Israël au moment où la pandémie a éclaté. Il montre non seulement que la rhétorique de Netanyahu visait, comme celle d'autres dirigeants occidentaux, à persuader son auditoire d'obéir aux règlements liberticides—et pour cela, à construire son autorité et sa légitimité, ainsi que la légitimité des mesures prônées contre la pandémie, mais qu'elle visait aussi à reconstruire et réhabiliter son ethos (endommagé par son inculpation) comme chef d'État seul capable de gérer une crise d'une telle ampleur, et donc de diriger le pays ; et à convaincre son rival politique de rejoindre un gouvernement dit « d'union nationale d'urgence ».

INDEX

Keywords: Covid-19, ethos, légitimation, Netanyahu, rhetoric

Mots-clés: Covid-19, ethos, légitimation, Netanyahu, rhétorique

AUTHOR

ARIELLA LAHAV

ADARR

Une construction interdiscursive : la légitimité et l'autorité dans les premières conférences de presse de Conte sur la Covid-19

An interdiscursive construction : legitimacy and authority in Conte's first press conferences on Covid-19

Caterina Scaccia

Introduction

- 1 La Covid-19 touche l'Italie dans un moment d'instabilité politique. Dans un tel contexte, notre hypothèse est que le Premier ministre (PM) est contraint à un double travail de légitimation. Il doit montrer que son exécutif est légitime, et c'est seulement à partir de ce pouvoir légitimé qui lui confère une autorité institutionnelle (Angenot 2013 : 8), qu'il peut présenter des mesures contre l'épidémie. Ces mesures doivent elles aussi être justifiées, afin que les citoyens reconnaissent la légitimité non seulement de celui qui les a adoptées, mais aussi de sa politique sanitaire. C'est à ces conditions seulement qu'ils pourront accepter l'autorité du dirigeant et se plier de leur plein gré à des contraintes inhabituelles.
- 2 Nous distinguons ici avec Charaudeau entre légitimité et autorité, la première étant le droit non seulement institutionnel mais aussi moral à dire et à faire, et l'autre étant la capacité à se faire obéir sans coercition. Les deux notions sont imbriquées et impliquent toutes deux une coopération entre dirigés et dirigeant : les premiers sont invités tantôt à reconnaître la légitimité, tantôt à accepter l'autorité du second (2014 : 52).
- 3 Il faut souligner, comme le font Amossy (2022) et Van Leeuwen (2007 : 92), que la construction de la légitimité et de l'autorité ne peut être pleinement saisie que dans l'espace interdiscursif où elle se situe, c'est-à-dire dans « l'ensemble des unités

discursives (relevant du discours antérieurs du même genre, des discours contemporaines d'autres genres, etc.) avec lesquelles un *discours particulier* entre en relation implicite ou explicite » (Maingueneau 2002 : 324). Dans le cas présent, on ne peut comprendre les stratégies du PM Giuseppe Conte qu'en tenant compte de ce qui se dit et s'écrit autour de lui, et principalement du contre-discours issu de ses adversaires politiques tels que les rapportent les médias, et des critiques émanant des médias eux-mêmes. Ce contre-discours va parfois jusqu'à la délégitimation des mesures adoptées, et menace d'entamer l'autorité institutionnelle et personnelle qui doit permettre à Conte de se faire obéir. Un ajustement graduel des discours du PM à cet interdiscours se dessine au fil du temps. Pour le montrer, les analyses ont porté à la fois sur les discours et sur l'interdiscours de référence.

- 4 Le corpus est constitué de deux conférences de presse (CP) tenues par Conte le 30 janvier et le 22 février 2020, que nous considérons être les discours fondateurs sur la Covid-19 en Italie¹. Il s'agit des premiers moments où l'épidémie est traitée de façon ample et où se définit la stratégie discursive de l'adresse à la nation. Ces deux CP partagent des traits qui les différencient des allocutions suivantes. Conte n'y paraît pas seul, mais accompagné par des autorités politiques et scientifiques. Et en moins de 24 heures après chaque CP, le PM apparaît dans des émissions très suivies et même populaires, ce qui marque, en outre, la volonté de s'adresser directement à l'auditoire le plus large possible. En revanche, à partir du 9 mars, Conte est seul lorsqu'il annonce le confinement national. On se situe là dans une phase plus avancée de l'épidémie, marquée par une évolution des discours de crise qui ne feront pas l'objet de la présente étude.
- 5 Pour dégager la dynamique qui s'instaure entre le discours médiatique et celui de Conte, ce travail se concentre sur les journaux nationaux les plus diffusés de la période allant du 28.1. au 9.3.2020 : *Il Corriere della sera*, *La Repubblica*, *Il Sole 24 Ore*². *Il Fatto Quotidiano*, à tirage plus limité, a été pris en compte pour sa proximité alléguée au PM et, on le verra, contribue à éclaircir les analyses.
- 6 Dernière considération méthodologique : si un rapport dialogique se noue entre la presse et les stratégies discursives de légitimation et de construction d'autorité de Conte, il doit forcément se développer dans le temps, sous la forme de réactions au mot de l'autre inscrites dans le discours du PM sans être nécessairement signalées comme telles. Afin de dégager et d'étudier ce rapport constitutif, nos analyses ont suivi un ordre délibérément chronologique.
- 7 Quelques précisions sur le locuteur principal, Conte, et le contexte politique italien s'imposent ici. Pendant son « tsunami tour », Grillo, le cofondateur et leader actuel du Movimento 5 Stelle (M5S) qui refusait de se définir comme un parti, s'en est pris à la caste politique et a prêché la venue des jours où des mères de famille deviendraient des dirigeantes. Néanmoins, quand ce mouvement populiste remporte la victoire en 2018, c'est Conte qui est proposé comme PM, un avocat qui, jusque-là, avait voté à gauche et qui se consacrait à l'exercice de la profession légale et de l'enseignement. Chargé par le Président de la République de former un gouvernement de coalition, il définit ainsi sa mission : « Je me propose d'être l'avocat défenseur de tous les Italiens ».
- 8 L'exécutif subit bientôt une crise gouvernementale à laquelle fait suite un réaménagement des coalitions aboutissant à un nouvel exécutif³. À la tête du gouvernement nommé Conte Bis, « l'avocat » paraît toujours enfermé dans le rôle du médiateur de forces politiques qui, en plus de traverser chacune des crises internes,

divergent aussi dans leur agenda politique. Deux semaines après la formation du nouveau gouvernement, le centre-gauche se scinde, Renzi (ancien secrétaire du Partito Democratico et ancien PM) fonde le parti Italia Viva ; il n'abandonne pas la coalition mais il y a déstabilisation. Le M5S, quant à lui, après la démission de Di Maio, souffre du manque d'un guide reconnu et son statut de non-parti perd son attrait ; si ce statut l'a avantageé auprès de l'électorat déçu de 2018, qui avait exprimé un vote de contestation contre la droite et contre la gauche, il est devenu ensuite une simple étiquette. En effet, une fois qu'on est dans le gouvernement de coalition, des compromis politiques s'imposent. Ainsi l'épidémie surprend ce mouvement anti-partis dans une situation de désorientation identitaire et de crise de leadership, avec une baisse dramatique de popularité⁴.

- 9 Cette situation risque de paralyser l'action du gouvernement d'un pays qui, par ailleurs, occupe à ce moment l'une des positions les plus basses dans le classement européen du PIB. Le Président formule ainsi son incitation : « maintenant le gouvernement ne doit pas flotter » (*Il Corriere della sera* 28.1.2020). Or, deux jours après cet avertissement Conte, pratiquement un novice politique, se voit confronté dans ce climat politique et économique défavorable à la nécessité de « défendre tous les Italiens » contre la Covid-19.

1. La conférence de presse comme instrument de légitimation

- 10 Traitant du mandat électoral, Pierre Rosanvallon note qu'il s'inscrit désormais dans un univers qui est politiquement moins « prévisible », c'est-à-dire qu'il n'est plus structuré par des organisations disciplinées, aux programmes bien définis, inscrites dans un champ aux clivages clairement dessinés. Il en résulte une distinction beaucoup plus prononcée que par le passé entre légitimité des gouvernants et légitimité de leurs actions (2006 : 118-119).
- 11 D'où le développement d'une pratique de surveillance des gouvernés sur les actions du gouvernant, afin de lui attribuer ou de lui nier un « supplément » de légitimité » (*ibid.* : 119). Cette surveillance est d'autant plus cruciale dans une situation d'instabilité politique et au sein d'un système, comme c'est le cas en Italie, où le PM est nommé par le Président de la République. Ce qui creuse une distance entre gouvernant et gouvernés et suscite la question ainsi explicitée par Charaudeau : « on peut se demander devant qui ces nommés sont responsables » (2014 : 58). En raison du fait que la proximité se donne de plus en plus comme un facteur central de la légitimité démocratique des dirigeants (Rosanvallon 2008 : 267), le PM nommé a tout intérêt à réduire cette distance et à soumettre ses choix politiques à l'opinion publique pour qu'ils soient reconnus comme exprimant le bien et l'intérêt commun.
- 12 Dans la mesure où la presse représente l'opinion publique (Rosanvallon 2006 : 118), organiser des CP comme moyen de communication de crise remplit une fonction de légitimation « supplémentaire ». Plus précisément, la désignation de la presse comme interlocuteur privilégié sur l'action du gouvernement et les mesures qui touchent aux libertés fondamentales des Italiens poursuit un double but. Premièrement le PM nommé, se présentant physiquement devant les médias qui représentent l'opinion publique, entame un mouvement de proximité vers le peuple qui « est l'opinion publique » (*ibid.* : 107). Deuxièmement, les mesures sont soumises à examen par les

questions des journalistes, ce qui n'est pas anodin dans des circonstances où elles n'ont pas été discutées au Parlement (organe institutionnel chargé, en outre, de surveiller l'activité du gouvernement). La CP offre ainsi un espace de proximité et de débat qui peut conférer au PM le « supplément » de légitimité recherché.

- 13 À partir du mois de mars, la presse critique durement la multiplication des allocutions directes et sans débat de Conte à la nation (<https://tinyurl.com/2p94cv6u>). Par la suite, on critique aussi sa tendance à centraliser le pouvoir : il ne cède pas la gestion des services secrets (chère à Renzi) et il voudrait confier à des experts, proches de lui, la gestion des fonds européens (*Edicola RaiNews24 online* 31.01.21). On assiste alors au déclin graduel de l'image de leader démocratique de Conte qui se détériore définitivement dans la crise déclenchée officiellement par Renzi en 2021, quand les litiges et les intérêts personnels prennent, selon toute la presse, le dessus sur le sort d'un pays en pleine troisième vague de Covid-19 et dans une situation socio-économique déjà gravement compromise. Conte, ainsi moralement délégitimé, est aisément remplacé par Draghi, tributaire d'un *ethos* préalable de *deus ex machina*.
- 14 Mais revenant au début de l'épidémie, nous soulignons que si d'un côté les CP sur la Covid-19 peuvent conférer au PM un « supplément » de légitimité, de l'autre côté elles légitiment un contre-discours important de la part des journalistes qu'il faut prendre en compte.

2. Construction d'un *ethos* dynamique, modèles externes et argument d'autorité

- 15 Le 30 janvier, l'Italie confirme les deux premiers cas de Covid-19. Ce même jour, les chefs de délégation de la majorité discutent de l'action gouvernementale, lors d'une réunion que Conte mentionne sur Twitter : « #Agenda2023 : Le pays a de nombreuses urgences et les citoyens attendent de nombreuses réponses. Il faut procéder de façon rapide, déterminée, compacte ». Les premières minutes de la CP qui suit la réunion font écho au même thème par cinq énoncés qui marquent le dynamisme de l'activité gouvernementale, comme le montre l'exemple suivant : « nous avons commencé à discuter de manière fructueuse ». Conte souligne que le gouvernement travaille, « il ne flotte pas », bien au contraire, il accomplit avec succès les missions qui lui incombent. Par le bon exercice de ses fonctions, le gouvernement renforce sa crédibilité, c'est-à-dire la « capacité du sujet à dire ou à faire » (Charaudeau 2014 : 52), pour mieux fonder son autorité, afin d'obtenir le consentement des citoyens. Or, pendant ce travail la nouvelle tombe : « Il y avait deux cas suspects de coronavirus [...], ces deux cas sont effectivement confirmés ». L'information est accompagnée par des commentaires qui ont pour fonction de rassurer l'auditoire composite (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 28), constitué ici des journalistes présents dans la salle, du public qui lira les articles rédigés par ces derniers et des téléspectateurs qui regardent la CP. Notons la volonté de minimiser la surprise du gouvernement et de le présenter comme prévoyant : « À ce stade, comme vous le savez, nous étions déjà vigilants, très prudents dans le suivi de l'évolution de cette situation critique. Nous n'avons pas été pris au dépourvu. Le ministre Speranza, [...] vient d'adopter une ordonnance pour arrêter le trafic aérien à destination et en provenance de Chine ».

- 16 Sur le front de la crise sanitaire, mettre en avant la réaction rapide des autorités en renforce la crédibilité – les capacités à analyser la situation et à agir en temps voulu – et justifie la confiance qu'il convient de leur accorder : les cas (deux touristes chinois) sont immédiatement pris en charge par les autorités sanitaires. La stratégie qui consiste à mettre en avant le dynamisme de l'exécutif est redoublée le 22 février quand, à 23h15, Conte va au-devant des journalistes en disant « Désolé pour le retard. [...] Nous avons travaillé jusqu'à présent, nous avons été occupés toute la journée par une réunion ici au siège de la Protection civile ».
- 17 Mais, pour en revenir à la CP du 30 janvier, après avoir projeté l'image d'un exécutif dynamique, l'œuvre de légitimation de Conte se poursuit par l'emploi de la comparaison (*ibid.* : 326). L'Italie est comparée à d'autres pays européens : « Nous avons donc aussi en Italie, comme déjà dans d'autres pays européens depuis quelques jours [...] deux cas confirmés de deux touristes chinois ». Si nous convenons que la présence d'un virus sur le territoire n'est pas une note d'excellence pour l'Italie, la comparaison devrait servir à atténuer le jugement négatif. Dans ces circonstances, pour qu'une comparaison puisse être persuasive, elle doit se fonder sur une *doxa*, par définition implicite et partagée avec l'auditoire, selon laquelle le comparant est jugé admirable, voire meilleur que le comparé (l'Italie). La stratégie persuasive de Conte reviendrait à dire que l'Italie, avec ces deux cas de Covid-19, n'est pas plus blâmable que les pays européens admirés par l'auditoire, car eux aussi comptent des cas de contamination. Pour expliciter le terme de comparaison impliqué ici par l'énoncé, il nous suffit de puiser dans le « savoir encyclopédique » (Kerbrat-Orecchioni 1986 : 162) partagé avec les journalistes. En effet, ceux-ci ne peuvent ignorer les dernières nouvelles relatives aux cas enregistrés en France et en Allemagne, deux nations motrices de l'Europe.
- 18 Mais cette section du discours de Conte prépare aussi à une deuxième dimension comparative qui repose sur la primauté des mesures. Annonçant l'ordonnance qui arrête les vols avec la Chine, le PM ajoute : « à notre connaissance, nous sommes le premier pays, en particulier dans l'Union européenne, à adopter une telle mesure de précaution ». Donc, à parité de conditions, c'est-à-dire de l'apparition sur le territoire national de la Covid-19, l'Italie a mieux réagi que les autres pays. La qualité supérieure de la riposte italienne réside en particulier dans l'écart temporel : les autres pays n'ont pas encore pris de mesures comparables, même s'ils ont des cas déjà « depuis quelques jours », alors que l'Italie a agi le jour même de l'enregistrement des deux premiers cas. Conte élève ainsi l'Italie au-dessus des pays européens admirés par son auditoire, et la présente comme d'autant plus digne d'admiration.
- 19 Notons que, pour anticiper la réfutation selon laquelle il s'agirait d'une réaction excessive, évaluation qui restituerait leur position haute aux pays qui s'en sont tenus à des mesures proportionnées, Conte renforce son discours par un argument d'autorité (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 410) : « nous réconforte également le fait que le directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé ait récemment terminé une conférence de presse au cours de laquelle il a annoncé l'urgence mondiale du coronavirus ». Dans l'argumentaire de Conte, les deux institutions, le gouvernement italien et l'OMS, ont parallèlement et indépendamment reconnu la nature urgente de la situation sanitaire qui justifie des réponses adéquates, y compris l'interruption des vols avec la Chine. Ce qui reste implicite ici est l'importance de l'autorité de l'OMS, laquelle dépasserait, en matière de santé, l'autorité de chaque État particulier. C'est cette *doxa*

qui régit l'entreprise persuasive visant à faire triompher l'Italie dans le scénario européen où elle remporte la palme de la meilleure réaction contre le virus. Conte essaie ainsi de renforcer sa position : pour la réfuter, l'opposant devrait d'abord contester l'autorité de l'OMS sur les questions de santé.

- 20 Conte construit son autorité en projetant l'*ethos* du leader d'un exécutif performant dans l'action politique et dans la gestion de la crise. Fort de cette autorité, il peut proposer des mesures de contention du virus ; celles-ci sont légitimées par le fait d'être les meilleures par rapport aux modèles externes et conformes aux directives de l'OMS qui font autorité.

2.1. Contre-discours délégitimant

- 21 Un tour d'horizon de la presse nous montre, néanmoins, que la stratégie de Conte est mise à mal : le gouvernement serait faible et proposerait des mesures populistes, contradictoires et inefficaces.
- 22 Ainsi, l'arrêt des vols servirait juste à faire taire les détracteurs – Salvini en particulier qui, depuis l'opposition, insiste sur le retard dans la gestion de l'épidémie – et à faire regagner au gouvernement un soutien populaire en baisse (*Il Corriere della Sera* 14.2.20). Plus encore, la presse nous révèle que cette mesure ne provoque pas seulement la réaction prévisible, sur le front international, de la Chine, mais est également critiquée sur le front interne, où le ministère des Affaires étrangères et la confédération des industries (*Confindustria*) manifestent leur mécontentement. Ces derniers, comme les autorités chinoises, réfutent l'argument de Conte en s'appuyant clairement sur l'autorité de l'OMS qui, tout en déclarant l'état d'urgence, conseille néanmoins de s'abstenir de mesures excessives (*ibid.*). Il serait donc question de deux interprétations divergentes des mêmes données. Comme nous l'expliquent Perelman et Olbrechts-Tyteca, l'argumentation nécessite de « tenir compte non seulement de la sélection des données, mais également de la façon dont on les interprète, de la signification qu'on choisit de leur attribuer » (2008 : 161). Dans notre cas, pour le gouvernement, l'arrêt des vols répondrait au danger actuel reconnu par l'OMS, alors que pour la Chine et pour *Confindustria* cette mesure dépasserait les indications de l'OMS.
- 23 Si du côté économique ce sont les retombées nationales d'une chute du PIB chinois – la nation actuellement motrice du monde – qui sont préoccupantes, sur le front diplomatique la décision italienne d'isoler la Chine est perçue comme la trahison d'une nation amie. En effet, peu de temps auparavant l'Italie avait, la première en Europe (à nouveau), tissé des relations indépendantes⁵ avec la Chine, soudées par le mémorandum de la nouvelle route de la soie. De plus, c'est l'année de la culture et du tourisme entre les deux pays, signataires d'un accord qui triple le nombre de vols. On comprend alors la déception, sûrement adressée notamment à l'Italie, qui se fait entendre dans les déclarations du ministre des Affaires étrangères chinois rapportées par la presse : « c'est dans le besoin que l'on reconnaît ses amis » (*La Repubblica* 2.2.20).
- 24 À ces conséquences regrettables s'ajoute le fait que, à la différence de pays comme la France et l'Allemagne qui ont encore des lignes aériennes ouvertes avec la Chine et peuvent ainsi rapatrier leurs citoyens, l'Italie se heurte à l'écueil de ses propres décisions. Sans vols directs elle devrait initier des missions de secours afin d'éviter l'embarras de s'appuyer sur des pays tiers pour rapatrier ses citoyens, ces mêmes pays que, selon Conte, l'Italie aurait dépassé en matière de qualité de réponse au virus. Il

s'agirait donc d'une autophagie, un cas d'incompatibilité où l'on oppose « une règle à des conséquences résultant du fait même qu'elle a été affirmée » (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 274). En effet, les mesures imposées pour sauvegarder la santé empêcheraient l'accomplissement complet de l'objectif, ce qui complique le travail du ministère des Affaires étrangères que *La Repubblica* nous dit être « vexé » (3.2.20).

- 25 Une autre incompatibilité porte sur les passagers rentrés de Chine juste avant le blocage. Les régions du nord (Vénétie, Frioul-Vénétie julienne, Lombardie) voudraient empêcher les écoliers, revenus par ces vols, de rentrer à l'école. Le gouvernement essaie de résoudre la controverse, qui touche à la discrimination et au droit à l'instruction, en déléguant aux parents la décision de la mise en quarantaine. La presse ne manque pas de souligner qu'arrêter les vols et laisser circuler ceux qui sont récemment revenus de Chine constitue une mesure inutile, tout comme l'arrêt de vols directs dans un espace de libre circulation comme l'Europe où les vols indirects sont garantis (*Il Corriere della Sera* 9.2.20).
- 26 Bref, la presse dénonce les contradictions et l'inefficacité des mesures. À cette délégitimation s'associe le discrédit d'une politique dite « sans vision » (*Il Corriere della sera* 2.2.20), qui découlerait d'une « alliance sans identité » (*La Repubblica* 7.2.20), et qui détermine la quasi-paralysie de l'action du gouvernement : « Conte au ralenti : 2 décrets sur 169 mis en œuvre » (*Il Sole 24 Ore* 23.2.20). De fait, le gouvernement ne procéderait pas « de manière rapide, déterminée, compacte », comme Conte le souhaite dans le tweet cité plus haut.

2.2. Réfutation de Conte axée sur les valeurs

- 27 La presse nous montre aussi que, en réponse, Conte et de nombreux ministres essaient de construire une image de cohérence et d'autorité, annonçant l'envoi d'aides médicales vers la Chine et la formation d'une *task force* pour limiter les dégâts économiques. Mais surtout, ils sont solidaires dans l'invocation de l'avis des experts et de l'article 32 de la Constitution qui protège la santé publique. Concernant l'arrêt des vols, Conte ira jusqu'à déclarer : « personne ne peut dire que c'était une mesure nuisible » (*Il Fatto quotidiano* 27.2.20)⁶.
- 28 Le 22 février aussi, à l'occasion de l'annonce du confinement partiel du territoire, Conte riposte aux détracteurs. Il déclare que le but de chaque mesure prise « est de protéger la santé des Italiens, le bien qui nous tient le plus à cœur, celui qui occupe certainement la première place dans la hiérarchie des valeurs constitutionnelles ». Quand, à la fin de cette CP, une journaliste soulève la question de l'impact économique de telles mesures sur le centre industriel de la nation, Conte tranche : « aujourd'hui, nous avons l'urgence de prévoir des mesures extraordinaires et urgentes, évidemment à adopter le plus tôt possible », et il se montre rassurant quant à la gestion des enjeux économiques, annonçant un décret dans les jours à venir pour « des subventions [...] et des indemnisations ».
- 29 Sur l'échelle des valeurs (pour reprendre le terme de Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 107), la santé publique l'emporte sur l'économie. Le fait que cette hiérarchisation corresponde au système de valeurs implicite de l'auditoire permet la légitimation des décisions adoptées par Conte (Amossy 2022, Van Leeuwen 2007 : 92). C'est par le droit moral qu'il légitime des mesures vigoureuses au nom de la valeur suprême de la vie humaine.

3. *Ethos* collectif et autorité scientifique

- 30 Les CP de Conte sont marquées principalement par l'emploi du pronom pluriel « nous ». Conte use du « je » pour s'adresser directement à la portion de son auditoire composite qui suit la conférence en vidéo : « Je tiens à rassurer tous les citoyens qui nous écoutent » etc. Le passage du « nous » au « je » marque une communication plus intime avec l'auditoire, mais aussi une prise en charge personnelle du contenu du discours. Dans cette stratégie de proximité qui manifeste l'engagement du « je » envers le « vous », se renouvelle le contrat de confiance entre Conte, l'avocat bienveillant des Italiens, et les citoyens.
- 31 L'adresse à la première personne est limitée à deux énoncés seulement dans la CP du 30 janvier. Plus nombreuses sont les occurrences du 22 février, mais toujours plus rares que l'adresse à la première personne du pluriel. Cette constatation suggère que, dans cette situation d'urgence, la mobilisation du contrat de confiance entre le PM et les citoyens ne suffit pas. Il faut des éléments supplémentaires pour gagner la confiance de l'auditoire dans la gestion de la crise. Pour ce faire, Conte « dilate » (si l'on adopte la perspective de Benveniste 1966 : 235), sa singularité (« je ») dans la pluralité du « nous ». Nous nous attendons donc à ce que les éléments englobés dans cette pluralité apportent un poids supplémentaire à l'*ethos* de Conte, afin qu'il puisse gagner la confiance totale de l'auditoire.
- 32 Or, si le « je » est aisément attribuable au PM bienveillant, l'identification des sujets inclus dans le « nous » demande une plus ample investigation. Dans ce « nous » sont englobés bien entendu ceux qui se tiennent à ses côtés : le ministre de la santé Speranza et le directeur de l'Institut Spallanzani pour le traitement des maladies infectieuses le professeur Ippolito (dans la première CP) et le Chef de la Protection civile et le Président de l'Institut supérieur de la Santé Brusaferrò (dans la deuxième). Mais il y a aussi une collectivité d'experts qui travaille dans les coulisses, un « groupe de travail qui se réunit chaque matin ». L'image d'un PM entouré par ministres et collaborateurs fonde la légitimation institutionnelle, qui est renforcée par la construction verbale de la qualité de ces collaborateurs dans leurs domaines spécifiques, une démarche indispensable pour en fonder l'autorité (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 415). Le travail du ministre de la Santé est ainsi mis en évidence le 30 janvier : « nous avons été constamment informés par le ministre Speranza », et Conte souligne que c'est ce même ministre qui a adopté l'ordonnance (rappelons-le, vigoureuse et unique en Europe), d'arrêter les vols avec la Chine. En ce qui concerne le directeur scientifique du Spallanzani, Conte en manifeste le prestige par le biais d'une métaphore, en disant que l'institut « est un peu la Bible dans ce secteur ». Ici, la croyance dans la vérité absolue, attachée à la Bible, transite vers les compétences scientifiques de l'institut et cette valeur de croyance absolue rejaillit sur son directeur scientifique, Ippolito, qui représente la partie pour le tout (*ibid.* : 311). La Protection civile est aussi louée par Conte : « [elle] nous rend vraiment fiers, c'est l'une des excellences du système Italie ».
- 33 Pour renforcer le cadre d'expertise et de fiabilité des collaborateurs, Conte affirme : « nous avons adopté une ligne de rigueur maximale en matière de prévention. On parle techniquement du principe de précaution ». Ce qui présuppose l'existence de stratégies déjà mises au point et codifiées qui possèdent un jargon propre, dont est tiré le terme

technique « principe de précaution ». Et c'est bien de tels instruments dont ils (voire « nous ») se servent pour gérer le risque courant.

- 34 En conclusion nous pouvons affirmer que Conte esquisse verbalement l'image d'un groupe d'experts s'exprimant à travers le « nous ». C'est donc un *ethos* collectif (Amossy 2010 : 156), composé de politiques et scientifiques reconnus, qui sert ici à la construction de l'autorité. Dans ce scénario, l'autorité du PM en particulier repose sur l'image de garant de l'activité du collectif - « j'en ai été témoin » -, et de référent principal de cet ensemble de cerveaux en action : « j'ai eu un briefing avec le ministre, avec le directeur et d'autres experts [...] et nous continuerons à le faire ». Mais face à l'auditoire, Conte est aussi le porte-parole des décisions prises sur la base de ce travail professionnel dont, à travers un geste de proximité ultérieur, il assure : « nous continuerons [...] à vous tenir constamment au courant ».

3.1. Evolution de l'autorité : ajustement de l'*ethos* des scientifiques et dilatation de l'*ethos* collectif par le mensonge blanc

- 35 Dans le passage du premier au deuxième discours, nous remarquons un ajustement de Conte au phénomène de la médiatisation croissante des scientifiques qui, dans l'interdiscours, détermine un scénario où l'idée de vérité absolue de la science est mise à mal. La science, qui d'habitude limite ses débats aux revues spécialisées avec peu d'écho dans les médias traditionnels, dépasse avec la Covid-19 ce cadre pour atteindre, sur les réseaux sociaux, un public plus large et moins averti. Outre la mise en garde contre l'« infodémie », nous découvrons aussi dans l'interdiscours que la science ne parle pas d'une seule voix. Apparaissent des positions d'experts qui critiquent les décisions de l'exécutif, et les opposants politiques exploitent ce fait pour discréditer le gouvernement (*Adnkronos* 21.2.20, *Il Fatto Quotidiano online* 7.9.20).
- 36 Si, dans la première CP, Conte présente le professeur Ippolito à travers l'image du savoir biblique monolithique, il semble par la suite assumer la pluralité des perspectives scientifiques, parfois en contradiction les unes avec les autres. Toutefois, il affirme aussi que les décisions de l'exécutif sont prises en tenant compte de l'avis « de la communauté scientifique la plus accréditée ». Et finalement, nous assistons à une subordination explicite des politiques à ces scientifiques accrédités : « Les Italiens doivent d'abord faire confiance aux autorités sanitaires, puis aux autorités politiques administratives qui sont évidemment appelées à prendre des décisions et le faire avec raison sur la base d'une évaluation prudente ».
- 37 Dans le deuxième discours, nous notons aussi une autre stratégie qui consiste en une sorte de dilatation ultérieure de l'*ethos* collectif par un mensonge blanc. Pour la saisir, il nous faut encore revenir à l'interdiscours politique. Sur le front de l'opposition Salvini attaque toutes les mesures, et il va jusqu'à invoquer la nécessité d'un gouvernement extraordinaire. De même, les tensions avec des régions, de centre-droite surtout, s'exacerbent. Après la controverse sur la quarantaine facultative pour les écoliers revenus de Chine les disputes se multiplient. Quand Conte impute l'aggravation de l'épidémie à la violation du protocole dans l'hôpital de Codogno, le Président de la région Lombardie s'insurge et le PM s'excuse. Le 26 février, le Président de la région des Marches dénonce la schizophrénie des mesures non homogènes imposées par l'exécutif sur le territoire national (*La Repubblica* en ligne). Une partie de la presse rebondit en critiquant un Babel de la communication institutionnelle, alors qu'apparaissent des

- articles sur la dimension juridique des tensions entre l'État et les régions (*La Repubblica* 25-26.2.20). On évoque le droit, sanctionné par l'article 120 de la Constitution, de l'exécutif de confisquer les pouvoirs régionaux, dans des circonstances extraordinaires. Néanmoins, Conte se limite à invalider ponctuellement les initiatives indépendantes des régions, et il invoque la coordination démocratique entre exécutif et régions.
- 38 La majorité est toujours instable : « difficile de trouver une équipe dans la majorité » (*Il Sole 24 Ore* 18.2.20), le même jour, *Il Corriere della Sera* titre « Les bluffs des alliés épuisent la coalition » et *La Repubblica* spécifie « ni guerre ni paix ». Renzi surtout conduit une bataille contre son exécutif, une attitude que la presse traite d'« opposition agressive » (*Il Sole 24 Ore* 14.2.20) où « Renzi travaille pour Salvini » et « Renzi est possédé par Salvini »⁷ (*Il Fatto Quotidiano* 3.2.20 et 12.2.20). Tandis que le sang-froid que Conte montre, face à autant de coups, lui confère « une patience qui surpasse même Gandhi »⁸ (*Il Corriere della Sera* 23.2.20).
- 39 La hausse des cas fait baisser le ton : « Renzi : il y a le coronavirus, assez de controverse » (*La Repubblica* 22.2.20), et toute l'opposition manifeste son soutien à l'exécutif. Mais il ne s'agit que d'une trêve, bientôt les controverses reprennent, plus virulentes encore. Il s'agit de stratégies de délégitimation et de désagrégation auxquelles le PM réagit le 22 février par une palette d'expressions tirées du champ lexical de la cohésion : discuter, informer, ligne directe, harmonie consolidée.
- 40 En ouverture de CP Conte « dilate » encore l'*ethos* collectif du 30 janvier et l'enrichit par l'image de proximité d'un réseau solidaire qui se ramifie et couvre le territoire à travers « les femmes et les hommes de la protection civile [...] médecins, infirmiers, chercheurs, personnel, des forces armées et de la protection civile, qui travaillent ». Il marque aussi la cohésion et la complémentarité avec laquelle les opérations se déroulent. Conte souligne l'« harmonie consolidée » avec les ministres, celui de la santé particulièrement qu'il tutoie toujours, marquant davantage la cohésion entre partenaires politiques.
- 41 Les relations avec les régions plus directement intéressées sont décrites par l'image d'une « ligne directe de débat », qui mène à une collaboration intense : « nous avons travaillé jusqu'au bout pour nous mettre d'accord sur les mesures ». Néanmoins, cette image de coopération est implicitement mise en doute par une journaliste qui souligne la longue durée de la réunion. Conte cependant impute les délais à la nature délicate de la délibération, qui mérite de peser les choses avec attention, excluant ainsi l'idée d'une confrontation entre les parties.
- 42 Quant à l'opposition, à un journaliste intéressé à l'état des relations le PM répond avoir averti lui-même de l'exigence de se « consulter et d'informer les représentants de l'opposition » sur les mesures extraordinaires qui étaient en cours d'élaboration. Une communication non pas obligée, mais voulue par le chef d'un exécutif qui assume la responsabilité des décisions et veut rapprocher toutes les forces politiques « car lorsqu'il s'agit de faire face à une telle urgence, aucune distinction ne peut être faite entre majorité et minorité ».
- 43 À la lumière de ces analyses, nous détectons ainsi dans les premières allocutions du PM sur la Covid-19 une tentative d'effacement des antagonismes politiques nationaux, des forces disruptives internes au système italien. Celles-ci sont, comme nous l'avons vu, en revanche traitées constamment ailleurs, dans la presse principalement, par tous les sujets impliqués, et jusqu'à Conte lequel dans l'interview à *Il Fatto Quotidiano* (27.2.20)

exprimera, entre autres, sa déception vis-à-vis de Renzi et ses réserves sur un système sanitaire géré sur une base régionale.

- 44 La tentative d'effacement des divergences entre les acteurs politiques nous semble une stratégie de « dilatation » ultérieure de l'*ethos* collectif sur lequel s'appuie l'autorité de Conte, qui englobe dans le discours du 22 février, dans une certaine mesure, ses détracteurs politiques. Par le biais de ce mensonge blanc, le PM renforce l'autorité d'un exécutif soutenu par un nombre plus ample d'autorités⁹. Il se tait sur les controverses qui circulent dans l'interdiscours, et il projette les confrontations vers le futur : « le débat politique nous incitera sûrement à répondre à la question de savoir comment et pourquoi vous avez (*sic*) maintenant adopté ces mesures ».

4. Les buts persuasifs

- 45 L'analyse des buts persuasifs des CP, c'est-à-dire l'action à laquelle l'orateur voudrait disposer l'auditoire (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2008 : 59) nous révélera deux autres stratégies de Conte pour fonder son autorité et légitimer ses décisions.

4.1. Contrôle et rationalité

- 46 Le but de la première CP n'est pas la communication de restrictions, hormis l'arrêt des vols avec la Chine. Cette CP vise plutôt à conjurer une réaction sociale précise : la panique incontrôlée. L'importance du thème est évidente car il revient une dizaine de fois dans les propos de Conte, Speranza et Ippolito : « Je vous assure qu'il n'y a actuellement aucune raison de paniquer, de créer une alarme sociale » etc. Dans la panique, l'autorité n'a pas de marge de manœuvre car, nous dit le *Larousse*, la panique est une « terreur soudaine et irraisonnée, souvent collective » qui guide les actions. Or, comme le remarquent bien deux journalistes présents dans la salle, il s'agit d'une réaction sociale qui est déjà en cours, à savoir la ruée vers les masques de protection et les épisodes de discrimination à l'encontre des Chinois. Conte définit les exemples de discrimination comme des « épisodes typiques d'ignorance » dérivés du manque d'intérêt pour l'information : « cela signifie ne pas avoir lu vos journaux, les informations que vous [les journalistes] avez déjà fournies ces jours-ci » et du manque de confiance dans les autorités scientifiques « qui, de toute évidence, nous ont déjà, à ce moment même et il y a peu de temps aussi, donné des nouvelles rassurantes ».
- 47 Par conséquent la connaissance, le contraire de l'ignorance, aurait sa source dans l'information et dans la science. Conte a bien montré qu'il se servait des deux pour combattre l'épidémie naissante et il peut ainsi, fort de son savoir, affirmer que « la situation est absolument sous contrôle », position ratifiée d'ailleurs par Speranza : « la situation est totalement sous contrôle ». Dans ce premier discours, l'auditoire est ainsi mis à l'abri de la panique et rassemblé sous l'égide de la rationalité du PM qui se dresse en tant qu'autorité fiable.
- 48 Mais l'analyse de l'interdiscours nous montre que la synergie rassurante entre sciences, média et politique, bâtie sur la connaissance, la rationalité et la transparence et qui fonde une partie de l'autorité de Conte, se détériore rapidement. Le 26 février le PM lance un appel à l'organe de la télévision nationale pour « «refroidir» les informations sur le coronavirus » (*La Repubblica online*), étant toujours confiant en ce que « le calme est ramené grâce à une communication calme et transparente » (*Il Corriere della Sera*

26.2.2020). Une partie de la presse appuie l'appel du PM et fait montre aussi d'autocritique (*La Repubblica* 29.2.20, 1.3.20).

4.2. L'argument par la conséquence positive et la narration

- 49 En dépit des mesures vigoureuses, nous passons très vite de la déclaration du professeur Ippolito « En Italie, pas de contagion. Les mesures ont marché » du 13 février (*Il Corriere della sera*) à une hausse des cas une semaine plus tard à peine. Face à une telle vitesse de propagation virale, les scientifiques admettent que, en l'absence d'un vaccin, le seul moyen de contrôle est la limitation des contacts entre les sujets, donc : il faut confiner une partie de la population. Mais nous comprenons bien qu'avant de limiter la liberté des citoyens, Conte doit expliquer ce qui s'est passé. C'est précisément la question qui jaillit dans la presse et jusque dans les *talk-shows* populaires, parfois avec allusion à la perte ou à l'illusion de contrôler la crise sanitaire – l'exécutif prétendant la contrôler (*Che tempo che fa* 23.2.20).
- 50 Conte propose une explication qui, par l'argument pragmatique, à la fois répond à la question et légitime davantage son travail. D'après le PM, le nombre de cas positifs est proportionné à l'augmentation des tests : « c'est donc la précision de ces contrôles qui nous pousse aujourd'hui à enregistrer ces chiffres ». Cette explication non seulement empêche la délégitimation de l'œuvre du gouvernement, mais permet aussi de reposer les mesures italiennes comme les meilleures de l'Europe. Rapportons à ce propos la conclusion d'un infectiologue « Tant de cas, l'Italie les recherche, moins à l'étranger » (*Il Corriere della Sera* 25.2.20).
- 51 Que l'augmentation des cas soit le résultat du bon travail de dépistage ou le symptôme d'un exécutif qui n'aurait plus la main sur le virus, le gouvernement de Conte est forcé de gérer la propagation rapide du virus dans le nord du pays. Ainsi, après de longues heures de réunion avec le groupe de travail, le PM annonce l'isolement des zones intéressées. Quand le 22 février à 23h15 Conte s'adresse à son auditoire, nous remarquons que ce n'est plus, comme dans la CP du 30 janvier, pour rassurer la population en fermant l'accès entre la Chine et l'Italie. Maintenant, ce sont bien des Italiens qui sont affectés par le virus et le confinement ne touche plus seulement deux touristes chinois isolés dans un hôpital renommé : il concerne à présent une partie de la population nationale.
- 52 Conte justifie le confinement à l'aide d'une argumentation par la conséquence doublement positive qui devrait légitimer les mesures grâce à leur impact positif. Cette mesure est nécessaire pour soigner les malades (la guérison est une conséquence positive) et pour sauvegarder le reste des citoyens (autre conséquence positive). Les citoyens confinés deviennent ainsi les interlocuteurs privilégiés de Conte : « toutes les communautés intéressées, à toutes les mères, pères, enfants, toutes les personnes âgées, et je comprends qu'il y en a beaucoup » auxquels il s'adresse avec empathie, ce qui correspond à un double mode de légitimation : par la proximité et envers une minorité à confiner.
- 53 Notons qu'il configure ainsi trois groupes d'actants : l'exécutif, les communautés confinées et le reste des citoyens. Cette tripartition se trouve investie par une dynamique précise. Le premier mouvement de proximité va de Conte aux confinés : « Je viendrai moi-même vous suivre, donc je me déplacerai pour accompagner les autorités locales dans la gestion de cette urgence avec le ministre Speranza ». À partir de là le

PM, la population et les autorités locales se préparent ensemble à exécuter un autre mouvement : « nous voulons vous accompagner, avec une assistance maximale et plus précise, vers la sortie de cette urgence ». La narration (Danblon 2008), perçue par Van Leeuwen comme un mode de légitimation (2007 : 92), vient ici en appui à l'argument par la conséquence positive pour persuader les citoyens de respecter le confinement, sur la base de la vraisemblance d'un micro-récit en trois actes : confinement, soins, déconfinement. Dans cette mise en récit, les autorités libératrices sont couplées avec l'image de citoyens collaboratifs et solidaires, qui ne subissent pas les décisions mais participent à leur mise en œuvre. Ainsi, le PM désigne comme des mesures secondaires les sanctions prévues pour l'infraction au confinement et, tout en confirmant le déploiement de l'armée – thème soulevé par un journaliste –, il conclut : « mais je dirais que nous ferons beaucoup confiance à la collaboration des citoyens ». Donc, à partir d'un *ethos* d'autorité bienveillant et démocratique, Conte attribue aux résidents confinés l'image positive de collaborateurs, un rôle qu'ils sont ainsi invités (sinon persuadés) à assumer pour réaliser les valeurs de coopération et de solidarité qui fondent la société.

- 54 Remarquons encore que ce micro-récit sert aussi à stabiliser la position de Conte sur l'échiquier politique. En effet, l'image d'un leader qui conduit hors du confinement une partie des citoyens se prête à une interprétation qui le voit en héros du peuple. Conte, affilié au mouvement populiste M5S, pourrait ainsi se rapprocher du profil du « leader atypique » néo-populiste tracé par Taguieff (1997 : 22) : l'avocat antiparti et télégénique¹⁰ défenseur des Italiens. Mais le micro-récit évoque aussi le tableau *Le quatrième état* (1901) du peintre italien Pellizza da Volpedo¹¹ où les prolétaires sont guidés par deux figures, l'une d'elles incarnant le leader, à conquérir leurs droits ; ce qui rapprocherait le PM de la question sociale chère aux forces de gauche. Héros populiste ou leader socialiste ?
- 55 Pour tenter de répondre revenons à l'interdiscours. La presse souligne que Conte, dans le climat de délégitimation que nous avons vu, avec la faible coopération du M5S sur l'agenda du gouvernement et l'hostilité de Renzi, se tourne vers la force politique restante de sa majorité, le PD. Son leader Zingaretti et le PM déclarent partager l'« éthique de la collaboration » (*Il Corriere della Sera* 2.2.20)¹². Sur le front politique cela permet à Conte de se présenter en démocrate non populiste et d'exploiter le discours sur la Covid-19 pour se dégager de la pression exercée par Renzi et Salvini. En même temps, depuis la perspective de la crise sanitaire, la collaboration étroite avec Zingaretti se veut l'indice d'un exécutif stable, ainsi autorisé à avancer des mesures contre l'épidémie.

Conclusion

- 56 Nos analyses montrent qu'un exécutif hanté par la crise doit prioritairement légitimer son pouvoir afin de promouvoir des mesures limitant les droits fondamentaux des citoyens. La projection dans le discours de l'image d'un exécutif qui agit selon les valeurs démocratiques et qui, en promouvant la proximité avec tous les citoyens, communique de manière transparente, constitue la stratégie massive de légitimation employée par le PM d'un gouvernement faible au préalable. À la tête d'un exécutif ainsi légitimé Conte, tributaire de l'*ethos* préalable de défenseur des Italiens renforcé par une image de garant et de porte-parole d'autorités politiques et scientifiques guidées par la

rationalité, peut inviter finalement son auditoire à suivre des mesures qui sont légitimées, à leur tour, par leur efficacité et par la réalisation des valeurs de la coopération et de la solidarité. Ces conclusions confirment l'interdépendance de la construction discursive de la légitimité et de l'autorité.

- 57 Mais l'analyse du cas italien nous permet aussi de vérifier que cette construction n'a de sens et de validité que dans l'interdiscours où elle s'inscrit et où elle évolue. Les discours de Conte et de la presse génèrent une chaîne d'arguments et de réfutations. Une fois cette dimension dialogique sous-jacente explicitée, l'évolution de la construction discursive d'autorité / légitimité de Conte en apparaît nécessairement comme le produit direct.

BIBLIOGRAPHIE

Amossy, Ruth. 2022. « La construction de la légitimité et de l'autorité en discours », *Argumentation et analyse du discours* 28

Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)

Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal : Discours social)

Benveniste, Emile. 1966. *Problèmes de linguistique générale* (Paris : Gallimard)

Charaudeau, Patrick. 2014. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)

Danblon, Emmanuelle, Emmanuel De Jonge, Ekaterina Kissina & Loïc Nicolas (éds). 2008. *Argumentation et narration* (Bruxelles : Editions ULB)

Kerbrat-Orecchioni, Catherine. 1986. *L'implicite* (Paris : A. Colin)

Maingueneau, Dominique, Charaudeau et Maingueneau (éds). 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours* (Paris : Seuil)

Perelman Chaïm & Lucie Olbrechts-Tyteca. 2008 [1988]. *Traité de l'argumentation : La nouvelle rhétorique* (Bruxelles : Editions EUB)

Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique* (Paris : Seuil)

Rosanvallon, Pierre. 2006. *La contre-démocratie* (Paris : Seuil)

Taguieff, Pierre-André. 1997. « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. », *Vingtième Siècle, revue d'histoire* n.56, 4-33

Van Leeuwen, Theo. 2007. « Legitimation in discourse and communication », *Discourse & Communication*, 1.1, 91-112

NOTES

1. Les transcriptions et les traductions du corpus sont le résultat de notre travail à partir des sources :

<https://www.youtube.com/watch?v=tKiwp1u780g>

https://www.youtube.com/watch?v=r_wPDDidTPc

Les caractéristiques para-verbales ou suprasegmentales n'ont pas été marquées.

2. Les failles de l'archive en ligne de *La Stampa* ont empêché une consultation fiable, ce qui nous a obligé à l'écarter de nos sources.

Les articles et déclarations cités ont été traduits par nos soins.

3. En août 2019, La Lega (partis de la majorité) présente une motion de défiance contre Conte ; bien qu'elle soit rapidement retirée, le PM démissionne. Le M5S, le Parti Démocratique (PD), Liberi e Uguali et MAIE s'allient et forment une majorité qui permet au Président de confier à Conte la formation d'un nouveau gouvernement.

4. Lors des élections de 2018 le M5S obtient 32% des votes contre les 18% du PD et les 17% de La Lega. Au début de 2020 les sondages (Ipsos) sur l'intention de vote inversent les scores entre Lega (désormais dans l'opposition) et M5S, tandis que le PD atteint les 20%.

5. C'est-à-dire en dehors des accords économiques que l'UE a souscrits avec la Chine.

6. L'OMS souligne que « les autorités italiennes mettent en œuvre des mesures conformes à la stratégie globale de contention » (*Il Corriere della Sera* 27.2.20). Et encore, pendant l'été 2020, nombreuses sont les félicitations internationales adressées à l'Italie pour sa gestion de la crise.

7. Malgré cette affiliation d'un membre de la majorité avec un membre de l'opposition, seul Salvini invoque la crise de l'exécutif en vue de nouvelles élections, d'après les sondages il y serait le favori. Alors que Renzi, qui vient de fonder son nouveau parti, ne peut pas aspirer au succès électoral dans un laps de temps aussi court. Son œuvre de déstabilisation se limite au jeu de forces internes à la coalition (*Il Corriere della Sera* 4.2.20).

8. C'est un commentaire du ministre Boccia, tandis que d'autres interprètent ce calme du PM comme une stratégie pour garder son siège. Quelle que soit la raison qui porte Conte à pratiquer la patience, elle semble néanmoins atteindre sa limite le 10 avril, quand il attaque les leaders de l'opposition Salvini et Meloni.

9. C'est un mensonge parce qu'il n'y a pas de coopération harmonieuse entre les parties. Mais il serait aussi blanc car il est proféré pour le bien des sujets auxquels il est adressé, les citoyens.

10. Conte très actif sur les réseaux sociaux est aussi tributaire d'une image charismatique comme le signale le phénomène médiatique tout à fait inédit de *Le bimbe di Giuseppe Conte*. Nombreuses internautes, des jeunes filles surtout, célèbrent le PM comme un *sex-symbol* dans le format du *fandom*.

11. <https://tinyurl.com/3s2kzjwr>

12. Ce qui marque une fluctuation importante puisque par le passé c'était Renzi qui prônait Conte contre les résistances du PD (*Il Foglio* 15.1.21).

RÉSUMÉS

L'article examine en contexte les stratégies discursives dont use le Premier ministre (PM) italien Giuseppe Conte dans ses premières allocutions sur la Covid-19 pour construire discursivement sa légitimité et son autorité, en éclairant l'interdépendance des deux concepts. Une étude de l'interdiscours médiatique permet de saisir le caractère constitutif du rapport dialogique qui s'instaure entre les allocutions du PM et les réactions dans la presse. Les analyses montrent que les stratégies de construction de la légitimité et de l'autorité de Conte évoluent conjointement en réaction au contre-discours médiatique.

The article examines in their context the discursive strategies used by the Italian Prime Minister (PM) Giuseppe Conte in his first speeches on Covid-19 to discursively build his legitimacy and his authority, while shedding light on the interdependence of the two concepts. A study of media interdiscourse reveals the constitutive character of the dialogical relationship between the speeches of the PM and the reactions in the press. The analysis shows that Conte's strategies for constructing legitimacy and authority evolve together in response to the counter-discourse of the media.

INDEX

Mots-clés : autorité, Covid-19, interdiscours, légitimité

Keywords : authority, Covid-19, interdiscourse, legitimacy

AUTEUR

CATERINA SCACCIA

Université de Tel-Aviv, ADARR

An interdiscursive construction: legitimacy and authority in Conte's first press conferences on Covid-19

Une construction interdiscursive : la légitimité et l'autorité dans les premières conférences de presse de Conte sur la Covid-19

Caterina Scaccia

Introduction

- 1 Covid-19 reaches Italy at a time of political instability. In such a context, our hypothesis is that the Prime Minister's (PM) work of legitimation was twofold. He had to show that his executive is legitimate, and it is only from this legitimate power, which confers institutional authority (Angenot 2013: 8), that he could present measures against the epidemic. These measures must also be justified so that the citizens recognize the legitimacy not only of the one who adopted them but also of his health policy. Only under these conditions citizens can accept the authority of the political leader and willingly submit to unusual constraints.
- 2 We distinguish here with Charaudeau between legitimacy and authority, the first being not only the institutional right, but also the moral right, to say and to do, and the other being the capacity to be obeyed without coercion. The two notions are intertwined, and both imply cooperation between those who are governed and the one who governs: the former are invited to recognize the legitimacy, and to accept the authority of the latter (2014: 52).
- 3 It is important to emphasize, as Amossy (2022) and van Leeuwen (2007: 92) point out, that the construction of legitimacy and authority can only be fully grasped in the interdiscursive space in which it is situated, i.e. in "the set of discursive units (from previous discourse of the same genre, contemporary discourse of other genres, etc.) with which a particular discourse enters into an implicit or explicit contact" (Maingueneau 2002: 324; our translation).

- 4 In the present case, we can only understand the strategies of PM Giuseppe Conte by considering what is being said and written around him, and mainly the counter-discourse issued by his political opponents as reported by the media, and the criticisms issued by the media themselves. This counter-discourse sometimes goes as far as delegitimizing the measures adopted and threatens to undermine the institutional and personal authority which should enable Conte to be obeyed. A gradual adjustment of the PM's discourse to this interdiscourse is emerging over time. To demonstrate this, the analyses have focused on both the speeches and the interdiscourse of reference.
- 5 The corpus consists of two press conferences (PCs) held by Conte on January 30 and February 22, 2020, which we consider to be the founding speeches on Covid-19 in Italy.¹ These are the first moments in which the epidemic is dealt with in a comprehensive way and in which the discursive strategy of the address to the nation is defined. These two PCs share some features that differentiate them from the following speeches. Conte does not appear alone but accompanied by political and scientific authorities. And in less than 24 hours after each PC, the PM appears in very followed and even popular programs, which unveil his intention to directly address an audience as large as possible. By contrast, from March 9, Conte is alone while announcing the national lockdown. This is a more advanced phase of the epidemic, marked by an evolution of the crisis discourse that will not be investigated in the present study.
- 6 To show the intertwined relation between Conte's discourses and media discourse, we will focus on the most widely circulated national newspapers in the period from 28.1. to 9.3.2020: *Il Corriere della Sera*, *La Repubblica*, *Il Sole 24 Ore*.² *Il Fatto Quotidiano*, with a more limited circulation, was taken into account for its alleged proximity to the PM and, as we shall see, helps to clarify the analyses.
- 7 A final methodological consideration is that if a dialogical relationship is established between the press and Conte's discursive strategies of legitimation and authority-building, it must necessarily develop over time, in the form of reactions to the other's word that are inscribed in the PM's discourse without necessarily being signaled as responses to a previous discourse. In order to identify and study this constitutive relationship, our analyses follow a deliberately chronological order.
- 8 Some details about the main speaker, Conte, and the Italian political context, are crucial. During his "tsunami tour," Grillo, the co-founder and current leader of the Movimento 5 Stelle (M5S) who refused the definition of political party, attacked the political caste, and preached the coming of days when mothers would become leaders. However, when this populist movement triumphed in the 2018 elections, Conte was proposed as PM, a lawyer who had previously voted for the left and who was dedicated to the legal profession and teaching. Charged by the President of the Republic to form a coalition government, he defines his mission as follows: "I propose to be the lawyer defending all Italians."
- 9 The executive will soon be facing a governmental crisis, which will bring a reorganization of coalitions leading to a new executive.³ At the head of the government named Conte Bis, "the lawyer" appears to be still locked in the role of mediator between political forces that, in addition to going through internal crises, also diverge in their political agenda. Two weeks after the formation of the new government, the center-left split, and Renzi (former secretary of the Partito Democratico and former PM) founded the Italia Viva party; he did not abandon the coalition, but there was destabilization. As for M5S, after Di Maio's resignation, it suffered from the lack of a

recognized guide and its non-party status lost its appeal. This status gave M5S an advantage with the disappointed electorate of 2018, which had expressed a protest vote against the right and against the left; but it became later a mere label. Once in the coalition government, M5S was forced to accept a logic of political compromises. Thus, the epidemic catches this anti-party movement in a situation of identity disorientation, leadership crisis, and dramatic drop in popularity.⁴

- 10 This situation could paralyze the action of the government in a country which occupies at that moment one of the lowest positions in the European GDP ranking. The President formulates his admonition as follows: “now the government must not float” (*Il Corriere della Sera* 28.1.2020). However, two days after this admonition, Conte, a novice in politics, is confronted in this unfavorable political and economic climate with the need to “defend all Italians” against Covid-19.

1. The press conference as an instrument of legitimacy

- 11 Referring to electoral mandate, Pierre Rosanvallon notes that nowadays it operates in a universe that is politically less “predictable”, that it is no longer structured by disciplined organizations, with well-defined programs, inscribed in a field with clearly drawn cleavages. The result is a much more pronounced distinction than in the past between the legitimacy of the rulers and the legitimacy of their actions (2006: 118-119; our translation).
- 12 This perspective explains the development of a practice of surveillance by the governed over the actions of the ruler, to attribute to him or to deny him a “‘supplement’ of legitimacy” (*ibid.*: 119; our translation). This surveillance is even more crucial in a situation of political instability and within a political system, as is the case in Italy, where the PM is appointed by the President of the Republic. This creates a distance between the governing and the governed and raises the question, as Charaudeau puts it, of knowing “to whom these appointees are responsible” (2014: 58; our translation). Because proximity is increasingly seen as a central factor in the democratic legitimacy of leaders (Rosanvallon 2008: 267), it is in the interest of the appointed PM to reduce this distance and to submit his political choices to public opinion so that they are recognized as expressing the common good and interest.
- 13 In so far as the press represents public opinion (Rosanvallon 2006: 118), the organization of press conferences as a means of crisis communication fulfills a function of “legitimacy supplement.” More precisely, the designation of the press as a privileged interlocutor on government action and measures that affect the fundamental freedoms of Italians has a double purpose. First, when the appointed PM appears physically in front of the media, which represents public opinion, he initiates a movement of proximity towards the people who “are the public opinion” (*ibid.*: 107; our translation). Second, the measures are subject to scrutiny by journalists’ questions, which is not insignificant in circumstances where they have not been discussed in Parliament (the institutional body responsible for overseeing the government’s activity). Thus, the PC offers a space for proximity and debate where the PM can obtain a “supplement of legitimacy.”
- 14 From March onwards, the press harshly criticized Conte’s increasing number of direct speeches to the nation without debate (<https://tinyurl.com/2p94cv6u>). Subsequently,

they also criticized his tendency to centralize power: he did not hand over the management of the secret services (dear to Renzi) and he would like to entrust the management of European funds to experts close to him (*Edicola RaiNews24* online 31.01.21). We thus witness the gradual decline of Conte's image as a democratic leader. This image deteriorates during the political crises officially triggered by Renzi in 2021, when disputes and personal interests take precedence, according to all the press, over the fate of a country amid the third wave of Covid-19 and in a socio-economic situation already severely compromised. Conte, thus morally delegitimized, is easily replaced by Draghi, who enjoys a prior *ethos* of *deus ex machina*.

- 15 But going back to the beginning of the epidemic, we emphasize that if on the one hand the PCs on Covid-19 can give the PM an "extra" legitimacy, on the other hand they legitimize an important counter-discourse on the part of journalists that must be taken into consideration.

2. Construction of a dynamic *ethos*, external models, and argument from authority

- 16 On January 30, Italy confirms the first two cases of Covid-19. This same day, the heads of the majority delegation discuss the government action, during a meeting that Conte posts on Twitter: "# Agenda2023: The country has many emergencies, and the citizens are waiting for many answers. It is necessary to proceed at a fast, determined, compact pace." We find this same resolution in the beginning of the PC which follows the meeting. Five utterances promote a dynamic governmental activity as the following example shows: "we have started to discuss fruitfully." Conte emphasizes that the government is working, "it is not floating," on the contrary, it is successfully carrying out its tasks. Through the exercise of its functions, the government strengthens its legitimacy, that is "the capacity of the subject to say or to do" (Charaudeau 2014: 52; our translation). This strengthened legitimacy enhances its authority, so to obtain the citizens' consent. During this meeting, the news fall: "there were two cases of coronavirus [...], these two cases have been confirmed." The information is accompanied by comments that have the function of reassuring the composite audience (Perelman & Olbrechts-Tyteca 1969: 21), constituted here by the journalists present in the room, by the public who will read their articles, and the viewers who will watch the PC recordings. We notice the will to minimize the surprise of the government and to show prudence: "At this stage, as you know, we were already vigilant, very cautious in monitoring the evolution of this critical situation. We were not caught off guard. Minister Speranza, [...] has just adopted an order to suspend air traffic to and from China."
- 17 On the front of the health crisis, the credibility of the authorities is strengthened by the announcement of a rapid response: the cases (two Chinese tourists) are immediately taken care of by the sanitary authorities. Authorities showed the ability to analyze the situation and react in time, and this should gain the confidence of the audience. The strategy that consists in promoting the dynamism of the executive is replicated on 22 February when, at 23:15, Conte sitting in front of the journalists says: "I apologize for the delay [...] We worked until now, we have been busy all day with a meeting here at the Civil Protection headquarters."

- 18 But, getting back to the PC on January 30, after projecting the image of a dynamic executive, Conte's work of legitimation continues with the use of the argument by comparison (*ibid.*: 242). Italy is compared to other European countries: "So we have in Italy as well, as already in other European countries since some days [...] two confirmed cases of two Chinese tourists." If we agree that the presence of a virus on the territory is not a mark of excellence for Italy, the comparison should serve to mitigate the negative judgment. In these circumstances, to be persuasive, the comparison must rely on a *doxa*, which consists of implicitly shared opinions with the audience, where the comparator should be considered admirable, and even better than the compared (Italy). Conte's persuasive strategy claims that Italy, with these two cases of Covid-19, is no more reprehensible than the European countries admired by the audience, because they too have cases of contamination. To explain the comparator implied by the utterance, we can access the "encyclopedic knowledge" (Kerbrat-Orecchioni 1986: 162; our translation) shared with the journalists. Indeed, they cannot ignore the latest news about the cases recorded in France and Germany, two driving nations of Europe.
- 19 But this part of Conte's discourse leads also to a second comparative dimension based on the primacy of the measures. After announcing the interruption of the air traffic with China, the PM added: "To our knowledge, we are the first country, in particular in the European Union, to adopt such a precautionary measure." Thus, given the same conditions, i.e. the appearance of Covid-19 on the national territory, Italy reacted better than the other countries. The superior quality of the Italian response lies particularly in the temporal gap: other countries have not yet taken comparable measures, even if they have had recorded cases "for a few days," while Italy reacted the same day of the registration of the first two cases. Conte thus elevates Italy above the European countries admired by his audience, and presents it as all the more worthy of admiration.
- 20 We notice that, to anticipate the refutation of an exaggerated Italian response, which would restore the superiority of the countries that had taken proportionate measures, Conte reinforces his discourse by an argument from authority (Perelman & Olbrechts-Tyteca 1969: 305): "we are also comforted by the fact that the General Director of the World Health Organization has just held a press conference where he announced the coronavirus's global emergency." In the argumentation of Conte, the two institutions, the Italian government, and the WHO, have in parallel and independently recognized the urgent nature of the sanitary situation which justifies adequate responses, including the interruption of air traffic with China. What is implicit here is the importance of the WHO's authority, which exceeds the authority of each individual state in matters of health. This *doxa* underlies the persuasive act, and can ensure the triumph of Italy over the European scenario where the country holds first place for the best reaction against the virus. Conte in so doing is trying to strengthen his position: to contradict him, the opponent would first have to challenge the authority of the WHO on health issues.
- 21 Conte builds his authority by projecting the *ethos* of the leader of a performing executive in both political action and crisis management. Strengthened by this authority, he can propose measures for the control of the virus; as for these measures, they are justified by the fact that they are said to be the best, compared to external models, and compliant with WHO's directives.

2.1. A counter-discourse of delegitimization

- 22 Nevertheless, an overview of the press shows that Conte's strategy is undermined: the government is presented as weak and its measures as populist, contradictory, and ineffective.
- 23 Thus, according to the press, the suspension of air traffic with China serves only to deter criticism (Salvini in the opposition, insists on the delay in the management of the epidemic) and to make the government regain popular support (*Il Corriere della Sera* 14.2.20). Moreover, the press reveals that this measure not only provokes a predictable reaction of China on the international front, but is also criticized on the internal front, where the Ministry of Foreign Affairs and the Confederation of Industries (*Confindustria*) express their discontent. The latter, like the Chinese authorities, refute Conte's argument based on WHO's authority. They declare that even if WHO has declared a state of emergency, it calls to refrain from excessive measures (*ibid.*). We are in front of two divergent interpretations of the same data. As Perelman and Olbrechts-Tyteca explain, argumentation requires to "take into account not only the choices of data but also the way in which they are interpreted, the meaning attributed to them" (1969: 120-121). In our case, for the government, stopping the flights would respond to the current danger recognized by the WHO, while for China and for *Confindustria* this measure exceeds the indications of the WHO.
- 24 If on the economic side it is the national repercussions of a fall in Chinese GDP—the world's leading nation—that are worrying, on the diplomatic front the Italian decision to isolate China is perceived as a betrayal of a friendly nation. Shortly before, Italy, the first in Europe (once more), had developed independent relations⁵ with China, established by the memorandum of the new silk road. Moreover, it is the year of culture and tourism between the two countries, signatories of an agreement that triple the number of flights. We can understand then the disappointment, especially addressed to Italy, contained in the statement of the Minister of Foreign Affairs of China reported by the press: "it is in need that you recognize your friends" (*La Repubblica* 2.2.20).
- 25 To these unfortunate consequences we can add the fact that, unlike countries such as France and Germany that still have open airlines with China and can repatriate their citizens, Italy faces the pitfall of its own decisions. Without direct flights, Italy should initiate emergency missions to repatriate its citizens and avoid the embarrassments of leaning on third countries, these same countries that, according to Conte, Italy would have exceeded in terms of quality of response to the virus. This conclusion displays an autophagy, a case of incompatibility where a rule is opposed to "the consequences resulting from the very fact that it has been affirmed" (Perelman & Olbrechts-Tyteca 1969: 203). Thus, the measures imposed to safeguard health would prevent the full achievement of the objective, complicating the work of the Ministry of Foreign Affairs who, as *La Repubblica* tells us, is "vexed" (3.2.20).
- 26 Another incompatibility refers to the passengers who returned to Italy from China just before the air traffic suspension. Northern regions (Veneto, Friuli Venezia Giulia, Lombardy) want to prevent schoolchildren, just returned from China, from going back to class. The government tries to solve the problem, which verges on discrimination and threatens the right to instruction, by delegating to parents the decision whether to send or not their kids to school. The press also highlights that stopping the air traffic

and letting circulate those who have recently returned from China constitutes a useless measure, as is the stopping of direct flights in a free movement area like Europe, where connecting flights are guaranteed (*Il Corriere della Sera* 9.2.20).

- 27 In short, the press reports the contradictions and inefficiencies of the measures. This delegitimization is associated with the discrediting of a policy called “without vision” (*Il Corriere della Sera* 2.2.20), which derives from an “alliance without identity” (*La Repubblica* 7.2.20), and which determines the virtual paralysis of government action: “Conte in slow motion: 2 out of 169 decrees implemented” (*Il Sole 24 Ore* 23.2.20). In short, the government is said not to proceed at “a fast, determined, compact pace”, as Conte wrote in his tweet.

2.2. Conte’s refutation based on values

- 28 The press also shows that, in response, Conte and many ministers are trying to build an image of coherence and authority, announcing the delivery of medical aid to China and the formation of a task force to limit economic backlashes. But above all, they are solidary when they gather around the experts’ advice and Article 32 of the Constitution which protects public health. About the suspension of air traffic with China, Conte goes as far as declaring that “no one can say it was a harmful measure” (*Il Fatto Quotidiano* 27.2.20).⁶
- 29 Also on February 22, on the announcement of the partial lockdown of the nation, Conte retorts to the critics. He declares that the goal of every measure taken “is to protect the health of the Italians, the greatest wealth, which certainly occupies the first place in the hierarchy of constitutional values.” When, at the end of this PC, a journalist raises the question of the economic impact of such measures on the national industrial center, Conte reacts: “today, we had the urgency to plan extraordinary and urgent measures, clearly to be adopted as soon as possible,” and he was reassuring about the management of economic issues, announcing a decree in the coming days for “subsidies [...] and compensations.”

30

On the scale of values (Perelman & Olbrechts-Tyteca 1969: 107), public health outweighs the economics. The fact that this prioritization corresponds to the implicit value system of the audience allows the legitimation of the decisions adopted by Conte (cf. Amossy 2022, van Leeuwen 2007: 92). It is through moral right that he legitimizes strong measures in the name of the supreme value of human life.

3. Collective *ethos* and scientific authority

- 31 Conte’s PCs are marked mainly by the plural pronoun “we.” The PM uses “I” to address directly the portion of his composite audience that follows the video conference: “I want to reassure all the citizens that are listening to us.” The shift from “we” to “I” marks a more intimate communication with the audience, but also a personal assumption of responsibility for the content of the discourse. In this strategy of proximity, which manifests the commitment of the “I” to the “you,” the contract of trust between Conte, the benevolent advocate of the Italians, and the citizens, is renewed.

- 32 The use of the pronoun “I” is limited to two utterances in the PC of January 30. The occurrences of February 22 are more numerous, but still rarer than the use of the plural pronoun “we.” This observation suggests that, in this emergency, the mobilization of the contract of trust between the PM and the citizens is not enough. Additional elements are needed to gain the confidence of the audience in this crisis management. To achieve this, Conte (if we adopt Benveniste’s perspective, 1966: 235) “dilates” his singularity (“I”) in the plurality of “we.” We expect, therefore, that the elements encompassed in this plurality will bring additional weight to Conte’s *ethos*, so that he can gain the full confidence of the audience.
- 33 Nevertheless, if the pronoun “I” is easily attributable to the PM, the identification of the subjects included in the pronoun “we” calls for further investigation. We can begin by saying that the pronoun “we” includes the persons who sit at the side of Conte: the Minister of Health Speranza and the Director of the Spallanzani Institute for the Treatment of Infectious Diseases Professor Ippolito (in the first PC); the Chief of the Civil Protection and the President of the Higher Institute of Health Brusaferrò (in the second PC). But there is also a team of experts who work behind the scenes, a “working group that meets every morning.” The image of a PM surrounded by ministers and collaborators provides institutional legitimacy. Moreover, this legitimacy is reinforced by the verbal construction of the quality of these collaborators in their specific fields, which is an indispensable strategy to build their authority (Perelman & Olbrechts-Tyteca 1969: 309). Therefore, the work of the Minister of Health is highlighted, on January 30, as follows: “we have also been constantly updated by Minister Speranza,” and Conte points out that it is the same minister who adopted the decree (said to be vigorous and unique in Europe) about the air traffic with China. As for the scientific Director of Spallanzani, Conte conveys his prestige by using a metaphor, saying that the institute “is kind of a Bible in this area.” Here, the belief in absolute truth, attached to the Bible, transits to the scientific competences of the institute and this value of absolute belief reflects on its scientific director, Ippolito, who represents the part for the whole (*ibid.*: 311). The Civil Protection is also praised by Conte: “[it] really makes us proud, it’s one of the excellences of the Italian system.”
- 34 To strengthen the framework of expertise and reliability of his collaborators, Conte affirms: “We have adopted a line of maximum rigor in terms of prevention. Technically, we are talking about the precautionary principle.” This presupposes the existence of strategies that have already been developed and codified, with their own jargon, from which the technical term “precautionary principle” is taken. And it is indeed such instruments that they (i.e. “we”) use to manage the current risk.
- 35 In conclusion, we can affirm that Conte draws the image of a group of experts expressing themselves through the pronoun “we.” It is therefore a collective *ethos* (Amossy 2010: 156), composed of leading politicians and scientists, that serves here for the construction of authority. In this script, the PM’s authority, in particular, is based on the image of the guarantor of this collective activity: “I have been a witness [of its activity],” and he is the main referent of this set of brains in action: “I have had a briefing with the minister, the director and other experts [...] and we will continue to do so.” But in front of the audience, Conte is also the spokesman of the decisions taken based on this professional work of which, through a gesture of proximity, he later assures: “we will continue [...] to keep you constantly informed.”

3.1. Evolution of authority: adjustment of the *ethos* of the scientists and dilation of the collective *ethos* by a white lie

- 36 In the transition from the first to the second discourse, we notice Conte's adjustment to the phenomenon of the increasing mediatization of scientists. In the interdiscourse, this phenomenon determines a scenario where the idea of the absolute truth of science is undermined. Debates between scientists, which normally occur in specialized journals with little echo in the traditional media, outreach with Covid-19 this restrained framework to get, via social networks, to a larger and less informed audience. In addition to warning against the *infodemia*, the interdiscourse unveils the fact that science does not speak with one voice. There are different experts' positions, and some criticize the decisions of the executive. Political opponents exploit this situation to discredit the government (*Adnkronos* 21.2.20, *Il Fatto Quotidiano* online 7.9.20).
- 37 If in the first PC, Conte presents Professor Ippolito through the image of monolithic biblical knowledge, he seems later to consider the plurality of scientific perspectives, which can sometimes contradict one another. However, he also states that the executive's decisions are based on the opinion expressed by the "most accredited scientific community." And finally, we see the explicit subordination of politicians to these accredited scientists: "Italians must trust above all the sanitary authorities, then the administrative political authorities which are obviously the ones called upon to make decisions and to do so with reason on the basis of a prudent assessment."
- 38 In the second speech, we also note another strategy that consists of a kind of subsequent dilatation of the collective *ethos* by a white lie. In order to grasp this, we have to return to the political discourse. On the opposition front Salvini attacks all the anti-Covid measures, and he goes so far as to invoke the need for an extraordinary government. Similarly, tensions with regions, especially center-right ones, are growing. After the controversy over the optional quarantine for schoolchildren returning from China, disputes are multiplying. When Conte blamed the worsening of the epidemic on the violation of protocol in the Codogno hospital, the President of the Lombardy region protested and the PM apologized. On February 26, the President of the Marche region denounced the schizophrenia of the non-homogeneous measures imposed by the executive on the national territory (*La Repubblica* online). Part of the press rebounds by criticizing a Babel of institutional communication.
- 39 The majority is still unstable: "it is difficult to find a team in the majority" (*Il Sole 24 Ore* 18.2.20), the same day, *Il Corriere della Sera* titled: "Allies' bluffs exhaust the coalition" and *La Repubblica* specifies: "no war and no peace." Renzi especially leads a battle against the executive, the press defines this attitude as "aggressive opposition" (*Il Sole 24 Ore* 14.2.20) where "Renzi works for Salvini," and "Renzi is possessed by Salvini"⁷ (*Il Fatto Quotidiano* 3.2.20, 12.2.20); while the composure that Conte shows, in the face of so many blows, gives him "a patience that surpasses even Gandhi" (*Il Corriere della Sera* 23.2.20).
- 40 The spread of the virus impacts the tones of the disputes: "Renzi: there is coronavirus, enough arguments" (*La Repubblica* 22.2.20), and all the opposition manifests its support to the executive. But it is just a truce, soon enough the controversies start again, even more vehemently. To this delegitimization, the PM responds on 22 February with a set

of expressions belonging to the lexical field of cohesiveness: discuss, inform, direct line, consolidated harmony.

- 41 At the opening of the PC Conte “dilates” even more the collective *ethos* of January 30 and enriches it with an image of proximity: the image of a solidarity network. This network branches out and covers the territory through “women and men of Civil Protection [...] Physicians, nurses, researchers, army forces and Civil Protection, who work.” Conte also shows that the operations take place in a cohesive and complementary manner: he emphasizes the “consolidated harmony” with the ministers, particularly with the Minister of Health, as we can see in the familiarity of their public verbal exchanges. This strengthens even more the image of cohesion between political partners.
- 42 Relations with the regions more directly affected by the health crisis are described through the image of a “direct channel of debate,” leading to an intense collaboration: “We have worked until the end to agree on the measures.” Nevertheless, this image of cooperation is implicitly questioned by a journalist who points to the length of the meeting. Conte justifies the delay by mentioning the sensitive nature of the deliberation that deserves to be weighed carefully, and in so doing he rejects the idea of a difficult confrontation between the parties.
- 43 When a journalist asks about the relations with the opposition parties, the PM responds he has felt the urgency to “consult and inform the representatives of the opposition” about the extraordinary measures that were being elaborated. Conte did not have to do it; what he wants to show is that, even if he is the head of the executive assuming full responsibility for his decisions, he still wants to bring together all political forces “because when dealing with such an urgency, no distinction can be made between majority and minority.”
- 44 Considering these analyses, we find in the PM’s discourses on Covid-19 an attempt to erase national political antagonisms and neutralize the internal disruptive forces of the Italian system. These dissensions are, as we have seen, constantly discussed elsewhere, mainly in the press, by all the parts involved. Conte himself, during an interview with *Il Fatto Quotidiano* (27.2.20), expresses, among others, his disappointment with Renzi, and his reservations about a national health system run on a regional basis.
- 45 We interpret this attempt to erase divergences between the political actors as a strategy for “dilating” even more the collective *ethos* on which Conte’s authority is based. To some extent, in the February 22 speech, this dilated *ethos* also includes his political detractors. Through this white lie, the PM can reinforce the authority of an executive supported by a greater number of authorities.⁸ He is silent on the controversies that circulate in the interdiscourse, and he projects the confrontations into the future: “the political debate will surely prompt us to answer the question of how and why you (read: we) have now adopted these measures.”

4. The persuasive goals

- 46 The analysis of the persuasive goals of the PCs, which is the action that the orator would like to induce in the audience (Perelman & Olbrechts-Tyteca 1969: 45) reveal two more strategies used by Conte to build his authority and legitimize his decisions.

4.1. Control and rationality

- 47 The purpose of the first PC is not to communicate restrictions, except for the air traffic suspension with China. It rather seeks to conjure up a social reaction: uncontrolled panic. The importance of the topic is confirmed by the fact that it is mentioned ten times by Conte, Speranza, and Ippolito: “I assure you that there is currently no reason to panic, to create a social alarm,” etc. In the panic, the authority has no room for maneuver; *Merriam-Webster* defines panic as “a sudden unreasoning terror often accompanied by mass flight” that guides actions. But two journalists in the room aptly remark that this social reaction is already underway, as demonstrated by the rush to purchase protection masks and the episodes of discrimination against Chinese people. Conte defines the cases of discrimination as “typical episodes of ignorance” derived from lack of interest in information: “this means they have not read your journals, the information that you [the journalists] have provided in these days”, and from a lack of confidence in the scientific authorities “who, obviously, have already, at this very moment, and also a short time ago, given us reassuring news.”
- 48 Consequently, knowledge, the opposite of ignorance, would originate from information and science. Conte has shown he is using both to fight the emerging epidemic and can therefore, with his knowledge, affirm that “the situation is absolutely under control,” a position ratified moreover by Speranza: “the situation is totally under control.” In this first speech, Conte prevents panic in his audience and gathers its members under the aegis of rationality. In so doing, the PM presents himself as a reliable authority.
- 49 But the analysis of the interdiscourse shows that the reassuring synergy between sciences, media, and politics, based on knowledge, rationality, and transparency, which constructs part of Conte’s authority, is rapidly deteriorating. On February 26, the PM appeals to the National Television Agency to “cool down” the information on the coronavirus (*La Repubblica* online), since he is always confident that “calm is achieved through a calm and transparent communication” (*Il Corriere della Sera* 26.2.2020). Part of the press supports the PM’s call and even shows self-criticism (*La Repubblica* 29.2.20, 1.3.20).

4.2. Argument from the positive consequence and narration

- 50 Despite vigorous measures, we move very quickly from the statement of Professor Ippolito “In Italy, no contagion. The measures have worked” of February 13 (*Il Corriere della Sera*) to an increase of cases one week later. Facing such a viral propagation speed, scientists admit that, without a vaccine, the only means of control is the limitation of contacts between people; thus, a portion of the population must be isolated. But before limiting the freedom of his citizens, Conte must explain what happened. This is precisely the question that the press asks and that we find in popular talk shows, sometimes with an allusion to the loss of control, or to the illusion of control over the sanitary crisis: the executive simply claims to have control (*Che tempo che fa* 23.2.20).
- 51 Conte offers an explanation which, through a pragmatic argument, both answers the question and further legitimates his work. According to the PM, the number of positive cases is proportionate to the increase in testing: “it is, therefore, the precision of these checks that brings us today to record these numbers.” This explanation does not only prevent the delegitimization of the governmental action, but it also enhances Italian

measures as the best in Europe. Accordingly, we mention the declaration of a specialist in infectious diseases: “So many cases, Italy is looking for them, less so abroad” (*Il Corriere della Sera* 25.2.20).

- 52 Whether the increase of cases results from a good screening work or represents the symptom of an executive who has lost control over the virus, the government must manage the rapid spread of the virus in the north of the country. Thus, after long hours of meeting with the working group, the PM announces the lockdown in those areas which are most affected. When on February 22 at 23:15 Conte addresses his audience, we notice that the goal is no longer, as for the PC of January 30, to reassure the population by closing the access between China and Italy. Now, the virus has affected Italian citizens, and the restrictions are no longer limited to two Chinese tourists isolated in a renowned hospital: part of the national population is also concerned.
- 53 Conte justifies the lockdown through an argument from a double positive consequence that should legitimate the measures thanks to their positive impact. With this measure, the sick persons will be treated (the recovery is a positive consequence) and isolation will keep safe the rest of the citizens (another positive consequence). Confined citizens: “all communities concerned, to all mothers, fathers, children, all the elderly, and I understand that there are many” become privileged interlocutors of Conte to whom he speaks with empathy. We interpret this verbal act as a dual mode of legitimation: by proximity and towards a minority group of confined citizens.
- 54 Furthermore, we remark a tripartite configuration of actors: the executive, the confined communities, and the rest of the citizens. The components of this tripartition are involved in a precise dynamic of proximity. There is the first movement of proximity that goes from Conte to the confined citizens: “I will follow you, so I will travel to support the local authorities in managing this emergency with Minister Speranza.” From this position the PM, the population, and the local authorities are all verbally invested in another movement: “we want to accompany you, with maximum and more accurate assistance, on the way out of this emergency.” Narration (cf. Danblon 2008), considered by van Leeuwen as a mode of legitimation (2007: 92), supports here the argument from the positive consequence meant at persuading the citizens to respect the lockdown. The persuasive strategy is based here on a short narration in three acts: lockdown, sanitary treatments, release. In this narration, the liberating authorities are coupled with the complementary image of collaborative citizens, in solidarity with others. The Italians do not passively suffer the government decisions, on the contrary, they are actively involved in their implementation. Therefore, when a journalist brings up the topic of deployment of the army to ensure the respect of the measures and the sanctions for those who breach them, the PM can designate them as secondary measures because he concludes: “but I would say that we will count greatly on citizens’ collaboration.” Thus, with his *ethos* of benevolent and democratic authority, Conte attributes to the confined citizens the positive image of collaborators, a role that they are invited (if not persuaded) to assume to promote the values of cooperation and solidarity that are the basis of society.
- 55 It should be noted, however, that this short narration helps also stabilize Conte’s position in the political arena. In fact, the image of a leader who leads confined citizens on the way out of an emergency can be interpreted as the action of a hero of the people. Thus, Conte, affiliated with the populist movement M5S, could endorse the profile of the new populist “atypical leader” sketched by Taguieff (1997: 22): the anti-

party and telegenic⁹ advocate defender of all Italians. But the short narration also evokes the painting *The Fourth Estate*¹⁰ (1901) of the Italian painter Pellizza da Volpedo where the proletarians are guided by two figures, one of them incarnating the leader, to conquer their rights; this consideration would bring Conte close to the social issue privileged by the left forces. Populist hero or socialist leader?

- 56 To answer the question, we should go back once more to the interdiscourse. The press reports that Conte, in the climate of delegitimization that we have explained, with the weak cooperation of the M5S on the agenda of the government and the hostility of Renzi, turned to the remaining political force of his majority, the PD. Its leader Zingaretti and the PM declared that they are sharing an “ethics of collaboration” (*Il Corriere della Sera* 2.2.20).¹¹ On the political front, this allows Conte to promote himself as a non-populist democrat and to exploit the Covid-19 discourses to disengage from the pressure exerted by Renzi and Salvini. At the same time, from the perspective of the health crisis, close cooperation with Zingaretti is seen as the sign of a stable executive, therefore authorized to advance measures against the epidemic.

Conclusion

- 57 Our analyses show that to promote measures limiting the fundamental rights of citizens, an executive on the verge of a political crisis should prioritize the legitimation of its power. The projection in the discourse of the image of an executive that acts according to democratic values, promotes proximity with all citizens, and communicates transparently, constitutes the massive strategy of legitimation employed by the PM of a government weak at origin. At the head of this legitimate executive stands Conte who is tributary of his prior *ethos* of defender of all Italians. This *ethos* is reinforced by an image of guarantor and spokesperson of political and scientific authorities guided by rationality. From this position he can finally invite his audience to follow the measures he proposes. As for these measures, they are legitimated because they are presented as effective, and because they allow the implementation of the values of cooperation and solidarity.
- 58 These conclusions confirm the interdependency between the discursive construction of legitimacy and authority. But the analysis of the Italian case also allows us to verify that this construction has meaning and validity only in the interdiscourse in which it is inscribed and in which it evolves. The discourses of Conte and the press generate a chain of arguments and refutations. Once this underlying dialogical dimension is made explicit, the evolution of Conte’s discursive construction of authority and legitimacy necessarily appears as its direct product.

BIBLIOGRAPHY

Amossy, Ruth. 2022. « La construction de la légitimité et de l’autorité en discours », *Argumentation et analyse du discours* 28

- Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal : P. U. McGill)
- Benveniste, Emile. 1966. *Problèmes de linguistique générale* (Paris : Gallimard)
- Charaudeau, Patrick. 2014. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Danblon, Emmanuelle, Emmanuel De Jonge, Ekaterina Kissina & Loïc Nicolas (éds). 2008. *Argumentation et narration* (Bruxelles : Editions ULB)
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine. 1986. *L'implicite* (Paris : Colin)
- Maingueneau, Dominique in Charaudeau, Patrick & Maingueneau, Dominique (éds). 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours* (Paris : Seuil)
- Perelman, Chaïm & Olbrechts-Tyteca, Lucie. 1969. *The New Rhetoric: A Treatise on Argumentation*, transl. by John Wilkinson and Purcell Weaver Center for the study of Democratic Institutions (Notre Dame, IN: Univ of Notre Dame Press) [Originally published as *La Nouvelle Rhétorique: Traité de l'Argumentation* 1958]
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique* (Paris : Seuil)
- Rosanvallon, Pierre. 2006. *La contre-démocratie* (Paris : Seuil)
- Taguieff, Pierre-André. 1997. « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. », *Vingtième Siècle, revue d'histoire* 56, 4-33
- Van Leeuwen, Theo. 2007. "Legitimation in discourse and communication", *Discourse & Communication*, 1-1, 91-112

NOTES

1. We have transcribed and translated the texts from the following sources:
<https://www.youtube.com/watch?v=tKiwp1u780g>
https://www.youtube.com/watch?v=r_wPDDidTPc
 Para-verbal or suprasegmental aspects were not marked.
2. Flaws in *La Stampa's* online archive prevented reliable consultation, which forced us to discard it from our sources. The quoted articles and declarations have been translated by us.
3. In August 2019, La Lega (majority party) presented a motion of non-confidence against Conte; although it was quickly withdrawn, the PM resigned. M5S, Partito Democratico (PD), Liberi e Uguali and MAIE allied and formed a majority, and the President entrusted Conte with the formation of a new government.
4. In the 2018 elections, the M5S obtained 32% of the votes against the 18% of the PD and the 17% of La Lega. At the beginning of 2020, polls (Ipsos) on the voting intentions reverse the scores between La Lega (now in the opposition) and M5S, while the PD reaches 20%.
5. Meaning: deals outside the economic agreements signed between EU and China.
6. The WHO stresses that "the Italian authorities are implementing measures in line with the global containment strategy" (*Il Corriere della Sera* 27.2.20). And again, during the summer of 2020, many international congratulations were addressed to Italy for its management of the crisis.
7. Despite this affiliation between a representative of the majority and one of the opposition, only Salvini invokes the crisis of the executive to have new elections. In fact, according to the polls, he would be the favorite. While Renzi, who has just founded his new party, cannot imagine the same success in such a short period. His destabilization strategy is limited to the play of forces within the coalition (*Il Corriere della Sera* 4.2.20).

8. It is a lie because there is no harmonious cooperation between the parties. But it is also white because it is uttered for the good of the subjects to whom it is addressed, the citizens.
9. Conte, very active on social media, has also a charismatic image, as indicated by the unprecedented media phenomenon of *Le bimbe di Giuseppe Conte*. Many Internet users, especially young girls, celebrate the PM as a sex symbol in the format of fandom.
10. <https://www.wikiart.org/en/pellizza-da-volpedo/the-fourth-estate-1901>
11. This marks a significant fluctuation since in the past it was Renzi who advocated Conte against the resistance of the PD (*Il Foglio* 15.1.21).
-

ABSTRACTS

The article examines in their context the discursive strategies used by the Italian Prime Minister (PM) Giuseppe Conte in his first speeches on Covid-19 to discursively build his legitimacy and his authority, while shedding light on the interdependence of the two concepts. A study of media interdiscourse reveals the constitutive character of the dialogical relationship between the speeches of the PM and the reactions in the press. The analysis shows that Conte's strategies for constructing legitimacy and authority evolve together in response to the counter-discourse of the media.

L'article examine en contexte les stratégies discursives dont use le Premier ministre (PM) italien Giuseppe Conte dans ses premières allocutions sur la Covid-19 pour construire discursivement sa légitimité et son l'autorité, en éclairant l'interdépendance des deux concepts. Une étude de l'interdiscours médiatique permet de saisir le caractère constitutif du rapport dialogique qui s'instaure entre les allocutions du PM et les réactions dans la presse. Les analyses montrent que les stratégies de construction de la légitimité et de l'autorité de Conte évoluent conjointement en réaction au contre-discours médiatique.

INDEX

Mots-clés: autorité, Covid-19, interdiscours, légitimité

Keywords: authority, Covid-19, interdiscourse, legitimacy

AUTHOR

CATERINA SCACCIA

Tel Aviv University, ADARR

Stratégies rhétoriques de légitimité et d'autorité en temps de Covid-19: Le cas de la PM belge Wilmès

Rhetorical strategies of legitimacy and authority in times of Covid-19 : the case of Belgian PM Wilmès

Irit Kornblit

Introduction

- 1 L'irruption de la crise sanitaire en Belgique arrive en pleine crise politique. Devant l'impossibilité de former un gouvernement de majorité depuis décembre 2018 à cause de l'incompatibilité idéologique entre la Flandre et la Wallonie et de l'affaiblissement des grands partis traditionnels (Faniel et Sägesser 2020 : 8), le pays fonctionne pour la deuxième année consécutive sous un gouvernement minoritaire en affaires courantes. À la tête de ce gouvernement : Sophie Wilmès, première femme à tenir le poste de PM en Belgique et nommée quatre mois plus tôt par son prédécesseur Charles Michel lorsque celui-ci assume la présidence du Conseil Européen. Pratiquement inconnue des Belges, on peut juger que son point de départ en matière de légitimité et d'autorité personnelle n'est pas aussi optimal que celui d'Emmanuel Macron ou d'Angela Merkel.
- 2 Nous nous proposons de poser un regard d'analyste du discours et de l'argumentation sur la construction discursive de l'autorité et de la légitimité en situation de crise politique. Nous explorons les questions suivantes : comment la Première Ministre belge Sophie Wilmès renforce-t-elle sa légitimité, et construit-elle celle des règles sanitaires strictes concernant le Coronavirus auprès de la population dans ses discours ? Comment se construit-elle un *ethos* discursif d'autorité alors que le public la connaît à peine, et tente-t-elle de se faire écouter et obéir ? Mais aussi, comment la culture politique belge, caractérisée par une multitude de communautés langagières et culturelles et nécessitant ainsi de larges coalitions multicolores, informe-t-elle cette construction de légitimité et d'autorité ? Enfin, la Belgique étant, géographiquement,

un petit pays, comment Wilmès se positionne-t-elle vis-à-vis des discours de ses voisins politiques plus dominants et connus de longue date, Emmanuel Macron et Angela Merkel ?

- 3 Le corpus analysé comprend les trois premiers discours de la PM diffusés à la télévision, annonçant les mesures de distanciation sociale au niveau fédéral en mars 2020. Le discours rhétorique cherchant à être efficace auprès de son auditoire, prétendant agir sur lui en changeant ses états mentaux (Danblon 2006 : § 3), nous avons également analysé la couverture de ces discours par la presse écrite belge contemporaine, nationale et régionale, en néerlandais et en français, afin d'en saisir la réception, l'évaluation et l'interprétation auprès des médias.

4 **La culture politique en Belgique**

- 5 La Belgique est un état fédéral composé de trois régions : Région flamande (57,6 % de la population), Région wallonne (31,9%) et Bruxelles-Capitale (10,5%). Trois communautés traversent ou superposent ces régions selon une division linguistique-culturelle : les communautés flamande, francophone et germanophone. Chacune des entités fédérées possède son propre parlement et gouvernement. Le gouvernement et le parlement au niveau fédéral n'ont pas de pouvoir exclusif sur les entités fédérées, mais conservent cependant certaines compétences, parmi lesquelles figure la santé publique (Service public fédéral belge 2020).

- 6 Le fédéralisme belge est complexe et fragile (Vandermotten 2020 : 4) : sur de nombreux sujets la Flandre et la Wallonie s'opposent sur de nombreux sujets, au point qu'il est devenu impossible de former un gouvernement sans coalition entre plusieurs partis antagonistes. Cette réalité a donné lieu à la culture politique pragmatique du « compromis à la belge », qui se caractérise par les gouvernements dits « arc-en-ciel » ou « Vivaldi » (Faniel et Sägers 2020 : 7, note 4). Or, au moment de l'irruption de la crise sanitaire, un gouvernement minoritaire d'intérim fonctionne depuis près de deux ans en raison de l'impossibilité de former un gouvernement négocié. La devise nationale « L'union fait la force » apparaît alors « décalée face à la réalité » (Vandermotten 2020 : 18). Face à cette crise institutionnelle, la stratégie rhétorique de Wilmès se caractérisera toutefois par un appel à l'unité, mise en scène dans sa performance comme dans son discours.

7 **Mars 2020, « la crise dans la crise¹ »**

- 8 L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) annonce un état d'urgence de portée internationale le 30 janvier 2020. Le 1^{er} mars, la première citoyenne belge est testée positive au Coronavirus. La PM Wilmès forme, le lendemain, un comité extraordinaire réunissant les ministres-présidents des régions et des communautés². Bien que la Ministre fédérale de la Santé, Maggie De Block, parle encore d'une « grippe légère » à la séance plénière du 5 mars, la semaine suivante, l'atmosphère change et le gouvernement finit par « recommander », le 9 mars, des rassemblements de moins de 1000 personnes et le télétravail au niveau fédéral. « Recommander », car le gouvernement n'est pas encore investi du pouvoir législatif lui permettant d'« interdire » réellement au niveau fédéral : les gouverneurs ou bourgmestres décident encore des mesures selon ce que bon leur semble³ ; il n'y a pas encore de coordination autorisée des mesures sur le plan fédéral (Faniel et Sägers 2020 : 15).
- 9 Le 11 mars, le Conseil National de Sécurité⁴ (CNS) est formé pour la première fois depuis les attentats terroristes de 2015. L'analogie en dit long sur la situation de crise

ressentie, sur la lutte menée contre des forces qui semblent imprévisibles et incontrôlables. Le lendemain, les premiers morts sont annoncés (trois morts, 399 malades), le Conseil tient sa première réunion, et la PM prononce son premier discours. Nous analyserons ce discours du 12 mars (discours I) annonçant les mesures de distanciation, qui incluent la continuation du télétravail, la fermeture des écoles et celle des magasins durant le week-end. Nous analyserons aussi le discours du 17 mars (discours II), jour de la formation d'un nouveau gouvernement exécutif Wilmès II, annonçant la validité législative des mesures précédemment « recommandées » et comprenant, pour la première fois, des sanctions. Les magasins non-essentiels fermeront à présent également en semaine. Enfin, le discours du 26 mars (discours III), après que de nouveaux pouvoirs exécutifs ont été délégués au gouvernement par la Chambre des Représentants, annonce la prolongation des mesures de deux fois deux semaines, soit un mois.

1. Cadre théorique et méthodologique

1.1. Autorité, légitimité et rhétorique

- 10 La légitimation du pouvoir qu'exerce l'État sur les citoyens repose, selon Weber (1970 : 78), sur trois types d'autorités : celle de la tradition, celle du charisme personnel du chef politique et celle de la loi, conférant le droit à l'exercice de la violence et la domination. L'autorité est donc un contrat implicite entre dominants et dominés fondé sur la légitimité. « L'autorité est un pouvoir légitimé » maintiennent aussi Hannah Arendt (1966 : 97) et Marc Angenot (2013 : 8). Or pour ces derniers, l'autorité exclut la force physique et la coercition (Angenot *ibid.* ; Arendt 1966 : 93) : elle est, au contraire, liée à la confiance, la crédibilité et le crédit fondé sur le raisonnable (*ibid.* : 6, 10). Rien ne nous contraint à l'accepter, sauf le libre raisonnement du citoyen et la *doxa* : nous sommes libres de le faire, ou de le rejeter. On pourrait argumenter, comme le fait Arendt (*ibid.* : 93), que l'autorité se fonde sur une hiérarchie et qu'elle exclut, de ce fait, le besoin de persuasion. Cependant la nécessité de justifier aux yeux des citoyens les mesures adoptées pour qu'ils les acceptent de leur plein gré, de leur inspirer confiance et de se donner une crédibilité, inscrit la construction verbale de l'autorité dans le champ de la rhétorique. Il en va de même de la légitimité : le dirigeant a besoin non seulement de la manifester dans les formes institutionnelles accréditées, mais aussi de montrer qu'il respecte le bien public et les valeurs de la communauté, en l'occurrence les valeurs démocratiques, sans lesquelles sa légitimité ne peut être reconnue.

1.2. Légitimité en temps de crise

- 11 La légitimation est liée aux pratiques institutionnelles et justifie l'ordre institutionnel (Berger et Luckmann 1966 : 111, van Leeuwen 2007 : 92). Qu'arrive-t-il alors à la légitimité institutionnelle en temps de crise ? Nous définissons un état de crise comme une situation où « les responsables politiques sont confrontés à une grave menace sur les structures de base ou les valeurs et les normes fondamentales d'un système, ce qui, sous pression de temps et dans des circonstances très incertaines, nécessite la prise de décisions essentielles » (Rosenthal *et al.* 1989 : 10, v. aussi Boin *et al.* 2017 : 5). En régime démocratique, le droit à la vie, le droit à la liberté de mouvement et le droit à l'interaction sociale sont des valeurs fondamentales menacées lors de la crise du

Coronavirus et des prescriptions gouvernementales qui l'accompagnent. Il n'est donc pas étonnant que pour Boin *et al.* (3), les crises portent fatalement atteinte à la légitimité des institutions publiques. D'où la question de savoir comment les institutions politiques légitiment ces entraves aux fondements démocratiques.

- 12 Dans la communication de crise, un des devoirs des leaders politiques est de calmer les esprits et d'inspirer à nouveau confiance dans le système en un moment de stress collectif (Boin *et al.* 2017 : 3). Le leader doit communiquer clairement dans une situation caractérisée par un manque aigu d'informations et de données complètes. Une des manières de le faire est le *meaning making* – offrir aux citoyens un cadrage de la situation, un « message persuasif » convaincant, efficace et inspirant (*ibid.* : 15, 80). Ce message doit être factuellement correct, offrir des conseils praticables, montrer de l'empathie et inspirer la confiance.
- 13 Tout cela se passe dans le contexte de la « cacophonie de voix » (*ibid.* : 18) qu'est aujourd'hui l'espace public, avec les médias classiques et nouveaux, qui offrent en temps réel leur propre vision et interprétation de la situation et de ce qui doit être fait. Le dirigeant politique doit rivaliser avec cette polyphonie pour le cadrage de la situation s'il veut être entendu et suivi dans ces moments de crise (*ibid.* : 79-80) ; il ne peut s'en remettre à sa crédibilité pré-crise. Afin de maintenir sa légitimité auprès du public, il doit fournir un cadre d'interprétation à la crise dans une fenêtre de temps limitée et précise, avant que d'autres voix dans l'espace public ne s'emparent du récit légitime (*ibid.*).
- 14 La construction de la légitimité dans le discours fait donc partie du message persuasif, convaincant et inspirant que doit donner le leader politique en cas de crise, mais elle joue aussi un rôle dans le renforcement de son autorité, qui se trouve lésée dans cette situation. Dans une optique de communication de crise, la communication du dirigeant politique doit inclure non seulement le message ou le récit qu'il veut transmettre mais aussi la performance de cette communication : celle-ci implique la communication verbale comme le ton et la langue, la communication non-verbale comme la posture, la gestuelle et l'expression du visage, la communication visuelle comme des images diffusées et le contexte de communication, comme la mise-en-scène et le *timing*. Nous analyserons ces aspects discursifs et performatifs de la communication de Wilmès dans ses discours diffusés sur les chaînes officielles et sur YouTube, ainsi que dans leur couverture discursive et visuelle dans les quotidiens belges nationaux et régionaux suivants du 12 au 31 mars : *De Morgen*, *De Standaard*, *Gazet van Antwerpen*, *Het Laatste Nieuws*, *La Dernière Heure-Les Sports*, *La Libre Belgique* et *Le Soir*.

2. *Ethos* d'union : « L'union fait la force »

- 15 Wilmès construit un *ethos* personnel⁵ rationnel, pragmatique et centré autour de la coopération, ainsi qu'un *ethos* collectif d'unité qui se joue à quatre niveaux : (1) au niveau fédéral, par la coopération entre les différentes communautés et régions ; (2) à travers l'affichage de la confiance et la coopération entre politiques et experts ; (3) entre Wilmès et la population belge, par l'expression de l'empathie et (4) au sein du peuple, par l'appel à la solidarité.

2.1. Unité au niveau fédéral : renforcement de la légitimité

- 16 La devise belge *L'union fait la force*, on l'a vu, masque une réalité de morcellement politique et de division linguistique et culturelle. Or la crise sanitaire nécessite le recours à des mesures prises au niveau fédéral, soit national. Contrairement à l'Allemagne voisine, qui est également un état fédéré (quoique moins divisé) où Angela Merkel est chancelière depuis 15 ans, Sophie Wilmès est à peine connue par le public. Elle renforce donc sa légitimité fragile en construisant l'image d'un gouvernement national uni et d'une équipe dirigeante bien soudée, sur le plan tant discursif que visuel. Les discours de presse se font ainsi généralement à la sortie des réunions du Conseil national de Sécurité, dans un *débriefing* qui témoigne de la transparence : la PM se présente comme ne faisant que transmettre et communiquer ce qui vient d'être discuté et débattu en équipe.
- 17 Cette image d'unité apparaît aussi au niveau de la performance : Wilmès prononce son discours assise au centre d'une longue table, entourée des membres du CNS. Elle l'indique d'ailleurs explicitement lors du discours II :
- Il faut garder à l'esprit que les décisions sont issues d'un accord entre toutes les entités du pays au sein du Conseil national de Sécurité. C'est une collaboration forte qui s'est installée entre nous [...] et comme vous pouvez le constater [*indique les présents à la table*], nous sommes ici représentants du fédéral, des entités fédérées, régions et communautés.
- 18 Sophie Wilmès se montre comme membre d'une équipe, non seulement dans son positionnement dans l'espace, mais aussi dans son allocution et dans sa gestuelle : elle indique ses collègues de la main lorsqu'elle dit « comme vous pouvez le constater », forçant ainsi la caméra à dézoomer pour montrer tous les membres de l'équipe. C'est tout le contraire d'Emmanuel Macron, qui manifeste son statut en prononçant ses discours à l'Élysée, filmé en *close-up*⁶. La représentation visuelle de l'équipe belge autour d'une table sera publiée le lendemain dans les journaux⁷, ce qui contribue encore à la construction de l'*ethos* collectif unifié du gouvernement.
- 19 Un exemple supplémentaire de l'*ethos* d'union et de compromis construit dans la performance provient du discours I : la PM est flanquée, des deux côtés, par deux ministres-présidents mutuellement antagonistes, le représentant de la Région wallonne, Elio di Rupo (Parti Socialiste), et le représentant de la Région flamande, Jan Jambon (N-VA⁸). Les deux s'opposaient, lors de la réunion précédant au discours, autour de la question cruciale de la fermeture des écoles. Di Rupo, prenant la France pour modèle, était pour la fermeture, tandis que Jambon était contre. Le consensus adopté après de longues heures de discussion et de consultation était de suspendre les cours, mais de garder les écoles ouvertes comme garderies pour les parents travaillant dans les emplois indispensables et ne trouvant pas de solution pour la garde de leurs enfants. Le positionnement de la PM au centre, entourée de membres du gouvernement aux attitudes opposées, transmet un message fort d'unité. On ressent néanmoins la tension lorsqu'elle annonce les mesures concernant les écoles en ajoutant : « ça se passera comme ça, c'est la décision que nous avons prise », en regardant Jan Jambon, qui y était opposé, du coin de l'œil.
- 20 Certains journalistes voient dans la durée exceptionnelle de la réunion (ils attendent quatre heures dans la salle, et apprennent entre temps les mesures communiquées par Macron dans le journal de 20h) précédant le discours un signe de désaccord et de

conflit. Par exemple, le lendemain, l'éditorial de *La Libre Belgique* (journal de centre-droite, conservateur-catholique) critique le manque d'unité dans le gouvernement belge par rapport à la France, évaluée positivement : si en France, Macron a déjà détaillé toutes les mesures, en Belgique, dit l'éditorial, le Conseil national de Sécurité « a éprouvé les pires difficultés à définir des mesures pour tout le pays. Le Nord et le Sud n'ont pas la même lecture des événements : c'est la crise dans la crise » (van de Woestyne 2020).

- 21 Il y a toutefois aussi une réception positive de l'image d'unité que Wilmès entend projeter, surtout à partir du 18 mars, après son second discours : ainsi l'expression « compromis à la belge » figure, en français, le 13 mars et le 18 mars dans le quotidien flamand *Het Laatste Nieuws*, le journal le plus vendu en Belgique (env. 300.000). Le quotidien *La Dernière Heure - Les Sports* écrit, suite au discours II : « Pour la première fois depuis des lustres le pays donne une image d'unité » (Marneffe 2020), citant ensuite un collègue de Wilmès qui dit : « Elle recherche constamment le consensus, et ne casse jamais le dialogue ». Pour l'éditorial du *Soir* du 18 mars, Wilmès a donné, dans son discours, « l'image de l'unité » (Delvaux 2020). Même la rédaction du *Gazet Van Antwerpen*, journal régional anversois conservateur-catholique et provenant donc d'un camp politique très différent de la PM, écrit que la Belgique a choisi « la voie du bon sens », la règle du milieu et que le gouvernement agit en unité (Hendrikx 2020). Il apparaît que dans ce premier moment de la crise, caractérisé dans les *crisis studies* de fenêtre de temps où tous se « rallient autour du drapeau » (Boin et al. 2017 : 86), les médias se rallient derrière le gouvernement Wilmès chargé de gérer la crise.
- 22 L'unité chez Wilmès ne signifie pas manque de différends. Dans un entretien publié dans l'édition du weekend de *La Libre Belgique*, les journalistes posent explicitement la question du dissensus autour de la fermeture des écoles. A la question « Il y aurait une opposition entre Flamands et francophones sur l'opportunité de suspendre les cours dans les écoles. Est-ce juste ? » Wilmès répond en reformulant « opposition » en « discussions », ramenant la pratique de la discussion et du désaccord aux valeurs positives de la démocratie (Amossy 2014 : 13) :
- Y a-t-il eu des discussions sur les écoles ? Bien sûr. Y a-t-il eu des discussions sur l'Horeca [hôtels, restaurants, cafés] ? Bien sûr. Y a-t-il eu des discussions sur le respect des libertés ? Bien sûr. Mais ce qui compte à la fin, c'est que l'on puisse présenter ensemble des mesures avec l'adhésion de tous (Chardon et Gérard 2020 : 5).
- 23 Wilmès met l'accent sur l'« ensemble » et le « tous » et met donc en avant l'aspect collectif de l'autorité.

2.2. Autorité experte : collégialité

- 24 Wilmès souligne aussi, comme le font d'autres dirigeants politiques, la collaboration avec les experts virologues, lorsqu'elle note que « les décisions sont motivées par l'excellent travail fourni par nos scientifiques et nos experts médicaux et suivent attentivement la situation ici, mais aussi à l'étranger » (discours II). Dans l'entretien mentionné plus haut, Wilmès souligne encore sa confiance dans les experts, qu'elle désigne comme « des experts scientifiques de grande renommée, qui connaissent leur métier et qui ont démontré depuis le début de la crise qu'ils n'avaient pour nature ni d'exagérer la situation, ni de la minimiser » (Chardon & Gérard 2020 : 4). L'autorité des scientifiques est indiquée par leur désignation composée du nom « experts », de

l'adjectif « scientifique » et du groupe adverbial « de grande renommée », et par l'évocation de leur expérience professionnelle, au-delà de leur renom : ils « connaissent leur métier » et l'ont « démontré ». Elle légitime ainsi les mesures fortes demandées du public par l'appel à l'autorité de ces experts, lorsqu'elle poursuit : « Quand on travaille avec ce type de groupe, cela vous donne la conviction que, si on vous demande de prendre des mesures fortes, comme des entraves à la liberté, il faut le faire. Je suis sereine [...] » (*ibid.*).

- 25 Ici aussi, la question du dissensus et du désaccord – cette fois au sein de la communauté experte – est soulevée par les journalistes. Wilmès répond à nouveau en soulignant la force du groupe et la valeur positive de la dissonance et du débat lorsque celle-ci est accompagnée de respect, par le groupe adverbial « de manière collégiale ». La dissonance « fait partie de la démocratie », n'est donc nullement négative ni ne sape l'autorité des experts :

Vous trouverez toujours de experts avec des avis différents. C'est pour cela que nous reposons sur l'avis d'un groupe de scientifiques qui, de manière collégiale, vont proposer une série de mesures. [...] s'il y a sur les réseaux sociaux des voix dissonantes, cela fait partie de la démocratie (*ibid.*).

- 26 La collégialité des experts est mise en opposition avec les « voix dissonantes » des « réseaux sociaux », construisant une image plus unie du côté des experts⁹. Cette image de collégialité est reprise dans *Le Soir* du 18 mars, qui qualifie les mesures répétées la veille (discours II) de « décision collégiale [...] “motivée par le travail des scientifiques et des experts médicaux” » (Ponciau 2020). *Le Soir* cite encore une chercheuse de l'UC Louvain, Annalisa Casini, pour qui Wilmès a un comportement politique dans « le dialogue et la négociation, plutôt que dans l'opposition. Elle cherche le consensus et se profile comme suivant les recommandations des experts, ce qui conforte encore plus son aura » (« À l'écoute, diplomate, mais ne lui marchez pas sur les pieds », *Le Soir*, 21 mars 2020).
- 27 Cette manifestation de partage d'autorité et de coopération, tant au niveau fédéral, entre les différentes régions antagonistes, qu'entre politiques et experts, contribue au message d'unité que veut donner la PM. Elle attend, en effet, cette même unité des citoyens. Elle fait cela en construisant d'une part, dans son discours, une relation d'empathie, d'écoute, et de coopération entre le gouvernement et le peuple et, d'autre part, un sentiment de solidarité entre les citoyens.

2.3. Union entre Wilmès et le peuple : la construction d'un *ethos* empathique

- 28 Wilmès construit une relation d'union non seulement entre les décisionnaires, mais aussi entre elle-même et le peuple. Prenons comme exemple le discours II. Wilmès remercie d'abord de leur patience les journalistes qui ont dû attendre avant d'entrer dans la salle : « Je veux tout d'abord remercier les journalistes ici présents pour leur compréhension... Nous avons dû limiter l'entrée à la salle de presse, afin de pouvoir suivre les instructions le mieux possible, évidemment » (discours II, je traduis¹⁰). Elle montre ainsi qu'elle perçoit l'inconfort des journalistes et, en même temps, qu'elle ne s'exempte pas des règles de distanciation : elle donne l'exemple et se met au même niveau que tout le monde. Elle exprime ensuite de l'empathie envers les citoyens face aux mesures en vigueur depuis vendredi et les remercie de leurs efforts. Ce n'est

qu'après avoir établi ces relations que Wilmès annonce le renforcement des mesures. Elle termine par un renouveau de démonstrations d'empathie et de reconnaissance envers le public et le personnel soignant.

- 29 L'empathie, écrit Gérard Jorland (2004 : 20), consiste à « se mettre en place de l'autre sans forcément éprouver ses émotions » et constitue le fondement de l'éthique et du rapport à l'autre. Sur le plan langagier, dit Alain Rabatel (2013), le locuteur n'exprime pas directement ses émotions : il les impute à l'autre – celui avec qui il éprouve de l'empathie – et envisage les choses de son point de vue. Il prête ainsi sa voix à un autre pour envisager une situation à sa place. Ainsi, après l'annonce de nouvelles mesures ou la prolongation d'anciennes, Wilmès montre qu'elle voit les citoyens, ses interlocuteurs imaginés, dans leur détresse, et qu'elle reconnaît la difficulté des mesures qu'elle impose. Elle recourt au pronom personnel à la première personne au singulier (« je sais », « je suis consciente », « je vois ») et renforce ainsi plus encore le lien qu'elle cherche à établir entre elle-même et le peuple. Les illustrations suivantes sont toutes extraites du discours II :

Je suis consciente que les décisions que je viens d'énumérer sont très difficiles [...].

Je suis pleinement consciente de l'effort qui vous est demandé et je mesure sa difficulté

[...] je sais que c'est très difficile.

- 30 Cette attitude est remarquée par un journaliste du *Soir* (Bourton 2020) qui y voit une stratégie du discours de crise, selon laquelle « il faut d'abord être éducatif et empathique avant d'être répressif ». Dans la littérature de gestion de crise, l'empathie est effectivement recommandée au stade initial (Kuipers et 't Hart 2014 : 593-595 ; Reynolds & Seeger 2005 ; Seeger et al. 2020 : 402, 406). Que ce soit là un choix stratégique ou personnel de Wilmès, la presse remarque en tout cas son empathie et cela fait donc partie de son image. Ainsi, *Le Soir*¹¹ rapporte que « dans son entourage, on confirme la volonté de la Première de mettre l'accent sur l'empathie. Elle s'implique personnellement dans l'écriture à chaque fois et n'hésite pas à sortir de son texte pour partager ses sentiments ». *La Libre Belgique* remarque aussi, dans un article de profil de la PM, que « l'autorité de l'actuelle locataire du '16' se teinte d'empathie. [...] Adeptes du *soft power*, cette façon de convaincre en douceur, elle voulait envelopper les citoyens belges, leur montrer qu'ils n'étaient pas seuls » (Chardon 2020).
- 31 Wilmès se dépeint en position d'écoute des concitoyens : les règles ne sont pas rigides. Ceci démontre une attitude raisonnable, non-autoritaire, venant à la rencontre des besoins du peuple. Ainsi, lorsqu'elle annonce la fermeture des écoles, elle souligne qu'une option a spécialement été trouvée pour les parents qui travaillent et qui ne disposent pas de solution de garde pour les enfants en bas âge (étant donné que les grands-parents font partie de la population en danger et qu'il leur est interdit de garder leurs petits-enfants) : les écoles garderont ces enfants-là.
- Les cours sont suspendus. L'encadrement des enfants sera assuré *au moins* [elle *accentue*] pour les personnes qui travaillent eux-mêmes dans le domaine des soins, pour les enfants dont il n'est pas possible d'organiser une garde autre que par des personnes âgées. [...] Et quand je dis « au moins », ça veut dire qu'il ne s'agit pas d'une règle rigide, il s'agit de faire en sorte que [...] les parents qui se trouvent en difficulté soient quand-même rencontrés dans leur difficulté (discours I)
- 32 La « difficulté » des parents est donc reconnue et ils seront « rencontrés dans leur difficulté ». La flexibilité de la règle est soulignée dans le métadiscours : « quand je dis 'au moins', ça veut dire qu'il ne s'agit pas d'une règle rigide ». Cette réflexivité dans le

discours, cette flexibilité et cette reconnaissance des différentes situations individuelles construit l'image de quelqu'un qui est à l'écoute, qui voit ses concitoyens dans leur détresse.

2.4. Unité au sein du peuple : justification des mesures par l'appel à la solidarité

- 33 Sophie Wilmès construit son auditoire en tant que peuple solidaire de plusieurs manières.
- 34 Elle appelle explicitement à la solidarité à la fin de ses discours. Ainsi dans le discours I elle fait appel à « notre esprit de cohésion et notre solidarité » ; dans le discours II elle appelle à l' « entre-aide vis-à-vis de nos familles, vis-à-vis de de nos amis et de nos proches » et termine chaque discours par « Prenez soin de vous, prenez soin des autres ». Cette phrase sera d'ailleurs immédiatement reprise par les médias, par exemple dans la note du rédacteur en chef du *Soir* où il informe le public que la rédaction travaille à domicile : il termine sa note par « prenez-bien soin de vous et de vos proches » (Berti 2020).
- 35 Sophie Wilmès construit aussi son auditoire comme solidaire en soulignant le travail de ses membres pour le collectif, par le biais de l'expression de gratitude. C'est aussi un moyen de construire un lien avec les citoyens en reconnaissant chacun dans son effort :
- Je tiens à remercier le personnel soignant [...] des milliers d'hommes et de femmes sont inquiets [à cause du manque de masques], sont stressés, sont fatigués, mais malgré tout cela, ils et elles continuent à soigner les patients, et je les remercie du fond du cœur (discours III, je traduis).
- Je salue également toutes les personnes qui font fonctionner ce pays au quotidien. [...] Que vous soyez conducteur de bus, agent de police, [...] employé dans un magasin alimentaire ou travaill[eur] dans un service de sécurité [...] votre rôle est essentiel dans notre société et nous vous remercions aussi pour votre travail (discours III).
- 36 L'usage du « je » (« je tiens à remercier », « je salue ») établit un lien personnel entre Wilmès et le peuple, tandis que l'usage du « nous » (« nous vous remercions »), dans le deuxième extrait, attire l'attention sur l'aspect collectif et solidaire de leur effort (« votre rôle est essentiel dans notre société »). Elle fait également appel aux médias : « je vous encourage vous aussi les médias [...] à contribuer à limiter la propagation du virus » (discours I), et les inclut ainsi dans l'effort collectif.

3. Rationalisme et pragmatisme

3.1. Évitement de la rhétorique de guerre

- 37 Les arguments avancés par Wilmès afin de justifier les mesures sont majoritairement de nature rationnelle et pragmatique. Elle ne fait pas appel aux émotions : ni à la peur, ni aux analogies avec les attentats terroristes de 2015, ni aux métaphores de guerre, ces dernières pourtant très présentes dans les discours politiques et médiatiques liés à la Covid-19 à travers le monde (Benziman 2020, Castro Seixas 2021, Dada et al. 2021, Musolff 2022, Wodak 2021). Cet évitement est d'ailleurs immédiatement remarqué et commenté dans les médias. Ainsi *Le Soir* du 19 mars rapporte :

Lors de sa conférence de presse d'annonce des mesures renforcées pour lutter contre le coronavirus, la Première ministre n'a jamais prononcé les mots *lockdown* ou confinement. [...] Reste un troisième terme soigneusement évité. Le mot guerre, utilisé à foison par Emmanuel Macron dans son allocution. La Première ministre, nous dit-on, [...] a voulu l'éviter. « Elle estimait que ce n'était pas à propos. Elle sentait que le besoin de la population n'était pas de se sentir encore plus attaquée. Elle a voulu travailler dans un registre plus rassurant, empathique », nous dit-on à bonne source (Demonty 2020).

38 Le registre et l'argumentation rationnelle peuvent être dus à trois facteurs :

39 **1)** Le style personnel de Wilmès : ainsi la presse rapporte l'évitement de la rhétorique de guerre comme un choix personnel de Wilmès (Demonty 2020) et parle d'un « style Wilmès », souvent en comparaison avec Macron :

La crise du coronavirus a mis en lumière un style Wilmès, une manière d'exercer le pouvoir. Emmanuel Macron parle de guerre dans une allocution solennelle, la Première ministre belge adopte volontairement un ton pédagogique, bienveillant, raisonnable (Chardon 2020).

Elle n'est pas dans le registre de la culpabilité ou du vocabulaire belliqueux d'un Emmanuel Macron par exemple » (« À l'écoute, diplomate, mais ne lui marchez pas sur les pieds, *Le Soir*, 21 mars 2020).

40 **2)** Une politique genrée¹² : les comparaisons *a contrario* avec Macron (cf. *La Dernière Heure-Les Sports* 2020) invitent aussi à poser un regard genré sur la question de l'évitement du registre de guerre. Un article de profil de *La Libre Belgique* interprète son style politique comme féminin : l'article commence par la comparer à Margaret Thatcher, en citant cette dernière, qui disait : « En politique, si vous voulez des discours, demandez à un homme. Si vous voulez des actes, demandez à une femme ». Cette formule, dit le journaliste, conviendrait parfaitement à Wilmès qui « n'apprécie ni les slogans qui font mal, ni l'idéologie qui corsète » (Chardon 2020). Le journaliste poursuit encore : « Elle a une réelle touche féminine » et « [l]a cheffe du gouvernement fédéral est aussi la maman de trois enfants » (*ibid.*). Cette couverture journalistique interprète donc son style de communication politique comme féminin (v. aussi De Maet 2020).

41 Une recherche menée par Dada et al. (2021) sur un corpus de la même période, mars 2020, et composé des discours politiques de chefs d'États au sujet de la Covid-19 sous l'angle du genre montre qu'il y aurait, en effet, un « discours politique féminin » du coronavirus. Cette analyse de 122 discours politiques de dix femmes et dix hommes dirigeants politiques liés aux mesures de la Covid-19, avec 61 discours pour chaque camp, conclut que les femmes recouraient significativement moins à la rhétorique de guerre et se concentraient plutôt sur l'expérience quotidienne des citoyens. L'article dans le présent numéro traitant d'Angela Merkel (Siess et Amossy 2022) montre également combien celle-ci a mis en valeur l'élément humain, insistant sur les difficultés au quotidien en s'incluant parmi ses concitoyens.

42 **3)** La culture politique belge : celle-ci est marquée par le pragmatisme et le rationalisme (Vandermotten 2020 : 121). Ainsi, dans le registre du discours de crise, Wagener (2018) a comparé les discours post-attentats de dirigeants français et belges en 2015 et 2016 et a remarqué que le discours de l'exécutif belge, en comparaison avec son voisin français, était exempt d'une rhétorique patriotique ou guerrière et se focalisait au contraire sur le vivre-ensemble et les victimes. On pourrait prudemment envisager une culture politique de communication de crise centrée sur le pragmatique et le compromis plutôt que sur les métrarécits.

3.2. Les phases : pour une programmation rationnelle

- 43 Une des manières de maintenir le calme est de montrer que tout se poursuit d'après le plan établi, soit par les « phases » pensées à l'avance par le Centre de crise. Ainsi Wilmès présente la situation de crise comme étant « sous contrôle », là où une situation de crise, par définition, est chaotique, imprévisible et inquiétante. Elle dit, à chaque fois, dans quel stade anticipé l'on se trouve et à quelle étape, prévue selon un plan d'action rationnel, correspondent les nouvelles mesures.

Nous restons, sur le plan sanitaire, en phase 2. La phase 2 [...] c'est bien la phase où nous essayons de contenir la dispersion et la multiplication du virus dans notre pays. (discours I)

Si certains peuvent s'interroger sur la pertinence des mesures prises il y a quelques jours, [...] eh bien je pense que c'est la démonstration que l'on rentre parfaitement dans la dynamique que l'on s'est instaurée, à savoir : monitorer en temps réel la situation et prendre immédiatement les réponses nécessaires, efficaces et proportionnées au moment venu (discours I).

- 44 « On rentre parfaitement dans la dynamique que l'on s'est instaurée » s'oppose au manque de contrôle et à la perte de repères que provoquent la pandémie et les mesures de distanciation, qui bouleversent le quotidien et les valeurs démocratiques essentielles. De plus, l'incessante modification des mesures se présente ainsi, non pas comme un signe de chaos, un manque de planification ou de leadership mais, au contraire, comme une attitude rationnelle, pragmatique et efficace qui suit la situation de près et la gère en temps réel. Les adjectifs « nécessaires, efficaces et proportionnées » marquent un discours rationnel et pragmatique.

3.3. Arguments pragmatiques

- 45 Pour établir l'autorité de ses mesures et renforcer la sienne propre, Wilmès recourt le plus souvent à une argumentation pragmatique, soit l'argumentation par les conséquences favorables ou défavorables de certaines actions ou règles. Elle recourt aux données du « terrain », aux chiffres, à la réalité quotidienne, elle reste terre-à-terre plutôt que mue par de grands principes.
- 46 Lorsqu'elle s'adresse spécifiquement aux jeunes, par exemple¹³, qui organisent des fêtes illégales et se contaminent en conséquence, elle recourt à un argument pragmatique, selon lequel la « réalité » montre que les jeunes sont également affectés par la maladie. Cet argument est présenté comme contre-argument au cadre narratif du « jeune invincible » : [L]es « lockdown parties » [...] ont des conséquences sanitaires importantes [...] Quand on est jeune, on se sent invincible, mais aujourd'hui on a, en soins intensifs, des jeunes, aussi. C'est une réalité [...] (discours III).
- 47 Ou bien, en s'adressant aux « seniors », elle donne des conseils pratiques pour le quotidien :

Nous avons des personnes âgées qui sont seules à la maison, et nous leur conseillons, nous insistons qu'ils restent à la maison. Et s'ils doivent faire des courses, s'ils doivent vraiment faire des courses, ils doivent essayer de le faire, s'il-vous-plaît, à un moment de la journée où il y a peu de monde (discours I).

- 48 Wilmès reste dans le terre-à-terre, elle veut s'assurer que son message sera bien compris. Elle justifie et explicite les mesures, les traduisant en termes de situations réelles et quotidiennes :

[J]e tiens à préciser que l'objectif est bien de rester en mouvement et de ne pas s'installer, par exemple, dans les parcs pendant des heures. [...] Il ne s'agit donc pas, non plus, de se rendre par exemple dans les Ardennes ou à la mer pour la journée (discours III).

4. Construction de l'auditoire comme miroir de l'*ethos*

4.1. Construction d'un auditoire hétérogène

- 49 Nous avons vu plus haut comment Wilmès construit un auditoire solidaire à travers son *ethos* d'unité. Or Wilmès construit, en même temps, un auditoire hétérogène. Seeger *et al.* (2020 : 409) rappellent qu'il est important, pour l'efficacité de la communication de crise, de prendre en compte des facteurs contextuels liés à l'hétérogénéité de la population à laquelle on s'adresse. Wilmès construit un auditoire hétérogène de plusieurs manières. On a vu au fil des exemples analysés plus haut comment elle s'adresse séparément, dans ses discours, à des tranches différentes de la population : aux jeunes parents (section 2.3), aux travailleurs essentiels (section 2.4), aux personnes âgées et aux jeunes (section 3.3).
- 50 Une autre dimension de l'auditoire hétérogène que construit Wilmès se réfère à sa rationalité et sa capacité de comprendre ce qui est attendu de lui. D'une part, le recours exclusif aux arguments rationnels construit l'image d'un auditoire composé d'individus responsables et capables de jugement. D'autre part, des rappels constants et des explications parfois excessives suggèrent un auditoire quelque peu infantilisé : c'est cette hétérogénéité que nous analyserons dans ce qui suit.

4.2. Un auditoire rationnel

- 51 Comme l'arrêt et le contrôle de la propagation du virus dépendent du comportement des citoyens et qu'il est plus efficace qu'ils soient informés et qu'ils comprennent la portée de leurs actes que de contrôler à l'aide d'amendes, l'accent est mis sur la coopération civile fondée sur leur compréhension de la situation.
- 52 C'est pourquoi Wilmès fait appel à la responsabilité individuelle de tout un chacun :
- [N]ous devons montrer [...] notre capacité à prendre nos responsabilités (discours I).
- Dans cette situation, je fais appel à la vigilance et à la responsabilité de chacun [...], chacune et chacun à son niveau [...] – et je vous encourage vous aussi les médias de le faire dès que vous le pourrez – je vous encourage à contribuer à limiter la propagation du virus [...] (discours I).
- [...] je veux m'adresser à la population belge. À chacun d'entre vous. Je veux vous remercier, vous, qui prenez part de votre propre manière à l'effort collectif et national belge. Vous, qui respectez les mesures, qui ont été prises pour vous protéger, vous et vos êtres aimés. Le succès de notre lutte contre le Covid-19 est irrémédiablement lié à l'effort personnel de chacune et chacun d'entre nous (discours II).
- Je sais que vous ne manquez pas de volontarisme et de courage. Je le vois au quotidien (discours II).

- 53 Cet accent mis sur la responsabilité individuelle, « l'effort personnel » de tout un chacun, comme les arguments rationnels déployés vus plus haut, construisent un auditoire capable de raisonnement et de prise de responsabilité individuelle.

4.3. Un auditoire puéril

- 54 Si l'appel à la vigilance et la coopération de la population par des arguments rationnels construit l'image d'un auditoire responsable et capable de mener à bien ce qu'on attend de lui, Wilmès adopte aussi un ton pédagogique, marqué par des connecteurs comme « donc », des adverbes explicatifs comme « bien », ou des verbes comme « préciser », « expliquer », ou « rappeler » :

L'objectif de ces mesures est bien d'éviter que des personnes qui n'ont pas de raisons de rentrer en contact entre elles ne le font pas, et donc d'éviter que le virus ne se propage entre ce qu'on appelle les communautés sociales¹⁴ (discours I).

- 55 Ainsi, lorsqu'elle annonce que les écoles accueilleront les enfants des travailleurs essentiels, elle explique : « Je vous rappelle que le groupe à risque important, c'est bien les personnes âgées. L'idée, ce n'est pas que ces enfants soient gardés par leurs grands-parents » (discours I). Elle continue :

Ce n'est évidemment pas l'objectif. [...] vous vous souviendrez que l'objectif est le suivant : d'une part, ralentir la dispersion du virus pour permettre à nos services de soin d'absorber [*soulignant ce mot par une prononciation exagérée et la gestuelle*] la demande de soin. Dès lors, nous avons vraiment besoin de l'entièreté du personnel disponible (discours I).

- 56 Le ton pédagogique, marqué par l'explication et la répétition (« je vous rappelle que », « vous « vous souviendrez que ») et des modalisateurs comme « évidemment », « vraiment » peuvent facilement glisser vers un ton paternaliste. Ainsi dit-elle dans le premier discours :

La phase deux, on vous l'a déjà plusieurs fois expliqué, c'est bien la phase où [...] [...] je l'ai déjà répété, on ne le répétera jamais assez - [...] je vous encourage à contribuer à limiter la propagation du virus en respectant des règles *simples* [*elle souligne « simple » d'un mouvement de la main*] en matière d'hygiène personnelle, par exemple (discours I).

- 57 Ce ton qui peut glisser au paternalisme construit un auditoire qui ne comprend qu'à force de répétitions et d'explications, or les médias l'interpréteront de manière positive étant comme maternelle. Ainsi Wilmès est citée dans une interview comme expliquant le coronavirus à la population belge comme elle le fait avec ses propres enfants : « Elle a choisi d'expliquer les mesures aux citoyens clairement, comme elle l'aurait fait en parlant à ses filles » (Marneffe 2020). Un autre article qualifie Wilmès de « Mère de la nation » (de Maet 2020), s'adressant aux Belges d'un ton « quasiment maternel, rigoureux mais bienveillant », d'une « voix ferme mais douce », « loin d'un Emmanuel Macron répétant “nous sommes en guerre” ».

Conclusion

- 58 Nous montrons que, contrairement à un Macron ou une Merkel, qui jouissent d'un *ethos* préalable d'autorité auprès de leurs publics, Wilmès ne recourt pas à un quelconque charisme, aux grands récits ni aux idéologies, mais maintient un registre de réalisme pragmatique, en accord avec la culture politique belge. L'analyse dévoile en effet que la

PM évite tout *pathos* ; elle utilise des arguments rationnels et pragmatiques et reste centrée sur la vie quotidienne des citoyens.

- 59 Face à une réalité politique belge de division Nord/Sud, Wilmès fait néanmoins appel à un *ethos* collectif d'union à plusieurs niveaux : (1) au niveau fédéral, entre les différentes communautés et régions ; (2) au niveau des preneurs de décisions, dans la relation politiques-experts ; (3) au niveau de la relation entre elle-même et la population, par le biais de l'expression d'empathie ; et (4) au niveau de la population, par l'appel à la solidarité.
- 60 Elle compense son déficit initial de légitimité en montrant un corps gouvernemental uni et fortement soudé, au-delà des quelques dissensions qui font l'objet d'une délibération démocratique, et en se construisant en représentante d'un peuple qu'elle comprend et auquel elle manifeste son empathie. Ce recours à l'empathie rapproche Wilmès de Merkel, et la possibilité d'un discours politique genré du coronavirus et de crise en général a été envisagée. Wilmès construit l'autorité de ses mesures et ce faisant de sa propre personne en avançant des arguments rationnels, plus particulièrement l'argument par la conséquence (ou pragmatique), et en les fondant sur des valeurs partagées de solidarité. Elle se construit ainsi un *ethos* de dirigeante raisonnable, avisée et soucieuse d'éthique. Le recours à la peur par la métaphore de la guerre ou par l'analogie avec le terrorisme est soigneusement évité. Ceci démarque Wilmès d'Emmanuel Macron et est peut-être dû à la culture belge, qui favorise un réalisme pragmatique au détriment des idéologies et des grands récits.
- 61 Wilmès construit, par ses stratégies discursives, un auditoire hétérogène : d'une part solidaire, mais découpé en différents groupes sociaux ; d'autre part, composé d'individus responsables, dotés de raison et de jugement, mais aussi nécessitant un ton pédagogique, caractérisé par les répétitions, les explications et les illustrations. Son autorité s'appuie alors sur l'image d'une mère de la nation.
- 62 Les médias produisent majoritairement une couverture positive des discours de Wilmès à ce stade de la pandémie, soulignant son goût du consensus, du compromis et du dialogue : la PM parvient donc à construire avec succès un *ethos* collectif d'unité, du moins tel que le perçoivent et le reproduisent les médias. Son ton pédagogique sera interprété comme maternel, empathique et bienveillant, par opposition au discours distancié, paternel et belliqueux de Macron.
- 63 Finalement, nous avons considéré et proposé la culture politique belge comme une condition plausible de la construction d'une autorité collective face à la crise, ainsi qu'un *ethos* collectif d'unité et le maintien d'un réalisme pragmatique dans la stratégie argumentative.

BIBLIOGRAPHIE

Amossy, Ruth. 1999. « La notion d'*ethos* de la rhétorique à l'analyse de discours », Amossy, R. (éd.). *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos* (Lausanne : Delachaux et Niestlé), 9-30

- Amossy, Ruth. 2014. *Apologie de la polémique* (Paris : PUF)
- Angebot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal: Université McGill)
- Arendt, Hannah. 1966. *Between Past and Future: Six Exercises in Political Thought* (New York: Meridian Books)
- Baider, Fabienne et Maria Constantinou. 2022. "Are healthcare political responses gendered? A case study of several European leaders", Musolff, Andreas *et al.* (Eds.). *Pandemic and Crisis Discourse. Communicating COVID-19 and Public Health Strategy* (London: Bloomsbury) 285-306
- Benziman, Yuval. 2020. « "Winning" the "Battle" and "Beating" the COVID-19 "Enemy": Leaders' Use of War Frames to Define the Pandemic » , *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology* 26-3, 247-256 [En ligne] 10.1037/pac0000494
- Boin, Arjen, Paul 't Hart, Eric Stern & Bengt Sundelius. 2017 [2005]. *The Politics of Crisis Management: Public Leadership under Pressure* (Cambridge: Cambridge U. P.)
- Castro Seixas, Eunice. 2021. « War Metaphors in Political Communication on Covid-19 », *Frontiers in Sociology*, Online 25 January 2021 [En ligne] 10.3389/fsoc.2020.583680
- Dada, Sara, Henry Charles Ashworth, Marlene Joannie Bewa & Roopa Dhatt. 2021. « Words matter: political and gender analysis of speeches made by heads of government during the COVID-19 pandemic », *BMJ Global Health* [En ligne]10.1136/bmjgh-2020-003910
- Faniel, Jean & Caroline Sägers. 2020. « La Belgique entre crise politique et crise sanitaire (mars-mai 2020). *Courrier Hebdomadaire du CRISP* 2447, 5-46 [En ligne] 10.3917/cris.2447.0005
- Jorland, Gérard. 2004. « L'empathie, histoire d'un concept », Berthoz, Alain & Gérard Jorland (éds). *L'empathie* (Paris : O. Jacob), 19-51
- Kjeldsen, Jens E., Ragnhild Mølster & Øyvind Ihlen. 2022. "Expert uncertainty: Arguments bolstering the ethos of expertise in situations of uncertainty", Oswald, Steve *et al.* (Eds.), *The Pandemic of Argumentation* (Springer) 85-103. DOI: 10.1007/978-3-030-91017-4
- Kuipers, Sanneke & Paul 't Hart. 2014. « Accounting for crises ». Rhodes, R. A. W. & P. 't Hart (éds). *Oxford Handbook of Political Leadership* (Oxford: Oxford U. P.), 589-602
- Musolff, Andreas. 2022. "War against COVID-19: Is the pandemic as war metaphor helpful or hurtful?", Musolff, Andreas *et al.* (Eds.), *Pandemic and Crisis Discourse. Communicating COVID-19 and Public Health Strategy* (London: Bloomsbury), 307-320
- Rabatel, Alain. 2013. « Écrire les émotions en mode emphatique », *Semen* 35 [En ligne] 10.4000/sem.9811
- Reynolds, Barbara & Matthew Seeger. 2005. « Crisis and emergency risk communication as an integrative model », *Journal of Health Communication* 10-1, 43-55 [En ligne]10.1080/10810730590904571
- Rosenthal, Uriel, Michael T. Charles & Paul 't Hart (Eds.). 1989. *Coping with Crisis : The Management of Disasters, Riots, and Terrorism* (Springfield, IL: Charles C. Thomas)
- Sadoun-Kerber Keren et Stéphane Wahnich. 2022. « Emmanuel Macron face au Covid-19 : un président en quête de réparation d'image », *Argumentation & Analyse du Discours* 28
- Seeger, Matthew, Barbara Reynolds & Ashleigh M. Day. 2020. "Crisis and emergency risk communication: Past, present, and future", Frandsen, Finn & Winni Johansen (éds), *Crisis Communication* (Boston/Berlin: De Gruyter Mouton), 401- 418

Service public fédéral belge. (2020). « Pouvoirs publics », *Belgium.be*. https://www.belgium.be/fr/la_belgique/pouvoirs_publics

Siess, Jürgen et Ruth Amossy. 2022. "Légitimité démocratique et autorité en temps de Corona : L'allocation à la nation d'Angela Merkel (18 mars 2020)", *Argumentation et Analyse du Discours* 28

Vandermotten, Christian. 2020. *La Belgique* (Paris : PUF)

Wagener, Albin. 2018. « Réactions post-attentats en France et en Belgique : étude comparative des discours de l'exécutif politique », *Mots. Les langages du politique* 116, « Dire ou ne pas dire la race aujourd'hui ». DOI : 10.4000/mots.23080

Weber, Max. 1970. "Politics as a Vocation", H.H. Gerth & C. Wright Mills (Eds.) *From Max Weber: Essays in Sociology* (London: Routledge)

Wodak, Ruth. 2021. "Crisis communication and crisis management during COVID-19", *Global Discourse* 0:0, 1-20. DOI : 10.1332/204378921X16100431230102

Corpus cité

« À l'écoute, diplomate, mais ne lui marchez pas sur les pieds ». 2020. *Le Soir*, 21 mars, p. 10

Berti, Christophe. 2020. « La rédaction du « Soir » en télétravail complet » (Éditorial). *Le Soir*, 19 mars, p. 2

Bourton, William. 2020. « Communication de crise. Transparence et empathie », *Le Soir*, 19 mars, p. 3

Chardon, Frédéric. 2020. « Le syndrome de la pelote de laine ». *La Libre Belgique*, 21 mars, p. 3

Chardon, Frédéric & Laurent Gérard. 2020. « Les mesures adoptées seront-elles suffisantes ? Je pense que oui. Entretien avec Sophie Wilmès », *La Libre Belgique*, 14 mars, p. 4-5

« Compromis à la belge ». 2020. *Het Laatste Nieuws*, 13 mars, p. 2

De Maet, Géry. 2020. « La Mère de la nation », *La Dernière Heure - Les Sports*, 29 mars, p. 1

De. S. 2020. « La Belgique prend des mesures historiques pour lutter contre le coronavirus », *La Libre Belgique*, 13 mars, p. 2-3

Delvaux, Béatrice. 2020. « Restez bien chez vous : home safe home » (Éditorial). *Le Soir*, 18 mars, p. 1

Demonty, Bernard. 2020. « Pourquoi Sophie Wilmès a évité les termes "lockdown" et "confinement" », *Le Soir*, 19 mars, p. 3

« Fédéral et Régions resserrent les rangs ». 2020. *La Libre Belgique*, 3 mars, p. 2

Het Laatste Nieuws. 2020. « Macron parle d'une France "en guerre" et veut rassurer le monde économique ». *La Libre Belgique*, 17 mars, p. 13

Hendriks, Dirk. 2020. « Softe lockdown, nog geen meltdown », *Gazet Van Antwerpen*, 18 mars, p. 2

Marneffe, Adrien de. 2020. « Sophie Wilmès, la bonne personne à la bonne place », *La Dernière Heure - Les Sports* (Namur Luxembourg), 19 mars, p. 12

Ponciau, Ludivine. (avec A.-S. L., P. MA, MA D.). 2020. « La Belgique se claquemure en pariant sur une mobilité fortement limitée », *Le Soir*, 18 mars, p. 2-3

Van de Woestyne, Francis. 2020. « Caffouillages » (Éditorial), *La Libre Belgique*, 13 mars, p. 56

Wilmès, Sophie. 2020a. Conseil national de sécurité. 12 mars 2020, 22h30 [En ligne] https://www.rtf.be/info/belgique/detail_coronavirus-suivez-la-conference-de-presse-du-gouvernement-federal-en-direct-video?id=10455207

Wilmès, Sophie. 2020b. Conseil national de sécurité. 17 mars 2020 [En ligne] <https://www.youtube.com/watch?v=ZLJO17OePc8>

Wilmès, Sophie. 2020c. Conférence de presse. 27 mars 2020 [En ligne] <https://www.youtube.com/watch?v=SJGMLVgS-WA>

NOTES

1. Van de Woestyne (2020).
2. « Fédéral et Régions resserrent les rangs », *La Libre Belgique*, 3 mars 2020.
3. Ainsi le bourgmestre d'Anvers, Bart de Wever, refuse de suivre les recommandations du fédéral (Faniel et Sägers 2002 : 15).
4. Le CNS comprend les ministres fédéraux pertinents et les ministres-présidents des régions et des communautés. Il est conseillé par le Comité fédéral d'Experts, parmi lesquels figure le Ceval, abréviation de « cellule d'évaluation ».
5. Nous distinguons ici l'*ethos* préalable de l'*ethos* discursif (Amossy 1999). L'*ethos* préalable est l'image que se fait l'auditoire de l'orateur avant son discours, l'*ethos* discursif est l'image que l'orateur donne de lui-même à travers son discours.
6. <https://youtu.be/uSZFA0xLQsQ> (consulté le 10 mars 2022). Pour une analyse de la construction de l'autorité personnelle d'Emmanuel Macron, voir Sadoun-Kerber et Wahnich (2022) dans ce numéro.
7. « Compromis à la belge », *Het Laatste Nieuws*, 13 mars 2020 ; *De Standaard* 2020.
8. Parti flamand conservateur et séparatiste, promouvant une Flandre indépendante.
9. Pour la construction d'un *ethos* de crédibilité et de l'autorité experte en temps de pandémie par l'invocation des réseaux experts, voir Kjeldsen *et al.* (2022).
10. Wilmès alterne dans ses discours entre le français et le néerlandais. Je traduis tout au long de l'article en français quand cela est nécessaire.
11. « À l'écoute, diplomate, mais ne lui marchez pas sur les pieds », *Le Soir*, 21 mars 2020.
12. Pour une discussion d'une politique genrée, voir Baider et Constantinou (2022).
13. Deux semaines après une vidéo spécialement adressée aux jeunes, publiée sur sa page Facebook le 15 mars 2020.
<https://www.facebook.com/494853240530488/videos/2241947696113434/>
14. Ce qui plus tard sera appelé les « bulles sociales ».

RÉSUMÉS

Nous analysons les discours de la Première Ministre belge Sophie Wilmès au cours du mois de mars 2020, au début de la crise sanitaire du Coronavirus, ainsi que sa couverture médiatique. Nous examinons par quels moyens rhétoriques la PM construit son autorité et la légitimité des mesures sanitaires imposées au public, en prenant en compte le contexte particulier de la culture

politique belge. Wilmès construit un *ethos* collectif d'unité au niveau fédéral et expert, établit un lien d'empathie avec la population et appelle à la solidarité. Elle évite le *pathos* et la métaphore de guerre, utilise des arguments rationnels et construit un auditoire hétérogène.

We analyze Belgian PM Sophie Wilmès first three speeches related to the Covid restrictions in March 2020 as well as their press coverage. The rhetorical strategies deployed to foster authority and legitimacy in times of crisis are examined in the context of Belgium's political culture of pragmatic realism in the face of a divided federal polity. Wilmès constructs a united collective *ethos* by displaying a shared authority at the federal and decision-making level, expressing empathy with the population, and appealing to solidarity. She avoids *pathos* and the war metaphor, uses rational arguments, and constructs a complex audience.

INDEX

Mots-clés : autorité, Belgique, communication de crise, politique genrée, légitimité

Keywords : authority, Belgium, crisis communication, gendered politics, legitimacy

AUTEUR

IRIT KORNBLIT

Université Hébraïque de Jérusalem et Kulturwissenschaftliches Institut Essen

Rhetorical strategies of legitimacy and authority in times of Covid-19: The case of Belgian PM Wilmès

Stratégies rhétoriques de légitimité et d'autorité en temps de Covid-19: Le cas de la PM belge Wilmès

Irit Kornblit

Introduction

- 1 In Belgium, the Covid-19 crisis breaks out in the middle of another, political crisis, as the country has been functioning under a minority interim government for the last two years.¹ Sophie Wilmès, the first woman to ever hold the post of Prime Minister in Belgium, is at the head of this government. Appointed four months earlier by her predecessor Charles Michel when he assumed the presidency of the European Council, she is a virtually unknown figure. One can thus only assume that her starting point, in terms of legitimacy and personal authority, is not as optimal as that of her geopolitical neighbors, Emmanuel Macron and Angela Merkel.
- 2 We undertake a rhetorical analysis of the discursive construction of authority and legitimacy in a situation of political crisis. We explore the following questions: How does Sophie Wilmès construct and reinforce her legitimacy and establish that of the strict Covid-19 measures in her discourse? How does she build a discursive *ethos* of authority when the public barely knows her, in order to get the citizens' cooperation? How does Belgian political culture, characterized by multiple linguistic and cultural communities requiring large and multi-coloured coalitions, inform this construction of legitimacy and authority? Finally, Belgium being geographically a small country, how does Wilmès position herself discursively vis-à-vis her more dominant and long-known political neighbors, Emmanuel Macron and Angela Merkel?
- 3 The corpus we are analyzing is composed of Wilmès' first three speeches broadcast on television, announcing the social distancing measures at the federal level in March

2020. To evaluate their effectiveness with the audience, we also analyzed the press coverage of these speeches in the Belgian, national and regional written press, in Dutch and in French, looking for their reception, evaluation, and interpretation in the media.

- 4 The methodology used here combines rhetorical argumentation and discourse analysis with the study of crisis communication. In addition, we pay special attention to cultural context and gender, taking into consideration Belgian's political culture of pragmatism and Wilmès' gender as a woman politician.

1. Political culture in Belgium

- 5 Belgium is a federal state made up of three regions:² the Flemish Region (57.6% of the population), the Walloon Region (31.9%) and the Brussels Capital Region (10.5%). Three communities cross or overlap these regions according to a linguistic-cultural division: the Flemish, French and German-speaking communities. Each of these federated entities has its own parliament and government. The government and parliament at the federal level do not have exclusive power over the federated entities, but nevertheless retain certain powers, including the management of public health (Belgian Federal Public Service 2020).
- 6 Belgian federalism is complex and fragile (Vandermotten 2020: 4): Flanders and Wallonia are at odds with each other on many issues, to the point that it has become impossible to form a government without a coalition of several antagonistic parties. This reality has given rise to the pragmatic political culture of “Belgian-style compromise” or *compromis à la belge*, which is characterized by so-called “rainbow” or “Vivaldi” governments (Faniel & Sägerser 2020: 7, n. 4). However, at the outbreak of the health crisis, an interim minority government had been in operation for almost two years because of the impossibility of forming a negotiated government. The national motto, “Unity is strength”, then appears “out of step with reality” (Vandermotten 2020: 18) In the face of this institutional crisis, Wilmès' rhetorical strategy was characterized by a call for unity, which was staged both in her performance and in her speech.

1.1. March 2020, “the crisis within the crisis”³

- 7 The World Health Organization (WHO) announced a global state of emergency on January 30, 2020. On March 1, the first Belgian citizen tested positive for coronavirus. The next day, PM Wilmès forms an extraordinary committee composed of the minister-presidents of Belgium's regions and communities.⁴ Although Federal Health Minister Maggie De Block still mentions “mild flu” at the March 5 plenary session, the following week, the atmosphere changes and the government finally “recommends,” on March 9, gatherings of less than 1000 people, and working from home at the national level. “Recommends,” because the federal government is not yet invested with the legislative power allowing it to really prohibit at the national level and governors and mayors may still decide on the measures enforced in their areas of jurisdiction according to what they see fit⁵ (Faniel & Sägerser 2020: 15).
- 8 On March 11, the National Security Council (CNS)⁶ is formed for the first time since the Brussel's 2015 terror attacks. This analogy says a lot about the crisis involving forces that seem unpredictable and uncontrollable. The next day, the first deaths are announced (three dead, 399 sick), the Council holds its first meeting, and the PM

delivers her first speech. We analyze this speech of March 12 (speech I) announcing the social distancing measures, which include the continued teleworking, the closing of schools, and of shops during the weekend. We will also analyze the speech of March 17 (speech II), day of the formation of a new executive government Wilmès II. This speech announces the legislative validity of the previously “recommended” measures and thus includes sanctions for the first time, as well as the closing of non-essential stores on weekdays. Lastly, the speech of March 26 (speech III), when the Wilmès II government receives new executive powers by the House of Representatives, announces the extension of the measures by two times two weeks, i.e., one month.

2. Theoretical framework and methodology

2.1. Authority, legitimacy and rhetoric

- 9 According to Max Weber (1970: 78), the States power’s legitimacy is based on three types of authority: 1) tradition, 2) the political leader’s personal charisma, and 3) the law (giving the State the right to exercise violence and domination over its citizens). Authority is therefore an implicit contract between the dominant and the dominated, based on legitimacy. “Authority is a legitimized power,” Hannah Arendt writes (1966: 97), a definition that Marc Angenot also adopts (2013: 8). However, authority excludes, for these scholars, physical force and coercion (Angenot *ibid.*, Arendt 1966: 93) and is, on the contrary, linked to trust, credibility, and credit, based on reason (*ibid.*: 6, 10). Nothing forces us to accept it, except the citizen’s free reasoning and *doxa*. One could argue, as does Arendt (93), that authority, being based on hierarchy, excludes the need for persuasion. However, the need to justify the adopted measures in the eyes of the citizens so that they accept them willingly, to inspire them with confidence and to give oneself credibility, places the verbal construction of authority in the field of rhetoric. The same goes for legitimacy: not only does the leader need to manifest it in the accredited institutional forms; for her legitimacy to be recognized, she needs to show that she respects public welfare and the community’s values, in this case democratic values.

2.2. Legitimacy in times of crisis

- 10 Legitimation is linked to institutional practices and the justification of the institutional order (Berger & Luckmann 1966: 111, van Leeuwen 2007: 92). But what happens to institutional legitimacy in times of crisis? We define a state of crisis as a situation where “policy makers experience a serious threat to the basic structures or the fundamental values and norms of a system, which under time pressure and highly uncertain circumstances necessitates making vital decisions” (Rosenthal *et al.* 1989: 10, see also Boin *et al.* 2017: 5). In a democratic setting, the right to life, the right to freedom of movement and the right to social interaction are fundamental values threatened during the Covid-19 crisis and the measures that accompany it. It is therefore not surprising that, for Boin *et al.* (3), crises fatally undermine the legitimized measures perceived as opposed to democratic values.
- 11 In crisis communication, one of the duties of political leaders is to calm people down and reinspire confidence in the system at a time of collective stress (*ibid.*). The leader

must communicate clearly in a situation of an acute lack of information and uncertainty. One way to do this is through meaning making—offering citizens a framework for the situation, a convincing, effective, and inspiring “persuasive message” (*ibid.*: 15, 80). This message should be factually correct, offer actionable advice, show empathy, and inspire trust.

- 12 All of this takes place in the context of the “cacophony of voices” (*ibid.*: 18) that is the public space today, with traditional and new media offering their own vision and interpretation in real time of the situation and what needs to be done. The political leader must compete with this polyphony for the framing of the situation if she wants to be heard and followed in these moments of crisis (*ibid.*: 79-80); she cannot rely on her pre-crisis credibility. To maintain her legitimacy with the public, she must provide an interpretive framework for the crisis during a limited and precise window of time, before other voices in the public space take over the legitimate narrative (*ibid.*).
- 13 Legitimacy construction in discourse is therefore part of the persuasive, convincing and inspiring message that the political leader must give in the event of a crisis, but it also plays a role in the reinforcement of her authority which, in this situation, is injured. From a crisis communication perspective, the communication of the political leader must include not only the message or the narrative that she wants to convey, but also the performance of this communication: this involves verbal communication such as tone and language, non-verbal communication such as posture, body language and facial expression, visual communication such as broadcast images, and context such as staging and timing. We analyze these discursive and performative aspects of Wilmès’ communication in her speeches broadcasted on official channels and on YouTube, as well as in their discursive and visual coverage in the following national and regional Belgian daily newspapers from March 12 to 31: *De Morgen*, *De Standaard* (*De S.*), *Gazet van Antwerpen*, *Het Laatste Nieuws*, *La Dernière Heure-Les Sports* (*He. S.*), *La Libre Belgique*, and *Le Soir*.

3. An ethos of unity: “l’union fait la force”

- 14 Wilmès constructs her personal *ethos*⁷ as rational, pragmatic and centered around cooperation; she also constructs a collective *ethos* of unity, which is displayed at four levels: (1) at the federal level, through cooperation between the different communities and regions, (2) at the crisis management level, through the display of trust and collaboration among politicians and experts, (3) between Wilmès and the Belgian population, through the expression of empathy, and (4) among the people, through the call for solidarity.

3.1. Unity at the federal level: reinforcing legitimacy

- 15 We have seen how the Belgian motto, *Unity makes strength*, conceals a reality marked by political, linguistic, and cultural division. The health crisis, however, requires measures at the federal (or national) level, something uncommon in the federal polity that is Belgium. In neighboring Germany, also a federal state, albeit with less internal diversity, Angela Merkel has been Chancellor for 15 years, while Sophie Wilmès is yet unknown by the public at that stage. She thus strengthens her fragile legitimacy by constructing the image of a united federal government and a well-knit management

team, on the discursive as well as the visual level. She makes her press briefings right after coming out of meetings with the National Security Council, demonstrating transparency, presenting herself as merely transmitting and communicating what has just been discussed and debated as a team.

- 16 This image of unity also appears in her performance: Wilmès delivers her speech seated at the center of a long table and surrounded by the members of the National Security Council. She explicitly indicates this in speech II:

It should be borne in mind that the decisions are the result of an agreement between all the entities of the country within the National Security Council. A strong collaboration has developed between us [...] and as you can see [*indicates those present at the table*], we are here representing the federal government, federated entities, regions, and communities (Wilmès 2020b).

- 17 Sophie Wilmès shows herself as member of a team, not only through her spatial positioning, but also through her speech and in her gestures: she indicates her colleagues with her hand when she says “as you can see,” thus forcing the camera to zoom out to show all the team members. This visual representation of the Belgian team around a table is published the next day in the newspapers,⁸ which further contributes to the construction of a unified collective *ethos* for the government. This image is completely opposite to what is happening in neighboring France, where Emmanuel Macron who, as President of the Republic, concentrates symbolic and political power in his person, delivers his speeches alone, at the Elysée Palace, filmed in closeup.⁹

- 18 A further example of the *ethos* of union and compromise built into the performance comes from speech I: the PM is flanked, on both sides, by two mutually antagonistic Prime-Ministers: the representative of the Walloon Region, Elio di Rupo (Socialist Party), and the representative of the Flemish Region, Jan Jambon (N-VA¹⁰). The two clashed, in the preceding meeting, over the crucial issue of school closures. Di Rupo, taking France as a model, with President Macron announcing, during that very meeting, on the 8 o'clock French evening news, the closing of schools, endorsed it, while Jambon opposed it. After four hours of debate and counsel, leading to the postponement of the media briefing by more than two hours, a consensus was reached. The classes would be suspended, but the schools would be kept open to function as daycare centers for parents who were essential workers and couldn't find someone to care for their children. The PM's positioning at the center, surrounded by members of the government with opposed attitudes, conveys a strong message of unity. Tension is nevertheless indicated when she announces the measures concerning the schools by adding: “this is how it will go, this is what we want, that's the decision we have taken,” while looking at Jan Jambon, who was opposed to suspending classes, out of the corner of her eye.

- 19 Kept waiting for hours for the PM's briefing while watching Macron delivering his 8 o'clock news speech on French outlets, some journalists see in the exceptional length of the CNS's meeting a sign of governmental disagreement and internal conflict. For example, the next morning, the editorial of the conservative-Catholic newspaper *La Libre Belgique* criticizes the Belgian government's lack of unity, vagueness, and indecisiveness, compared to Macron's “clear, precise, and polished” message (Demonty 2020). According to the editorialist, the National Security Council “encountered the greatest difficulty in defining measures for the whole country. The North and the South

do not have the same reading of the events: it's the crisis within the crisis" (Van de Woestyne 2020).

- 20 There is, however, also a positive reception of the image of unity that Wilmès intends to project, especially after her second speech of March 17 and the establishment of the new government invested with special powers to manage the crisis at the federal level. For instance, the expression *compromis à la belge* appears, in French, on March 13 and March 18 in the Flemish newspaper *Het Laatste Nieuws*, the best-selling newspaper in Belgium (about 300,000). The Walloon paper *La Dernière Heure-Les Sports* writes, following speech II: "For the first time in ages, the country gives an image of unity" (Marneffe 2020), immediately quoting a colleague of Wilmès' saying "She constantly seeks consensus, never breaks the dialogue." According to the editorial of the most French-read, liberal, Brussels-based newspaper *Le Soir*, Wilmès in her second speech "announced clear, framed decisions, and presented an image of unity" (Delvaux 2020). Even the editorial staff of *Gazet Van Antwerpen*, a conservative, Catholic Antwerp regional newspaper coming from the opposite political camp of the PM's, writes that the government, acting in unity, has chosen "the path of common sense" and the "middle rule" (Hendrikx 2020). It appears that in this first moment of the crisis, characterized in crisis studies as a time window where everyone "rallies round the flag" (Boin *et al.* 2017: 86), the media rallies behind the Wilmès government responsible for managing the crisis.
- 21 Unity, for Wilmès, doesn't mean lack of different views and opinions. In an interview published in the weekend edition of *La Libre Belgique* following her first speech, the journalists explicitly raise the question of the disagreement surrounding the closure of schools. To the question "Are the Flemish and the French-speakers opposed about suspending classes?" Wilmès responds by reformulating "opposition" as "discussions," bringing the practice of discussion and disagreement back to the positive values of democracy (Amossy 2014: 13):
- Have there been discussions about schools? Of course. Have there been discussions about Horeca [hotels, restaurants, cafés]? Of course. Have there been discussions about the respect for freedoms? Of course. But what matters in the end is that we can present measures together, with everyone's agreement (Chardon & Gérard 2020: 5).
- 22 Wilmès emphasizes the collective dimension of the decision-making process, highlighting the collective aspect of legitimacy.

3.2. Expert authority: collegiality

- 23 Like many other political leaders, Wilmès also highlights the government's collaboration with virological experts, noting that "the decisions are motivated by the excellent work provided by our scientists and our medical experts and pay close attention to the situation here, but also abroad" (Wilmès 2020b). In the interview mentioned above, Wilmès again emphasizes her confidence in the experts, to whom she refers as "scientific experts of great renown, who know their job and who have demonstrated since the beginning of the crisis that it was not in their nature neither to exaggerate the situation nor to minimize it" (Chardon & Gérard 2020: 4). Their scientific authority is indicated by their designation composed of the name "experts", the adjective "scientist", and the adverbial group "of great renown," and beyond their reputation, the evocation of their professional experience: they "know their job" and

have “demonstrated” it. She thus legitimizes the strong measures demanded of the public by appealing to the authority of these experts: “When you work with this type of group, it gives you the conviction that, if they ask you to take strong measures, such as obstacles to freedom, one must do it. I am serene [...]” (*ibid.*).

- 24 Here too, the journalists raise the question of dissensus and disagreement, now within the expert community. Wilmès responds again by emphasizing the strength of the collective and the positive value of dissonance and debate when they’re accompanied by respect and collegiality. Dissonance “is part of democracy,” and as such, is not negative nor does it undermine expert authority: “You’ll always find experts with different opinions. That is why we rely on the opinion of a group of scientists who, collegially, will propose a series of measures. [...] the dissonant voices on the social networks, they’re part of democracy” (*ibid.*).
- 25 The experts’ collegiality is presented as opposed to the “dissonant voices” on social media, constructing a more united image at the decision-making level. This image is picked up by *Le Soir*, which qualifies the measures dictated on March 18 (speech II) as a “collegial decision¹¹ [...] ‘motivated by the work of scientists and medial experts’” (Ponciau 2020). *Le Soir* further quotes a researcher from UC Louvain, Annalisa Casini, for whom Wilmès’ political behavior is in “dialogue and negotiation rather than opposition. She’s a consensus-seeker, and profiles herself as a follower of the experts’ recommendations, which further reinforces her aura” (“A listener, a diplomat, but don’t step on her toes,” *Le Soir*, March 21, 2020).
- 26 Wilmès expects this same unity of the citizens. She does it in two ways: by constructing a relationship of solidarity, listening, and cooperation in her discourse and, on the other hand, a feeling of solidarity between the citizens.

3.3. Union between Wilmès and the people: Constructing an *ethos* of empathy

- 27 Wilmès builds a relationship of union not only between the decision-makers, but also between herself and the people. Take speech II as an example. Wilmès first thanks the journalists for their patience to wait before entering the press room: “First of all, I would like to thank the journalists present here for their understanding... We had to limit entry to the press room, to follow the instructions as best as possible, of course” (Wilmès 2020b). She thus shows that she perceives their discomfort and, at the same time, that she does not exempt herself from the distancing rules: she sets an example and puts herself on the same level as everyone else. She then expresses empathy towards the citizens in the face of the measures enforced since Friday and thanks them for their efforts. It is only after having established these relations that Wilmès announces the strengthening of the measures. It ends with a renewal of demonstrations of empathy and recognition towards the public and the nursing staff.
- 28 Empathy, writes Gérard Jorland (2004: 20), consists in “putting oneself in someone else’s place without necessarily feeling their emotions” and constitutes the foundation of ethics and our relationship with others. On the linguistic level, says Alain Rabatel (2013), the speaker does not express his emotions directly: he imputes them to the other—the one with whom he feels empathy—and considers things from his point of view. He thus lends his voice to another and considers a situation in his place. Accordingly, after the announcement of new measures or the extension of old ones,

Wilmès shows that she sees the citizens, her imagined interlocutors, in their distress, and that she recognizes the difficulty of the measures she imposes. She uses the personal pronoun in the first person singular (“I know,” “I am aware,” “I see”) and thus further strengthens the link she seeks to establish between herself and the people. The following illustrations are all taken from speech II:

- 29 “I am aware that the decisions I have just listed are very difficult.”
- 30 “I am fully aware of the effort that is required of you and I measure its difficulty.”
- 31 “I know it is very difficult.” (Wilmès 2020b)
- 32 This attitude is noticed by a journalist from *Le Soir*, who sees it as an effective crisis communication strategy, according to which “one must first be educational and empathetic before being repressive” (Bourton 2020). In the crisis management literature, empathy is indeed recommended at the initial stage (Kuipers & ‘t Hart 2014: 593-595, Reynolds & Seeger 2005, Seeger *et al.* 2020: 402, 406). Whether this is a strategic or personal choice by Wilmès, the press, in any case, takes note of her empathy, and it becomes therefore part of her image. Thus, *Le Soir* reports that “the people working with her confirm the PM’s desire to emphasize empathy in her speeches. Each time, she is personally involved in the writing and does not hesitate to pause from what’s written and share her feelings.” ¹²*La Libre Belgique* also remarks, in a profile article, that “the authority of the current tenant of ‘16’ [Wilmès] is tinged with empathy. [...] A follower of soft power, this gentle way of convincing, she wants to embrace Belgian citizens, show them that they’re not alone” (Chardon 2020).
- 33 Wilmès presents herself as a listener of her fellow citizens: the rules are not rigid. This demonstrates a reasonable, non-authoritarian attitude, meeting the needs of the people. When she announces the closure of schools, for instance, she points out that a special option has been worked out for working parents who do not have a childcare solution for their younger children, given that grandparents cannot help, since they are at risk of contracting the virus: the schools will function as daycare centers for these children.
- Classes are suspended. A framework for children will be provided *at least* [emphasized] for parents who are healthcare workers, who do not have a solution for the care of their children other than by elderly people. [...] And when I say “at least”, it means that it is not a rigid rule, but instead we want to make sure that [...] parents who find themselves in difficulty will be met in their difficulty (Wilmès 2020a).
- 34 The parents’ “difficulty” is thus recognized, and they will be “met in their difficulty”. The flexibility of the rule is underlined in the meta-discourse: “when I say ‘at least,’ it means that it is not a rigid rule.” This reflexivity in discourse, this flexibility and this recognition of different individual situations constructs the image of someone who listens and who sees her fellow citizens in their distress.

3.4. Unity among the people: justifying the measures by calling for solidarity

- 35 Sophie Wilmès builds her audience as a united people in several ways.
- 36 She explicitly calls for solidarity at the end of her speeches. Thus, in speech I, she appeals to “our spirit of cohesion and our solidarity;” in speech II, she calls for “mutual help vis-à-vis our families, our friends and loved ones,” and ends each speech with

“Take care of yourself, take care of others.” This sentence was immediately taken up by the media, for example in a note from *Le Soir*’s head editor informing the readers that the editorial staff began working from home: he ends his note with “take good care of yourself and your loved ones” (Berti 2020).

- 37 Sophie Wilmès also constructs her audience as supportive by highlighting the work of its members for the collective, through the expression of gratitude. It is also a way to build a link with citizens, by recognizing everyone in his effort:

I would like to thank the nursing staff [...] thousands of men and women are worried [*because of the lack of masks*], are stressed, are tired, but despite all this, they continue to treat patients, and I thank them from the bottom of my heart.

I also salute all the people who make this country work daily. [...] Whether you are a bus driver, a police officer, [...] an employee in a food store or a security worker [...] your role is essential in our society, and we also thank you for your work (Wilmès 2020c).

- 38 The use of the first person singular (“I want to thank,” “I greet”) establishes a personal link between Wilmès and the people, while the use of the first persona plural (“we thank you”), in the second excerpt, draws attention to the collective and united aspect of their effort (“your role is essential in our society.”) She also calls on the media: “I also encourage the media [...] to help limit the spread of the virus” (Wilmès 2020a), and thus includes them in the collective effort.

4. Rationalism and pragmatism

4.1. Avoidance of war rhetoric

- 39 The arguments put forward by Wilmès to justify the measures are mainly of a rational and pragmatic nature. She does not appeal to emotions: neither to fear, nor to analogies with the 2015 terror attacks, nor to war metaphors, although the latter are solicited in political and media discourse around the world in the context of the coronavirus crisis (Benziman 2020, Castro Seixas 2021, Dada *et al.* 2021, Musolff 2022, Wodak 2021). This avoidance is immediately noticed and commented on in the media. Thus, *Le Soir* reports:

During her press conference announcing the reinforced measures to fight against the coronavirus, the Prime Minister never uttered the words *lockdown* or *confinement*. [...] There remains a third term carefully avoided. The word *war*, used extensively by Emmanuel Macron in his speech. The Prime Minister, we are told, [...] wanted to avoid it. “She felt it was not appropriate. She felt that the population didn’t need to feel even more attacked. She wanted to work in a more reassuring, empathetic register,” we are told from a good source (Demonty 2020).

- 40 Wilmès’ rational argumentation and register can be due to three factors who can intersect:

- 41 **(1) Personal style:** The press reports the avoidance of war rhetoric as Wilmès’ personal choice (Demonty 2020) and speaks of a “Wilmès style,” often in comparison with Macron:

The coronavirus crisis has brought to light a Wilmès style, a way of exercising power. Emmanuel Macron speaks of war in a solemn address, the Belgian Prime Minister voluntarily adopts an educational, benevolent, reasonable tone (Chardon 2020).

She's not in the register of guilt or of the bellicose vocabulary of an Emmanuel Macron for example ("A listener, a diplomat, but don't step on her toes," *Le Soir*, March 21, 2020).

- 42 (2) Gendered political rhetoric: The numerous *a contrario* comparisons with Macron (see also He. S. 2020) also invite a gendered look at the avoidance of the war register.¹³ A profile article in *La Libre Belgique* interprets her political style as feminine: the article begins by comparing her to Margaret Thatcher, quoting the latter, who said: "In politics, if you want speeches, ask a man. If you want actions, ask a woman." This formula, says the journalist, would suit Wilmès perfectly, as she "does not like slogans that hurt, nor ideology that constrains" (Chardon 2020). The journalist continues: "She has a real feminine touch," reminding readers that "[t]he head of the federal government is also the mother of three children" (*ibid.*). This journalistic coverage therefore interprets her style of political communication as feminine (see also De Maet 2020).
- 43 Research by Dada *et al.* (2021) on a corpus from the same period (March 2020) and composed of heads of state political speeches on Covid-19 from the perspective of gender, shows that there exists, in fact, a "female politician's discourse" on the coronavirus. This analysis of 122 political speeches by ten female and ten male political leaders linked to the Covid-19 measures, with 61 speeches for each group, concludes that the women resorted significantly less to the rhetoric of war, focusing rather on citizens' everyday experience. The article in this issue on Angela Merkel (Siess & Amossy 2022) also shows how much Merkel highlighted the human element, emphasizing the daily difficulties and including herself among her fellow citizens.
- 44 (3) Local political culture: Belgian political culture is marked by pragmatism and rationalism (Vandermotten 2020: 121). For example, in the field of crisis communication pragmatics, Wagener (2018) compared the post-terror attack discourse of French and Belgian leaders in 2015 and 2016, and noticed that the Belgian executive's discourse, in comparison with his French neighbor, was devoid of patriotic or warlike rhetoric, and instead focused on the community and the victims. One could cautiously envision a political culture of crisis communication centered on pragmatism and compromise rather than meta-narratives.

4.2. The phases: towards a rational programming

- 45 One of the ways of maintaining calm is to show that everything is going according to a pre-established plan. Wilmès presents the crisis as being "under control," when a crisis, by definition, is chaotic, unpredictable, and worrying. Each time, she notes at which anticipated stage the crisis is, according to the "phases" planned by the Crisis Center, and how the new measures correspond to it according to a rational action plan.
- We remain, at the sanitary level, in phase 2. Phase 2 [...] is indeed the phase where we try to contain the spread and multiplication of the virus in our country. [...]
While some may question the relevance of the measures taken a few days ago, [...] well, I think it demonstrates that we fit perfectly into the dynamic that we have established, which is to monitor the situation in real time and immediately take the necessary, effective, and proportionate responses when the time comes (Wilmès 2020a).
- 46 "We fit perfectly into the dynamic that we have established" seeks to counter the lack of control and the loss of bearings caused by the pandemic and the distancing

measures, which upset daily life and essential democratic values. Moreover, the incessant changes of the measures thus do not present themselves as a sign of chaos, lack of planning or failure of leadership but, on the contrary, as a rational, pragmatic, and effective attitude which closely monitors the situation and manages it in real time. The adjectives “necessary, effective, and proportionate” are markers of a rational and pragmatic speech.

4.3. Pragmatic arguments

- 47 Wilmès most often resorts to pragmatic argumentation, that is, argumentation based on the favorable or unfavorable consequences of certain actions or rules. Rather than being driven by great principles, such as Macron, she sticks to field data, figures, and the citizen’s daily reality, while remaining down-to-earth.
- 48 When she specifically addresses young people,¹⁴ for example, who organize illegal parties and become infected as a result, she resorts to a pragmatic argument, according to which “reality” shows that young people are also affected by the disease. This argument is presented as a counterargument to the “invincible youth” narrative: “[T]he lockdown parties [...] have significant health consequences [...] When you are young, you feel invincible, but today, in intensive care, you have young people, too. It is a reality [...]” (Wilmès 2020c).
- 49 Or, when addressing seniors, she gives them practical advice for everyday life:
 We have elderly people who are alone at home, and we advise them, we insist that they stay at home. And if they have to run errands, if they really must run errands, they should please try to do it at a time of day when there are few people (Wilmès 2020a).
- 50 Wilmès remains down-to-earth, she wants to make sure that her message will be well understood. She justifies and explains the measures, translating them into real, everyday situations: “[I]want to clarify that the objective is to stay in motion and not to stay, for example, in parks for hours on end. [...] It is therefore not ok, either, to go, for example, to the Ardennes or the coast for the day” (Wilmès 2020c).

5. Constructing the audience as a mirror of the speaker’s *ethos*

5.1. Constructing a heterogeneous audience

- 51 We have seen how Wilmès built a united audience through an *ethos* of unity. But, at the same time, Wilmès also builds a heterogeneous audience. Seeger *et al.* (2020: 409) note that, for crisis communication to be effective, one must take contextual factors, linked to the audience’s heterogeneity, into account. Wilmès constructs a heterogeneous audience in several ways. We have seen *supra* how she addresses different sections of the population in her discourse: young parents (section 3.3.), essential workers (section 3.4.), the elderly, and youth (section 4.3.).
- 52 Another dimension of the heterogeneous audience built through Wilmès’ discourse is their rationality and ability to understand what is expected of them. On the one hand, the exclusive use of rational arguments supposes an audience made up of responsible individuals capable of judgement. On the other hand, her constant reminders and

sometimes excessive explanations suggest a somewhat infantilized audience: it is this heterogeneity that we will analyze in the section that follows.

5.2. A rational audience

- 53 As the effective stopping and controlling of the spread of the virus ultimately depends on civic behavior and cooperation, it is more effective to inform and educate citizens about the scope of their actions than to control their behavior with fines. That is why Wilmès appeals to everyone's individual responsibility:

[W]e must show [...] our ability to take responsibility [...].

In this situation, I appeal to everyone's vigilance and responsibility [...], each and every one on their own level [...] – and I also encourage you, the media, to do so as soon as you can – I encourage you to help limit the spread of the virus [...] (Wilmès 2020a).

I want to address the Belgian population. Each and every one of you. I want to thank you, you, who participate in your own way in the Belgian collective and national effort. You, who respect the measures which have been taken to protect you and your loved ones. The success of our fight against Covid-19 is irremediably linked to the personal effort of each and every one of us [...].

“I know that you are not lacking in voluntarism and courage. I see it every day” (Wilmès 2020b).

- 54 This emphasis on individual responsibility, one's “personal effort”, construct, like the rational arguments deployed analyzed *supra*, an audience capable of reasoning and taking individual responsibility.

5.3. A childlike audience

- 55 Although the call for vigilance and cooperation through rational arguments builds the image of a responsible audience capable of carrying out what is expected of them, Wilmès also adopts an educational tone, marked by connectors like “therefore”, explanatory adverbs like “indeed”, or verbs like “specify”, “explain”, or “remind”:

The objective of these measures is to prevent people who have no reason to enter in contact with each other from doing so, and therefore to prevent the virus from spreading between so-called social communities¹⁵ (Wilmès 2020a).

- 56 When she announces that the schools will welcome the children of essential workers, she explains: “I remind you that the group at significant risk is the elderly. The idea is not for these children to be looked after by their grandparents” (*ibid.*). She continues:

Obviously, that's not the goal. [...] you will remember that the objective is as follows: on the one hand, to slow down the spread of the virus to allow our care services to *absorb* [*underlines this word with an exaggerated pronunciation and gesture*] the need for healthcare. We thus really need all the available staff (*ibid.*).

- 57 The pedagogical tone, marked by explanation and repetition (“I remind you that,” “you will “remember that”) and modifiers like “obviously,” “really” can easily slip into a paternalistic tone. As she says in her first speech (*ibid.*):

Phase two, as we have already explained to you several times, is indeed the phase where [...]

I've said it before, it can't be repeated enough – [...] I encourage you to help limit the spread of the virus by respecting *simple* rules [*underlines “simple” with a wave of the hand*] by matters of personal hygiene, for example.

- 58 This tone, which can slip into paternalism, builds an audience that only understands a message through repetition and explanation. The media interprets it positively as a maternal trait. Wilmès is quoted in an interview as explaining the coronavirus to the Belgian population as she would to her own children: “She has chosen to explain the measures clearly, as she would by talking to her daughters” (Marneffe 2020). Another article describes Wilmès as “Mother of the nation” (De Maet 2020), addressing Belgians in an “almost maternal, rigorous but benevolent tone,” in a “firm but soft voice,” “far from an Emmanuel Macron repeating ‘we are at war’.”

Conclusions

- 59 This article shows that, unlike Macron or Merkel, who enjoy a prior *ethos* of authority with their audiences, Wilmès does not resort to any charisma, grand narratives, or ideologies, but maintains a register of pragmatic realism, corresponding to Belgian political culture. The analysis indeed shows that the PM avoids all pathos; instead, she uses rational and pragmatic arguments and remains centered on the daily life of the citizens.
- 60 Faced with the Belgian political reality of a North/South division (corresponding to the Dutch- and the French-speaking community, respectively), Wilmès nevertheless appeals to a collective *ethos* of unity at several levels: (1) the federal level, between the different communities and regions, (2) the decision-making level, through the relationship between politicians and experts, (3) the vertical level of the relationship between herself and the population, through the expression of empathy, and (4) the population level, through the call for solidarity.
- 61 Wilmès compensates for her initial lack of legitimacy by displaying a united and tightly knit governmental body, beyond the few dissensions that are presented as legitimate democratic deliberation, and by constructing herself as the representative of a people that she understands and to whom she shows empathy. This recourse to empathy brings Wilmès closer to Angela Merkel, and the possibility of a gendered political discourse of the coronavirus and of crisis in general has been considered. Wilmès builds her own authority and that of the health measures through rational arguments, particularly pragmatic arguments, and grounds them in the shared value of solidarity. She thus builds the *ethos* of a reasonable, wise, and ethically conscious leader. The recourse to fear by the metaphor of war or by the analogy with terrorism is carefully avoided. This sets Wilmès apart from Emmanuel Macron and is perhaps due to Belgian culture, which favors pragmatic realism at the expense of ideologies and grand narratives.
- 62 Wilmès builds, through her discursive strategies, a heterogeneous audience: on the one hand united, but divided into different social groups, on the other hand, composed of responsible individuals, endowed with reason and judgment, but also requiring an educational tone, characterized by repetitions, explanations, and illustrations. Her authority is thus based on the image of a “mother of the nation”.
- 63 The media cover Wilmès’ speeches positively at this stage of the pandemic, underlining her taste for consensus, compromise, and dialogue: the PM therefore manages to successfully build a collective *ethos* of unity, at least such as the media perceive and

reproduce it. Her pedagogical tone is interpreted as maternal, empathetic, and benevolent, in contrast to Macron's distanced, paternal, and belligerent speech.

- 64 Finally, we considered and proposed the Belgian political culture as a plausible condition for the construction of a collective authority in the face of the crisis, as well as of a collective *ethos* of unity and the maintenance of a pragmatic realism in the argumentative strategy.

BIBLIOGRAPHY

- Amossy, Ruth. 1999. « La notion d'ethos de la rhétorique à l'analyse du discours », Amossy, Ruth (Ed.), *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos* (Lausanne : Delachaux et Niestlé), 9-30
- Amossy, Ruth. 2014. *Apologie de la polémique* (Paris : PUF)
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal: Université McGill)
- Arendt, Hannah. 1966. *Between Past and Future: Six Exercises in Political Thought* (New York: Meridian)
- Baidier, Fabienne & Maria Constantinou. 2022. "Are healthcare political responses gendered? A case study of several European leaders", Musolff, Andreas *et al.* (Eds). *Pandemic and Crisis Discourse. Communicating COVID-19 and Public Health Strategy* (London: Bloomsbury), 285-306
- Benziman, Yuval. 2020. "Winning' the 'Battle' and 'Beating' the COVID-19 'Enemy': Leaders' Use of War Frames to Define the Pandemic", *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology* 26-3 [online] DOI: 10.1037/pac0000494,
- Boin, Arjen, Paul 't Hart, Eric Stern & Bengst Sundelius. 2017 [2005]. *The Politics of Crisis Management: Public Leadership under Pressure* (Cambridge: Cambridge UP)
- Castro Seixas, Eunice. 2021. "War Metaphors in Political Communication on Covid-19", *Frontiers in Sociology* [Online 25 January 2021] DOI: 10.3389/fsoc.2020.583680
- Dada, Sara, Henry Charles Ashworth, Marlene Joannie Bewa & Roopa Dhatt. 2021. "Words matter: political and gender analysis of speeches made by heads of government during the COVID-19 pandemic", *BMJ Global Health* [Online 29 January 2021] DOI: 10.1136/bmjgh-2020-003910
- Faniel, Jean & Caroline Sägerser. 2020. "La Belgique entre crise politique et crise sanitaire (mars-mai 2020)". *Courrier Hebdomadaire du CRISP* 2447 [online] DOI: 10.3917/cris.2447.0005
- Jorland, Gérard. 2004. "L'empathie, histoire d'un concept", Berthoz, Alain & Gérard Jorland (Eds). *L'empathie* (Paris : Odile Jacob), 19-51
- Kjeldsen, Jens E., Ragnhild Mølster & Øyvind Ihlen. 2022. "Expert Uncertainty: Arguments Bolstering the Ethos of Expertise in Situations of Uncertainty", Oswald, Steve *et al.* (Eds). *The Pandemic of Argumentation* (Springer) [online] DOI: 10.1007/978-3-030-91017-4
- Kuipers, Sanneke & Paul 't Hart. 2014. "Accounting for crises". R.A.W. Rhodes & Paul 't Hart (Eds). *Oxford Handbook of Political Leadership* (Oxford: Oxford UP), 589-602

- Musolff, Andreas. 2022. "“War against COVID-19’: Is the pandemic as war metaphor helpful or hurtful?”, Musolff, Andreas *et al.* (Eds). *Pandemic and Crisis Discourse. Communicating COVID-19 and Public Health Strategy* (London: Bloomsbury), 307-320
- Rabatel, Alain. 2013. « Ecrire les émotions en mode emphatique », *Semen* 35 [online] DOI: 10.4000/sem.9811
- Reynolds, Barbara & Matthew Seeger. 2005. "Crisis and emergency risk communication as an integrative model", *Journal of Health Communication* 10-1 [online] DOI:10.1080/10810730590904571
- Rosenthal, Uriel, Michael T. Charles & Paul ‘t Hart (Eds). 1989. *Coping with Crisis: The Management of Disasters, Riots, and Terrorism* (Springfield, IL: Charles C. Thomas)
- Sadoun-Kerber Keren et Stéphane Wahnich, 2022, « Emmanuel Macron face au Covid-19 : un président en quête de réparation d’image », *Argumentation & Analyse du discours* AAD 28.
- Seeger, Matthew, Barbara Reynolds & Ashleigh M. Day. 2020. "Crisis and emergency risk communication: Past, present, and future", Frandsen, Finn & Winni Johansen (Eds). *Crisis Communication* (Boston/Berlin: De Gruyter Mouton), 401- 418
- Service Public Fédéral Belge. (2020). « Pouvoirs publics » [online] https://www.belgium.be/fr/la_belgique/pouvoirs_publics
- Siess, Jurgen et Ruth Amossy. 2022. "Légitimité démocratique et autorité en temps de Corona : L’allocution à la nation d’Angela Merkel (18 mars 2020)", *Argumentation et Analyse du Discours* 28.
- Vandermotten, Christian. 2020. *La Belgique* (Paris : PUF)
- Wagener, Albin. 2018. "Réactions post-attentats en France et en Belgique : étude comparative des discours de l’exécutif politique", *Mots. Les langages du politique* 116 [online] DOI: 10.4000/mots.23080
- Weber, Max. 1970. "Politics as a Vocation", Gerth, H.H. & C. Wright Mills (Eds). *From Max Weber: Essays in Sociology* (London: Routledge & Kegan Paul)
- Wodak, Ruth. 2021. "Crisis communication and crisis management during COVID-19", *Global Discourse* 11-3 [online] DOI: 10.1332/204378921X16100431230102
- Cited Corpus**
- “À l’écoute, diplomate, mais ne lui marchez pas sur les pieds”. 2020. *Le Soir*, 21 March, p.10
- Berti, Christophe. 2020. "La rédaction du *Soir* en télétravail complet" (Editorial). *Le Soir*, 19 March, p.2
- Bourton, William. 2020. "Communication de crise. Transparence et empathie", *Le Soir*, 19 March, p.3
- Chardon, Frédéric. 2020. "Le syndrome de la pelote de laine", *La Libre Belgique*, 21 March, p.3
- Chardon, Frédéric & Laurent Gérard. 2020. "Les mesures adoptées seront-elles suffisantes ? Je pense que oui. Entretien avec Sophie Wilmès", *La Libre Belgique*, 14 March, p.4-5
- "Compromis à la belge". 2020. *Het Laatste Nieuws*, 13 March, p.2
- De Maet, Géry. 2020. "La Mère de la nation", *La Dernière Heure - Les Sports*, 29 March, p.1
- De. S. 2020. "La Belgique prend des mesures historiques pour lutter contre le coronavirus". *La Libre Belgique*, 13 March, p.2-3
- Delvaux, Béatrice. 2020. "Restez bien chez vous : home safe home" (Editorial). *Le Soir*, 18 March, p.1

- Demonty, Bernard. 2020. "Pourquoi Sophie Wilmès a évité les termes 'lockdown' et 'confinement'". *Le Soir*, 19 March, p.3
- "Fédéral et Régions resserrent les rangs". 2020. *La Libre Belgique*, 3 March, p.2
- H. Le. 2020. "Macron parle d'une France 'en guerre' et veut rassurer le monde économique". *La Libre Belgique*, 17 March, p.13
- Hendrixx, Dirk. 2020. "Softe lockdown, nog geen meltdown", *Gazet Van Antwerpen*, 18 March, p.2
- Marneffe, Adrien de. 2020. "Sophie Wilmès, la bonne personne à la bonne place". *La Dernière Heure - Les Sports* (Namur Luxembourg), 19 March, p.12
- Ponciau, Ludivine. 2020. "La Belgique se claquemure en pariant sur une mobilité fortement limitée". *Le Soir*, 18 March, p.2-3
- Van de Woestyne, Francis. 2020. "Caffouillages" (Editorial). *La Libre Belgique*, 13 March, p.56
- Wilmès, Sophie. 2020a. *Conseil national de sécurité*. 12 March 2020, 22:30 [online] https://www.rtf.be/info/belgique/detail_coronavirus-suivez-la-conference-de-presse-du-gouvernement-federal-en-direct-video?id=10455207
- Wilmès, Sophie. 2020b. *Conseil national de sécurité*. 17 March 2020 [online] <https://www.youtube.com/watch?v=ZLJO17OePc8>
- Wilmès, Sophie. 2020c. *Conférence de presse*. 27 March 2020 [online] <https://www.youtube.com/watch?v=SJGMLVgS-WA>

NOTES

1. A majority government couldn't be formed since December 2018 because of the ideological cleavage between Flanders and Wallonia and the weakening of the major traditional parties (Faniel & Sägeser 2020: 8).
2. Comparable to the German Länder or the American states.
3. Van de Woestyne (2020)
4. "Fédéral et Régions resserrent les rangs", *La Libre Belgique*, 3 March 2020
5. Antwerp's mayor Bart de Wever refused, for instance, to follow these federal-level recommendations (Faniel & Sägeser 2002: 15).
6. The CNS comprises the relevant ministers at the federal level (Health, Education, and Interior) and the Prime-Ministers of the regions and communities. They are advised by the Federal Committee of Experts, which includes the Celeval (abbreviation of "evaluation cell").
7. We differentiate between prior *ethos* and discursive *ethos* (Amossy 1999). Prior *ethos* is the image that the audience has of the speaker before his or her speech, while discursive *ethos* is the image that the speaker projects through her speech.
8. "Compromis à la belge", *Het Laatste Nieuws*, 13 March 2020 ; *De S.* 2020
9. See <https://youtu.be/uSZFA0xLQsQ> (accessed March 10th, 2022). For an analysis of Macron's personal authority construction, see Sadoun-Kerber & Wahnich (2022) in this volume.
10. Conservative and separatist Flemish party, promoting an independent Flanders.
11. On experts' relying on the wider expert community for building an *ethos* of trust and credibility during the Covid-19 pandemic, see Kjeldsen *et al.* (2022).
12. « À l'écoute, diplomate, mais ne lui marchez pas sur les pieds », *Le Soir*, 21 March 2020.
13. See Baider & Constantinou (2022) for an interesting case-study involving the intersectionality of personal style, gender, and political background in political leaders' use of metaphors framing the pandemic.

14. Two weeks after posting a video on her Facebook page specifically addressing the youth, on March 15, 2020: <https://www.facebook.com/494853240530488/videos/2241947696113434/>

15. What will later be called “social bubbles.”

ABSTRACTS

We analyze Belgian PM Sophie Wilmès' first three speeches related to the Covid-19 restrictions in March 2020 as well as their press coverage. The rhetorical strategies deployed to foster authority and legitimacy in times of crisis are examined in the context of Belgium's political culture of pragmatic realism in the face of a divided federal polity. Wilmès constructs a united collective *ethos* by displaying a shared authority at the federal and decision-making level, expressing empathy with the population, and appealing to solidarity. She avoids *pathos* and the war metaphor, uses rational arguments, and constructs a complex audience.

Nous analysons les discours de la Première Ministre belge Sophie Wilmès au cours du mois de mars 2020, au début de la crise sanitaire du Coronavirus, ainsi que sa couverture médiatique. Nous examinons par quels moyens rhétoriques la PM construit son autorité et la légitimité des mesures sanitaires imposées au public, en prenant en compte le contexte particulier de la culture politique belge. Wilmès construit un *ethos* collectif d'unité au niveau fédéral et expert, établit un lien d'empathie avec la population et appelle à la solidarité. Elle évite le *pathos* et la métaphore de guerre, utilise des arguments rationnels et construit un auditoire hétérogène.

INDEX

Mots-clés: autorité, Belgique, communication de crise, politique genrée, légitimité

Keywords: authority, crisis communication, empathy, ethos, gendered politics, legitimacy, pragmatism

AUTHOR

IRIT KORNBLIT

Hebrew University of Jerusalem and Kulturwissenschaftliche Institut Essen

Le rôle de la confiance dans la construction discursive de la légitimité et de l'autorité. La première allocution sur la Covid-19 en Argentine

The role of trust in the discursive construction of legitimacy and authority. The first address on Covid-19 in Argentina

Karina Masasa

Introduction

- 1 La présence des premiers cas de contamination et l'annonce officielle de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) au mois de mars 2020 – déclarant que la Covid-19 est bien une pandémie – sont à l'origine des allocutions à la nation et des conférences de presse que les leaders politiques ont prodiguées, afin non seulement d'informer la population des avancées du virus, mais aussi de communiquer les mesures à prendre pour lutter contre la pandémie. Or, pour enjoindre les citoyens à adopter les mesures préconisées, les dirigeants doivent bénéficier à la fois de la légitimité qui leur accorde le pouvoir de dire et de faire, et de l'autorité qui leur accorde la capacité de faire dire et faire faire (Charaudeau 2014 : 52).
- 2 L'Argentine, encore en lutte pour sortir de la crise économique qui la frappait depuis deux ans, est entrée dans la crise sanitaire relativement tard : le premier patient du pays a été diagnostiqué positif le 3 mars 2020 et le premier décès est survenu le 7 mars. Le 12 mars, le président de l'Argentine Alberto Fernández (AF) prononce une première allocution à la nation transmise sur toutes les chaînes de radio et de télévision du pays.
- 3 Le présent article entend analyser cette première allocution pour dégager l'ensemble des stratégies rhétoriques et des moyens verbaux à l'aide desquels Fernández tente de

construire discursivement à la fois sa légitimité et l'autorité dont il a particulièrement besoin en la circonstance. Plus précisément, on se propose de montrer que la tentative de restaurer la confiance des Argentins dans la parole et les agissements de leur gouvernement est ici la clé d'une entreprise qu'il faut saisir dans le contexte de l'histoire politique du pays. En effet, la méfiance que peuvent susciter dans les différentes démocraties occidentales des restrictions qui attentent aux libertés des citoyens prend une signification toute particulière dans ce pays d'Amérique latine où la légitimité démocratique trop souvent mise en échec doit faire ses preuves. Pour bien comprendre la stratégie d'AF lorsqu'il annonce ses mesures contre la pandémie, il faut l'examiner au sein de ses déterminations contextuelles et voir que certains procédés verbaux en apparence proches de ceux qu'utilisent les dirigeants de démocraties de vieille date remplissent dans ce contexte une fonction particulière.

- 4 Après une brève présentation du contexte politique argentin et une réflexion succincte sur les notions mises en jeu dans cette étude (légitimité, autorité, confiance), on passera à une analyse de l'allocution de AF.
- 5 Auparavant, il importe cependant de signaler que les discours de Fernández dans le cadre de la Covid-19 ont déjà fait l'objet de travaux intéressants de la part de chercheurs argentins en analyse du discours, rhétorique et sciences de la communication. Au mois de juillet 2020, le groupe de recherche ADAL (Analyse des Discours de l'Amérique Latine) a organisé un séminaire bilingue : « Les discours de la crise sanitaire en Amérique Latine »¹. Les travaux de recherche qui y ont été présentés concernaient l'*ethos* discursif du président argentin pendant la crise. Maria Alejandra Vitale (UBA) considère ainsi qu'AF construit un *ethos* pédagogique oral². De leur côté, deux autres chercheuses (Université Nationale de San Martin) parlent d'un *ethos* consensuel et paternel³. Quant à Zanfardini et Giménez⁴ (Conicet), elles soutiennent que le président argentin construit un *ethos* composé qui s'appuie sur deux piliers : celui de la raison qu'elles renvoient à l'*ethos* de « crédibilité » et celui de l'émotion, qui serait l'*ethos* d'« identification », deux catégories reprises aux réflexions de P. Charaudeau (2014 : 91-128). Ces recherches coïncident dans l'importance accordée à l'*ethos* préalable d'AF en tant que professeur de l'Université de Buenos Aires (UBA), et à la valorisation de l'unité nationale, de la transversalité et/ou du consensus - comme y insistent Montero et Cané. Signalons aussi un travail remarquable de Montero, récemment paru, sur les rapports entre discours politique et d'autres types de discours dans le cadre de la pandémie. Alejandra Vitale a également publié un article éclairant sur l'argumentation, la polémique et les émotions dans les discours d'AF. Le présent article s'appuie sur ces avancées. Mais il n'analyse pas l'*ethos* du locuteur en soi. S'il en traite, c'est pour dégager la façon dont le locuteur travaille à construire sa légitimité et son autorité en discours dans un contexte d'incertitude mondiale et de méfiance nationale.

1. Le contexte politique global de l'allocution du Président Fernández

- 6 C'est dans le contexte très particulier de l'Argentine et de son histoire politique et socio-économique que s'impose à Fernández la nécessité impérieuse de construire un discours susceptible d'inspirer la confiance à la fois dans les institutions qui régissent l'État et dans sa personne de dirigeant.

- 7 Selon Raanan Rein, « tout au long du 19^e et du premier quart du 20^e siècle, les voyageurs étrangers, les marchands et les diplomates ont souvent qualifié l'Argentine de « géant d'Amérique du Sud » (1998 : 10). Comment donc cette contrée tellement prometteuse est-elle devenue de nos jours un pays qui ne réussit pas à se sortir de ses crises économiques, sociales et politiques ? Les gouvernements de gauche comme de droite, les gouvernements démocratiques comme militaires ont échoué à résoudre les graves problèmes de pauvreté, de chômage, d'insécurité, de corruption et les inégalités sociales, si bien qu'ils se sont retrouvés à la tête d'un pays où la confiance, la légitimité et l'autorité envers les politiciens et les institutions étaient quasiment inexistantes. Ces gouvernements « tout en affirmant le pouvoir de l'État, n'ont pas réussi à légitimer leurs institutions », affirme Rapoport (2020 : 116). Ainsi, la puissance de l'État et la faiblesse des institutions se manifestent déjà à l'époque où la République d'Argentine essaye d'organiser sa structure politique.
- 8 Arrivé au pouvoir en 1946 avec l'appui inconditionnel de la classe ouvrière, Peron a réussi à gagner la confiance du peuple et faire reconnaître la légitimité de sa personne et des institutions. Cet « excès de légitimité » l'a transformé en leader autoritaire interdisant l'activité politique des partis d'opposition, réformant la constitution pour pouvoir être réélu, choisissant des fonctionnaires de son entourage à la Chambre des Députés et des Sénateurs. Cette stratégie de concentration du pouvoir dans sa personne a contribué à un affaiblissement des institutions. Ensuite, de la chute de Péron en 1955 jusqu'à son retour en 1973, l'Argentine a vécu une période d'instabilité politique avec un gouvernement oscillant entre des gouvernements faibles aux allures démocratiques⁵ et des gouvernements militaires. Ce *statu quo* a permis aux groupes des idéologies extrémistes de faire leur apparition sur scène. Peron à son retour en 1973 n'a pas réussi à redresser la situation et l'Argentine est entrée dans sa pire décennie, celle des attentats terroristes, des assassinats, de la corruption, dans un pays où l'économie allait de mal en pis. À la mort de Peron en 1974, sa femme Isabel (Maria Estela Martinez de Peron) devient la présidente de la république. La situation devient chaotique. Au mois de mars 1976, les commandants en chef du gouvernement constitutionnel renversent ce gouvernement démocratique. La dictature civile-militaire a imposé le terrorisme d'État et la violation des droits de l'homme ; elle a causé des disparitions de citoyens argentins et des vols de bébés au berceau. L'arrivée de la démocratie en octobre 1983 avec Raul Alfonsín a réussi à restaurer la foi des Argentins dans la justice et le respect des droits de l'homme, foulés aux pieds pendant la dictature. Cependant, l'économie a été gravement touchée, les taux de chômage étaient très élevés, la pauvreté augmentait et l'inflation a atteint les 196%. C'est dans ce contexte que revient au pouvoir le péronisme avec Carlos Menem (CM). Son gouvernement (1989-1999) a fortement contribué à l'affaiblissement des institutions et au renforcement de la figure présidentielle en tant que « commandeur », d'après la classification des images des acteurs politiques proposée par Charaudeau (2014 : 122). Le président utilise la crise comme une « argumentation par la force des choses » (Plantin 2016 : 299) qui lui donne la possibilité de justifier le recours aux Décrets de Nécessité et d'Urgence (DNU). De cette manière, Menem a contribué à affaiblir le pouvoir législatif indispensable au bon exercice de la démocratie. Il a pris le contrôle de la justice et a provoqué son affaiblissement conséquent. Cette politique d'affaiblissement des institutions ajoutée au besoin impérieux de concentrer le pouvoir dans la personne du leader expliquent le sentiment de méfiance de la société argentine envers les politiciens aussi bien qu'envers les institutions de leur pays.

- 9 Le début du 21^e siècle trouve l'Argentine plongée dans une crise économique et sociale sans précédent. La déclaration d'état de siège destinée à remédier à cette crise conduit en fait à une révolution populaire provoquant la démission du président et la succession de cinq présidents en dix jours. C'était une révolution inédite dans l'histoire argentine, marquée par des manifestations de rues très violentes, des pillages de supermarchés et une seule devise : *¡Que se vayan todos!* (Qu'ils s'en aillent tous !) Le manque de confiance dans les politiciens argentins et leur manque de crédibilité est alors incontestable et généralisé.
- 10 Même si le nouveau président Nestor Kirchner (NK) ne jouissait que d'une légitimité douteuse, en quatre ans de gestion il est « parvenu à reconstruire l'autorité et la légitimité gouvernementales, violemment remises en cause lors des grandes manifestations de rues et émeutes de décembre 2001 » (Donot 2016 : 79). Fernández a été le directeur de campagne de Kirchner et dans sa propre campagne électorale il a clairement indiqué que NK était son référent politique. Dans le gouvernement de NK, Fernández a occupé un poste clé, celui de chef des ministres. Cristina Fernández de Kirchner (CFK) a succédé à son époux en 2007. Les relations entre CFK et le chef des ministres étaient très difficiles et l'actuel président argentin l'avait critiquée durement après la mort subite de son mari en 2010. Cependant, après une décennie de rupture, une réconciliation a eu lieu entre Fernández et Cristina Kirchner, donnant naissance à un nouveau parti politique qui regroupe des partis issus du « Justicialisme » et du « Kirchnerisme » et d'autres groupes de centre-gauche argentin : le discours de *Frente de Todos* (Front de Tous) essaye de convaincre les citoyens de lutter tous ensemble pour sortir l'Argentine de sa crise économique et sociale.
- 11 On vient de voir que, depuis la fin du 19^e siècle, l'Argentine vit pratiquement dans l'instabilité politique, sociale et économique. Chaque fois qu'un gouvernement semble vouloir reconstruire la République sous un régime démocratique, une nouvelle crise surgit, qui déstabilise la situation générale. La capacité des dirigeants à maîtriser de telles situations semble de plus en plus compromise et leur légitimité ainsi que celle des institutions entre en crise. Ces crises de légitimité, qui s'imposent de longue date en Argentine et qui depuis quelques années sont au centre des discours qui circulent sur la place publique, renforcent plus encore la méfiance envers les gouvernements. « Toute crise de légitimité, est, d'une certaine manière, une crise de confiance », a affirmé en 2019 Carlos Rosenkrantz, le président de la Cour suprême de Justice dans un article du journal *La Nación*.⁶

2. Légitimité, autorité et confiance dans le contexte argentin

- 12 D'après la déclaration de ce haut fonctionnaire argentin, la notion de confiance serait en rapport avec celle de légitimité. Rappelons que dans les pays démocratiques, la légitimité présidentielle est avant tout conférée par la reconnaissance obtenue aux urnes. Cependant, comme l'affirme Charaudeau (2014 : 50), « l'être de parole, qu'on le veuille ou non, est toujours double. Une part de lui-même se réfugie dans sa légitimité d'être social, une autre se veut construire par ce que dit son discours. » Par ailleurs, la reconnaissance institutionnelle ne suffit pas à assurer la légitimité du dirigeant : en démocratie, il faut y ajouter une reconnaissance morale, celle qui entérine le caractère

d'une gouvernance respectueuse des droits fondamentaux des citoyens. On sait qu'une décision peut être légale sans être pour autant jugée légitime.

- 13 Or, la nature des mesures adoptées pour contenir la pandémie semble mettre en péril les libertés démocratiques qui assurent la légitimité de la politique gouvernementale. Le besoin de demander aux citoyens de tout un pays de ne pas sortir de chez eux et d'éviter le contact avec les autres ou de s'abstenir de circuler inutilement, de voir leurs proches, d'aller à leur lieu de travail et d'envoyer leurs enfants à l'école, constitue une menace pour la valeur de la liberté, pour les idéaux de l'éducation et plus généralement pour la vie sociale. Le problème est plus épineux encore lorsque la foi dans le caractère démocratique d'un régime est fragilisée par une longue histoire d'autoritarisme, de corruption et de crise économique, comme c'est le cas de l'Argentine.
- 14 Cette fragilisation de la légitimité démocratique des gouvernants risque de constituer une atteinte grave à leur autorité et à l'impact des mesures édictées. Signalons à ce point la différence qu'établit Charaudeau (2014 : 52) entre la légitimité et l'autorité :
- On ne confondra pas [...] *légitimité* et *autorité*. La première [...] est un droit acquis. L'autorité, en revanche, est intrinsèquement liée au processus de soumission de l'autre. Elle place le sujet dans une position qui lui permet d'obtenir des autres un comportement (faire faire) ou des conceptions (faire penser et faire dire) qu'ils n'auraient pas sans son intervention. La légitimité ne met pas le sujet qui en est doté dans une situation d'avoir à soumettre l'autre.
- 15 Marc Angenot, quant à lui, divise, dans son ouvrage *La Rhétorique de la confiance et de l'autorité*, la notion d'autorité en « Autorité 1- pouvoir de se faire obéir et l'autorité 2- compétence présumée et/ou sagesse supérieure » (2013 : 14). Ce « pouvoir de se faire obéir » est pratiquement donné avec la reconnaissance de la légitimité d'un président élu. Celui-ci pourrait évidemment utiliser ce pouvoir et en l'occurrence s'imposer à son peuple par des décrets et l'annonce de règles radicales mettant en danger la démocratie. Pour éviter cet écueil, bien connu en Argentine, AF doit bâtir un discours qui l'aide à mettre en mots l'autorité 2, celle qui consiste à se faire respecter par sa sagesse et sa compétence, condition nécessaire pour se faire obéir sans coercition. L'autorité construite en discours se mesurera à l'aune du comportement des citoyens, c'est-à-dire du degré d'obéissance consentie aux mesures annoncées.
- 16 Angenot montre bien que c'est en grande partie la confiance qui permet d'obtenir l'obéissance volontaire qui est l'attribut de l'autorité. Il définit la confiance comme « un sentiment de sécurité vis-à-vis de quelqu'un qui fait que je me 'remets' à sa parole, que je la crois comme si elle venait de moi-même [...] que je lui obéis le cas échéant [...] - élément essentiel et exigence constante de la vie en société » (*ibid.* : 19). Il souligne dans ce contexte l'importance des raisons de faire confiance - il faut en effet étayer la confiance « avec des raisons et avec des critères raisonnables quoique relevant toujours du principe de raison insuffisante » (*ibid.* : 22). Dès lors qu'elle appelle une justification offerte explicitement ou en creux, la confiance a partie liée avec la crédibilité du discours, c'est-à-dire sa plausibilité.
- 17 Dans le cas précis de l'Argentine, une réflexion de Charaudeau dans *La Conquête du pouvoir*, concernant la différence entre République et Démocratie, s'avère éclairante. La république, affirme Charaudeau (2013 :166),
- dit que le pouvoir repose sur une volonté citoyenne d'œuvrer pour le bien commun, et qui, pour ce faire s'organise en assemblée de représentants du peuple chargés de déterminer la loi, reflet du consensus populaire. Elle instaure ainsi l'égalité des citoyens en droit et la souveraineté par délégation. Le groupe social qui vit selon ce

principe a des obligations de respect et de confiance : *respect* des individus citoyens les uns vis-à-vis des autres, condition de la vie en communauté ; *confiance* de ceux-ci vis-à-vis de leurs représentants. [...] La république inscrit donc dans son processus de légitimité politique un *devoir de confiance* de la part du peuple.

- 18 Dans la République argentine, le manque de confiance du peuple envers ses dirigeants brise donc la légitimité politique. Il faut y insister : la confiance peut être dans certains cadres une condition importante de légitimité, et pas seulement (comme nous l'avons souligné plus haut) un vecteur d'autorité. Il faut en effet que les citoyens fassent confiance à la « fiabilité de la machine institutionnelle » (Origgi 2008 : 78), celle même qui a investi le président de ses fonctions et qui doit assurer qu'en vertu « de certaines règles et procédures » il soit « contraint de prendre en compte [les] intérêts » des gouvernés (*ibid.*). Lorsque les citoyens n'ont plus confiance dans les institutions qui confèrent au président son statut et ses pouvoirs, sa légitimité est *ipso facto* mise en échec. Ainsi, la défiance généralisée des Argentins envers leurs gouvernants risque de mettre en cause aussi bien la légitimité que l'autorité du président dans sa gestion de la pandémie. Pour que la légitimité de son discours et de sa personne soit reconnue, l'orateur doit dès lors restaurer la confiance ébranlée des Argentins dans la légitimité démocratique non seulement de leur président élu, mais aussi de l'institution tout entière qui l'a adoubé et qu'il représente.
- 19 Sans doute faut-il ajouter que la légitimité reconnue à AF est, au moment de l'irruption de la pandémie, particulièrement précaire. Il vient d'entrer en fonction à la tête d'un gouvernement de coalition dans lequel il est dit que « le président Fernández est celui qui a le moins de poids politique propre »⁷. La vice-présidente élue est la précédente présidente d'Argentine (2007-2015) CFK mise en cause dans des affaires de corruption. Ces deux obstacles s'ajoutent au manque de confiance global des Argentins envers leurs dirigeants. Pour le président élu de fraîche date, le travail de renforcement de sa légitimité au moment de la pandémie représente dès lors un audacieux défi. Des efforts couronnés de succès pourraient en l'occurrence contribuer à dissiper les doutes sur sa légitimité et à montrer au monde qui est Alberto Fernández, à savoir un dirigeant capable de gérer une crise sanitaire de la plus extrême gravité dans un pays de 45 millions d'habitants en pleine crise économique.

3. Analyse du discours du président argentin Alberto Fernández

- 20 La première allocution à la Nation prononcée par AF le 12 mars 2020 se devait d'être un discours officiel clair, concis et surtout crédible, susceptible d'inspirer la confiance. Le peuple argentin ignorait ce qui passait, et il revenait au président de mettre son pays au courant de la situation de crise et de sa politique pour y faire face. Dès lors, la nécessité de construire dans son discours un *ethos* de « crédibilité » s'imposait. « La crédibilité », affirme Charaudeau (2014 : 91),
- n'est pas, à l'instar de la légitimité, une qualité attachée à l'identité sociale du sujet. Elle est au contraire le résultat d'une construction, construction opérée par le sujet parlant de son identité discursive de telle sorte que les autres soient conduits à le juger *digne de crédit*. Le sujet parlant [...] doit fabriquer de lui-même une image qui corresponde à cette qualité.
- 21 Pour AF, on l'a vu, la tâche n'est pas simple. Pour valider sa légitimité et imposer son autorité, il doit se rendre « digne de crédit » et inspirer la confiance non seulement

dans sa personne, mais aussi dans les institutions et dans l'État comme institution. L'analyse de cette première allocution montre une construction qui se fait par le biais de la transparence, et qui s'appuie sur des arguments d'autorité. On verra également comment l'orateur met en mots des valeurs enracinées dans l'imaginaire collectif argentin ainsi que des valeurs qui ont pris un grand essor dans ce moment de crise sanitaire. Enfin, il faudra analyser la manière dont AF essaye de construire une image forte et puissante de l'État.

3.1. De la transparence à la confiance

- 22 La légitimité d'AF et la confiance du peuple envers lui étant au départ en déficit, j'essayerai de montrer comment Fernández travaille à construire un discours de transparence qui doit l'aider à éveiller un sentiment de sécurité chez son auditoire.
- 23 Deux énoncés laissent voir clairement le désir de se montrer transparent :
- Voy a compartir con ustedes información importante sobre el coronavirus [...]*
Quiero que sepan qué es lo que estamos haciendo para dar respuesta al avance de este virus que se extiende cada día en todo el mundo⁸.
 Je vais partager avec vous une information importante concernant le Coronavirus [...]
 Je veux que vous sachiez ce que nous faisons pour répondre à l'avancée de ce virus qui se propage chaque jour dans le monde entier.
- 24 L'utilisation des verbes « partager », « savoir », « faire » et « répondre » ainsi qu'un substantif comme « information » exprime l'intention de l'énonciateur de se présenter en dirigeant à la fois transparent et actif. « Partager » et faire « savoir » contribuent à la manifestation de la transparence ; « faire » et « répondre à » sont des verbes qui se situent aussi du côté de la transparence parce qu'ils décrivent à l'intention du public ce qui se passe ; en même temps ils construisent une image de leader entreprenant qui cherche des solutions et qui apportera des réponses. Le chef d'État montre l'importance qu'il attache à mettre son auditoire au courant des circonstances de la crise, tout en le rassurant et en lui montrant qu'il va agir pour gérer efficacement la situation. La transparence, affirme Koren (1998 : 480),
- désigne une des qualités essentielles de l'énoncé dont le sujet se désigne sans ambiguïté et montre explicitement les enjeux de l'énonciation à l'énonciataire. C'est aussi l'une des valeurs essentielles de la culture politique ou administrative démocratique : est jugée « transparente » toute institution qui renonce à la pratique du secret.
- 25 De cette affirmation on peut comprendre qu'AF, dans sa tentative d'inspirer la confiance, veut se présenter en défenseur des valeurs démocratiques, voire éventuellement se positionner comme tel. L'idée de transparence implique aussi la proximité qui, dans cet énoncé de Fernández, se voit renforcée par l'utilisation du pronom personnel « vous » : il entend inclure le peuple dans le sens où le partage dont il parle signifie qu'ils vont relever ce défi en commun. Dès le début, Fernández ne se présente pas simplement en garant de la Loi mais bien plutôt en garant des valeurs partagées, reconnaissant le peuple qu'il gouverne comme un compagnon de route.
- 26 Vers la fin de ce premier discours, AF décrit les actions que le gouvernement pense mettre en place pour limiter la circulation du virus. L'énonciateur est clair, explicatif et agentif : « Nous continuerons de surveiller à chaque instant l'évolution de cette pandémie pour la mettre à jour et prendre les mesures nécessaires ».

- 27 La mise en mots de cet énoncé l'aide à renforcer sa légitimité en montrant qu'il veille au bien commun et assume ses responsabilités par rapport à son auditoire. On y trouve une progression qui rassure le citoyen en lui montrant clairement quels sont les pas successifs que va faire le gouvernement : surveiller l'évolution du virus, informer et, ensuite, prendre les mesures qui s'imposent. Ainsi responsabilité et crédibilité vont de pair parce qu'à partir du moment où les Argentins perçoivent qu'il y a un plan de travail clair et que le gouvernement est prêt à leur rendre compte de ses actes, ils peuvent lui accorder leur confiance. Le discours entend donner à l'auditoire la sensation d'être en de bonnes mains.

3.2. Renforcer sa légitimité par l'argument d'autorité :

- 28 En tant qu'argument de « confirmation », l'argument d'autorité apparaît « quand le Proposant donne pour argument en faveur d'une affirmation le fait qu'elle ait été énoncée par un locuteur particulier *autorisé*, sur lequel il s'appuie ou derrière lequel il se réfugie », affirme Plantin (1996 : 88). Le premier argument de Fernández est le discours rapporté de l'Organisation Mondiale de la Santé :

Hier, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré que la flambée du nouveau coronavirus était une pandémie, après que le nombre de personnes infectées dans le monde a dépassé les 118 000 répartis à ce jour dans 110 pays.

- 29 Cet argument d'autorité est pour AF une manière de « tenir les autres sous son emprise afin de les orienter vers une décision » (Plantin 2016 : 398). Il annonce dès le début un argument d'expert pour commencer à bâtir discursivement la légitimité des mesures qu'il adopte et acquérir ainsi l'autorité nécessaire pour faire respecter les consignes destinées à freiner la propagation du virus. La consolidation de l'argument d'autorité se fait par le biais de l'indication chiffrée qui, comme l'affirme Koren (2009 : 72-73) « bénéficie à priori d'un prestige incontestable : le prestige des apparences objectives, de l'évidence et du discours scientifique rationaliste. Fonder son interprétation sur des chiffres, c'est se construire d'emblée un *ethos* valorisant »⁹.
- 30 Vers la fin de cette allocution Fernández fait encore une fois référence à l'autorité scientifique : « Nous agissons selon les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé, des autorités des pays les plus touchés et de nos experts et sociétés scientifiques. » Il ne s'agit pas seulement de s'appuyer sur un argument d'autorité en se référant à l'OMS et aux experts argentins : AF reprend les recommandations des pays touchés, c'est-à-dire qu'il fait appel à l'expérience concrète des autres. Il cherche partout à construire une image de soi qui inspire confiance : il montre qu'il est sérieux et n'adopte pas de mesures d'une manière impulsive ; il prend au contraire conseil et écoute les autorités en la matière. Le principe de responsabilité qui se voit encore une fois reflété dans cet énoncé renforce la confiance qu'il veut inspirer et le présente une fois de plus en dirigeant crédible.
- 31 On a vu comment la transparence, l'utilisation d'arguments d'autorité provenant des experts ainsi que les indications chiffrées aident AF à construire un discours aux apparences objectives et rationnelles qui lui permettent de valider la légitimité institutionnelle qui lui a été octroyée par des élections présidentielles démocratiques, et d'asseoir son autorité. En dehors de ces stratégies qui s'appuient sur la raison, on relève l'utilisation de termes qui renvoient à des valeurs enracinées dans la conscience collective et dans l'imaginaire social.

3.3. Entre la mise en scène des valeurs et le rôle de l'État :

- 32 Selon l'affirmation de Perelman et Olbrechts-Tyteca dans le *Traité de l'Argumentation*, les valeurs sont « des objets d'accord à propos desquels on ne prétend qu'à l'adhésion de groupes particuliers [...] »¹⁰. L'utilisation des valeurs dans l'argumentation politique est donc nécessaire et en rien anodine. Dans cette allocution se fait jour un lien entre deux notions : « valeurs » et « État ». Ce dernier en tant qu'entité abstraite est censé veiller au bien commun, ce même « bien commun » qui est ancré dans l'idéal de la démocratie et de la République.
- 33 Lorsqu'on parle du contexte analysé ici, la référence à l'État péroniste est essentielle. En effet, cette notion a été mise en scène dans la rhétorique péroniste, et elle revient fréquemment jusqu'à nos jours dans les discours issus de la même idéologie. Peron dit, dans l'exposé de sa doctrine¹¹, que l'État est « la Nation juridiquement organisée » (1947 : 71). Cette idée d'organisation lui semble essentielle dans un pays nouveau où il faut une « organisation de l'État, une organisation du travail, du repos, organisation dans tous ces aspects [...] » (*ibid.* : 72). Selon Rapoport (2020 : 324)
- L'État justicialiste est né pour résoudre la crise de l'hégémonie oligarchique. [Il] a dû résoudre le vide de pouvoir généré par l'incapacité des groupes traditionnels à imposer leurs intérêts en tant que projet de toute la société et celui des groupes émergents qui, sans représentation politique et en position subordonnée, n'avaient pas la force de présenter les leurs.
- 34 L'État péroniste cherche donc l'égalité des classes, l'égalité des chances et des droits¹². Ou comme son fondateur le dit dans sa doctrine (112) : « l'État [est] le gardien de la justice sociale [...] ». C'est ainsi que la question des valeurs et du rôle de l'État constitue de façon générale un enjeu significatif dans le discours politique argentin. Les discours de Peron et d'Evita dans la seconde moitié du 20^e siècle abondaient en valeurs qui provoquaient chez les Argentins une identification avec les leaders politiques qui plaidaient pour la justice sociale et une idéalisation de ces leaders. Dans une analyse lexicométrique des discours des présidents argentins depuis l'arrivée de la démocratie et jusqu'à la présidence de Kirchner (2003-2007), Morgan Donot constate la prégnance de valeurs qui sont, chez chacun, distinctes (2010 : 69) :
- Le président Alfonsín mit en avant la démocratie dans ses discours, Menem la stabilité, De la Rúa la réforme et Duhalde, la récupération. Alors que les résultats lexicométriques de l'étude du corpus de NK indiquent qu'il insista sur des termes à connotation sociale, tels que *salud* (« santé » ; 51), *educación* (« éducation » ; 56), *pobreza* (« pauvreté » ; 51), *vivienda* (« logement » ; 23).
- 35 En ce qui concerne la mise en scène des valeurs dans les discours de CFK, qui a succédé à son mari à la présidence de l'Argentine pour deux mandats (2007-2015) : elle a repris à son compte l'*ethos* militant de son mari¹³ puisque tous deux appartenaient à la « génération décimée »¹⁴, celle des jeunes mobilisés dans les années soixante-dix et persécutés par la dictature » (*ibid.* : 73). Cette analyse minutieuse de Donot semble indiquer que chaque président a essayé de corriger les fautes de ses prédécesseurs. Kirchner défend des valeurs qui font partie de la vie quotidienne, qui sont plutôt les défis auxquels les Argentins doivent faire face au jour le jour¹⁵. C'est peut-être ce qui a permis à NK de se faire sa place dans la politique argentine et de former sa mouvance politique, le « Kirchnerisme ».

- 36 Ce développement éclairera l'analyse de l'utilisation des valeurs dans le discours de Fernández qui, pendant sa campagne électorale, a répété à plusieurs reprises qu'il s'identifiait à NK, à son idéologie et à sa politique.
- 37 Après avoir fondé son discours sur la transparence et les arguments d'autorité, AF enchaîne sur l'idée de l'État comme centre du pouvoir, à savoir sur la notion d'un État tout-puissant. La réflexion de Patrick Charaudeau permet de mieux définir la ou les stratégies discursives de Fernández dans ce domaine (2013 : 184) :
- En situation de conquête du pouvoir, le discours politique se met en scène selon une dramaturgie qui s'appuie sur trois composantes : la dénonciation du Mal social dont le peuple est victime et dont on stigmatise la cause ; la promesse d'une réparation de ce Mal en défendant des valeurs et proposant des moyens radicaux ; la construction d'une image de leader charismatique et déterminé, seul capable de réparer ce Mal.
- 38 Le président argentin présente, dans ce premier discours, la pandémie comme le Mal à combattre tout en donnant à l'État un rôle primordial et une fonction, comme Charaudeau le dit plus loin, de « protecteur » (*ibid.* : 185).
- En situaciones de alarma generalizada es imprescindible el rol del Estado para prevenir, tranquilizar y brindar protección a la población.*
Un Estado presente en materia de salud es la mejor manera de cuidar a la población [...]
La realidad es que esta pandemia nos convoca como sociedad.
Nos convoca al Estado Nacional, a cada provincia, a cada municipio.
 Dans les situations d'alerte généralisée, le rôle de l'État est essentiel pour prévenir, rassurer et protéger la population.
 Un État présent en matière de santé est le meilleur moyen de prendre soin de la population.
 La réalité est que cette pandémie nous interpelle en tant que société. Elle interpelle l'État national, chaque province, chaque municipalité.
- 39 Les verbes « prévenir », « rassurer » et « protéger » ainsi que « prendre soin » aident l'énonciateur à construire une mise en situation : ils suggèrent une atmosphère de sécurité et de confiance. En parallèle avec le besoin de se montrer transparent, s'affirme le désir de présenter l'État comme « tout puissant », et comme la seule instance capable de vraiment contrôler la situation. L'État est bien au centre, comme l'affirment deux chercheuses du CONICET dans leur analyse des discours de Fernández en temps de pandémie (2013 : 184) : *el estado que cuida, el estado presente, el estado que no abandona*¹⁶. En d'autres termes, les citoyens sont invités à croire que lorsque l'État se charge de contrôler ce fléau mondial il n'y a pas lieu de s'inquiéter. « L'État est présent et accompagnera tout le monde », affirme plus tard le chef de l'État.
- 40 Notons qu'au moment de l'allocution une partie des médias a repris dans ses titres la phrase de Fernández « *Es imprescindible el rol del Estado para proteger a la población* ». Lorsque l'Argentine est passée à sa campagne de vaccination, Kicillof (gouverneur de la province de Buenos Aires) a posté une vidéo dans le compte Instagram de *Frente de Todos* où il loue et met en valeur l'importance du rôle de l'État, s'exprimant en ces termes : « parce que, malgré tout, l'État donne une réponse à la plus grave situation d'urgence de notre histoire ».
- 41 Cette insistance sur la présence de l'État est accompagnée des notions d'unité, de lutte commune, dont la récurrence est marquée. AF renforce l'idée que, si chacun doit assumer sa responsabilité, il ne faut pas oublier que ce « chacun » fait partie d'un ensemble dont tous participent sans exception (« *A cada uno y a cada una* », « chacun et chacune »). C'est la responsabilité individuelle face à la responsabilité collective.

Fernández met en mots la recherche du bien commun, valeur-phare de la démocratie et de la république. Il laisse entendre à plusieurs reprises que bien que l'État soit présent, chaque individu doit prendre soin de lui et veiller à ses proches, toujours dans l'idée que « tous ensemble » nous allons vaincre cette pandémie. Il faut ici rappeler qu'il est arrivé au pouvoir avec son parti politique *Frente de Todos* (Front de tous) et que dans sa campagne électorale il a beaucoup insisté sur l'idée de surmonter les problèmes ensemble et de toujours lutter ensemble¹⁷.

- 42 De nos jours, il est possible de constater cette insistance sur les mots « ensemble » et « tous ensemble » dans les pages du gouvernement sur les réseaux sociaux Facebook, Instagram et Tweeter où le 9 Juillet, Fête de l'Indépendance de l'Argentine, un post dans la page *Frente de Todos* sur Instagram disait : « L'Argentine qu'on mérite, on va commencer à la construire ensemble [...] ». Il y a également des pages de *Argentina Unida* où d'autres représentants du gouvernement comme Axel Kicillof utilisent avec insistance des termes comme : « une Argentine unie et debout », « nous travaillons pour tous les Argentins », « on va transformer toute la province de Buenos Aires ». L'idée d'unité et d'égalité occupe aujourd'hui une place très importante dans le discours officiel argentin, et il en va de même dans cette première allocution à la Nation de AF destinée à informer le public sur la pandémie.
- 43 Le Président argentin semble aussi mobiliser la valeur d'égalité – nous sommes tous égaux et nous devons tous investir de même pour pouvoir résoudre les problèmes communs. Le travail en équipe est *de facto* le reflet des valeurs de solidarité et de fraternité. Alejandra Vitale soutient qu'il s'agit de la recherche de l'« unité nationale nécessaire pour coordonner des actions conjointes [...] » (2020 : 117) et Montero et Cané insistent à ce propos sur la notion d'*ethos* consensuel.
- 44 Fernández termine son premier discours par un renvoi à des valeurs connues et enracinées dans la conscience collective. La recherche du bien commun chère à l'idéologie de la social-démocratie le conduit en effet à s'exprimer en ces termes pour clore ce premier discours de crise :
- Tenemos que demostrarnos una vez más que en los temas importantes estamos unidos. [...] Somos la Argentina. Un país unido en el que cada uno debe comprometerse con los demás y todos con cada uno, empezando por el Estado.*
Un país unido en el que comprendemos que lo que le pasa al otro nos afecta a todos.
 Nous devons démontrer une fois de plus que sur les questions importantes, nous sommes unis.
 Nous sommes l'Argentine. Un pays uni dans lequel chacun doit s'engager envers les autres et tous envers chacun, à commencer par l'État.
 Un pays uni dans lequel nous comprenons que ce qui arrive à l'autre nous affecte tous.
- 45 On pourrait conclure cette partie en disant que Fernández s'est servi d'effets appuyés de transparence, et de la référence aux valeurs démocratiques et républicaines dont se nourrit sa politique sanitaire, pour construire un discours destiné à renforcer sa légitimité et celle de ses mesures. Le respect de la démocratie, bien que le terme apparaisse rarement dans la bouche de Fernández, a été établi par les références à la solidarité, à la responsabilité individuelle et collective, au travail en équipe, à l'unité et à l'égalité. Cette légitimité une fois validée et bien établie doit lui permettre de faire reconnaître le bien-fondé des lois et mesures qu'il édicte afin de combattre la pandémie. Elle doit aussi contribuer à son positionnement sur l'échiquier politique en renforçant sa légitimité de dirigeant démocratique.

3.4. La mise en mots de l'autorité

3.4.1. Fernández garant de la loi

- 46 Afin d'annoncer les mesures à prendre concernant le traitement de la Covid-19 Fernández annonce la signature d'un décret de nécessité et d'urgence (DNU) par lequel il va édicter les lois à respecter : « Par conséquent, j'ai édicté un décret de nécessité et d'urgence qui étend l'urgence publique en matière de santé. »
- 47 Une première lecture de cet énoncé pourrait faire croire qu'il s'agit de prendre des mesures dans le domaine de la santé, qui concernent uniquement les personnes travaillant dans ces organismes – mais dans la suite, il offre une explication détaillée de ce qui signifie ce DNU qui contredit cette impression. Ce flou trouble la transparence qu'il manifestait au début du discours, et l'aide à imposer « sa loi ».
- 48 Fernández tente d'atténuer le « coup » en annonçant dès le départ :
 Il confère des pouvoirs d'action et de prévention à différents ministères. Parmi eux, éviter les pénuries et fixer des prix maximaux du gel hydroalcoolique, des masques faciaux et des produits essentiels.
- 49 Il permet également la suspension préventive des spectacles et la fermeture des espaces publics. Ce décret suspend les vols en provenance d'Europe, des États-Unis, de Corée du Sud, du Japon, de Chine et d'Iran pendant 30 jours. Dans le cadre de cette restriction, il prévoit que des mesures seront mises en œuvre pour faciliter le retour de ces pays de résidents argentins.
- 50 Le président revient au flou : qui est le « il » en position de sujet – le décret personnifié auquel serait déferée la responsabilité de faire obéir à quelque chose ? Différents ministères, lesquels ? Par ailleurs, Fernández tempère la force de l'imposition de cette loi par son choix de présenter d'abord la partie la moins douloureuse et la plus encourageante. Il commence par annoncer qu'on évitera la pénurie des produits nécessaires en cette période de pandémie et qui plus est, le décret fixera des prix maximums pour les produits de première nécessité comme l'alcool en gel et les masques. AF utilise encore des verbes qui, accompagnés de leurs cotextes, produisent un effet d'atténuation comme « éviter » et « fixer ».
- 51 Plus loin il commence à avoir recours à des mots (verbes, substantifs) relatifs à l'interdiction et l'imposition de lois, par exemple suspendre, restriction, isolement, violer (la loi), obligation, sévères, prendre des mesures nécessaires.
- 52 Pour résumer un peu la teneur du DNU du début de la pandémie (il ne faut pas oublier que ce discours a été prononcé le 12 mars alors qu'il y avait dix cas confirmés et un mort) : il suspend l'entrée au pays des personnes venant de pays à haute contagion, la fréquentation des théâtres, des cinémas, des salles de conférences, etc., il dicte un isolement de 14 jours pour ceux qui ont été en contact avec des personnes contaminées ou bien ayant eux-mêmes des symptômes : « Il est important de comprendre que cet isolement préventif est essentiel pour réduire la propagation du virus. »
- 53 Fernández présente à plusieurs reprises ce DNU en tant que mesure de prévention contre la propagation du virus. Il privilégie, de cette manière, la vie. C'est une autre recherche du bien commun qui contribue à la construction d'une image de soi crédible et digne de confiance. Cependant, ce recours aux valeurs et à la recherche du bien

commun se voit interrompu au moment où il fait peser une menace de sanctions : « Ceux qui violent l'isolement établi auront des responsabilités pénales. »

- 54 Cet énoncé reflète une sévérité et profère une condamnation qui n'apparaissent pas auparavant dans le discours de Fernández. Le verbe « violer », axiologique négatif faisant référence à une transgression des lois institutionnellement établies, est complété par le groupe nominal « responsabilités pénales » mentionnant explicitement le châtement. Le discours d'AF a pris une allure de violence qui peut peut-être contribuer à l'exercice de son pouvoir, mais qui risque de porter atteinte à la construction discursive basée sur des valeurs que le président a effectuée jusque-là pour manifester sa légitimité démocratique, et asseoir son autorité comme capacité à se faire obéir sans coercition.
- 55 En outre, le décret oblige chaque personne à signaler les symptômes compatibles avec le coronavirus : « Et cela garantit également que la population recevra chaque jour des informations précises sur la situation. » Mais si le décret contraint chacun de rapporter s'il a des symptômes, l'État est obligé, en retour, d'informer les citoyens des avancées de cette crise sanitaire et de la manière de la gérer. La nuance d'autoritarisme s'efface alors derrière un échange d'informations qui pourrait traduire le besoin de transparence manifesté au début, mais également garantir une responsabilité réciproque et un lien de solidarité. Peut-on penser que ceux-ci pourraient marquer le début d'une « démocratie populaire (au sens d'une démocratie pour le peuple) et non populiste », selon les termes de Charaudeau (2014 : 244) ?

Conclusion

- 56 L'analyse de la première allocution de AF à la nation sur la Covid-19 dévoile l'importance capitale de la confiance, qui s'avère en l'occurrence être la condition *sine qua non* d'une légitimité très précaire dans le contexte politique argentin. La tentative de construire un discours clair et explicatif et au même temps crédible et rassurant devait permettre au président fraîchement élu de réinstaurer la confiance ébranlée par une longue histoire de déceptions. Il s'agissait de renforcer ainsi la légitimité démocratique qui lui avait été octroyée aux dernières élections quelques mois auparavant, et de bâtir sur cette base une autorité discursive lui accordant la possibilité d'édicter des nouvelles mesures restrictives d'une manière cohérente et modérée, pour « faire faire » sans coercition. On a pu voir ainsi que la confiance est, dans ce contexte, une notion clé pour la construction non seulement de l'autorité du dirigeant (comme le montre bien Marc Angenot dans sa *Rhétorique de la confiance et de l'autorité*), mais aussi de la légitimité de sa personne et des institutions qui l'ont intronisé et qu'il préside.
- 57 L'analyse discursive a démontré que AF a réussi à valider et renforcer sa légitimité et son autorité par le biais de la transparence, de l'appel aux valeurs de responsabilité et de solidarité ainsi qu'à l'unité nationale. Il faut ajouter qu'il s'est donné lui-même en exemple en travaillant coude-à-coude avec Rodriguez Larreta (maire de la ville de Buenos Aires) qui est un adversaire politique, ainsi que des gouverneurs de différentes provinces appartenant à des partis politiques de l'opposition. Ce travail en équipe se constate dans les discours et conférences de presse donnés par la suite où AF se montre sur scène avec différents fonctionnaires de son gouvernement. Dans son discours du 30 mars lorsque les Argentins étaient en confinement depuis 10 jours, Fernández affirme que :

la réalité est que plus de 90% des Argentins se sont pleinement conformés à la quarantaine que nous avons ordonnée ; ils sont restés dans leurs maisons et se sont protégés ; ils ont protégé leurs enfants et ils ont protégé les personnes âgées, qui sont – précisément – celles qui sont les plus à risque parmi nous.

- 58 En dehors de l'obéissance manifestée par les citoyens, AF a également réussi à maintenir la ligne politique qu'il défendait depuis sa campagne, se prononçant pour l'idée de sortir l'Argentine de la crise « ensemble ». Le flou utilisé au moment d'imposer le DNU pourrait se comprendre comme une manière de se différencier de l'un de ses prédécesseurs, Carlos Menem, qui a utilisé systématiquement l'argument de la peur pour imposer des DNU censées sortir l'Argentine de l'abîme dans lequel elle était tombée à l'époque. AF atténue la nature coercitive de la DNU et met plutôt en avant l'Autorité 2 telle que la définit Angenot, celle qui se fait obéir par la manifestation de la sagesse, de la compétence et de l'honnêteté du gouvernant. Finalement, ses stratégies pour construire un discours qui valide sa légitimité et son autorité se sont avérées efficaces au vu du pourcentage élevé de la population qui a respecté les mesures prises par le gouvernement, au moins tout au début de la pandémie.
- 59 Reste à savoir si les discours qui ont suivi cette première allocution ont également réussi à maintenir cette reconnaissance afin d'inspirer la confiance et se faire obéir en conséquence. En effet, comme le mentionne Angenot (2013 : 21) « qui fait confiance » [...] « oblige la source, il lui crée des obligations, des exigences, au premier chef l'exigence de ne pas “trahir” cette confiance par le mensonge, la dissimulation, la négligence. »

BIBLIOGRAPHIE

- Angenot, Marc. 2013. *La Rhétorique de la confiance et de l'autorité*. Discours Social 44 (Montréal : Editions McGill)
- Charaudeau, Patrick. 2013. *La Conquête du pouvoir* (Paris : L'Harmattan)
- Charaudeau, Patrick. 2014. *Le discours politique : les masques du pouvoir* (Limoges : Lambert-Lucas)
- Donot, M. 2010. « Emergence d'un nouveau péronisme ? Analyse des discours à la Nation de Nestor Kirchner (2003-2007) ». *Mots* 93, « Figures et filiations dans le discours politique latino-américain », 65-81
- Donot, Morgan. 2016. « L'analyse du discours présidentiel argentin en démocratie (1983-2015). La vocation refondationnelle. » *Mots*, 112, « Discours présidentiels et en présidentielles », 141-147
- Fernández, José Luis. 2020. « Un presidente entre la pandemia y el postbroadcasting », *Question/Cuestión* 1(mayo),
<https://doi.org/10.24215/16696581e301>
- Koren, Roselyne. 1998. « Transparence », Fiala, Pierre & Lafon, Pierre (éds). *Des mots en liberté. Mélanges Maurice Tournier* (Fontenay-aux-Roses : ENS éditions), vol. 2, 479-488

- Koren, Roselyne. 2009. « Le récit de chiffres : enjeux argumentatifs de la “narrativisation” des chiffres dans un corpus de presse écrite contemporain », *A contrario* 12, 66-84
- Legrain Milli. 2004. *La Crisis Argentina de 2001, debilidad institucional y falta de legitimidad del Estado* (Madrid : Instituto Complutense de Estudios Internacionales)
- Montero, Ana Soledad & Cané, Mariana. 2020. « Cuidar, explicar, gobernar. El discurso de Alberto Fernández durante la pandemia de COVID-19 en Argentina », *Ciencias Sociales y Big Data, Representaciones políticas, disputas comunicacionales y política internacional*. Esteban Acris, Universidad Nacional de Rosario, 87-108
- Origgi, Gloria. 2008. *Qu'est-ce que la confiance ?* (Paris : Vrin)
- Perelman, Chaim & Olbrechts-Tyteca, Lucie. 2008. *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique* (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles)
- Peron, Juan Domingo. 1947. *Doctrina Peronista* (Buenos Aires)
- Plantin, Christian. 2016. *Dictionnaire de l'argumentation*. (Lyon : ENS)
- Rein, Raanan. 1998. *Populism and Charisma. Peronist Argentina, 1943-1955* (Tel Aviv : Modan)
- Rapoport, Mario. 2020. *Historia Económica, Política y Social de la Argentina (1880-2003)* (Critica, Buenos Aires)
- Vitale, María Alejandra. 2020. «Discurso presidencial sobre el COVID-19. El caso de Alberto Fernández en Argentina», *DeSignis* 33, Intersecciones en el discurso político. Federación Latinoamericana de Semiótica, 112-125
- Zanfardini, L. & E. Gimenez (à paraître). « El presidente en casa: el ethos de Alberto Fernández en tiempos de pandemia », *Discurso & Sociedad*

NOTES

1. <https://adalassociation.org/seminaires/303-appel-a-participation-seminaire-virtuel-sur-les-discours-politiques-et-mediatiqes-autour-de-la-crise-sanitaire-liee-au-coronavirus-en-amerique-latine-et-en-europe> , consulté le 14 juillet 2021.
2. Dans cet article la chercheuse analyse les discours et conférences de presse prononcés entre le 15 mars et le 17 juillet 2020.
3. Ces chercheuses étudient un corpus composé de six conférences de presse, une allocution à la Nation et 194 tweets prononcés entre le 10 mars et le 11 mai 2020.
4. Zanfardini et Giménez (à paraître) ont travaillé sur un corpus constitué des discours d'AF prononcés jusqu'au 14 août 2020 à partir de la première allocution du 12 mars.
5. Il faut rappeler que l'idéologie péroniste était interdite, donc il n'y avait pas participation électorale de partis politiques péronistes.
6. <https://www.lanacion.com.ar/politica/rosenkrantz-abre-ano-judicial-diagnostico-critico-nid2230052/> consulté le 14 octobre 2021.
7. Ces mots sont entre guillemets parce qu'ils sont empruntés au chercheur en sciences de la communication de l'UBA, José Luis Fernandez (2020 : 6).
8. Pour toutes les citations en espagnol, c'est nous qui traduisons.
9. Je dois souligner que Koren cite dans ce passage des mots de Charaudeau dans son livre *Grammaire du sens et de l'expression*, p. 237, 660, 665, 677, 692, 694.
10. Perelman et Olbrechts-Tyteca (2008: 99)
11. *Doctrina Peronista* (1947)

12. N'oublions pas que jusqu'à l'arrivée de Peron ceux qui avaient le droit au vote étaient une minorité.

13. Ils militaient dans la jeunesse péroniste de gauche dans les années soixante-dix.

14. Le même Kirchner utilise cette dénomination dans un de ses discours en 2003. Cité par Donot (*ibid* : 73)

15. Voici par exemple un extrait d'un discours de NK : « Nous voulons récupérer les valeurs de la solidarité et de la justice sociale qui nous permettront de changer notre réalité pour avancer vers la construction d'une société plus équilibrée et plus juste. » (2003) Cette citation appartient à Morgan Donot (2010 : 77)

16. Cet article est issu d'une conférence virtuelle donnée par ses auteurs, Lucia Zanfardini, de l'Université de Rio Negro et Elina Giménez, de l'Université de Buenos Aires au mois d'août 2020.

17. « Vous devez convoquer tout le monde et leur dire qu'ils doivent collaborer. Arrêtons de tirer la corde d'un seul côté, construisons ensemble. C'est un avenir avec Alberto et un avenir avec Cristina, c'est un avenir avec tout le monde. » Ces mots ont été prononcés dans le premier discours de sa campagne électorale le 21 mai 2019 dans la province de Santa Cruz.

https://www.youtube.com/watch?v=xIcJjxOy5Wc&list=PLK4aLNn_GepY1pz1XQu3pl7Qh8QMAb3vi&index=1

consulté le 30 juin 2021.

RÉSUMÉS

Cet article se propose d'analyser la première allocution à la nation du président argentin Alberto Fernández concernant la crise sanitaire provoquée par la Covid 19. Au moment de l'apparition du virus, le président argentin était nouveau dans ses fonctions. En Argentine, un pays qui vit dans une instabilité économique, sociale et politique presque constante, la population est particulièrement méfiante envers les politiciens et les institutions. Même si la légitimité du nouveau président lui a été conférée par des élections démocratiques, Fernández est obligé de construire un discours qui inspire la confiance des Argentins afin de consolider leur foi dans la légitimité des institutions aussi bien que du président élu, et de construire l'autorité nécessaire pour faire respecter des mesures destinées à contenir la propagation du virus sans faire appel à la violence. Les notions de confiance, légitimité et autorité sont les piliers de cette analyse qui tente d'analyser leur inscription dans l'adresse de Fernández au moment où éclate une crise sanitaire mondiale sans précédent.

This article aims to analyze the first address to the Nation of the Argentinian President Alberto Fernández dealing with the health crisis of the Covid-19. At the time of the emergence of the virus, Fernández was new to his duties. The population of Argentina, a country that lives in an almost constant economic, social and political instability, is particularly suspicious of politicians and institutions. Even if the legitimacy of the new president was conferred upon him by a democratic election, he had to build a trust-inspiring discourse in order to strengthen the citizens' belief in the legitimacy of the institutions as well as of the elect president, and to construct an authority allowing him to impose measures against the virus without resorting to violence. The notions of trust, legitimacy and authority are the pillars of this analysis which shows how they are discursively constructed and woven in the texture of Fernández's address at the very beginning of an unprecedented world sanitary crisis.

INDEX

Keywords : Argentina, authority, Covid-19, legitimacy, trust

Mots-clés : Argentine, autorité, confiance, Covid 19, légitimité

AUTEUR

KARINA MASASA

Université Bar-Ilan, ADARR

The role of trust in the discursive construction of legitimacy and authority. The first address on Covid-19 in Argentina

Le rôle de la confiance dans la construction discursive de la légitimité et de l'autorité. La première allocution sur la Covid-19 en Argentine

Karina Masasa

Introduction

- 1 The first cases of contamination and the World Health Organization's official announcement (WHO) in March 2020 that Covid-19 is indeed a pandemic have led political leaders to address the Nation and to give press conferences, not only to inform the population of the spread of the virus but also to communicate the measures to be taken to fight the pandemic. However, to encourage citizens to adopt the recommended measures, leaders must benefit both from the legitimacy which grants them the power to say and to do, and from the authority which grants them the capacity to have things said and done (Charaudeau 2014: 52).
- 2 Argentina, still struggling to emerge from the economic crisis that had hit it for two years, entered the health crisis relatively late: the country's first patient was diagnosed positive on March 3, 2020, and the first death occurred on March 7. On March 12, the President of Argentina Alberto Fernández (AF) delivered a first address to the Nation broadcast on all radio and television channels in the country.
- 3 This article aims to analyze this first address and to identify all the rhetorical strategies and verbal means with which Fernández tries to construct discursively both his legitimacy and the authority he particularly needs in the circumstances. More specifically, we propose to show that the attempt to restore the confidence of Argentines in their government's discourse and actions is the key to an enterprise that

must be understood in the context of the political history of the country. Indeed, the distrust aroused in the various Western democracies of restrictions that undermine the freedoms of citizens takes on a very particular meaning in this Latin American country where the too-often-defeated democratic legitimacy must prove itself. To fully understand AF's strategy when announcing his measures against the pandemic, we must examine it within context and see that certain verbal practices apparently close to those used by the leaders of old democracies fulfill a particular function in this context.

- 4 After a brief presentation of the political context of Argentina and a concise definition of the notions involved in this study (legitimacy, authority, trust), we will proceed with an analysis of AF's speech.
- 5 Previously, however, it is important to point out that Fernández's speeches in the context of Covid-19 have already been explored in a few interesting publications by specialists of Discourse analysis, rhetoric, and communication sciences. In July 2020, the research group ADAL (Discourse Analysis of Latin America) organized a bilingual seminar, "The discourses of the health crisis in Latin America."¹ The research presented was about the discursive *ethos* of the Argentine President during the crisis. Maria Alejandra Vitale (UBA) shows that AF builds an oral pedagogical *ethos*². Two other researchers (National University of San Martin) speak, for their part, of a consensual and paternal *ethos*³. As for Zanfardini and Giménez (Conicet)⁴, they maintain that the Argentinian President builds a composite *ethos* based on two pillars: that of reason, to which they refer as the *ethos* of "credibility", and that of emotion, which would be the *ethos* of "identification", two categories taken up from P. Charaudeau's work (2014: 91-128). This research coincides in the importance given to AF's prior *ethos* as a professor at the University of Buenos Aires (UBA) and to the valuation of national unity, transversality and/or consensus—as Montero and Cané aptly show. Let's also mention a remarkable analysis by Montero, recently published, on the relations between political discourse and other types of discourse in the context of the pandemic. In addition, Alejandra Vitale published an illuminating article on argumentation, polemics, and emotions in AF's speeches. The present study draws on these works but does not analyze the *ethos* of the speaker *per se*. When it deals with it, it is to examine the way in which the speaker endeavors to build his legitimacy and his authority in discourse in a context of global uncertainty and national mistrust.

1. The overall political context of President Fernández's address

- 6 It is in the very specific context of Argentina, with its political and socio-economic history, that Fernández is faced with the imperative need to construct a discourse likely to inspire confidence both in the institutions governing the State and in his person as a leader.
- 7 According to Raanan Rein, "Throughout the 19th and first quarter of the 20th century, foreign travelers, merchants, and diplomats often referred to Argentina as 'the giant of South America'" (1998: 10). How, then, has this promising country become nowadays a country that cannot manage to get out of its economic, social, and political crises? Both right and left-wing governments, democratic or military ones have failed to solve the

serious problems of poverty, unemployment, insecurity, corruption, and social inequalities, so that they have found themselves at the head of a country where trust, legitimacy and authority in politicians and institutions were almost non-existent. These governments “while asserting State power, failed to legitimize their institutions,” argues Rapoport (2020: 116). Therefore, the power of the State and the weakness of the institutions are already apparent at the time when the Republic of Argentina is trying to organize its political structure.

- 8 Upon his coming to power in 1946 with the unconditional support of the working class, Perón succeeded in gaining the people’s trust and having the legitimacy of his person and of the institutions acknowledged. This “excess of legitimacy” transformed him into an authoritarian leader banning the political activity of opposition parties, reforming the constitution to be re-elected, choosing officials from his entourage in the Chamber of Deputies and Senators. This strategy of concentrating power in his person has contributed to weaken the institutions. Then, from the fall of Perón in 1955 until his return in 1973, Argentina experienced a period of political instability oscillating between weak governments with democratic dimensions⁵ and military governments. This situation has favored the emergence of groups with extremist ideologies. On his return in 1973 Perón failed to redress the situation and Argentina entered its worst decade, that of terrorist attacks, assassinations, corruption, in a country where the economy was going from bad to worse. When Perón dies in 1974, his wife Isabel (Maria Estela Martinez de Perón) becomes President of the Republic. The situation gets chaotic. In March 1976, the commanders-in-chief of the constitutional government overthrow this democratic government. The civil-military dictatorship has imposed State terrorism and the violation of human rights; it has caused the disappearance of Argentine citizens and the theft of babies from the cradle. The advent of democracy in October 1983 with Raul Alfonsín succeeded in restoring the faith of Argentines in justice and respect for human rights, trampled underfoot during the dictatorship. However, the economy was badly affected, unemployment rates were very high, poverty was increasing, and inflation reached 196%. It is in this context that Perónism returns to power with Carlos Menem (CM). His government (1989-1999) strongly contributed to weaken institutions and strengthen the presidential figure as “commander,” according to the classification of the images of political actors proposed by Charaudeau (2014: 122). The president uses the crisis as an “argument by force of circumstance” (Plantin 2016: 299) which gives him the possibility to justify the use of Decrees of Necessity and Urgency (DNU). In this way, Menem contributed to weaken the legislative power essential to the proper exercise of democracy. He took control of justice leading to its substantial weakening. This policy of weakening institutions added to the imperative need to concentrate power in the person of the leader. It accounts for the feeling of distrust in the Argentine society towards politicians as well as towards the institutions of their country.
- 9 At the beginning of the 21st century Argentina faced an unprecedented economic and social crisis. The declaration of a state of siege intended to address this crisis led to a popular revolution resulting in the resignation of the President and the succession of five presidents in ten days. It was an unprecedented revolution in Argentine history, marked by violent street demonstrations, looting of supermarkets and a single motto: *¡Que se vayan todos!* (Let them all go!) The lack of confidence in Argentine politicians and the absence of credibility is then indisputable and widespread.

- 10 Even if the new President Nestor Kirchner (NK) enjoyed only dubious legitimacy, in four years of administration he “managed to rebuild the authority and legitimacy of the government, violently challenged during major street demonstrations and riots of December 2001” (Donot 2016: 79). Fernández was Kirchner’s campaign manager and in his own election campaign he made it clear that NK was his political referent. In the government of NK, Fernández held a key position, as the head of ministers. Cristina Fernández de Kirchner (CFK) succeeded her husband in 2007. The relations between CFK and the head of ministers were very difficult, and the current Argentinian President had criticized her harshly after the sudden death of her husband in 2010. However, after a decade of break, a reconciliation took place between Fernández and Cristina Kirchner, giving birth to a new political party that brings together parties out of “Justicialism” and “Kirchnerism” and other Argentine center-left groups: the discourse of *Frente de Todos* (Everybody’s Front) tries to convince the citizens to fight together to get Argentina out of its economic and social crisis.
- 11 We have just seen that since the end of the 19th century Argentina has practically lived in political, social and economic instability. Whenever a government seems to want to rebuild the Republic under a democratic regime, a new crisis arises, which destabilizes the general situation. The ability of leaders to master such situations seems to be increasingly compromised and their legitimacy as well as that of the institutions is in crisis. These crises of legitimacy which have prevailed for long in Argentina and for several years have been in the forefront of the discourse circulating in the public sphere, reinforce furthermore the mistrust towards governments. “Any crisis of legitimacy is, in a way, a crisis of confidence,” said Carlos Rosenkrantz, the President of the Supreme Court of Justice in 2019 in an article published in the newspaper *La Nación*.

6

2. Legitimacy, authority, and trust in the Argentine context

- 12 According to the statement of this senior Argentine official, the notion of trust is related to that of legitimacy. It should be remembered that in democratic countries, presidential legitimacy is above all conferred by the recognition obtained at the ballot box. However, as Charaudeau says, “the speaker, whether we like it or not, is always double. A part of himself takes refuge in his legitimacy as a social being, another wants to be built by what his discourse says” (2014: 50; our translation). Moreover, institutional recognition is not enough to ensure the legitimacy of the leader: in a democracy, it is necessary to add moral recognition, which endorses the nature of a governance respecting the fundamental rights of citizens. We know that a decision can be legal without being deemed legitimate.
- 13 However, the nature of the measures adopted to contain the pandemic seems to jeopardize the democratic freedoms that ensure the legitimacy of government policy. The need to ask citizens of an entire country not to leave their homes and avoid contact with others or to refrain from moving around unnecessarily, seeing their relatives, going to their workplace, and sending their children to school, constitutes a threat to the value of freedom, to the ideals of education and more generally to social life. The problem gets even thornier when the faith in the democratic character of a regime is

weakened by a long history of authoritarianism, corruption, and economic crisis, as is the case of Argentina.

- 14 This erosion of the democratic legitimacy of the powerful could seriously undermine their authority and the impact of the measures enacted. Let us note at this point the distinction made by Charaudeau (2014: 52; our translation) between legitimacy and authority:

We shall not confuse [...] legitimacy with authority. The first [...] is an acquired right. Authority, on the other hand, is intrinsically linked to the process of submission to the other. It places the subject in a position that allows him to obtain from others a behavior (to make people do things) or conceptions (to make them think and make people say them) that they would not have had without his intervention. Legitimacy does not put the subject who is endowed with it in a situation of having to submit the other.

- 15 In his book *La Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (The Rhetoric of Trust and Authority), Marc Angenot, for his part, divides the notion of authority into “Authority 1—power to be obeyed and authority, 2—presumed competence and/or superior wisdom” (2013: 14; our translation), This “power to be obeyed” is practically given with the acknowledgement of the legitimacy of an elected president. He could obviously use this power and in this case impose himself on his people by decrees and the announcement of radical rules endangering democracy. To avoid this pitfall, which is well known in Argentina, AF must build a discourse that helps him put authority 2 into words, namely, to command respect by virtue of his wisdom and competence, a necessary condition for obedience without coercion. The authority constructed in discourse will be measured in the light of the citizens’ behavior, in other words, of the degree of obedience granted to the required measures.
- 16 Angenot clearly shows that trust is largely what makes it possible to obtain voluntary obedience, which is the attribute of authority. He defines trust as “a feeling of security with respect to someone that makes me ‘commit’ to his word, that I believe as if it came from myself [...] that I obey if applicable| [...]—an essential element and constant requirement of life in society” (*ibid.*: 19). In this context, he emphasizes the importance of reasons for trust—indeed, trust must be backed up “with reasons and with reasonable criteria, although still subject to the principle of insufficient reason” (*ibid.*: 22; our translation). As soon as it calls for a justification offered explicitly or implicitly, trust is linked to discourse credibility.
- 17 In the specific case of Argentina, a remark by Charaudeau about the difference between Republic and Democracy turns out to be enlightening. The Republic, asserts Charaudeau (2013:166; our translation),
- 18 says that power is based on a citizen’s will to work for the common good, and to do so it organizes itself into an assembly of the people’s representatives responsible for determining the law, reflecting popular consensus. It thus establishes the equality of citizens in law and the sovereignty by delegation. The social group that lives according to this principle has obligations of respect and trust: respect of individual citizens vis-à-vis each other, as a condition of life in community; confidence of the latter towards their representatives. [...] The republic therefore includes in its process of political legitimacy a duty of trust on the part of the people.
- 19 In the Argentine Republic, the people’s lack of trust in their leaders therefore undermines political legitimacy. It must be emphasized that trust can be in certain

contexts an important condition of legitimacy, and not only (as we underlined above) a vector of authority. Citizens must have confidence in the “reliability of the institutional machine” (Origgi 2008: 78), the one that has invested the President with his functions and which must ensure that by virtue of “certain rules and procedures” he may be “forced to take into account [the] interests” of the governed (*ibid.*). When citizens no longer have confidence in the institutions that give the President his status and powers, his legitimacy is *ipso facto* undermined.

- 20 Thus, the general mistrust of Argentines towards their rulers could question both the legitimacy and the authority of the president in his management of the pandemic. For the legitimacy of his speech and his person to be recognized, the President must therefore restore the shaken confidence of Argentines in the democratic legitimacy not only of their elected President, but also of the entire institution that has dubbed him and which he represents.
- 21 Let us add that the acknowledged legitimacy of AF was at the time of the pandemic outbreak particularly precarious. He had just taken office heading a coalition government in which it is said that “President Fernández is the one who has the least political weight of his own.”⁷ The elected Vice-President, the previous President of Argentina (2007-2015), CFK, is involved in corruption cases. These two obstacles are in addition to the overall lack of trust that Argentines have in their leaders. For the newly elected President, strengthening his legitimacy at the time of the pandemic is therefore a bold challenge. Successful efforts in this case could help dispel doubts about his legitimacy and show the world who is Alberto Fernández, namely a leader capable of managing a health crisis of the most extreme gravity in a country of 45 million people amid an economic crisis.

3. Analysis of Argentine President Alberto Fernández’s discourse

- 22 The first address to the Nation delivered by AF on March 12, 2020, had to be a clear, concise and above all credible official speech, likely to inspire trust. The Argentine people were unaware of what was happening, and the President had to update his country about the crisis and explain his policy to deal with it. Therefore, the need to build in his speech an *ethos* of “credibility” was essential. “Credibility, asserts Charaudeau (2014: 91; m translation),
- 23 is not, like legitimacy, a quality attached to the social identity of the subject. On the contrary, it is the result of a construction, a construction operated by the speaking subject of his discursive identity in such a way that others will judge him as *worthy of credit*. The speaking subject [...] must construct a self-image according to this quality.
- 24 For AF, as we have seen, the task is not easy. To validate his legitimacy and impose his authority, he must become “worthy of credit” and inspire confidence not only in himself, but also in the institutions and in the State as an institution. The analysis of this first speech shows a construction using transparency and based on arguments from authority. We will also see how the speaker puts into words values rooted in the Argentine collective imaginary as well as values that took off in this time of health crisis. Finally, we shall analyze the way in which AF tries to build a strong and powerful image of the State.

3.1. From transparency to trust

- 25 AF's legitimacy and the people's trust in him being initially in deficit, we will try to show how Fernández seeks to build a discourse of transparency which should help him awaken a feeling of security in his audience. Two statements clearly show the desire to be transparent:

*Voy a compartir con ustedes información importante sobre el coronavirus [...] Quiero que sepan qué es lo que estamos haciendo para dar respuesta al avance de este virus que se extiende cada día en todo el mundo*⁸

I will share with you an important information regarding the Coronavirus [...]

I want you to know what we are doing to respond to the advance of this virus which is spreading every day around the world.

- 26 The use of the verbs “share,” “know,” “do” and “respond” as well as of a noun such as “information” expresses the intention of the speaker to present himself as a leader who is both transparent and active. “Sharing” and “letting [the people] know” contribute to transparency; “do” and “respond to” are also verbs reinforcing the impression of transparency because they describe to the public what is happening; at the same time, they build an image of an enterprising leader who seeks solutions and will provide answers. The head of state shows that he values informing his audience of the circumstances of the crisis, while reassuring the citizens and showing that he will act to manage the situation effectively. Transparency, says Koren (1998: 480; our translation),
- 27 is one of the essential qualities of the utterance which the subject refers to himself without ambiguity and explicitly shows the stakes of the enunciation. It is also one of the essential values of political or democratic administrative culture: any institution that waives the practice of secrecy is deemed to be “transparent.”
- 28 From this statement we can understand that AF, in his attempt to inspire confidence, wants to present himself as a defender of democratic values, or even possibly position himself as such. The idea of transparency also implies proximity which, in this statement by Fernández, is reinforced using the personal pronoun “you:” he intends to include the people in the sense that sharing the information means to address a common challenge. From the beginning, Fernández does not simply present himself as a guarantor of the Law but rather as a guarantor of shared values, who recognizes the people he governs as a fellow traveler.
- 29 Towards the end of this first speech, AF describes the actions that the government plans to implement to circumscribe the spread of the virus. The enunciator is clear, explanatory, and agentive: “We will continue to monitor the evolution of this pandemic from moment to moment in order to keep it up to date and take the necessary measures.”
- 30 Putting this statement into words helps him to strengthen his legitimacy by showing that he cares for the common good and fulfills his responsibilities in relation to his audience. This is meant to reassure the citizen by clearly showing him what will be the successive steps of the government: monitoring the evolution of the virus, informing and then, taking the necessary measures. Thus, responsibility and credibility go hand in hand: from the moment the Argentines perceive there is a clear agenda and that the government is ready to account to them for his actions, they can place their trust in him. The speech aims to give the audience the feeling it is in good hands.

3.2. Reinforcing his legitimacy: the argument from authority

31 As an argument of “confirmation,” the argument from authority appears “when the Proponent gives as an argument in favor of a statement the fact that it was uttered by a particular authorized speaker, on which he relies or behind which he hides” (Plantin 1996: 88). Fernández’s first argument is the World Health Organization’s statement reported in indirect speech:

Yesterday, the World Health Organization (WHO) declared that the outbreak of the new coronavirus was a pandemic, after the number of people infected worldwide exceeded 118,000 so far in 110 countries.

32 This argument from authority is for AF a way of “holding others under his power in order to guide them towards a decision” (Plantin 2016: 398; our translation). From the outset, he provides an expert argument that helps him to discursively build the legitimacy of the measures he adopts and thus acquire the authority necessary to enforce his instructions. The consolidation of the argument from authority is done using figures which, according to Koren (2009: 72-73; our translation) “benefits a priori from an indisputable prestige: the prestige of objective appearances, of evidence and rationalist scientific discourse. To rely on an interpretation based on figures is to build from the outset a rewarding *ethos*.”⁹

33 Towards the end of this speech Fernández once again refers to scientific authority: “We act according to the recommendations of the World Health Organization, to the authorities of the most affected countries, our experts and scientific societies.” He does not only rely on an argument from authority by referring to the WHO and to Argentinian experts: AF adopts the recommendations of the affected countries, thus appealing to the practical experience of others. He seeks everywhere to build an image of self that inspires confidence: he shows that he is serious and does not adopt measures impulsively; on the contrary, he takes advice and listens to the authorities in the field. The principle of responsibility once again reflected in this statement reinforces the confidence he wishes to inspire and presents him as a credible leader.

34 We have seen how transparency, the use of arguments from authority–experts as well as figures–help AF to build a discourse with objective and rational appearances which allow him to validate the institutional legitimacy granted to him by democratic presidential elections and to consolidate his authority. Apart from these strategies based on reason, we can note the use of terms referring to values rooted in the collective consciousness and in the social imaginary.

3.3. Between the staging of value and the role of the State

35 As Perelman and Olbrechts-Tyteca assert in *The New Rhetoric: A Treatise on Argumentation*, values are “objects of agreement that make possible a communion with regard to particular ways of thinking [...]”.¹⁰ The use of values in political argumentation is therefore necessary and in no way trivial. In this speech, a link emerges between two notions: “values” and “State”. The latter as an abstract entity is supposed to ensure the common good, the “common good” that is anchored in the ideal of democracy and the Republic.

36 Regarding the context analyzed here, the reference to the Peronist State is essential. As a matter of fact, this notion has been staged in the Peronist rhetoric and frequently comes back till the present day in discourses stemming from the same ideology. Perón says, in the exposition of his doctrine,¹¹ that the State is “the legally organized Nation” (1947: 71). This idea of organization seems essential to him in a new country where there is a need for an “organization of the State, an organization of work, of rest, organization in all these aspects [...]” (*ibid.*: 72). According to Rapoport (2020: 324)

The justicialist State was born to resolve the crisis of the oligarchic hegemony. [It] had to resolve the power vacuum generated by the inability of the traditional groups to impose their interests as a project of the whole society and that of the emerging groups which, without political representation and in a subordinate position, did not have the force to present theirs.

37 The Peronist state therefore seeks class equality, equal opportunities, and rights¹². Or as its founder says in his doctrine (112): “the State [is] the guardian of social justice [...]” Thus, the question of values and of the role of the State used to be a significant issue in Argentine political discourse. The speeches of Perón and Evita in the second half of the 20th century abounded in values that provoked in Argentines an identification with and idealization of the political leaders who advocated for social justice. In a lexicometric analysis of Argentine presidents’ speeches since the advent of democracy and up to Kirchner presidency (2003-2007), Morgan Donot notes the significance of values—distinct for each one (2010: 69; our translation):

38 President Alfonsín emphasized democracy in his speeches, Menem the stability, De la Rúa the reform and Duhalde the recovery. While the lexicometric results in the study of NK corpus indicate that he insisted on terms with a social connotation, such as salud (“health” 51), educación (“education” 56), pobreza (“poverty” 51), vivienda (“housing” 23).

39 Concerning the staging of values in the speeches of CFK, who succeeded her husband as President of Argentina for two terms (2007-2015): she took over the militant *ethos* of her husband¹³ since both belonged to the “wiped out generation,”¹⁴ that of the young people mobilized in the 1970s and persecuted by the dictatorship” (*ibid.*: 73). Donot’s careful analysis seems to indicate that each president has tried to correct the faults of his predecessors. Kirchner defends values that are part of everyday life, which are rather the challenges that Argentines face day by day.¹⁵ This is perhaps what allowed NK to find his place in Argentine politics and to form his political movement,

40 This development will shed light on the analysis of the use of values in Fernández’s speech who repeated several times during his election campaign that he identified with NK, his ideology, and his politics.

41 After AF has based his discourse on transparency and arguments from authority, he moves on to the idea of the State as the center of power, namely the notion of an all-powerful State. Patrick Charaudeau’s remarks allow us to better define Fernández’s discursive strategy or strategies in this area (2013: 184; our translation):

In a conquest of power situation, the political discourse is staged according to a dramaturgy based on three components: the denunciation of social evil of which the people are victims and whose cause is stigmatized; the promise to redress this Evil by defending values and proposing radical means; the construction of an image of a charismatic and determined leader, the only one capable of redressing this Evil.

- 42 The Argentine President presents, in this first speech, the pandemic as the Evil to be fought while giving the State a major role and a function of “protector” (*ibid.*: 185).

En situaciones de alarma generalizada es imprescindible el rol del Estado para prevenir, tranquilizar y brindar protección a la población.

Un Estado presente en materia de salud es la mejor manera de cuidar a la población [...]

La realidad es que esta pandemia nos convoca como sociedad.

Nos convoca al Estado Nacional, a cada provincia, a cada municipio.

In situations of generalized alert, the role of the State is essential to prevent, reassure and protect the population.

A state which is concerned by health is the best way to take care of the population.

The reality is that this pandemic challenges us as a society. It challenges the national state, each province, each municipality.

- 43 The verbs “prevent,” “reassure” and “protect” as well as “take care” help the speaker to construct a scenario: they suggest an atmosphere of security and trust. In parallel with the need to be transparent, there is a desire to present the State as “almighty,” and as the only body capable of truly controlling the situation. The state is indeed at the center, as two CONICET researchers assert in their analysis of Fernández’s speeches in times of pandemic (2013: 184): *el estado que cuida, el estado presente, el estado que no abandona*.¹⁶ In other words, citizens are invited to believe that when the State takes care of this global evil there is no need to worry. “The State is present and will support everyone,” says later the head of state.

- 44 It should be noted that at the time of the speech some of the media took up in their titles Fernández’s sentence “Es imprescindible el rol del Estado para proteger a la población.” When Argentina moved to its vaccination campaign, Kicillof (Governor of the Province of Buenos Aires) posted a video in the *Frente de Todos* Instagram account where he praises and highlights the importance of the role of the State, expressing himself in these terms: “because, despite everything, the State is responding to the most serious emergency in our history.”

- 45 This insistence on the presence of the State is marked by the notions of unity, common struggle, which are recurrent. AF reinforces the idea that if everyone must fulfill its responsibility it should not be forgotten that this “everyone” is part of a whole in which all participate without exception (“*A cada uno y a cada una*”). It is individual responsibility versus collective responsibility. Fernández puts into words the search for the common good, the key value of democracy and the Republic. He suggests on several occasions that although the State is present, everyone must take care of himself and watch over his loved ones, always with the idea that “all together” we will overcome this pandemic. It should be remembered here that he came to power with his political party *Frente de Todos* (Everyone’s Front) and that in his electoral campaign he insisted constantly on the idea of overcoming problems together and always fighting together.¹⁷

- 46 Nowadays, it is possible to see this insistence on the words “together” and “all together” in the government’s pages on social networks Facebook, Instagram and Twitter. On July 9, Argentina’s Independence Day, a post on the *Frente de Todos* page on Instagram said: “The Argentina we deserve, we will start building it together [...].” There are also *Argentina Unida* pages where other government officials such as Axel Kicillof insistently use terms like: “a united and standing Argentina,” “we are working for all the Argentines,” “we are going to transform the whole Province of Buenos Aires.” The idea of unity and equality occupies a very important place in the official

Argentine discourse today, and the same is true in AF's first address to the Nation intended to inform the public about the pandemic.

- 47 The Argentinian President also seems to mobilize the value of equality – we are all equal and we must all invest likewise to be able to solve common problems. Teamwork reflects *de facto* the values of solidarity and fraternity. Alejandra Vitale maintains that it is a search for the “national unity necessary to coordinate joint actions [...]” (2020: 117) and Montero and Cané insist in this regard on the notion of consensual *ethos*.
- 48 Fernández ends his first speech with a reference to known values rooted in the collective consciousness. The search for the common good dear to social-democratic ideology leads him to express himself in these terms to close the first discourse of crisis:

Tenemos que demostrarnos una vez más que en los temas importantes estamos unidos. [...] Somos la Argentina. Un país unido en el que cada uno debe comprometerse con los demás y todos con cada uno, empezando por el Estado.
Un país unido en el que comprendemos que lo que le pasa al otro nos afecta a todos.
 We must demonstrate once again that on important issues we are united.
 We are Argentina. A united country where everyone must commit itself to others and all with each and every one, starting with the State.
 A united country where we understand that what happens to each other affects us all.

- 49 We could conclude this part by saying that Fernández used the strong effects of transparency and the reference to democratic and republican values which inspire his health policy, to construct a discourse intended to reinforce his legitimacy and that of his measures. Although the expression “respect for democracy” hardly appears in the mouth of Fernández, it was referred to by the notions of solidarity, individual and collective responsibility, teamwork, unity, and equality. This legitimacy, once validated and well-established, should lead to the recognition of the laws and measures he enacts in fighting the pandemic. It must also contribute to his positioning in the political field by strengthening his legitimacy as a democratic leader.

3.4. Building discursive authority

3.4.1. Fernández guarantor of the law

- 50 To announce the measures to be taken for the management of Covid-19 Fernández announces the signing of a Decree (DNU) by which he will enact the laws to be respected: “Therefore, I have issued a decree of necessity and urgency that extends the public health emergency.”
- 51 At first reading, it might appear that the sentence concerns taking action in the field of health and deals only with the people working in these organizations—but in what follows, the speech by offering a detailed explanation of what this DNU means, contradicts this first impression. This vagueness blurs the transparency he showed at the beginning of the speech and helps him impose “his law.”
- 52 Fernández tries to soften the “blow” by announcing from the start:
- It confers powers of action and prevention to various ministries. Among them, avoiding shortages and setting maximum prices for hydroalcoholic gel, face masks and essential products.
- It also allows the preventive suspension of shows and the closure of public spaces. This decree suspends flights from Europe, the United States, South Korea, Japan,

China, and Iran for 30 days. In the framework of this restriction, it announces that measures will be implemented to facilitate the return of Argentine residents from these countries.

- 53 The President chooses to be vague: who is the “it” in the position of subject—the personified decree that would be responsible for people obedience? Different ministries, and if so, which ones? Moreover, Fernández tempers this law enforcement while choosing to present first the less painful and more encouraging part. He begins by announcing that the shortage of necessary products will be avoided during this pandemic period and furthermore, the decree will fix maximum prices for necessities such as alcohol gel and masks. AF uses verbs that together with their co-texts have a mitigating effect, such as “avoid” and “fix.”
- 54 Later he begins to use words (verbs, nouns) relating to law enforcement, for example: suspend, restriction, isolation, violate (the law), obligation, severe, take necessary measures.
- 55 To briefly summarize the content of the DNU at the start of the pandemic (let us not forget that this speech was delivered on March 12 when there were ten confirmed cases and one death): it suspended the entry into the country of people coming from countries with high contagion, attendance at theatres, cinemas, conference rooms, etc., it dictated a 14-day isolation for those who had been in contact with infected people or who had symptoms themselves. “It is important to understand that this preventive isolation is essential to reduce the spread of the virus.”
- 56 Fernández repeatedly presents this DNU as a preventive measure against the spread of Covid-19. In this way, he gives priority to life. It is another way of pursuing the common good that contributes to the construction of a credible and trustworthy self-image. However, this appeal to values and the pursuit of the common good is interrupted by the threat of sanctions: “Those who violate the established isolation will be subject to criminal liability.” This utterance reflects severity and a condemnation that did not appear beforehand in Fernández’s speech. The verb “violate”, a negative axiological term referring to a transgression of institutionally established laws, is completed by the noun phrase “criminal liability” explicitly mentioning the punishment. AF’s speech turned violent and may perhaps thus contribute to the exercise of his power. But it may also undermine the discursive construction based on values that the President has carried out so far to demonstrate his democratic legitimacy and assert his authority as the ability to be obeyed without coercion.
- 57 In addition, the decree compels each person to report symptoms compatible with the coronavirus: “And this also ensures that the population will receive everyday accurate information on the situation. But if the decree forces everyone to report if they have symptoms, the State is obliged, in return, to inform citizens of the progress of this health crisis and how to manage it.” The nuance of authoritarianism then disappears behind an exchange of information which could indicate the need for transparency expressed at the beginning, but also guarantee reciprocal responsibility and a bond of solidarity. Could it mark the beginning of a “popular democracy (in the sense of a democracy for the people) and not populist”, in the words of Charaudeau (2014 : 244)?

Conclusion

- 58 The analysis of AF's first address to the Nation on Covid-19 reveals the capital importance of trust, which turns out to be the *sine qua non* condition of a very precarious legitimacy in the political context of Argentina. The attempt to construct a clear and explanatory speech that would be at the same time credible, and reassuring should enable the newly elected President to reinstate the confidence shaken by a long history of disappointments. It should reinforce the democratic legitimacy which had been granted to him in the last elections a few months earlier and build on this basis a discursive authority granting him the possibility to enact new restrictive measures in a coherent and moderate manner, in order to "get things done" without coercion. We have thus been able to see that trust is, in this context, a key notion for the construction not only of the leader's authority (as Marc Angenot clearly shows in his *Rhetoric of Trust and Authority*), but also the legitimacy of his person and of the institutions which have endorsed him and which he chairs.
- 59 The discursive analysis demonstrated that AF succeeded in validating and reinforcing his legitimacy and authority through transparency, appeal to the values of responsibility and solidarity as well as national unity. It should be added that he tried to set an example by working elbow-to-elbow with Rodríguez Larreta (mayor of the city of Buenos Aires) who is a political adversary, as well as with governors of different provinces belonging to opposition political parties. This teamwork can be observed in the speeches and press conferences given afterwards where AF appears on stage with various officials of his government. In his March 30 speech when the Argentines had been in confinement for 10 days, Fernández asserts:
- the reality is that more than 90% of Argentines have fully complied with the quarantine we ordered; they have stayed in their homes and protected themselves; they have protected their children and they have protected the elderly, who are—precisely—those who are most at risk among us.
- 60 Apart from the obedience shown by the citizens, AF also managed to maintain the political line he had been defending since his campaign, speaking out for the idea of getting Argentina out of the crisis "together." The vagueness used when imposing the DNU could be understood as a way of distinguishing himself from one of his predecessors, Carlos Menem, who systematically used the argument of fear to impose DNUs intended to take Argentina out of the abyss into which it had fallen at the time. AF mitigates the coercive nature of the DNU and instead highlights Authority 2 as defined by Angenot, that which causes obedience when the powerful shows wisdom, competence, and honesty. Ultimately, his strategies used to construct a discourse that validates his legitimacy and authority proved effective in view of the high percentage of the population who respected the measures taken by the government, at least at the very start of the pandemic.
- 61 It remains to be seen whether the speeches that followed this first address also succeeded in keeping this recognition in order to inspire confidence and be obeyed accordingly. Indeed, as Angenot claims: "whoever trusts [...] *compels* the source, he creates obligations, requirements, first and foremost the requirement not to 'betray' this trust out of lie, concealment, negligence" (2013: 21; our translation).

BIBLIOGRAPHY

- Angenot, Marc. 2013. *La Rhétorique de la confiance et de l'autorité. Discours Social 44* (Montréal : Editions McGill)
- Charaudeau, Patrick. 2013. *La Conquête du pouvoir* (Pari : L'Harmattan)
- Charaudeau, Patrick. 2014. *Le discours politique : les masques du pouvoir* (Limoges : Lambert-Lucas)
- Donot, Morgan 2010. « Emergence d'un nouveau péronisme ? Analyse des discours à la Nation de Nestor Kirchner (2003-2007) », *Mots* 93, « Figures et filiations dans le discours politique latino-américain », 65-81
- Donot, Morgan. 2016. « L'analyse du discours présidentiel argentin en démocratie (1983-2015). La vocation refondationnelle », *Mots* 112, « Discours présidentiels et en présidentielles », 141-147
- Fernández, José Luis. 2020. «Un presidente entre la pandemia y el postbroadcasting», *Question/Cuestión* 1(mayo) [Online] <https://doi.org/10.24215/16696581e301>
- Koren, Roselyne. 1998. « Transparence », Fiala, Pierre & Pierre Lafon (éds). *Des mots en liberté. Mélanges Maurice Tournier* (Fontenay-aux-Roses : ENS éditions), vol. 2, 479-488
- Koren, Roselyne. 2009. « Le récit de chiffres : enjeux argumentatifs de la "narrativisation" des chiffres dans un corpus de presse écrite contemporain », *A contrario* 12, 66-84
- Legrain Milli. 2004. *La Crisis Argentina de 2001, debilidad institucional y falta de legitimidad del Estado* (Madrid: Instituto Complutense de Estudios Internacionales)
- Montero, Ana Soledad & Mariana Cané. 2020. «Cuidar, explicar, gobernar. El discurso de Alberto Fernández durante la pandemia de COVID-19 en Argentina», *Ciencias Sociales y Big Data, Representaciones políticas, disputas comunicacionales y política internacional* (Universidad Nacional de Rosario) [Online] <http://hdl.handle.net/2133/21407>
- Origi, Gloria. 2008. *Qu'est-ce que la confiance ?* (Paris : Vrin)
- Perelman, Chaim & Olbrechts-Tyteca, Lucie. 1971. *The New Rhetoric : A Treatise on Argumentation* (Notre Dame, IN : Univ. of Notre Dame Press)
- Perón, Juan Domingo. 1947. *Doctrina Peronista* (Buenos Aires: Fidelius)
- Plantin, Christian. 2016. *Dictionnaire de l'argumentation* (Lyon : ENS éditions)
- Rein, Raanan. 1998. *Populism and Charisma. Peronist Argentina, 1943-1955* (Tel Aviv: Modan)
- Rapoport, Mario. 2020. *Historia Económica, Política y Social de la Argentina (1880-2003)* (Buenos Aires: Critica)
- Vitale, María Alejandra. 2020. «Discurso presidencial sobre el COVID-19. El caso de Alberto Fernández en Argentina», *DeSignis* 33, «Intersecciones en el discurso político», 112-125
- Zanfardini, L. & E. Gimenez (à paraître). «El presidente en casa: el ethos de Alberto Fernández en tiempos de pandemia», *Discurso & Sociedad*

NOTES

1. <https://adalassociation.org/seminaires/303-appel-a-participation-seminaire-virtuel-sur-les-discours-politiques-et-mediatiqes-autour-de-la-crise-sanitaire-liee-au-coronavirus-en-amerique-latine-et-en-europe> Accessed 3.4. 2022
 2. In this article, the researcher analyzes the speeches and press conferences given between March 15 and July 17, 2020.
 3. These researchers study a corpus made up of six press conferences, an address to the Nation and 194 tweets made between March 10 and May 11, 2020.
 4. Zanfardini and Giménez (to be published) worked on a corpus made up of AF's speeches delivered from the first speech on March 12 until August 14, 2020.
 5. It should be remembered that the Peronist ideology was prohibited, so there was no electoral participation of Peronist political parties.
 6. <https://www.lanacion.com.ar/politica/rosenkrantz-abre-ano-judicial-diagnostico-critico-nid2230052/>
Accessed 3 April 2022
 7. These words are borrowed from UBA communication science researcher José Luis Fernandez (2020: 6).
 8. All quotations translated from the Spanish are ours.
 9. Koren quotes in this passage words from Charaudeau in his book *Grammaire du sens et de l'expression*, p. 237, 660, 665, 677, 692, 694.
 10. Perelman and Olbrechts-Tyteca (1971: 74)
 11. *Doctrina Peronista* (1947)
 12. Let us not forget that until the arrival of Perón those who had the right to vote were a minority.
 13. They were activists in the Peronist youth of the left in the seventies.
 14. “*Generación diezmada*”: Kirchner uses this denomination in one of his speeches in 2003. Quoted by Donot (*ibid.*: 73)
 15. Here, for example, is an excerpt from a speech by NK: “We want to recover the values of solidarity and social justice that will allow us to change our reality to move towards the construction of a more balanced and fairer society”. (2003) Quoted by Morgan Donot (2010: 77)
 16. This article is the result of a virtual conference given by its authors, Lucia Zanfardini, from the University of Rio Negro and Elina Giménez, from the University of Buenos Aires in August 2020.
 17. “You must call everyone and tell them that they must collaborate. Let’s stop pulling the rope on one side, let’s build together. It’s a future with Alberto and a future with Cristina, it’s a future with everyone.” These words were spoken in the first speech of his electoral campaign on May 21, 2019, in the Province of Santa Cruz.
https://www.youtube.com/watch?v=xIcJjxOy5Wc&list=PLK4aLNn_GepY1pz1XQu3pl7Qh8QMAb3vi&index=2 (accessed April 3, 2022)
-

ABSTRACTS

This article aims to analyze the first address to the Nation of the Argentinian President Alberto Fernández dealing with the health crisis of the Covid-19. At the time of the emergence of the

virus, Fernández was new to his duties. The population of Argentina, a country that lives in an almost constant economic, social and political instability, is particularly suspicious of politicians and institutions. Even if the legitimacy of the new president was conferred upon him by a democratic election, he had to build a trust-inspiring discourse in order to strengthen the citizens' belief in the legitimacy of the institutions as well as of the elect president, and to construct an authority allowing him to impose measures against the virus without resorting to violence. The notions of trust, legitimacy and authority are the pillars of this analysis which shows how they are discursively constructed and woven in the texture of Fernández's address at the very beginning of an unprecedented world sanitary crisis.

Cet article se propose d'analyser la première allocution à la Nation du président argentin Alberto Fernández concernant la crise sanitaire provoquée par la Covid 19. Au moment de l'apparition du virus, le président argentin était nouveau dans ses fonctions. En Argentine, un pays qui vit dans une instabilité économique, sociale et politique presque constante, la population est particulièrement méfiante envers les politiciens et les institutions. Même si la légitimité du nouveau président lui a été conférée par des élections démocratiques, Fernández est obligé de construire un discours qui inspire la confiance des Argentins afin de consolider leur foi dans la légitimité des institutions aussi bien que du président élu, et de construire l'autorité nécessaire pour faire respecter des mesures destinées à contenir la propagation du virus sans faire appel à la violence. Les notions de confiance, légitimité et autorité sont les piliers de cette analyse qui tente d'analyser leur inscription dans l'adresse de Fernández au moment où éclate une crise sanitaire mondiale sans précédent.

INDEX

Keywords: Argentina, authority, Covid-19, legitimacy, trust

Mots-clés: Argentine, autorité, confiance, Covid 19, légitimité

AUTHOR

KARINA MASASA

Bar-Ilan University, ADARR

Un Président populiste en campagne : Donald Trump, ou la gestion de la crise de la Covid-19

A populist president in campaign: Donald Trump, or the management of the Covid-19 crisis

Maria Saltykov

Introduction

- 1 En 2015-2016, Donald Trump s'est imposé dans le monde politique et est rapidement devenu une icône du populisme. Il est classé parmi les dirigeants populistes dans de nombreux écrits scientifiques postérieurs (Boucher 2020, Bonikowsky 2019, Weyland et Madrid 2019, entre autres), mais aussi dans les médias internationaux (*CNN*, *NYT*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *Télégramme* et de nombreuses autres sources). La co-occurrence des mots *Trump* et *populism* figure dans plus de 7 millions des articles mis sur Google (jusqu'en octobre 2020). Cela nous a incité à examiner le discours sur la Covid-19 du 45^e Président américain dans son rapport au populisme, un cadrage qui s'est avéré très éclairant pour en saisir les ressorts argumentatifs.
- 2 Dans le cadre de la présente recherche, nous nous proposons donc de circonscrire, à travers le prisme du populisme, l'argumentation que le Président américain en campagne déploie dans sa première allocution sur le coronavirus et notamment la façon dont il légitime une attitude très particulière par rapport au problème sanitaire et dont il travaille à réaffirmer son autorité auprès de l'électorat potentiel.
- 3 Cette problématique appelle à examiner l'allocution « inaugurale » du 26 février 2020 sur le coronavirus à plusieurs niveaux. Nous essayerons, d'un côté, de la situer dans la trame des discours de Trump en tant que Président (ou même candidat présidentiel), pour en signaler les particularités ou, au contraire, constater une continuité du style et de l'argumentation trumpiens, et de l'autre côté, dans un contexte où le problème a

dépassé les frontières nationales, nous l'envisagerons en tenant compte des discours inauguraux des autres leaders mondiaux qui font face au même défi argumentatif.

- 4 En effet, si l'on considère l'allocution de manière contrastive, dans son rapport aux discours des autres chefs d'État, on constate une nette rupture avec la rhétorique globale « du corona ». Contrairement à ce que l'on trouve dans les discours prononcés dans des pays démocratiques comme la France, l'Allemagne, l'Italie et bien d'autres, le premier discours officiel de Trump ne contient presque pas de légitimation des mesures anti-Covid dont on pourrait craindre qu'elles ne violent les libertés citoyennes (notamment les limitations du libre déplacement ou la prescription de la portée de masques ou d'autres équipements protecteurs¹). Tout au contraire, le but de Trump est d'expliquer au public pourquoi il n'y a pas lieu de s'inquiéter. L'allocution travaille à dissiper les angoisses suscitées par la rapide propagation de la Covid-19 dans les pays touchés et à promettre une issue positive de l'affaire.
- 5 Sur le plan méthodologique, nous nous inscrivons dans le champ de l'analyse du discours et de l'argumentation, qui apportent une série de ressources précieuses pour étudier le phénomène du populisme, le rôle de l'*ethos* – l'image de soi créée/renforcée dans une prise de parole, développée par Amossy (2010), la subjectivité énonciative (Kerbrat-Orecchioni 2002 [1980]), la classification des outils discursifs de légitimation (van Leeuwen 2007, Charaudeau 2005, ainsi que Beetham 2013). Ces instruments d'analyse ont été enrichis par les études américaines du discours politique (Benoit 2007, Savage 2011), notamment du discours de Trump (Bonikowski 2019, Sabato *et al.* 2017, Mercieca 2020) et de son ancrage dans la *doxa* nationale américaine sur laquelle le leader construit sa stratégie persuasive de légitimation (cf. entre autres Bennett 2015, Kohut et Stokes 2006, Pyszczynski 2008, Rosenstiel 2006).
- 6 Par ailleurs, il faut souligner l'importance de l'aspect contextuel lorsque l'on s'interroge sur les effets produits par le leader de la nation. Cela nous mène à accorder une attention particulière aux sources médiatiques qui fournissent des réactions directes et immédiates aux paroles présidentielles et permettent une contextualisation en profondeur des allocutions de Trump à la nation.

1. Explication du cadre populiste

- 7 On définira succinctement ici le phénomène du populisme sur la base d'une synthèse opérée à partir des théories de Taguieff (2007), Mueller (2016), Charaudeau (2011), Boucher (2020) et Rosanvallon (2020). Il est à noter que les ouvrages de notre échantillon, bien que divers, ne sont pas en contradiction ; les théories semblent plutôt se compléter conceptuellement. Dans leur ensemble, elles ne sont pas dénuées d'un aspect critique, même si les auteurs ne prennent pas nettement position et se contentent de relater les aspects principaux du phénomène analysé, dont sa critique. Le fait est que la majorité des ouvrages mentionnés constatent, d'une part, le rapport problématique des populistes à la « réalité objective », la « vérité » (ainsi, le titre même *L'illusion populiste* de Taguieff 2007 évoque d'emblée une manipulation de la conscience des masses de la part des « démagogues » au pouvoir). D'autre part, ces travaux mettent en question la corrélation entre le populisme et les principes démocratiques : « Le populisme n'est pas en soi démocratique et tend même, sans aucun doute, à être anti-démocratique », note par exemple Mueller (2016 : 18) ; et Rosanvallon (2020 : 198) intitule « Fiction démocratique... » l'un des sous-chapitres de son livre. Le présent

article s'intéresse à ces deux dimensions qui sont, en fait, très étroitement liées entre elles (une interprétation « transparente » des faits faisant partie d'un « agenda » politique démocratique², opposé à la communication publique populiste).

- 8 À la lumière des théories susmentionnées, le populisme peut être interprété comme un mode spécifique de la représentation politique, qui propose à l'auditoire une vision du monde dichotomique et conflictuelle, fondée sur une nette distinction entre le bien et le mal, où le « bien » est l'apanage du « peuple authentique, moralement pur » (Mueller 2016 : 165), confronté à l'instance de l'ennemi implacable qui prend des apparences diverses, mais surtout celle du « système » (concrétisé en fonction du contexte dans lequel agit le populiste). Ce paradigme donne naissance à une figure dite authentique et quasi-héroïque du leader qui revendique le « monopole de la représentation » du peuple (Mueller 2016 : 50 ; 85) pris comme un tout homogène, dont il s'engage à satisfaire les besoins, en leur promettant « tout le bonheur du monde ». Le style discursif populiste se distingue par une expressivité particulière (le *pathos*) et un verbe fleuri destinés à stimuler l'imagination des membres de l'auditoire, en d'autres termes, à les faire « rêver » (Boucher 2020 : 56). La « vision du monde » populiste se caractérise par sa persistance à toute épreuve : le discours populiste résiste même à une confrontation avec les faits du réel objectif, et survit à toute critique, constructive ou non, par un simple rejet de sa source. L'ensemble de ces traits dans le discours et le positionnement politiques permet de classer leur porteur dans la cohorte populiste.
- 9 Ajoutons que pendant sa première campagne présidentielle (2015-2016), Donald Trump s'est mis à promouvoir des principes caractéristiques du national-populisme, en préconisant la suprématie mondiale des USA, et y faisant adhérer un nombre impressionnant d'électeurs. Le national-populisme est conçu ici dans le sens formulé par Taguieff (2007 [2002]) et repris conceptuellement par d'autres auteurs, comme par exemple Boucher (2020) : c'est la forme du populisme qui se fixe sur « l'identité nationale pensée en termes à la fois historiques et ethniques » (Taguieff 2007 [2002] : 231). Dans la suite, nous verrons qu'à l'appui de cet argumentaire, le Président cherche à toucher et à activer des convictions doxiques profondément enracinées chez son public.

2. Donald Trump et la question de la légitimité présidentielle

- 10 Mais qu'advient-il du discours populiste lorsque l'homme politique change de fonction et accède au pouvoir étatique autorisé ? Un populiste, une fois au gouvernail, est-il obligé de revoir sa tactique par définition oppositionnelle et protestataire³ (« être populiste, c'est d'abord "être contre" » écrit Taguieff [2007 [2002] : 219]), pour s'autoriser à parler désormais à partir de la tribune officielle ? Comment, à partir de cette position, va-t-il gérer une crise sanitaire sans précédent qui, par ses conséquences, est devenue une catastrophe humanitaire dans un pays qui se veut « le meilleur » (*the greatest*) (il l'est devenu aussi, malheureusement, par rapport à l'épidémie, en comptant plus que 11 millions de cas, et 250.000 décès jusqu'au moment de la rédaction du présent article, octobre 2020) ?
- 11 La situation argumentative se complexifie encore en raison de la conjoncture politique dans laquelle les événements se déroulent. Au moment de sa première allocution

officielle, prononcée le 26 février 2020, Donald Trump se trouve en effet en plein milieu de sa deuxième campagne présidentielle qui devait arriver à sa conclusion logique le 3 novembre 2020. De plus, peu avant les événements en question, Trump a dû faire face à la première tentative d'*impeachment*, ce qui a certainement affecté ses objectifs stratégiques en l'obligeant à mettre l'accent sur la réaffirmation de son image de « présidentiable »⁴. La Chambre des Représentants du Congrès des États-Unis a en effet adopté deux articles de destitution contre Trump : abus de pouvoir et obstruction du Congrès. Le Sénat a acquitté Trump de ces accusations le 5 février 2020. Ces circonstances ont cependant mis l'homme politique en situation de possible délégitimation au niveau légal, et d'un déficit de légitimité de sa personne et de ses actions en tant que Président (en suivant la terminologie de Beetham 2013). En même temps, il est obligé de reconstruire son autorité en tant qu'homme politique puissant et compétent, en restaurant sa crédibilité de leader, ainsi que « l'intime conviction de la compétence et de l'honnêteté [...], de la droiture de son jugement comme de ses intentions ; c'est cette conviction qui confère à la personne politique son autorité » (Amossy 2022). En prenant le contre-pied de la politique sanitaire décrétée par la plupart des pays démocratiques, Trump doit donc à la fois légitimer des façons de dire et de faire qui s'écartent de celles des autres dirigeants et réaffirmer son autorité en tant que leader dont la parole en rupture avec la norme mérite une confiance totale.

- 12 On tentera donc de voir selon quelles modalités le Président déploie un discours populiste qui se doit de légitimer une réaction en rupture avec celle de la plupart des dirigeants démocratiques, et réaffirmer sa légitimité présidentielle mise à l'épreuve. En même temps, on examinera comment un tel discours sur la crise sanitaire, en prise sur des considérations électorales, participe d'un positionnement politique. Sur la base de cette analyse, nous essaierons de discerner les spécificités de la construction de la légitimité et de l'autorité politique au sein du discours « populiste ».

3. Positionnement présidentiel envers le problème dans une perspective chronologique et globale

- 13 On remarque d'emblée que le discours « fondateur » sur le coronavirus qui date du 26 février 2020 n'est pas une réaction immédiate : l'infection a déjà fait irruption dans le pays et a commencé progressivement à se propager dès la mi-janvier, la première victime est décédée le 6 février. Déjà vers la fin du mois de janvier, les premiers cas de transmission communautaire ont été identifiés et les hôpitaux ont commencé à voir un plus grand nombre de personnes atteintes du virus⁵.
- 14 Pour être précis, les mesures introduites au moment de la prise de parole consistaient essentiellement en l'aménagement des services médicaux, le stockage d'équipement protecteur, l'évacuation des Américains hors des zones « contaminées » et l'interdiction de voyager dans ces pays, la limitation de l'entrée dans le territoire des USA des migrants et non-migrants issus des pays comptant un nombre important de personnes contaminées (Chine, Iran, Corée du Sud, Italie). Ce n'étaient donc pas encore les restrictions « internes » portant atteinte au confort de la vie quotidienne des citoyens. En fait, les CDC (US Centers for Disease Control and Prevention) ont lancé leurs premières instructions de distanciation sociale deux semaines plus tard (le 15 mars 2020), d'autres mesures ont été laissées à la discrétion des autorités locales. Il faut

juste ajouter, en profitant du privilège du commentaire rétrospectif, qu'à peine six semaines plus tard, le pays a dépassé le million d'infections.

- 15 Notons que l'état d'urgence nationale, accompagné de mesures « impopulaires » ne sera décrété que deux semaines plus tard (le 13 mars 2020) sur un ton beaucoup plus alarmant, caractérisé déjà par un lexique « belligérant », dans le sillage des autres dirigeants mondiaux, par exemple, le Président français Emmanuel Macron qui en a amplement usé (« *we're taking in our very vigilant effort to combat and ultimately defeat the coronavirus* », affirme Trump), ce qui signale un changement dans le ton de la rhétorique présidentielle et une perception plus sérieuse de la gravité du problème.
- 16 On ne peut cependant pas taxer le Président de négligence. Il s'agit ici d'une négation délibérée ou d'une position que Boucher définit comme un « déni du réel⁶ » (2020 : 135) objectif, souvent reproché aux politiciens populistes qui substituent au réel leur propre lecture de l'état des choses au gré de leurs intérêts politiques. Les médias internationaux font circuler ce point de vue dans l'espace public (en le reformulant ou en utilisant la même expression) de façon à ce qu'il devienne presque un nouveau « lieu commun » : « Du déni au délire », commente le *Télegramme* (05.06.2020) en parlant des fluctuations dans le temps de la rhétorique présidentielle ; *Six months of Trump's Covid denials* (*The Guardian*, 29.07.2020) ; *the president has gone from downplaying the pandemic to its denial* (*The Atlantic*, 31.10.2020) ; *Donald Trump has denied the second surge of the coronavirus pandemic* (*Independent*, 03.11.2020), et d'autres sources (CNN, 31.05.2020, *Le Monde*, 06.05.2020, *Le Parisien*, 09.04.2020, etc.) qui partagent ce point de vue. Même à la conférence de presse dans le cadre de laquelle l'allocution en question a eu lieu, un journaliste, en posant sa question, constate : *Tonight, you're minimizing the risk of danger of the virus.*
- 17 Effectivement la première adresse de Donald Trump à la nation, ainsi qu'une série de commentaires qui la précèdent, fondés sur la valeur de l'espoir (*Hopefully, everything's going to be great*, rassemblement électoral dans l'Iowa, 30.01.2020 ; *the weather starts to warm & the virus hopefully becomes weaker, and then gone*, Twitter, 07.02.2020), font nettement preuve de son désir d'éviter de rapporter des faits témoignant d'une réalité désagréable en provenance « de l'extérieur » du pays : statistiques dérangelantes, limitations imminentes, dangers d'une infection encore peu connue. Il transmet au contraire, à maintes reprises, des pronostics optimistes dont on tente ici d'exposer les fondements argumentatifs.
- 18 Par la suite, une telle position (un sur-optimisme marqué) sera qualifiée par les médias d'imprudence coupable (par exemple le *NYT*, mais aussi les journaux internationaux, comme *Le Figaro*, entre autres). Or, il faut bien voir que le contrôle total d'une situation menaçante contribue à construire l'image que Trump projette en tant que Président sortant, et qui doit servir de preuve de son efficacité dans ses fonctions, en réaffirmant ainsi son autorité présidentielle.
- 19 Ce positionnement peut en même temps être interprété comme un processus de légitimation de sa politique dans la mesure où il la présente comme travaillant au bien commun par le rejet de toute panique : le Président répand un optimisme serein, et tente d'instaurer la confiance dans l'issue heureuse d'une situation problématique. La légitimation est ici entendue comme la tentative de faire apparaître une position comme non seulement légale, mais aussi fidèle aux valeurs morales dont se nourrit la communauté, et conforme à l'intérêt général. À l'appui des thèses qu'il avance, le

Président Trump instrumentalise une série de « facteurs culturels » (Amossy 2022) qui permettent à ses paroles d'apparaître comme « justes » pour le public donné.

4. Stratégie(s) discursives populistes

- 20 Trump entend certes conforter sa légitimité en mettant en relief la priorité incontestable (valeur) octroyée au peuple américain — la santé et la sécurité des gens — dans toutes ses motivations : *And the number one priority from our standpoint is the health and safety of the American people*. Il faut noter que cet aspect se retrouve dans tous les discours des chefs d'État sur l'épidémie, il fait donc partie d'une rhétorique spécifique « du corona » ; s'il en diffère ici, c'est dans la mesure où Trump le met au service d'une autre politique sanitaire qui demande à être justifiée. Or, une partie de la construction de légitimité et d'autorité de Trump ne passe pas par un processus de justification rationnelle mais bien par un recours, sur le plan formel, à des spécificités stylistiques ancrées dans des aspects profondément idéologiques et culturels, qui la rattachent au discours populiste.

4.1. Le registre déclaratif et hyperbolique

- 21 Le leitmotiv du discours en question se compose d'assertions déclaratives fortement assénées du genre *we're doing really well ; we are totally prepared ; very well under control*, etc. Elles sont souvent renforcées par les marqueurs de subjectivité qui, si on prend les exemples susmentionnés, effectuent une fonction évaluative de « type bon/mauvais » (Kerbrat-Orecchioni 2009 : 113) comme *totally, very well, ...* ainsi que du « type vrai/faux » (*ibid.*), comme *really* ; ou bien des (doubles) négations qui amènent à la même idée prépondérante : *Well, I don't think it's inevitable*.
- 22 Cela est corrélé avec un trait flagrant du style discursif de Trump, à savoir l'utilisation massive de superlatifs qui amplifient ses idées. Pour ce faire, il a recours aux évaluatifs (Kerbrat-Orecchioni 2009 : 89) qui mettent en valeur ses propres acquis, mais aussi l'expertise des responsables et de la sphère de médecine américaine⁷ en général : *Very, very tremendously [talented] ; great ; incredible ; extraordinary, etc.*, et peuvent être inscrits dans des « structures comparatives » (*ibid.* : 99) : *We have the best prepared people, the best people in the world ; most talented people in the world, The United States is rated number one most prepared, etc.* Cette force d'affirmation et cette amplification visent à faire une grande impression sur les esprits et à conférer à l'orateur sa crédibilité en court-circuitant les bonnes raisons qu'il devrait alléguer pour inspirer la confiance.

4.2. Le *Positive thinking*

- 23 Son positionnement envers le problème, transmis à l'aide de ces moyens « techniques », s'avère valable au regard du champ culturel dans lequel agit le locuteur, dans la mesure où il invoque les « valeurs de sa communauté, et [le] système sous-jacent dont elles participent, censés manifester sa légitimité » (Amossy 2022), dont une « idéologie de l'optimisme » (*'ideology' of optimism*, Bennett 2015) ou bien de la « pensée positive » (Meyer 1965, ainsi que *The Atlantic* 2015, *scholar.harvard.edu*, etc.) qui régissent l'éthique comportementale et, en général, imprègnent la culture nord-américaine, où les « les institutions propagent l'optimisme et l'espoir⁸ » (Bennett 2015).

- 24 Donc, le culte de la « positivité » (opposé à un « négativisme » ou bien un « réalisme » dans la représentation des faits) est caractéristique de la société américaine. Effectivement, cette tendance est très forte dans les discours des prédécesseurs de Trump, par exemple Barack Obama. La question est alors de savoir, non seulement si elle est pertinente dans le contexte donné, mais aussi dans quelle mesure elle est typique de Trump lui-même. Si elle est ancrée dans la culture du pays, en quoi convient-il de lui faire un sort dans la présente analyse ?
- 25 En réalité, ce trait remplit une fonction non négligeable dans la rhétorique de Trump si on l'examine comme une composante du discours (pré)électoral. Il attire notre attention grâce à un double vecteur du « comportement discursif » de l'ex-Président américain. Si nous envisageons l'allocution par rapport à ses discours électoraux (2015-2016) ainsi que présidentiels (2016-2020), nous remarquons en effet que le maniement de son *ethos* (dans le sens de Amossy : « la présentation de soi dans sa dimension verbale », 2010 : 209) varie en fonction des circonstances formelles dans lesquelles se trouve l'homme politique. En particulier, il change selon que son statut est celui d'un *challenger*⁹ ou d'un *incumbent*¹⁰ (terminologie de Benoit 2007) à un moment politique donné. Cette perspective demande une précision : en 2015-2016, Trump s'est présenté comme un *challenger* à juste titre ; déjà en 2020, nous le classons comme *incumbent* : Président en fonction, il transgresse néanmoins la neutralité présidentielle pour introduire dans son discours des éléments de lutte électorale¹¹. La mise en perspective de ces deux rôles révèle une nette tendance touchant à la construction de l'*ethos* du locuteur, ainsi qu'à la tonalité prépondérante de son message : une manifeste « négativité » du discours de Trump-challenger (qui a frappé le monde entier en 2015) en ce qui concerne le pays et ses perspectives¹², cède la place à une extatique « positivité » du futur candidat, qui glorifie déjà ses propres réalisations en tant que Président. De cette façon, nous pouvons supposer que la présente allocution fait partie intégrante du discours trumpien en tant qu'*incumbent*. La pertinence de cette attitude manifestement optimiste par rapport au virus encore peu connu est évidemment une autre question.

4.3. Exceptionnalisme américain et national-populisme

- 26 Un sur-optimisme « local », se profilant sur le fond du drame humanitaire qui se déroule dans le reste du monde, invoque une autre dimension doxique : l'esprit de la « suprématie » des États-Unis à l'échelle mondiale, un « exceptionnalisme américain » amplifié par les maximes du national-populisme.
- 27 On peut même, en s'inspirant de la classification de van Leeuwen, notamment de sa catégorie du *role model* (2007 : 95), supposer que Trump crée, pour l'utiliser ensuite dans son argumentation, un imaginaire de *role-model country*, de pays-modèle qui excelle dans toutes les sphères et dépasse de loin tous les autres. Le pays est même chargé d'une « mission » par rapport aux autres nations « ordinaires » : *We have the greatest experts in the world – really, in the world, right here – people that are called upon by other countries when things like this happen ; Parts of the world are asking us, in a very nice way, can [we] partake and help them ; the best team anywhere in the world* et ainsi de suite.
- 28 Dans les termes de Maingueneau et Cossutta, il s'agit de la « détermination d'un lieu » – la supériorité incontestée, « associé à un *corps d'énonciateurs consacrés* » (1995 : 113) – la société nord-américaine. En évoquant ainsi les « *topoi* d'une collectivité » donnée (*ibid.*),

en leur donnant une forme discursive qui puisse servir « de norme et de garant aux comportements d'une collectivité » (*ibid.*), le Président établit avec ses auditeurs un lien de compréhension mutuelle, un accord sur les valeurs communes.

- 29 Dans cette perspective, il apparaît que l'usage massif du superlatif (évoqué plus haut), joint à l'appel à une « grandeur » censée s'imposer à l'échelle planétaire, composent un fait à la fois linguistique et culturel. À cet égard, un terme particulier – l'« exceptionnalisme américain » (*American Exceptionalism*¹³), fondé sur un ensemble de traits, dont les valeurs républicaines renforcées par l'esprit d'entreprise et une vitalité puissante – circule dans le domaine scientifique. Ainsi Kohut et Stokes (2006) explorent le phénomène dans la perspective de la « déconnexion des images » : la divergence entre l'image que la nation se fait à ses propres yeux et celle qu'elle projette aux yeux des autres nations (*in many domains, Americans view themselves in a more positive and benevolent way than they are viewed by others*, Pyszczynski 2008 se référant à Kohut et Stokes 2006). Ce « narcissisme »¹⁴ de masse va jusqu'à l'interpellation de la supériorité spirituelle traduite dans la formule *America, the Blessed Nation* (Rosenstiel avec une référence à Kohut et Stokes 2006).
- 30 En ce qui concerne le cas concret de Trump, la mise en œuvre des codes culturels partagés est renforcée ici par la rhétorique populiste, où l'exceptionnalité/la vertu d'un « vrai peuple » est absolutisée. En effet, le *pathos* national-populiste est dichotomique (on l'a déjà évoqué : si l'on est bon, on est le meilleur ; de même si l'on est mauvais), maximaliste, mégalomane. Il vise à éveiller et à cultiver chez l'auditoire national des sentiments patriotiques de fierté, de supériorité, et l'amener à une *catharsis*, pour engendrer, finalement, une confiance aveugle dans les paroles et les actions du leader de la nation. En d'autres termes, Trump mobilise ici les « variables attitudinales » du national-populisme, indiquées par Bonikowski (2019) qui étudie sa variante « trumpienne », dont la « fierté qu'inspirent la nation et l'État » (*Pride in the nation and state*) et le « sentiment de supériorité nationale » (*Sense of national superiority*, Bonikowski 2019 : 117 – nous traduisons).

5. Un usage populiste des stratégies argumentatives

5.1. Les modalités de l'appel aux experts

- 31 Lorsqu'on examine les stratégies argumentatives mobilisées par Trump, on voit qu'en leur cœur se situe l'autorité des experts (van Leeuwen 2007 : 94) : médicaux, scientifiques, administratifs. Il s'adresse aux citoyens pendant la conférence de presse à côté du Vice-Président Mike Pence et entouré par tout un groupe d'experts : les membres du groupe de travail sur le coronavirus (le Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, Alex Azar ; le Directeur adjoint des CDC (Centres pour le contrôle et la prévention des maladies), Dr Anne Schuchat ; Directeur de l'Institut national des Allergies et des Maladies infectieuses au NIH, Dr Anthony Fauci).
- 32 Cet argument d'autorité est presque un lieu commun dans les discours des leaders mondiaux. Mais il frappe dans l'allocution de Donald Trump au regard de la personnalisation extrême à laquelle il soumet toutes les situations. Les spécialistes le confirment : *reductio ad Trumpum*, commente l'essayiste et historien M. Tandonnet en parlant de la « personnalisation outrancière » de son discours « au détriment du débat d'idées et du bien commun »¹⁵ ; l'historien spécialiste des États-Unis C. Sellin

caractérise Trump par « la personnalisation extrême de la diplomatie américaine »¹⁶. L'appel à l'autorité experte peut donc être interprété comme une certaine « concession » devant l'importance de la menace de la Covid-19 et, conséquemment, peut servir de reconnaissance indirecte, voilée, contextuelle – du risque d'une catastrophe imminente (malgré la tonalité « optimiste » dont nous avons longuement traité).

- 33 Et en effet, dans ce discours, le Président Trump préfère partager la responsabilité avec les membres d'une excellente équipe : *brilliant team*, composée de *professionals, doctors*. Il inclut donc sa personne dans un « Nous » collectif dans des locutions comme *pretty good job we've done* (une modalité rarement utilisée dans son discours). Quel rôle s'attribue-t-il dans ce cas « atypique » d'*ethos* collectif (Amossy 2010 : 156) ? Où se trouve son autorité propre de leader « fort » et puissant ? Est-ce que ce cas particulier, qui n'a de précédents ni dans le passé proche ni dans le passé éloigné, l'a poussé à dépasser un « égocentrisme » discursif populiste qui ne tolère pas d'intermédiaires entre le dirigeant et « son » peuple ? Ou bien la crise sanitaire l'a-t-elle soudainement transformé en *team player* – une posture qu'il a toujours réfutée (depuis les primaires du GOP, où il était logique de représenter, en quelque sorte, une idéologie « commune ») ?
- 34 La réponse à cette dernière question, négative, réside dans la nuance : malgré une utilisation élevée du pronom pluriel *we*, il ne se présente pas en égal des membres de l'équipe « brillante » : il se met à sa tête, ce qu'il indique dans des énoncés (avec le pronom de la première personne du singulier déjà « séparé » des autres) comme *I spent a lot of time with the team over the last couple of weeks, but they're totally brilliant, and we're doing really well ; I just left a group of 45 people that are the most talented people in the world*, et ainsi de suite
- 35 Le succès de l'équipe des experts (dans le domaine de la médecine, ainsi qu'en politique – son administration représentée par Mike Pence) est donc le produit des actions efficaces du Président, qui a su ressembler les meilleurs. Il leur délègue les responsabilités et reçoit leurs rapports : *I'm having them report to Mike. Mike will report to me. ... They'll also be reporting, in some cases, to both. I'll be going to meetings quite a bit depending on what they want to do and what message we want to get out*. Mais c'est le Président qui prend les décisions (*I made a decision*, dit-il à propos de l'évacuation des Américains hors de Chine et le *travel ban* décrété pour cette zone). C'est donc lui qui reste l'instance ultime en ce qui concerne la gestion de la crise.
- 36 Trump construit ainsi une subordination, une hiérarchie où son autorité institutionnelle et personnelle prédomine sur un savoir spécialisé (académique ou administratif) ; il l'absorbe et se met à la tête de ses représentants. Dans une perspective plus générale, une telle insistance sur le fait qu'il est le garant suprême des décisions politiques, alors qu'il s'agit d'une démocratie où les décisions sont discutées par un ensemble d'acteurs politiques, renvoie à l'idée du conflit essentiel entre l'ordre démocratique et la vision populiste.
- 37 En ce qui concerne la fonction argumentative de l'appel à l'expertise, il faut bien voir que Trump, contrairement aux autres chefs d'État, la mobilise non pas pour justifier des mesures restrictives, mais à l'inverse pour prouver que la cause ne mérite pas l'attention disproportionnée qu'on lui accorde et que sa portée est considérablement surfaite. Ainsi il allègue sa conversation avec le Dr Fauci susmentionné et compare le nouveau virus à la grippe « annuelle » qui prend statistiquement beaucoup plus de vies mais provoque beaucoup moins d'émoi :

I want you to understand something that shocked me when I saw it that – and I spoke with Dr. Fauci on this, and I was really amazed, and I think most people are amazed to hear it: The flu, in our country, kills from 25,000 people to 69,000 people a year. That was shocking to me.

And, so far, if you look at what we have with the 15 people and their recovery, one is – one is pretty sick but hopefully will recover, but the others are in great shape. But think of that: 25,000 to 69,000.

5.2. « Rationalisation » de la menace

38 L'appel à l'autorité experte est combiné dans ce dernier exemple avec un processus de rationalisation (van Leeuwen 2007 : 100) par le biais de l'analogie établie entre deux maladies qui sont toutes deux contagieuses et mortelles, mais sont traitées différemment, ce qui convoque l'argument du « deux poids, deux mesures ». « *I mean, view this the same as the flu* », reprend le Président dans une autre phrase.

39 Une ridiculisation de la menace par le biais des « recommandations » simplistes jusqu'à l'absurde (se laver les mains, rester propre), vient renforcer cet effet de « banalisation » du virus et de son « rabaissement » au statut de grippe annuelle et familière. Ainsi Trump répond à la question du journaliste sur la nécessité des changements dans le comportement des Américains en raison de l'épidémie :

I think you have to always – look, I do it a lot anyway, as you've probably heard. Wash your hands, stay clean. (Laughter.) You don't have to necessarily grab every handrail unless you have to. You know, you do certain things that you do when you have the flu.

40 « *[W]e've had tremendous success* », déclare Trump pour rassurer et « encourager » l'auditoire quand il évoque les mesures¹⁷ déjà prises par « l'équipe anti-corona » et lui-même, destinées à prévenir la propagation du virus. L'argumentation dans ce cas revêt un double sens : celui qui ressort du texte même (justifier les mesures à respecter et établir ainsi leur légitimité) et un sens plus large, considéré dans la perspective de la campagne électorale à venir, qui se joint à la visée argumentative globale de Donald Trump (construire et maintenir une bonne image de soi et assurer son autorité de présidentiable). Prenons en guise d'exemple le passage suivant :

Had I not made ... had I not made a decision very early on not to take people from a certain area, we wouldn't be talking this way. We'd be talking about many more people would've been infected. ... It turned out to be a good decision. ... And we really gave it an early start. We gave it a very early start.

41 De prime abord, on voit que Trump recourt à la « rationalisation instrumentalisée »¹⁸ (van Leeuwen 2007 : 101) en justifiant *the practice (ibid.)* (la mesure – l'évacuation des gens) par son *effect (ibid.)*, ce qu'il exprime par l'argument par la conséquence (*had I not made a decision... many more people would've been infected*) et par la priorité accordée à la santé des gens (des personnes évacuées, mais surtout de celles dont la santé est « préservée » grâce à l'action du pouvoir). La conséquence positive (moins de personnes infectées) sert de justification. Pourtant, il ne faut pas oublier qu'en l'occurrence, il s'agit de mesures qui peuvent être considérées comme « mineures » ou préliminaires quant à leur impact sur les libertés personnelles de la population, surtout à la lumière de celles qui seront introduites deux semaines plus tard (nous avons déjà mentionné la dynamique du déploiement des mesures « anti-corona » dans le pays). Donc, elles n'exigent pas encore de justification développée, mais servent plutôt à mettre en exergue les « bonnes initiatives » et la compétence du Président sortant (... *had I not*

made a decision) dans l'établissement du contrôle de la propagation du virus : *It turned out to be a good decision.*

- 42 Une autre dimension qui figure ici, particulièrement valorisée par Donald Trump, est le dynamisme de sa réaction aux événements mondiaux (l'épidémie envahissant de plus en plus de pays) : *And we really gave it an early start. We gave it a very early start*, déclare-t-il. Dans sa propre échelle de valeurs, la « rapidité » tient une place primordiale, juste à côté de la compétence et de l'efficacité politiques (peut-être cela est-il tributaire de son expérience passée dans l'entrepreneuriat et le grand commerce). Dans le contexte en question, la dimension temporelle revêt une nouvelle valeur en raison de la rapidité de propagation du virus qui peut donc être « vaincue » grâce à des réactions qui la prennent de vitesse.
- 43 Il faut noter que l'introduction de la notion même de « contrôle » (susmentionnée à plusieurs reprises) sert à Trump d'argument pour contrer l'angoisse que déclenche la confrontation avec un virus nouveau, donc inconnu. L'inconnu, l'invisible suscitent toujours des peurs subconscientes, inexprimées, et peuvent déclencher des angoisses profondes. Et c'est le fait du contrôle total, de la « maîtrise » de la situation, qui vient « dissiper le flou ». D'une alerte vague, la menace se transforme en quelque chose de tangible, solidement « enfermé dans la boîte » de notre contrôle : *there's no reason to be panicked about it*, répète le Président.

6. La « présidentialité » du Président sortant : le coronavirus comme enjeu électoral

- 44 On voit que l'optimisme flagrant devient presque obsessionnel dans le contexte de la campagne électorale. Trump dépasse le cadre du problème sanitaire, ce qui aboutit à une « politisation » du coronavirus. La tonalité de la première allocution ressemble à une propagande préélectorale populiste, parsemée de projections du bien-être commun et d'immersions dans les réalisations passées et futures du candidat du type *incumbent* (Benoit 2007). Le message est habilement inscrit dans le cadre de la lutte politique, et figure même dans la liste de ses acquis en tant que chef d'État. Son site personnel expose la chronologie des actions contre le virus. L'intitulé de la page est *While Democrats play politics, the Trump Administration is working tirelessly to combat the coronavirus and provide economic relief to affected Americans*¹⁹.
- 45 Il en va de même dans l'allocution analysée, où il mentionne avec désapprobation ses opposants politiques qui prétendent lui font obstacle dans la lutte contre l'épidémie. Ainsi, dans le cadre de l'interdiscours avec Speaker Nancy Pelosi (membre du Parti démocrate et Présidente de la Chambre des Représentants), il dit : *all they're trying to do is get a political advantage. This isn't about political advantage. We're all trying to do the right thing*. Tandis que, en ce qui le concerne, il se pose en figure de rassembleur qui ne s'occupe, avec son équipe de *most talented people*, que du bien-être du peuple, au-delà des jeux politiques :

And I'm just saying, we should all be working together. She's trying to create a panic, and there's no reason to panic because we have done so good. These professionals behind me and over here, and over there, and back here, and in some conference rooms - I just left a group of 45 people that are the most talented people in the world. Parts of the world are asking us, in a very nice way, can they partake and help them.

- 46 Dans le cadre de l'interdiscours politique sur ses politiques discriminatoires ou même racistes, il prend la parole pour se justifier. Il s'agit du *travel ban* imposé aux touristes chinois au début de l'épidémie (déjà mentionné), qui a été sévèrement critiqué dans les médias locaux et internationaux, mais aussi dans l'interdiscours politique. Dans une perspective plus générale, il saisit l'occasion de contester l'étiquette de « raciste » qui le poursuit depuis longtemps :

I took a lot of heat. I mean, some people called me racist because I made a decision so early. And we had never done that as a country before, let alone early. So it was a, you know, bold decision. It turned out to be a good decision. But I was criticized by the Democrats. They called me a racist because I made that decision, if you can believe that one. We have to all work together. We can't say bad things, and especially when we have the best team anywhere in the world. And we really gave it an early start. We gave it a very early start.

- 47 Cela résonne avec un autre élément du discours populiste que Trump a largement exploité tout au long de sa carrière politique, ainsi que dans l'allocution en question. C'est la posture conflictuelle d'*outsider* qui agit seul – « un contre tous » (et dans l'intérêt du peuple, évidemment). Malgré son statut institutionnel au moment de la prise de parole sur le coronavirus – lui-même étant « le visage du système », – il trouve des occasions d'adopter épisodiquement cette posture qu'il trouve apparemment très confortable. Notamment il évoque les mesures préliminaires (comme la restriction du trafic aérien avec les régions contaminées) comme *decisions that were actually ridiculed at the beginning ... A lot of people thought we shouldn't have done it that early, and we did, and it turned out to be a very good thing ... [...] we've had tremendous success – tremendous success – beyond what people would have thought.* Ici, encore une fois, il tourne une justification « potentielle » en réaffirmation de son efficacité en tant que leader.
- 48 De l'autre côté, une sous-estimation apparente de la pandémie peut signaler la tentative de détourner l'attention vers d'autres causes, plus « avantageuses » pour le Président en titre. Par exemple, interrogé sur l'impact de la pandémie sur les marchés boursiers, il ne manque pas de « faire campagne » pour encore une fois mettre en exergue ses réalisations :

But I think the stock market will recover. The economy is very strong. The consumer is the strongest it's ever been. Our consumers are incredible. They're incredible. That's why we're doing well and other countries have not, even before the virus. We're doing great. Other countries have not been doing great. Our consumer is very, very strong and very powerful economically.

- 49 Et il évoque sarcastiquement (et de manière « politiquement incorrecte », ce qui fait partie intégrante de son style et son *ethos* en général) ses adversaires à la Présidence 2020 : *I think the financial markets are very upset when they look at the Democrat candidates standing on that stage making fools out of themselves.*

7. Réflexion sur les spécificités de la (re)construction de la légitimité et de l'autorité au sein du paradigme populiste

- 50 Dans le cas de Donald Trump, on peut voir que la recherche de la légitimité de ses actions, l'explication du bien-fondé de son attitude, ainsi que la construction discursive

de son autorité, revêtent certaines spécificités que nous pouvons qualifier de manifestations du populisme.

- 51 Ainsi la (re)construction de l'autorité personnelle, liée à une « politisation » de la thématique du coronavirus, prime. En d'autres mots, « tous les chemins mènent à Rome » : tous les arguments (dont ceux qui justifient des actions/positionnements) mènent à la réaffirmation de son efficacité/supériorité (*reductio ad Trumpum*, comme le commente l'un des analystes cités plus haut). Rappelons qu'une sur-individualisation du pouvoir est l'un des marqueurs du populisme contemporain. Une forte personnalisation est, de même, corrélée avec la construction de l'*ethos* du héros-sauveur providentiel.
- 52 Un autre aspect est le fait que le Président Trump construit son discours dans le cadre d'une scénographie caractéristique de la vision du monde populiste : même s'il ne s'agit pas d'un conflit ouvert, elle suppose toujours un état de tension, une contradiction avec un agent (adversaire politique) ou bien avec une instance plus abstraite (un point de vue opposé). On a vu dans l'analyse l'un des motifs stables de l'*ethos* de Trump : il est seul contre tous. On peut même poser qu'il a recours à une constante délégitimation, ou tout au moins à une mise à l'épreuve de la légitimité (morale ou même légale) de l'instance ou du point de vue adverse. Même l'hyper-optimisme qui imprègne son discours, pris en contexte global, peut être interprété comme un contre-discours qui s'oppose aux messages alarmants des autres dirigeants. Quant au contre-discours politique direct, exprimé dans les attaques explicites (l'interpellation des Démocrates, de la porte-parole Nancy Pelosi, etc.), il fait partie de l'entreprise de délégitimation de l'adversaire et sert du « toile de fond » à tous les discours trumpiens, ce qui correspond, selon Mueller (2016), à la « logique intrinsèque du populisme [au pouvoir] », selon laquelle « eux et eux seuls représentent le vrai peuple ; en conséquence, il ne saurait exister à leurs yeux d'opposition légitime » (Mueller 2016 : 165). Selon cet auteur, les populistes « cherchent à discréditer toute opposition » (*ibid.*), ce que nous voyons même dans ce contexte « sanitaire ». C'est ce que nous appelons la « politisation » du problème.
- 53 Ces traits sont liés à la manière qu'a Trump de se construire une image discursive de légitimité et d'autorité politique sur la base d'une « dichotomisation » : la dénonciation (qui relève du populisme) des autres acteurs de la sphère politique met en relief ses propres traits positifs ou bien ses acquis. Cette revalorisation est d'autant plus nécessaire, on l'a dit, qu'après la tentative de destitution susmentionnée, sa réputation est effectivement « menacée par des actes de délégitimation issus de ses opposants » (Amossy 2022, se référant à Rojo et van Dijk 1997).
- 54 Une autre spécificité du discours populiste dans le contexte donné est le choix des fondements argumentatifs, à savoir de la constellation des normes et des valeurs sociales auxquelles le dirigeant s'adosse dans les tentatives de légitimer discursivement son attitude, et qui, selon les experts, constituent les « piliers » du national-populisme : l'exacerbation du sentiment de la supériorité nationale et tout ce qui relève du nationalisme en tant que politique menée ouvertement par Donald Trump (« Américanisme »).
- 55 Ainsi, construire une image positive de soi (et de « son » équipe) est évidemment prioritaire et remplace une communication plus objective et prudente des événements dérangeants en cours. C'est ce qui explique le « déni du réel » (Boucher 2020, déjà cité) en ce qui concerne la menace de la pandémie, malgré, il faut le dire, les déclarations

contraires qui mettent en valeur « les vies des gens » et le côté moral, mais résultent en un éloge des actions préalables du Président « efficace ». Ce faisant, Trump semble faire une confusion entre l'intérêt personnel (l'image du présidentiable, la lutte pour cette image attaquée par l'adversaire) et ce que nous pouvons dénommer « l'intérêt public » au regard des événements empiriques (la propagation du virus, la mortalité croissante). *To be justified, power [...] must be seen to serve a recognisably general interest, rather than simply the interests of the powerful*, rappelle Beetham (2013 : 17). Peut-on alors parler d'une déformation préméditée de l'information qui pourrait avoir des conséquences nocives pour les citoyens ? D'une certaine priorisation de la construction de l'autorité de l'homme politique (*work to rule, ibid. : 29*) au détriment du service de l'intérêt commun, qui fait partie intégrante de la légitimité du pouvoir ? Peut-on, enfin, évoquer un « égocentrisme » discursif flagrant comme l'un des signes du populisme ?

Conclusion

- 56 Nous avons vu que la première adresse à la nation du Président Trump se distingue par un caractère très particulier, si on la compare à celle des autres leaders démocratiques ; mais elle s'inscrit organiquement dans le discours électoral du Président sortant. À l'aide d'un éventail de stratégies discursives et argumentatives (dont nous avons relevé les plus fréquentes), ancrées dans les valeurs du national-populisme et de la culture américaine, le discours du chef d'État justifie une perception optimiste de la situation d'autant plus paradoxale qu'il s'agit d'une épidémie en train d'envahir le monde entier.
- 57 En particulier, Trump modèle une scénographie dichotomique qui relève du paradigme populiste : il joue sur les sentiments nationalistes en représentant le pays comme invulnérable devant la menace, grâce aux compétences de son leader providentiel qui ne connaît pas d'échecs et agit malgré les intrigues des opposants politiques qui veulent diviser la société. Il « politise » ainsi le problème sanitaire en l'instrumentalisant pour atteindre ses fins stratégiques.
- 58 Une édulcoration manifeste, ou même une réticence quant à l'évocation d'une réalité dérangeante (au détriment de la situation empirique) suggère que le Président populiste craint que l'épidémie, ainsi que les mesures restrictives qui en relèvent, ne s'attachent dans la conscience publique à son mandat et ne soient considérées comme l'un de ses échecs en tant que dirigeant de la nation, ébranlant ainsi son autorité auprès de l'électorat potentiel. Et il déjoue cette éventualité au point de parfois instrumentaliser, dirait-on, la menace afin de réaffirmer son autorité et son efficacité au lieu de lancer un avertissement sur les dangers de la pandémie. Le mantra qui transverse le texte est : *we have it so well under control. ... I mean, we really have done a very good job*. Le Président qui se forge un *ethos* de *strong leadership*, n'a pas envie de devenir le messager porteur des mauvaises nouvelles, surtout à la veille de nouvelles élections.
- 59 Les élections américaines tenues en novembre 2020 ont montré que les « appréhensions » de Trump n'étaient pas anodines : la crise du coronavirus, et surtout la tactique présidentielle de sa gestion, sont devenues la pierre d'achoppement de la campagne qu'il n'est pas parvenu à gagner. Ce fait est constaté aussi bien par les médias que par les experts et les scientifiques. Par exemple, déjà au mois d'août (trois mois avant le vote final), Harb et Serhan attestent que *With the rise in the spate of deaths in America and the failure of Trump in containing coronavirus pandemic, the president is losing his hopes of winning the coming presidential election* (Harb et Serhan 2020). Ou encore : *If he*

does lose, he will lose because of COVID more than any other issue, estime au mois d'octobre, la veille du scrutin, le stratège en chef de la société d'investissement AGF Investments (Valliere pour DFP, 31.10.2020). *The Washington Post* confirme que la pandémie et sa gestion sont devenues l'enjeu central de l'élection : *In closing days, Trump and Biden push opposing pandemic strategies* (29.10.2020).

- 60 Le « déni de la réalité » et le remodelage des faits en fonction des objectifs politiques poursuivis ont échoué lorsque mis à l'épreuve de la crise de la Covid-19. « Les dirigeants populistes avaient l'occasion – en vrai, en réel, en travaux pratiques – de manifester leur supériorité proclamée sur les “élites” traditionnelles. L'échec est patent et devrait servir de leçon », conclut *Le Monde* (06.05.2020).

BIBLIOGRAPHIE

Sources scientifiques

- Amossy, Ruth. 2022. « La construction de la légitimité et de l'autorité en discours », *Argumentation et Analyse du Discours* 28
- Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Amossy, Ruth. 2014 [2000]. *L'Argumentation dans le Discours* (Paris : Colin)
- Beetham, David. 2013. *The Legitimation of Power* (London : Bloomsbury)
- Benoit, William L. 2007. *Communication in political campaigns* (New York : P. Lang)
- Bennett, Oliver. 2015. *Cultures of Optimism* (London : Palgrave Macmillan)
- Bonikowski, Bart. 2019. « *Trump's Populism : The Mobilization of Nationalist Cleavages and the Future of U.S. Democracy* », Weyland, Kurt & Raúl Madrid (éds). *When Democracy Trumps Populism : Lessons from Europe & Latin America* (New York: Cambridge U. P.), 110-131
- Boucher, François-Emmanuel. 2020. *Le Trumpisme. Contribution à l'analyse rhétorique du discours national-populiste* (Québec : P. U. Laval)
- Bredin, Jean-Denis. 2001. « Secret, transparence et démocratie », *Pouvoirs* 97 « Transparence et secret », 5-15
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Charaudeau, Patrick. 2011. « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », *Mots. Les langages du politique* 97,101-116
- Favart, Françoise & Alida Maria Silletti. 2021., *Repères DoRiF* 24 « Constellations discursives en temps de pandémie », Introduction
- Harb, Grasiella K. & Youssef M. Serhan. 2020. « Exploring the Use of Covid-19 as a New Pre-Text in Trump's Political Discourse », *Journal of Humanities and Social Sciences Studies*, 20-30
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine (2009 [1980]) *L'énonciation* (Paris : Colin)

Kohut, Andrew & Bruce Stokes. 2006. *America Against the World : How We Are Different and Why We Are Disliked* (New York : Times Books / Henry Holt)

Leeuwen, Theo van. 2007. « Legitimation in Discourse and Communication », *Discourse & Communication* 1-1, 91-112

Leeuwen, Theo van & Ruth Wodak. 1999. « Legitimizing Immigration Control : A Discourse-Historical Analysis », *Discourse Studies* 1-1, 83-118

Loroux, Nicole. 1979. « Aux origines de la démocratie. Sur la transparence “démocratique” », *Raison présente*, 49, 3-13

Maingueneau, Dominique & Frédéric Cossutta. 1995. « L'analyse des discours constituants », *Langages* 117, 112-125

Mercieca, Jennifer. 2020. *Demagogue for President : The Rhetorical Genius of Donald Trump* (College Station : Texas A&M Press)

Meyer, Donald B. 1965. *The positive thinkers : a study of the American quest for health, wealth and personal power from Mary Baker Eddy to Norman Vincent Peale* (Garden City, NY: Doubleday)

Mueller, Jan-Werner. 2016. *What is populism?* (Philadelphia : U. of Pennsylvania Press)

Pyszczynski, Thomas. 2008. « Andrew Kohut and Bruce Stokes : *America Against the World : How We Are Different and Why We Are Disliked* », *Democracy and Security* 4-1, 111-113

Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. « There was a Problem, and it was Solved ! Legitimizing the Expulsion of illegal migrants in Spanish Parliamentary Discourse », *Discourse & Society* 8-4, 523-566

Rosenstiel, Tom. 2006. « The Problem of American Exceptionalism » [En ligne] pewresearch.org/2006/05/09/the-problem-of-american-exceptionalism/

Sabato, Larry J., Kyle Kondik & Geoffrey Skelley. 2017. *Trumped : the 2016 election that broke all the rules* (Lanham : Rowman & Littlefield)

Savage, Ritchie. 2010. « Populist elements in contemporary American political discourse », *The Sociological Review* [En ligne] <https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.2011.01968.x>

Taguieff, Pierre-André. 2007 [2002]. *L'illusion populiste : Essai sur les démagogues de l'âge démocratique* (Paris : Flammarion)

Weyland, Kurt & Raúl Madrid. 2019. « Donald Trump's Populism : What Are the Prospects for US Democracy ? » Weyland & Madrid (éds). *When Democracy Trumps Populism: Lessons from Europe & Latin America* (New York: Cambridge U. P.),1-34 [En ligne] <https://doi.org/10.1017/9781108692793>

Médias

<https://www.dw.com/en/coronavirus-updates-who-upgrades-global-virus-spread-risk-to-very-high/a-52566672>

<https://edition.cnn.com/2020/03/16/politics/white-house-guidelines-coronavirus/index.html>

<https://www.freep.com/story/money/personal-finance/susan-tompor/2020/10/31/covid-19-election-2020-economy-trump-michigan/6084334002/>

<https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-election-2020/trump-twitter-coronavirus-cases-today-usa-b1539395.html>

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/02/26/31001-20180226ARTFIG00102-la-reductio-ad-trumpum-point-godwin-d-une-vie-politique-en-declin.php>

<https://www.lejdd.fr/International/donald-trump-tente-dexpliquer-sa-politique-etrangere-dans-une-interview-3737441>

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/06/le-virus-les-populistes-et-leurs-modeles_6038900_3232.html

<https://www.leparisien.fr/international/coronavirus-bolsonaro-orban-trump-les-leaders-populistes-face-a-la-crise-09-04-2020-8296725.php>

<https://www.letelegramme.fr/dossiers/les-populistes-face-au-coronavirus/donald-trump-du-deni-au-delire-05-06-2020-12561467.php>

<https://www.nytimes.com/2020/05/15/us/coronavirus-first-case-snohomish-antibodies.html>

<https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/coronavirus-devant-nous-une-crise-une-epidemie-qui-arrive-declare-emmanuel-macron-6755519>

https://scholar.harvard.edu/files/stantcheva/files/the_dark_side_of_american_optimism_-_the_atlantic.pdf

<https://www.theatlantic.com/health/archive/2020/10/trump-covid-denial/616946/>

<https://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/03/the-american-ethic-and-the-spirit-of-optimism/388538/>

<https://www.theguardian.com/world/2020/jul/29/trump-coronavirus-science-denial-timeline-what-has-he-said>

https://www.washingtonpost.com/politics/trump-biden-covid-campaign/2020/10/28/57985f18-193d-11eb-befb-8864259bd2d8_story.html

NOTES

1. Quelques mois plus tard, on parlera déjà du droit des citoyens à disposer de leur corps et de leur santé, « contesté » par les programmes de vaccination obligatoire de la population.
2. Voir Loraux 1979, Bredin 2001.
3. Les études récentes confirment que les forces populistes oppositionnelles (en France, mais la tendance peut être considérée au niveau global) ont tendance à dramatiser et « surdramatiser » la situation gérée par le pouvoir en vigueur afin de « dévaloriser l'exécutif » (Favart 2021 : 11-12).
4. On abordera cet aspect contextuel dans la partie 7 qui traite des spécificités de la stratégie « populiste » de la construction discursive de l'autorité et de la légitimité.
5. NYT, 15.05.2020.
6. Dans le même cadre, en caractérisant le discours trumpien sur la Covid-19.
7. L'appel à l'autorité des experts sera abordé dans les parties suivantes, ici nous nous limitons à l'aspect stylistique et idéologique.
8. C'est nous qui traduisons.
9. Celui qui se présente aux élections pour la première fois et, littéralement, « attaque » l'industrie.
10. Celui qui a déjà occupé la haute position recherchée, et qui, le plus souvent, se présente pour le deuxième mandat.
11. Nous évoquerons dans la suite les éléments de la « politisation » de son allocution en question.
12. Une critique de l'activité des opposants de la part d'un challenger est une stratégie « logique ». Cependant, un négativisme acerbe découle plutôt de la vision du monde populiste.

13. Le terme a été originellement conçu par Tocqueville en 1835.
14. Le terme est utilisé sans aucune nuance évaluatrice, uniquement pour marquer le phénomène analysé.
15. <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/02/26/31001-20180226ARTFIG00102-la-reductio-ad-trumpum-point-godwin-d-une-vie-politique-en-declin.php>
16. <https://www.lejdd.fr/International/donald-trump-tente-dexpliquer-sa-politique-etrangere-dans-une-interview-3737441>
17. Justement pour rappel : travail avec les personnes infectées, limitation du flux touristique des zones « contaminées », évacuation des Américains des régions dangereuses, stockage d'équipement protecteur.
18. C'est nous qui traduisons.
19. <https://www.donaldjtrump.com/media/timeline-the-trump-administrations-decisive-actions-to-combat-the-coronavirus/>
-

RÉSUMÉS

Cet article examine les procédures discursives et argumentatives teintées de populisme selon lesquelles Donald Trump, qui va à contre-courant de la politique sanitaire contre la Covid-19 adoptée par la plupart des pays démocratiques, tente de légitimer ses décisions et de les présenter comme conformes au souci du bien public. On analyse la façon dont, dans son allocution à la nation, le dirigeant des États-Unis s'attache à réaffirmer sa légitimité de Président sortant affaibli par des tentatives d'*impeachment*, et de renforcer l'autorité de sa personne en vue des élections proches. Dans cette perspective, on tente de déceler les stratégies discursives qui relèvent du national-populisme et les valeurs communes qui les sous-tendent, en examinant comment elles s'intègrent dans l'argumentation globale mise en œuvre pour parvenir aux fins persuasives du Président-candidat.

This article examines the discursive and argumentative procedures tinged with populism by which Donald Trump, who goes against the health policy adopted by most democratic countries against Covid-19, tries to legitimate his decisions and present them as complying with the public good. We analyze the way in which the address to the nation of the United States leader endeavors to reaffirm his legitimacy as incumbent president weakened by recent attempts at impeachment, and to strengthen the authority of his person in view of the forthcoming elections. From this perspective, we attempt to identify the discursive strategies that fall under the rubric of national-populism and the shared values that underlie them, examining how they fit into the overall argumentation used to achieve the president-candidate's persuasive ends.

INDEX

Mots-clés : populisme, national-populisme, autorité, Covid-19, légitimation

Keywords : populism, national populism, authority, Covid-19, legitimation

AUTEUR

MARIA SALTYKOV

Université de Tel Aviv, ADARR

A populist president in campaign: Donald Trump, or the management of the Covid-19 crisis

Un Président populiste en campagne : Donald Trump, ou la gestion de la crise de la Covid-19

Maria Saltykov

Introduction

- 1 In 2015-2016, Donald Trump emerged on the political arena and quickly became an icon of populism. He is ranked among the populist leaders in many later scientific writings (Boucher 2020, Bonikowsky 2019, Weyland & Madrid 2019, among others), but also in the international media (*CNN*, *NYT*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *Télégramme* and many other sources). The co-occurrence of the words “Trump” and “populism” appears in more than 7 million articles on Google (as of October 2020). These facts incited us to examine the discourse on Covid-19 of the 45th American president in its relation to populism, a framing that proved to be very enlightening to grasp the argumentative strategies of his speech.
- 2 In the context of this research, we therefore propose to circumscribe, through the prism of populism, the arguments that the American president deploys in his first speech on the coronavirus and in particular, the way he legitimizes his very special attitude towards the health problem and reasserts his authority with his potential electorate.
- 3 This question calls for examining the inaugural speech of February 26, 2020, on the coronavirus on several levels. We will try, on the one hand, to situate it in the framework of Trump’s speeches as President (or even as presidential candidate), to point out its particularities or, on the contrary, to note a continuity of the Trumpian style and argumentation; and on the other hand, since the issue has transcended national borders, we will compare it to the first speeches on the coronavirus of other

world leaders who face the same argumentative challenge.

Indeed, if we consider the speech in a contrasting way, in its relation to the speeches of other national leaders, we clearly see that it differs from the global “corona” rhetoric. Unlike the speeches delivered in democratic countries like France, Germany, Italy and many others, Trump's first official address contains almost no legitimation of anti-Covid measures which one might fear would violate citizens' freedoms (notably the limitations on free movement or the requirement to wear masks or other protective¹). On the contrary, Trump's goal is to explain to the public why there is no need to worry. The address intends to allay anxieties aroused by the rapid spread of Covid-19 in the affected countries and to promise a positive outcome of the case.

- 4 On the methodological level, we operate within the field of discourse and argumentation analysis, which provide a series of valuable resources for studying the phenomenon of populism, the role of *ethos*—the image of self that is created/reinforced in the discourse, as developed by Amossy (2010), enunciative subjectivity (Kerbrat-Orecchioni 2002 [1980]), the classification of discursive tools of legitimation (van Leeuwen 2007, Charaudeau 2005, Beetham 2013). These analytical tools have been enriched by American studies of political discourse (Benoit 2007, Savage 2011), such as analyses of Trump's speech (Bonikowski 2019, Sabato *et al.* 2017, Mercieca 2020), as well as studies of the American national *doxa* on which the leader builds his strategy of legitimation (see among others Bennett 2015, Kohut & Stokes 2006, Pyszczynski 2008, Rosenstiel 2006).
- 5 Moreover, we pay special attention to the contextual dimension for understanding the effects produced by the leader on the nation. Thus, we are exploring media sources that provide direct and immediate reactions to the presidential speech and allow for in-depth contextualization of Trump's addresses to the nation.

1. Explanation of the populist framework

- 6 The phenomenon of populism will be briefly defined here based on a synthesis from the theories of Taguieff (2007), Mueller (2016), Charaudeau (2011), Boucher (2020), Rosanvallon (2020). It should be noted that the works in our sample, although diverse, are not in contradiction; rather, the theories seem to complement each other conceptually. In general, they are not devoid of a critical aspect, even if the authors do not take a definite position and claim to relate the main aspects of the phenomenon analyzed, including its criticism. Most of the mentioned works state, on the one hand, the problematic relationship of the populists to “objective reality,” the “truth” (thus, the very title *L'illusion populiste* of Taguieff 2007 immediately evokes a manipulation of the consciousness of the masses by “demagogues” [*ibid.*] in power). On the other hand, these works question the correlation between populism and democratic principles: “Populism is not in itself democratic and even tends, without any doubt, to be anti-democratic” (Mueller 2016: 18, our translation); Rosanvallon (2020: 198) entitles one of the chapters of his book “Democratic Fiction” (our translation). We are interested in these two dimensions which are closely linked (a “transparent” interpretation of the facts being part of a democratic² political “agenda”, opposed to populist public communication).
- 7 In light of the above-mentioned theories, populism can be interpreted as a specific mode of political representation, which offers the audience a dichotomous and

conflicting view of the world, based on a clear distinction between good and bad, where the “good” is the prerogative of the “authentic, morally pure people” (Mueller 2016: 165, our translation), opposed to the implacable enemy who takes on various appearances, especially those of the “system” (defined according to the context in which the populist acts). This paradigm gives rise to a so-called authentic and quasi-heroic figure of the leader who claims the “monopoly of representation” of the people (Mueller 2016: 50; 85) taken as a homogeneous whole, whose needs he promises to satisfy, promising them “all the happiness in the world.” The populist discursive style is marked by a special expressiveness (*pathos*) and eloquence intended to stimulate the imagination of the audience—in other words, to make them “dream” (Boucher 2020: 56, our translation). The populist “worldview” is characterized by its ironclad persistence: populist discourse may resist the objective reality, and survives any criticism, constructive or not, by a simple rejection of its source. The combination of these traits in political discourse and positioning allows us to classify their bearer in the populist cohort.

- 8 Let us add that during his first presidential campaign (2015-2016), Donald Trump began to promote the characteristic principles of national populism, advocating the global supremacy of the US, and winning over an impressive number of voters. National populism is understood here in the sense of Taguieff (2007 [2002]) and as taken up conceptually by other authors, such as Boucher (2020): it is the form of populism focused on “the national identity considered in both historical and ethnic terms” (Taguieff 2007 [2002]: 231, our translation). In the following, we will see that in support of this argument, the president seeks to touch and activate in his audience deeply rooted *doxic* convictions.

2. Donald Trump and the question of presidential legitimacy

- 9 What happens to populist discourse when the politician changes function and accedes to the authorized state power? Is a populist, once at the helm, obliged to review his tactics, oppositional³ by definition (“to be a populist is first of all to be ‘against’,” writes Taguieff [2007 [2002]: 219], our translation), in order to authorize himself to speak from the official platform? How, from this position, will he manage an unprecedented health crisis which, by its consequences, has become a humanitarian catastrophe in a country which wants to be “the best” (the greatest) (it has become so, unfortunately, in terms of the epidemic, counting more than 11 million cases, and 250,000 deaths up to the time of writing of this article, October 2020)?
- 10 The argumentative situation complexifies also due to the political conjuncture. At the time of his first official speech, delivered on February 26, 2020, Donald Trump was indeed in the middle of his second presidential campaign, which was to come to its logical conclusion on November 3, 2020. Moreover, shortly before the discussed events, Trump faced the first impeachment attempt, which certainly affected his strategic goals inciting him to focus on reaffirming his “presidential⁴” image. The U.S. House of Representatives has indeed passed two articles of impeachment against Trump: abuse of power and obstruction of Congress. The Senate acquitted Trump of these charges on February 5, 2020. These circumstances, however, placed the politician in a situation of possible delegitimization in legal sense, and a legitimacy deficit of his person and his

actions as president (following the terminology of Beetham 2013). At the same time, he is forced to rebuild his authority as a powerful and competent politician, and to restore his credibility as a leader, as well as “the intimate conviction of the competence of the speaker, of the righteousness of his judgment as well as of the purity of his intentions” (Amossy 2022). Since he goes against the grain of the health policy decreed by most democratic countries, Trump must both legitimize ways of saying and doing that deviate from those of other leaders and reaffirm his authority as a leader whose word in breaking with the norm deserves complete trust.

- 11 We will therefore try to see how the president deploys a populist discourse that must justify a reaction breaking with that of most democratic leaders and reaffirm his presidential legitimacy than is being put to the test. At the same time, we will examine how such a discourse on the health crisis, based on electoral considerations, is part of a political positioning. Based on this analysis, we will try to discern the specificities of the construction of legitimacy and political authority within the “populist” discourse.

3. The presidential positioning: a chronological and global perspective

- 12 We notice right away that the “founding” speech on the coronavirus which dates February 26, 2020, is not an immediate reaction: the infection has already burst into the country and gradually spread from mid-January, the first victim died on February 6. By the end of January, the first cases of community transmission were identified, the hospitalizations were on rise (NYT, 15.05.2020).
- 13 To be precise, the measures introduced at the time of the speech consisted essentially of the organization of medical services, the stocking of protective equipment, the evacuation of Americans from “contaminated” areas and the ban on travel to these countries, limiting the entry into US territory of migrants and non-migrants from countries with many infected people (China, Iran, South Korea, Italy). There were yet no “internal” restrictions affecting the comfort of daily life. The CDC (US Center for Disease Control and Prevention) launched its first social distancing instructions two weeks later (March 15, 2020); the introduction of other measures was left to the discretion of local authorities. Let us just add, taking advantage of the privilege of retrospective commentary, that six weeks later, the country has crossed the line of one million infections.
- 14 It is worth noting that the national state of emergency, accompanied by “unpopular” measures will only be decreed two weeks later (March 13, 2020) in a much more alarming tone, characterized by a “belligerent” lexicon, in the wake of the other world leaders, for example, French President Emmanuel Macron who has used it extensively (“we’re taking in our very vigilant effort to combat and ultimately defeat the coronavirus,” says Trump), which signals a change in the presidential rhetoric and a more serious perception of the problem.
- 15 However, the president cannot be accused of negligence. What we see here is a deliberate negation or an attitude that Boucher defines as a “denial of the reality⁵” (2020: 135, our translation) often imputed to populist politicians who substitute their own interpretation to the objective state of things, according to their political interests. The international media spread this point of view in the public space

(they reformulate it or use the same expression) so that it becomes almost a new commonplace: “From denial to delirium,” comments *Télegramme* (05.06.2020) the fluctuations of presidential rhetoric; “Six months of Trump’s Covid denials” (*The Guardian*, 29.07.2020); “the president has gone from downplaying the pandemic to its denial” (*The Atlantic*, 31.10.2020); “Donald Trump has denied the second surge of the Coronavirus pandemic” (*Independent*, 03.11.2020), and other sources (*CNN*, 31.05.2020, *Le Monde*, 06.05.2020, *Le Parisien*, 09.04.2020, etc.) who share this view. Even at the press conference where the speech in question took place, a journalist, when asking his question, declared: “Tonight, you’re minimizing the risk of danger of the virus.”

- 16 Indeed, Donald Trump’s first address to the nation, as well as a series of comments that precede it, based on the value of hope (“Hopefully, everything’s going to be great”, campaign rally in Iowa, 01.30.2020; “the weather starts to warm and the virus hopefully becomes weaker, and then gone”, Twitter, 07.02.2020), clearly show his desire to avoid reporting unpleasant facts coming from “outside” the country: disturbing statistics, imminent limitations, dangers of a “novel” infection. On the contrary, he repeatedly conveys optimistic prognoses, the argumentative foundations of which we attempt to expose here.
- 17 Subsequently, such an attitude (a marked over-optimism) will be qualified by the media as culpable recklessness (for example, by *NYT*, but also by international papers, such as *Le Figaro* and others). However, total control of a threatening situation contributes to the image that Trump builds as outgoing president, and which must prove his efficiency in his functions, thus reaffirming his presidential authority.
- 18 This positioning can at the same time be interpreted as a process of legitimation of his policy insofar as he presents it as working for the common good by rejecting any panic: the president spreads serene optimism and tries to establish confidence in the happy outcome of a problematic situation. Legitimation is considered here as an attempt to make an attitude appear not only legal, but also consistent with the moral values of the given community, and serving the general interest. In support of his theses, President Trump exploits a series of “cultural factors” (Amossy 2022) that make his words appear “fair” for the given audience.

4. Populist discursive strategies

- 19 Trump certainly intends to reinforce his legitimacy by highlighting the undeniable priority (value) granted to the American people—to their health and safety—in all his motivations: “And the number one priority from our standpoint is the health and safety of the American people.” It should be noted that this aspect is present in all the speeches of heads of state on the epidemic; it is therefore part of a specific “corona” rhetoric. But Trump puts it at the service of a different health policy that would need justification. However, part of Trump’s construction of legitimacy and authority does not include any process of rational justification; it rather recurs, on the formal level, to stylistic specificities rooted in deeply ideological and cultural aspects, which relate to populist discourse.

4.1. The declarative and hyperbolic register

- 20 The leitmotif of the analyzed address consists of strong declarative assertions such as: “we’re doing really well;” “we are totally prepared;” “very well under control,” etc. They are often reinforced by subjectivity markers which, if we take the aforementioned examples, carry out an evaluative function of the “good/bad type” (Kerbrat-Orecchioni 2009 [1980]: 113, our translation) such as “totally,” “very well,” as well as of the “true/false type” (*ibid.*), like “really;” or (double) negations that lead to the same preponderant idea: “Well, I don’t think it’s inevitable.”
- 21 This correlates with a conspicuous feature of Trump’s discursive style, namely the heavy use of superlatives that amplify his ideas. To do this, he uses “evaluatives” (Kerbrat-Orecchioni 2009 [1980]: 89) which highlight his own achievements, but also the expertise of those in charge of the American medicine⁶ in general: “Very, tremendously (talented);” “great;” “incredible;” “extraordinary,” etc. and can be included in “comparative structures” (*ibid.*: 99): “We have the best prepared people;” “the best people in the world;” “most talented people in the world;” “The United States is rated number one most prepared.” This affirmative force and strong amplification aim to impress and to confer on the speaker his credibility by short-circuiting the good reasons which he should allege to inspire confidence.

4.2. Positive thinking

- 22 Trump’s attitude to the problem, transmitted by the use of these “technical” means, can be valid in the cultural field in which the speaker acts, insofar as he invokes the values of his community, and the underlying system in which they participate, supposed to manifest his legitimacy (Amossy 2022), including an “ideology of optimism” (Bennett 2015) or “positive thinking” (Meyer 1965) that govern behavioral ethics and generally permeate North American culture, where institutions propagate optimism and hope (Bennett 2015).
- 23 Therefore, the cult of “positivity” (as opposed to “negativity” or even “realism” in the representation of facts) is characteristic of American society. Indeed, this tendency is very strong in the speeches of Trump’s predecessors such as Barack Obama. The question then is not just whether it is relevant in the given context, but also how typical it is of Trump himself. If it is anchored in the culture of the country, why should we emphasize it in the present analysis?
- 24 In fact, this feature is very functional in Trump’s rhetoric when examined as a component of his (pre)election speech. It attracts our attention due to a double vector of the discursive behavior of the former American president. If we consider the speech in relation to his electoral speeches (2015-2016), as well as the presidential ones (2016-2020), we notice that the handling of his *ethos* (in the sense of Amossy 2010: 209, our translation): “the presentation of self in its verbal dimension,” varies according to the formal circumstances in which the politician acts. It changes depending on his status as a “challenger⁷” or an “incumbent⁸” (terminology of Benoit 2007)—at a given political moment. This perspective calls for clarification: in 2015-2016, Trump was a challenger—formally and strategically; already in 2020, we classify him as incumbent: president in office, he nevertheless transgresses presidential neutrality to introduce the elements of electoral struggle into his speech⁹. Putting these two roles into

perspective reveals a clear trend that affects the construction of the speaker's *ethos* and the preponderant tone of his message: a manifest “negativity” in Trump-challenger’s speech (which struck the whole world in 2015) regarding the country and its prospects¹⁰, gives way to an ecstatic “positivity” of the future candidate, who is glorifying his achievements as president. We can thus assume that the present address is an integral part of the Trumpian speech as an incumbent. The relevance of this manifestly optimistic attitude towards the hardly known virus is another question.

4.3. American exceptionalism and national populism

- 25 A local over-optimism, looming over the background of the humanitarian drama unfolding in the rest of the world, invokes another doxic dimension: the spirit of U.S. supremacy on a global scale, an “American exceptionalism” amplified by the maxims of national populism. We can even, following van Leeuwen’s classification, namely his category of the “role model” (2007: 95), assume that Trump creates (in order to use it in his argumentation) an imaginary “role-model country” which excels in all spheres and far exceeds all the others. The country is even charged with a “mission” in relation to other “ordinary” nations: “We have the greatest experts in the world—really, in the world, right here—people that are called upon by other countries when things like this happen;” “Parts of the world are asking us, in a very nice way, can [we] partake and help them;” “the best team anywhere in the world,” and so on.
- 26 The president thus highlights the undisputed superiority of the North American society. Evoking the “*topoi* of a given community”, offering them a discursive form that can serve “as a norm and guarantee for the behavior of a community” (Maingueneau & Cossuta 1995: 113, our translation), the president establishes with his listeners a bond of mutual understanding, an agreement on common values.
- 27 In this perspective, the massive use of superlatives, together with the call for a “greatness” on a planetary scale, appear as both linguistic and cultural aspects of Trump’s discourse. In this regard, a special term—“American Exceptionalism”¹¹, based on a set of traits, such as republican values reinforced by the spirit of entrepreneurship and a powerful vitality—circulates in the scientific field. Thus, Kohut and Stokes (2006) explore the phenomenon in terms of “disconnection of images”: the discrepancy between the nation’s image in its own eyes and the image it projects to other nations (“in many domains, Americans view themselves in a more positive and benevolent way than they are viewed by others,” Pyszczynski 2008, referring to Kohut and Stokes 2006). This mass “narcissism”¹² goes as far as the interpellation of spiritual superiority translated in the formula “America, the Blessed Nation” (Rosenstiel with a reference to Kohut and Stokes 2006).
- 28 In the specific case of Trump, the implementation of shared cultural codes is reinforced by populist rhetoric, where the exceptionality/righteousness of a “real people” is absolutized. Indeed the national populist *pathos* is dichotomous (we have already mentioned it: if you are good, you are the best; the same if you are bad), maximalist, megalomaniac. It aims to awaken and cultivate in the national audience patriotic feelings of pride, of superiority, and bring it to a *catharsis*, engendering as a result a blind confidence in the words and actions of the nation’s leader. In other words, Trump mobilizes here the “attitudinal variables” of national populism, indicated by

Bonikowski (2019) who studies its “Trumpian” variant, including the “Pride in the nation and state” and the “Sense of national superiority” (Bonikowski 2019: 117).

5. A populist use of argumentative strategies

5.1. The modalities of the appeal to experts

- 29 When we examine the argumentative strategies used by Trump, we see that it is based on the authority of experts (van Leeuwen 2007: 94): medical, scientific, administrative. He addresses citizens during the press conference next to Vice President Mike Pence and surrounded by a whole group of experts: members of the coronavirus task force (Health and Human Services Secretary, Alex Azar; the Deputy Director of the CDC, Dr. Anne Schuchat; the Director of the National Institute of Allergy and Infectious Diseases, Dr. Anthony Fauci).
- 30 This argument from authority is almost a commonplace in the speeches of world leaders. But it is striking in Donald Trump’s speech because of the extreme personalization to which he subjects all situations. Specialists confirm: “*reductio ad Trumpum*,” comments the essayist and historian M. Tandonnet, speaking about the “outrageous personalization” of his speech “to the detriment of the debate of ideas and the common good” (our translation). American historian and scholar C. Sellin characterizes Trump’s communication as “the extreme personalization of American diplomacy.”¹³ The appeal to expert authority can thus be interpreted as a certain concession in the face of the magnitude of the Covid-19 threat and, consequently, can serve as an indirect, veiled, contextual recognition of the risk of imminent catastrophe (despite the optimistic tone we have discussed at length).
- 31 And indeed, in this speech, President Trump prefers to share the responsibility with the members of a “brilliant team,” made up of “professionals, doctors.” He therefore includes his person in a collective “We” in phrases such as “pretty good job we’ve done,” a modality rarely used in his speech. What role does he attribute to himself in this “atypical” case of collective *ethos* (Amossy 2010: 156)? Where is his own authority as a “strong” and powerful leader? Has this case, which has no precedent in either the near or distant past, pushed him to overcome a populist discursive “egocentrism” that does not tolerate intermediaries between the leader and “his” people? Or has the health crisis suddenly transformed him into a “team player”—a posture he has always rejected (since the GOP primaries, where it was logical to represent, in a way, a common ideology)?
- 32 The answer to this last question, negative, lies in the nuance: despite a massive use of the plural pronoun “we”, Trump does not present himself as equal to the members of the “brilliant” team: he puts himself at its head, as we can see in utterances using the first person singular pronoun separating him from the others, such as: “I spent a lot of time with the team over the last couple of weeks, but they’re totally brilliant, and we’re doing really well;” “I just left a group of 45 people that are the most talented people in the world,” and so on.
- 33 The success of the team of experts (in the field of medicine, as well as in politics, here his administration represented by Mike Pence) is therefore the product of the effective actions of the president, who managed to gather the best people. He delegates responsibilities to them and receives their reports: “I’m having them report to Mike.

Mike will report to me. ... They'll also be reporting, in some cases, to both. I'll be going to meetings quite a bit depending on what they want to do and what message we want to get out." But it is the president who makes the decisions ("I made a decision," he says on the evacuation of Americans from China and the "travel ban" decreed for this area). Thus, he remains the ultimate authority as regards the management of the crisis.

34 Trump thus constructs a subordination, a hierarchy, where his institutional and personal authority predominates over specialized knowledge (academic or administrative); he absorbs it and puts himself at the head of its representatives. In a larger perspective, such insistence on the role of supreme guarantor of political decisions, within a democracy where decisions are discussed by a set of political actors, refers to the idea of the essential conflict between the democratic order and the populist vision.

35 As for the argumentative function of the appeal to expertise, it must be clearly understood that Trump, unlike other heads of state, mobilizes this argument not to justify restrictive measures, but conversely to prove that the cause does not deserve the disproportionate attention given to it and that its scope is grossly overstated. Thus, he alleges his conversation with Dr. Fauci and compares the new virus to the annual flu which statistically takes many more lives, but causes much less of a stir:

I want you to understand something that shocked me when I saw it that—and I spoke with Dr. Fauci on this, and I was really amazed, and I think most people are amazed to hear it: The flu, in our country, kills from 25,000 people to 69,000 people a year. That was shocking to me.

And, so far, if you look at what we have with the 15 people and their recovery, one is—one is pretty sick but hopefully will recover, but the others are in great shape. But think of that: 25,000 to 69,000.

5.2. The rationalization of threat

36 The appeal to expert authority is combined in this last example with a process of rationalization (van Leeuwen 2007: 100) through the analogy drawn between two diseases which are both contagious and fatal, but are treated differently, which invokes the argument of "double standards". "I mean, view this the same as the flu", declares the president in another utterance.

37 Ridiculing the threat through recommendations simplistic to the point of absurdity ("wash your hands, stay clean"), reinforces this effect of trivialization of the virus and its lowering to the status of annual familiar flu. Here is how Trump answers the reporter's question about the need for changes in people's behavior due to the epidemic:

I think you have to always—look, I do it a lot anyway, as you've probably heard. Wash your hands, stay clean. (Laughter.) You don't have to necessarily grab every handrail unless you have to. You know, you do certain things that you do when you have the flu.

38 "[W]e've had tremendous success," says Trump to reassure and encourage the audience when he talks about the measures¹⁴ he and the "anti-corona team" have already taken to prevent the spread of the coronavirus. The argument in this case takes on a double meaning: that which emerges from the text itself (justifying the measures and thus establishing their legitimacy) and a broader meaning, considered in the perspective of the upcoming electoral campaign, which joins the overall argumentative aim of Donald

Trump (to build and maintain a good self-image and ensure his authority as a presidential candidate). Let's take the following passage as an example:

Had I not made ... had I not made a decision very early on not to take people from a certain area, we wouldn't be talking this way. We'd be talking about many more people would've been infected. ... It turned out to be a good decision. ... And we really gave it an early start. We gave it a very early start.

- 39 At first glance, we see that Trump resorts to “instrumental rationalization” by justifying “the practice” (the evacuation of people) by its “effect” (van Leeuwen 2007: 101), which he expresses by the argument from consequence (“had I not made a decision... many more people would've been infected”) and by the priority given to the health of the people (of the evacuees, but especially of those whose health is “preserved” thanks to the governmental action). The positive consequence (fewer people infected) serves as justification. However, it should not be forgotten that in this case, these are measures that can be considered “minor” or preliminary in terms of their impact on the personal freedoms of the population, especially in the light of those that will be introduced two weeks later (we have already mentioned the dynamics of the deployment of anti-corona measures in the country). Therefore, they do not yet require a developed justification, but rather serve to highlight the “good initiatives” and the competence of the outgoing president (“...had I not made a decision”) in establishing control of the spread of the virus: “It turned out to be a good decision”.
- 40 Another dimension that appears here, particularly valued by Donald Trump, is the dynamism of his reaction to world events (the epidemic invading more and more countries): “And we really gave it an early start. We gave it a very early start,” he says. On his own scale of values, speed is paramount, right next to political competence and efficiency (perhaps this is due to his experience in entrepreneurship and business). In the present context, the time dimension takes on a new value because of the rapid spread of the virus, which can therefore be “defeated” thanks to reactions that outrun it.
- 41 It should be noted that the introduction of the very notion of “control” (mentioned several times above) serves Trump as an argument to counter the anxiety triggered by the confrontation with a new, and therefore unknown, virus. The unknown, the invisible always arouses subconscious, unexpressed fears, and can trigger deep anxieties, while the total control, the “mastery” of the situation, can “dispel the vagueness”. From a vague threat, the problem turns into something tangible, firmly “enclosed in the box”: “there's no reason to be panicked about it,” the president repeats.

6. The “presidentiability” of the outgoing president: Covid-19 as an electoral issue

- 42 We see that ostentatious optimism becomes almost obsessive in the context of the electoral campaign. Trump goes beyond the framework of the health problem, which leads to a “politicization” of the coronavirus. The tone of the first speech resembles populist pre-election propaganda, interspersed with projections of the common good and immersions in the past and future accomplishments of the incumbent-type candidate (Benoit 2007). The message is skillfully presented in the framework of the political struggle, and even appears in the list of Trump's achievements as head of

state. His personal website outlines the actions against the virus. The title of the page declares: “While Democrats play politics, the Trump Administration is working tirelessly to combat the Coronavirus and provide economic relief to affected Americans.”¹⁵

- 43 We observe the same tendency in the analyzed speech, when Trump disapprovingly mentions his political opponents who allegedly obstruct him in the fight against the epidemic. Thus, in the context of the interdiscourse with Speaker Nancy Pelosi (member of the Democratic Party and President of the House of Representatives), he said: “all they’re trying to do is get a political advantage. This isn’t about political advantage. We’re all trying to do the right thing.” At the same time, he represents himself as a unifying figure who, with his team of “most talented people,” only cares about the well-being of the people, beyond political games:

And I’m just saying, we should all be working together. She [Pelosi] is trying to create a panic, and there’s no reason to panic because we have done so good. These professionals behind me and over here, and over there, and back here, and in some conference rooms—I just left a group of 45 people that are the most talented people in the world. Parts of the world are asking us, in a very nice way, can they partake and help them.

- 44 In the context of the political interdiscourse on his discriminatory or even racist policies, Trump speaks up to justify himself. The already mentioned “travel ban” imposed on Chinese tourists at the start of the epidemic was severely criticized in the local and international media, but also within the political interdiscourse. From a broader perspective, he seizes on the opportunity to challenge the label of “racist” that has haunted him for a long time:

I took a lot of heat. I mean, some people called me racist because I made a decision so early. And we had never done that as a country before, let alone early. So it was a, you know, bold decision. It turned out to be a good decision.

But I was criticized by the Democrats. They called me a racist because I made that decision, if you can believe that one.

We have to all work together. We can’t say bad things, and especially when we have the best team anywhere in the world. And we really gave it an early start. We gave it a very early start.

- 45 This resonates with another element of populist discourse that Trump has exploited extensively throughout his political career, as well as in the address in question. It is the confrontational posture of the *outsider* acting alone: “one against all” (and in the interests of the people, of course). Despite his institutional status at the time of speaking out on the coronavirus (being himself “the face of the system”), he finds opportunities from time to time to adopt this posture, which he apparently finds very comfortable. In particular, he refers to preliminary measures (such as the restriction of air traffic with contaminated regions) as “decisions that were actually ridiculed at the beginning ... A lot of people thought we shouldn’t have done it that early, and we did, and it turned out to be a very good thing ... [...] we’ve had tremendous success—tremendous success—beyond what people would have thought”. Here, again, he turns a “potential” vindication into a reaffirmation of his effectiveness as a leader.
- 46 On the other hand, an apparent understatement of the pandemic may signal the attempt to divert attention to other causes, more beneficial to the incumbent president. For example, when asked about the impact of the pandemic on the stock

markets, he does not miss an opportunity to “campaign” and once again highlight his achievements:

But I think the stock market will recover. The economy is very strong. The consumer is the strongest it's ever been. Our consumers are incredible. They're incredible. That's why we're doing well and other countries have not, even before the virus. We're doing great. Other countries have not been doing great. Our consumer is very, very strong and very powerful economically.

- 47 as well as to evoke sarcastically (and in a “politically incorrect” way, which is an integral part of his style and *ethos* in general) his opponents in the 2020 presidential election: “I think the financial markets are very upset when they look at the Democrat candidates standing on that stage making fools out of themselves.”

7. Reflection on the specificities of the (re)construction of legitimacy and authority within the populist paradigm

- 48 The case of Donald Trump shows that the search for the legitimacy of his actions, the explanation of the validity of his attitude, as well as the discursive construction of his authority, take on certain specificities that can be qualified as manifestations of populism.
- 49 Thus, the (re)construction of personal authority, linked to a “politicization” of the theme of the coronavirus, takes precedence. In other words, “all roads lead to Rome”: all arguments (including those justifying actions/positioning) lead to the reaffirmation of his effectiveness/superiority (a *reductio ad Trumpum*, as phrase coined by one of the analysts cited above), the over-individualization of power being one of the features of contemporary populism. A strong personalization is, likewise, correlated with the construction of the *ethos* of the providential hero-savior.
- 50 Another aspect is the fact that President Trump builds his speech within the framework characteristic of the populist worldview: even if it is not an open conflict, it always supposes a state of tension, a contradiction with an agent (a political adversary) or with a more abstract instance (a conflicting point of view). We have seen in the analysis one of the recurring motives of Trump's *ethos*: he is one against all. We can even suppose that he resorts to a constant delegitimization, or at least to a challenging of the legitimacy (moral or even legal) of the adversary or of the opposing opinion. Even the over-optimism that permeates his speech, taken in a global context, can be interpreted as a counter-speech that opposes the alarming messages of other leaders. As for the direct political counter-discourse, expressed in the explicit attacks (the interpellation of the Democrats, of the Speaker Nancy Pelosi, etc.), it is part of the enterprise of delegitimizing the adversary and serves as “background” to all Trumpian speeches. This corresponds, according to Mueller, to the “intrinsic logic of populism [in power]”, according to which “they and they alone represent the real people; consequently, there can be no legitimate opposition in their eyes” (2016: 165). According to Mueller, populists “seek to discredit any opposition” (*ibid.*; for all these quotations, our translation). We can see it even in this health issue context. This is what we call the politicization of the problem.

- 51 These features are related to Trump’s way of constructing a discursive image of legitimacy and political authority on the base of a dichotomization: the denunciation (which falls into the category of populism) of other actors in the political sphere underlines his own positive traits and achievements. This revaluation is even more necessary, as we have said, since after the aforementioned impeachment attempt, his reputation is indeed threatened by acts of delegitimization from his opponents.
- 52 Another specificity of populist discourse in the given context is the choice of the argumentative foundations, namely the constellation of social norms and values to which the leader leans in attempts to discursively legitimize his attitude, and which, according to experts, constitute the “pillars” of national populism: the exacerbation of the feeling of national superiority and the trait of nationalism as a policy openly promoted by Donald Trump (“Americanism”).
- 53 Thus, the (re)construction of a positive image is obviously a priority in Trump’s strategy and it replaces a more objective and careful communication of the current disturbing events. This explains the “denial of reality” (an already quoted phrase of Boucher 2020) concerning the threat of the pandemic, despite the statements valorizing people’s lives and the moral side but resulting into constant self-praise of the “efficient” president and of his previous actions. Trump seems to be confusing personal interest (the image of the presidential candidate, the fight for this image challenged by the opponents) and what we can call “public interest” regarding empirical events (the spread of the virus, increasing mortality). “To be justified, power [...] must be seen to serve a recognizably general interest, rather than simply the interests of the powerful”, according to Beetham (2013: 17). Can we then speak of a premeditated distortion of information that could have harmful consequences for citizens? Of a prioritization of the construction of the authority of the politician (“work to rule”, *ibid.*: 29) to the detriment of the common interest, which is an integral part of the legitimacy of power? Finally, can we evoke a flagrant discursive “egocentrism” as one of the signs of populism?

Conclusion

- 54 We have seen that President Trump’s first address to the nation stands out for its very particular character, when compared to the speeches of other democratic leaders; but it fits logically into the outgoing president’s electoral discourse. Using a range of discursive and argumentative strategies (of which we have identified the most frequent), anchored in the values of national populism and in American culture, the speech of the head of state justifies an optimistic perception of a situation that seems quite paradoxical as we are dealing with an epidemic invading the whole world.
- 55 Trump models a dichotomous scenography that falls under the populist paradigm: he plays on nationalist feelings by representing the country as invulnerable to the threat, thanks to the skills of its providential leader who knows no failures and acts despite the intrigues of his political opponents who want to divide society. Thus, he “politicizes” the health issue by instrumentalizing it to achieve his strategic goals.
- 56 A manifest attenuation of, or even reluctance to conjure up a disturbing reality (to the detriment of the empirical situation) suggests that the populist president fears that the epidemic, as well as the restrictive measures that fall under it, will attach in the public

consciousness to his mandate, and will be seen as one of his failures as the nation's leader, thus undermining his authority in the eyes of the potential electorate. He prevents this eventuality to the point sometimes instrumentalizing the threat to reaffirm his efficiency and authority instead of warning about the dangers of the pandemic. The mantra running through the text is: "we have it so well under control ... I mean, we really have done a very good job." The president, who is forging an *ethos* of "strong leadership," does not want to become the messenger of bad news, especially right before the new elections.

- 57 The American elections held in November 2020 showed that Trump's apprehensions were not insignificant: the coronavirus crisis and the presidential tactics of its management, have become the stumbling block of the campaign he failed to win. This fact is noted by the media as well as by experts and scientists. For example, already in August (three months before the final vote), Harb and Serhan attest that "With the rise in the spate of deaths in America and the failure of Trump in containing Coronavirus pandemic, the president is losing his hopes of winning the coming presidential election." (Harb & Serhan 2020). Or: "If he does lose, he will lose because of COVID more than any other issue" (G. Valliere for *DFP*, 31.10.2020), estimated in October, the day before the election, the chief strategist of the investment company AGF Investments. *The Washington Post* confirms that the pandemic and its management have become the central issue of the election: "In closing days, Trump and Biden push opposing pandemic strategies" (29.10.2020).
- 58 The "denial of reality" and the reshaping of facts according to the political goals failed when challenged by the Covid-19 crisis. "Populist leaders had the opportunity [...] to manifest their proclaimed superiority over the traditional 'elites.' The failure is obvious and should serve as a lesson", concludes *Le Monde* (06.05.2020, our translation).

BIBLIOGRAPHY

Amossy, Ruth. 2022. "Constructing political legitimacy and authority in discourse", *Argumentation et Analyse du discours* 28

Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)

Amossy, Ruth. 2021 [2000]. *L'Argumentation dans le Discours* (Paris : Colin)

Beetham, David. 2013. *The Legitimation of Power* (London: Bloomsbury)

Benoit, William L. 2007. *Communication in political campaigns* (New York: P. Lang)

Bennett, Oliver. 2015. *Cultures of Optimism* (London: Palgrave Macmillan)

Bonikowski, Bart. 2019. "Trump's Populism: The Mobilization of Nationalist Cleavages and the Future of U.S. Democracy", Weyland, Kurt & Raúl Madrid (eds). *When Democracy Trumps Populism: Lessons from Europe & Latin America* 1 (New York: Cambridge UP), 110-131

Boucher, François-Emmanuel. 2020. *Le Trumpisme. Contribution à l'analyse rhétorique du discours national-populiste* (Québec : Presses de l'Univ. Laval).

- Bredin, Jean-Denis. 2001. « Secret, transparence et démocratie », *Pouvoirs* 97, « Transparence et secret », 5-15
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Charaudeau, Patrick. 2011, mis en ligne le 15 novembre 2013. « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », *Mots. Les langages du politique* 97, consulté le 09 avril 2022 [Online] <http://journals.openedition.org/mots/20534>
- Harb, Grasiella K. & Youssef M. Serhan. 2020. "Exploring the Use of Covid-19 as a New Pre-Text in Trump's Political Discourse", *Journal of Humanities and Social Sciences Studies (JHSSS)* 2-5, 21-30
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine (2009 [1980]). *L'énonciation* (Paris: Colin)
- Kohut, Andrew & Bruce Stokes. 2006. *America Against the World: How We Are Different and Why We Are Disliked* (New York: Times Books /H. Holt)
- Leeuwen, Theo van. 2007. "Legitimation in Discourse and Communication", *Discourse & Communication* 1-1, 91-112
- Leeuwen, Theo van & Ruth Wodak. 1999. "Legitimizing Immigration Control: A Discourse-Historical Analysis", *Discourse Studies* 1-1, 83-118
- Loroux, Nicole. 1979. « Aux origines de la démocratie. Sur la "transparence" démocratique », *Raison présente* 49, 3-13
- Maingueneau, Dominique & Frédéric Cossutta. 1995. "L'analyse des discours constituants", *Langages* 117, 112-125
- Mercieca, Jennifer. 2020. *Demagogue for President: The Rhetorical Genius of Donald Trump* (College Station: Texas A&M Press)
- Meyer, Donald B. 1965. *The positive thinkers: a study of the American quest for health, wealth and personal power from Mary Baker Eddy to Norman Vincent Peale*. (Garden City, NY: Doubleday)
- Mueller, Jan-Werner. 2016. *What is populism?* (Philadelphia: Univ. of Pennsylvania Press)
- Pyszczynski, Thomas. 2008. "Andrew Kohut and Bruce Stokes: America Against the World: How We Are Different and Why We Are Disliked", *Democracy and Security* 4-1, 111-113
- Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. *Discourse & Society* 8-4, 523-566
- Rosenstiel, Tom. 2006. "The Problem of American Exceptionalism", *Pew Research Center* (May 9, 2006)
- Sabato, Larry J., Kyle Kondik & Geoffrey Skelley. 2017. *Trumped: the 2016 election that broke all the rules* (Lanham: Rowman & Littlefield)
- Savage, Ritchie. 2011. "Populist elements in contemporary American political discourse", *The Sociological Review* [Online] journals.sagepub.com/doi/abs/10.1111/j.1467-954X.2011.01968.x
- Taguieff, Pierre-André. 2007 [2002]. *L'illusion populiste : Essai sur les démagogies de l'âge démocratique* (Paris: Flammarion)
- Weyland, Kurt & Raúl Madrid. 2019. *Donald Trump's Populism: What Are the Prospects for US Democracy?*, Weyland & Madrid (eds). *When Democracy Trumps Populism: Lessons from Europe & Latin America* (New York: Cambridge UP), 1-34

NOTES

1. A few months later, we would already be talking about the right of citizens to dispose of their bodies and their health, “contested” by the compulsory vaccination programs of the population.
 2. See Loraux 1979, Bredin 2001.
 3. Recent studies confirm that oppositional populist forces (in France, but the tendency can be considered at the global level) tend to dramatize and “over-dramatize” the situation managed by the power in force in order to “devalue the executive” (Favart 2021: 11-12, our translation).
 4. We will address this contextual aspect in the chapter that deals with the specificities of the “populist” strategy of the discursive construction of authority and legitimacy.
 5. In the same context, by characterizing Trump’s discourse on Covid-19.
 6. The appeal to the authority of experts will be discussed in the following parts, here we will limit ourselves to the stylistic and ideological aspect.
 7. The one running for office for the first time and literally “attacking” the industry.
 8. The one who has already occupied the high position, and who often stands for the second term.
 9. We will discuss later the elements of the “politicization” of his speech in question.
 10. A criticism of the opponents’ activity is a “logical” strategy of a challenger. However, acerbic negativism stems rather from the populist worldview.
 11. The notion was originally conceptualized by Tocqueville in 1835.
 12. The term is used without any evaluative nuance, only to mark the analyzed phenomenon.
 13. <https://www.lejdd.fr/International/donald-trump-tente-dexpliquer-sa-politique-etrangere-dans-une-interview-3737441>
 14. Just a reminder: work with infected people, limitation of tourist flows from the “contaminated” zones, evacuation of Americans from dangerous regions, storage of protective equipment.
 15. <https://www.donaldjtrump.com/media/timeline-the-trump-administrations-decisive-actions-to-combat-the-coronavirus/>
-

ABSTRACTS

This article examines the discursive and argumentative procedures tinged with populism by which Donald Trump, who goes against the health policy adopted by most democratic countries against Covid-19, tries to legitimate his decisions and present them as complying with the public good. We analyze the way in which the address to the nation of the United States leader endeavors to reaffirm his legitimacy as incumbent president weakened by recent attempts at impeachment, and to strengthen the authority of his person in view of the forthcoming elections. From this perspective, we attempt to identify the discursive strategies that fall under the rubric of national populism and the shared values that underlie them, examining how they fit into the overall argumentation used to achieve the president-candidate’s persuasive ends.

Cet article examine les procédures discursives et argumentatives teintées de populisme selon lesquelles Donald Trump, qui va à contre-courant de la politique sanitaire contre la Covid-19 adoptée par la plupart des pays démocratiques, tente de légitimer ses décisions et de les présenter comme conformes au souci du bien public. On analyse la façon dont, dans son

allocution à la nation, le dirigeant des États-Unis s'attache à réaffirmer sa légitimité de Président sortant affaibli par des tentatives d'*impeachment*, et de renforcer l'autorité de sa personne en vue des élections proches. Dans cette perspective, on tente de déceler les stratégies discursives qui relèvent du national-populisme et les valeurs communes qui les sous-tendent, en examinant comment elles s'intègrent dans l'argumentation globale mise en œuvre pour parvenir aux fins persuasives du Président-candidat.

INDEX

Mots-clés: populisme, national-populisme, autorité, Covid-19, légitimation

Keywords: populism, national populism, authority, Covid-19, legitimation

AUTHOR

MARIA SALTYKOV

Tel Aviv University, ADARR

Polémique et populisme en temps de pandémie : légitimation et construction d'autorité chez Bolsonaro

Polemics and populism in times of pandemic: legitimation and construction of authority in Bolsonaro's addresses

Claire Sukiennik Abécassis

Introduction

- 1 « D'autres gripes ont tué davantage » déclarait à la presse le 11 mars 2020 le président brésilien Jair Messias Bolsonaro, tout en admettant qu'il n'était pas médecin. Il a continué à minimiser la situation sanitaire après que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) eut annoncé la pandémie du nouveau coronavirus. Dès le début, le gouvernement fédéral brésilien avait tenté d'appliquer de nouvelles mesures, notamment la distanciation sociale dans tous les 26 états et dans le District Fédéral ; ces mesures s'étaient néanmoins heurtées à « des messages ambigus de l'Administration Bolsonaro sur la gravité de l'épidémie, transformant une pandémie en un débat politique »¹.
- 2 L'attitude du président brésilien en situation de pandémie est présentée par les médias et les chercheurs comme l'expression d'un populisme de droite/d'extrême droite (Duarte 2020)² teinté d'autoritarisme néolibéral, d'une dénégation des acquis de la science (Ortega 2020)³ et d'un fort enracinement religieux-évangéliste. On pense à la spécificité du néo-populisme d'Amérique Latine, Brésil compris, telle que la détaille Taguieff (2002 : 169-170), notamment la capacité d'une personnalité charismatique à gagner la confiance du peuple par la mise en scène de son authenticité, et à exploiter des rêves de solutions immédiates à travers diverses formes de messianisme tout en restant dans le flou.

- 3 Dans cette perspective, on examinera ici comment s'effectue la jonction entre discours populiste et polémique à travers la rhétorique et les stratégies argumentatives du dirigeant brésilien. En faisant appel à divers travaux sur le populisme (Taguieff 2002, Laclau 2008, Rosanvallon 2008 et Charaudeau 2011) et sur la polémique (Amossy 2014, 2003, Maingueneau 2008, Koren 2019, Kerbrat-Orrechioni 1980 et Plantin 1990, 1996), cet article se propose essentiellement de montrer comment le président brésilien tente de se construire une légitimité et une autorité en maniant un discours populiste de type polémique gratifiant pour sa propre personne, au détriment de ses adversaires. Contrairement à la plupart des autres dirigeants démocratiques qui tentent de faire accepter les mesures sanitaires requises dans leur pays au nom du bien commun, le président brésilien entend donner une autorité non pas aux restrictions nécessaires en temps de pandémie, mais à sa propre vision des choses. Celle-ci met sur le même plan la vie et les emplois, et débouche en fait sur un refus des mesures préconisées. Comment le dirigeant brésilien a-t-il justifié et légitimé sa posture, qui s'avère être à contre-courant des institutions brésiliennes et de ce que font les autres dirigeants démocratiques ? Comment a-t-il tenté d'être approuvé et suivi par ses concitoyens ?

1. Cadre notionnel

- 4 Avant de répondre à ces questions, je souhaite définir ce que j'entends par autorité et légitimité dans le contexte politique, et par les notions de populisme et de polémique.
- 5 Bien que distincts l'un de l'autre, les concepts de légitimité et d'autorité sont interdépendants. La légitimité est le « résultat d'une reconnaissance par d'autres de ce qui donne pouvoir de faire ou de dire à quelqu'un au nom d'un statut » (Charaudeau 2005 : 52). C'est un « droit acquis » qui requiert la prépondérance du statut institutionnel pour être reconnu par le public (Bourdieu 1982) au nom de lois et de règles, et en vertu de la conformité aux valeurs morales de la communauté (Beetham 2013). Néanmoins, cette légitimation n'est pas donnée une fois pour toutes et a « constamment besoin d'être réactivée par des justifications diverses du fait qu'elle peut être remise en cause par ceux-là même qui l'ont octroyée » (Charaudeau 2005 : 57). C'est donc dans un discours de légitimation, à travers une dynamique discursive, que le dirigeant vise à faire reconnaître ou à défendre sa politique, laquelle est subordonnée à la reconnaissance de sa conformité aux valeurs fondatrices du régime et du pays (Amossy 2022). Le gouvernant peut tenter de renforcer sa légitimité institutionnelle en cas « d'actions controversées, d'accusations, de critiques » (Rojo et van Dijk 1997 : 528), voire d'une « crise de légitimité » (Habermas 1975) dont il ferait l'objet. Beetham (2013 : 18-20) parle d'un « déficit de légitimité » dans le cas où cette dernière n'est pas justifiée » en termes de croyances, et d'une délégitimation en l'absence de consentement des gouvernés. Il relie (*ibid.* : 24) cette dimension « unique » du consentement ou de l'obéissance – « qui s'exprime dans l'acte de reconnaître et de suivre le leader » – à la légitimité charismatique⁴ wébérienne.
- 6 Ce sont bien les points d'attache de l'autorité qui « est un pouvoir légitimé » (Angenot 2013 : 8), dans le sens où elle ne peut être exercée si elle n'est pas reconnue par l'Autre dans le cadre d'« une croyance collective dans [s]a légitimité [...] ». Elle autorise ainsi une soumission « consentie » (Amossy 2022 : 9-10) des dirigés. L'autorité ainsi comprise est indissociable de la construction d'une image de soi crédible et digne de confiance, qui a la capacité de « faire faire, faire penser et faire dire » (Charaudeau 2005 : 57).

Néanmoins, il faut souligner que cette capacité a un pendant populiste négatif, la « représentation-incarnation » (Rosanvallon 2008 : 38), soit « la capacité d'apparaître comme une force d'interprétation de la réalité » (*Libération* 2.3.1995)⁵, correspondant à « la dimension charismatique de gouvernement d'une "communauté émotionnelle" ».

- 7 L'interdépendance entre la légitimité et l'autorité se traduit ici d'une part par la crise de légitimité sur laquelle vont déboucher les pratiques populistes et polémiques de Bolsonaro destinées à faire reconnaître sa parole et à se faire obéir ; et d'autre part, par les efforts qu'il doit déployer pour rétablir l'autorité de ses dires.
- 8 Je comprends la polémique comme un des pôles de l'activité argumentative « sur un continuum allant de la co-construction des réponses à la confrontation violente des thèses antagonistes » sur une même question (Amossy, 2010a), impliquant « une coexistence dans le dissensus » (Amossy 2014 : 228). Dans une perspective socio-politique, Taguieff (1997 : 19) conçoit la structure polémique « être contre » comme une catégorie populiste : « Être populiste c'est d'abord être contre ». Je suis Taguieff (2002 : 110, 124) dans sa conceptualisation du populisme comme un « type de mobilisation sociale et politique et une dimension [de l'action ou] du discours politique » contre des instances du pouvoir, qui met en avant l'appel au peuple contre certains « autres » par l'exploitation symbolique de représentations sociales. Le rapport du populisme aux représentations sociales est bien expliqué chez Charaudeau (2011 : 39) :

Le vrai populiste doit apparaître sous une figure de chef charismatique [...] qui construit son leadership sur des images différentes selon les cultures, en fonction des imaginaires sociaux inhérents. [...] Il peut se présenter comme « un guide du peuple », [...] un Sauveur biblique, capable aussi bien de répandre ses foudres sur les méchants que de conduire vers le bonheur suprême.

- 9 Ma démarche consiste ici à analyser le discours de Bolsonaro en exposant le caractère populiste et polémique, et à présenter les attaques lancées contre lui et auxquelles il doit se confronter – soit à tenir compte de la réception du discours. C'est en effet dans la confrontation des voix qu'on peut dégager la façon dont Bolsonaro tente de renforcer sa légitimité et construire son autorité en même temps que son *ethos* de Sauveur.

2. Justification du corpus et méthodologie

- 10 A cette fin, j'ai composé mon corpus de trois parties : (1) l'allocution⁶ présidentielle à la nation du 24 mars 2020 et (2) l'anti-discours, le 25 mars, émanant d'organismes de santé brésiliens qui va impacter (3) la deuxième allocution⁷ le 31 mars. L'importance du choix de ces allocutions réside dans l'interaction argumentative qui se dégage d'un échange polémique où se joue une confrontation discursive entre le proposant et l'opposant : ils peuvent être définis comme discours et contre-discours (Plantin, 1996) qui s'impactent mutuellement dans l'espace public, ou être attribués à des instances discursives comme la presse, les gouverneurs et les associations de santé. Je vais donc procéder méthodologiquement à une étude en trois temps pour explorer les modalités de la construction en discours de la légitimité et de l'autorité d'un dirigeant relatives à un enjeu sanitaire crucial, en examinant :

1. Comment, dans son allocution du 24 mars, le président brésilien construit sa légitimité et son autorité à l'aide d'une parole populiste de type polémique qui rejette les mesures sanitaires fédérales et justifie la nécessité d'un retour à la normalité dans le pays,

2. comment sa légitimité et son autorité sont remises en cause par une polémique organisée contre lui sous la forme d'un anti-discours axiologique à visée déontologique publié dans la presse brésilienne, le 25 mars, par des associations de santé publique,
3. comment le président brésilien répond à cet anti-discours qui suscite une crise de légitimité qu'il devra gérer dans son allocution du 31 mars pour rétablir son autorité.
- 11 Mon angle d'attaque sera la triple fonction du populisme dans le discours de Bolsonaro : l'illégitimation de ses adversaires, la relégitimation du peuple et sa propre légitimation (Charaudeau 2011 : 41). Ces fonctions concordent avec le schème populiste : exacerbation de la crise, dénonciation de coupables, exaltation de valeurs, apparition d'un Sauveur (ibid.: 18). La dimension langagière est au centre d'une analyse qui explore la construction d'un *ethos* populiste comme vecteur de l'autorité dans la culture politique du Brésil.

3. Construire son autorité et sa légitimité dans la polémique et le discours populiste

- 12 La construction de sa légitimité s'effectue tout d'abord par la scénographie (Maingueneau 2000 : 58), soit une mise en scène de la parole présidentielle conforme au cadre institutionnel d'un chef d'État : flanqué du drapeau brésilien, assis à sa table de travail en homme d'expérience, Jair Bolsonaro s'adresse au peuple, dans une allocution à la nation retransmise à la télévision et à la radio, le 24 mars au soir. Mais le président brésilien construit surtout sa légitimité et son autorité par la façon dont il polémique dès le début contre les autres, pour justifier et faire accepter des mesures contraires aux directives de la santé publique, tout en renforçant son image propre au détriment de ses adversaires.
- 13 Dans son allocution, Bolsonaro accuse la presse d'aggraver la crise sanitaire, appelle à un retour à « la normalité » en soulignant la nécessité de maintenir les emplois et attaque les gouverneurs en dénonçant leurs mesures de confinement. Il répond ainsi au contre-discours⁸ sur l'aspect clivant de sa gestion sanitaire, dont le ton polémique est perceptible dès le chapeau : « Surdimensionné⁹, “fantaisie”, témoignage sans masque chirurgical et manifestation de présence : le Président n'a pas respecté les directives du ministère de la Santé et n'a pas transmis à ce jour de message clair ». L'article retrace la chronologie de « son déni de la crise sanitaire en cours » (10.3.2020). Il commente la façon dont il a blâmé la presse dès le début en l'accusant de « fantaisie pure », d'« alarmisme » (22.3.2020) ; il parle de son refus d'appliquer les mesures de distanciation sociale comme le port du masque dans certaines institutions ou le refus de le porter lui-même, revendiquant son besoin de contact avec le peuple (18.3.2020). Par ailleurs, les changements de ton et les contradictions de ses déclarations sont mises en évidence dans l'interdiscours : il accuse les gouverneurs de prendre des mesures de confinement « nuisibles à la reprise économique du pays » (17.3.2020) qualifiant la situation d'« hystérie », et appelle le même jour à « l'union pour lutter contre le coronavirus ».

3.1. L'attaque *ad hominem* de Bolsonaro contre la presse et les municipalités locales – un échange polémique

14 Je recours ici à la notion d'argument *ad hominem* comme composant de l'échange argumentatif en général et du discours polémique en particulier pour exemplifier « un dispositif d'interaction qui se traduit par des stratégies d'intégration/ disqualification de l'adversaire » (Maingueneau 2008 : 119), d'illégitimation de l'autre et de légitimation de soi. L'*ad hominem* établit une relation à « l'image de l'adversaire qu'il permet d'attaquer mais aussi à celle de l'orateur qui se livre à cette attaque » (Amossy 2003 : 409). J'entends explorer, selon l'orientation proposée par Amossy (2010a), la façon dont les argumentaires sont construits et s'opposent dans les discours de Bolsonaro et dans ceux de ses interlocuteurs, soit la relation du discours et du contre-discours dans la toile interdiscursive.

3.1.1. Contre la presse

15 La force de l'argument *ad hominem* analysé ici dérive essentiellement de la position institutionnelle de celui qui le formule, soit le chef de l'exécutif brésilien : Bolsonaro va d'abord procéder à une exacerbation de la crise dans le préambule de son allocution par un argumentaire populiste contradictoire qu'il va étayer d'un *ethos* de sincérité. Il complimente le travail du ministre de la Santé pour « la mise en place d'un plan stratégique de lutte contre le virus » et passe à un argument présenté comme plus fort que le précédent et même en contradiction avec celui-ci – à l'aide du connecteur argumentatif « mais » :

Mais ce que nous devons contenir à ce moment-là, c'était la panique, l'hystérie. Et en même temps, élaborer une stratégie pour sauver des vies et prévenir le chômage de masse. Nous l'avons donc fait, pratiquement envers et contre tout.

16 Le président brésilien légitime sa vision des choses en montrant qu'il agit pour le bien public et veille aux biens les plus précieux des citoyens – sauver des vies et des emplois. Mais cela nécessite de sa part des efforts continus qu'il dit déployer « en même temps » et « pratiquement envers et contre tout », à savoir en dépit des oppositions auxquelles il fait face.

17 C'est là une rhétorique populiste du type « Rien ne peut s'opposer à ma volonté » (Charaudeau 2011 : 36), qui présente « une force et une puissance capables de renverser le monde et d'entraîner les foules ». C'est une manière de construire sa légitimité par un appel au peuple – pour le bien des plus démunis – qu'il continuera de promouvoir dans son allocution ultérieure, par l'exaltation de valeurs communes. Mais le versant polémique « être contre » s'adresse aussi, implicitement, à la presse et aux gouverneurs locaux qui s'opposent à sa volonté de puissance et d'action, et avec lesquels il ne partage pas les nécessités du moment, à savoir le devoir d'information de la presse et la nécessité d'appliquer des normes sanitaires dans les États du Brésil en conformité avec une urgence vitale. C'est là le cœur du dissensus entre le président brésilien et ses antagonistes. Le « nous » collectif lui sert à rallier le gouvernement fédéral à ses démarches, pour montrer un front commun, en dépit des antagonismes. Cependant, au niveau de l'interdiscours, deux jours avant, le 22.3.2020 (Veja 23.3.2020), dans une déclaration à TV Record, il accusait ses adversaires de duplicité : « J'espère que l'on ne va pas me rendre coupable de millions de chômeurs, et je dirais même plus : bientôt le

peuple saura qu'il a été trompé /leurré par ces gouverneurs et par une grande partie des médias sur la question du coronavirus. » (Je traduis)

- 18 Ce « mode de gestion du conflit constitutif de la polémique » (Amossy 2014) lui permet d'enchaîner par une procédure de disqualification propre à la polémique : l'*ad hominem* réfutatif (Plantin 1990 : 208), qui cible l'acte de l'opposant, en l'occurrence sa manipulation des masses brésiliennes dans le but de construire une réalité parallèle :

De nombreux médias sont allés à contre-courant. Ils ont propagé un sentiment de terreur, avec comme fleuron l'annonce d'un grand nombre de victimes en Italie, un pays avec un grand nombre de personnes âgées et avec un climat totalement différent du nôtre. Un scénario parfait, fomenté par les médias, pour qu'une véritable hystérie se propage à travers notre pays.

- 19 La visée de la dramatisation, par le *pathos* – un « sentiment de terreur », une « véritable hystérie » et le groupe verbal axiologique à résonance complotiste « fomenter [...] un scénario parfait » – est de refuser à l'opposant son rôle de quatrième pouvoir et de le frapper d'interdit en l'assimilant à la source du mal. Ses explications recourent à une *doxa* populiste conspiratrice entretenant l'idée que des forces adverses s'opposent à ses aspirations. Bolsonaro tend à inverser son rôle de proposant en celui d'opposant « qui attaque une cible, laquelle est censée tenir ou avoir tenu un discours adverse, que l'énoncé polémique intègre et rejette "agressivement" [...] » (Kerbrat-Orecchioni 1980 : 24). Il riposte au contre-discours polémique de la presse, lors d'une réunion avec les préfets des capitales le 22.3.2020 : « Il y a un très fort alarmisme d'une grande partie des médias. Certains disent que je vais à contre-courant. Moi je fais ce que je crois devoir être fait. Je peux me tromper, mais je pense que cela doit être réglé de cette façon ». Il tente de projeter un *ethos* de sincérité et d'authenticité pour renforcer sa légitimation institutionnelle afin d'établir un rapport de confiance en se présentant comme une personne crédible, qui se veut fiable.

3.1.2. Contre les gouverneurs

- 20 Bolsonaro va tenter de faire obtempérer ses opposants, les gouverneurs et les autorités locales, par l'appel populiste au retour à « la normalité ». Celui-ci va lui servir de justificatif pour délégitimer leurs actions par l'attaque *ad hominem*, puis pour légitimer ses propres dires par son recours à la construction d'une réalité relative au coronavirus et par l'image du Sauveur. Comment va-t-il persuader son auditoire de reconnaître une autorité capable de réaliser ce qu'il propose au nom de la communauté ?

3.1.3. Le retour à « la normalité » : un justificatif pour délégitimer les gouverneurs

- 21 Bolsonaro va procéder à la stratégie polémique de type populiste « être contre » pour invoquer la source du mal contre laquelle il dit lutter vaillamment. Cette stratégie est mobilisée dans le prolongement d'une série de dissensions au sein de son administration, dont l'apogée sera le moment où il traitera de « fou »¹⁰ (25.3.2020) le gouverneur de São Paulo, João Doria du parti PSDB, pour avoir précédemment « décrété la quarantaine afin de contenir l'avancée du virus », conformément aux mesures sanitaires en vigueur (*Estadão* 2.4.2020). Cette dévalorisation de l'adversaire constitue une « tentative de l'éliminer en tant que partenaire valable dans la discussion en niant son droit à avancer son point de vue » (van Eemeren et Grootendorst 1992 : 110). Par ailleurs, le contre-discours critique dans le chapeau de l'article (*Folha de S.Paulo* 30.3.2020), met principalement en lumière ses nombreux efforts de délégitimation de

l'autorité médicale et scientifique qui vont guider sa gestion sanitaire : « Le président mène une série d'offensives contre les recommandations quasi unanimes des médecins et des scientifiques ». Le choix de pointer l'unanimité des recommandations des experts vise à prouver que l'attitude présidentielle à leur rencontre n'a pas de fondement raisonnable, ce qui remet en cause sa crédibilité et la confiance placée en lui.

- 22 Pour dénoncer la politique des gouverneurs conforme aux recommandations des experts, Bolsonaro recourt en militaire de profession¹¹ au registre guerrier à travers la métaphore de la « terre brûlée », soit la tactique qui consiste à se retirer devant l'avance ennemie en détruisant récoltes et villages (TLF). Il les associe à des entités belliqueuses qui empêchent le retour à la normalité par leur persistance à appliquer des mesures sanitaires qu'il considère dommageables¹² pour l'économie :

Le virus est arrivé au Brésil, nous le combattons et ce sera bientôt fini. Notre vie doit continuer. Les emplois doivent être maintenus. Les moyens de subsistance des familles doivent être préservés. Oui, nous devons revenir à la normalité. Quelques autorités étatiques et locales doivent abandonner la tactique de la terre brûlée, comme l'interdiction des transports, la fermeture de commerces et le confinement de masse.

- 23 Cet extrait mérite d'être relié à l'argument par les conséquences présent dans l'interdiscours, le lendemain de son allocution, dans une nouvelle déclaration le 25.3.2020 relative aux effets du confinement sur « la normalité démocratique » alors qu'il se référait à de récents troubles sociaux dus au mécontentement populaire en Amérique latine (*Reuters.com* 25.3.2020) : « Ce que quelques maires et gouverneurs sont en train de faire, c'est un crime. Ils détruisent le Brésil. Si nous ne nous remettons pas au travail, le Brésil pourrait s'éloigner de la normalité démocratique ». L'usage du *pathos* amplificateur dans le style bolsonariste vise à délégitimer leur autorité pour le risque qu'ils font encourir à la démocratie, selon ses dires.
- 24 Le président brésilien se compose ainsi une image de dirigeant crédible par « la puissance de sa vision et sa capacité d'incarnation dans sa force d'interprétation de la réalité » (*Libération* 2.3.1995).

3.2. Une autorité qui s'appuie sur un dirigeant populiste charismatique

3.2.1. Un *ethos* de Sauveur

- 25 Pour Bolsonaro, le retour à la normalité consiste à proposer un projet « d'idéalité sociale » instantané, propre au discours populiste par le « rétablissement de la souveraineté populaire ». Il en justifiera la légitimité par une hiérarchisation des valeurs, privilégiant celles qui lui sont chères et qui sont censées représenter ce qui unit fondamentalement les membres d'une communauté sociale (Charaudeau 2011 : 28) – l'espoir, la détermination, la vie et le travail. C'est une stratégie populiste discursive qui joue de « la proximité » et de la représentation, et lui permet de justifier des façons d'agir qu'il va présenter comme légitimes voire nécessaires pour le bien du peuple – introduites par le verbe normatif « devoir », soit la nécessité d'une reprise du quotidien par le maintien des emplois pour la subsistance des familles, car la vie doit continuer. Nier la dimension temporelle de la crise sanitaire par l'instantanéité de sa promesse « et ce sera bientôt fini », et en fin d'allocution par l'exaltation d'un élan collectif et de sentiments nationalistes – « nous allons vaincre le virus et être fiers de

vivre dans ce nouveau Brésil qui, oui, a tout pour être une grande nation » – est bien une manière de construire l'*ethos* de Sauveur qui répond au désir de salut du peuple ; c'est « faire croire » que le retour à la normalité est possible tout de suite, que le miracle du changement est réalisable, et cela répond à son désir d'obtenir une « légitimité plébiscitaire » en tant que représentant du peuple.

- 26 Néanmoins la question qui se pose est de savoir s'il parvient à légitimer son autorité lorsqu'il met les valeurs communes de la vie et du travail sur le même plan, car elles obéissent à une nécessité de survie chez les plus défavorisés. « Le premier devoir de tout gouvernement démocratique, en temps de pandémie », comme l'indiquait le 24.4.2020 Rik Daems, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, n'était-il pas de « protéger la population et sauver des vies », dans le respect de l'ordre sanitaire et social, tout en préservant « l'équilibre entre sécurité et liberté » ? Le président brésilien va procéder à la légitimation de son pouvoir par le recours à une stratégie rhétorique de « construction de l'objet du discours » – la Covid-19 (Marques Silva 2020)¹³ –, afin d'affirmer son autorité personnelle, celle d'un homme d'État fort et déterminé, et dans les circonstances dramatiques de la pandémie, d'un Sauveur.

3.2.2. La légitimation de soi par « la construction de l'objet du discours »

- 27 Par son euphémisation du coronavirus, Bolsonaro avait dès le départ minimisé la gravité de la situation. Pour contrer la fermeture des commerces et des écoles, il va se donner une autorité au détriment du savoir scientifique reconnu en faisant « croire à l'existence d'une seule interprétation valable » qui va révéler « un système particulier de croyances ou même d'une conception du monde » (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2000 : 163). Il oppose ainsi aux recommandations de l'OMS son interprétation en recourant à une « suite déductive » (*ibid.* : 18) pour démontrer des postulats qui lui sont propres, en accord avec ses croyances personnelles et avec la *doxa* de son auditoire, qu'il étaye de chiffres et de pourcentages pour se rendre crédible :

Ce qui se passe dans le monde a montré que le groupe à risques est celui des personnes de plus de 60 ans. Alors pourquoi fermer les écoles ? Les cas mortels de personnes en bonne santé de moins de 40 ans sont rares. 90% d'entre nous n'aurons aucune manifestation de la maladie en cas de contamination. Oui, nous devons faire extrêmement attention de ne pas transmettre le virus à autrui, en particulier à nos chers parents et grands-parents. En suivant les directives du Ministère de la Santé.

- 28 Il favorise l'ouverture des écoles par déduction du groupe à risque représenté par les plus de 60 ans ; il renforce ce postulat par la rareté des « cas mortels de personnes en bonne santé de moins de 40 ans » ; puis il s'inclut dans le « nous » collectif au sein d'un nouveau postulat sur le risque de contamination. Il en déduira une image de soi sincère par l'appel affectif au respect des parents et grands-parents au nom de valeurs morales et de croyances partagées, et se posera en modèle d'immunité personnelle.

3.2.3. Un *ethos* de puissance : un modèle d'identification

- 29 Il va faire appel à la *doxa* de son auditoire pour accréditer son postulat selon lequel « 90% d'entre nous n'aurons aucune manifestation de la maladie en cas de contamination » en s'appuyant sur son cas particulier : « grâce à mes antécédents d'athlète si j'étais infecté par le virus, je n'aurais pas à m'inquiéter, je ne ressentirais rien ou je souffrirais, tout au plus, d'une grippette ou d'un rhume [...] ». L'avantage du recours à l'exemple personnel qui a « le statut de fait » est de se poser en modèle qui

« incitera à l'imitation » (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2000 : 471-475). Repris en boucle par les médias, il illustre un comportement oratoire, un « coup de gueule » (Charaudeau 2011 : 36) qui construit un *ethos* de puissance, sur la base de « croyances partagées » (Beetham 2013 : 17), pour montrer qu'il est la « source légitime d'autorité » et qu'il a les « qualités appropriées » pour l'exercice du pouvoir. Par ailleurs, cet *ethos* vient étayer ce « quelque chose d'attirant » dans la figure du dirigeant populiste (Laclau 2008 : 147) : un type de fascination exercée sur le peuple et « une façon de lancer un défi au système institutionnel » qui contribuent à maintenir l'autorité du dirigeant brésilien.

4. La réception de l'allocution dans la presse

- 30 L'allocution présidentielle a été la cible immédiate de politiciens à l'intérieur et à l'extérieur de son gouvernement qui remettent en cause la crédibilité de la parole de Bolsonaro au point de défier ou d'outrepasser son autorité. La *Folha de S. Paulo* (24.3.2020) titrait « Bolsonaro est ignoré par des gouverneurs et il s'isole davantage [au palais Planalto sa résidence officielle]. » A la une du quotidien de Rio de Janeiro *Globo* (26.03.2020) : « Les gouverneurs et les scientifiques rejettent Bolsonaro, la population reste à la maison ». Le blog politique du journaliste brésilien Matheus Leitão, (26.3.2020) fait part du refus des gouverneurs de mettre fin aux mesures restrictives déjà appliquées, et des critiques à l'encontre du président de la part de l'OMS, de politiciens de l'opposition mais aussi d'alliés, et de « la société civile [qui] en signe de protestation a déserté les rues des grande villes, São Paulo et Rio de Janeiro, dans la journée du 25 mars. »

4.1. L'anti-discours des associations médicales

- 31 Les organismes de la santé, pour leur part, répondent à l'allocution par une confrontation discursive de positions antagoniques afin de « prouver le point controversé » (Amossy 2003 : 410). Leur démarche à visée argumentative réaffirme leur autorité scientifique contestée et met en cause la légitimité et l'autorité présidentielles précédemment construites.
- 32 Je vais tenter de montrer comment la dimension polémique de cet anti-discours répond à des énoncés perçus comme « intolérables » du point de vue de la déontologie médicale et scientifique, « au point de juger nécessaire d'entrer en conflit avec la source supposée de ces énoncés. » (Maingueneau, 2008). Mon point d'ancrage est celui d'une perspective rhétorique adoptée par Alan Brinton (1985) dans laquelle « des attaques fondées en raison sur l'*ethos* de l'adversaire paraissent [...] des arguments *ad hominem* valables et appropriés » (Amossy 2003 : 412-413). Ces thèses vont me permettre d'étayer la fonction constructive de l'*ad hominem* dans la polémique comme un « instrument de persuasion valable » en relation non seulement avec le *logos* et le *pathos* (Woods et Walton 1977) mais aussi et essentiellement ici avec l'image discursive de l'orateur. Soit un argument qui « interroge la crédibilité et la légitimité de l'orateur » (« l'argument éthotique » selon Brinton, 1986).
- 33 Mon corpus est constitué de réactions d'une trentaine d'associations de santé¹⁴ et de bio-éthique brésiliennes, de première importance, sous la forme de communiqués signés tous rendus public sur le média *Globo*¹⁵ (25.03.2020) qui y consacre un très long

article intitulé « Des professionnels de la santé et des scientifiques condamnent l’allocution de Bolsonaro sur la Covid-19 ». Cet anti-discours est une prise de parole publique qui argumente « en faveur d’une résistance [...] éthique à toute forme de violence ou d’injustice [...] perçue comme un mode d’action » (Koren 2019 : 209).

- 34 L’article revient sur les faits qui suscitent la polémique : la comparaison du Coronavirus à une « grippette¹⁶», l’appel à mettre fin au « confinement de masse », la revendication du « retour à la normalité » et l’accusation lancée contre la presse de « répandre la peur ». Les opposants réitèrent le bien-fondé des mesures restrictives de distanciation et louent à l’unanimité la tâche du Ministère de la Santé brésilien. Le Conseil d’Administration et les membres de l’Association brésilienne des Avocats de la Santé dénoncent l’insubordination du président par une délégitimation de ses dires :

Nous rejetons le désaveu présidentiel de la prévention et des mesures de confinement adoptées par notre Ministère de la Santé et des gouvernements étatiques et municipaux, par sa suggestion d’un retour à l’école et sa malheureuse comparaison personnelle face à la réalité de la majorité des Brésiliens âgés.

- 35 Ces anti-discours vont procéder à une délégitimation de sa personne, de son pouvoir et de son autorité.

4.2. La déconstruction de la légitimité et de l’autorité de Bolsonaro

4.2.1. La mise en cause de l’*ethos* comme « vecteur d’autorité »

- 36 L’*ethos* de dirigeant déterminé, prometteur de « lendemains qui chantent » que Bolsonaro s’est construit est mis à mal dans l’attaque *ad hominem* utilisée comme « argument éthotique » (Brinton, 1986) qui cible trois aspects de l’*ethos* aristotélicien : la *phronesis*, l’*aretè* et l’*eunoia*.
- 37 L’image que le président brésilien a construit de sa personne sera ici mise à l’épreuve d’exemples choisis qui interrogent « la crédibilité et la légitimité du dirigeant » en tant que « locuteur autorisé » (Bourdieu 1982 : 64), dont le droit et la capacité « à présenter un discours argumentatif donné » (Amossy 2003 : 415), soit une allocution appropriée en temps de crise sanitaire, sont mis en doute.
- 38 La mise en cause de la dimension morale ou *aretè* de l’allocution et de la personne est notoire chez l’opposant qui a recours à l’argument pragmatique lié aux conséquences vitales du choix de Bolsonaro, et use du *pathos* pour dire son indignation. On notera de nombreux axiologiques évaluatifs pour juger une allocution « totalement irresponsable, risquant d’accroître la contamination et le nombre de morts » et qui constitue « un risque pour le combat contre la maladie qui a déjà fait plus de deux mille cas au Brésil » (*Globo*). L’allocution est qualifiée de « discours génocidaire » (Association d’Infectiologie), « discours de mort » (Association de Santé collective), qui « met en péril la vie de milliards de personnes » et « constitue un affront grave à la Santé et à la vie de la population » (Conseil national de la Santé). Ces dénonciations du risque que le président fait courir aux Brésiliens attentent à sa crédibilité sous l’aspect de la *phronesis* ou sagesse et prudence de ses dires, et à la confiance en son *eunoia*, à savoir ses « bonnes intentions » qui visiblement ne sont pas bienveillantes envers le collectif.

4.2.2. Un *ethos* « déficient » : le « discours de mort »

- 39 L'Association de Santé collective publie, pour sa part, un plaidoyer¹⁷ en faveur de la cause scientifique contre « Monsieur Jair Bolsonaro, occupant actuel de la charge principale de l'Exécutif fédéral » dont la visée est de « vérifier ses lettres de créance » (*ibid.* : 412) pour prouver que son *ethos* « est déficient » et qu'il ne mérite pas d'occuper la position qui lui a été institutionnellement octroyée. L'argument éthotique peut y être interprété comme une forme de résistance à l'opposant par l'argumentation de valeurs et de prises de positions qui font sens au nom d'un engagement éthique déontologique : sauver des vies, épargner des morts.
- 40 Ce plaidoyer justifie son choix de la dénomination « discours de mort » par des axiologiques évaluatifs affectifs comme « incohérente et criminelle », « intolérable et irresponsable » qui qualifient l'allocution présidentielle. Ils donnent lieu à une série de jugements de valeurs qui dénie à Bolsonaro toute autorité relative à la gestion sanitaire en temps de pandémie : ils condamnent sa négation « des preuves scientifiques », son dénigrement « de l'excellent travail de la presse » et sa dévalorisation du travail des scientifiques aux niveaux national et mondial. L'*ad hominem* est donc soutenu par des faits prouvant que le président « n'a pas l'autorité morale exigée [*l'aretè*] sur la question dont on traite, n'est pas enclin à bien délibérer ou à peser les choses prudemment [*phronesis*] en raison de motifs ultérieurs, ne partage pas vraiment les valeurs ou les croyances ou encore les principes présupposés [*l'eunoia*] dans le contexte, ou est déficient en *ethos* de toute manière » (Brinton 1985 : 56). Il n'est donc plus considéré comme une « source digne d'être crue » mais comme un dirigeant « dont les propos ne sont pas dignes d'être tenus pour véridiques » (Angenot 2013). Son autorité institutionnelle est aussi questionnée, soit son droit à influencer la population à ne pas respecter des mesures de distanciation sociale recommandées par les experts scientifiques. C'est sur ce point que l'anti-discours de l'Association vise à la résolution d'un conflit nécessitée par le bien collectif, par une demande de mise à l'écart du proposant comme « partenaire crédible », non dans la simple intention de le discréditer (van Eemeren et Grootendorst 1992b : 154) mais pour trancher une polémique par le recours à des mesures institutionnelles.
- 41 Cet anti-discours qui se clôt sous la forme d'une demande de réévaluation du droit institutionnel à représenter les citoyens (Rosanvallon 2008 : 297) constitue une remise en cause :
1. du statut institutionnel du président, par une injonction adressée « aux institutions de la République » à « réagir et arrêter l'irresponsabilité de celui qui siège à la présidence avant que le chaos ne devienne irréversible »,
 2. de sa légalité : « Bolsonaro a commis un délit d'infraction à une mesure préventive de santé, encadrée par l'article 268 du Code pénal brésilien, pour irrespect à l'égard de la "détermination des pouvoirs publics à empêcher la propagation de maladies contagieuses". »
- 42 Les opposants apportent des justifications institutionnelle et légale de l'irrespect par l'appel au *logos* – le texte de la loi – et l'évocation de l'irresponsabilité qui suscite un sentiment d'indignation (*pathos*). Ce dernier joue un rôle important dans le discours argumentatif en tant que moteur d'un recours légal jugé nécessaire « avant que le chaos ne devienne irréversible ».

- 43 Le droit acquis de Bolsonaro à occuper ses fonctions et à orienter des politiques n'est plus reconnu, ni son droit de dire et d'agir – qui n'est pas conforme aux normes et valeurs (Fairclough et Fairclough 2012 : 45) et ne respecte pas l'ordre sanitaire nécessaire à la protection des vies. L'anti-discours délégitime ainsi la posture présidentielle sur la base de questionnements existentiels sur le bien, le juste et leurs contraires (Koren 2019 : 95).

5. La réplique de Bolsonaro à ses opposants pour rétablir sa légitimité et son autorité

- 44 La *Folha de S. Paulo* (31.03.2020) fait part de l'impact de l'anti-discours sur le style et la posture politique de Bolsonaro, qui « semble changer de ton, [...] salue le Congrès et les gouverneurs¹⁸ » en appelant à un « pacte de lutte contre la pandémie tout en continuant d'associer vies et emplois ». Selon le quotidien, « le président a parlé pendant sept minutes et 32 secondes, tandis que des concerts de casseroles se faisaient entendre dans diverses villes du pays contre son discours. »
- 45 On va examiner ici comment il rebondit, dans sa nouvelle allocution du 31 mars, pour répondre à une crise de légitimité et reconstruire son autorité mise à mal afin qu'elle soit reconnue par l'Autre pour pouvoir être exercée, dans le cadre d'« une croyance collective dans [s]a légitimité » (Angenot 2013 : 8).

5.1. La reconstruction de sa légitimité – le droit de dire et de faire

5.1.1. La réponse aux associations de santé

- 46 Bolsonaro va tenter de restituer son droit acquis à représenter les citoyens en se montrant capable de comprendre les problèmes de ceux qu'il gouverne, soit « une représentation-empathie » Rosanvallon (2008 : 297). Comment réintègre-t-il les réactions à son encontre quand il se défend ? Il tente de le faire par une re-légitimation de sa personne et une re-légitimation du peuple, en recourant à l'exaltation de valeurs nationales et au rétablissement du « souverainisme populaire ». Dans cet esprit, il va répondre premièrement aux accusations d'illégitimité institutionnelle et aux conséquences graves de son irrespect de l'ordre sanitaire pour le combat contre la pandémie, par un type de *credo* qui a recours au *pathos* :

Depuis le début du gouvernement, nous avons travaillé sur tous les fronts pour résoudre des problèmes historiques et améliorer la vie des gens [...] Mais, à présent nous sommes confrontés au plus grand défi de notre génération. Mon principal souci/préoccupation a toujours été de sauver des vies. Tant celles que nous avons perdues à cause de la pandémie que celles touchées par le chômage, la violence et la faim. Je me mets à la place des gens et à l'écoute de leur angoisse.

- 47 « Sauver des vies » semble dans un premier temps desservir un *ethos* de Sauveur. Mais Bolsonaro s'en sert comme prémisse pour avancer de nouveau sa thèse « sauver des vies et prévenir le chômage de masse » qui se rapporte à la légitimité des mesures qu'il édicte et des actions qu'il entreprend. A cette fin, il met sur le même plan la perte de la vie par la pandémie – qui est au cœur de la polémique – et d'autres facteurs comme le chômage, la violence et la faim – conséquence de la situation économique du Brésil. Il réintègre dans ce discours le problème du confinement pour l'économie brésilienne qu'il expliquait un jour auparavant, le 30.3.2020 : « Logiquement, la vie est plus

importante que l'économie, mais si le chômage continue d'augmenter violemment, si nous n'assouplissons pas certaines règles maintenant, nous aurons un problème très grave demain et après cela il y aura la faim, la misère, la colère, la dépression. Nous ne savons pas où cela peut mener ».

- 48 Deuxièmement il va revendiquer son droit de « faire », mais également la légitimité des mesures qu'il entend décréter face à ceux qui doivent les reconnaître par l'appel à un « grand pacte » qui sollicite la société politique et civile : « Je remercie et réaffirme l'importance de la collaboration et la nécessaire union de tous dans un grand pacte pour la préservation de la vie et des emplois. Le parlement, le pouvoir judiciaire, les gouverneurs, les préfets et la société. »
- 49 De cette manière, il rebondit sur des anti-discours, notamment celui de la Société d'Infectiologie qui appelait « les Pouvoirs législatif et judiciaire [...] à prendre les mesures appropriées face à un discours génocidaire [pour surmonter la crise], et à rétablir l'unité de toutes les autorités, indépendamment des différends [...]. La vie ne peut pas attendre, [...] » (25.03.2020), donc en réintégrant l'appel à l'unité/l'union dans sa demande de pacte.

5.1.2. La reconstruction de son autorité : la crédibilité de ses dires et de sa personne

- 50 Pour rétablir la crédibilité de son image, il va reconstruire l'*ethos* populiste du Sauveur qui doit lui permettre de promouvoir sa thèse polémique de l'égalité de la protection de la vie et des emplois. Il mobilisera à cette fin des arguments d'autorité. Quelles sont les spécificités de son discours dans la façon de construire une image culturellement dépendante, de défendre certaines valeurs et d'interpeler le peuple ?
- 51 Il projette l'image d'un homme d'action¹⁹, qui combat la pandémie sur tous les fronts, investi d'une « mission » tel un homme providentiel²⁰ : « Nous avons une mission : sauver des vies sans oublier les emplois [...] Nous allons accomplir cette mission, en même temps que prendre soin de la santé des gens ». Il la conforte en l'adossant à un engagement institutionnel qui permet de rappeler la légitimité de son statut et de ses devoirs : « lors de la dernière réunion du G-20, nous autres chefs d'État et de gouvernement, nous sommes engagés à protéger les vies et à préserver les emplois. Je le ferai donc ». Mais aussi en soulignant les obligations futures que lui impose ce statut : « mon obligation en tant que président s'étend au-delà des prochains mois », par la perspective d'un avenir prometteur tout en restant dans le flou : « Préparer le Brésil à la reprise, [...], mobiliser toutes nos ressources et notre énergie pour rendre le Brésil plus fort encore après la pandémie ».

5.1.3. Le rôle de l'argument d'autorité dans la construction de l'*ethos* discursif du Sauveur

- 52 Bolsonaro s'appuie sur deux instances de pouvoir « comme moyen de preuve en faveur d'une thèse » (Perelman et Olbrechts-Tyteca 2000 : 411-414) : un modèle extérieur puissant qu'il respecte, l'ancien Président américain Donald Trump (c'est le *role model authority* selon Van Leeuwen 2007), qui craignait pour l'économie américaine ; et une autorité sanitaire, le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, à qui l'on doit, notamment « each and every individual matters » dont il va instrumentaliser les déclarations par un biais de ses propos.

5.1.3.1. L'autorité du modèle

- 53 L'argument de Trump « nous ne pouvons pas laisser le remède être pire que le problème lui-même » devient le slogan de Bolsonaro pour donner de la crédibilité à ses dires sur la lutte contre le coronavirus et son souci de l'économie : « je le répète, l'effet collatéral des mesures prises pour combattre le coronavirus ne peut pas être pire que la maladie elle-même ».

5.1.3.2. Un biais

- 54 La *Folha de S.Paulo* 31.3.2020 contestera son recours « une fois de plus » aux déclarations du Directeur général de l'OMS, « pour soutenir la thèse selon laquelle il faut sauver des vies et des emplois. » En effet, il choisit de biaiser des fragments d'interviews sur « la nécessité des gouvernements de se préoccuper des plus pauvres » par son interprétation, à savoir la nécessité d'un arrêt des mesures de confinement pour permettre aux « plus vulnérables » de travailler. Il va légitimer sa position par l'exaltation des valeurs morales et des croyances qui guident son choix : le souci du travail chez les populations défavorisées pour lesquelles l'emploi protégerait la vie, conformément à la spécificité socio-économique brésilienne qui exacerbe les inégalités sociales en temps de pandémie. Ces valeurs font partie d'une *doxa* commune qu'il partage avec son auditoire, et il y a recours « pour tenter de faire partager ses vues avec d'autres » (Amossy 1999 : 132) :

Voilà ma préoccupation depuis le début. Qu'advient-il du marchand ambulant, du vendeur de kebab, du travailleur journalier, de l'aide-maçon, du camionneur et d'autres indépendants/travailleurs informels avec lesquels je suis en contact durant toute ma vie publique ?

- 55 Bolsonaro s'adresse à cette *plebs* qu'il prétend être *le populus* légitime, c'est-à-dire une partie qui jouerait le rôle de la totalité de la communauté (Laclau 2008 : 101). Il unifie donc le peuple par l'exclusion d'une de ses parties (par exemple, les nantis ou la classe moyenne dont il ne parle pas), par une stratégie de type populiste qui lui confère une autorité de dirigeant paternaliste à l'*ethos* de sincérité et d'authenticité, à l'œuvre pour le bien du peuple et sensible à ses angoisses. Il l'exprime à la première personne en évoquant un peuple constitué de travailleurs informels qui souffrent de précarité et représentent le Brésil d'« en bas » (Hermet 2001 : 49). La figure du Sauveur permet la re-légitimation du peuple et la légitimation de soi dans un rapport étroit avec son *ethos* comme vecteur d'autorité dans ses dimensions d'*eunoia* et d'*aretè*.

Conclusion

- 56 L'image du Sauveur que s'efforce de construire le président brésilien pour se faire écouter et être obéi est une stratégie qui modèle un discours populiste à caractère polémique. J'entendais montrer par une analyse argumentative qu'en réponse aux vives critiques de ses opposants, cette image non dénuée de teneur émotionnelle nécessitait un retravail et des réajustements en conformité avec les valeurs partagées d'un certain auditoire. En effet, les adversaires du président brésilien ont explicitement argumenté par de bonnes raisons leur refus de reconnaître sa légitimité politique et d'octroyer leur consentement à des valeurs qu'ils ne partagent pas, dans le souci de

préserver leur liberté (pour paraphraser Hannah Arendt 1972 : 140). Ainsi, si cette crise sanitaire permet de mettre au jour les ressorts d'un discours populiste, elle constitue en même temps une mise à l'épreuve de ce discours et de sa capacité à assurer la légitimité et l'autorité du dirigeant.

- 57 Dans cet ordre d'idée, j'ai tenté d'analyser la construction discursive et argumentative d'une image de chef charismatique doté d'une force de conviction, d'énergie et de puissance qui se dit être au service de l'intérêt général. En même temps, l'examen de la polémique qui se développe dans l'interdiscours montre bien que lorsque l'autorité du dirigeant ne se traduit pas dans un *ethos* de crédibilité qui inspire la confiance, ses interlocuteurs mués en opposants n'obéissent pas de leur propre gré à ses instructions : il n'y a plus obéissance sans coercition. La confiance que suppose « l'intime conviction » de la compétence du dirigeant, de la fiabilité de son jugement est bien ce qui lui confère son autorité. Encore faut-il que cette exigence soit partagée par des citoyens éclairés ; sinon, le risque de l'autoritarisme n'est pas loin.

BIBLIOGRAPHIE

- Amossy, Ruth (éd.). 1999. Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos (Genève : Delachaux et Niestlé)
- Amossy, Ruth. 2010 [2000]. L'argumentation dans le discours (Paris : Colin)
- Amossy, Ruth. 2014. Apologie de la polémique (Paris : PUF)
- Amossy, Ruth, 2003. « L'Argument ad hominem dans l'échange polémique », Declercq Gilles, Michel Murat & Jacqueline Dangel (éds). La parole polémique (Paris : Champion), 409-423
- Amossy, Ruth, 2022. « Construire la légitimité et l'autorité dans le discours », Argumentation et Analyse du Discours 28
- Angenot, Marc. 2013. Rhétorique de la confiance et de l'autorité, Discours social 44 (Montréal : Université McGill)
- Arendt, Hannah. 1972. « Qu'est-ce que l'autorité ? » La Crise de la culture (Paris : Gallimard)
- Beetham, David. 2013. The Legitimation of Power (London : Bloomsbury)
- Bourdieu, Pierre. 1982. Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques (Paris : Fayard)
- Brinton, Alan. 1985. "A Rhetorical View of the ad hominem", Australian Journal of Philosophy, 51-63
- Charaudeau, Patrick. 2011. « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », Mots. Les langages du politique. [En ligne] <http://journals.openedition.org/mots/20534>
- Charaudeau, Patrick. 2005. Le discours politique. Les masques du pouvoir (Paris : Vuibert)
- Danblon, Emmanuelle. 2006. « La construction de l'autorité en rhétorique », Semen 21, 141-153

- Eemeren, F.H. van & R.Grootendorst. 1992. *Argumentation, Communication and Fallacies. A pragma-dialectical Perspective*. (New jersey, Lawrence Erlbaum)
- Eemeren, F.H. van & R.Grootendorst. 1992b. "Relevance Reviewed: The Case of *Argumentum ad hominem*", *Argumentation* 6, 141-159
- Fairclough, Isabella & Norman Fairclough. 2012. *Political Discourse Analysis* (London & N.Y: Routledge)
- Habermas, Jürgen. 2012 [1973]. *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé* (Paris : Payot)
- Hermet, Guy. 2001. *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique (XIXe-XXe siècle)* (Paris : Fayard)
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine. 1980. *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage* (Paris : Colin)
- Koren, Roselyne. 2019. *Rhétorique et Ethique. Du jugement de valeur* (Paris : Classiques Garnier)
- Laclau, Ernesto. 2008. *La raison populiste* (Paris : Seuil)
- Leeuwen, Theo van. 2007. « Legitimation in discourse and communication », *Discourse and communication* 1, 91-112
- Maingueneau, Dominique (2008), « Les trois dimensions du polémique », Gaudin-Bordes, Lucile & Geneviève Salvan (éds). 2008. *Les registres. Enjeux stylistiques et visées pragmatiques. Hommage à Anna Jaubert* (Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant), 109-120
- Maingueneau, Dominique. 2000. *Analyser les textes de communication* (Paris : Nathan)
- Marques Silva, Alexandre, 2002. « (Não) é só uma gripezinha: argumentação e realidade forjada nos pronunciamentos de Jair Bolsonaro sobre a covid-19 », *Eidea* [En ligne] DOI:10.47369/eidea-20-2
- Perelman, Chaïm & Lucie Olbrechts-Tyteca. 1970 [1958]. *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique* (Bruxelles : Editions de l'Univ. de Bruxelles)
- Plantin, Christian. 1990. *Essais sur l'argumentation* (Paris : Kimé)
- Plantin, Christian. 1996. « L'interaction argumentative », *Dialogue in the Heart of Europe, IADA 6th International Congress, Prague*
- Ricard, J. & J. Medeiros. 2020. *Using Misinformation as a political weapon: covid-19 and Bolsonaro government in Brasil*
- https://misiinforeview.hks.harvard.edu/wp-content/uploads/2020/04/final_brazil.pdf
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique, Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Taguieff, Pierre-André. 2002. *L'illusion populiste : De l'archaïque au médiatique* (Paris : Berg)
- Taguieff, Pierre-André. 1997 « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel », *Vingtième Siècle* 56, 4-33
- Woods, John & Douglas Walton (1977). « Ad hominem », *The Philosophical Forum* 8-1, 1-20

NOTES

1. « Pourquoi la réponse du Brésil au Covid échoue » est le titre d'un rapport paru dans *The Regulatory Review* (22.6.2020) qui esquisse les raisons qui placent le Brésil en deuxième position, après les États-Unis, pour le plus grand nombre de cas confirmés de Covid-19.
<https://www.thereview.org/2020/06/22/urban-saad-diniz-brazil-covid-19-response-failing>.
2. Tiago Ribeiro Duarte, « Ignoring scientific advice during the Covid-19 pandemic: Bolsonaro's actions and discourse », *Tapuya: Latin America Science Technology and Society*
<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/25729861.2020.1767492>
3. Francisco Ortega. « Governing covid-19 without government in Brazil. Ignorance: neoliberal authoritarianism and the collapse of public health leadership »
<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17441692.2020.1795223?src=recsys>
4. Pour Beetham, la typologie wébérienne est source de confusion en ce sens que le statut propre de chacune des trois composantes est resté obscur. Je me limiterai donc aux définitions de Taguieff, de Charaudeau et de Rosanvallon sur le charisme dans sa dimension populiste. Je suis la définition rhétorique de Danblon (2006 : 13-25) sur le charisme, autorité naturelle qui toucherait au degré de confiance que l'auditoire va accorder à l'orateur pour que sa prédiction soit persuasive dans son entreprise de construction d'un *ethos* efficace.
5. Tribune « De l'incarnation en politique », par Pierre Rosanvallon.
6. <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2020/03/24/leia-o-pronunciamento-do-presidente-jair-bolsonaro-na-integra.htm>
7. <https://www.gov.br/planalto/pt-br/acompanhe-o-planalto/noticias/2020/03/pronunciamento-do-presidente-da-republica-jair-bolsonaro-31-03-2020>
8. Sources : (je traduis) « Coronavirus : rappelez-vous ce que Bolsonaro a déjà dit de la pandémie » (*Estadão* 2.4.2020 Renato Vasconcelos) et « Ce que Bolsonaro a déjà fait pour affronter/confronter les mesures de combat contre le coronavirus » (*Folha de São Paulo* 30.3.2020 Daniela Arcanjo). Deux articles de quotidiens brésiliens consacrés aux invectives et aux actions présidentielles controversées quasi quotidiennes, depuis le début de la crise sanitaire au Brésil dès le 9 mars 2020.
9. Le 9.3.2020 Bolsonaro déclarait : « le pouvoir destructeur du virus a été surdimensionné, peut-être même pour des raisons économiques.»
10. Dans une interview à CNN Brésil : « Pour vous dire la vérité, parce que je ne vais pas revenir sur ce que j'ai dit, c'est un fou. Il est en train de faire de la politique. Maintenant qu'il est gouverneur, il nie avoir utilisé mon nom pour se faire élire, [...] »
11. Avec grade de capitaine sous la dictature militaire de 1964-1985.
12. *Estadão* publie le 23.4.2020 une étude de Ricard, J. et J. Medeiros (2020), *Using Misinformation as a political weapon*. Ils y observent: « The use of *ad hominem* attacking (or promoting) decision-makers or public figures in order to delegitimize those supporting social isolation measures [...], and praising those who publicly support a "return to normality" [...] »
13. Marques Silva 2020, « (Não) é só uma gripezinha ». *Eidea* 2020, V.2. « Ce n'est (pas) qu'une grippe : argumentation et construction de la réalité dans les déclarations de Jair Bolsonaro sur la Covid-19. » (Je traduis).
14. Pour ne citer que quelques-uns : le Centre brésilien d'Études sur la Santé, la Société brésilienne de Gériatrie et de Gérontologie, l'Association des Médecins de São Paulo.
15. <https://g1.globo.com/politica/noticia/2020/03/25/sociedade-brasileira-de-infecologia-diz-que-distanciamento-social-e-fundamental-para-conte>
16. La Société brésilienne d'Infectiologie dénonce le « faire penser » de l'autorité présidentielle, en prévenant que « de tels messages peuvent donner la fausse impression que les mesures de prévention sociale sont inadéquates [la fermeture des écoles] et que la covid-19 est semblable à un simple refroidissement, soit une maladie à faible mortalité. »

17. Ce communiqué a fait l'objet d'un article de la journaliste Claudia Colluci (*Folha de S.Paulo* 29.3.2020) qui est un métadiscours fidèle à l'original qu'elle qualifie de « manifeste » : « Les organisations de santé considèrent le discours de Bolsonaro "intolérable et irresponsable" ».

18. <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2020/03/em-novo-pronunciamento-bolsonaro-distorce-oms-e-volta-a-igualar-empregos-e-vidas-diante-do-coronavirus.shtml>

19. Image liée au processus de l'autorité « faire faire » : « j'ai enjoint à notre Ministre de la Santé de ne ménager aucun effort pour soutenir [...] tous les Etats du Brésil. [...] au Ministre de l'Économie à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger avant tout l'emploi et le revenu des Brésiliens. Et [...] aux forces armées à participer à la lutte contre le coronavirus. »

20. Cf. l'« éthos messianique » selon Marques Silva.

RÉSUMÉS

Cet article traite de la façon dont J. Bolsonaro renforce sa légitimité et construit son autorité dans un discours populiste de type polémique gratifiant pour sa personne, au détriment de ses adversaires. Pour ce faire, le président brésilien tente, dans deux allocutions nationales majeures et dans ses réactions aux attaques, de justifier son refus des mesures sanitaires, et en même temps de renforcer son *ethos* d'homme fort et de sauveur. L'analyse argumentative montre comment ses efforts se sont heurtés et ont répondu à un contre-discours qui s'est développé au sein d'une polémique publique. La réception de son discours présente les attaques lancées contre sa personne et ses dires auxquelles il doit se confronter pour rétablir sa légitimité et reconstruire son autorité mises à mal par ses détracteurs.

This article examines the way the Brazilian President J. Bolsonaro reinforces his legitimacy and builds his authority in a populist discourse of a polemical type, gratifying for himself while attacking his adversaries. To do so, he tries to justify his refusal of health measures and at the same time to reinforce his *ethos* as a strong leader and a Savior, in two major national speeches as well as in his reactions to the attacks. The argumentative analysis shows how his efforts collided with and responded to a counter-discourse that developed into a public controversy. The reception of his speech shows the attacks against his person and his discourse, which he must confront to restore his legitimacy and rebuild his authority.

INDEX

Keywords : authority, interdiscourse, ethos, legitimacy, populism, polemics, Savior

Mots-clés : autorité, interdiscours, ethos, légitimité, populisme, polémique, Sauveur

AUTEUR

CLAIRE SUKIENNIK ABÉCASSIS

ADARR

Polemics and populism in times of pandemic: Legitimation and construction of authority in Bolsonaro's addresses

Polémique et populisme en temps de pandémie : légitimation et construction d'autorité chez Bolsonaro

Claire Sukiennik Abécassis

Introduction

- 1 “Other flus have killed more¹,” Brazilian president Jair Messaias Bolsonaro told the press on March 11, 2020, while admitting he was not a doctor. He continued to downplay the health situation after the World Health Organization (WHO) had announced the new coronavirus pandemic. From the beginning, the Brazilian federal government had tried to apply new measures, including social distancing in all 26 states and in the Federal District; these measures had nevertheless come up against “mixed signals [sent] by the Bolsonaro Administration about the severity of the outbreak in Brazil [...] turning a pandemic into a political debate.”²
- 2 The attitude of the Brazilian president in a pandemic situation is presented by the media and researchers as the expression of a far-right populism (Duarte 2020)³ tinged with neoliberal authoritarianism, science denial (Ortega 2020)⁴ and strong religious-evangelical roots. We can think of the specificity of neo-populism in Latin America, including Brazil, as analyzed by Taguieff (2002: 169-170): he mentions the ability of a charismatic personality to win the people's trust by staging his authenticity and by exploiting dreams of immediate solutions through various forms of messianism while remaining blurry.
- 3 We will examine here how populist and polemic discourse are linked up in the Brazilian leader's rhetorical and argumentative strategies. Drawing on various studies related to

populism (Taguieff 2002, Laclau 2005, Rosanvallon 2008, and Charaudeau 2011) and to polemics (Amossy 2021, 2003, Maingueneau 2008, Koren 2019, Kerbrat Orrechioni 1980, and Plantin 1990, 1996), this article aims at showing how the president of Brazil tries to build legitimacy and authority by wielding a populist discourse of a polemical type that is gratifying to himself at the expense of his opponents. Unlike most other democratic leaders who tried to persuade the people of the necessity to adopt the health measures against Covid-19 on behalf of the common good, the Brazilian president tried to give authority not to the restrictions necessary in times of pandemic, but to his own vision of things. This vision equates life and jobs and eventually leads to a rejection of the measures advocated. How did the Brazilian leader justify and legitimize his posture, which is at odds with Brazilian institutions and with the decisions of other democratic leaders? What rhetoric did he deploy to be approved and followed by his fellow citizens?

1. Conceptual Framework

- 4 Before answering these questions, I would like to define what I mean by authority and legitimacy in a political context, and by the notions of populism and polemics.
- 5 Although distinct from each other, the concepts of legitimacy and authority are interdependent. Legitimacy is the “result of the others’ acknowledgement of what gives someone the power to do or to say on behalf of a *status*” (Charaudeau 2005:52; my translation). It is an “acquired right” that requires the predominance of institutional status in order to be acknowledged by the public (Bourdieu 1982), in compliance with laws and rules, and in accordance with the moral values of the community (Beetham 2013). Nevertheless, legitimation is not given once and for all and it “constantly needs to be reactivated by various justifications because it can be challenged by the very people who granted it” (Charaudeau 2005:57; my translation). It is therefore in a discourse of legitimation, through a discursive dynamic, that the leader seeks to have his policy recognized—namely, perceived as conform to the founding values of the regime and of the country (Amossy 2022). The ruler can try to strengthen his institutional legitimacy in the event of “controversial actions, accusations, doubts, critique” (Rojo and van Dijk 1997: 528), or even of a “legitimation crisis” (Habermas [1975 [1973]) that may threaten him. Beetham (2013: 18-20) refers to “legitimacy deficit” to the extent that rules of power cannot be justified in terms of shared beliefs, and to “delegitimation” when there is no consent on the part of the subordinate. The author connects (*ibid.*: 24) this “sole” dimension of consent or obedience—“expressed in the act of acknowledging and following a leader”—to Weber’s charismatic⁵ legitimacy.
- 6 Those are indeed the prerequisite of authority which is, in Angenot’s terms, a “legitimized power”, meaning that it cannot be exercised if it is not acknowledged by the Other within the framework of “a collective belief in [its] legitimacy [...]” (2013: 8; my translation). It thus allows for an “agreed” submission (Amossy 2022: 9-10) of the subordinate. Authority thus understood cannot be parted from the construction of a credible and trustworthy self-image, which has the capacity to “make people do things, to make people think or say” (Charaudeau 2005: 57; my translation). However, it should be emphasized that this ability has a negative populist counterpart, the “representation-incarnation” (Rosanvallon 2008: 38), or “the ability to appear as a force

for interpreting reality” (*Libération* 2.3.1995)⁶, which matches “the charismatic ruling dimension of an ‘emotional community’.”

- 7 The interdependency between legitimacy and authority is reflected here, on the one hand in the legitimacy crisis caused by Bolsonaro’s populist and polemical practices aimed to make his speech acknowledged and obeyed; and on the other hand, in the efforts he must invest to restore the authority of his declarations.
- 8 I understand polemics as one of the poles of the argumentative activity “on a continuum ranging from the co-construction of responses to the violent confrontation of antagonistic theses” on the same question (Amossy, 2010a [2000]), implying “a coexistence in dissensus” (Amossy 2021: 95). From a socio-political perspective, Taguieff (1997: 19) sees in the polemical structure “to be against” a populist category: “To be populist is first to be against.” I follow Taguieff (2002: 110, 124) in his conceptualization of populism as a “type of social and political mobilization and a dimension [of action or] of political discourse” against instances of power, which highlights the appeal to the people against certain “others” through the symbolic use of social representations (my translations). The relationship of populism to social representations is well explained by Charaudeau (2011: 39):
- The true populist must appear as a charismatic leader [...] who builds his leadership on different culture-dependent images according to inherent social imaginaries. [...] He can present himself as “a guide of the people”, [...] a biblical Savior, capable both of pouring out his wrath on the wicked and of leading to supreme happiness (my translation).
- 9 I intend to analyze Bolsonaro’s discourse by exposing its populist and polemical character, and present the attacks launched against him, which he must confront. I will therefore take into account the reception of the discourse. It is indeed in the confrontation of voices that we can understand the way Bolsonaro tries to strengthen his legitimacy and build his authority at the same time as his *ethos* of Savior.

2. Corpus and methodology

- 10 For this purpose, my corpus includes three parts: (1) the presidential address⁷ to the nation in March 24, 2020; (2) the anti-discourse, March 25, originating in Brazilian health organizations that will impact (3) the second speech⁸ of the president on March 31. The importance of choosing these speeches lies in the argumentative interaction that takes place in a polemical exchange revealing a discursive confrontation between the proponent and the opponent roughly defined as discourse vs counter-discourse (Plantin 1996): they can impact each other in the public space or be attributed to discursive bodies such as the press, state governors and health associations. I will therefore proceed with a three-step study to explore the modalities of the discursive construction of a leader’s legitimacy and authority related to a crucial health issue, by examining

1. How in the March 24th speech, the Brazilian president builds his legitimacy and his authority using a populist stand of a polemical type which rejects the federal health measures and justifies the need for a return to normality in the country,

2. how his legitimacy and his authority are called into question by a polemic launched against him in an axiological and deontologically grounded anti-discourse published by health associations in the Brazilian press, on March 25th,

3. how the Brazilian president responds to this anti-discourse which causes a legitimization crisis he will have to manage in the March 31st speech in order to restore his authority.

- 11 I will focus on the triple function of populism in Bolsonaro's discourse: the illegitimation of his opponents, the re-legitimation of the people and his self-legitimation (Charaudeau 2011: 41). These functions are consistent with the populist scheme: exacerbating the crisis, denouncing the guilty, promoting values, appearing as a Savior (*ibid.*: 18). The discursive dimension is at the core of an analysis which explores the construction of a populist *ethos* as a vector of authority in the political culture of Brazil.

3. Constructing authority and legitimacy through polemics and populist discourse

- 12 The construction of his legitimacy is carried out first of all through a scenography (Maingueneau 2000: 58), that is, a staging of the presidential speech in accordance with the institutional framework of a head of state: flanked by the Brazilian flag, sitting at his desk as a man of experience, Jair Bolsonaro addresses the people, in a speech broadcast on television and radio, on the evening of March 24. But the Brazilian president is building his legitimacy and authority above all by the way he polemicalizes from the start against others, to justify measures contrary to public health guidelines, while reinforcing his own image at the expense of his opponents. In his speech, Bolsonaro accuses the press of aggravating the health crisis, calls to "get back to normal," stresses the need to maintain jobs and rails against state governors while scoffing at their lockdown measures. He thus responds to the counter-discourse⁹ on the divisive aspect of his health management whose polemical tone can be noticed from the lead: "Oversized/overrated"¹⁰, 'fantasy', testimony without surgical mask and manifestation of presence: the president did not comply with the directives of the Ministry of Health and has not transmitted a clear message to date." The article traces the chronology of "his denial in the current health crisis" (10.3.2020). It comments on the way Bolsonaro blamed the press from the very beginning, accusing it of "pure fantasy," "alarmism" (22.3.2020); it states his refusal to apply social distancing measures such as wearing a mask in certain institutions or his refusal to wear it himself, claiming his need for contact with the people (18.3.2020). Moreover, the changes in tone and the contradictions in his statements are highlighted in the interdiscourse: he accuses the governors of taking lockdown steps that are "harmful to the economic recovery of the country" (17.3.2020), denouncing a state of "hysteria," and calls on the same day for "union to fight against the coronavirus."

3.1. Bolsonaro's *ad hominem* attack—a polemical exchange

- 13 I am using here the notion of *ad hominem* argument as a component of argumentative exchange in general and of polemical discourse to exemplify “an interaction which results in integration/disqualification strategies of the adversary [...]” (Maingueneau 2008: 119; my translation), delegitimization of the other, and self-legitimation. The *ad hominem* establishes a relationship to “the image of the opponent it allows to be attacked, but also to the image of the speaker who engages in this attack” (Amossy 2003: 409; my translation). I propose to explore, following Amossy (2010a [2000]), the way in which the arguments are constructed and oppose each other in Bolsonaro's addresses and in the statements of his interlocutors, or, in other words, the relationship between discourse and counter-discourse in the interdiscursive web.

3.1.1. Against the Press

- 14 The strength of the *ad hominem* argument analyzed here derives essentially from the institutional position of the person who formulates it: the head of the Brazilian executive. Bolsonaro exacerbates the crisis in the preamble to his speech, using a contradictory populist argument supported by an *ethos* of sincerity. He praises the work of the Minister of Health for “implementing a strategic plan to fight the virus” and then, through the connective “but” moves on to an argument presented as stronger than the previous one and even in contradiction with it:
- But what we had to contain at that time was the panic, the hysteria. And at the same time, develop a strategy to save lives and prevent mass unemployment. So we did it, almost against all odds.
- 15 The Brazilian president legitimizes his vision of things by showing that he acts for the public good and ensures the most precious assets of the citizens—saving lives and jobs. But this requires continuous efforts on his part, which he says he makes “at the same time” and “practically against all odds”, that is, despite the fierce opposition he faces.
- 16 Bolsonaro thus displays a populist rhetoric of the type “Nothing can oppose my will” (Charaudeau 2011: 36; my translation), which presents “a force and a power capable of overthrowing the world and dragging the crowds along.” It is a way of building his legitimacy through an appeal to the people—for the sake of the poorest—which he will continue to promote in his subsequent speech, through the exaltation of common values. But the polemical side of “being against” is also implicitly addressed to the press and local governors who oppose his will to power and action, and with whom he does not share the current requirements, namely the duty of the press to inform and the need to apply sanitary norms in the Brazilian states in accordance with a vital emergency. Here lies the heart of the dissensus between the Brazilian president and his protagonists. The collective “we” is used to rally the federal government to his actions, to show a common front, despite mutual antagonisms. However, at the interdiscursive level, two days before, on 22.3.2020 (*Veja* 23.3.2020), in a statement to TV Record, Bolsonaro accused his opponents of duplicity: “[...] I hope I won't be found guilty of millions of unemployed, and I would even say more: soon the people will know they have been deceived by these governors and by a large part of the media regarding the coronavirus.”
- 17 This practice of managing the conflict as a constituent of polemics (Amossy 2021) allows him to follow up with a procedure of disqualification specific to this kind of

discourse: the refutative *ad hominem* (Plantin 1990: 208), which targets the opponent's action, in this case his manipulation of the Brazilian masses in order to construct a parallel reality:

Many media ran against the tide. They spread a feeling of dread peaking in the announcement of a large number of victims in Italy, a country with a large number of elderly people and with a climate totally different from ours. A perfect scenario plotted by the media to spread real hysteria across our country.

- 18 The dramatization effect, through *pathos*—a “feeling of dread,” a “genuine hysteria”, and the axiological verbal group with its conspiracy resonance—“to plot [...] a perfect scenario”—is aimed at denying the opponent (the media) its role as the fourth power and to ban it by assimilating it to the source of evil. Bolsonaro's explanations resort to a conspiratorial populist *doxa*, according to which adverse forces are opposing his aspirations. He tends to reverse his role of proponent into that of opponent “who attacks a target, which is supposed to hold or to have held an opposing discourse, which the polemical statement integrates and rejects ‘aggressively’ [...]” (Kerbrat-Orecchioni 1980: 24; my translation). He responds to the press polemical counter-discourse, during a meeting with regional prefects on 22.3.2020: “There is a very strong alarmism from a large part of the media. Some say I'm going against the tide. I do what I believe should be done. I could be wrong, but I think it should be settled this way.” He tries to project an *ethos* of sincerity and authenticity to foster a relationship of trust by presenting himself as a credible person, who seeks to be reliable.

3.1.2. Against State Governors

- 19 Bolsonaro will try to make his opponents, the governors and local authorities, comply with the populist call for a return to “normality”. This call is used as a justification to delegitimize their actions through the *ad hominem* attack, and then to legitimize his own words through the construction of a reality related to the coronavirus and through the image of the Savior. How is he going to persuade his audience to recognize an authority capable of carrying out what he proposes in the name of the community?

3.1.3. “Back to Normal”: a justification for the delegitimization of the governors

- 20 Bolsonaro proceeds with the populist polemical strategy “to be against” to invoke the source of the evil against which he claims to fight valiantly. This strategy is mobilized in the wake of a series of dissensions within his administration, culminating in his calling the governor of São Paulo, João Doria of the PSDB party, “crazy” (25.3.2020) for having previously “decreed the quarantine to contain the advance of the virus”, in accordance with the sanitary measures in force (*Estadão* 2.4.2020). This devaluation of the adversary constitutes an attempt “to eliminate him as a serious partner in the discussion by eliminating his right to advance a standpoint” (van Eemeren and Grootendorst 1992: 110). On the other hand, the critical counter-discourse in the chapeau of the article (*Folha de S.Paulo* 30.3.2020), mainly highlights his numerous efforts to delegitimize the medical and scientific authority that guide his health management: “The president is leading a series of offensives against the almost unanimous recommendations of doctors and scientists.” The choice of pointing out the unanimity of the experts' recommendations aims at proving that the presidential attitude against them has no reasonable basis, which calls into question his credibility and the trust placed in him.

21 To denounce the policy of the governors in accordance with the recommendations of the experts, Bolsonaro, as a former military officer¹¹, resorts to the warrior register through the metaphor of “scorched earth,” the tactic of retreating in front of the enemy’s advance by destroying crops and villages. He associates them with bellicose entities that prevent a return to normality by their persistence in applying sanitary measures that he considers harmful¹² to the economy:

The virus has arrived in Brazil, we are fighting it and soon it will pass. Our lives have to go on. Jobs must be kept. The livelihoods of families must be preserved. We must, yes, get back to normal. A small number of states and municipal authorities must abandon the scorched earth tactic, such as the ban on transportation, the closure of businesses and mass confinement.

22 This excerpt can be linked to the argument from consequences put forward the day after his speech, in a new statement on 25.3.2020 about the effects of the lockdowns on “democratic normalcy,” as he referred to recent social unrest due to popular discontent in Latin America (Reuters.com 25.3.2020): “What some mayors and governors are doing is a crime. They are destroying Brazil. If we don’t get back to work, Brazil could move away from democratic normalcy.” The amplification of *pathos* in the bolsonarist style contributes to delegitimize the authority of his opponents for the risk that they make incur to the democracy, according to him.

23 The Brazilian president thus composes himself an image of credible leader by “the power of his vision and his capacity of incarnation in his force of interpreting reality” (*Libération* 2.3.1995).

3.2. An authority relying on the charisma of a populist leader

3.2.1. An *ethos* of Savior

24 According to Bolsonaro, getting back to normal is to propose an instant project of “social ideality” specific to populist discourse, through the “reinstatement of popular sovereignty.” He justifies its legitimacy by a hierarchy of values, privileging those that are dear to him and that are supposed to represent what fundamentally unites the members of a social community (Charaudeau 2011: 28): hope, determination, life and work. It is a discursive populist strategy that plays on proximity and representation and allows him to justify ways of acting that he will present as legitimate because they are necessary for the good of the people. They are introduced by the normative verb “must,” i.e., the need for a resumption of daily life by maintaining jobs for the sustenance of families, because life must go on. Denying the temporal dimension of the health crisis by the immediacy of the promise (“and it will soon be over”), and at the end of the speech by the exaltation of a collective impulse and nationalistic feelings (“we will defeat the virus and be proud to live in this new Brazil that, yes, has everything to be a great nation”) is a way of constructing the *ethos* of Savior that responds to the people’s desire for salvation. It is “making believe” that the return to normality is possible right away, that the miracle of change is achievable, and it responds to his desire to obtain plebiscitary legitimacy as the representative of the people.

25 However, the question is whether he manages to legitimize his authority when he equates the common values of life and work, claiming that the latter obeys a necessity of survival among the most disadvantaged. As Rik Daems, President of the

Parliamentary Assembly of the Council of Europe, put it on 24.4.2020, “The first duty of any democratic government in times of pandemic” is “to protect the population and save lives,” while respecting both health and social order, and preserving “the balance between security and freedom.” The Brazilian president proceeds to legitimize his power using a rhetorical strategy of “constructing the objects of discourse” (Covid-19) (Marques Silva 2020)¹³, in order to assert his personal authority as a strong and determined statesman, and as a Savior in the dramatic circumstances of the pandemic.

3.2.2. Self-Legitimation: constructing the “object of discourse”

- 26 Bolsonaro has from the start euphemized the coronavirus in order to better dismiss it. To counter the closing of businesses and schools, he will give himself authority at the expense of recognized scientific knowledge by making people believe “in the existence of a single valid interpretation” which reveals “a particular system of beliefs or even a conception of the world” (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969 [1958]: 122). He thus opposes the WHO recommendations with his own interpretation, using a “deductive series” (*ibid.*: 14) to demonstrate his own postulates, in accordance with his personal beliefs and with the *doxa* of his audience, which he supports with figures and percentage estimates to make himself trustworthy:

What is happening around the world has shown that the risk groups are those over 60 years old. So why close schools? Fatal cases among healthy people under the age of 40 are scarcer. 90% of us will show no sign [of infection] if we are infected. Yes, we must be extremely careful not to transmit the virus to others, especially our dear parents and grandparents. By following the Ministry of Health guidelines.

- 27 He promotes school opening by deducting the risk group out of those over 60; he reinforces this postulate by the scarcity of “mortal cases among healthy people under 40;” then he includes himself in the collective “we” within a new postulate on the risk of contamination. He thus tries to project a sincere self-image by emotionally appealing to the respect of parents and grandparents in the name of moral values and shared beliefs, and he sets himself as a model of personal immunity.

3.2.3. An *ethos* of power: a model of identification

- 28 Based on his audience’s *doxa*, Bolsonaro accredits his postulate that “90% of us will have no sign [of infection] if we are infected,” choosing to dwell on his personal case:

In my particular case, because of my background as an athlete, I would not have to worry if I was infected by the virus. I would not feel anything or at the very worst it would be like a little flu or a bit of a cold [...]

- 29 The advantage of using a personal example—which must, in order to be accepted as such, enjoy the “status of a fact”—is to set oneself as a model that “encourages imitation” (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969 [1958]: 350-353). Looped over in worldwide press, it illustrates a verbal behavior, a “rant” (Charaudeau 2011: 36) that builds an *ethos* of power, based on “shared beliefs” (Beetham 2013: 17), to show that he is the “legitimate source of authority” and has the “appropriate qualities” for the exercise of power. Moreover, this *ethos* comes to support “something appealing about any figure who challenges the institutional system” (Laclau 2005: 123) and a type of fascination exerted on the people which contribute to maintain the authority of the Brazilian leader.

4. The reception of the speech in the press

- 30 The presidential address was the immediate target of politicians inside and outside his government who questioned the credibility of Bolsonaro's speech to the point of challenging or overstepping his authority. The *Folha de S. Paulo* 24.3.2020 headlined "Bolsonaro is ignored by state governors and he isolates himself further [at the Planalto palace, his official residence]." On Rio de Janeiro daily *Globo* front page (26.03.2020): "Bolsonaro is rejected by governors and scientists; the population stays at home." The political blog of Brazilian journalist Matheus Leitão, 26.3.2020, reports on governors' refusal to end the restrictive measures already in place, and on criticism of the president from WHO, the political opposition but also allies, and "civil society [which] in protest deserted the streets of the big cities, São Paulo and Rio de Janeiro, on March 25."

4.1. The anti-discourse of medical associations

- 31 The health organizations, for their part, responded to the speech with a discursive confrontation of antagonistic positions to "prove the controversial point (Amossy 2003: 410)." They reaffirm their challenged scientific authority and question the presidential legitimacy and authority previously constructed.
- 32 I will show how the polemical dimension of this anti-discourse responds to statements perceived as "intolerable" from the point of view of medical and scientific ethics, "to the extent that they find it necessary to conflict with the supposed source of these statements." (Maingueneau, 2008). I adopt here the rhetorical perspective of Alan Brinton (1985) in which "reason-based attacks on the opponent's *ethos* seem [...] valid and appropriate *ad hominem* arguments" (Amossy 2003: 412-413). These theses will allow me to show the constructive function of the *ad hominem* in polemics as a valid instrument of persuasion related not only to *logos* and *pathos* (Woods and Walton 1977) but essentially to the orator's discursive image. This type of argument (called "ethotic argument" by Brinton 1986) "questions the orator's credibility and legitimacy."
- 33 My corpus is made up of reactions from around thirty Brazilian health and bioethics associations¹⁴, of primary importance, signed press releases made public on *Globo*¹⁵ media (25.03.2020) which devotes a very long article to the subject under the heading "Health professionals and scientists condemn Bolsonaro's speech on Covid-19." This anti-discourse is a public statement that argues "in favor of an ethical [...] resistance to any form of violence or injustice [...] perceived as a mode of action" (Koren 2019: 209).
- 34 The article revisits the facts that provoked the controversy: the comparison of the Coronavirus to a "flu"¹⁶, the call to end "mass containment," the claim of a "return to normality" and the accusation against the press of "spreading fear." The opponents reiterated the validity of the restrictive distancing measures and unanimously praised the work of the Brazilian Ministry of Health. The Board of Directors and the members of the Brazilian Association of Health Lawyers denounced the insubordination of the president by delegitimizing his statements:

We reject the presidential disavowal of the prevention and containment measures adopted by our Ministry of Health and state and municipal governments, by his suggestion to resume school and his unfortunate personal comparison to the reality of most elderly Brazilians.

35 These anti-discourses are meant at delegitimizing his person, his power and his authority.

4.2. The deconstruction of J. Bolsonaro legitimacy and authority

4.2.1. Questioning *ethos* as a vector of authority

36 The *ethos* of a determined leader, promising a “rosy future” that Bolsonaro has built is undermined in the *ad hominem* attack used as an “ethotic argument” (Brinton, 1986), which targets three aspects of the Aristotelian *ethos*: *phronesis*, *aretè* and *eunoia*.

37 The image of self the Brazilian president has built will be tested here with selected examples that question “the leader credibility and legitimacy” as an “authorized speaker” (Bourdieu 1982: 64) whose right and capacity “to present a given argumentative discourse” (Amossy 2003: 415), i.e. an appropriate speech in times of health crisis, are doubted.

38 The questioning of the moral dimension of both the speech and the person (*aretè*) can be noticed in the opponent’s use of pragmatic arguments related to the vital consequences of Bolsonaro’s choice, and in the *pathos* expressing indignation. Many evaluative axiological terms are used to condemn the speech as “totally irresponsible, risking an increase of the contamination and the number of deaths” and as “a risk for the fight against the disease that has already caused more than two thousand cases in Brazil” (*Globo*). The speech is described as a “genocidal speech” (Infectiology Association), which “jeopardizes the lives of billions of people” and “offends seriously Health and people’s life [...]” (National Health Council). These denunciations of the risk that the president is putting Brazilians at undermine his credibility in terms of *phronesis* or wisdom and prudence, and of *eunoia*, namely his “good intentions” which obviously are not benevolent towards the collective.

4.2.2. A “deficient” *ethos*: the “death speech”

39 The Collective Health Association published a plea¹⁷ for the scientific cause against “Mr. Jair Bolsonaro, currently in charge of the Federal Executive” whose aim is to “verify his credentials” (*ibid.*: 412) to prove that his *ethos* “is deficient” and that he does not deserve to hold the position institutionally granted to him. The ethotic argument can be interpreted as a form of resistance to the adversary by arguing values and positions that make sense in the name of a deontological ethical commitment: saving lives, sparing deaths.

40 This plea justifies its choice of the denomination “death speech” by affective and axiological adjectives such as “incoherent and criminal,” “intolerable and irresponsible,” to describe the presidential address. They lead to a series of value judgments which deny Bolsonaro any authority in the management of health in times of pandemic: they condemn his denial of “scientific evidence,” his slandering “of the excellent work of the press” and his downgrading of national and worldwide scientific work. The *ad hominem* is therefore supported by factual claims showing that the president “lacks moral authority [*aretè*] on the question at hand, is not really committed to good deliberation or careful thinking [*phronesis*] on account of ulterior motives, does not really share values or beliefs or principles [*eunoia*] which are presupposed in this context, or otherwise is deficient in *ethos*” (Brinton 1985: 56). He is

therefore no longer considered as a trustworthy source but as a leader whose statements are not worthy of being taken as true. His institutional authority is also questioned, namely his right to influence the population not to respect the social distancing measures advised by scientific experts. On this very point the Association anti-discourse aims at solving a conflict of opinions for the collective good: it requests to set aside the proponent as a “credible partner” not in the sole intention to discredit him (van Eemeren and Grootendorst 1992b: 154) but in order to settle a polemic through institutional measures.

41 This anti-discourse, which demands a reassessment of Bolsonaro’s institutional right to represent citizens (Rosanvallon 2008: 297), is questioning:

- 1. the president’s institutional status, demanding from “the institutions of the Republic” to “react to and stop the irresponsibility of the presidency chair holder before the chaos become irreversible.”
- 2. the president’s legality: “Bolsonaro has committed an offense for violating a preventive health measure, under the article 268 of the Brazilian Criminal Law, for disrespect towards ‘the public authorities’ commitment to prevent the spread of infectious diseases.”

42 The opponents provide institutional and legal justifications of their disrespect by relying on *logos*—the text of the law—and mentioning an irresponsibility that arouses indignation (*pathos*). The latter plays an important role in this argumentative discourse as the driving force for a legal recourse deemed necessary “before the chaos become irreversible.”

43 Bolsonaro’s vested right to hold office and steer policies is no longer acknowledged, nor is his right to say and act, which proves disrespectful to the sanitary order necessary for the protection of lives, and inconsistent with the norms and values the leader’s pragmatic arguments are supposed to promote if he wants to be legitimate (Fairclough and Fairclough 2012: 45). The anti-discourse thus delegitimizes the presidential posture on the grounds of existential questions about the good, the just and their opposite (Koren 2019: 95).

5. Bolsonaro’s response to his opponents to rebuild his legitimacy and authority

44 The *Folha de S. Paulo* (31.03.2020) reports the impact of the anti-discourse on Bolsonaro’s style and political posture: he “[...] seems to change his tune, [...] greets the Congress and state governors¹⁸ [...],” calling for a “pact to fight the pandemic while continuing to connect lives and jobs.” According to the daily, “the president spoke for seven minutes and 32 seconds, while pots and pans banging from windows could be heard in various cities of the country against his speech. ”

45 We will examine here how he rebounds, in his new speech of March 31, to respond to a crisis of legitimacy and rebuild his undermined authority so that it can be acknowledged by the Other within the framework of “a collective belief in [its] legitimacy” (Angenot 2013: 8).

5.1. Reconstructing legitimacy as the right to say and do

5.1.1. Bolsonaro's response to Health Associations

46 Bolsonaro tries to restore his right to represent citizens by showing himself capable of understanding the problems of those he governs, i.e., “a representation-empathy” (Rosanvallon 2008: 297). How does he deal with the reactions against him when he defends himself? He tries to do so through a re-legitimation of his person and of the people, exalting national values and reverting to “popular sovereignty.” In this spirit, he will first respond to accusations of institutional illegitimacy and then to the serious consequences of his disrespect towards the required health policy while using a type of creed along with *pathos*:

Since the beginning of the government, we have been working on all fronts to solve historical problems and improve people's lives [...] But now we are facing the greatest challenge of our generation. My main concern has always been to save lives. Both those we have lost to the pandemic and those affected by unemployment, violence and hunger. I put myself in the shoes of the people and listen to their anguish.

47 “Saving lives” seems at first to serve the *ethos* of a Savior, but it is used as a premise to put forward his thesis: “saving lives and preventing mass unemployment” to reaffirm the legitimacy of his measures and actions.

48 To this end, he equates the loss of life due to the pandemic—which is at the heart of the controversy—with other factors such as unemployment, violence and hunger - a consequence of the economic situation in Brazil. In this speech, he reintegrates the problem of containment for the Brazilian economy that he explained a day before, on 30.3.2020: “Logically, life is more important than the economy, but if unemployment continues to increase violently, if we don't relax some rules now, we will have a very serious problem tomorrow and after that there will be hunger, misery, anger, depression. We don't know where this can lead.”

49 Secondly, he claims his right “to do” but also the legitimacy of the measures he intends to declare by calling for a “great pact” between the political and civil society:

I thank and reaffirm the importance of collaboration and the necessary union of all in a great pact for the preservation of life and jobs. The parliament, the judiciary, the governors, the prefects, and society.

50 In this way, he reacts to anti-discourses, including that of the Infectious Society, which called on “the Legislative and Judicial Powers [...] to take appropriate measures in the face of a genocidal discourse [to overcome the crisis], and to restore the unity of all authorities, regardless of differences [...]. Life cannot wait, [...]” (25.03.2020), thus reinstating the call for unity in his request for a pact.

5.1.2. Reconstructing authority: statements and personal credibility

51 To restore the credibility of his image, Bolsonaro tries to rebuild the populist *ethos* of the Savior that should allow him to promote his controversial thesis of the equality between life and jobs. To this end, he invokes arguments from authority. What are the specificities of his discourse in the way it constructs a culture dependent image, defends certain values and appeals to the people?

52 He projects the image of a man of action¹⁹, who is fighting the pandemic on all fronts, invested with a “mission” like a providential²⁰ man: “We have a mission: to save lives without forgetting jobs [...] We will accomplish this mission at the same time as taking care of people’s health.” The Brazilian president reinforces this image by backing it up with an institutional commitment that recalls the legitimacy of his status and duties: “at the last meeting of the G-20, we, heads of state and government, committed ourselves to protect lives and save jobs. I will therefore do it.” But he also emphasizes the future obligations that this status imposes on him: “my obligation as president extends beyond the next few months,” with the prospect of a promising future, while remaining vague: “Preparing Brazil to recovery, [...], mobilizing all our resources and energy to make Brazil even stronger after the pandemic.”

5.1.3. The role of the argument from authority in constructing an image of Savior

53 Bolsonaro relies on two instances of power “as a means of proof in support of a thesis” (Perelman and Olbrechts-Tyteca 1969 [1958]: 305): a powerful external model he respects, (this is the role model authority according to van Leeuwen 2007) : former US President Donald Trump, who fears for the US economy; and a health authority, WHO Director-General Tedros Adhanom Ghebreyesus, to whom we owe, in particular, “each and every individual matters” and whose statements will be biased and instrumentalized.

5.1.3.1. A model authority

54 Trump’s argument: “we cannot let the cure be worse than the problem itself” becomes Bolsonaro’s motto to give credibility to his statements about fighting the coronavirus and to his concern for the economy: “I repeat, the collateral effect of the measures to fight the coronavirus cannot be worse than the illness itself.”

5.1.3.2. A bias

55 *Folha de S.Paulo* 31.3.2020 will challenge his use “once again” of the WHO's D-G statements, “to support the thesis that lives and jobs must be saved”. Indeed, he chooses to bias fragments of interviews on “the need for governments to care for the poorest” with his own interpretation of the need to stop confinement measures to allow the “most vulnerable” to work. He will legitimize his position by exalting the moral values and beliefs that guide his choice: the concern for work among disadvantaged populations for whom employment would protect life, in accordance with the Brazilian socio-economic specificity that exacerbates social inequalities in times of pandemic. These values are part of a common *doxa* that he shares with his audience, and he uses them “to try to share his views with others” (Amossy 1999: 132).

This has been my concern from the start. What will happen to the street vendor, the kebab seller, the day laborer, the assistant bricklayer, the truck driver and other informal workers with whom I have been in contact throughout my public life?

56 Bolsonaro is addressing this *plebs* that he claims to be the legitimate *populus* playing the role of the entire community (Laclau 2005: 86). He therefore unifies the people by excluding one of its parts (for example, the wealthy or the middle class of which he does not speak), by a populist-type strategy which gives him the authority of a

paternalistic leader endowed with an *ethos* of sincerity and authenticity, caring for the good of the people and sensitive to its anxieties. He expresses it in the first person by evoking a people made up of informal workers who suffer from precariousness and represent Brazil from “below” (Guy Hermet 2001: 49). The figure of the Savior allows for a relegitimation of the people and for Bolsonaro’s self-legitimation in a close relationship with his *ethos* (in its dimensions of *eunoia* and *aretè*) as a vector of authority.

Conclusion

- 57 The image of the Savior, which the Brazilian president strives to build in order to be heard and obeyed, is a strategy that shapes his populist discourse of a polemical nature. We tried to show by an argumentative analysis that in response to his opponents’ strong criticism, this image, not exempt of emotional content, required reworking and readjustments in accordance with the shared values of a certain audience. The opponents of the Brazilian president have explicitly argued by giving good reasons for their refusal to acknowledge his political legitimacy; they also justified their refusal to grant consent to values they do not share, in an attempt to preserve their freedom (paraphrasing Hannah Arendt 1964). Thus, if this health crisis allows the springs of a populist discourse to be uncovered, it constitutes at the same time a test of this discourse and of its capacity to ensure the legitimacy and authority of the leader.
- 58 To that end, I have tried to analyze the discursive and argumentative construction of the image of a charismatic leader endowed with a force of conviction, an energy and a power that pretend to be at the service of the general interest. At the same time, the polemics which develops within the interdiscourse clearly shows that when the authority of the leader does not reflect a trustworthy *ethos* of credibility, his interlocutors turn into opponents and do not obey of their own free will: there is no longer obedience without coercion. The confidence that implies an “intimate conviction” of the leader’s competence and the reliability of his judgment is what gives him his authority. But this requirement must be shared by enlightened citizens; otherwise, the risk of authoritarianism is not far away.

BIBLIOGRAPHY

- Amossy, Ruth (ed.). 1999. *Images de soi dans le discours. La construction de l’ethos* (Genève : Delachaux et Niestlé)
- Amossy, Ruth. 2010 [2000]. *L’argumentation dans le discours* (Paris : Colin).
- Amossy, Ruth. 2021 [2014]. In *Defense of Polemics* (translated from the French *Apologie de la polémique* by Olga Kirschbaum) (New York: Springer, Argumentation Library)
- Amossy, Ruth. 2003. « L’Argument ad hominem dans l’échange polémique », *La parole polémique*, Declercq Gilles, Michel Murat & Jacqueline Dangel (Paris : Champion), 409-423

- Amossy, Ruth. 2022. « Construire la légitimité et l'autorité dans le discours », *Argumentation et analyse du discours* 28
- Angenot, Marc. 2013. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal : Université McGill)
- Arendt, Hannah. 1964. "What is authority?" *Between Past and Present. Six Exercises in Political Thought* (New York: Vicing Press), 91-142
- Beetham, David. 2013. *The Legitimation of Power* (London: Bloomsbury)
- Bourdieu, Pierre. 1982. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques* (Paris : Fayard)
- Brinton, Alan. 1985. "A Rhetorical View of the ad hominem", *Australian Journal of Philosophy*, 51-63
- Charaudeau, Patrick. 2011. « Réflexions pour l'analyse du discours populiste », *Mots, Les langages du politique*. [Online] <http://journals.openedition.org/mots/20534>
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Danblon, Emmanuelle. 2006. « La construction de l'autorité en rhétorique », *Semen* 21, 141-153
- Eemeren, F.H. van & R. Grootendorst. 1992. *Argumentation, Communication and Fallacies. A pragma-dialectical Perspective* (New Jersey : Lawrence Erlbaum)
- Eemeren, F.H. van & R. Grootendorst. 1992b. "Relevance Reviewed: The Case of Argumentum ad hominem", *Argumentation* 6, 141-159
- Fairclough, Isabella & Norman Fairclough. 2012. *Political Discourse Analysis* (London & N.Y: Routledge)
- Habermas, Jürgen. 1975[1973]. *Legitimation Crisis* (Boston: Beacon Press)
- Hermet, Guy. 2001. *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique (XIXe-XXe siècle)* (Paris : Fayard)
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine. 1980. *L'énonciation – De la subjectivité dans le langage* (Paris : Colin)
- Koren, Roselyne. 2019. *Rhétorique et Ethique. Du jugement de valeur* (Paris : Classiques Garnier)
- Laclau, Ernesto. 2005. *On Populist Reason* (London: Verso)
- Leeuwen, Theo. 2007. "Legitimation in discourse and communication", *Discourse and Communication* 1, 91-112
- Maingueneau, Dominique. 2008. « Les trois dimensions du polémique », *Gaudin-Bordes, Lucile & Geneviève Salvan (éds). Les registres. Enjeux stylistiques et visées pragmatiques* (Paris : Academia Bruylant), 109-120
- Maingueneau, Dominique (2000), « Analyser les textes de communication » (Paris : Nathan)
- Perelman, Chaïm & Lucie Olbrechts-Tyteca. 1969 [1958]. *The New Rhetoric. A Treatise of Argumentation*. (transl. J. Wilinson & P. Weaver). (Notre-Dame/London: Univ. of Notre-Dame Press)
- Plantin, Christian. 1990. *Essais sur l'argumentation* (Paris : Kimé)
- Plantin, Christian. 1996. « L'interaction argumentative », *Dialogue in the Heart of Europe* (Congrès de l'IADA)

- Rojo, Luisa Martín & Teun A. van Dijk. 1997. "Legitimizing the Expulsion of 'Illegal' Migrants in Spanish Parliamentary Discourse", *Discourse & Society* 8-4, 523-566
- Rosanvallon, Pierre. 2008. *La légitimité démocratique, Impartialité, réflexivité, proximité* (Paris : Seuil)
- Taguieff, Pierre-André. 2002. *L'illusion populiste : De l'archaïque au médiatique* (Paris : Berg)
- Taguieff, Pierre-André. 1997. « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel », *Vingtième Siècle* 56, 4-33
- Woods, John & Douglas Walton. 1977. « Ad hominem », *The Philosophical Forum* 8-1, 1-20

NOTES

1. All the quotations in Portuguese are translated by me.
2. "Why Brazil's COVID-19 Response Is Failing?" is a report published in *The Regulatory Review* (22.6.2020) which explains the reasons why Brazil has the second highest number of confirmed covid-19 cases, after the U.S. [Online]
<https://www.theregreview.org/2020/06/22/urban-saad-diniz-brazil-covid-19-response-failing/>
3. Tiago Ribeiro Duarte, "Ignoring scientific advice during the Covid-19 pandemic: Bolsonaro's actions and discourse", *Tapuya: Latin America Science Technology and Society* [Online]
<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/25729861.2020.1767492>
4. Francisco Ortega. "Governing covid-19 without government in Brazil. Ignorance: neoliberal authoritarianism and the collapse of public health leadership" [Online]
<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17441692.2020.1795223?src=recsys>
5. Beetham thinks that Weber's typology has proved a source of confusion because the proper status of each component of legitimacy has become obscured. I will therefore use the definitions of charisma in its populist dimension as provided by Taguieff, Rosanvallon and Charaudeau. I follow Danblon's (2006:13-25) rhetorical definition of charisma, a natural authority which relates to the degree of trust that the audience places in the speaker so that his prediction will be persuasive in his enterprise of building an effective ethos.
6. Tribune "About incarnation in politics" by Pierre Rosanvallon.
7. <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2020/03/24/leia-o-pronunciamento-do-presidente-jair-bolsonaro-na-integra.htm>
8. <https://www.gov.br/planalto/pt-br/acompanhe-o-planalto/noticias/2020/03/pronunciamento-do-presidente-da-republica-jair-bolsonaro-31-03-2020>
9. Sources: (my translation) "Coronavirus: remember what Bolsonaro has already said about the pandemic" (*Estadão* 2.4.2020 Renato Vasconcelos) and "What Bolsonaro has already done to confront measures to combat the coronavirus" (*Folha de São Paulo* 30.3.2020 Daniela Arcanjo). Two articles from Brazilian daily newspapers devoted to almost daily controversial presidential invectives and actions, since the health crisis outbreak in Brazil on March 9th, 2020.
10. On 9.3.2020 Bolsonaro said: "the destructive power of the virus has been oversized, perhaps even for economic reasons."
11. He had the rank of captain under the 1964-1985 military dictatorship.
12. *Estadão* published on 23.4.2020 a study by Ricard, J., Medeiros, J. (2020), "Using Misinformation as a political weapon: covid-19 and Bolsonaro government in Brasil". They mention "The use of *ad hominem* attacking (or promoting) decision-makers or public figures in order to delegitimize those supporting social isolation measures and [...] praise those who publicly support 'a return to normality.'" https://misiinforeview.hks.harvard.edu/wp-content/uploads/2020/04/final_brazil.pdf

13. Alexandre Marques Silva, « (Não) é só uma gripezinha: argumentação e realidade forjada nos pronunciamentos de Jair Bolsonaro sobre a covid-19 ». *Eideia* 2020, V.2. "It is (not) only a little flu: argumentation and forged reality in Jair Bolsonaro's pronouncements on covid-19" [Online]

https://www.researchgate.net/publication/344399397_Nao_e_so_uma_gripezinha_argumentacao_e_realidade_forjada_nos_pronunciamentos_de_Jair_Bolsonaro_sobre_a_covid-19

14. To name a few, the Brazilian Center for Health Studies, the Brazilian Society of Geriatrics and Gerontology, the Association of São Paulo Physicians

15. <https://g1.globo.com/politica/noticia/2020/03/25/sociedade-brasileira-de-infectologia-diz-que-distanciamento-social-e-fundamental-para-conte>

16. The Brazilian Society of Infectiology denounces presidential authority “make think”, warning that “such messages can give the false impression that social prevention measures are inadequate [school closure] and that covid-19 is similar to a mere cold, a disease with low mortality.”

17. This press release turned into an article by journalist Claudia Colluci (*Folha de S.Paulo* 29.3.2020) which is a meta-discourse faithful to the original she describes as a “manifesto”: Health organizations consider Bolsonaro's speech “intolerable and irresponsible”.

18. <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2020/03/em-novo-pronunciamento-bolsonaro-distorce-oms-e-volta-a-igualar-empregos-e-vidas-diante-do-coronavirus.shtml>

19. Image linked to the process of the “make do” authority: “I have instructed our Health Minister to spare no effort to support [...] all the states of Brazil. [...] the Economy Minister to take all necessary measures to protect, above all, the employment and income of Brazilians. And [...] the armed forces to participate in the fight against the coronavirus.”

20. “The messianic *ethos*” according to Marques Silva

ABSTRACTS

This article examines the way the Brazilian President J. Bolsonaro reinforces his legitimacy and builds his authority in a populist discourse of a polemical type, gratifying for himself while attacking his adversaries. To do so, he tries to justify his refusal of health measures and at the same time to reinforce his *ethos* as a strong leader and a Savior, in two major national speeches as well as in his reactions to the attacks. The argumentative analysis shows how his efforts collided with and responded to a counter-discourse that developed into a public controversy. The reception of his speech shows the attacks against his person and his discourse which he must confront to restore his legitimacy and rebuild his authority.

Cet article traite de la façon dont J. Bolsonaro renforce sa légitimité et construit son autorité dans un discours populiste de type polémique gratifiant pour sa personne, au détriment de ses adversaires. Pour ce faire, le président brésilien tente, dans deux allocutions nationales majeures et dans ses réactions aux attaques, de justifier son refus des mesures sanitaires, et en même temps de renforcer son *ethos* d'homme fort et de sauveur. L'analyse argumentative montre comment ses efforts se sont heurtés et ont répondu à un contre-discours qui s'est développé au sein d'une polémique publique. La réception de son discours présente les attaques lancées contre sa personne et ses dires auxquelles il doit se confronter pour rétablir sa légitimité et reconstruire son autorité mises à mal par ses détracteurs.

INDEX

Keywords: authority, interdiscourse, ethos, legitimacy, populism, polemics, Savior

Mots-clés: autorité, interdiscours, ethos, légitimité, populisme, polémique, Sauveur

AUTHOR

CLAIRE SUKIENNIK ABÉCASSIS

ADARR

Comptes rendus

Claire Oger. 2021. *Faire référence. La construction de l'autorité dans le discours des institutions* (Paris : Editions EHESS)

Keren Sadoun-Kerber

RÉFÉRENCE

Claire Oger. 2021. *Faire référence. La construction de l'autorité dans le discours des institutions* (Paris : Editions EHESS), 399 pages, ISBN : 978-2-7132-2903-9

- 1 L'ouvrage de Claire Oger *Faire référence* entend revenir sur la notion d'autorité en se focalisant sur les discours institutionnels. L'ambition principale de l'ouvrage étant de distinguer le « discours d'autorité » du « discours autoritaire », Oger esquisse d'abord les contours des discours dits « d'autorité ». Or, cette notion centrale dans les domaines tant des sciences sociales que des sciences du langage s'avère ambiguë et lacunaire. Elle l'est tout particulièrement dans le champ de l'analyse du discours, et c'est cette lacune que l'auteure tente de combler.
- 2 L'ouvrage est intéressant en ce qu'il montre plusieurs visages de l'autorité qui se manifestent sous forme de discours : du lien que l'autorité entretient avec la personne jusqu'à son ancrage dans le discours, autant de perspectives pour appréhender le sens d'une notion floue et multiforme. Mais si souvent le traitement de la question se concentre sur la figure personnelle de l'autorité ou sur son incarnation dans une personne, dans l'ouvrage présent l'accent est mis sur les liens tissés entre l'autorité impersonnelle et la personne ; tantôt cette dernière est mise en avant et tantôt elle s'efface derrière des pratiques discursives pour accentuer un consensus (ou neutraliser un dissensus). La recherche sur la construction de l'autorité se focalise ainsi exclusivement sur le discours des institutions, qui s'avère un vaste domaine exerçant une influence considérable sur les citoyens. Une influence qui s'exerce insidieusement

dans un vaste ensemble de textes allant du discours administratif et bureaucratique, en passant par la communication numérique faussement comprise comme dépourvue de formes d'autorité parce qu'égalitaire (écriture encyclopédique en ligne, Wikipédia), mais aussi par des textes en quête de vérité, du moins en apparence (discours scientifiques et discours d'experts), et jusqu'aux textes normés de communautés internationales travaillant à éviter tout conflit politique. Cet ouvrage complexifie ainsi le concept et le décline dans ces diverses manifestations. Si à première vue, l'autorité nous semblait un concept familier doté d'une définition communément partagée, et tout particulièrement dans le domaine de l'analyse du discours, Claire Oger réussit à dissiper cette illusion de fausse évidence.

- 3 Le concept se décline et se réfracte dans plusieurs directions, abordées dans les neuf chapitres qui composent le livre. Tout d'abord, il s'agit de définir l'autorité, en faisant le tour de la question avec les grandes références qui l'ont abordée (Arendt, Weber, Kojève, Habermas) et l'étude de ses manifestations dans le discours (*ethos*, autorité en argumentation). L'ouvrage tente donc de dégager les éléments constitutifs qui permettent de proposer une définition claire et englobante de l'autorité : surcroît de légitimité, garant d'une crédibilité, position de surplomb symbolique, dissymétrie des positions.
- 4 L'autorité, selon Oger, est bien un concept distinct de termes proches, comme ceux de légitimité, de crédibilité, ou encore de domination et de pouvoir, dont elle précise le sens en accord avec le conseil important d'Arendt dans « Qu'est-ce que l'autorité » (1954), à savoir la nécessité de se mettre d'accord sur les sens des termes pour mener à bien des débats en démocratie.
- 5 Le deuxième chapitre évoque diverses formes de l'autorité allant de celle de la personne jusqu'à celles qui se font jour dans l'effacement énonciatif, et qui seront développées par la suite. Loin de se limiter à l'autorité dans son rapport à la personne, qui est la tendance dominante de la réflexion, Oger montre que des formes effaçant l'individu au profit d'une fonction doivent paradoxalement mais à juste titre être également considérées comme des formes d'autorité. Et en effet, quand on aborde des notions relatives à l'autorité personnelle, comme celles d'*ethos* ou d'argument d'autorité, il est clair que la personne et la fonction entretiennent des liens inextricables et qu'une distinction tranchée entre les deux est impossible. On trouve là une réponse convaincante à ceux qui cherchent à opérer entre elles une distinction nette.
- 6 Un phénomène qui mériterait pourtant une mention serait la dégradation de l'image d'une personne à la suite de scandales (avérés ou montés de toutes pièces), qui constituent un élément caractéristique du discours politique (van Dijk, « What is Political Discourse Analysis? », 1997) et qui suscitent par conséquent la méfiance des citoyens dans les institutions politiques et autres (Myriam Revault d'Allonnes, *La crise sans fin*, 2012). Cette méfiance et l'atteinte à l'image personnelle de la personne politique ainsi qu'à l'image collective de toute une catégorie sociale appelle à rétablir la confiance, sans quoi son autorité se trouve ébranlée. Dans ce sens, il y a une articulation de l'autorité et de la réparation de l'image de soi qui concerne de façon inhérente la construction d'autorité et demande à être prise en compte.
- 7 Ensuite est abordé le sujet de la fabrication de textes écrits et de la véracité des énoncés (et de la responsabilité de leur mise en circulation) à partir du Moyen Age jusqu'à l'ère numérique. Les chapitres sur le sujet (troisième et quatrième) éclairent les

liens qu'entretiennent certaines notions associées avec l'autorité, telles que l'*auctoritas*, l'auteur, la responsabilité, l'authenticité, le garant et la vérité. L'auctorialité qui change de forme depuis le Moyen Age jusqu'à notre ère peut s'incarner dans l'écriture encyclopédique en ligne, comme dans le cas de Wikipedia, qui en apparence procède par la diffusion des connaissances à l'horizontale (tout le monde est à même, en apparence, d'éditer les entrées) mais en réalité, instaure une nouvelle forme d'autorité provenant des fonctions éditoriales.

- 8 Ces phénomènes évoquent des questions extrêmement pertinentes aujourd'hui sur l'ébranlement du statut des connaissances, sur le statut de l'auteur par rapport à celui de l'éditeur, etc. En outre, se pose la question de l'autorité d'un énoncé ou d'une petite phrase qui circulent dans les médias. Qui est le garant de leur véracité ? Quels rapports entretiennent l'auteur d'un texte et celui qui en est le garant ? Ces questions font partie de la veine critique de l'ouvrage qui porte sur des « usages réactionnaires » de l'autorité et des « fausses évidences » (12). Cette visée qui permet aux lecteurs une meilleure compréhension de l'usage (et mésusage) de l'autorité et de sa construction dans le discours répond au besoin croissant et crucial d'une pensée critique à l'ère des *fake news*, de la remise en cause de l'autorité « légitime », et des théories conspirationnistes. Si Alexandre Kojève affirme que toute autorité est une autorité reconnue (*La notion de l'autorité* 2014 : 61 ; c'est l'auteur qui souligne), soit que l'autorité sans légitimité est un oxymore, Oger montre au contraire qu'un discours peut se présenter comme « d'autorité » (ayant recours à des éléments discursifs, étant dans une conjoncture qui favorisent cette apparence), alors même que sa légitimité n'est pas garantie ou pleinement justifiée. En d'autres termes, il est vital d'examiner les méandres (et les enjeux cachés) d'un discours qui revêt les apparences de l'autorité pour pouvoir évaluer sa légitimité. En développant ce point de vue, cet ouvrage apporte une contribution indéniable à une question de société brûlante.
- 9 La discussion sur le discours scientifique, et en particulier sur l'écriture de recherche (cinquième chapitre), constitue un modèle. Oger montre les modalités selon lesquelles l'autorité fait partie intégrante et inhérente de la construction des savoirs et de la recherche de la vérité dans ce type de discours. Ce champ et ses enjeux soulèvent, parmi d'autres, des questions sur la prétention à l'objectivité des discours produits, sur la place que l'argumentation y occupe, sur l'attribution de la charge de la preuve et la question de la fonction de l'éditeur versus l'auteur.
- 10 Le discours des experts est présenté comme un cas de parole performative (chapitre 7 et 6 respectivement). En reprenant la polémique qu'a suscitée Pierre Bourdieu en réaction à la thèse de John Austin, Oger rectifie les imprécisions qui sont restées ancrées dans les esprits : la performativité doit être considérée dans sa visée (les actes illocutoires) et non forcément dans ses effets (les actes perlocutoires). C'est dans cet espace que l'on peut repérer un discours d'autorité, qui appelle l'adhésion. Le discours d'experts est considéré comme un discours performatif. Pourtant le jugement technique ne s'en tient pas à ce plan et tend à être mobilisé à des fins politiques et idéologiques, car l'expert est nommé et autorisé par quelqu'un ou par quelque institution, en fonction d'enjeux divers et variés (instaurer une norme, constituer des catégories qui forment un cadre de pensée, et qui peuvent être instrumentalisées par le politique, etc.). Si l'image de l'expert implique généralement une posture de neutralité, Oger mentionne un modèle parmi les trois qu'elle présente, qui consiste en un expert engagé libéré de cette exigence – ce qui ramène de nouveau dans l'équation « la

personne » et non pas seulement la « fonction ». Le recours à l'expert est en général utile pour minimiser et neutraliser les controverses, pour permettre de trancher sur un sujet ; il n'en sert pas moins, délibérément ou non, une idéologie.

- 11 Si l'expert a coutume d'utiliser un jargon spécialisé qui constitue un gage de ses connaissances et de ses capacités professionnelles, le discours des institutions exige, quant à lui, un langage plus neutre. Or, cette neutralité apparente est le fruit d'un travail de construction discursive, orchestrée et intentionnelle, visant à favoriser la cohésion et la confiance d'une communauté. L'exemple pris par Oger est le genre épideictique qui tend à réunir une communauté autour de valeurs partagées. Il s'agit de réduire les conflits et les dissensions au sein des discours institutionnels afin d'accroître l'adhésion. A ce stade, le rapprochement entre ce discours d'autorité et l'idéologie s'impose. La cohésion et la minimisation des mésententes sont rendues possibles par la « neutralisation discursive », notion proposée par Roland Barthes, et traitée dans le huitième chapitre qui en énumère un bon nombre de procédés : aphorisation, effacement de conflits, formules, assertions dogmatiques, apparence de naturel, etc. C'est par cette neutralisation discursive que le discours des institutions cherche à réduire les désaccords, qu'il se donne comme le gardien de l'« intérêt général » et d'un ordre social soi-disant accepté par tous, asseyant ainsi l'autorité des discours institutionnels. Oger répond de la sorte aux questions critiques soulevées au début de l'ouvrage, en montrant les mécanismes de neutralisation discursive qui font des discours institutionnels un terrain où tout à la fois se reproduit et se dissimule une idéologie. Leur repérage subtil fait prendre conscience du phénomène et permet au lecteur lambda une meilleure compréhension à la fois de la manière dont il se met en place, et de la manière dont lui-même devient la proie de ces discours.
- 12 Enfin, le neuvième chapitre, traite directement de la différence entre les deux sortes de discours : le discours d'autorité, en tant que discours qui vise à faire autorité, et le discours autoritaire, qui vise à « réduire au silence ». Oger admet la difficulté de distinguer de façon tranchée les modalités discursives qui les séparent, dans la mesure où les discours d'autorité utilisent des mécanismes qui réduisent la capacité des citoyens à penser en ce qu'ils visent souvent à susciter l'adhésion par un évitement intentionnel des divergences et des mésententes. La capacité à réduire au silence propre au discours autoritaire s'exerce surtout dans des pratiques extra-discursives incluant des procédés de menaces sur la vie, de terreur et de violence physique.
- 13 Soulignons, à ce stade, les aspects novateurs du travail d'Oger dans le domaine de l'analyse du discours. Tout d'abord, l'ouvrage présente un riche aperçu des formes diverses de l'autorité impersonnelle dans les discours institutionnels, appuyé sur un vaste ensemble de travaux sur le sujet. C'est la perspective discursive qui est le prisme choisi par Oger, et cela avec raison : la dimension discursive fonde en effet l'autorité dans le discours ; elle constitue « la clé de son fonctionnement » (13). C'est ce qui confère à l'ouvrage sa singularité dans le lot des livres sur le sujet, surtout par rapport aux publications qui relèvent du domaine des sciences politiques et de la sociologie. Cependant l'ouvrage ne se borne pas à puiser dans les ressources que lui fournissent les études du discours, mais élargit la perspective en dialoguant avec des théories empruntées à divers domaines – sciences politiques, sociologie, philosophie en même temps que rhétorique et analyse du discours. Cette approche interdisciplinaire dans laquelle les différents champs de savoir entretiennent des relations (Charaudeau 2010 : 18), est enrichissante pour le traitement de l'autorité, qui est en effet à la croisée des

domaines du langage, de la rhétorique et de l'argumentation, de la sociologie, de la science politique et de la communication. La prise en compte d'un ensemble de perspectives rend compte de la complexité à la fois du concept et des modalités selon lesquelles il se manifeste en discours. Bien plus, les lacunes qui subsistent dans les définitions existantes au sein des disciplines du « discours » (l'analyse du discours, la rhétorique) peuvent ainsi être complétées par les propositions puisées dans d'autres domaines.

- 14 L'ouvrage offre en outre une sorte de boîte à outils en décrivant les mécanismes qui permettent la construction de l'autorité dans le discours. Semblable lucidité sur les outils potentiellement utilisés afin de susciter l'adhésion ou l'obéissance est essentielle pour encourager la pensée critique. Il ne s'agit donc pas seulement de fournir des instruments mais, au-delà, d'inviter à questionner les moyens utilisés, à problématiser la véracité des propos, de leur source, du garant du discours, de celui qui en est le responsable, de l'utilisation des experts, de l'ensemble des moyens à l'aide desquels l'idéologie est dissimulée, et les conflits escamotés – autant de questions qui semblent essentielles dans une période où se multiplient les multiples fausses informations qui se donnent pour des évidences.

- 15 Il faut ajouter qu'un apport essentiel réside dans l'élargissement de la réflexion au-delà de l'argument d'autorité (nommé chez Oger « autorité par argumentation »). En effet, dans le domaine de la rhétorique, les travaux de référence, comme l'étude monumentale de Marc Angenot (*Rhétorique de la confiance et de l'autorité* 2013) se focalisent plutôt sur l'argumentation et l'« argument d'autorité », en se fondant sur la confiance octroyée aux énoncés qu'on rapporte à une personne dotée de prestige. Il en va de même pour la définition de l'autorité rédigée par Christian Plantin dans le Dictionnaire d'Analyse du Discours (Charaudeau et Maingueneau 2002) qui se concentre plutôt sur l'argument d'autorité ou l'autorité en argumentation. Oger en revanche tente de dépasser la notion d'argument. Elle dépasse en même temps le reproche courant à l'encontre de l'argument d'autorité qui fait reposer l'acceptabilité des propos sur une personne si bien que la connaissance passe par la médiation d'autrui (Angenot, 2013 : 25), : son ouvrage montre la complexité des enjeux qui s'entremêlent dans la construction de l'autorité, en l'examinant aussi bien l'argumentation que dans des conditions socio-discursives renvoyant à la fois à la personne et à sa fonction.

- 16 Un apport supplémentaire, en lien direct avec le précédent, réside dans la prise en compte des évolutions techniques qui ont eu une influence déterminante sur les transformations des différentes formes de l'autorité. Un fil rouge passe à travers les chapitres où on suit une évolution à partir de l'autorité royale dans sa dualité entre personne et position (chapitre 2), en passant par l'autorité de l'auteur avec l'invention de l'imprimerie, de la célébrité et de la revendication de paternité d'inventions individuelles que cela accorde (chapitre 3), ainsi que la perte d'autorité subie par certaines institutions à la suite de ces innovations. Ainsi, bien que la perspective de l'ouvrage soit celle des domaines du discours, elle lie les évolutions de la notion d'autorité en discours au monde matériel qui les a engendrées. Dès lors, l'AD est ancrée dans la matérialité du discours mais n'y est pas confinée ; au contraire, elle est pensée dans un ensemble où elle est ancrée dans un écosystème qui influe tout particulièrement sur les formes d'autorité et le discours qui les soutient et les manifeste. Dans les discours des institutions, ces visages impersonnels, paradoxe interne, persistent à faire autorité et à agir subtilement sur les esprits dans les discours.

- 17 Quant à l'obéissance, le trait considéré comme constitutif de l'autorité dans les définitions courantes, Oger propose de la nuancer dans une perspective qui repose moins sur la violence que sur la capacité à faire adhérer. L'espace dans lequel l'autorité s'exerce s'inscrit, selon elle, entre l'adhésion à un discours et l'obéissance qu'elle exige. Les discours d'autorité sont alors définis comme « ceux qui ont de grandes chances d'être obéis, crus, ou suivis d'effet » (49 ; c'est l'auteure qui souligne). Cette définition implique l'obéissance qu'un discours d'autorité est censé susciter chez celui qui l'écoute. Le discours d'autorité appelle à la fois l'obéissance, la croyance et l'agir, trois effets différents qui sont abordés sous différents angles, même si la signification de chacun de ces concepts pourrait être davantage développée (ce que fait Marc Angenot pour le concept de « croyance », 2013 : 32). Un discours qui provoquerait uniquement l'obéissance sans être cru relèverait du « discours autoritaire » et non « d'autorité ». Oger apporte là une mise au point importante pour la distinction entre les deux types de discours, qu'on tend souvent à confondre.
- 18 Une question demeure cependant par rapport à la distinction entre la notion d'autorité et celle de légitimité. Cette dernière est définie par Oger comme « capacité ou droit reconnu à s'exprimer » (36). Pourtant, tout au long de l'ouvrage, la notion d'autorité comme capacité à faire adhérer, à faire croire et à faire obéir, semble parfois se confondre avec la légitimité (capacité ou droit reconnu à s'exprimer en tant qu'expert, par exemple). Ce lien de parenté entre autorité et légitimité, déjà fortement manifeste chez Max Weber (*Essays in Sociology* 1946), semble toujours poser problème, et les deux notions (et les procédures qui les construisent en discours) restent quelque peu entremêlées. La tentative de distinguer les deux est d'ailleurs l'enjeu majeur du numéro 28 d'*Argumentation et Analyse du Discours* dans lequel ce compte rendu est publié.
- 19 Enfin, le concept d'autorité nous est imposé quotidiennement dans des discours institutionnels, sans que nous en soyons conscients. Cet ouvrage impressionnant dans son traitement d'une multitude de travaux sur le sujet dans diverses perspectives nous donne des outils pour penser les manières dont l'autorité s'impose ainsi que sur les effets qu'elle produit. La connaissance de ces « mécanismes » et la compréhension des effets produits sont précieuses à la fois pour les chercheurs en rhétorique, en analyse du discours ou en communication, et pour les enseignants et transmetteurs de savoirs et de savoir-faire ; mais ils le sont aussi pour les citoyens. Ce dernier point est important même si ce compte rendu est publié dans une revue scientifique et spécialisée : il est crucial de fournir au citoyen d'aujourd'hui les outils qui lui permettent de développer une pensée critique par rapport au monde qui l'entoure, et cela d'autant plus qu'il agit de plus en plus sous l'influence des *fake news*. C'est l'ambition réussie de cet ouvrage qui aborde des questions essentielles : Comment et par quels mécanismes une institution, une collectivité, construit-elle une voix qui se manifeste au travers du discours ? Comment ces discours permettent-ils d'esquiver conflits et désaccords ? Enfin comment l'évitement d'un conflit aboutit-il à l'« évidement du politique » et à l'escamotage de questions brûlantes qui se posent à la société ?

AUTEURS

KEREN SADOON-KERBER

Université de Tel-Aviv, ADARR

Musolff, Andreas, Ruth Breeze, Kayo Kondo & Sarah Vilar-Lluch (éds). 2022. *Pandemic and Crisis Discourse* (London: Bloomsbury)

Jürgen Siess

RÉFÉRENCE

Musolff, Andreas, Ruth Breeze, Kayo Kondo & Sarah Vilar-Lluch (éds). 2022. *Pandemic and Crisis Discourse. Communicating Covid-19 and Public Health Strategy* (London: Bloomsbury), 495 pages, ISBN : 9781350232693

- 1 Cet ouvrage collectif impressionnant qui réunit des chercheurs de nombreux pays se propose d'examiner la gestion discursive de la Covid-19 dans différentes communautés nationales et culturelles à travers le monde, en se fondant sur les réflexions critiques soulevées dans les débats publics. Les contributions portent principalement sur l'*agenda setting* (la programmation), la catégorisation et la métaphorisation de la maladie et des réponses apportées par l'administration à la pandémie, et l'empathie ou le manque d'empathie dans le secteur médical et les institutions publiques concernées. La méthode dite « historico-discursive » (une branche de la Critical Discourse Analysis qui renvoie à Reisigl et Wodak 2009), soucieuse d'intégrer les analyses linguistique, sociologique et historicisante, est ici reprise pour l'étude de corpus de textes, avec une attention particulière à la matérialité langagière. Les différents articles empruntent cependant aussi à d'autres méthodes, comme la linguistique systémique fonctionnelle et la théorie cognitive de la métaphore.
- 2 On retiendra d'emblée trois caractères distinctifs dans l'ensemble du recueil. (1) Le discours est considéré comme performatif et interactif (il ne saurait être réduit à la lettre—au sens de *character*—lue ou entendue). (2) On relève dans plusieurs contributions les éléments à retenir dont les lecteurs et lectrices du livre peuvent dans une certaine

mesure profiter pour leur propre comportement dans cette période de crise sanitaire (3) Divers auteurs conduisent une analyse comparative en traitant de la gestion de la pandémie dans deux ou plusieurs pays.

- 3 A la question de la définition et de la catégorisation de la pandémie s'ajoutent celle du rapport entre gouvernements et experts d'un côté, et public de l'autre (sans oublier le rapport entre gouvernants et experts), ainsi que la question des métaphores qu'on peut relever dans les discours officiels et les différents médias – métaphore de la guerre ou encore de la marchandise (référant au virus). Un sujet traité de prime abord est le discours de l'autorité (Première Partie). Sont traités ensuite le discours de la gestion de la crise (II), la « militarisation » du discours (III), les aspects négatifs de la communication de la Covid-19 en général (IV) et enfin l'aspect positif de la communication entre médecins et patients (V). Le but ultime formulé dans l'Introduction est de relever les tendances majeures de l'expérience que fait le public et d'esquisser des scénarios plausibles des développements à venir de la crise.
- 4 Ne pouvant ici rendre compte de l'ensemble des 26 chapitres, je vais traiter principalement de ceux qui, à mon avis et toute proportion gardée, contiennent quelque chose de saillant. Je m'arrêterai plus longuement sur les analyses comparatives qui me semblent particulièrement intéressantes : D. Tay (chap. 1), Papamanoli et Kaniklidou (chap. 3), Daniel Weiss (chap. 4), Sara Vilar-Lluch (chap. 10), Mariana Neagu (chap. 14) et Baider et Constantinou (chap. 16). Notons que les chapitres 1, 3 et 4 font partie de l'ouverture du volume qui part de la question « Qui définit ce qu'est une pandémie ? », et que la comparaison est un important élément méthodologique depuis le début.
- 5 Dans « Covid-19 press conferences across time : WHO vs. Chinese Ministry of Foreign Affairs », Dennis Tay confronte les conférences de presse de l'OMS à celles du Ministère des Affaires étrangères chinois entre janvier et mai 2020. Selon l'auteur, l'institution médicale internationale a plus d'impact et paraît plus authentique que l'office national chinois. En revanche, celui-ci se distinguerait par son caractère analytique. Tout en prétendant mériter une résonance globale grâce aux analyses fournies, le discours chinois, à la différence du discours de l'organisation mondiale, n'est pas neutre idéologiquement. Ainsi, dans le langage employé par l'OMS les variables temporelles sont partie intégrante de l'arrière-plan (*background*) examiné, tandis que dans les conférences de presse du Ministère chinois les choix langagiers tendent à construire des événements d'arrière-plan, l'analyse négligeant les variables temporelles. On décèle dans le discours du Ministère chinois un présupposé qui oriente l'analyse, une approche déductive qui ne tend pas à la neutralité. Un petit bémol : pourquoi, pour confronter l'OMS avec un office gouvernemental, l'auteur n'a-t-il pas choisi un corpus relevant du Ministère de la Santé ?
- 6 Dans « Covid-19 representations in political statements », Alexandra Papamanoli et Themis Kaniklidou analysent les déclarations prononcées par des leaders politiques à travers le monde en mars 2020 (et reprises par le *NYT* online). Le but est de contribuer à une meilleure compréhension des rapports entre les pratiques discursives (ici le discours politique qui s'appuie sur le discours médical) et le contexte socio-politique (gestion de crise et rapport institutions officielles – public) (Van Dijk 1998). La prémisse des auteures est qu'on peut élucider la fonction des représentations culturelles projetées dans le discours politique en examinant de près les métaphores et les narratifs qui y sont insérés. Elles relèvent ainsi les métaphores de l'inimitié et de la

vitesse et les narratifs de l'individu responsable par rapport à la santé publique, d'un côté, et du citoyen réclamant le respect de la démocratie et des libertés garanties par elle, de l'autre côté. Dans la plupart des pays la Covid-19 est considérée par les politiciens ou comme ennemi de l'État ou comme urgence nécessitant des restrictions majeures (à prendre très rapidement). Les auteures relèvent cependant une différence entre l'Orient et l'Occident. Ainsi à Hong Kong ou à Taiwan on met l'accent sur le combat gagné dans le passé (expérience du SARS), ce qui fait que le public répond rationnellement à un état d'urgence conçu comme provisoire. En revanche, le discours des gouvernants occidentaux est marqué par la menace et ou par un état d'urgence dont la durée est incertaine (ouvrage de référence : Powers et Xiao, *The social construction of SARS*, 2008).

- 7 Daniel Weiss confronte le discours officiel en Bélarus et en Russie, dans « How autocrats cope with the corona challenge ». Le premier argument de Loukashenko contre le confinement était la protection de l'économie ; par ailleurs il s'appuyait sur la « sagesse populaire » en faisant abstraction de l'expérience faite dans d'autres pays. Sous la pression de l'évolution de la crise il a dû cependant consentir à des restrictions, tout en dissimulant la gravité de la crise. Poutine, au contraire, a pris la crise au sérieux depuis le début, en se référant à la politique d'autres pays. Son discours était formel, catégoriel, peu métaphorique : il ne cédait pas au langage populiste chéri par Loukashenko, et contrairement à Macron ou Johnson il ne recourait nullement à la métaphore de la guerre. Les deux autocrates ont en commun une perte de crédibilité dans les premiers temps ; Poutine a cependant réussi par la suite, grâce à une stratégie prudente, à rehausser son image et à restabiliser son pouvoir. En Bélarus la crise sanitaire a dû être reléguée au second plan dès lors que le soulèvement du peuple contre l'autocrate a occupé le devant de la scène. Finalement les deux leaders ont présenté leur gestion de la crise comme un succès, mais sans donner de chiffres (taux d'incidence, hospitalisation, mortalité) à l'appui. Pour obtenir une image plus réaliste, Weiss se réfère aux réseaux sociaux des deux pays, dans lesquels on trouve, pour certaines régions, l'évocation d'une situation catastrophique. En Bélarus les réseaux sociaux pointent le caractère idéologique du discours officiel qui selon l'auteur est ici plus marqué qu'en Russie.
- 8 Sara Vilar-Lluch, dans « Social reactions to a new health threat », confronte un corpus de commentaires rédigés en Grande-Bretagne avec un corpus espagnol : quelles sont les réactions des participants aux forums à des articles sur la crise sanitaire publiés en ligne ? Bien que la menace que représente le virus soit commentée à part égale par les deux groupes, des différences importantes sont observées. Les Britanniques considèrent l'épidémie comme dangereuse dès le début, les Espagnols prennent la Covid-19 pendant un certain temps à la légère. Ceux-ci restent optimistes concernant l'attitude face à la crise et sont plutôt méfiants par rapport aux instances officielles, tandis qu'en Grande-Bretagne on se montre plutôt confiant envers la politique gouvernementale. Ici on est préoccupé davantage par les retombées sur la situation économique, aussi l'auteure trouve-t-elle un parallèle de cette préoccupation dans l'emploi des métaphores qu'elle relève dans les commentaires. Si dans les deux groupes on peut relever des métaphores militaires, les internautes britanniques se distinguent cependant par une conception du virus comme marchandise et des individus comme distributeurs. Vilar-Lluch analyse la décision de confiner la population comme un tournant également sur le plan discursif : dans les deux groupes la Covid-19 n'apparaît plus comme un ennemi venu de l'extérieur mais comme une menace venant de

l'intérieur du pays. Comme les Britanniques, les Espagnols sont eux aussi préoccupés moins par la crise sanitaire que par les conséquences qui en découlent. Chez les premiers, ce sont les craintes concernant le marché du travail qui prédominent, tandis que les Espagnols appréhendent plutôt la menace sur les libertés. L'auteure relie les différences dans le discours développés par les uns et les autres au contexte socio-culturel, à l'attitude et aux comportements de chacun des deux groupes par rapport au pouvoir politique et à la conception de la vie qui caractérise chacune des deux communautés.

- 9 Mariana Neagu, dans « Metaphoric framing of fighting Covid-19 », vise à analyser les choix langagiers faits dans des déclarations portant sur la pandémie dans deux contextes politiques et culturels différents, la Roumanie et la Grande-Bretagne. Elle s'inspire de la méthode du *framing*, de la « mise en perspective d'aspects particuliers » repris d'un savoir de base (*background knowledge*) qui produisent « certaines attentes et résultats sur le plan de la communication et de l'action ». Elle y ajoute un autre aspect, à savoir le parti pris (*bias*) relié à une orientation politique particulière. Parmi les choix langagiers qu'opèrent les deux chefs de gouvernement, Iohannis et Johnson, l'auteure donne la priorité à la métaphore qui selon elle permet précisément de relever le rapport entre parti pris et résultat escompté. En d'autres termes, la métaphore est la figure où est inscrite la mise en perspective « d'enjeux particuliers situés dans des contextes particuliers », l'enjeu étant ici la Covid-19, le contexte étant le système sanitaire et politique de chacun des deux pays. Chez les deux orateurs, elle relève des métaphores militaires – la guerre et l'ennemi invisible, en précisant que la métaphore de la guerre peut susciter la peur mais qu'elle peut également être choisie pour motiver l'auditoire à changer d'avis ou à agir. Des métaphores qui diffèrent sont (entre autres) celle du feu et celle de la famille (européenne) chez Iohannis, celles du tunnel (sous la Manche) et de la feuille de route chez Johnson. Pour le chef de gouvernement roumain l'idée du défi et celle de la solution à trouver d'un commun accord sont prégnantes, pour le leader britannique l'idée prioritaire est celle de la stratégie à suivre par gouvernants et gouvernés. Neagu relie l'orientation de chacun des deux politiciens au contexte géopolitique et culturel d'une part, et à l'expérience individuelle de chacun des deux locuteurs d'autre part. Elle décèle une orientation isolationniste chez Johnson (pour lequel le Brexit est une expérience marquante) et une orientation unioniste chez Iohannis.
- 10 Dans « Comparing Slovenian and Italian Media Discourse » (chap. 21), Vesna Mikolic analyse des articles de journaux consacrés à la pandémie dans une perspective linguistique proche de la *Critical Discourse Analysis* (Fairclough, Wodak). L'auteure examine la stratégie discursive du discours journalistique dans les deux pays, en prêtant une attention particulière aux modificateurs d'intensité et aux métaphores. Dans les éléments qui accompagnent un autre élément et en changeant le sens, elle relève des pronoms comme *questo* (ceci), des conjonctions adversatives comme *ma* (mais), des particules comme *anche* (aussi) – pour ne mentionner que le corpus italien. Dans le corpus slovène, elle recense plus de modificateurs¹ que de termes (dans le corpus italien, c'est l'inverse), et en infère que le discours des journalistes slovènes est évaluatif et émotionnel, tandis que le discours des Italiens est formel et professionnel (on trouve ici beaucoup plus de termes médicaux que dans les articles des Slovènes). Les Italiens attachent de l'importance aux sources professionnelles, tandis que chez les Slovènes les sources gouvernementales prédominent. Quant aux métaphores, Mikolic relève dans les deux corpus celles venant du domaine militaire et du domaine

climatique, le discours du Premier Ministre Conte se distinguant par l'emploi de « métaphores plus picturales » telles que boussole ou zone rouge. L'analyse mène l'auteure à la conclusion que dans ces deux corpus la *doxa* est infirmée : ici le style italien n'est pas émotionnel, ici le style slovène n'est pas rationnel ni litotique (comme on pourrait le penser).

- 11 Un chapitre particulièrement intéressant est « Are healthcare political responses gendered? » écrit par Fabienne Baider et Maria Constantinou. Les auteures se proposent de confronter les discours de deux dirigeants (de la France et la Grèce) et de deux dirigeantes (du Danemark et de l'Allemagne). Elles font ressortir les similarités (mots-clés tels que solidarité, santé ou science), avant de relever les différences dans la mesure où un trait de « style » considéré comme masculin ou féminin apparaît (style dans le sens d'un choix sémiotique relié au contexte culturel). Elles notent cependant que le trait générique (masculinité/féminité) est un facteur parmi d'autres qui le recoupe – tels que l'appartenance à un parti politique, le style personnel, le choix de la manière de gérer la crise. Parmi les métaphores stéréotypées elles notent la force (trait masculin) *versus* la solidarité/compassion (trait féminin) ; comme les traits choisis font partie de la stratégie discursive, Macron ou Mitsotakis peuvent parler de solidarité, Merkel de combat, et Frederiksen de fierté. Sur un autre plan, Merkel peut favoriser la rationalité, en donnant une importance moindre à l'émotion (ici intervient, selon les auteures, la variable « style de la scientifique »). Chez les cheffes les métaphores militaires (prégnantes dans le discours des deux hommes) sont absentes, et si Merkel insiste sur les règles à respecter, c'est un élément devant intégrer une coopération à part égale entre gouvernants et gouvernés. Macron, au contraire, valorise l'obéissance du peuple qu'il met en regard avec les bienfaits qu'il veut lui assurer. Ainsi Baider et Constantinou montrent comment les métaphores servent dans le discours politique d'« outils rhétoriques » susceptibles d'influencer le public, en prêtant une attention particulière aux traits génériques.
- 12 Plusieurs chapitres traitent des implications idéologiques du 'discours de pandémie' (si l'on accepte ce terme qui induit l'hypothèse qu'il existe des traits discursifs communs en dépit des différences culturelles). Ainsi on décèle une orientation idéologique dans le discours officiel de Hong Kong (Xie Pan et Zhuban Chen) ou de celui de la Chine (Yating Yu ainsi que Ho et Chiang), dans le discours de Trump (Wang et Catalano) ou des autorités de l'Inde (Aaqib Khan) ou encore dans le discours officiel de la Serbie (Silaski et Durovic). Distinguons ici le chapitre rédigé par Andreas Musolff (le maître d'œuvre de ce volume), « “War against Covid-19” » qui est consacré à la gestion de la pandémie en Grande-Bretagne. L'auteur analyse les différentes phases de cette gestion en s'appuyant sur un corpus de déclarations de politiciens et d'experts médicaux. Il montre qu'une métaphorique militaire est suivie, dans un deuxième temps, par celle de la maîtrise et de la compétition lorsque Johnson prête une supériorité technologique à la nation britannique par rapport à l'Union européenne. La prétention de mériter la confiance de la population et de croire à la promesse de vaincre l'« ennemi » (la Covid-19) est rejetée par les experts qui concluent à un échec. Musolff en induit que la déception face à l'espoir dé trompé d'une « victoire » comporte le risque de saper le moral de la population et de se voir confronté à un refus d'accepter des « mesures anti-Covid ». On pourrait ajouter : de perdre la face par rapport aux pays européens dont la Grande-Bretagne s'est séparée. On a ici un exemple convaincant d'utilisation du *framing*

pour une analyse des métaphores telles qu'elles apparaissent dans le discours mené à moyen ou à long terme.

- 13 Passons à présent à des études linguistiques dont deux proposent une analyse sémiotique de textes qui intègrent des éléments visuels-picturaux : le chapitre « “Covid Warriors” : the use of metaphors in children’s books » rédigé par Maria Muelas-Gil et le chapitre « Coronavirus in the linguistic landscape » par Mundt et Polzenhagen.
- 14 Maria Muelas part de la prémisse que les métaphores sont persuasives et explicatives à la fois. Elle entend vérifier qu'elles ont notamment une grande force de persuasion en examinant la littérature enfantine qui traite de la pandémie à ses débuts (de mars à mai 2020). Elle choisit une approche « cognitive et sociolinguistique » pour analyser dix livres illustrés (en langue anglaise, publiés dans différents pays), dans lesquels elle relève les métaphores textuelles et visuelles-picturales. L'auteure recense trois types de métaphores, 1. le combattant (dans les deux sens : agressant ou se défendant), 2. Le « contenant » (le corps devant protéger son intérieur), 3. le voyageur (dans deux sens opposés : virus se propageant vs enfant se déplaçant). Dans les illustrations on trouve quelques parallèles : de (1) avec un ring de boxe et une formation d'avions militaires (également 3.a) et de (3.b) avec un avion touristique. S'y ajoutent – dans les illustrations – de jeunes animaux jouant et une famille attablée. L'auteure relève la fréquence des mots-clés choisis par les auteurs à l'intention du jeune public et leur « modélisation » métaphorique. Le plus grand nombre d'occurrences (142) est recensé pour *Covid-19* (Corona/virus), de loin suivis par *family* (18) et *child/you* (15). La Covid-19 est modelisée 95 fois (apparaissant comme guerrier, voyageur, etc.), « tu » 14 fois, la famille deux fois, l'enfant une fois. Le virus occupe donc le devant de la scène : tout est situé par rapport à lui, il a l'allure d'un héros aux traits négatifs (renforcés dans certaines illustrations) contre lequel il faut se défendre ou dont il faut se protéger. Muelas-Gil conclut cependant qu'un équilibre est créé dans la présentation des acteurs – enfants ou adultes d'un côté, la Covid-19 de l'autre côté – qui montre un fort souci pédagogique de la part des auteurs. C'est que tout « scénario » suggère une possibilité d'agir, qui s'ajoute à la persuasion et l'explication.
- 15 Mundt et Polzenhagen analysent des « signes reliés au Corona » dans le contexte (« paysage linguistique ») allemand, se proposant de classer ces signes dans une perspective « cognitive-linguistique ». Les objets examinés vont de l'affiche à la peinture murale en passant par le flyer administratif. Ils distinguent dans le signe trois composantes : sa localisation dans l'espace public, l'accompagnement par un agent qui se tient derrière lui, son destinataire. Ils repèrent plusieurs « schèmes » dont chacun implique un acte discursif, notamment les schèmes de la règle (1), de l'avertissement (2), de l'offre (3), de l'orientation (4). Un exemple de (1) sont les « Mesures générales de protection » publiées par l'Assurance Accidents d'Allemagne : des signes visuels-picturaux (qui rappellent les panneaux de signalisation) sont ici accompagnés d'une souscription où prédomine l'intimation – notons qu'on retrouve ici une figure rhétorique, l'emblème qui réunit une image et une légende. Citons « Respectez une distance d'un mètre et demi », « Se laver les mains ». (2) Un exemple du « schème Avertissement » est une peinture murale où l'on aperçoit l'inscription « Protégez-vous du Covid » à côté de la représentation d'un buste d'homme de profil qui porte un masque de soudeur. (3) Le « schème Offre » est par exemple présent dans l'affichette en vitrine « Nous vendons des masques lavables. » (4) Le « schème Orientation » se trouve dans l'arc-en-ciel dessiné sur une vitrine qui porte les mots « Tout ira bien »

accompagné d'un cœur : les auteurs y décèlent une opinion qui exprime un espoir. Ou encore dans une peinture murale avec deux assertions marquées par une ambivalence : « Tu n'es pas obligé de faire vacciner tous tes enfants... Seulement ceux que tu veux garder ! » Mundt et Polzenhagen y voient un exemple probant du « paysage linguistique » comme miroir sensible d'enjeux socioculturels et politiques. Ils montrent comment fonctionne l'aménagement linguistique en examinant des signes qui suggèrent au public un comportement spécifique.

- 16 Mentionnons encore que la dernière partie de l'ouvrage traite principalement du discours par lequel les professionnels de la santé s'adressent à leur public. Le thème principal est ici l'empathie, l'encouragement exprimés par le personnel médical. Citons à titre d'exemple la contribution de Galasinski et Ziolkowska qui pose la question de savoir comment, en Pologne, sont construits dans la communication entre médecin et patient, les processus de décision et les soins de fin de vie. La question du discours d'empathie dans le secteur médical est encore examinée dans d'autres pays (la Nouvelle-Zélande – par M. Degani, ainsi que le Japon – par K. Kando, co-éditeur – et les USA – par K. Schoofs *et al.*).
- 17 Notons que d'autres contributions sont consacrées au discours institutionnel (A. Salama sur la Homepage de l'OMS, M. J. Luzon sur les « Corona explainers » : *Everything the public needs to know*) ou encore aux réseaux sociaux (M. Bas et E. Efeoglu sur le discours en ligne en Turquie), ainsi qu'à une *political comedy show* de la TV nord-américaine (V. Zorzi) et à un discours professionnel (U. Vogl *et al.* sur des *coaches* touchés par le virus).
- 18 Les auteurs, on le voit, analysent des entreprises de persuasion déployées dans des support très différents en explorant leurs modalités discursives et en intégrant dans l'analyse un maximum d'informations contextuelles (*background information*). On ne peut que recommander aux chercheurs et chercheuses en Analyse du Discours et en Rhétorique la lecture de ce collectif riche en études innovantes, mais aussi en propositions de futures recherches.

NOTES

1. Il s'agit d'éléments qui mettent en perspective (accentuent, évaluent) les termes, notamment d'adverbes.
-

AUTEURS

JÜRGEN SIESS

Université de Caen, ADARR

Blandine Pennec. 2021. *Les Mots de la Covid-19 : Étude linguistique d'un corpus français et britannique* (Arras : Artois Presses Université)

Roselyne Koren

RÉFÉRENCE

Blandine Pennec. 2021. *Les mots de la Covid -19 Étude linguistique d'un corpus français et britannique* (Arras : Artois Presses Université), 271 pages, ISBN : 978-2-84832-529-3

- 1 La pandémie à laquelle tous les pays sont confrontés depuis mars 2020 a d'ores et déjà donné lieu à des publications qui n'ont pas été sans susciter quelques critiques : il serait indécent d'instrumentaliser des questions de vie et de mort afin d'ajouter une ligne dans la liste de publications des chercheurs. L'auteure de ce volume en est apparemment pleinement consciente puisqu'elle soulève le problème dès les premiers mots de l'introduction. À ses yeux, cependant, en temps de confinement où on risque de sombrer dans une passivité destructive, résister c'est précisément activer ses compétences professionnelles et les mettre au service de l'intelligibilité de ce qui s'est joué dans le champ de la communication politique et journalistique. Les auteurs du dossier 28 d'*Argumentation et analyse du discours*, consacré à la mise en œuvre des notions d'autorité et de légitimité politiques à l'échelle internationale en mars 2020, partagent manifestement ce point de vue.
- 2 Le présent volume a pour objet les discours des dirigeants britannique et français de février à juin 2020, mais aussi ceux de quatre quotidiens nationaux : *The Guardian* et *The Telegraph* du côté britannique, *Le Monde* et *Le Figaro* du côté français. L'auteure en propose une approche linguistique formaliste, justifiée par ce qu'elle appelle un phénomène de « jaillissement discursif notable » (p. 221). Celui-ci comprend des effets de « saillance », communs à toutes les strates des discours. Cette notion clé récurrente

est définie en ces termes (p. 12-13) : mise en évidence du propos, soit « en le faisant ressortir dans la chaîne linéaire par le biais de structures ou constructions mettant en valeur certains items », soit en rendant le propos « plus marquant (par l'emploi de marqueurs favorisant l'intersubjectivité) ». Il s'agit donc pour l'auteure de recenser dans ce corpus tout ce qui permet de « relier la forme au contenu propositionnel et argumentatif » et d'en évaluer l'efficacité communicationnelle. Rendre compte des effets de saillance, c'est donc recenser les formes linguistiques ayant pour fonction, dans un premier temps, de capter et de retenir l'attention de l'auditoire, puis de le persuader et/ou de neutraliser les velléités de réfutation du bien-fondé des prescriptions sanitaires. Tout se joue donc, en l'occurrence, affirme B. Pennec, dans un langage dont la puissance est d'autant plus déterminante que les prises de parole ne comprennent pas de mise en scène audiovisuelle.

- 3 L'ouvrage comprend trois chapitres : (1) Un cadre théorique où sont examinés « le type de communication concerné » et « les propriétés linguistiques générales des productions examinées » (p. 21 – 48) ; (2) Un chapitre consacré aux discours politiques de Macron et Johnson en mars 2020 (p. 49 – 134) et (3) L'analyse des articles de quatre quotidiens nationaux français et britanniques (p. 135 – 220). Le lecteur pourra aussi consulter un glossaire proposant les définitions de termes clés (p. 227 – 235) et, en annexe, le texte complet des discours de Macron, du 12 et du 16 mars 2020 et de Johnson, les 16, 19 et 23 mars (p.237 – 254), ainsi que les références des titres des articles de presse intégrés dans le corpus (p. 254 – 259) et une bibliographie des ouvrages cités (p. 261 – 268).
- 4 La décision d'analyser simultanément ces deux types de discours est justifiée par le fait qu'ils auraient tous deux l'obligation de transmettre des informations garanties par un savoir ancré dans des données objectives dûment vérifiées. Les qualités de ce savoir seraient d'autant plus cruciales que les enjeux sont la protection et la sauvegarde de la vie et de la santé des auditoires visés. Mais, ajoute l'auteure, ces discours altruistes permettent aussi, ce qui n'est pas négligeable ni incompatible, de construire simultanément l'*ethos* de ceux qui les tiennent et souhaitent gagner la confiance de leurs auditeurs respectifs ainsi qu'exercer une influence concrète sur leurs actes.
- 5 Ces informations et injonctions doivent être d'autant plus argumentées qu'elles demandent aux auditoires d'accepter des restrictions de leurs libertés. Si le *logos*, le *pathos* et l'*ethos* jouent alors un rôle central dans la force illocutoire des arguments, c'est précisément, affirme l'auteure, parce que des prescriptions coercitives seraient jugées inacceptables en contexte démocratique (p. 12). Les mesures prises par les chefs d'État et relayées par la presse se doivent d'être « adoptées dans leur principe », soit en connaissance de cause.
- 6 Si le cadre théorique englobant est l'analyse du discours, l'auteure y intègre simultanément les théories linguistiques de l'énonciation et une approche pragmatique du langage, comme d'ailleurs la stylistique et la rhétorique argumentative. Les strates différentes et interactives du langage requièrent ce cadre, à ses yeux, mais aussi la compréhension du but poursuivi par les deux chefs d'État et les journalistes : neutraliser les velléités de réactions critiques et de réfutation de leurs auditoires respectifs. Ce qu'un cadre linguistique de ce type permet donc de penser, ce sont des tentatives « de décréter, d'inciter, d'ordonner, de rassurer, d'exagérer et de rectifier etc. » (p. 16).

- 7 La délimitation du corpus politique donne la primauté aux discours prononcés en mars 2020. Il s'agit en France des allocutions du Président Macron du 16 et du 20 mars et, du côté du Royaume-Uni, de celles du Premier ministre Johnson, le 16, le 19 et le 23 mars. Concernant le volet journalistique du corpus, il est composé d'articles dans leur version en ligne sur internet, s'étirant sur la période allant de février 2020 – date de l'installation de la pandémie en Europe – à début juin 2020, date de la fin du confinement obligatoire de la population au Royaume-Uni, la France ayant commencé à lever les restrictions à la mi-mai. Il s'agit donc de la période de pré-confinement puis du premier confinement de part et d'autre de la Manche. Étant donné le foisonnement des articles publiés dans la presse, l'auteure limite le corpus journalistique aux titres, sous-titres et « chapôts » (p. 18), qui présentent selon elle de nombreux avantages : ils jouent un rôle déterminant dans la décision du lecteur de lire l'article, mais aussi dans le choix de la perspective spécifique de l'article. Mais cet angle d'attaque implique une raison supplémentaire : la condensation des stratégies discursives et rhétoriques qui y sont à l'œuvre. Ces titres et sous-titres doivent en effet pouvoir évoquer simultanément le thème de l'article et ses enjeux.
- 8 Le premier chapitre propose une approche théorique transversale et générale des pratiques linguistiques mises en œuvre dans l'ensemble du corpus. Les différents constituants définis sont régulièrement illustrés par des citations en français et en anglais. L'accent y est mis, comme l'indique le titre du chapitre : « Une communication unidirectionnelle, mais empreinte de dialogisme » - sur le caractère « monologal » d'une communication verbale orale, dans le cas des discours politiques, et écrite dans celui des quotidiens nationaux. L'ensemble du chapitre poursuit cependant un but essentiel : désigner où s'inscrivent, envers et contre tout, le « dialogisme (au sens de Bakhtine, 1978 [1975]) » et les traces d'intersubjectivité. Si le but fondamental des prises de parole politiques et journalistiques est d'instaurer des relations de confiance avec les Français et les lecteurs des quotidiens conduisant respectivement à l'application des prescriptions sanitaires et à la « fidélisation » des lecteurs, ces deux types de parole « unidirectionnels » se doivent d'activer l'arsenal des formes dialogales inhérentes au système du langage. La mise en œuvre de cet arsenal permet de surmonter l'obstacle de l'absence de récepteurs présents en chair et en os.
- 9 Si les formes impliquant des adresses à autrui méritent en outre de retenir particulièrement l'attention de l'auteure, c'est aussi en raison de la distance créée par l'*ethos* en surplomb du chef de l'État et la fonction journalistique de « référence sociétale ». Or cette distance serait un obstacle dès lors que les chefs d'État et les journalistes aspirent non seulement à établir leur autorité, mais à créer des liens d'empathie et à prouver leur solidarité. La construction discursive de l'*ethos* des locuteurs est donc plus cruciale que jamais : elle joue un rôle déterminant dans la fiabilité, l'efficacité et l'acceptabilité de leurs dires. Ainsi, comme l'auteure va le montrer, des phénomènes de négociation du sens proposé ou prescrit sont à l'œuvre bien que le dispositif de communication ne soit pas interactionnel.
- 10 La communication à l'œuvre dans la crise sanitaire de la Covid-19 comprend les traits distinctifs majeurs suivants : contrôle verbal logique, aussi bien à l'oral qu'à l'écrit, et dimension unidirectionnelle des prises de parole. Par communication « logique », « contrôlée », « préparée » (p. 21-22) l'auteure entend l'énonciation de discours « cohérents, structurés et homogènes à l'instar du texte écrit ». Ces qualités, souligne l'auteure (p. 225), surprennent d'autant plus que la pandémie est un événement

particulièrement « éprouvant et déstabilisant ». Ceci implique que l'auditeur soit pris comme « un co-énonciateur » certes abstrait, mais représentant cet « autre » qu'il faut non seulement informer, mais convaincre à mettre les conseils, injonctions et prescriptions en œuvre. Tout se joue donc dans les mots et rend d'autant plus essentielles les ressources d'un arsenal linguistique, stylistique et argumentatif donnant aux citoyens ou aux lecteurs le sentiment d'être des interlocuteurs intégrés dans la trame des discours des deux hommes d'État ou des journalistes remplissant la fonction de locuteur collectif. Les caractéristiques linguistiques « transversales » des deux volets du corpus sont donc à l'origine du choix des angles d'attaque théoriques sélectionnés : la dimension dialogique, la construction discursive de l'*ethos*, les prises de position énonciatives, les aspects pragmatiques des discours, la mise en œuvre occasionnelle d'une rhétorique figurale et/ou argumentative.

- 11 Aussi surprenant que cela puisse paraître, le trait distinctif de la communication unidirectionnelle est constamment compensé, selon l'auteure, par la présence verbale, dans la trame même des dires des chefs d'État et des journalistes, du récepteur sous la forme des points de vue circulant dans la société civile ou de l'évocation de ses discours critiques (p.31). « Si l'on considère cette incorporation de propos ou points de vue allogènes, il est possible », souligne l'auteure, à la suite de Bakhtine (1978 [1975]), de parler de « dialogisme actif » (p. 32-34). Ce type d'intégration présente en outre l'avantage de permettre aux locuteurs d'intégrer leurs auditoires « pour mieux les moduler ». C'est dans des paramètres comme les aspects, les modalités et les structures complexes, soit « les marques énonciatives constituant les indices de cette intégration de l'altérité », qu'est examinée la mise en œuvre de ce dialogisme. Le concept d'*ethos* est, pour sa part, exploré « en termes de positionnements énonciatifs et en regard des différences qui permettent de le distinguer des notions de *logos* et de *pathos*. De l'*ethos* dépendra « la construction de valeurs d'ordre moral » : « la bienveillance, la sincérité, la probité, l'intégrité, la loyauté », mais aussi des valeurs « d'ordre contextuel » : « la situation sociale du locuteur, ses positionnements, son rapport à autrui » (p. 36).
- 12 La notion de saillance dont l'auteure recherche systématiquement les traces linguistiques est, par ailleurs, à l'origine du constat suivant : les deux volets du corpus possèdent une « forte dimension pragmatique » (p. 39-43) qui se manifeste sous la forme d'actes de langage et d'une mise en œuvre de la composante implicite du discours régulée par les présupposés et les sous-entendus. Si ces derniers ne figurent pas dans la part visible du discours, ils n'en sont pas moins le fruit des constituants du cotexte et de l'interprétation de l'allocutaire. Le « jaillissement discursif » à visée interactive inclut même ce type de déduction improuvable.
- 13 La dernière strate linguistique évoquée dans cette présentation transversale est celle de la rhétorique figurale. L'auteure y donne la primauté à deux figures emblématiques : l'anaphore et la métaphore. La première joue assurément un « rôle mémoriel, régulateur et signalétique », ainsi que le souligne Bonhomme (2005 : 41 et 62). Elle caractérise essentiellement les discours politiques, mais la métaphore joue un rôle capital dans les deux catégories de discours. Le trope et ses comparants types : la guerre et la vague marine - met en œuvre « une pensée plus riche et plus complexe » activant une « logique intensionnelle », indépendante de la « valeur de vérité » (p. 45). Il possède, enfin, une dernière qualité extrêmement précieuse pour le locuteur cherchant à faire adhérer ses auditoires à ses préconisations : il est beaucoup plus difficile à réfuter qu'une description ancrée dans l'observation du réel référentiel.

- 14 Si l'auteure avait pour but, jusqu'à présent, de présenter une approche théorique générale du dispositif communicationnel de la crise sanitaire correspondant à la complexité des strates du discours, elle passe au chapitre deux à ce qui est en fait le véritable enjeu de l'ouvrage : le détail des procédés linguistiques et rhétoriques en jeu dans les discours politiques britanniques et français ayant mené au premier confinement.
- 15 La rhétorique dont ce chapitre rend compte « repose sur une synergie d'outils intervenant à différents niveaux » (p. 133) : « celui des structures syntaxiques et expressives, et celui des mots grammaticaux favorisant l'argumentation ». Celle-ci bénéficie, comme le démontrera l'auteure, du renfort – saillance oblige – de « marqueurs de totalité », d'impératifs, de formes modales, de performatifs et de figures de répétition comme l'anaphore, les rythmes binaires et ternaires et même la parataxe. Ces outils ont essentiellement pour but de décupler la force des raisonnements logiques et de contribuer à la construction discursive des *éthè* des deux chefs d'État en « chef de guerre », pour Macron, ou de « combat » contre « l'ennemi » pour Johnson. Le parallélisme et les similitudes entre ces deux personnalités et entre leurs rhétoriques sont le fil conducteur de l'ensemble du chapitre.
- 16 Tout commence par la répétition de « lexèmes significatifs » qui seront recensés et analysés, tour à tour, côté français et côté britannique. Il s'agit de : « la gravité de la situation », « grave », « la solidarité », l'exhortation à lutter « ensemble », l'opposition entre « le nécessaire » et le « non-nécessaire » (p. 51-52). Côté britannique, l'auteure recense (p. 53-56) l'adjectif « right » qui qualifie la « justesse des décisions », « le nécessaire et l'essentiel », le virus assimilé à « l'ennemi invisible ». La question des « paramètres nécessaires à la vie », martelée par Macron comme par Johnson, « constitue un dénominateur commun très fort de leurs allocutions » (p. 56).
- 17 Le développement suivant a pour titre : « Les anaphores ou épiphores structurantes et leurs possibles combinaisons avec des métaphores ». Il ne s'agit plus de la répétition d'un lexème unique, mais d'un syntagme ou d'un énoncé en tête de plusieurs énoncés ou au contraire en guise de clôture. Côté français l'auteure commente l'épiphore de la fameuse formule « Quoiqu'il en coûte ». La question des aspects financiers de la crise sanitaire est ainsi présentée comme « non pertinente par rapport aux visées évoquées sous forme ternaire (“porter assistance”, “prendre en charge des malades” et “sauver des vies” » (p. 57). L'anaphore de « je veux » contribue, par contre, à la construction d'un *ethos* rappelant que le chef de l'État est d'autant plus digne de confiance qu'il est en permanence aux commandes. Mais « je veux » introduit aussi, simultanément, un autre acte de langage : « faire la leçon » aux citoyens, « mettre en garde » ceux qui « ne respectent pas les règles édictées ».
- 18 « Je compte sur vous » (p. 59) est une autre anaphore clé confirmant pleinement, aux yeux de l'auteure, qu'« un énoncé performatif ne se contente pas de décrire un état de fait, mais constitue lui-même une action », « l'énonciation et l'action qu'il dénote sont indissociables ». La conception pragmatique de l'implicite permet aussi, en l'occurrence, de décréter que l'autre – ici la population française – est digne et capable de « recevoir cette confiance » (p. 60). L'anaphore se double enfin d'une métaphore lorsque Macron scande, dans le discours du 16 mars annonçant le confinement, l'énoncé « nous sommes en guerre ». Côté britannique, l'auteure propose alors les analyses détaillées de « *it is vital* » (p. 62-63) et « *we're asking* » (p. 63-64).

- 19 L'anaphore n'est cependant pas la seule figure de répétition mise en œuvre dans les discours de Macron et Johnson. L'auteure poursuit ses analyses par l'étude de l'énumération (p. 64-66, côté français, 66- 69, côté britannique), du rythme binaire (p. 70-73, côté français, p. 76-78, côté britannique), ternaire (p. 73-74, côté français, p. 78, côté britannique) et d'un rythme « concis » créé par la notion syntaxique de parataxe (p. 74-75, côté français uniquement). Ce que ces analyses approfondies démontrent clairement, ce sont les liens étroits entre les notions de « saillance », de martèlement et leur enjeu socio-politique fondamental : obtenir l'adhésion de la totalité des citoyens - de gré ou de force, par la séduction ou par une force illocutoire décuplée - aux mesures préconisées par les deux chefs d'État. La saillance des figures de répétition est d'autant plus cruciale qu'elle est mise en œuvre dans un contexte strictement verbal où seule peut agir, affirme l'auteure, une « théâtralisation » multidirectionnelle du verbe.
- 20 Ce travail de configuration de la parole publique est encore approfondi par une structuration argumentative « logique » des discours, garante de leur « cohérence » (p. 79). Cela implique, côtés français et britannique, l'analyse de structures explicatives en « pourquoi », soit de procédures que les chefs d'États voudraient en fait « incontestables » et « irréfutables » (p. 80), leur permettant d'évoquer les causes et les effets des événements. « En soignant le *logos*, souligne l'auteure, c'est bien entendu également l'*ethos* qui est du même coup favorisé » : Johnson et Macron contribuent ainsi à justifier la confiance à laquelle ils aspirent (p. 85).
- 21 La dimension argumentative des discours bénéficie aussi, par ailleurs, de l'adjonction de « mots grammaticaux » contribuant à augmenter la force des stratégies de surdétermination et d'amplification à l'œuvre dans les discours politiques (p. 98). Il s'agit de « marqueurs de totalité et de parcours », de « superlatifs, comparatifs et adverbess de haut degré », de « modaux », de « pronoms et références afférentes », de « formes impératives », du « performatif » et de « formes aspectuelles » (p. 98 - 134).
- 22 L'auteure commente ainsi, dans cette dernière partie du chapitre 2, des énoncés répétitifs où les deux hommes politiques s'engagent respectivement à prendre « toutes les mesures nécessaires », à « tout mettre en œuvre pour... », soit à conjuguer les emplois collectifs et individuels de « all » et « every » (p. 98-105). Sont ainsi évoqués, dans le cas de Macron, la décision rassurante de prendre en ligne de compte : l'« ensemble » des « zones géographiques » nationales, l'« ensemble des soignants », de « la population française », des « élus », des « moyens financiers déployés » pour surmonter la crise économique : aucune source d'inquiétude n'est négligée. Les « superlatifs, comparatifs et adverbess de haut degré » évoquent, quant à eux, la nécessité d'une « logique de dépassement » posant les bases d'une « logique de résilience ». Les modaux communiquent aux arguments la radicalité et la « pression » de semi-auxiliaires comme « devoir », « falloir », « *need (to)* », « *should* » et « l'auxiliaire modal *will* ». Le Premier ministre exhorte ainsi la nation à « effectuer », sous sa direction, « un gigantesque effort national » soit à accepter et à appliquer un confinement présenté comme obligatoire (p. 111-118). Ce développement est suivi par l'analyse des « pronoms et références afférentes » (p. 118 - 124) « je », « nous », « vous » et « *we* » alternant avec « *I* ». Si « nous » présente l'avantage de pouvoir à la fois avoir Macron, les ministres du gouvernement et l'ensemble des Français pour référents, soit de diffuser une « puissance de communion » et de « communication », « je » surgit lorsque « le Président Macron assume la pleine responsabilité de la mesure, de l'action ou d'un « état d'esprit » évoquant son « empathie pour les Français qui souffrent » (p.

- 119). Ce même « je » peut aussi construire un *ethos* paternaliste en surplomb et s'adresser aux citoyens afin de leur prodiguer des félicitations et des encouragements augmentant les chances d'adhésion aux mesures décrétées. Le « we » de Johnson est, affirme et démontre l'auteure, du même ordre. « I » crée simultanément un effet de proximité et d'« entre nous », il accompagne les « verbes de point de vue » ainsi que « de positionnements plus subjectifs » (124). Suit un développement sur les formes impératives (p. 124 – 129) et le performatif qui ont pour fonction d'amplifier les procédures d'exhortation à accepter des mesures draconiennes.
- 23 Le développement concernant « les formes aspectuelles » clôt le chapitre et constitue un des rares cas où il n'y a pas de similitude entre les grammaires des deux langues. Si le performatif est plus spécifique des prises de parole de Macron, l'exploitation de la valeur aspectuelle accomplie est caractéristique du Premier ministre britannique qui l'utilise afin d'effectuer des « bilans » destinés à évoquer le succès de mesures prises dans le passé, et d'« exhorter » de ce fait la population « à une forme de courage » (p. 130 – 133).
- 24 L'auteure insiste, dans le « bilan » du chapitre sur la très riche « palette » de techniques discursives, argumentatives et de « mots grammaticaux » mis « au service de l'argumentation ». Il y aurait donc un rapport paradoxal de cause à effet entre la sidération et la déstabilisation des Français et des Britanniques et la force illocutoire, la richesse rhétorique et linguistique et la volonté des deux chefs politiques de recourir au *logos* afin de créer un sentiment de maîtrise. Si cette richesse se manifeste dès le 12 mars dans les discours de Macron, la « complexification » des discours de Johnson commence un peu plus tard : à partir du 16 mars -, mais ne cesse ensuite d'augmenter dans les discours du 19 et du 23 mars 2020.
- 25 Une approche linguistique de la communication journalistique durant les premiers mois de la pandémie est l'objet du troisième et dernier chapitre du volume. Le corpus y est essentiellement constitué par des titres et des sous-titres d'articles emblématiques. La quantité d'articles est telle, affirme l'auteure, qu'il aurait été impossible d'en rendre compte linguistiquement, or, c'est définitivement l'approche à laquelle elle souhaite donner la primauté. Le chapitre s'achève cependant par l'étude de « l'articulation des procédés examinés » dans le corps de deux articles types analysés en entier. La communication journalistique activée dans ce corpus a tout d'abord pour but d'« attirer l'attention du lecteur, de lui donner envie ou de créer la nécessité de lire l'article ». Il y a, insiste l'auteure, oscillation entre une rhétorique instaurant un climat d'inquiétude et donc de dépendance, et une rhétorique riche en conseils permettant, au contraire, aux lecteurs de « s'organiser », de « garder espoir » et donc de mieux affronter la crise. Les journalistes arborent alors simultanément un *ethos* d'« enquêteurs » et de « protecteurs » cherchant à fidéliser leurs auditoires dans des espaces discursifs où ils se doivent d'être en mesure de rivaliser avec d'autres sources d'information également disponibles en ligne. Il s'agit donc globalement, comme dans le cas de l'analyse des discours politiques, « d'examiner les éléments grammaticaux », les structures pragmatiques argumentatives ainsi que « leur synergie » et de tenter de passer d'un niveau « microlinguistique » à une montée en généralité « plus macrolinguistique » (p. 140).
- 26 Le lecteur trouvera donc dans cette troisième et dernière partie l'analyse détaillée de questions linguistiques similaires à celles analysées au chapitre deux dans le cas des discours politiques : « les questions à valeur dialogique », d'autant plus importantes

qu'il s'agit de discours journalistiques écrits et donc « unidirectionnels », « les actes illocutoires à valeur de conseils » ou « d'injonctions », « les jeux relatifs aux pronoms », « les phrases averbales et l'effet de focalisation », « les relations causales », « les stratégies implicites », « les comparatifs et superlatifs » et un dernier développement qui mérite une attention particulière parce qu'il rend compte d'un type de perception du temps pandémique différent de celui des discours politiques : la question de la projection dans l'avenir, soit « les prévisions, prédictions et déductions » (p. 195-218). Si les discours politiques se situent essentiellement dans le présent actuel de prises de parole aspirant à persuader l'auditoire d'exécuter aussitôt les mesures préconisées, les discours des quatre quotidiens se livrent, même durant ce premier confinement, affirme l'auteure, à un « exercice d'anticipation » (p. 195) comprenant des « procédés hypothétiques » (soit la valeur modale classique du conditionnel présent), des emplois du futur à valeur temporelle ou modale (expression de l'ordre) ou du présent, mais mis en corrélation avec des formes lexicales orientant l'interprétation vers l'avenir (« Coronavirus : plus de 90 000 morts dans le monde et une crise économique qui s'annonce terrible » *Le Monde*, 09.04.20, p. 199). Ce sont donc les discours journalistiques écrits qui assument l'acte de dire ce qu'un « temps de guerre » sanitaire modifie dans la perception individuelle et collective de la notion de temporalité.

- 27 Blandine Pennec déclare à plusieurs reprises, dans cet ouvrage, que l'approche linguistique est sa priorité ; et de fait *Les Mots du Covid-19* comprend des analyses sémantiques, syntaxiques et pragmatiques riches et stimulantes, désignant même, au moment de conclure, quelques différences opposant le français à l'anglais en dépit des nombreuses similarités désignées dans le volume (p. 224). Mais elle pratique aussi, simultanément, une conception élargie de la linguistique dans laquelle elle intègre les rhétoriques figurale et argumentative et un constant souci des enjeux pragmatiques de la communication politique et médiatique en temps de crise. C'est cette part de l'ouvrage que je voudrais problématiser au moment de conclure ce compte rendu.
- 28 L'ouvrage ne répond pas ou fort peu aux questions suivantes : la « saillance » ou « surdétermination » des pratiques discursives, pragmatiques et rhétoriques, à l'œuvre dans les discours de Macron et Johnson et des quatre quotidiens nationaux sélectionnés, sont-elles uniquement spécifiques de cette crise sanitaire ? Ne constituent-elles pas des traits également spécifiques d'autres genres discursifs comme les discours littéraires, polémiques ou pamphlétaires ? Tout argumentaire n'a-t-il pas pour enjeu de mettre en œuvre les raisonnements ayant le plus de chances de le rendre irréfutable ? On peut donc se demander quels seraient en fait les traits distinctifs intrinsèques, inédits, du corpus politique et médiatique de l'ouvrage. L'auteure insiste, quant à la presse écrite, sur l'oscillation entre se faire l'écho des peurs et des incertitudes, soit entre le fait de les nourrir d'une part, et, au contraire, celui d'informer, de rassurer, d'attirer l'attention et de créer ainsi un état de dépendance ou de « fidélisation » (p. 218) ; elle insiste également sur le ton péremptoire des journalistes et sur une rhétorique dont la subjectivité est masquée par des « effets d'objectivité » (177). Mais ces traits distinctifs à la fois antithétiques et complémentaires sont considérés depuis de nombreuses années comme spécifiques de l'écriture de presse en général.
- 29 En quoi donc le contexte socio-politique et historique de mars 2020 est-il différent des contextes antérieurs ? Quant aux mots grammaticaux venant renforcer l'argumentation, phénomène linguistique dont l'ampleur serait, aux yeux de l'auteur,

l'élément le plus original du corpus, n'est-ce pas vrai de tout discours où pratiques discursives et arguments sont étroitement intriqués dans la trame du langage ?

- 30 Le lecteur attend, en outre, me semble-t-il, une proposition de réponse quant au fait que deux hommes politiques aussi différents que Macron et Johnson recourent, comme l'auteure ne cesse de le souligner, à des rhétoriques similaires. Serait-ce pour les motifs moraux qu'elle invoque subrepticement à plusieurs reprises et qui jouent, comme elle l'évoque alors, un rôle lié au sentiment de responsabilité collective des dirigeants envers la survie et la santé de leurs concitoyens ? Divers éléments dans l'analyse vont dans ce sens, sans pour autant proposer de développement supplémentaire. La formule « quoi qu'il en coûte », dont elle souligne la répétition anaphorique, indique ainsi qu'un chef d'État, partisan convaincu d'un capitalisme libéral, se dit prêt à passer sans hésiter d'un régime de rationalité instrumental, essentiellement guidé par des intérêts financiers, au régime de rationalité d'une éthique des vertus. Ce changement de positionnement ne serait donc plus uniquement une question de captation de l'attention de la société civile. Il est également question d'injonctions particulièrement impératives, mais aussi « d'ordre moral », dans le passage suivant qui souligne ponctuellement l'existence d'une strate discursive éthique supplémentaire :

Ces injonctions mêlent à la fois mesures politiques et sanitaires, traduisant une fois de plus la spécificité de cette crise. Mais au-delà de ces injonctions concrètes, ce sont aussi des préconisations d'ordre moral qui sont transmises et viennent constituer un étage supplémentaire dans le « feuilleté » des recommandations. (p. 125)

- 31 Et enfin, si l'un des traits spécifiques des discours politiques oraux du corpus est le paradoxe de ses qualités logiques, dûment calculées et préparées, comme le souligne l'auteure à plusieurs reprises, pourquoi est-ce aussi surprenant à ses yeux ? N'est-ce pas le prix de la crédibilité du dirigeant en temps de pandémie ?
- 32 *Les mots du Covid-19* attribue donc la richesse linguistique formelle des discours politiques et journalistiques de mars 2020 à la nécessité d'informer, mais aussi de protéger et de rassurer l'ensemble d'une population sous le coup de la sidération due à la pandémie et à l'annonce du confinement dans les deux pays. Les premiers mots de l'ouvrage évoquaient la prise de conscience éthique d'une linguiste désireuse de « répondre à un besoin d'agir » soit de contribuer à la « compréhension » des événements en recourant à un savoir épistémique. Blandine Pennec propose là une piste de réflexion dont les quelques passages où elle évoque la dimension morale des discours de mars 2020 posent d'ores et déjà quelques jalons, comme l'indiquent les trois exemples ci-dessus et les premières lignes de l'introduction.

AUTEURS

ROSELYNE KOREN

Université Bar-Ilan, ADARR